

REF

DOSSIER  
**GAUCHE :**  
**QUEL**  
**AVENIR ?**

Entretien  
avec Zygmunt Bauman

La politique a-t-elle vocation  
à être de droite ?  
Stéphane Le Lay

Carte blanche  
à Bernard Noël

NOUVELLES  
**Fondations**

*Trimestriel n° 7/8 – décembre 2007 – 25 €*

ME





# NOUVELLES FondationS

**Directeur de publication**  
Michel Maso

**Rédacteur en chef**  
Bernard Frederick

**Rédacteur en chef adjoint**  
Théophile Hazebroucq

**Conseiller de la rédaction**  
Jérôme-Alexandre Nielsberg

**Comité de rédaction**  
Alexandre Courban, Tania Bachénina-Remond,  
Stéphane Bonnery, Quynh Delaunay,  
Denis Fernandez-Récatala, Bernard Frederick,  
Théophile Hazebroucq, Sacha Kleinberg,  
Chrystel Le Moing, Jean Lojkine, Michel Maso,  
Frédérique Matonti, Jérôme-Alexandre Nielsberg,  
Arnaud Spire, Serge Wolikow.

**Iconographie**  
Reproduction de la peinture (détails)  
« Le Jardins des délices » de Jérôme Bosch

**Éditeur**  
Fondation Gabriel Péri, 22 rue Brey 75017 Paris  
Téléphone : 01 44 09 04 32  
Courriel : [fondations@gabrielperi.fr](mailto:fondations@gabrielperi.fr)

**Abonnement et diffusion**  
Prix au numéro 15 €  
Tarif abonnement :  
1 an : 45 € – Étudiants et chômeurs : 25 €  
2 ans : 80 € – Étudiants et chômeurs : 50 €

**Commandes et abonnements**  
(accompagnés du règlement) à :  
Collectif des éditeurs indépendants  
37, rue de Moscou 75008 Paris

**Conception/réalisation graphiques**  
Atelier Sacha Kleinberg

Revue trimestrielle

ISBN : 2-916374-12-4  
ISSN : 1951-9745





*Fondation*<sup>NOUVELLES</sup>*S*

# TROU D'ÈRE

Les mouvements sociaux, divers mais déterminés, constituent cet automne 2007 la seule véritable opposition au pouvoir de plus en plus « totalisant » du chef de l'État. La gauche est au pire atone, au mieux inaudible. Ses échecs – relatifs – aux élections présidentielles et législatives du printemps ne sauraient expliquer, à eux seuls, ce silence. Celui-ci, cependant, autorise toutes les audaces à droite.

Nicolas Sarkozy a réussi ce qu'aucun dirigeant conservateur n'avait accompli avant lui : réunifier et « décomplexer » les droites divisées depuis 1940, quand le plus gros de leurs troupes et de leurs généraux était passé, avec Pétain, du côté de l'occupant nazi. Le gaullisme est définitivement enterré, malgré quelques survivants ici et là ; la démocratie chrétienne, héritière du MRP, est dispersée. Le modèle institutionnel issu de la V<sup>e</sup> République portait au « *coup d'état permanent* », il en est désormais lui-même victime. Le candidat Sarkozy avait promis la « rupture », il tient sa promesse.

En quoi consiste cette « rupture » ? Il revenait naturellement à M. Denis Kessler<sup>1</sup> ancien numéro deux du Medef – l'héritier du Comité des forges<sup>2</sup> de 1940 entièrement acquis à Vichy et au Reich – de nous éclairer à ce sujet. Il le fait dans un éditorial intitulé : « Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! ». En voici quelques extraits : « *C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! (...). Cette "architecture" singu-*

*lière a tenu tant bien que mal pendant plus d'un demi-siècle. Elle a même été renforcée en 1981, à contresens de l'histoire, par le programme commun. Pourtant, elle est à l'évidence complètement dépassée, inefficace, datée. Elle ne permet plus à notre pays de s'adapter aux nouvelles exigences économiques, sociales, internationales (...).*

*Il aura fallu attendre la chute du mur de Berlin, la quasi-disparition du Parti communiste, la relégation de la CGT dans quelques places fortes, l'essoufflement asthmatique du Parti socialiste comme conditions nécessaires pour que l'on puisse envisager l'aggiornamento qui s'annonce. Mais cela ne suffisait pas. Il fallait aussi que le débat interne au sein du*

*monde gaulliste soit trahi, et que ceux qui croyaient pouvoir continuer à rafistoler sans cesse un modèle usé, devenu inadapté, laissent place à une nouvelle génération d'entrepreneurs politiques et sociaux. Désavouer les pères fondateurs n'est pas un problème qu'en psychanalyse ».*<sup>3</sup>

À propos de psychanalyse, justement, tandis que la droite s'affaire sur tous les fronts, la gauche semble bien s'être une fois de plus allongée sur le divan. Son passé la hante, mais elle y revient sans cesse, quelque « identité » qu'elle veuille défendre ou refonder. Et, devant ses échecs, elle réagit comme les « démocrates »

de la France de 1850, que Marx raillait avec gourmandise : « *Mais si, dans la pratique, leurs intérêts apparaissent sans intérêt, et si leur puissance se révèle une impuissance, la faut en est aux sophistes pernicious qui divisent le peuple indivisible en plusieurs camps ennemis (...) ou encore, c'est qu'un détail d'exécution a tout fait échouer, ou, enfin, c'est qu'un hasard imprévu a fait perdre cette fois la partie [Je souligne]. En tout cas, le démocrate sort de la plus honteuse des défaites tout aussi pur qu'il était innocent lorsqu'il y est entré, fort de cette nouvelle conviction qu'il lui faut vaincre, et que ce n'est pas à lui ni à son*

M. Denis Kessler ancien numéro deux du Medef – l'héritier du Comité des forges de 1940 : « C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! »



parti d'abandonner leur ancien point de vue, mais qu'au contraire ce sont les conditions qui doivent mûrir pour enfin lui correspondre ».<sup>4</sup>

En vérité, il y a bien un changement d'ère, car, comme le note l'historien Moshe Lewin, « *Les crises et les phases de décomposition font partie intégrante de l'histoire. Souvent, elles masquent la fin d'une ère, d'un système* ».<sup>5</sup>

Cette « rupture » ne saurait trop simplement être datée de la chute du mur de Berlin, quand bien même c'en est un jalon essentiel. Car l'échec du soviétisme, du « socialisme réel » ou du « communisme », n'est qu'une part d'un échec plus vaste dont il est au reste la conséquence, celui du *socialisme historique*, ce mouvement d'émancipation humaine débuté à l'orée du XIX<sup>e</sup> siècle avec la Révolution française, capable de porter, dans la *synthèse imaginaire* de tous ses courants, l'espoir d'un *autre possible* que le vécu quotidien du monde du travail et de la création.

Car enfin, ce qui paraît le plus important, en dernière instance, ce n'est pas que la révolution d'Octobre ait échoué, c'est qu'aucune autre révolution (violente ou pacifique, voire réformiste) n'ait jamais eu lieu dans les pays les plus industrialisés, là où Marx et Engels la pressentaient imminente. Le plus grand échec, l'échec déterminant du socialisme historique, paraît résider dans cette remarque de Slavoj Žižek : « *l'histoire du capitalisme est la longue histoire de la façon dont le cadre idéologique et politique dominant a pu concilier et éteindre le tranchant critique des mouvements et des revendications qui semblaient menacer sa survie* ».<sup>6</sup>

Cette « longue histoire » renvoie moins à l'échec qu'au défi, au passé qu'au présent. Plutôt que d'aller *au divan*, la gauche devrait aller *au-devant* de l'histoire, seule manière de sortir du « trou d'ère » qui l'aspire toute entière.

Dans un petit livre indispensable, Alfredo Rei-

chlin, ancien dirigeant du PCI et ex-directeur de *L'Unita*, affirme que « *ce qui [lui] pèse le plus, ce n'est pas le silence sur le passé, mais le silence sur le présent. C'est cela que la gauche ne réussit pas à lire : le présent* ». « *S'il est vrai, poursuit-il, que le passé n'est pas lisible à partir du passé, mais seulement à partir des problèmes laissés sans solution et des interrogations nouvelles qui se sont posées, c'est-à-dire du présent, c'est ici que gît la vraie, la grande, l'inédite difficulté. Elle vient du fait que le présent dans lequel nous sommes immergés représente une authentique césure politique, car il s'agit d'un changement très profond, non seulement des choses mais des esprits, et*

*aussi de toutes les formes (État-nation, les classes, l'industrialisme) dans lesquelles a été pensée la politique, et sur la base desquelles la gauche a élaboré son identité historique et organisé ses luttes* ».<sup>7</sup>

Pour Alfredo Reichlin, il faut à la gauche « *une pensée nouvelle, capable de lire le monde dans lequel nous sommes immergés (...) Une pensée capable de rendre à la gauche le sentiment d'une fonction historique et qui, en même temps, sache donner à la politique d'aujourd'hui une dimension nouvelle* ». Que le dossier de ce numéro

contribue, modestement, à l'émergence de cette « pensée nouvelle ». ●

Bernard Frederick

1. N°2 du Medef de 1994 à 1998, directeur général d'Axa, banquier, président de la Fédération française des sociétés d'assurances, actuellement président du groupe de réassurance Scor, toujours membre du Conseil économique et social, du Conseil national des assurances, du Comité européen des assurances, et de la Commission des comptes de la nation.

2. Parmi les hommes du Comité des forges, un certain Pucheu qui désigna Guy Môquet aux Allemands pour être fusillé à Châteaubriant.

3. Éditorial du magazine *Challenges* du 4 octobre 2007.

4. *Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Éditions sociales, Paris 1984.

5. *Le Monde Diplomatique*, novembre 2007.

6. *Vous avez dit totalitarisme?*, Éditions Amsterdam, Paris 2007.

7. Vittorio Foa, Miriam Mafai, Alfredo Reichlin, *Le Silence des communistes*, *L'Arche*, avril 2007 et la pièce de théâtre éponyme créée le 8 juillet 2007 au festival d'Avignon dans une mise en scène de Jean-Pierre Vincent.





# LA POLITIQUE A-T-ELLE VOCATION À ÊTRE DE DROITE ?

STÉPHANE LE LAY\*

Comme le notait Frédéric Sawicki à propos de la campagne présidentielle de 1988<sup>1</sup>, une situation politique se distingue des phases routinières par l'importance de son enjeu et par l'imminence de la sanction électorale, les électeurs acquérant à cet instant précis le rôle de l'arbitre, dans une configuration où se mêlent dramatisation des échanges politiques en interaction, « désenclavement des sites de confrontation<sup>2</sup> », et prudence rhétorique. Dans le cas qui m'intéresse, à savoir la mise en balance de la victoire de l'un et la défaite des autres à l'élection de 2007, le cadre posé par Sawicki me paraît conserver sa pertinence, bien que je ne prétende pas en explorer toutes les dimensions.

Une idée récurrente dans les analyses politiques postule une « droitisation » de la société française, notamment sur le plan des valeurs. Ce mouvement serait l'une des raisons de la victoire de Nicolas Sarkozy aux dépens de Ségolène Royal<sup>3</sup>. Cette hypothèse peine toutefois quelque peu à expliquer la résistance des forces de gauche lors des élections législatives et s'articule mal avec une seconde explication avancée pour rendre compte du succès de l'actuel président de la République, à savoir le dépassement des lignes de clivage politique<sup>4</sup>.

En m'appuyant sur la typologie wébérienne classique des formes de légitimité (charismatique, traditionnelle et rationnelle-légale)<sup>5</sup>, je voudrais montrer que c'est davantage dans le rapport au pouvoir des candidats et des partis politiques en présence qu'il peut être intéressant de chercher des éléments de compréhension des résultats électoraux récents. Sarkozy a, semble-t-il, réussi à construire une sorte de bricolage de légitimité articulé à un rapport au pouvoir particulièrement individualisé, que ses adversaires directs n'ont pas pu,

su ou voulu endosser. Face à une *conception de droite du pouvoir* peine à émerger un pendant alternatif de gauche, ce qui n'est pas sans conséquence sur la réception par les électeurs de l'« offre » politique en présence<sup>6</sup>.

**SARKOZY : UNE IDÉE PRÉCISE DU POUVOIR** Même s'il veut se présenter comme un candidat « hors système<sup>7</sup> », Sarkozy doit sa position actuelle à une trajectoire politique marquée par une longue présence au sein de la V<sup>e</sup> République à des postes à haute responsabilité, aux niveaux local et national, qu'ils fussent militants ou institutionnels. Cette bonne connaissance pratique et symbolique des jeux et enjeux du champ, alliée à une correspondance étroite entre son ethos et les réalités de la concurrence interindividuelle (pugnacité, patience, ambition, opportunisme, sens tactique, vision stratégique), lui a permis de se présenter comme le seul candidat de droite crédible, lors de sa prise de pouvoir de l'UMP, où il a éliminé progressivement l'ensemble de ses adversaires, notamment chiraquiens. Une fois la machine électorale conquise, en partie grâce à l'appui des militants, et mise en ordre de marche<sup>8</sup>, le futur candidat n'aura eu de cesse de se construire une figure de chef menant une bataille, combattant le « politiquement correct » (qui dans les faits sous-entend un réinvestissement de thématiques considérées comme réactionnaires depuis plusieurs décennies), pour regagner une partie de l'électorat classique de droite que le Front national avait au fil des années attirée. Pour cela, Sarkozy a explicitement engagé la lutte dans le champ politique sur une base idéologique autour de quelques valeurs selon lui essentielles (cf. encadré 1) :

« Le vrai sujet de cette présidentielle, ce sont les valeurs. [...] Cette année, derrière les apparences d'un certain zapping, tout – le travail, l'éducation, l'immigration, la sécurité – s'ordonne autour de la crise d'identité que traverse la France. D'où ma campagne sur le sens et sur les valeurs, qui désoriente certains

\* Sociologue. Dernier ouvrage paru : P. Cours-Salies et S. Le Lay (dir.), *Le Bas de l'échelle. Constructions sociales des situations subalternes*, ERES, Ramonville Saint-Agne, 2006.



commentateurs mais dont les Français ont bien compris la nouveauté : je ne mène pas un combat politique mais un combat idéologique. [...] Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées. C'est la première fois qu'un homme de droite assume cette bataille-là<sup>9</sup>. »

#### ENCADRÉ 1

ALLOCATION DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,  
DEVANT LES PARLEMENTAIRES DE LA MAJORITÉ.

Palais de l'Élysée, Paris, le 20 juin 2007

« Si j'ai tant parlé de la valeur travail, c'est parce qu'elle est centrale.

Il manque à la France un point de croissance en moyenne par an.

S'il manque à la France un point de croissance, c'est parce que globalement et quels que soient les efforts de nos compatriotes, la France ne travaille pas assez. C'est une vérité.

S'il manque à la France un point de croissance, c'est parce qu'on a dévalorisé le travail. C'est parce qu'on fait tout pour décourager les Français de travailler. C'est parce que le chômage de masse, l'insécurité dans l'emploi, la stagnation du pouvoir d'achat des salaires, la dégradation des conditions de travail ont abîmé le travail. Alors comment croire au travail quand il y a des travailleurs pauvres ? Comment croire au travail quand de plus de travailleurs n'arrivent plus à faire vivre leur famille en travaillant ? Comment croire au travail quand le travail ne garantit même plus l'intégration sociale ?

Alors ma politique, celle que nous allons défendre avec le Premier ministre, ce n'est pas la politique de l'offre, ce n'est pas la politique de la demande. Ces querelles d'écoles n'ont aucun intérêt.

Ma politique, ce n'est pas la politique des entreprises, ce n'est pas la politique des ménages. Ma politique, c'est la politique pour tout le monde. Et je vous propose de faire comme politique celle du travail.

Libérer le travail.

Récompenser le travail.

Améliorer les conditions de travail.

Développer la productivité du travail.

Et je propose à la majorité présidentielle le choix suivant :

Politique sociale : le travail.

Politique éducative : le travail.

Politique économique : le travail.

Politique fiscale : le travail.

Politique de concurrence : le travail.

Politique commerciale : le travail.

Politique de l'immigration : le travail.

Politique monétaire, politique budgétaire, je ne les jugerai que par rapport à un seul critère : cela récompense le travail ou

cela dévalorise le travail. *But ce qui récompense le travail sera choisi, tout ce qui dévalorise le travail sera écarté.*

*C'est cela la rupture : la rupture avec le malthusianisme. La rupture avec un modèle social, un modèle économique, un modèle éducatif d'où le travail est exclu en tant que valeur<sup>10</sup>. »*

Durant la campagne, Sarkozy a indéniablement réussi à donner l'impression de prendre l'initiative sur l'imposition des thèmes importants, comme l'avait fait Chirac en 1995 et en 2002, en se revendiquant du côté du « bon sens », de la « simplicité », de la « proximité ». Je dis « réussi à donner l'impression », car Royal revendique cette antériorité dans le même temps (cf. encadré 2). Parallèlement, durant les derniers mois de la campagne électorale, il complexifiait, apparemment avec succès sa dimension agressive d'homme de combat avec une dimension « empathique », de manière à s'adresser directement aux attentes et aux souffrances des membres des classes populaires<sup>11</sup>.

#### ENCADRÉ 2

CONSEIL NATIONAL DU 12 MAI 2007 :  
INTERVENTION DE SÉGOLÈNE ROYAL

« Il y a une fierté dans ce qui a été réalisé, dans ce qui a été dit, dans ce qui a été porté au cours de cette campagne, dans ce qui a été réalisé, à l'exemple de ces images de meetings extraordinaires, dans ces images de Charléty par exemple, mais aussi partout dans les régions dans lesquelles vous êtes et dans lesquelles vous êtes mobilisés.

Moi, je veux aujourd'hui surtout retenir cette fierté-là parce que c'est sur ce socle-là que nous allons pouvoir construire le mouvement des élections législatives. Les valeurs fondamentales étaient là, les problèmes étaient bien identifiés, la question de la vie chère et des bas salaires, la question du chômage et des délocalisations, notamment le chômage des jeunes, la question de la précarité qui était au centre de notre campagne, les questions aussi liées à la sécurité, aux sécurités au sens large, avec le besoin que ressentent les Français d'avoir une clarification des règles du jeu, ce que j'ai appelé l'ordre juste. La question du refus de l'assistanat pour les tout petits salariés, pour les travailleurs pauvres. Et, cette question aussi, nous devons continuer à y travailler, les peurs aussi, les peurs des délocalisations, les peurs des personnes âgées face au déficit de tous les régimes de retraite et de santé. Bref, les questions sont là, les questions aussi que nous avons abordées sur la République, sur la nation, sur l'identité. Nous l'avons fait il y a déjà deux ans, donc ces questions-là qui ont parfois été recaptées, raptées parfois par la droite en étant déformées, nous devons continuer à y travailler et à les clarifier.

Je pense aussi à la question de la valeur travail, dont j'ai été une des premières à la mettre en avant dans ce débat. Tous



ces sujets continuent à tarauder les Français, ils vont donc à nouveau émerger au cours de la campagne des élections législatives<sup>12</sup>. »

Ce faisant, il a travaillé à la construction d'une synthèse entre trois formes idéal-typiques d'autorité qui lui ont assuré une forte légitimité politique par le biais de la sanction électorale<sup>13</sup>. En se revendiquant comme un candidat en rupture avec le système – système politique en général, système chiraquien en particulier –, comme un candidat dynamique et porteur de renouveau, n'ayant pas peur de s'engager pour ses idées, il a agi sur le registre charismatique. À cet égard, un sondage récent donnait des indications intéressantes : les sympathisants de gauche se déclaraient satisfaits de Sarkozy (27 % chez les communistes et 29 % proches du PS), insistant sur des « qualités » individuelles (dynamisme, jeunesse). L'adhésion à la dimension charismatique du personnage semble donc déborder les rangs des électeurs *stricto sensu*<sup>14</sup>.

Ensuite, sa pratique politique, la teneur de ses propos et la manière de les tenir lui ont également permis de jouer sur la dimension traditionnelle de l'autorité. De la sorte, il a ménagé dans un même mouvement les tendances au conservatisme et à la xénophobie d'une part majoritaire de la bourgeoisie, des petits commerçants et d'une part non négligeable de l'électorat salarié (principalement du secteur privé, davantage concerné par la concurrence, plus souvent fantasmatique que réelle, des travailleurs étrangers et/ou immigrés).

Enfin, en se construisant une image d'homme compétent et actif sur les sujets importants (y compris au mépris des faits objectifs venant prouver le contraire), cet habitué des ministères a emporté l'adhésion sur le plan de la légitimité rationnelle-légale : en l'élisant, la majorité des électeurs ont considéré qu'il était le plus apte à mener les réformes importantes dans des domaines cruciaux de l'existence sociale (emploi, fiscalité, éducation, etc.).

Certes, comme l'écrivait Max Weber à propos des formes idéal-typiques, ces dernières constituent des constructions théoriques destinées à faciliter le travail de compréhension et ne sauraient être saisies « pures » dans la réalité. Rien d'anormal donc à trouver des formes mixtes, comme c'est ici le cas. Pourtant, on peut s'interroger sur cette synthèse apparemment improbable, où chacun des électeurs de Sarkozy n'a finalement retenu que les éléments en adéquation avec ses dispositions<sup>15</sup>, pour repousser d'un revers de manche ce qui pourrait perturber son avis (« on verra bien », « les autres ne feront pas mieux ») : chaque forme de légitimité investie a permis de « ratisser » une partie de l'électorat, sans que les apories réelles de

ce syncrétisme soient utilement retournées contre lui par ses adversaires (pis, les tentatives de la gauche pour l'attaquer sur un plan personnel ont même peut-être abouti à l'effet inverse).

Ainsi, porté au pouvoir par un électorat quelque peu hétérogène, aux attentes pas nécessairement compatibles entre elles, Sarkozy fait songer à une espèce de prophète : selon lui, sa vocation d'homme est de porter une vision du pays et de *réussir* dans sa mission, par le travail. Cette insistance sur le résultat plus que sur les moyens confère à son devoir une dimension éminemment prophétique. Pour cela, il distribue punitions (sa violence était flagrante lorsqu'il était ministre de l'Intérieur) et récompenses (à l'exemple de la baisse des charges sur les heures supplémentaires pour encourager les travailleurs dynamiques). La figure du père protecteur semble ainsi avoir porté ses fruits auprès des électeurs conservateurs les plus âgés (et moins auprès des jeunes). Nous serions ainsi en présence d'un prophète apaisé (la prudence rhétorique de la campagne tranchant avec les déclarations antérieures, nettement plus agressives), se présentant même à l'occasion – mais est-ce étonnant pour qui veut mener le peuple sur des voies nouvelles ? – comme une victime de la vindicte des médias (du journal *Libération* en particulier), de François Bayrou, et bien entendu des candidats de gauche.

On aura compris que, dans ce cadre, la question du pouvoir, c'est-à-dire de sa conquête et de son application, ne pose aucun problème à Sarkozy, surtout dans sa forme masculine individualisée à l'extrême<sup>16</sup>. Le pouvoir peut et doit s'incarner dans la puissance individuelle d'un seul homme. S'il s'entoure d'individus utiles à son action, c'est en se fondant sur un présupposé similaire : chacun est responsable du déploiement de sa puissance dans ses actions. En ce sens, je pense que le nouveau président de la République représente un exemple paradigmatique de l'*Homo clausus* tel que l'analysait Norbert Elias, illusion anthropologique découlant en grande partie du bouclage de la pensée sur elle-même, qui ne peut conduire qu'à de profondes déconfitures sociales et politiques<sup>17</sup>.

**UNE DÉFAITE COLLECTIVE DE LA GAUCHE** Sarkozy a certes réussi à imposer un style, adossé à une bureaucratie militante performante et pourvoyeuse de prébendes pour les adversaires d'hier décidés à se mettre au service du chef (en commençant par les chiraquiens, puis les cadres de l'UDF, pour conclure avec certains proches du PS). Son programme a été travaillé de longue date, construit autour des principaux sujets de préoccupation des Français (il suffit de voir la place qu'y occupent les questions d'égalité des chances, de chômage, etc.). Sa vision est donc, en apparence, claire et simple :



l'effort et le mérite individuels par le travail doivent être encouragés, car ils sont les seules valeurs aptes à remettre la France à l'endroit. « Travailler plus pour gagner plus » résume en une phrase la cohérence, la simplicité et le bon sens que Sarkozy estime véhiculer dans sa vision politique. Mais dans cette configuration, la réussite de l'un s'avère incompréhensible sans la prise en considération de l'échec des autres<sup>18</sup>. Face à la « machine électorale sarkozyste », qu'ont présenté ses adversaires ?

« Travailler plus pour  
gagner plus »  
résume en une  
phrase la  
cohérence, la  
simplicité et le bon  
sens que Sarkozy  
estime véhiculer  
dans sa vision  
politique. Face à la  
« machine  
électorale  
sarkozyste », qu'ont  
présenté ses  
adversaires ?

La campagne de 2007 aura été marquée par deux événements centraux : l'imposition de Ségolène Royal comme candidate du PS et la remémoration permanente du « spectre du 21 avril 2002 ». Ces deux éléments auront indéniablement joué en sens inverse dans le processus de polarisation électorale à gauche. En appelant au « vote utile<sup>19</sup> » dès le premier tour, la candidate du PS a cherché à rallier autour d'elle des électeurs et électrices habituellement positionnés sur sa gauche. Cet appel a été entendu par une fraction des votants. On peut penser que son mode d'accession à la tête du PS a facilité ce ralliement. En effet, Royal a tenté, et en partie réussi, un coup de force sur le parti, en essayant de s'imposer comme l'a fait Sarkozy sur une ligne « hors système » prenant appui sur les militants, de manière à court-circuiter les instances dirigeantes du PS. Cette incursion dans la dimension charismatique du

pouvoir s'est vérifiée dans sa manière de mener la campagne (se montrer à l'écoute des militants, des sympathisants et de la population en général, par le biais des consultations participatives), mais aussi dans sa façon de construire une image de renouveau, en mettant en avant son appartenance de genre (sans renoncer toutefois à la dimension familialiste de son ethos) et en jouant la carte de la séduction (n'hésitant pas à remodeler son apparence pour la faire correspondre plus étroitement à son discours). En dépit des attaques sexistes dont elle a fait l'objet au sein de son propre parti (mais également à l'extérieur), Royal a ainsi cultivé avec succès une forme charismatique d'autorité, notamment parce qu'elle incarnait la possibilité, pour la première fois dans l'histoire politique du pays, d'un bouleversement sexué au plus haut de l'État.

En revanche, contrairement à ce qui s'est passé avec Sarkozy, ce succès s'est payé sur le plan de la légitimité traditionnelle : si un certain nombre d'électeurs du PS ont choisi de reporter leurs voix sur Bayrou au premier tour, une des raisons provient du brouillage identitaire, à la fois sur le plan des valeurs et sur le plan sexué, que la candidature Royal a entraîné. En outre, ses manœuvres tactiques, rompant avec le fonctionnement « normal » du PS, ont accentué cet effet de rejet. Apparaissant pour un certain nombre de commentateurs et de militants comme volontiers cassante et arrogante, Royal n'a pu profiter des propriétés sociales considérées comme positives lorsqu'elles sont portées par des hommes, mais négatives quand il s'agit de femmes.

Cette agressivité (les hommes ayant voté Bayrou ou Sarkozy l'ont-ils considérée comme castratrice ?), commune en politique, laisse à penser que la candidate était prête à assumer la prise de pouvoir comme le fait actuellement Sarkozy. Une différence toutefois se glisse dans le tableau, qui contribue à nouveau à brouiller le message : l'actuel président n'est pas adepte de la démocratie participative, contrairement à Royal. Or, l'autoritarisme réel ou supposé de cette dernière entre en contradiction avec une pratique qui a des fondements empiriques indiscutables dans certaines parties de l'espace social (les travaux de Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer, entre autres exemples, sont là pour le rappeler). Davantage en adéquation avec le fonctionnement actuel du champ politique (qui repose encore largement sur une division verticale du travail : décideurs, experts et militants), Royal peine donc à convaincre, l'incantation à la démocratie participative donnant l'impression de constituer une forme d'opportunisme (pour des électeurs soucieux de cette forme de participation), ou au contraire de faiblesse (pour des électeurs ayant une vision traditionnelle de ce que doit être un homme d'État). L'exemple du



référendum pour la Constitution européenne est caractéristique de cette difficulté. Tandis qu'une majorité de l'appareil du PS appelait à voter « oui », les militants se prononçaient pour le « non ». Et alors que le vote est intervenu à l'issue d'une période de fort investissement du sujet par les citoyens du pays (le nombre de débats organisés, de blogs, de discussions informelles fut un signe de cet intérêt), une partie importante du personnel politique et des intellectuels (spécifiques ou de gouvernement, pour reprendre la distinction de Gérard Noiriel<sup>20</sup>) de la gauche favorable au « oui » ne s'est pas gênée pour mépriser ouvertement les tenants du « non », disqualifiés comme irresponsables, dans le meilleur des cas, ou carrément stupides, dans le pire :

« Le dogmatisme est un risque réel. Et cette question est d'autant plus importante que les exemples sont nombreux dans l'histoire pour démontrer que les intellectuels n'ont aucune lucidité particulière en matière politique. Le mieux qu'ils puissent faire est de mettre à la disposition des citoyens les recherches spécialisées qu'ils ont produites. Mais, pour que cette contribution ait un réel impact politique, il faut que les intellectuels interviennent collectivement » (G. Noiriel).

Je ne pense pas que cette manière de disqualifier une partie de l'électorat de gauche fut la meilleure idée de ces dernières années, dans une période de détachement important du PS vis-à-vis des attentes des classes populaires<sup>21</sup>.

Dans le même temps, les médias ont insisté sur le flottement dans la façon dont Royal se saisissait des thématiques définies dans le programme du parti. Bien évidemment, cette liberté n'est pas condamnable en soi (Sawicki rappelle que Mitterrand avait pris de telles libertés lors de la campagne de 1988). Toutefois, les erreurs répétées de Royal sur certains sujets (principalement en matière de politique internationale) et les dissensions internes qu'elles n'ont pas manqué d'entraîner (le départ d'Éric Besson étant de ce point de vue symptomatique) ont nui à la reconnaissance de l'autorité rationnelle-légale de la candidate socialiste. Les sondages montraient ainsi souvent Sarkozy mieux placé que cette dernière dans la confiance que les sondés accordaient au niveau de compétence des deux concurrents<sup>22</sup>. Sans donner une importance démesurée à ces indicateurs, pas plus qu'à ce qu'ils mesurent en réalité, notons que la majorité confortable acquise par le candidat de l'UMP traduit bien un niveau de confiance supérieur dans la capacité à mener les affaires du pays.

En dépit de cette légitimité brouillée, Ségolène Royal a réalisé un score élevé au premier tour, qui doit cependant être relativisé par la faiblesse du score total

de la gauche et par le score de la candidate au second tour. Vraisemblablement, l'aggiornamento du parti voulu et très partiellement mis en œuvre par Royal n'a pas simplement incité des sympathisants PS à voter Bayrou. Il a également détourné du PS un certain nombre d'électeurs de la gauche critique, déjà mise à mal lors du premier tour.

Car, en dépit des efforts programmatiques réalisés notamment par les Verts et par la LCR, la gauche radicale est apparue une nouvelle fois divisée et affaiblie. Et si Olivier Besancenot a fait le meilleur score des partis à gauche du PS, l'une des raisons, en dehors d'un capital sympathie certain, doit peut-être être recherchée ici : d'un point de vue extérieur, la LCR portait un programme cohérent dans sa mise en scène et dans son évolution historique, sans dissensions internes visibles (contrairement aux Verts, dont les médias aiment davantage à mettre en scène les vicissitudes institutionnelles que les efforts de construction programmatique).

Mais, là encore, cette cohérence a été acquise au prix d'un renoncement. Et on peut penser que le score global de cette partie de la gauche a été particulièrement faible (l'agonie du PC en constituant le symbole le plus frappant) en raison du spectacle de divisions interminables portées par des logiques d'appareil, elles-mêmes souvent réduites à des questions de personnes. À cet égard, les déchirements autour de la candidature unitaire n'ont pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein, loin s'en faut. Ils intervenaient après bon nombre d'épisodes similaires dans le champ militant, dont ATTAC ne représente qu'un exemple parmi d'autres<sup>23</sup>. Au final, la question du pouvoir apparaît dans ce cadre dans toute sa négativité, comme une bataille d'ego, et non comme objet d'une lutte idéologique en vue de mettre en œuvre un programme précis (le pouvoir comme rapport dynamique à instaurer pour parvenir à un but précis).

**CONCLUSION** Ainsi, contrairement à la vision hautement individualiste du pouvoir incarnée par Sarkozy, la gauche n'arrive pas à proposer d'alternative crédible de ce que sont l'« individu » et la « société », et la manière dont le pouvoir en organise l'interpénétration. La gauche considérera-t-elle que le pouvoir est de plus en plus personnalisé (après tout, l'histoire n'est pas avare en exemples...), et cherchera-t-elle à combattre l'UMP sur son terrain ? On aura alors de fortes chances de connaître une évolution à l'anglo-saxonne de tout le champ politique. Une autre possibilité consiste à affirmer que le pouvoir n'est pas une substance centralisable, mais une affaire de puissances à mobiliser sans cesse : dans cette optique, il doit lutter avec application contre les tentations individuelles de captation des hochets symboliques et matériels liés à





l'exercice du pouvoir, y compris chez les intellectuels : « Ayant beaucoup travaillé sur le mouvement ouvrier, une chose me frappe. Penser que “tout seul on ne peut rien pour agir”, qu'il faut “se regrouper pour l'action” sont des évidences dans le mouvement ouvrier. Or, chez les universitaires, cette idée est souhaitée abstraitement mais jamais développée ou réellement mise en pratique. Le monde universitaire est un monde très individualiste. Bien évidemment, plaider pour le travail collectif ne peut se faire que si l'on est conscient de ses difficultés. Vouloir devenir un “intellectuel”, c'est vouloir obtenir une reconnaissance publique, se faire un “nom”, une réputation, etc. Pour exister collectivement, les intellectuels doivent donc combattre cette logique narcissique, chacun doit entreprendre un long travail sur soi-même.

« Cette dimension collective de l'action intellectuelle a tout de même une tradition. Si aucun universitaire n'utilise plus aujourd'hui le terme de “travailleur”, les historiens de la III<sup>e</sup> République, comme Marc Bloch pour ne prendre qu'un seul exemple, utilisaient ce terme. Et le mot désignait alors un collectif. C'était, au fond, l'idéal du mouvement ouvrier qui imprégnait le monde intellectuel<sup>24</sup>. »

Ce travail collectif réaffirmé devrait, me semble-t-il, tenter d'imposer une vision réaliste de ce qu'est un être humain : une probabilité hautement improbable incapable de vivre sans d'autres probabilités hautement improbables. Cette interdépendance humaine n'est bien évidemment pas qu'une simple vue de l'esprit. Elle implique une réflexion sur la manière de pourvoir au développement des puissances et à leur articulation (ainsi, pourquoi au PS la mise à l'écart des femmes, des jeunes générations – notamment issues des quartiers populaires – continue-t-elle, en dépit des discours de principe?), tout comme elle incite à l'humilité, y compris de la part de ceux qui bénéficient d'avantages en ce domaine<sup>25</sup>. Tant que le message et les pratiques des forces de gauche ne seront pas au diapason sur ce point, il y a fort à parier que la politique restera de droite. ●

1. F. Sawicki, « Les questions de protection sociale dans la campagne présidentielle française de 1988. Contribution à l'étude de la formation de l'agenda électoral », *Revue française de science politique*, vol. 41, n° 2, 1991.
2. Comme Sawicki le précise lui-même, il adapte à son étude une expression de Michel Dobry.
3. P. Perrineau, « Analyse de l'élection présidentielle des 22 avril et 6 mai 2007 », Baromètre politique français, élections 2007, CEVIPOF, document consultable sur [http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/analyses/Perrineau\\_AnalysePresidentielle2007.pdf](http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/analyses/Perrineau_AnalysePresidentielle2007.pdf)
4. *Ibid.*, p. 4. Si la société française se « droitise », le dépassement des clivages devient inutile pour conquérir le pouvoir, être de droite devant logiquement suffire.
5. M. Weber, *Économie et Société* (t. I), *Les Catégories de la sociologie*, Plon, Paris, 1995 (1<sup>re</sup> éd. 1971), p. 285-336.

6. Je remercie Virginie Descoutures pour ses remarques sur une première version du texte. Erreurs, omissions et analyses restent bien évidemment de ma seule responsabilité.

7. « Quand je pense à ce que j'ai entendu quand j'ai parlé de rupture ! Aujourd'hui, on se l'arrache [la palme de l'« antisystème »], mais mon antériorité devrait jouer en ma faveur. Depuis 2002, je me suis construit en marge d'un système qui ne voulait pas de moi comme président de l'UMP, qui récusait mes idées comme ministre de l'Intérieur et qui contestait mes propositions », in « Sarkozy : “Le vrai sujet, ce sont les valeurs” », [http://www.lefigaro.fr/election-presidentielle-2007/20070417.WWW00000420\\_sarkozy\\_le\\_vrai\\_sujet\\_ce\\_sont\\_le\\_s\\_valeurs.html](http://www.lefigaro.fr/election-presidentielle-2007/20070417.WWW00000420_sarkozy_le_vrai_sujet_ce_sont_le_s_valeurs.html), 17 avril 2007.

8. Le seul accroc que Sarkozy semble retenir de cette unité de façade concerne les critiques qu'il a essayées sur le chiffrage de son projet, alors qu'il se trouvait en déplacement à la Réunion (*ibid.*).

9. *Id.*, *ibid.*

10. [http://www.elysee.fr/elysee/elysee/fr/francais/interventions/2007/juin/allocution\\_du\\_president\\_de\\_la\\_republique\\_devant\\_le\\_s\\_parlementaires\\_de\\_la\\_majorite.78912.html](http://www.elysee.fr/elysee/elysee/fr/francais/interventions/2007/juin/allocution_du_president_de_la_republique_devant_le_s_parlementaires_de_la_majorite.78912.html)

11. « La France qui a voté “non” au référendum européen est toujours là. Tout ce que j'ai voulu faire, c'est lui dire que j'avais entendu sa souffrance, son exaspération, que je comprenais la crise d'identité qu'elle traverse », in « Sarkozy : “Le vrai sujet, ce sont les valeurs” », art. cit.

12. <http://discours.parti-socialiste.fr/2007/05/12/conseil-national-du-12-mai-2007-intervention-de-segolene-royal/>

13. Rappelons que cette élection a marqué une rupture dans le cycle d'abstentionnisme et que Sarkozy a été élu avec des suffrages particulièrement élevés, aux premier et second tours. P. Perrineau, « Analyse de l'élection présidentielle... », art. cit.

14. J. Fourquet, « Quand Nicolas Sarkozy séduit aussi à gauche. Analyse des propos des “gaucho-sarkozystes” issus du baromètre Ifop/JDD », 30 juin 2007, sondage réalisé pour le journal *Métro*, consultable sur <http://www.ifop.com/europe/analyses/popusarkogauche.pdf>

15. Ainsi, les individus dominés par la logique charismatique restent-ils insensibles aux arguments dialogiques (peut-être que seule la répétition de faits contraires à leurs attentes parviendra finalement à déchirer le voile des représentations?).

16. Sur la construction de l'image d'homme d'autorité viril, lire C. Achin et E. Dorlin, « J'ai changé, toi non plus », *Mouvements*, <http://www.mouvements.asso.fr/spip.php?article42>

17. N. Elias, *La Société des individus*, Fayard (Pocket), Paris, 1991.

18. Pour des raisons pratiques et symboliques, je ne m'intéresserai ici qu'à la gauche.

19. Il est intéressant de noter que le vote de conviction est implicitement considéré comme inutile, voire franchement nuisible. Toutefois, les commentateurs politiques reconnaissent au moins à l'électeur une capacité de mémoire politique, ce qui n'a pas été toujours évident par le passé...

20. « Entretien avec Gérard Noiriel », *Nouveaux Regards*, n° 29, avril-juin 2005, consultable à l'adresse [http://institut.fsu.fr/nvxregards/29/29\\_Noiriel.html](http://institut.fsu.fr/nvxregards/29/29_Noiriel.html)

21. R. Lefebvre et F. Sawicki, « Le peuple vu par les socialistes », in F. Matonti (dir.), *La Démobilisation politique*, La Dispute/SNEDIT, Paris, 2005.

22. P. Perrineau, « Analyse de l'élection présidentielle... », art. cit.

23. Sur les relations entre ATTAC et le champ politique, notamment à travers la question de l'expertise (massivement universitaire), cf. A. Billet, E. Cacace et C. Joseph, « ATTAC et le politique, vers un militantisme “alter” ? », Mémoire de MST, Institut d'études européennes, 2004. Sur les derniers développements internes d'ATTAC, « Sarkozy met l'État au service des classes possédantes. Entretien avec Jean-Marie Harribey et Aurélie Trouvé » : <http://www.mouvements.asso.fr/spip.php?article146>

24. « Entretien avec Gérard Noiriel », art. cit.

25. Il faut bien reconnaître que les dispositions à l'autocritique et à l'ironie ne sont pas les caractéristiques les mieux partagées parmi les dirigeants, qu'ils soient issus du champ politique, du champ économique ou du champ académique.



# RETOUR SUR UNE DÉCENNIE DE BLAIRISME À LA FRANÇAISE

PHILIPPE MARLIÈRE\*

Dans la foulée d'élections législatives remportées à quelques semaines d'intervalle, Lionel Jospin et Tony Blair se retrouvèrent au congrès du Parti des socialistes européens à Malmö en juin 1997. Le jeune Premier ministre britannique vint promouvoir la « troisième voie », une méthode et un programme en rupture avec la social-démocratie traditionnelle. Charpentant son discours autour du libéralisme politique et revendiquant une large part de l'héritage économique du thatchérisme, Tony Blair mit Lionel Jospin sur la défensive. Assumant sa fidélité à la Révolution française et au socialisme, le Premier ministre français dut se résigner à endosser les habits que le prêt-à-penser médiatique lui tendait : Jospin et les socialistes français seraient les vieux socialisme qui ne se résout pas à mourir, ils incarneraient un archaïsme politique opposant une crâne – mais futile – opposition à la « modernité blairiste ». Ce scénario journalistique était réglé et, sur un plan symbolique, les choses se déroulèrent ainsi peu ou prou. D'un côté, Tony Blair avait eu le loisir, depuis 1994, de peaufiner un programme et de procéder à une révision importante de la doctrine travailliste. De l'autre, Jospin avait été pris de court par la dissolution de l'Assemblée nationale et par un succès électoral que peu avaient prévu.

**LE DÉFI BLAIRISTE** Les socialistes furent placés dans une position très inconfortable, car la troisième voie néotravailliste venait heurter de front le cœur de la doctrine socialiste française<sup>1</sup>. En proposant une voie qui se démarque de la « vieille » social-démocratie des Trente Glorieuses et de l'ultra-libéralisme hayekien, Blair présentait une adroite synthèse du social-libéralisme anglais du XIX<sup>e</sup> siècle (capitalisme paternaliste tempéré)

et de politiques néolibérales assorties de mesures de redistribution. L'objectif était de poursuivre la « modernisation » de l'économie britannique, pour l'adapter au cours néolibéral de la mondialisation. Libérale et post-thatchérienne, cette troisième voie britannique déroutait les socialistes français, car elle continuait de se réclamer du « camp du progrès » (le « centre-gauche », une « social-démocratie renouée »). Dans son discours de Malmö, Blair résuma la démarche néotravailliste en ces termes : « Notre tâche aujourd'hui n'est pas de mener les vieilles batailles, mais de montrer qu'il existe une troisième voie, une manière de marier une économie ouverte, compétitive et qui connaît le succès, avec une société juste, décente et humaine. » Le défi de la troisième voie était là : elle ne se voulait pas tant le point médian entre socialisme et néolibéralisme que la captation de deux courants de gauche étrangers au socialisme français : le libéralisme et la social-démocratie.

Fort habilement, le New Labour se démarqua du communautarisme étrié des conservateurs (les « valeurs morales victoriennes ») et prêta une œille attentive – à tout le moins symboliquement – aux revendications identitaires et post-matérialistes du jour (ce qu'Anthony Giddens appelle les *life politics*<sup>2</sup>, c'est-à-dire les attentes et les demandes qui s'articulent autour du vécu et des choix personnels des individus) : égalité sexuelle, lutte contre le racisme « institutionnalisé » et promotion des minorités ethniques, attention portée à la « réflexivité sociale » d'individus évoluant dans un monde « globalisé » et « post-traditionnel ». L'autre originalité du blairisme consistait dans la mise en adéquation de la doctrine avec la pratique gouvernementale. Avant l'élection de 1997, Blair avait fait cette promesse : « Nous serons élus en tant que New Labour, nous gouvernerons comme tel. » De leur côté, les socialistes français en étaient quasi restés à la « parenthèse de la rigueur » ouverte par Lionel Jospin en 1983 et jamais officiellement refermée depuis.

\* Maître de conférences en science politique à University College London (université de Londres). Dernier ouvrage paru : *La Mémoire socialiste. Sociologie du souvenir politique en milieu partisan*, L'Harmattan, 2007.

Le blairisme prône l'« État social actif » et son corollaire, l'« égalité des chances » (*equality of opportunity*), chère aux libéraux, et non plus l'égalité de résultat (*equality of outcome*), exigence socialiste. Cet État « allégé » n'est plus un État actif dans l'économie, mais un simple « passeur », un « facilitateur ». Il garantit encore l'accès de tous les enfants d'une classe d'âge à l'éducation ou encore la gratuité des soins médicaux pour tous, mais s'abstient de remplir le rôle d'entrepreneur économique qui fut le sien pendant les Trente Glorieuses (banquier, constructeur de voitures, d'écoles, d'hôpitaux ou encore gestionnaire d'un vaste secteur nationalisé). Ce retrait de l'État de la sphère économique est un choix politique : le capitalisme financier et la mondialisation néolibérale ne sont pas l'ennemi à abattre pour les tenants de la troisième voie, ils fournissent au contraire un cadre favorable pour moderniser l'économie et la société. Bien plus, ce retrait est nécessaire pour permettre au monde des entreprises privées de « réussir », là où la « vieille » social-démocratie keynésienne a « échoué ». C'est ainsi qu'il faut comprendre l'appui sans équivoque du New Labour au monde des entrepreneurs, la promotion enthousiaste d'une économie dérégulée, flexible, ou encore le refus de trop taxer les entreprises ou les capitalistes qui ont « créé de la richesse », non seulement pour eux-mêmes, mais aussi – *trickle down effect* aidant – pour l'ensemble du corps social.

Le New Labour, c'est encore la reformulation de la question sociale en termes moraux (« les droits en échange des devoirs remplis » ; par exemple, l'obligation de travailler sous peine de se voir retirer les allocations chômage), une égalité relative – l'équité (ou « égalité des chances ») –, tout cela dans une société réputée pacifiée, où classes moyennes et populaires se partagent les fruits d'une croissance économique continue. En 1997, le New Labour décréta la fin de la lutte des classes dans les îles Britanniques. John Prescott, le vice-Premier ministre et caution ouvrière du blairisme, saisit la dimension post-politique de la troisième voie en ces termes : « Aujourd'hui, nous sommes tous des membres des classes moyennes. » Enfin, cette troisième voie post-égalitaire est apparue comme une stratégie électorale lumineuse : elle a semblé promettre des victoires électorales infinies (1997, suivies ensuite de 2001 et de 2005). Pour le Parti socialiste (PS) qui a connu depuis 1981 autant de succès spectaculaires que de défaites désastreuses, ce dernier aspect n'était pas négligeable.

« MODERNISATION - JOSPINIENNE Pour comprendre la trajectoire du PS depuis dix ans et dans quelle mesure elle se distingue du blairisme, il faut remonter aux quelques années qui précédèrent la victoire socialiste de 1997.

Lors du congrès de Liévin, un « coup de barre à gauche » fut donné sous l'impulsion d'Henri Emmanuelli, le premier secrétaire du parti. Quelques jours à peine après, Emmanuelli pria Jacques Delors de représenter le PS à l'élection présidentielle. Ce fut un choix étonnant, car l'ancien président de la Commission était alors le plus proche du discours et d'une pratique blairistes du pouvoir. Delors en avait conscience et, pour cette raison, déclina cette offre empoisonnée. Il estima qu'il n'aurait jamais pu imposer un « blairisme à la française » au PS.

Ce retrait de l'État de la sphère économique est un choix politique : le capitalisme financier et la mondialisation néolibérale ne sont pas l'ennemi à abattre pour les tenants de la troisième voie, ils fournissent au contraire un cadre favorable pour moderniser l'économie et la société.

Le retrait d'un « modernisateur » crédible permit à Lionel Jospin de revenir dans le jeu de la présidentielle. Étiqueté à gauche, il battit nettement Henri Emmanuelli (65 % des voix contre 35 %). Sur fond de débat sur le « legs présidentiel » de François Mitterrand, ce vote interne fut historique à un double titre. D'une part, il officialisa la présidentialisation du PS. Jusqu'à présent, le premier secrétaire était le « candidat naturel » du parti. Or, en 1995, Jospin fut choisi par les militants, car ces derniers considérèrent, sondages à l'appui, qu'il était le mieux placé pour battre le candidat du camp conservateur. Il n'en fut pas toujours de même : en 1981, Mitterrand fut investi par le PS alors que les sondages plaçaient Michel Rocard large-





ment en tête. Les militants socialistes ont depuis intériorisé la logique de l'élection présidentielle au suffrage universel qui tend au plébiscite d'une personne et relègue au second plan la question du choix d'un candidat et d'un programme socialistes. En ce sens, le « grand renoncement<sup>3</sup> » du PS à l'égard des institutions de la V<sup>e</sup> République est intervenu lors du vote de 1995 et non, comme certains l'estiment<sup>4</sup>, à l'occasion de la désignation de Ségolène Royal en novembre 2006.

Le score honorable de Lionel Jospin au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1995 permit au PS de faire l'économie d'une réflexion sur les causes politiques de la débâcle électorale de 1993. Il est utile de noter que Lionel Jospin en 1995 et en 2002 (tout comme François Mitterrand en 1988) mena des campagnes électorales solitaires, de type « bonapartiste » : rédaction de son programme confiée à quelques proches, maintien du parti à distance (« Mon programme n'est pas socialiste ») et appel direct aux Français dès le premier tour. Cette démarche permit à un président-candidat prônant l'ouverture au centre de se faire réélire en 1988, mais élimina un Premier ministre-candidat fatigué par le pouvoir et sans programme porteur en 2002.

Lionel Jospin, qui avait jusqu'alors une image de dirigeant respectueux des militants, à leur écoute, instrumentalisa le PS à l'automne 1995, puis à partir de 1997, une fois installé à Matignon. Il entreprit de « moderniser » l'appareil socialiste pour renforcer la prééminence qu'il avait acquise lors de l'élection présidentielle de 1995. Il se soucia avant tout de ne pas être prisonnier de manœuvres éléphantines ou de jeux de courants incertains. À cet effet, il mit sur pied une Commission de modernisation qui élaborait dix-huit propositions soumises au vote des militants. L'une d'entre elles prévoyait l'élection des dirigeants (aux niveaux national et départemental) au suffrage direct des militants. Cette réforme accompagna la décision prise au Congrès du Bourget en 1993 de faire élire le premier secrétaire au suffrage direct des adhérents. Le Conseil national – le cœur de l'appareil du parti – perdit cette prérogative.

Le parti travailliste avait fait adopter des mesures similaires (le *One Member One Vote* pour l'élection du leader travailliste) peu de temps auparavant. Cette réforme avait permis à Tony Blair, un candidat issu de la droite du parti, de battre les candidats défenseurs de la tradition travailliste en 1994. La démarche jospinienne n'était donc pas anodine. Elle visait à personnaliser le pouvoir autour d'un dirigeant « présidentiable » et à neutraliser l'appareil de décision socialiste, reflet des votes militants et instance de contrôle du premier secré-

taire. Elle cherchait aussi à noyer les voix des militants actifs dans celles des nouveaux adhérents moins actifs et moins politisés (et aussi moins proches d'un discours socialiste de gauche, telles que la plupart des adhésions récentes à « 20 euros »<sup>5</sup>). Tout comme le New Labour, Lionel Jospin retint le principe libéral de « démocratie d'opinion » et écarta le principe de « démocratie socialiste ».

Au crépuscule du mitterrandisme, Lionel Jospin avait revendiqué un « droit d'inventaire » et affiché sa volonté de changer en profondeur les institutions de la V<sup>e</sup> République qui, selon lui, présentaient trois défauts majeurs : elles abaissaient le rôle du Parlement, elles créaient une dyarchie au sommet de l'exécutif (para-

La démarche jospinienne n'était donc pas anodine. Elle visait à personnaliser le pouvoir autour d'un dirigeant « présidentiable » et à neutraliser l'appareil de décision socialiste, reflet des votes militants et instance de contrôle du premier secrétaire. Elle cherchait aussi à noyer les voix des militants actifs dans celles des nouveaux adhérents moins actifs et moins politisés.

lysante lors des périodes de cohabitation) et faisaient du chef de l'État un personnage omnipotent et quasi irresponsable<sup>6</sup>. La période de cohabitation balaya la volonté réformatrice jospinienne. Pourtant nommé dans une logique parlementaire à la suite de la dissolution chiraquienne, Jospin renforça le tropisme présidentiel du régime. Il se prononça en faveur du quinquennat présidentiel et fit modifier par l'Assemblée nationale le calendrier électoral pour que l'élection présidentielle survienne avant les élections législatives. Gaullien, Lionel Jospin mit l'élection présidentielle au cœur du dispositif électoral et renforça la



prééminence présidentielle au sein de la dyarchie. Les élections législatives n'avaient plus qu'à donner une majorité au président à peine élu. Jospin justifia ce choix institutionnel au nom du respect de l'esprit « dans lequel le général de Gaulle avait conçu cette responsabilité essentielle issue directement du vote du peuple » et appela à « redonner à cette fonction son sens et sa portée, voire son prestige<sup>7</sup> ».

**LA SÉCURITÉ, « PRIORITÉ GOUVERNEMENTALE »** La clé des succès de la troisième voie blairiste réside en partie dans le scrutin majoritaire à un tour qui, en 2005, permit au New Labour d'obtenir 55,2 % des sièges au Parlement avec seulement 35,3 % des suffrages exprimés. Le scrutin majoritaire à deux tours de notre pays ne crée pas un tel effet amplificateur. En outre, l'offre électorale au sein de la gauche française rend hasardeuse toute ouverture au centre. Fort logiquement, Lionel Jospin opta pour la reconduction de la ligne d'Épinay et l'alliance des gauches au gouvernement. La victoire inattendue du 1<sup>er</sup> juin 1997 amena la constitution du gouvernement de la « gauche plurielle », une coalition de cinq partis de gauche qui n'étaient reliés par aucun contrat politique.

Le PS aborda le pouvoir après avoir eu le temps de mener trois conventions nationales programmatiques consacrées à « la mondialisation, l'Europe, la France », « les acteurs de la démocratie » et « les propositions économiques et sociales ». Les textes adoptés marquèrent l'aboutissement d'une inflexion idéologique commencée dans les années 1980 : le capitalisme n'est plus l'ennemi à abattre et l'économie de marché est acceptée. Le libéralisme (économique) est devenu la notion-repoussoir majeure. Contre le néolibéralisme mondialisé qui crée des inégalités, les socialistes ont recours au volontarisme politique. L'action politique peut infléchir le cours de la mondialisation néolibérale et permet de défendre la démocratie sociale. Le PS s'affirme ici comme l'anti-New Labour qui propose simplement d'accompagner le jeu des marchés. Les propositions majeures du PS en 1997 étaient toutes frappées du sceau du volontarisme d'État : les 35 heures, les 700 000 emplois-jeunes, l'arrêt des privatisations, la revalorisation salariale, la promotion de l'« Europe sociale » (l'« euro-keynésianisme » cher à Dominique Strauss-Kahn). L'État était réhabilité, et la société civile passait au second plan, la loi était privilégiée par rapport au contrat.

Le versant « sociétal », comme pour le New Labour, fut traité avec soin, mais connu des résultats mitigés : la limitation du cumul des mandats qui visait à empêcher la détention simultanée d'un mandat parlementaire et la direction d'une collectivité locale fut stoppée par le Sénat (au grand soulagement de

nombre d'élus socialistes), la réforme du Conseil supérieur de la magistrature, qui prévoyait le renforcement de l'indépendance judiciaire vis-à-vis du pouvoir politique, fut ajournée par Jacques Chirac, la parité fut inscrite dans la Constitution en juillet 1999, mais ne s'imposa que médiocrement dans les pratiques partisans, le gouvernement revint au principe du *jus soli* pour l'acquisition de la nationalité (mars 1998), mais traita de manière conservatrice la régularisation des « sans-papiers », ce qui lui valut les critiques virulentes de la gauche associative.

Dès son arrivée au pouvoir, Jospin avait tenu à faire inscrire à l'ordre du jour la question de la sécurité (ce qui rend peu crédible la thèse selon laquelle le Premier ministre aurait fait preuve de « naïveté » sur ce thème pendant la campagne de 2002). Le colloque de Villepinte d'octobre 1997 fut présenté par de nombreux experts comme le « tournant sécuritaire » du PS<sup>8</sup>. À cette occasion, la sécurité fut érigée en « seconde priorité gouvernementale » par Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'Intérieur. Pour légitimer ce tournant, Chevènement et le PS s'appuyèrent sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, arguant du fait que « l'insécurité est une inégalité » qui « touche avant tout les classes populaires ». Cette réunion publique permit de rompre symboliquement avec le supposé « laxisme » et l'« angélisme » de la gauche sur les questions de sécurité. Lionel Jospin affirma que la « responsabilité individuelle [prévaut] sur les excuses sociologiques ». Les lourds emprunts lexicologiques et pratiques au blairisme sont, dans ce domaine, troublants. Au même moment, Blair reprenait et développait les politiques de la *Zero Tolerance* mises en place par les républicains aux États-Unis au début des années 1990.

**VOLONTARISME SOCIAL-LIBÉRAL** Le volontarisme en matière de création d'emplois fut largement tempéré par des mesures fiscales dans l'air du temps. Prétendant une rentrée accrue des recettes due à la reprise de la croissance, Laurent Fabius, le ministre de l'Économie et des Finances, privilégia une politique de baisse des impôts à l'endroit des classes moyennes et supérieures en mars 2000. Le gouvernement réduisit fortement le déficit public sur cinq années (de 4,2 % du PIB en 1997 à 1,5 % en 2001) et la dette publique (de 6 % du PIB en 1998 à 5,7 % en 2001). Cette politique de dépenses publiques « prudente », « responsable », s'inscrit dans le cours des pratiques sociales-démocrates en Europe au même moment.

Nonobstant son interventionnisme sur le plan de la création d'emplois (35 heures, emplois-jeunes), le gouvernement Jospin n'a été que très modérément keynésien en ce qui concerne la stimulation de la

demande. Jospin a même affiché publiquement une forme d'impuissance et de fatalisme économiques. En septembre 1999, la direction Michelin annonça simultanément 17 % de profit et la suppression de 7 500 emplois. Questionné à la télévision sur ce qu'il comptait faire, Lionel Jospin déclara qu'il n'y pouvait rien et que le « temps de l'économie administrée est terminé ». Le PS a surtout rompu avec le principe du « ni ni » (ni nationalisation ni privatisation), instauré par François Mitterrand en 1988 et encore endossé par les socialistes lors de la campagne de 1997. La gauche plurielle privatisa le Crédit Lyonnais, « ouvrit le capital » de nombre d'entreprises du secteur public concurrentiel (soit en favorisant la constitution de grands groupes européens – Alcatel et Dassault Électronique rejoignant le capital de Thomson CSF –, soit en fusionnant Aérospatiale et Matra).

Au « fatalisme blairiste » vis-à-vis de la mondialisation aura répondu le « fatalisme jospinien » vis-à-vis de l'intégration européenne : l'Agenda de Lisbonne (2000) et les accords de Barcelone (2002), tous deux endossés par Jospin, consacrent la victoire des thèses blairistes en Europe.

Dans un discours à l'université d'été du PS à La Rochelle en août 1998, Jospin ébaucha les contours d'un « socialisme moderne » en revendiquant une juste articulation entre les « moyens et la fin »<sup>9</sup>. Cette distinction introduite, il expliqua que les privatisations des entreprises publiques réalisées depuis 1997 – un « moyen » – avaient été motivées par la poursuite d'objectifs économiques et sociaux *de gauche* – un « objectif ». La vente de Thomson ou l'ouverture de France Télécom à la concurrence avaient, selon Jospin, été nécessaires pour rendre la France « plus forte dans la compétition mondiale<sup>10</sup> ».

On pourrait définir le gouvernement de la gauche plurielle comme un « étatsisme pragmatique<sup>11</sup> ». En revanche, il apparaît moins pertinent d'affirmer que l'expérience gouvernementale entre 1997 et 2002 a permis de dégager une « voie française<sup>12</sup> » fondamentalement distincte de la troisième voie blairiste. Peut-être pourrait-on opposer le « volontarisme social-libéral » du PS au « fatalisme social-libéral » blairiste. Il faudrait aussi ajouter qu'au « fatalisme blairiste » vis-à-vis de la mondialisation aura répondu le « fatalisme jospinien » vis-à-vis de l'intégration européenne (l'Agenda de Lisbonne [2000] et les accords de Barcelone [2002], tous deux endossés par Jospin, consacrant la victoire des thèses blairistes en Europe) et la reconnaissance que la mondialisation néolibérale ne peut être que partiellement domestiquée.

**NÉO-JOSPINISME** La séquence qui a suivi la défaite du 21 avril 2002 peut être résumée en ces termes : une succession de victoires électorales (sur fond de rejet de la droite au gouvernement) et de désaveux de la population éléphantesque de la rue de Solferino. Suivant le retrait de Lionel Jospin de la vie politique active, le PS entra dans une période de turbulences. Au congrès de Dijon, François Hollande théorisa la notion de « réformisme de gauche », une timide ouverture vers une « blairisation doctrinale » : dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit. Les succès électoraux du printemps 2004 aux élections régionales, cantonales et européennes parurent donner raison à l'axe majoritaire contre les courants de gauche (Nouveau Monde et le Nouveau Parti socialiste) qui voyaient le PS « davantage comme un auxiliaire de la mondialisation libérale que comme son adversaire<sup>13</sup> ». Ces succès permirent à la direction socialiste d'éviter toute réflexion doctrinale et programmatique de fond pour tirer les conclusions de la débâcle présidentielle. À partir de 2004, le PS était déjà sur le pied de guerre présidentiel avec un trop-plein de prétendants à la candidature. Entre 2002 et aujourd'hui, le PS de François Hollande n'a pas débattu (pas de conventions nationales programmatiques), n'a pas réfléchi à son avenir (autre que présidentiel), et a été dépassé par des mouvements sociaux combatifs (ce fut particulièrement flagrant lors des manifestations contre le contrat première embauche – CPE). Il a semblé tableter sur le profond discrédit de la droite pour remporter la victoire en 2007.

C'est dans ce contexte qu'intervint le référendum interne sur le Traité constitutionnel européen (TCE). Souhaité par François Hollande pour rassembler le parti derrière lui et marginaliser ses rivaux directs (Laurent Fabius et Lionel Jospin), ce référendum a provoqué une « guerre interne<sup>14</sup> » dont est sortie très affaiblie une direction pourtant victorieuse. Au-delà



des différends de fond entre « ouistes » et « nonistes », il est intéressant de noter que la décision de François Hollande renforça encore davantage la nature présidentielle du PS. Le premier secrétaire bouscula volontairement les équilibres internes de ce parti qui, depuis Épinay, avaient reposé sur la synthèse des sensibilités diverses. En voulant créer le vide autour de lui par le biais d'un vote au parfum plébiscitaire, Hollande a brisé le *modus vivendi* et le *modus operandi* des socialistes. Ce n'est donc pas tant le « non-respect » du vote interne (Jean-Luc Mélenchon, Gérard Filoche, Henri Emmanuelli et tant de militants de base) qui devrait surprendre ou choquer, que la décision de François Hollande d'abandonner unilatéralement le mode de fonctionnement *socialiste* du parti.

Le « peuple de gauche » (dont 59 % d'électeurs socialistes) donna raison aux « nonistes » et enterra les rêves présidentiels de François Hollande. La ligne présidentielle et social-libérale des « ouistes » ayant été fortement fragilisée par les électeurs de gauche, le combat « antilibéral » aurait donc pu s'intensifier et menacer la direction. De nombreux militants le souhaitaient, mais il n'en fut rien. Les principaux dirigeants des courants de gauche (auxquels il faut ajouter Laurent Fabius) confisquèrent cette victoire et rentrèrent dans le rang. Comme effrayés par leur audace, ils se démenèrent dans des luttes d'appareil et cédèrent presque tous aux sirènes présidentielles. Laurent Fabius ne rompit pas avec la direction et, au Mans, une large majorité de cadres « de gauche » imposa la synthèse à des militants qui la rejetaient. Henri Emmanuelli se déclara en faveur d'une candidature Hollande. Isolée, la jeune garde « rénovatrice » (Arnaud Montebourg, Vincent Peillon) se rallia à la candidature de Ségolène Royal au printemps 2006. À défaut de « sortir de la V<sup>e</sup> République » – une ambition devenue hors de portée avec Ségolène Royal –, ils se raccrochèrent au vague espoir (certes personnellement profitable) de « sortir » les éléphants au pouvoir pour prendre leur place.

La boucle est bouclée : le jospinisme n'a pas été vaincu. En réalité, son legs politique lui a survécu dans le PS à l'issue de l'élection présidentielle. Appelons cela le « néo-jospinisme ». Le gouvernement Jospin a répondu au défi blairiste en entreprenant de se distinguer symboliquement de la troisième voie britannique (Jospin : « Nous ne sommes pas des sociaux-libéraux » ; Jean-Luc Mélenchon : « Le gouvernement Jospin est le plus à gauche dans le monde » ; Henri Weber : « Nous maintenons un rapport critique au capitalisme », etc.). Le blairisme a en fait fourni aux socialistes une occasion de réactiver un « sinistrisme » de bon aloi et à peu de frais (« Nous restons des socialistes et si vous ne nous croyez pas, écoutez Tony Blair

parler »). Malheureusement, aucune des vagues tentatives de distinction doctrinale (le « socialisme moderne » jospinien ou le « réformisme de gauche » hollandais) n'a été substantiellement enrichie et développée. Sur le plan politique, tout en évoluant dans des contextes socioéconomiques différents, le PS au pouvoir ne s'est pas radicalement démarqué du New Labour : le même respect des « équilibres budgétaires », le même refus des hausses d'impôts pour les plus riches, les mêmes privatisations et le même fatalisme vis-à-vis de la mondialisation néolibérale.

Sous Jospin, le PS est devenu une formation politique dont l'organisation, les ressources (financières et humaines) ont été toutes dirigées vers la compétition présidentielle. Étrange destin pour cet homme qui revendiqua le « droit d'inventaire » du miterrandisme et qui voulait « présider autrement » la V<sup>e</sup> République. Le choix de Ségolène Royal comme candidate s'explique ainsi aisément. Selon la logique bonapartiste de l'élection, les militants socialistes ont fort logiquement investi celle que les Français plébiscitaient à travers les sondages. En ce sens, le choix de Royal n'a pas marqué le passage du « parti de classe » (puisque le PS d'Épinay n'a jamais été social-démocrate) vers un « parti d'opinion ». Ce vote s'est au contraire inscrit dans le droit fil de la présidentialisation du PS (impliquant le dépassement de sa nature « socialiste »), commencée par François Mitterrand, amplifiée par Lionel Jospin et consolidée par François Hollande. Lors de ses campagnes interne et présidentielle, Ségolène Royal a démontré que, dans sa marche vers le pouvoir, elle était en tout point fidèle à Lionel Jospin. ●

1. Ph. Marlière, « La réception de la Troisième Voie au sein du Parti socialiste (1997-2001) », in *La Troisième Voie dans l'impasse. Essais sur Tony Blair et le New Labour*, Syllepse, Paris, 2003, p. 161-176.
2. A. Giddens, *Beyond Left and Right. The Future of Radical Politics*, Polity Press, Cambridge, 1994 et *The Third Way*, Polity Press, Cambridge, 1998, et son interview p. 161.
3. P. Allières, *Le Grand Renoncement. La gauche et les institutions de la V<sup>e</sup> République*, Textuel, Paris, 2007.
4. R. Lefebvre, F. Sawicki, *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Le Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2006, p. 11.
5. M. Soudais, « Le socialisme en promo », *Politix*, 30 mars 2006.
6. L. Jospin, *L'Invention du possible*, Flammarion, Paris, 1991.
7. L. Jospin, *Le Temps de répondre. Entretiens avec Alain Duhamel*, Stock, Paris, 2002, p. 203.
8. L. Mucchielli, *Violences et Insécurité*, La Découverte, Paris, 2002.
9. L. Jospin, « Discours de la réforme », in *Le Socialisme moderne*, Notes de la Fondation Jean-Jaurès, n° 15, mars 2000, p. 81.
10. *Ibid.*, p. 82.
11. A. Bergounioux, G. Grunberg, *L'Ambition et le Remords. Les socialistes français et le pouvoir*, Fayard, Paris, 2006, p. 455.
12. *Ibid.*
13. Texte distribué au Conseil national du 29 juin 2002 par Henri Emmanuelli pour la motion « Démocratie & Égalité », *L'Hebdo des socialistes*, n° 240, 4 juillet 2002.
14. P. Moscovici, *L'Europe est morte, vive l'Europe !*, Perrin, Paris, 2006, p. 35.



# ENTRE DÉMOCRATIE D'OPINION ET DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

RÉMI LEFEBVRE\*

La candidature et la campagne électorale de Ségolène Royal ont constitué de véritables « analyseurs » des transformations de la démocratie représentative et des résistances dont elles font l'objet. L'émergence de cette candidate inattendue, dépourvue de ressources partisans, traduit la prégnance des logiques d'opinion, l'avènement de la « démocratie du public », mais aussi ses limites. Avec la montée de la volatilité électorale, l'identification partisane, allégeance durable à une organisation, s'érode. Les médias se substituent aux partis dans le rôle de médiation entre l'opinion et les gouvernants, contribuant à dévaluer le militantisme. Ce sont les médias plus que les partis qui sélectionnent désormais les candidats sur la base de leur « popularité » mesurée dans les sondages, comme la candidature de Ségolène Royal semble le démontrer<sup>1</sup>. La candidate a court-circuité le PS pour construire une relation personnelle avec l'opinion. Le phénomène « Royal » témoigne aussi de la fortune actuelle de la « démocratie participative », des ambiguïtés qui fondent son succès mais aussi des oppositions auxquelles cette notion se heurte. Le « royalisme », qui a fait l'objet déjà d'innombrables exégèses, peut s'analyser comme une tentative de redéfinir symboliquement les relations entre représentants et représentés. Partant du discrédit du personnel et de la parole politiques, Ségolène Royal a très largement construit son offre politique, lors de la dernière campagne présidentielle, sur la relation qu'elle a instaurée « personnellement » avec les Français, sur son identité construite comme distinctive (inflation du « je » dans ses énonciations, mise en scène permanente de sa « liberté ») et sur une nouvelle manière de « faire de la politique » associant les citoyens « ordinaires ». Ce style censé restaurer la confiance a quasi tenu lieu de projet.

La candidate socialiste à l'élection présidentielle est un pur produit des nouvelles élites socialistes qui émergent au PS avec la prise de pouvoir dans les années 1980. Ses propriétés sociales et sa trajectoire politique sont très proches de celles de la plupart des technocrates socialistes (ENA, députée en 1988 après un parachutage réussi, plusieurs responsabilités ministérielles)<sup>2</sup>. Malgré ce profil standard, elle est parvenue à styliser une identité distinctive qui la fait apparaître comme une candidate extérieure à l'establishment socialiste. Quand elle est encore au plus niveau des sondages, on lui fait crédit de bousculer les pesanteurs idéologiques, de faire bouger les lignes, de transgresser les interdits et le « politiquement correct »<sup>3</sup>. Son « parler vrai », ses modes d'expression et sa simplicité subvertissent les codes des professionnels de la politique dans un univers politique perçu comme sclérosé. Elle a su distiller ses prises de parole pour occuper continuellement l'agenda médiatique, lancer des débats autour de ses propositions hétérodoxes (encadrement militaire des délinquants, jurys citoyens...) démontrant une capacité à « trianguler » des thèmes inscrits au patrimoine idéologique de la droite pour les acclimater à gauche (la sécurité, la famille, l'« ordre »...)<sup>4</sup>. Jusqu'à sa désignation par les militants socialistes, elle a su occuper le terrain tout en se protégeant des critiques et nourrir la controverse médiatique. La promotion de la « démocratie participative » par la candidate est au centre de cette stratégie politique au point d'être devenue sa principale valeur ajoutée et la marque distinctive du royalisme. Elle en fait le « troisième pilier » de l'exercice du pouvoir. Ce thème, d'une grande plasticité, lui permet de se démarquer du personnel politique traditionnel. Il lui permet aussi de se parer d'une certaine modernité et de valoriser son action de « proximité » et les ressources de son ancrage local (le budget participatif des lycées dans la région Poitou-Charentes notamment). La mobilisation de cette thématique s'inscrit dans la volonté de renouveler les pratiques politiques, de répondre à une demande sociale

\* Professeur de sciences politiques (CERAPS, Lille-2). Dernier ouvrage paru : *La Société des socialistes*, avec Frédéric Sawicki, Éditions du Croquant, 2006.





de participation (dont il est permis de douter), mais surtout de répondre à la « crise du politique ». La candidate et son entourage qui disent largement puiser leur inspiration dans la littérature des sciences sociales portant sur la démocratie<sup>5</sup> ont pris la mesure de la profondeur du discrédit politique<sup>6</sup> et de la « dissociation de la légitimité et de la confiance »<sup>7</sup>. La posture qu'elle construit s'inscrit dans la volonté de dépasser cette défiance, de restaurer cette confiance perdue, d'où un style (langagier, corporel...) fondé sur la proximité, l'interactivité, l'intersubjectivité, la prise en compte des savoirs ordinaires et profanes (« Suivez-moi car je vous comprends », les « citoyens-experts » de leur vie quotidienne...)<sup>8</sup>. Le « royalisme » procéderait des *life politics* qui désignent « une énonciation de la politique qui part de la vie quotidienne des gens mais qui, plus fondamentalement, prend acte d'une forte atténuation du rapport idéologique au monde construit sur une forme d'abstraction et de globalisation au profit d'un rapport phénoménologique fondé sur les expériences et les situations vécues<sup>9</sup> ». La politique n'est comprise par les individus que si elle est intégrée à leur vécu : tel en serait l'axiome.

« Les gens ne s'intéressent à la politique que si la politique s'intéresse à eux. On n'est jamais déçu avec la démocratie participative » (20 minutes, 26 octobre 2006).  
« La démocratie participative, c'est considérer que chacun de vous porte en lui une forme d'énergie, une forme d'expertise, une connaissance de ce qu'il vit, de ce qu'il est, de ce qu'il espère pour les siens et ses enfants. »

La candidate construit son autorité non sur un mode surplombant et vertical mais sur un mode intersubjectif (« Suivez-moi, car je me reconnais en vous »). L'autorité du savoir politique et la compétence ne suffisent plus.

« Personne n'a toutes les compétences. Ce qui compte, c'est la confiance dans la parole qui est donnée. C'est-à-dire, dire juste avec des mots justes ce qu'on a l'intention de faire, ce que l'on a observé, la façon dont on identifie les problèmes. C'est pour cela que j'ai créé le site *Désirs d'avenir* » (discours du 9 mai 2006).

« Je veux non seulement incarner un changement profond mais le construire avec tous. La politique doit partir de la réalité de la vie des gens, être attentive aux leçons que le peuple donne, comprendre que le citoyen est le mieux placé pour faire le diagnostic de sa vie et pour dire au nom de quelles valeurs la gauche doit agir » (discours à Melle, 17 novembre 2006).

« J'entends dire ça et là qu'il faudrait pour diriger la France une expérience que très peu possèdent ici-bas. Mais cela ne suffit pas. Je sais surtout que ce qui compte, c'est la capacité à mobiliser l'expérience collective... » (Le Monde, 22 août 2006).

« L'expérience est une expertise [...]. Je crois à l'intelligence collective d'un peuple majeur auquel je fais confiance » (Le Monde, 11 novembre 2006).

Il ne s'agit plus de faire mais de faire « avec » (les citoyens, leur expérience, leur expertise, leur vécu) : « Avec moi, plus jamais la politique ne se fera sans vous »... Ces diverses conceptions contreviennent à certaines croyances constitutives du champ politique qui sont au cœur de la symbolique présidentielle de la V<sup>e</sup> République : l'idée que l'homme politique est omniscient, omnipotent, qu'il « décide », qu'il a le pouvoir à lui seul de peser sur le cours des choses, qu'il doit tracer la ligne et indiquer le chemin...

Le royalisme mérite d'être pris au sérieux parce qu'il entre en résonance avec de nouvelles conceptions et légitimités de l'action politique et de l'agir démocratique valorisant la concertation, la proximité, la participation, le débat, la discussion... Une nouvelle « grammaire » de la politique qui conjugue des modalités de « prise de parole » multiples semble s'imposer et déterminer de nouvelles injonctions auxquelles les élus ne peuvent plus se soustraire. Le processus même de fabrication de l'intérêt général semble être modifié par ces évolutions. La conception de l'intérêt général doit se situer non plus en rupture avec les intérêts particuliers, comme le prescrivait en France l'idéologie de l'intérêt général, mais dans leur prolongement. Ségolène Royal cristallise ces diverses évolutions en valorisant une nouvelle symbolique du pouvoir. Selon Marc Abélès, ce que Ségolène Royal a compris, « c'est que l'exigence n'est pas tant à la production d'une question majoritaire qu'à la possibilité pour le plus grand nombre d'entrer dans le débat, d'exprimer une opinion<sup>10</sup> ». « Alors que, traditionnellement, poursuit-il, la démocratie consistait avant tout dans l'expression d'une exigence partagée par le plus grand nombre (le *demos*), il s'agit ici de favoriser la prise de parole individuelle sur une multitude de sujets ».

Cette valorisation de la « démocratie d'expression » est lourde d'ambiguïtés. La candidate a joué à la fois de la *démocratie d'opinion* avec l'usage intensif qu'elle fait des sondages, ses appels constants à l'opinion (contre le Parti socialiste notamment) et de la *démocratie participative* à partir de laquelle elle a construit son identité politique et sa démarche. Elle a contribué par là même à la confusion de ces deux notions, rabattues l'une sur l'autre par de nombreux observateurs<sup>11</sup>. Les sondages comme les forums participatifs apparaissent comme des manières convergentes de « donner voix à l'opinion », des technologies d'ajustement à la demande sociale, voire de marketing politique. Le concept et la légitimité de la démocratie participative sortent peut-être ainsi affaiblis d'une séquence où ils ont été fortement mis en avant.



Au-delà de principes généraux et de la volonté affichée d'associer les « citoyens », les contours de la démocratie participative selon Ségolène Royal sont demeurés très flous. Les forums participatifs lancés pendant la campagne sont apparus comme une forme bricolée, peu codifiée et tardive de prise en compte des aspirations des électeurs. L'usage événementiel et stratégique de la démocratie participative et ses ambiguïtés l'ont fait glisser vers la démocratie d'opinion, elle-même caricaturée en forme moderne du « populisme<sup>12</sup> ». La candidate a donné prise, fut-ce à son corps défendant, au procès en « populisme » ou en « démagogie ». On reviendra ici sur la campagne de Ségolène Royal pour analyser ces divers glissements et les tensions qu'elle révèle entre démocratie d'opinion et démocratie participative.

**« AU-DEHORS ET AU-DEDANS » : L'OPINION CONTRE LE PARTI, LE PARTI AVEC**

**L'OPINION** Ségolène Royal apparaît en première analyse comme un pur produit de la démocratie d'opinion. Elle a construit son autorité sur une légitimité extrapartisanne et sur le capital de reconnaissance médiatique et « sondagière » qu'elle acquiert à partir de 2005. Ségolène Royal s'est imposée au PS en le contournant, en capitalisant des ressources de popularité à l'extérieur de l'organisation qu'elle est parvenue ensuite à convertir en soutiens internes lors de la primaire socialiste. Elle est au PS la première responsable politique à accéder au statut de candidate sans avoir eu à conquérir préalablement le leadership au sein de son parti. Sa force semble résider précisément dans cette virginité partisane et dans la présomption de pureté et de renouvellement qu'elle lui confère. Devant l'irréversibilité de la candidature Royal, les ralliements de l'appareil se multiplient à la rentrée 2006.

L'élection primaire a été constamment placée sous la pression de l'« opinion » et des médias<sup>13</sup>. Elle a ainsi été rythmée par les sondages externes (scénarios d'élection présidentielle où était mesurée la capacité des divers candidats à battre le candidat UMP) et internes (qui portaient sur les sympathisants). Une trentaine de sondages sur la primaire socialiste ont été commandés et diffusés entre septembre et le vote des militants, le 16 novembre. Tous ont été réalisés à partir d'échantillons de « sympathisants », alors que le vote concernait les adhérents. La commission nationale des sondages a ainsi appelé à « relativiser leur pertinence » mais en vain, les commentaires se sont largement ajustés à ces enquêtes. Le PS a refusé de communiquer les fichiers des adhérents. « Les militants n'aimeraient pas cela et puis, si nous mettions le doigt dans cet engrenage, le parti serait vite soumis à une infernale culture sondagière qui serait catastrophique », plaide Stéphane Le Foll, directeur de cabinet de François Hollande (*Le Monde*, 10 novembre 2006).

La campagne, fût-elle interne, a vocation à séduire les électeurs dans leur ensemble puisqu'ils pèsent via les sondages sur le processus de désignation. Fait sans précédent, trois débats télévisés, accessibles sur le câble, ont été organisés (les trois meetings étaient ouverts uniquement à la presse écrite). Le 16 novembre 2006, Ségolène Royal est désignée dès le premier tour avec 60,62 % des suffrages des militants par 81,97 % des adhérents. Elle est parvenue « à faire entrer en résonance l'opinion, les cadres du parti et les adhérents<sup>14</sup> ». Elle a aussi bénéficié d'un large soutien des 80 000 nouveaux adhérents socialistes. Cette victoire est analysée, par la plupart des commentateurs, comme une victoire de la démocratie d'opinion sur la démocratie des partis, ces derniers perdant le monopole de la définition de l'offre politique et de la sélection des candidats. Cette explication, *par laquelle les journalistes célèbrent et mettent en scène leur propre pouvoir*, apparaît insuffisante même si elle s'impose dans l'espace médiatique. Il faut en effet comprendre ce qui rend possible la « bulle spéculative » Royal dans l'opinion. Nous avons tenté de montrer avec Frédéric Sawicki que ce que révèle le « phénomène Royal », ce sont surtout l'absence de clarification idéologique et un électoralisme de plus en plus prégnant au Parti socialiste. Ce sont bien les militants socialistes qui ont adoubi leur héraut présidentiel (et non directement les sondages) et c'est dans la logique même de la micro-société que forment les socialistes qu'il faut trouver les raisons du succès inattendu de l'outsider Royal. Les socialistes sont d'autant plus enclins à désigner une femme jugée « providentielle » qu'ils sont affaiblis et repliés sur eux-mêmes. L'horizon des socialistes se borne de plus en plus aux prochaines échéances électorales, le pragmatisme prenant le pas sur toute considération de plus long terme. C'est précisément parce que le PS est désormais principalement une entreprise de conquête de mandats électifs, prêt à tous les ajustements tactiques, qu'un nombre croissant de ses élus et de ses membres sont si attentifs aux verdicts à court terme des sondages d'opinion et font passer au second plan les positions politiques prises par les candidats en présence. Ces positions idéologiques sont au demeurant largement interchangeable, ce qui favorise la multiplication des candidatures, leur arbitrage par les sondages et la logique de la personnalisation politique. L'absence de ligne claire, associée à la prégnance de l'électoralisme, conduit ainsi à choisir la personnalité la mieux placée à l'instant *t* pour gagner, presque indépendamment de son projet<sup>15</sup>.

**LA CONTROVERSE DES JURYS CITOYENS** Ségolène Royal a placé le concept de démocratie participative au cœur de son discours, de sa démarche et de sa dénonciation de la



« vieille politique ». Elle a contribué ainsi à diffuser un thème, certes à la mode, mais qui n'avait jamais connu une telle visibilité. Cette diffusion élargie ne s'est pas produite sans déformations ni instrumentalisation. La démocratie participative a été largement caricaturée<sup>16</sup>. La publicité acquise par la notion s'est faite au prix d'une dilution de son sens. La candidate a alimenté les controverses par les ambiguïtés et par l'imprécision de son discours. L'« affaire » des jurys citoyens apparaît emblématique de ce point de vue.

La proposition de mise en place de jurys citoyens est formulée par la candidate le 22 octobre. Elle est largement dictée par l'opinion puisqu'elle constitue la réponse quasi immédiate de la candidate à un sondage commandé par le CEVIPOF qui établit que 60 % des Français jugent les dirigeants politiques « plutôt corrompus » (cf. *Le Monde* du 25 octobre). Ce qui va donner prise et crédit au discours accusant la candidate de « démagogie » « anti-élitiste ». La candidate justifie en ces termes cette « surveillance populaire » de l'action des élus : « Il n'y a pas d'évaluation au long cours. Or c'est une demande profonde des Français.

### En Allemagne, une expérience de jurys de citoyens a été lancée dans des quartiers défavorisés de Berlin depuis la fin des années 1990.

C'est pourquoi je pense qu'il faudra clarifier la façon dont les élus pourront rendre compte, à intervalles réguliers, avec des jurys citoyens tirés au sort. » La proposition reste très floue en dépit des précisions apportées dans une note de Sophie Bouchet-Petersen diffusée à la presse. Il s'agit avant tout, pour la conseillère de la candidate, de « rénover la démocratie représentative », non de créer un « instrument punitif de coercition envers les élus » mais d'« élargir le cercle au-delà des professionnels de la participation (militants, couches moyennes diplômées) et de refléter la diversité sociale en incluant les catégories ordinairement exclues des dispositifs de participation fondés sur le volontariat (milieux populaires, précaires, immigrés, femmes, jeunes) ». Mais les détracteurs ne vont retenir, de manière intéressée, que l'aspect « surveillance » et la dimension « punitive » du dispositif. L'idée n'est ni nouvelle ni véritablement subversive. Le tirage au sort a été inventé avec la démocratie à Athènes, mobilisé dans les républiques médiévales et

de la Renaissance. En France, il n'est plus guère réservé qu'au jury d'assises. Au cours des décennies 1990 et 2000, il a été réactivé dans une multitude d'innovations procédurales comme les jurys citoyens, les conférences de consensus, les sondages délibératifs ou les conseils de quartier. Plusieurs centaines de jurys citoyens ont été tenus dans le monde, principalement en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne et en Espagne. En Allemagne, une expérience de jurys de citoyens a été lancée dans des quartiers défavorisés de Berlin depuis la fin des années 1990. Pierre Rosanvallon évoque dans *La Contre-démocratie*<sup>17</sup> la création d'« agences citoyennes de notation pour apprécier les actions de certains organismes publics » ou d'« observatoires citoyens ».

La proposition a suscité pourtant un tollé général dans la « classe » politique (le terme apparaît ici tout à fait adapté tant ces réactions sont guidées par un réflexe corporatiste des professionnels de la politique). Les condamnations invoquant des expériences historiques opposées se multiplient : on accuse Ségolène Royal pêle-mêle de « robespiérisme », « polpotisme », « maoïsme », « boulangisme », « lepénisme », « populisme »... Les jurys institutionnaliseraient et organiseraient la défiance des citoyens à l'égard des représentants. La proposition est dénoncée à la fois comme un gadget relevant du marketing et comme portant atteinte au sacro-saint suffrage universel et aux principes intangibles de la démocratie représentative.

Michel Charasse (*Le Figaro*, 1<sup>er</sup> novembre 2006) est parmi les plus virulents : « Depuis plusieurs années, on cherche par tous les moyens à donner le pouvoir à des non-élus pour éviter et contourner le suffrage universel. Des peureux et des battus, des riches, des prétentieux, certains intellectuels, des ratés, et j'en passe, veulent gouverner sans l'onction du peuple. C'est contraire aux principes fondamentaux de la République. On ne peut tout de même pas soutenir tous ces froussards, nostalgiques du vote censitaire. Les propositions de M<sup>me</sup> Royal sont peut-être au premier abord populaires, mais, si on réfléchit un peu, on voit vite que le paquet est plus beau que le cadeau. » Il compare les jurys à des comités de salut public : « On sait bien que tout cela déborde très vite sous la pression des petits justiciers de chef-lieu de canton qui gueulent plus fort que les autres. Toutes choses égales par ailleurs, je ne souhaite pas que mon pays revoie cela un jour. Pourquoi ne pas aussi embarquer les élus sur un cheval et les emmener dans la pampa pour les pendre haut et court, comme au bon vieux temps du Far West ? Trêve de plaisanteries : la démocratie est fragile et doit rester à l'abri des gadgets. Les électeurs savent écarter ceux qu'ils jugent mauvais, décevants ou démagogues. Les tribunaux administratifs





et les chambres régionales des comptes jugent les actes administratifs et financiers; et les tribunaux les crimes et délits, au nom du peuple français. Et que dira-t-on si un jury populaire se permet un jour de critiquer des élus alors que les citoyens qui le composent ne votent jamais, voire ne sont pas inscrits sur les listes électorales? »

Max Gallo (*Le Figaro*, 23 octobre) dénonce le « flou démagogique » de la proposition de Ségolène Royal : « Qu'il faille une évaluation du travail des élus, pourquoi pas? Que les élus aient à rendre des comptes, pourquoi pas? Mais, en démocratie, on n'a pas trouvé mieux pour rendre des comptes que le suffrage universel au terme d'une durée fixée par la loi. Je ne connais qu'un seul jury populaire digne de ce nom : celui que compose le corps électoral. Ce qui est capital pour la démocratie, c'est qu'il fonctionne sur la base du suffrage universel et que l'on respecte les échéances légales. C'est-à-dire qu'un gouvernement ou une assemblée qui sont élus pour cinq ans ait à rendre des comptes au bout de cinq ans, même si des comptes rendus de mandats peuvent être organisés. D'ailleurs, les élus participent à ces comptes rendus réguliers. Mais, en démocratie, ils sont sanctionnés à l'issue de leurs cinq années de mandat. L'expression de "jury de citoyens tirés au sort" m'inquiète beaucoup. On entre dans une imprécision, dans un flou qu'il faut qualifier de démagogique, et, si j'étais excessif, je dirais que cela me fait penser qu'au terme de ce type de mise en œuvre – en apparence – de la démocratie, on a la révolution culturelle du président Mao, qui voulait "tirer sur le quartier général" et faire juger les professeurs et tous les représentants par le peuple, représenté par les militants qui viennent juger et condamner ceux qui sont élus. Donc, la seule démocratie qui fonctionne, je le répète, c'est celle qui est basée sur le suffrage universel et qui fonctionne à échéance fixée par la loi. On peut craindre que, dans le cadre politique, les jurys de citoyens ne deviennent très rapidement des tribunaux populaires. On sait à quoi cela peut conduire. » La Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) prend ses distances avec la proposition. Claudy Lebreton, président de la FNESR, souligne que cette proposition « a suscité chez de nombreux élus locaux de légitimes interrogations ». Alors que « la démocratie représentative est régulièrement attaquée par les partis extrêmes », il faut « veiller à préserver le rapport précieux entre les élus et les citoyens, basé sur la confiance », a-t-il ajouté. « Pour cela, deux principes démocratiques doivent être rappelés avec sagesse : "En démocratie, les élus tiennent leur légitimité et endossent leurs responsabilités par le suffrage universel" et "le temps des élus n'est pas forcément celui des médias". L'élu local est bien le

garant de l'intérêt général et la fonction élective doit donc demeurer à l'abri des pressions. » Pour Michel Charzat, qui a pourtant pratiqué le tirage au sort dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris (mais qui soutient Laurent Fabius...), il s'agit d'une remise en cause des principes fondateurs de notre République : le suffrage universel et la légitimité de ses élus. L'instauration de jurys populaires ne pourrait que conduire à une remise en cause de la démocratie représentative. En démocratie, le seul juge de paix est l'électeur, et la seule légitimité est celle du suffrage universel<sup>18</sup>. »

Ces réactions témoignent, selon Yves Sintomer, de « l'inculture étonnante et d'une profonde méconnaissance de l'histoire de la démocratie et des expériences engagées aujourd'hui dans les pays voisins et dans le monde<sup>19</sup> ». Elles traduisent plus structurellement la peur des « masses » et sont l'un des derniers symptômes de la toujours persistante « haine de la démocratie » analysée récemment par Jacques Rancière. La mesure réactive l'*ethos* professionnel et le corporatisme des élus attachés aux vertus indépassables de la démocratie de délégation. Yves Sintomer soutient, contre ces préjugés, que le tirage au sort pour composer des jurys habilités à évaluer l'action des élus et l'action publique puisse constituer une « voie prometteuse » pour régénérer les démocraties contemporaines parce qu'il serait « source de démocratisation », « point d'appui pour une opinion publique plus éclairée et pour une action publique plus responsable ».

Une semaine après sa première déclaration, Ségolène Royal reviendra sur sa proposition initiale, retirant le mot « jury », « mal interprété ou volontairement déformé » pour lui préférer ceux de « panel de citoyens » ou d'« observatoires de politiques publiques » sans pour autant clarifier leur statut et leurs objectifs. La controverse, si elle révèle les résistances des élus arc-boutés sur le principe représentatif, illustre aussi les ambiguïtés de Ségolène Royal. La démocratie participative ne dépasse guère chez elle un registre incantatoire qui positionne subtilement la candidate à la fois « au-dedans » et « au-dehors » du jeu politique et vise à produire surtout des effets d'annonce et de légitimité. En matière de démocratie participative, outre les jurys, la candidate a fait peu de propositions. Quelques semaines avant le vote interne du PS, Ségolène Royal lance sur son site « Désirs d'avenir » la rédaction interactive d'un ouvrage programmatique, censé être « coproduit » avec les internautes, invités à réagir à partir d'une note de cadrage sur un thème déterminé. Cette initiative ne s'est pas concrétisée et n'a pas dépassé, sur le site, le troisième chapitre. L'idéal de la démocratie participative est, chez Ségolène Royal, comme chez de nombreux responsables, plus honoré que véritablement pratiqué. Les



forums participatifs lancés par la candidate pendant la campagne participent d'une tentative de redéfinition de la relation électorale mais témoignent aussi des ambiguïtés et d'un usage événementiel de la « participation ».

**UNE CAMPAGNE INTERACTIVE : LES « FORUMS PARTICIPATIFS »** La candidate a voulu mettre en pratique son engagement en faveur de la démocratie participative dès la campagne. Elle lance ainsi, après sa désignation, une campagne participative. L'évolution vers des campagnes au style participatif n'est pas nouvelle. On l'avait déjà observée lors des élections municipales de 2001<sup>20</sup>, mais elle s'est accentuée et nationalisée. La fortune actuelle du thème de la « crise de la représentation » ainsi que le renouveau et le développement de la démocratie locale affectent l'économie de la transaction électorale et les manières d'entrer en contact avec les électeurs. La relation électorale n'est plus uniquement pensée, mise en scène ou construite dans les termes et les registres de la « promesse » ou de l'offre programmatique. Elle n'est plus mise en forme et donnée à voir comme un échange unilatéral où l'électeur se prononce sur une offre politique exogène, arbitre et tranche, mais comme une conjoncture où il coproduit cette offre, participe en quelque sorte à sa définition<sup>21</sup> (notons que cette conception n'est pas partagée par l'ensemble des acteurs puisque la campagne de Nicolas Sarkozy procède d'un modèle « vertical » et « volontariste » opposé). Alors que la conjoncture électorale constitue un moment de sélection du personnel politique et donc de réaffirmation et d'assomption de la division des rôles et du travail politiques, l'électeur est invité symboliquement à y prendre une part active, à y apporter son concours. Sur le marché électorale, pour convoquer la métaphore économique, le jeu de l'offre et de la demande semble obéir à des ajustements renouvelés. La campagne devient ainsi un moment d'interaction, de concertation, de participation, de dialogue... qui vise moins à valider le ministère de la parole politique des professionnels qu'à produire la « parole citoyenne » des profanes. La multiplication des émissions pendant la campagne donnant la parole à des citoyens ordinaires panélisés et valorisant leur témoignage ou leurs doléances participe de ces tendances. Ce sont les « vraies gens » qui ont parfois mené le jeu à la télévision dans les émissions politiques contribuant à l'effacement des journalistes réduits, au mieux, au statut de médiateur. Cette évolution a suscité des commentaires critiques<sup>22</sup>. Tout se passe, en d'autres termes, comme si les pratiques et les normes de la démocratie participative, fortement valorisées socialement, rejaillissaient sur les pratiques électorales, comme si le genre participatif les contaminait ou les hybridait. Mais on ne saurait être dupe de ces redéfinitions du lien électoral : elles relèvent à l'évidence de stratégies de

réassurance du lien représentatif dont les professionnels de la politique gardent l'initiative. Les candidats ou les élus restent maîtres de la parole, des conditions de sa production et de l'usage qu'ils font de la contribution des électeurs. Il ne fait guère de doute que la différenciation politique n'est déniée symboliquement que pour être mieux réaffirmée pratiquement.

La candidate a ainsi voulu donner un débouché à l'aspiration des citoyens à une « démocratie d'expression » et a voulu casser la traditionnelle relation asymétrique entre candidats et électeurs. Selon Godefroy Beauvallet, qui a analysé le dispositif mis en place par l'association *Désirs d'avenir* pendant la campagne, on fait un double reproche aux responsables politiques : « ne pas savoir écouter, parler de manière incompréhensible. » Il en découle que « légitimer la relation avec les électeurs est donc l'investissement de forme fondateur d'une campagne ». Il s'agit de « convaincre en faisant participer »<sup>23</sup>.

La candidate défend en ces termes sa campagne « participative » : la phase d'écoute doit précéder la phase de formulations des propositions. « Un projet se noue avec le peuple pendant la campagne électorale. » « Maintenant que les socialistes ont beaucoup parlé entre eux, nous allons nous tourner vers les Français [...], à eux de dire ce qu'ils entendent par ordre juste » (*Le Monde*, 22 novembre 2006). « Pour agir et parler juste » parce que la crise de la politique est une « crise du résultat<sup>24</sup> » et « enrichir le projet socialiste », il fallait donner la parole aux électeurs. « Je vous propose une campagne qui ressemblera à la façon de gouverner qui repère les vrais problèmes, qui apporte des solutions concrètes et qui dit au nom de quelles valeurs elle agit [...]. Si vous faites bien ce que je vous propose, si vous me faites bien remonter ce que vous entendez des Français, de leur intelligence collective, pour que je puisse réajuster les choses en temps réel, oui, je vous mènerai à la victoire » (discours d'investiture, 27 novembre 2006). Le dispositif doit être, selon Jack Lang, « source de créativité et d'adhésion ». Il s'agit, selon Arnaud Montebourg, de « mettre le projet socialiste à l'épreuve de la vérité populaire ».

C'est sur la base du projet du PS voté en juin 2006 que la primaire socialiste s'était engagée, chacun des candidats se disant tenu par lui. Ce n'est qu'à la marge ou dans les points aveugles du projet que les candidats peuvent marquer une différence. Une fois désignée, Ségolène Royal rouvre néanmoins la question de la définition du programme en lançant la phase « participative » de sa campagne qui s'ouvre à la mi-décembre. Cette méthode permet à la candidate de se desserrer de l'emprise du parti et de son projet. Les structures locales du PS mais aussi les réseaux *Désirs d'avenir*



qu'elle contrôle sont invités à multiplier les forums participatifs. La candidate définit le 16 décembre au CNIT de la Défense devant les cadres du PS la méthodologie qui doit présider aux débats. Un « kit participatif » est distribué aux participants. La candidate les invite à « oser jouer des contradictions et des conflits pour créer la dynamique du débat ». Il faut éviter les « discours-fleuves », le « bla-bla », les « formules recuites ». Les hiérarchies politiques et les préséances doivent être remises en cause, au moins le temps du débat : « L'idée, c'est que les élus interviennent comme les gens. » L'animateur doit être, dans la mesure du possible, debout au centre d'un cercle. Il s'agit d'éviter les formes spatiales du meeting. La candidate invite à organiser les débats dans des « lieux inhabituels ».

Les initiatives locales se multiplient. Tous les vendredis, un camion stationne sur une place à Poitiers, équipé d'une caméra vidéo. Les passants y sont invités à s'adresser à la candidate. Les contributions sont mises en ligne. Dans le Loiret, dans les débats, trois ou quatre thèmes apparaissent sur un écran géant pour lancer la discussion. Dans la section du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, on distribue des Post-it pour relever questions et témoignages... Des blogs de soutien à la candidate recevant le label de l'association *Désirs d'avenir* sont créés, ainsi que des comités locaux qui se saisissent librement de toute question, livrent des propositions, recensent les innovations et les bonnes pratiques. La campagne participative s'est surtout déployée *sur* et *via* Internet. Elle aurait vu émerger, selon Godefroy Beauvallet, « un régime de légitimité fondé sur la traçabilité hypertextuelle des arguments<sup>25</sup> ». « Les activités sociales de militantisme ont été sémiotisées : quittant les lieux de réunion, les préaux et les marchés chers au folklore des partis, elles ont migré vers l'écrit des "forums participatifs", des listes électroniques, de discussion, des blogs. » Les débats participatifs impliquant la candidate (quatre ont été organisés) répondent à un schéma précis : Ségolène Royal ne s'exprime en introduction que quelques minutes pour cadrer le débat, puis elle écoute les témoignages et les analyses qui se succèdent tout en prenant des notes. Ils émanent d'experts, d'élus, de responsables associatifs, plus marginalement de membres du public<sup>26</sup>. La candidate clôt le débat en répondant aux questions. Mais son propos final, qui permet quelques effets d'annonce sur ses propositions<sup>27</sup> a été rédigé au préalable... Le dernier débat participatif consacré à la jeunesse à Grenoble rassemblant plus de quatre mille personnes tenait plus du meeting que du débat, même s'il y a eu des interventions de la salle.

Le processus participatif s'est accompagné d'un travail constant de synthèse (la candidate ou son entourage indiquant sur le site *Désirs d'avenir* ce qu'elle conser-

vait des échanges – rubrique « Ce que je retiens »). Les synthèses citent les thèmes les plus marquants des contributions d'internautes et renvoient hypertextuellement au message originel, le *feed-back* permanent étant censé renforcer l'implication. Les fiches de recueil de pratiques, constituées par les membres de l'association *Désirs d'avenir*, ont pour objectif de constituer à l'usage de la candidate un répertoire d'innovations de terrain et de modèles internationaux. Une équipe de soixante-dix bénévoles « modérateurs-synthétisateurs » se relaient jour et nuit pour trier les messages sur le site de l'association. Une journée régionale de restitution des débats participatifs est organisée par le PS le 3 février 2007. La candidate a reçu ainsi plus de 135 000 contributions provenant de *Désirs d'avenir* et des 5 000 débats participatifs organisés dans toute la France (estimation de la candidate). Elles sont synthétisées dans *Les Cahiers d'espérance*. Trois cent mille Français, selon la candidate, ont participé à l'ensemble des débats. Les débats participatifs sont présen-

La phase participative n'est pas sans risques : elle constitue de fait dans la campagne une période de flottement et de latence.

tés comme un succès par les médias, de manière générale<sup>28</sup>.

Pour autant, la phase participative n'est pas sans risques : elle constitue de fait dans la campagne une période de flottement et de latence. La candidate ne peut alors lancer des propositions dans le débat qu'au risque de délégitimer sa propre démarche, d'en dilapider le profit électoral attendu et de se déjuger (il faut écouter les Français, ce qu'ils ont à dire, recueillir doléances et propositions). Cette phase renforce par là-même les doutes émis sur la campagne de la candidate, chez les socialistes en premier lieu, qui apparaissent marginalisés par le choix de cette méthode alors qu'un projet a été voté par les militants socialistes<sup>29</sup>. La phase d'écoute alimente les doutes sur l'« absence de fond » de la candidate. Le terrain est libre pour ses adversaires qui proposent, précisent, « prennent de l'avance » et pour Nicolas Sarkozy qui s'en tient au classicisme de la parole « verticale », tenue d'en haut.



L'entourage de campagne en est parfaitement conscient<sup>30</sup>. La candidate n'imprime plus le rythme à la campagne alors qu'on lui fait crédit de toujours l'avoir fait auparavant. En jouant la proximité et l'écoute, elle s'est exposée sur le registre de la compétence et de la volonté politique (sur le mode : si elle cherche la parole du public, c'est qu'elle se cherche – une ligne, un projet –, si elle recherche l'expertise des citoyens, c'est qu'elle en est dépourvue). « L'injonction paradoxale au politique, note Loïc Blondiaux, est : « Vous n'êtes pas assez aux prises avec le terrain et, quand il le prend en compte, cela devient un signe de faiblesse » (*Libération*, 5 février 2007). La méthode déstabilise les manières de « faire campagne » traditionnelles. Elle est brocardée comme un exercice de « démocratie d'opinion », relevant d'une forme de « démagogie populiste ». Certaines déclarations de Ségolène Royal donnent crédit à l'idée selon laquelle ces forums fonctionnent essentiellement, dans son dispositif de campagne, comme des coups de sonde dans l'opinion ou des micro-sondages, ce qui révèle une conception de la démocratie participative proche du marketing. La candidate récupère chaque matin le verbatim des interventions des participants aux débats participatifs organisés sur tout le territoire et les compare à des études d'opinion : « C'est bien mieux que les études qualitatives », analyse-t-elle (*Le Monde*, 27 janvier 2007). Des doutes légitimes sont émis par ailleurs sur l'opacité de la synthèse des cinq mille débats participatifs organisés : Quel est le statut véritable de la parole citoyenne recueillie ? Quelle est sa traçabilité ? Quelles ont été les règles adoptées ? Quelles propositions ont-elles été *in fine* retenues ? Le flou domine sur ces questions. La boîte noire de la « synthèse » n'a pas été ouverte. « Au mieux on aura fait fonctionner une sorte de *think tank* populaire », note Loïc Blondiaux<sup>31</sup>. Ce qui n'est pas rien et traduit une évolution incontestable des campagnes électorales. La candidate présente son projet à Villepinte le 11 février en faisant une synthèse toute personnelle de ce qu'elle appelle les « pépites<sup>32</sup> » des débats participatifs et du projet socialiste. Ces propositions seront largement modulées au cours de la campagne en fonction de leur réception dans l'opinion et dans les sondages<sup>33</sup>.

**S'AJUSTER À L'OPINION. UNE CAMPAGNE « RÉACTIVE »** « Le candidat écoute, puis il décide » : telle était la philosophie de la campagne participative. Mais l'offre électorale a été, une fois le programme défini, fortement évolutive. Les forums participatifs n'ont constitué qu'une étape d'un processus permanent de prise en compte de l'opinion. L'interactivité procède surtout d'une exigence de réactivité. Ségolène Royal ne cache pas l'usage intensif qu'elle fait des sondages dans la campagne ni son

goût pour les enquêtes d'opinion qui lui permettent, selon elle, d'être « en phase avec les profondeurs de la société » : « Le bilan annuel de la Sofres, je dévore ça ! Les publications de l'INED, l'Institut national des études démographiques, je les dévore aussi<sup>34</sup>. » La pré-campagne de la candidate à l'investiture socialiste est fondée sur une analyse méthodique des sondages d'opinion. Nathalie Rastoin, directrice générale d'Ogilvy Mather, cinquième groupe de communication, conseillère en communication, a particulièrement analysé la conquête du pouvoir par Tony Blair du parti travailliste et ses victoires électorales qui constituent un modèle pour l'équipe de la candidate. La plupart des propositions de la candidate et le rythme de leur lancement sont dictés par les sondages. Un membre de l'entourage confie : « On ne discute pas toujours très en amont parce qu'elle entretient un lien étroit avec les sondages, analyse un membre de son équipe. Lorsqu'elle a pris connaissance de celui du CEVIPOF dans lequel 60 % des Français jugent les responsables politiques « plutôt corrompus », elle a choisi aussitôt d'y faire écho avec les jurys citoyens » (*Le Monde*, 25 octobre 2006). Un sondage TNS-Sofres révèle que le drapeau tricolore pour 45 % des sondés constitue le « meilleur symbole » de la nation. Il inspire très fortement son discours de candidature à l'investiture du 29 septembre 2006 à Vitrolles, qui y fait référence à plusieurs reprises. Lorsque le « verdict » de l'opinion est réservé sur des sujets sensibles, elle s'abstient parfois de prendre position. Le 11 octobre 2006, interrogée sur l'élargissement de l'Union européenne à la Turquie, elle répond : « Mon opinion est celle du peuple français. » Elle se justifie : « Un chef d'État moderne, c'est aussi un chef d'État qui fait confiance au peuple. Je n'ai pas peur du peuple » (*Le Monde*, 14 octobre 2006). Ces propositions sont largement modulées au cours de la campagne en fonction de leur réception dans l'opinion. Dans le dernier document de campagne de la candidate (vingt-quatre pages reprenant les sept piliers de son pacte), la hausse du SMIC a ainsi disparu. Vincent Peillon reconnaît que la mesure n'est plus mise en avant parce que « cette augmentation passe mal dans l'opinion ». Un autre responsable indique que « soit les Français n'y croient pas, soit ils sont inquiets d'un écrasement de l'échelle des salaires » (*Les Échos*, 2 avril). Un certain nombre de questions (retraites ou impôt sur le revenu) ne seront jamais tranchées.

Ses prises de distance avec l'appareil du PS et ses « éléphants » sont très largement dictées par les sondages et par les commentaires journalistiques. La candidate semble sur ce point tiraillée entre deux injonctions médiatiques et stratégiques : mettre à distance le PS, conserver sa « liberté » et ne pas apparaître comme



isolée ou autoritaire, d'où des stratégies de présentation de soi fluctuantes. La candidate socialiste a complètement intériorisé le sens que les médias ont donné de sa victoire lors des primaires et réussi à imposer : elle a gagné par la distance symbolique, langagière... qu'elle a su construire avec l'organisation socialiste. Elle n'aura de cesse ainsi de se conformer à cette représentation en donnant des signes renouvelés de sa distance. La candidate dépense néanmoins beaucoup d'énergie à se distancier des hiérarques du parti pour « rester elle-même » et conserver ce qui a fait, selon elle, sa valeur distinctive : « Des études qualitatives internes montrant “rejet des éléphants”, M<sup>me</sup> Royal n'était pas pressée de s'afficher avec eux. “Ne me faites pas faire une campagne traditionnelle”, n'a-t-elle cessé de répéter à son équipe » (*Le Monde*, 13 janvier). La presse interprète les remontées, même fragiles, de la candidate dans les sondages comme des incitations à s'émanciper du PS<sup>35</sup>. Mais son isolement face à une machine UMP qui déploie de considérables ressources partisans et démontre une forte cohésion l'enjoint à donner des gages de sa fidélité au PS et à ses responsables. L'éditorialiste Gérard Dupuy ironise : « Les éléphants ont tort quand ils ne sont pas là et sont gênants quand ils se montrent » (*Libération*, 13 mars).

La « réactivité » constitue le principal credo de campagne théorisé par la candidate<sup>36</sup>. Elle revendique le procédé : une campagne, ça doit être dynamique, pas statique<sup>37</sup>. « Je veux faire vivre ma campagne, être réactive » (*Aujourd'hui*, 3 avril). « Je vois sortir des concepts, des mesures, je ne sais même pas comment ils sont arrivés là », avoue un régulier de son QG (*Le Journal du dimanche*, 8 avril). À partir du 16 avril, la candidate convoque les journalistes quotidiennement pour annoncer des mesures ciblées (« Dix ou quinze minutes d'intervention, pas plus. Pas de question », *Le Monde*, 19 avril). « M<sup>me</sup> Royal n'hésite pas : depuis 2002, les socialistes sont convaincus que tout se joue dans la dernière ligne droite, voire les derniers instants dans une campagne et qu'il faut jusqu'au bout rester très réactif. » Cette « réactivité » renvoie à une certaine conception de l'électeur. Les représentations du vote, chez les commentateurs comme chez les dirigeants politiques, sont dominées par un imaginaire de la volatilité. « L'opinion est une patinoire », s'alarmait Gérard Le Gall pendant la campagne. À en croire certains politologues, l'électeur serait devenu « liquide » comme la société décrite par le sociologue Zygmunt Bauman, dernier théoricien à la mode de la « post-modernité ». Cette versatilité de l'électeur fait, pour le bonheur des médias et des sondeurs, des campagnes riches en rebondissements et entretient un climat constant d'incertitude qui alimente des commentaires

incessants. Elle induit en retour la « réactivité » des candidats, qui doivent se montrer capables de s'ajuster aux moindres soubresauts de l'opinion.

Une certaine confusion s'opère au final dans la campagne de Ségolène Royal entre démocratie participative et démocratie d'opinion. Si ce brouillage est le produit de commentaires (journalistiques et politiques) ne dissociant pas les deux notions pour stigmatiser la démarche de la candidate, il est le fait également de Ségolène Royal, qui a joué des deux registres de l'opinion et de la participation, le plus souvent indistinctement. Communication se mêle à participation, interactivité à réactivité dans un usage qui relève du marketing. La démocratie participative, si on cherche à la clarifier conceptuellement, n'est pourtant réductible ni à la démocratie de proximité ni à la démocratie d'opinion<sup>38</sup>. La démocratie de proximité est essentiellement micro-locale et centrée sur l'amélioration des interactions entre gouvernants et gouvernés<sup>39</sup>. « En renforçant à la fois l'autonomie de “ceux d'en bas” et la qualité délibérative de la politique, la démocratie participative se situe aux antipodes de la démocratie d'opinion », note Yves Sintomer<sup>40</sup>. Ces ambiguïtés révèlent que le succès de la démocratie participative relève très largement de la plasticité de son contenu et de ses objectifs : c'est parce que les principes qui la sous-tendent sont équivoques que le discours et les pratiques « prennent » et s'institutionnalisent<sup>41</sup>. Tout se passe en définitive comme si on célébrait « l'avènement d'un droit à la participation sans qu'il soit précisé ce à quoi il est désormais permis de participer<sup>42</sup> ». La démocratie participative, faute de clarification, n'est souvent ainsi que « la continuation du marketing par d'autres citoyens<sup>43</sup> ». Les responsables cherchent eux-mêmes à entretenir cette confusion et ces ambiguïtés en tirant les profits symboliques attachés à la « participation ». « Il importe, note Pierre Lascombes, de ne pas confondre communication, diffusion d'informations, organisation de débat public et participation aux décisions. Il s'agit d'activités bien distinctes, mais beaucoup de flou opportuniste est entretenu entre elles, le moins laissant croire au plus<sup>44</sup>. » ●

1. Bernard Manin analyse dans un brillant essai historique l'évolution des formes de la démocratie représentative. Trois configurations de rapport entre représentés et représentants se succèdent historiquement selon lui. La « démocratie des notables » qui marque le XIX<sup>e</sup> siècle, âge d'or du parlementarisme, est marquée par des liens locaux et personnels qui fondent la relation notabiliaire. La « démocratie des partis » s'impose à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La relation politique se dépersonnalise, elle est fondée sur la fidélité à un parti qui devient la médiation principale. La liberté de l'élu comme de l'électeur est cadrée par les partis à travers les programmes notamment qui servent de base à la transaction électorale. Cette domination des partis est remise en cause par l'avènement d'une « démocratie du public », lié au déclin des identifications partisans et



- par l'emprise des médias et des sondages. Le choix politique se « re-personnalise » en lien avec la personnalisation médiatique orchestrée par le marketing politique. La capacité des partis à structurer l'opinion, à définir l'agenda politique, à créer des loyautés chez les électeurs et à mobiliser des segments de la société s'affaiblit. La démocratie représentative en France apparaît de fait comme une forme hybride de ces trois types. Même si médias et sondages jouent un rôle de plus en plus central, la politique reste structurée par les partis, et les notables n'ont pas disparu (cf le poids constant des élus locaux) et cherchent à maintenir leur fonction de médiation.
2. R.Émi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes*, Éditions du Croquant, 2006.
  3. La candidate a bénéficié du soutien *a priori* étonnant, compte tenu de leurs orientations théorico-politiques, de certains intellectuels « critiques » comme Loïc Wacquant (proche de Pierre Bourdieu qui avait dénoncé l'« habitus de droite » de Ségolène Royal). Le sociologue déclare à *Libération* : « Elle est un vecteur objectif de changement au PS : avec sa façon de chambouler l'appareil socialiste, elle a fait plus en six mois que toutes nos protestations en plus de quinze ans. »
  4. La stratégie dite de la « triangulation » est fondée sur une analyse approfondie des enquêtes d'opinion.
  5. Jacques Rancière ou Yves Sintomer sont présentés un moment par la presse comme les inspirateurs de la candidate et de sa conseillère Sophie Bouchet-Petersen, lectrice assidue des travaux de sciences sociales.
  6. « Une partie du peuple est en colère. Il n'a plus confiance, ne croit plus en la parole politique », déclare la candidate.
  7. P. Rosanvallon, *La Contre-démocratie*, Le Seuil, Paris, 2006.
  8. C. Le Bart, R. Lefebvre (dir.), *La Proximité en politique*, PUR, Rennes, 2005.
  9. G. Grunberg, Z. Laidi, *Sortir du pessimisme social. Essai sur l'identité de la gauche*, Hachette, Paris, 2007. Voir aussi G. Grunberg, Z. Laidi, « Royal, la politique de la vie », *Libération*, le 20 novembre 2006.
  10. M. Abélès, « Le royalisme, nouveau langage », *Le Monde*, 18 octobre 2006.
  11. Alain Duhamel évoque ainsi, sur RTL en octobre 2006, « une démocratie de participation, c'est-à-dire, *en fait*, la démocratie d'opinion »...
  12. Le « populisme » est devenu une catégorie fourre-tout et un concept écran servant à disqualifier des phénomènes très divers. Voir les travaux d'Annie Collovald.
  13. Cf. B. Dolez, A. Laurent, « Une primaire à la française. La désignation de Ségolène Royal par le PS », *Revue française de science politique*, vol. 57, 2, 2007.
  14. *Id.*, *ibid.*, p. 134.
  15. Voir notre ouvrage avec Frédéric Sawicki *La Société des socialistes*, *op. cit.* Voir aussi P. Lehingue, Subunda, *Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Éditions du Croquant, 2007, p. 221 et ss.
  16. Cf. notamment la polémique entre Raymond Boudon et Yves Sintomer dans *Le Monde*.
  17. Paris, Le Seuil, 2006.
  18. Sur d'autres réactions, cf. Y. Sintomer, *Le Pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, La Découverte, Paris, 2007.
  19. Y. Sintomer, *Le Pouvoir au peuple*, *op. cit.*
  20. R. Lefebvre, « S'ouvrir les portes de la ville. Une approche ethnographique des porte-à-porte de Martine Aubry à Lille », in J. Lagroye, P. Lehingue, F. Sawicki, *La Mobilisation électorale municipale*, PUF-CURAPP, Paris, 2005.
  21. « La démocratie n'est pas seulement élection mais aussi expression et prise de parole », note Pierre Rosanvallon (*Libération*, 23 juin 2004).
  22. Marc Abélès dénonce le risque d'une « démocratie atomisée avant tout soucieuse de l'immédiat et du quotidien et qui se déploie dans un créneau bien précis : elle énonce (dénonce) et ressasse les difficultés vécues par chaque catégorie, elle réclame des résultats [...]. L'élection se réduit à la quête d'une individualité pragmatique et à l'écoute des petits "moi-je" [...]. Les paramètres traditionnels de la représentation politique (d'un côté les protagonistes-leaders et de l'autre les spectateurs-électeurs) sont de plus en plus chahutés par l'interactivité des petits "moi-je" qui pénètrent à leur tour dans l'arène » (*Le Monde*, 22 mars 2007).
  23. G. Beauvallet, « Partie de campagne : militer en ligne au sein de *Désirs d'avenir* », *Hémès*, 47, 2007.
  24. *Le Monde*, 24 octobre 2006.
  25. G. Beauvallet, « Partie de campagne : militer en ligne au sein de *Désirs d'avenir* », art. cit.
  26. À Roubaix (débat sur le logement), la plupart des interventions du public (moins de dix) ne sont pas spontanées, comme en convient le secrétaire de la section socialiste, organisateur du débat.
  27. Elle lance des propositions durant ces débats (comme « les bous es tremplin » à Grenoble, la sécurité logement à Roubaix...).
  28. Voir la une du *Monde*, « Les débats participatifs voulus par la candidate socialiste ont remporté un vif succès sur le terrain », *Le Monde*, 2 février 2007.
  29. « Cela gèle toute dynamique de campagne », proteste un député socialiste, *Le Monde*, 17 janvier 2007.
  30. La « phase d'écoute » retarde la « phase de conviction » pour Jean Glavany, *Le Monde*, 1<sup>er</sup> février 2007.
  31. *Libération*, 5 février 2007.
  32. *Le Monde*, 6 février 2007.
  33. La phase participative achevée, après le discours de Villepinte, la candidate n'y a guère plus fait référence. La campagne a repris un tour relativement classique (meetings, interviews, « grandes émissions télévisées », débat du deuxième tour...). Comme le note Jacques Rancière, après un début de campagne relativement inédit, « on est revenu à une campagne traditionnelle et aux vieilles catégories : le vote utile, les tentatives des candidats de concilier des programmes calculés par des experts et l'impératif d'un rapport supposé charismatique avec le peuple » (*Libération*, 22 avril 2007).
  34. Cf. « Ségolène Royal, l'opionomane », *Le Monde*, 8 novembre 2006.
  35. Exemple parmi d'autres : « Royal est redevenue Ségolène : c'est la principale explication du regain de faveur que son émission réussie sur TF1 a provoqué et que son meeting de Rennes a confirmé. Les signes sont tenus mais ne trompent pas [...]. Elle a retrouvé ses bases : une liberté de ton à l'égard des vieilles lunes socialistes. S'il y a une Bécassine, c'est la vieille gauche étatiste, dépensière irraisonnée et européolâtre [...], c'est la vieille gauche qui plombe la candidate nouvelle. Difficile de danser le rock avec des éléphants », commente Laurent Joffrin (*Libération*, 21 février). Ségolène Royal est marquée par un éditorial de Jacques Julliard lui enjoignant de rester elle-même et de prendre ses distances avec le PS et ses « dogmes » (Les « coulisses » par Sylvie Pierre Brossolette, *Figaro-Magazine*, 24 mars).
  36. « Fin de campagne : les candidats n'agissent plus, ils réagissent », *Le Monde*, 13 avril. « La campagne est ballottée par l'actualité » (à la suite des attentats d'Algérie, aux indemnités de Noël Forgeard...).
  37. Ségolène Royal se décide souvent au dernier moment « se fiant à son instinct politique » (*L'Express*, 26 avril). Jean-Louis Bianco : « Elle est constamment en recherche de l'ajustement parfait. Ce qui est décidé à 9 heures de matin, elle peut vouloir en rediscuter à midi si un élément nouveau lui est revenu en mémoire. » « Entre eux, ses collaborateurs ont pris l'habitude de la surnommer *moving target* en référence à sa capacité à créer l'actualité sur des sujets divers. »
  38. On voit à quel point les transformations de l'agir démocratique moderne donnent lieu à d'intenses luttes de classements et de labellisations.
  39. C. Le Bart, R. Lefebvre (dir.), *La Proximité en politique*, *op. cit.*
  40. Y. Sintomer, *Le Pouvoir au peuple*, *op. cit.*, p. 165.
  41. R. Lefebvre, « Non-dits et points aveugles de la démocratie participative » in F. Robbe (dir.), *La Démocratie participative*, L'Harmattan, Paris, 2007 et M.-H. Bacqué, H. Rey, Y. Sintomer, « La démocratie participative : un nouveau paradigme de l'action publique? », in M.-H. Bacqué, H. Rey, Y. Sintomer (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, La Découverte, Paris, 2005.
  42. C. Blatrix, « Actions associatives et transformations des démocraties : en prenant les détours participatifs », in *Actions associatives, solidarités et territoires*, Publications de l'université de Saint-Étienne, 2001.
  43. L. Blondiaux, « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout », *Mouvements*, 50, 2007.
  44. P. Lascoumes, « L'obligation d'informer et de débattre, une mise en public des données de l'action publique », in J. Gestlé, *Les Effets d'information en politique*, L'Harmattan, Paris, 2001.



# LE NOUVEAU « MUR DE L'ARGENT »

FRANÇOIS MORIN\*

**U**n regard sur l'histoire du capitalisme nous montre que les économies occidentales ont connu par le passé, notamment dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, des périodes de grande mobilité internationale de capitaux. De même, les conflits entre pouvoir financier et pouvoir politique émaillent régulièrement l'histoire des sociétés occidentales. Quelle est alors la nouveauté du processus de globalisation en cours, si nouveauté il y a<sup>1</sup> ? Il est un facteur qui démultiplie actuellement le pouvoir des grandes banques internationales : leur influence s'étend aujourd'hui aux principales sociétés de gestion de fonds internationales qui investissent l'essentiel de leurs avoirs dans les firmes cotées en Bourse. Cela leur ouvre non seulement la possibilité de tirer des revenus de la valeur actionnariale, mais leur permet également d'exercer un pouvoir d'allocation international des capitaux à une échelle inconnue jusqu'ici.

Pour le citoyen de la planète Terre, ce phénomène est véritablement nouveau. Il devient urgent d'appréhender les enjeux qui sont liés au développement proprement phénoménal de la sphère financière mondiale. De la même façon que les questions écologiques sont devenues perceptibles pour chaque citoyen, de la même manière la prise de conscience d'une énorme pression financière sur la vie quotidienne devient impérative. Mais le manque de compréhension et surtout le manque de réactivité des principales autorités gouvernementales du monde ne laissent pas d'inquiéter au regard des dangers et des défis, devenus extrêmement concrets, que posent la globalisation financière et les crises qui la traversent.

\* Professeur émérite à l'université de Toulouse I (Lereps). Derniers ouvrages parus : *Le Modèle français de détention et de gestion du capital : analyse prospective et comparaisons internationales*, Éditions de Bercy, 1998 ; *Le Nouveau Mur de l'argent. Essai sur la finance globalisée*, Le Seuil, Paris, 2006.

Face à ce qu'il faut bien appeler un mur de l'argent qui s'élève actuellement et dont la dimension est évidemment planétaire, la question de savoir si la confrontation politique avec les citoyens de la planète – et si oui, sous quelle forme – se pose de façon cruciale. La crise financière actuelle est évidemment propice pour se poser cette question. Peut-on imaginer un pouvoir de régulation qui soit opposable à cette finance globalisée ?

#### LA FINANCE GLOBALE : DIMENSION PLANÉTAIRE ET LOGIQUES DE DÉVELOPPEMENT

Nous défendons donc ici l'idée qu'à partir des années 1995 un mur de l'argent s'est très rapidement bâti à l'échelle internationale. Quelle est l'origine de ce processus ? Personne ne conteste que, par leur libéralisation et par leur globalisation, les marchés monétaires et financiers ont acquis, durant les années 1990, une autonomie relative par rapport à la sphère de l'économie réelle. Cet affranchissement aurait été probablement sans conséquences majeures si la dimension prise par ces marchés avait été cantonnée dans des proportions acceptables et raisonnables. Mais cela n'a pas été le cas.

La plupart des travaux qui s'intéressent à la finance globalisée se heurtent cependant à une difficulté redoutable : disposer des données qui puissent offrir une vision cohérente du fonctionnement des marchés monétaires et financiers internationaux. Ce handicap ne permet pas de se faire une idée précise de la place effective de ces marchés au sein de l'économie mondiale actuelle. L'un des objectifs de cet article est de montrer comment une quantification des flux qui traversent, à l'échelle internationale, la sphère monétaire et financière internationale est devenue aujourd'hui possible. Les données monétaires et financières ainsi rassemblées, une fois mises en cohérence et confrontées aux données réelles, donnent véritablement le vertige.

Dans la présentation des grandeurs qui décrivent les éléments de la sphère financière, nous allons utiliser l'unité du téra-dollar (T\$), c'est-à-dire le millier de



milliards de dollars. Avec cette unité, il devient possible de mesurer, à l'échelle internationale, les transactions sur les marchés globaux de la finance et sur ceux des biens et services.

#### Transactions sur les marchés globaux

	2002	2003	2004	2005
<i>Economie financière</i>				
Marchés dérivés	693,1	874,3	1 152,3	1 406,9
Marché des changes	384,4	533,4	556,8	566,6
Marché financier	39,3	33,3	42,3	51,0

Le tableau a été établi à partir des sources suivantes : FMI (*Key financial centers*), et Banque mondiale (*Quick Query*) : *BIS Quarterly Review* et *BIS Triennial Central Bank (Survey of Foreign Exchange and Derivatives Market Activity in April 2007, Preliminary global results)* ; Fédération internationale des Bourses de valeurs (FIBV) ; BIS, *CPSS Red Book Statistical update*, mars 2007.

Avant d'interpréter les données de ce tableau, quelques commentaires préalables sont ici utiles. Comme le tableau l'indique clairement, la liquidité qui transite sur les marchés globaux de l'argent remplit quatre fonctions. Elle sert à régler les transactions de couverture (achat de produits dérivés : options et futures), les transactions d'une monnaie en une autre (échange de devises), les transactions sur le marché du financement (achat de titres financiers), mais la liquidité intervient aussi dans le règlement d'autres transactions, celles que l'on observe sur le marché des biens ou des services.

Il faut ensuite noter que l'ensemble de ces transactions fait l'objet de règlements monétaires, c'est-à-dire de règlements dans une monnaie donnée, et, par conséquent, dans une zone monétaire parfaitement délimitée. La liquidité nécessaire pour ces échanges est ainsi fournie, *in fine*, par la banque centrale de la zone monétaire correspondante, sur un marché particulier : le marché interbancaire, où s'effectue et se consolide l'ensemble des règlements. La liquidité qui irrigue ces marchés joue, par conséquent, un rôle déterminant pour la stabilité du système économique mondial.

Il devient alors essentiel de comprendre que, si un choc particulier affecte soit la sphère réelle, soit la sphère financière, en provoquant, par exemple, une crise de liquidité, comme la crise financière actuelle liée aux *subprimes* américains, c'est l'ensemble du système qui peut se trouver d'un seul coup déstabilisé par manque d'irrigation. Or ces chocs ont une probabilité élevée de provenir davantage de la sphère financière que de la sphère réelle, car c'est au sein de la finance libéralisée que se logent les variables globales de l'économie mondiale.

Quelle interprétation faut-il maintenant donner aux résultats de ce tableau ? Les transactions relatives à l'économie réelle n'occupent qu'une part très faible du total des transactions. En effet, les transactions relatives aux biens et services ne se montent qu'à un peu moins de 3 % des paiements monétaires de la planète et ont même tendance à décroître : 2,75 % en 2002 à 2,16 % en 2005. Le même constat s'observe pour les transactions commerciales internationales : celles-ci s'élevaient à 7,8 T\$ en 2002, soit 2,03 % des transactions du marché des changes. En 2005, le pourcentage s'est relevé un peu, à 2,22 %. Compte tenu de ces deux types de transactions, le poids de l'économie financière par rapport à celui de l'économie réelle, qui était de 28 en 2002, est passé à 32 en 2005, ce qui apparaît, dans une première approche de cette confrontation, proprement vertigineux.

Par leurs masses et par l'organisation dans laquelle elles s'insèrent, certaines variables de la finance libéralisée apparaissent ainsi comme des variables globales, et sont en capacité d'exercer une influence décisive sur les variables de l'économie réelle, précisément en raison du spectre « global » de leur action. Par exemple, le taux de change euro/dollar peut être connu à tout moment et en n'importe quel point de la planète ; de la même façon, le taux d'intérêt qui se forme sur le marché obligataire américain est un taux directeur pour l'ensemble des marchés obligataires mondiaux. Tel n'est pas le cas pour le PIB mondial, somme de 199 PIB nationaux, qui ne transcrit aucune réalité économique globalement organisée à l'échelle mondiale.

S'agissant des transactions sur produits dérivés et des transactions sur le marché des changes (autres que celles portant sur le commerce international), celles-ci sont consacrées à des opérations de couverture dont le contenu essentiel est de s'assurer contre les risques de taux et les risques de change. Leur développement phénoménal s'explique par des enchaînements dans des spirales souvent très complexes d'opérations « de couverture de couverture ». D'où leur explosion dans des chaînes de transactions qui peuvent être très longues. À titre d'exemple de l'un de ces maillons, on peut prendre le cas d'une banque qui, cherchant à couvrir ses clients, mutualise plusieurs risques en un seul, à travers un produit financier nouveau qu'elle décide de rétrocéder au marché pour être couverte à son tour.

Mais le plus impressionnant est sans aucun doute la rapidité avec laquelle ces marchés de produits de couverture se sont développés. Ainsi, les marchés portant sur les options et les futures ne s'élevaient qu'à 1,7 T\$ en 1989 (cf. *Bis Quarterly Review*, novembre 1996,





p. 32), alors que le tableau 1 souligne leur expansion énorme en 2005 puisque le montant des transactions sur les marchés organisés pour ces produits a atteint le volume de 1 406,9 T\$.

Finalement, que révèle la dynamique de l'économie mondiale? La prédominance des marchés de couverture est symptomatique, au sein de la finance globalisée, de la très forte aversion au risque des intervenants. Cette dynamique est hautement paradoxale puisqu'une grande part des transactions financières est destinée à se couvrir contre le risque... lié au fonctionnement même de marchés libéralisés. Comme s'il fallait conjurer, grâce à de nouveaux marchés, les effets néfastes de l'ouverture des marchés monétaires et financiers intervenue dans les années 1970 et 1980. Bref, le marché pour lutter contre les imperfections de marché!

Cette logique est-elle rassurante? La réponse est bien sûr négative puisque le risque ne disparaît évidemment pas au sein de ces marchés. À toute opération de couverture correspond en effet une opération spéculative. Celui qui se couvre ne fait qu'échanger son risque avec un spéculateur. Mais, au lieu d'être assumé par quelques acteurs qui pourraient le gérer, le risque se trouve disséminé à travers une multitude d'intervenants.

Notre planète économique est dorénavant dominée par une sphère financière où la logique de la couverture a entraîné un immense marché de la spéculation. Pour les citoyens que nous sommes, la question n'est-elle pas alors de savoir si ce développement vertigineux de la finance est véritablement maîtrisé par les autorités qui sont en charge normalement de la réguler; bref, qui est dans le poste de pilotage? Se poser ces questions, c'est malheureusement déjà entrevoir la réponse.

Quels sont alors les facteurs qui aboutissent à ériger, selon une logique expansive, mais aussi une ligne inquiétante, le mur d'une finance libéralisée? Autre question majeure: L'expansion de ce mur ne finit-elle pas par peser d'un poids considérable sur l'économie réelle? Si oui, comment? Et par quels canaux?

1. Le mur qui se dresse actuellement est tout d'abord alimenté par la « valeur actionnariale ». Mais que faut-il précisément entendre par cette notion? Il s'agit essentiellement de l'extraction d'une valeur au sein des firmes qui va bien au-delà du profit considéré comme étant normal. La production de cette « survaleur » est imposée par les actionnaires, et en réalité par un certain type d'actionnaire seulement: les investisseurs institutionnels et, plus précisément, ceux qui gèrent des ressources pour le compte de tiers. Par leur nombre et par la puissance de leurs participations dans le capital des firmes cotées, ces investisseurs sont en mesure d'imposer aux directions des firmes un certain

nombre de normes en matière de gouvernance d'entreprise. Parmi ces normes, il en est une qui, en quelque sorte, surplombe toutes les autres: c'est la norme financière.

Avec l'exigence d'une rentabilité financière sur fonds propres de 15 %, cette norme (minimale) est devenue le standard international à atteindre pour toutes les firmes qui souhaitent voir dans leur capital la présence de ces grands investisseurs. L'introduction de cette

La prédominance des marchés de couverture est symptomatique, au sein de la finance globalisée, de la très forte aversion au risque des intervenants. Cette dynamique est hautement paradoxale puisqu'une grande part des transactions financières est destinée à se couvrir contre le risque... lié au fonctionnement même de marchés libéralisés.

norme est récente. Elle s'est diffusée dans le monde entier à partir de la fin des années 1980 sous l'influence des fonds de pension américains. Le point capital à noter est, par conséquent, le suivant: les firmes sont actuellement soumises, par cette norme financière, à une obligation de résultat. Cela bouleverse complètement leur gestion, car, précédemment, elles devaient seulement réaliser, si l'on peut dire, le meilleur résultat possible (obligation de moyen), et



non un objectif quantitatif (15 %) imposé à l'avance et de l'extérieur. Or atteindre un tel objectif est par définition très difficile lorsque l'on sait que la croissance de l'économie mondiale tourne aujourd'hui autour de 4 % environ.

Ces nouvelles pratiques liées à la valeur actionnariale aboutissent non seulement à révolutionner le mode de management des entreprises, mais aussi à opérer des transferts de risques massifs sur les entreprises, et, par ricochet, sur le monde du travail : il faut « flexibiliser » le marché du travail ainsi que l'organisation du travail. Les transferts de risque concernent également les pays émergents, comme cela a été observé au moment des crises financières de la fin des années 1990.

2. L'extraction de la valeur se poursuit ensuite par l'« innovation financière » produite notamment par les plus grandes banques internationales. Celles-ci sont à l'origine des instruments de couverture qui circulent sur les marchés organisés, ou encore des contrats *forward* ou *swaps* qui se concluent de gré à gré. Le but affiché de ces nouvelles pratiques est de gérer les risques de toutes sortes, mais principalement ceux qui sont produits par les marchés monétaires et financiers eux-mêmes.

La contrepartie à ces contrats dérivés sera, à chaque fois, un investisseur financier qui fait un pari inverse à ceux qui cherchent à se couvrir ; cet investisseur spéculé ainsi et espère, au bout de cette période, tirer un profit du contrat. Il y a, par conséquent, deux contreparties par exemple dans un contrat *future* : celle qui cherche à se couvrir (une firme ou un producteur) contre une évolution défavorable du prix du sous-jacent (une hausse pour la firme, une baisse pour le producteur) ; et l'autre partie (un investisseur financier) qui contracte le *future* dans l'espoir, au contraire, de voir le prix du sous-jacent évoluer en sens inverse. La production et la gestion de produits de couverture (contre les risques de change, et surtout contre les risques de taux) sont alors autant d'occasions de prises de risque pour ceux qui acceptent d'en être les contreparties. La spéculation est ainsi intimement liée au développement des produits dérivés. Les gains spéculatifs peuvent être ici considérables en raison des effets de levier que les marchés organisés de ces produits autorisent. En effet, sur ces marchés, il n'est pas nécessaire de disposer intégralement des ressources normalement exigibles, par exemple pour effectuer des actes d'achat.

Avec le développement explosif des marchés des produits de couverture et de spéculation, les occasions de prélèvement (grâce à chaque fois aux coûts de transaction liés à ces opérations) se multiplient et deviennent d'autant plus importantes que ces marchés se développent de façon exponentielle.

3. Enfin, avec un levier plus considérable encore, la valeur peut être extraite de la sphère réelle et contribuer à élever encore un peu plus le mur de l'argent, quand certains acteurs sont en capacité de maîtriser les conditions de financement d'une économie. Mais, quand cette économie s'appelle l'économie mondiale, on comprend que les enjeux deviennent ici considérables.

Or, la courbe des taux *swaps* (c'est-à-dire la gamme des taux fixes que proposent les banques dans les contrats de couverture) est devenue, depuis quelques années seulement, la référence quasi exclusive des marchés monétaires et financiers internationaux, aux dépens notamment de la référence que constituaient auparavant les taux d'intérêt pratiqués sur les titres d'État. Il est essentiel de comprendre que le mur de l'argent prend ici malheureusement toute sa signification. La libéralisation financière a permis aux taux d'intérêt de s'émanciper de la tutelle des États ; la globalisation financière va beaucoup plus loin : elle permet aujourd'hui à des pouvoirs privés, ceux des grands groupes bancaires internationaux, de fixer en grande partie l'évolution de ces mêmes taux.

Ainsi les taux d'intérêt subissent actuellement le pouvoir d'un oligopole extrêmement puissant qui s'est installé dans le poste de commande du financement de l'économie mondiale. Ce pouvoir-là est tellement incommensurable qu'il justifie, ici, et à lui seul, l'appellation d'un « nouveau mur de l'argent » dont les pouvoirs grandissants ne peuvent qu'impressionner et inquiéter. Le poids de ce mur écrase aujourd'hui l'économie réelle par les prélèvements exorbitants qu'il opère.

**CRISES ET RÉGULATION DE LA SPHÈRE GLOBALE** Lorsque l'on cherche ainsi à cerner les forces dirigeantes qui sont à l'œuvre dans le nouveau régime d'accumulation, une réalité émerge fortement depuis une dizaine d'années : le pouvoir devenu considérable des plus grandes banques internationales. Celles-ci sont le plus souvent à l'origine de l'innovation financière liée aux produits dérivés ; elles dominent le marché des *swaps* au point d'exercer un pouvoir de marché sur la formation de leurs taux, taux qui sont aujourd'hui les taux référents de l'ensemble des marchés monétaires et financiers ; enfin, depuis peu, elles ont pris le contrôle des sociétés qui gèrent les fonds d'investissement pour le compte de tiers, qui sont à l'origine de la valeur actionnariale et, par conséquent, de la financiarisation de la gestion des firmes.

En raison de leur petit nombre, d'une part, et de leurs profits financiers considérables, d'autre part, nous défendons l'idée que ces banques forment aujourd'hui un oligopole particulièrement puissant à l'échelle internationale. Reléguant les banques centrales au second plan,



c'est-à-dire les cantonnant à de simples pourvoyeuses de la liquidité dont il a besoin, cet oligopole est le véritable régulateur des marchés monétaires et financiers mondiaux. C'est lui qui est le maître d'ouvrage du mur de l'argent qui se bâtit sous nos yeux.

L'impuissance des politiques économiques, si elle est avérée, ne peut que conduire à mettre en cause également, sur un plan plus large, la cohérence et l'efficacité des politiques publiques. La question redoutable posée par cette expansion est donc en définitive de savoir si la finance globale n'exerce pas des effets dissolvants sur nos sociétés démocratiques.

Cet oligopole n'est évidemment soumis ni à un contrôle politique ni *a fortiori* à un contrôle démocratique. Tout juste est-il contraint par des règlements prudentiels de portée limitée et élaborés pragmatiquement *a posteriori*, ou encore par des normes issues d'une autorégulation professionnelle, une fois que les difficultés ou les catastrophes ont été malheureusement constatées. La question qui se trouve désormais posée est donc bien celle d'une régulation des activités de cette finance globalisée et de ce noyau oligopolistique, surtout lorsque celui-ci est fragilisé, comme en ce moment, par une crise de liquidité dont le potentiel de déstabilisation de l'économie mondiale est probablement très conséquent. Comment produire les

contre-pouvoirs efficaces face aux tentations hégémoniques de cette sphère et de ses principaux acteurs, dont le résultat est une croissance des inégalités et une instabilité chronique ?

Ce n'est pas du côté des politiques économiques nationales qu'il faut trouver le remède à cette situation. De ce point de vue, la pertinence de la macroéconomie, comme discipline cherchant à comprendre les ressorts d'une économie nationale, atteint, dans le contexte actuel de cette globalisation financière, rapidement ses limites. Quelle peut être en effet l'efficacité de politiques économiques menées dans le seul cadre national (et, dans une moindre mesure, à l'échelle plus grande de blocs régionaux) ? Que devient la *policy mix* qui articulait traditionnellement politique monétaire et politique budgétaire ? Qui ne voit pas le choc durable que peut provoquer l'irruption de variables globales (comme les taux de change, le niveau des taux d'intérêt à long terme, ou encore celui des taux des contrats *swaps*) dans la conduite des politiques économiques ?

Poursuivons. L'impuissance des politiques économiques, si elle est avérée, ne peut que conduire à mettre en cause également, sur un plan plus large, la cohérence et l'efficacité des politiques publiques. N'y a-t-il pas là l'une des causes, sans doute majeure, des impuissances gouvernementales à gérer les équilibres économiques et sociaux de nos sociétés ?

Nous touchons avec cette dernière question le contenu potentiellement explosif des rapports entre cette finance globalisée et la démocratie.

On peut en faire le constat : d'un côté, des sociétés démocratiques en Europe, mais aussi un peu partout dans le monde, voient se succéder des majorités alternantes, avec souvent des basculements forts, qui traduisent des mécontentements profonds (comme en atteste également l'installation durable d'extrémismes nationalistes) ; on y dénonce l'absence de projets, ou lorsqu'il y en a un, celui-ci se borne à demander l'« accompagnement », jugé inévitable, de la mondialisation économique ; il faut, par conséquent, « s'adapter » à cette nouvelle donne par des « réformes indispensables ».

De l'autre côté, une finance libéralisée et son noyau oligopolistique – avec ses propres codes et ses propres valeurs – de plus en plus puissant ne rencontrent guère d'obstacles sur leur chemin. Certes, des bulles et des scandales émaillent son expansion ; mais l'adaptation des règles prudentielles, l'adoption de chartes de bonne gouvernance ou le renforcement des autorités de régulation ont pour objectif de pallier les erreurs de parcours qui sont jugées seulement regrettables.

La question redoutable posée par cette expansion est donc en définitive de savoir si la finance globale



n'exerce pas des effets dissolvants sur nos sociétés démocratiques.

Compte tenu de la disparition progressive des cadres macroéconomiques traditionnels, de l'impuissance constatée des politiques économiques et publiques, de la montée des déséquilibres économiques et sociaux, il

La crise du système financier internationale a des racines bien plus profondes qui sont celles de la financiarisation des risques promue par une finance libéralisée et globalisée. Les banques centrales elles-mêmes ont perdu leur pouvoir de régulation face à ces marchés et à des acteurs bancaires globalisés.

est légitime de se demander si cette globalisation financière n'est pas l'une des causes directes de ce qu'il faut bien appeler la crise du politique que traversent nos sociétés démocratiques<sup>2</sup>. Cette crise ne se nourrit-elle pas de l'absence de projet en raison précisément de l'absence de moyens ou de marges ? N'alimente-t-elle pas aussi la dissolution du lien social en raison du repli général sur des valeurs individuelles ? Pour refonder une démocratie basée tout aussi bien sur des valeurs de solidarité que sur des valeurs individuelles, ne faut-il pas penser désormais autrement pour agir autrement ? Peut-on laisser des pouvoirs privés, aussi concentrés et puissants, dans le poste de commande de la finance globalisée ? Faut-il continuer à laisser faire ?

Les accusés actuels de la dernière crise s'apparentent

davantage à des boucs émissaires qu'aux responsables réels. On y trouve les agences de notation qui n'auraient rien vu venir et qui auraient contribué à accélérer la crise ; les régulateurs financiers qui n'auraient pas eu la capacité de voir ce qu'il y a dans les « arrières-boutiques » (paradis fiscaux) ; ou encore les émetteurs financiers (*hedge funds*) qui ne pratiqueraient pas suffisamment la transparence sur les risques encourus, ou enfin, les investisseurs qui s'aveuglèrent eux-mêmes sur les risques qu'ils prennent.

En réalité, la crise du système financier internationale a des racines bien plus profondes qui sont celles de la financiarisation des risques promue par une finance libéralisée et globalisée. Les banques centrales, elles-mêmes, ont perdu leur pouvoir de régulation face à ces marchés et à des acteurs bancaires globalisés. Elles ont perdu toute possibilité de régulation sur les taux d'intérêt à long terme. De même, sur les taux courts, l'influence des marchés et des acteurs est devenue prépondérante. Il faut donc revoir de fond en comble le système de régulation des marchés monétaire et financier.

Trois objectifs essentiels pourraient être envisagés pour cette refondation :

- la création d'un système de régulation global de la sphère monétaire et financière face à des marchés globalisés ;
- la rupture avec la norme financière qui impose des rentabilités non soutenables et exigibles *a priori* ;
- la révision des formes actuelles de gouvernance des entreprises qui favorisent la seule valeur actionnariale. Pour faire ainsi front, la question qui se pose aujourd'hui est bien finalement celle de la mise en place de contre-pouvoirs effectifs, face à ce nouveau pouvoir bancaire concentré. La réponse ne peut pas être seulement partielle comme, par exemple, la taxe Tobin. Celle-ci ne s'intéresse qu'aux flux de capitaux à court terme qui transitent sur le marché des changes, soit un compartiment très particulier de l'un des marchés de cette finance globale. À question globale, il faut, à l'évidence, maintenant une réponse globale. Tel est le véritable enjeu d'une nouvelle architecture de régulation qui soit en capacité de faire face réellement à cette finance internationale. ●

1. Cet article est tiré d'une intervention devant le Forum de la gauche citoyenne (FGC) qui s'est tenu le 5 octobre 2007 à Paris. Les organisateurs de cette conférence souhaitaient que celle-ci soit consacrée à développer les thèmes principaux de notre dernier ouvrage : *Le Nouveau Mur de l'argent : essai sur la finance globalisée*, Le Seuil, Paris, sept. 2006.

2. La vision de J. E. Stieglitz (2004) est particulièrement tranchée sur cette question : à ses yeux, dans de nombreux pays du monde, « les points de vue des marchés financiers dictent des politiques, voire déterminent l'issue des élections », p. 16.



# CRITIQUE DE L'ACTUELLE CONDITION HUMAINE

ARNAUD SPIRE

Zygmunt Bauman est né en 1925 en Pologne de parents juifs non pratiquants. Il a quatorze ans au moment de l'invasion de son pays par les troupes allemandes nazies. La famille Bauman se réfugie dans la zone d'occupation soviétique. Pendant la Seconde Guerre mondiale et jusqu'en 1953, Zygmunt Bauman est membre du Parti communiste de Pologne (POUP). En 1950, il reçoit la médaille du courage pour avoir participé, comme lieutenant de l'armée soviétique, à la prise de Berlin en 1945. Dans le même temps, il poursuit ses études de sociologie à l'Académie des sciences sociales de Varsovie. S'il est, pendant de nombreuses années, proche de l'idéologie du Parti et surtout de la doctrine marxiste, il devient cependant critique à l'égard du gouvernement communiste polonais. Sa conception du marxisme est jugée par l'orthodoxie trop culturelle, comme l'avait déjà été celle de Gramsci. Face à l'augmentation des pressions politiques et à la campagne antisémite menée au début de 1968 par le ministre populaire Moczar, de nombreux intellectuels juifs choisissent de s'exiler. En 1970, le professeur Zygmunt Bauman décide lui aussi d'abandonner son poste d'enseignant à Varsovie et s'expatrie dans un premier temps à Tel-Aviv pour continuer son travail de professeur de philosophie et de sociologie. Sa notoriété croissante amène les autorités universitaires britanniques à lui proposer une chaire de sociologie à Leeds. Il retrouve une place en Pologne après la chute du mur de Berlin. Âgé aujourd'hui de quatre-vingt-deux ans, ce penseur polonais est devenu une figure intellectuelle majeure de notre époque. Comme l'écrit André Tosel<sup>1</sup>, « Il est grand temps que soit connue en France cette œuvre si importante pour la compréhension de la portée anthropologique du capitalisme mondial. » Son grand mérite théorique et politique est d'avoir analysé la condition humaine au temps des grands exodes communautaires et d'avoir compris en profondeur que la conception néolibérale de la mon-

dialisation liquéfiait la modernité relativement stable du capitalisme du premier xx<sup>e</sup> siècle en un impérialisme « liquide » fluidifiant d'une manière ou d'une autre la quasi-totalité des nations de la planète. Ainsi va la « putréfaction » du capitalisme en crise... Le concept de « liquéfaction » permet de comprendre le mouvement du capitalisme mondialisé qui, en rendant « liquide » toute société, obtient certes un répit, mais permet dans le même temps de reconstruire un nouvel horizon pour le communisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

*Le Présent liquide*, dernier ouvrage de Zygmunt Bauman traduit en français, s'achève sur un constat d'urgence : « Quand nous avons remodelé le cours de notre vie pour en faire une série infinie de quêtes égocentriques, chaque épisode étant vécu comme une ouverture sur le suivant, il ne reste pas un instant pour réfléchir à la direction, prise, au sens de tout cela. »

**ON PEUT SE DEMANDER** si l'un des fils rouges de la pensée de Zygmunt Bauman n'est pas le besoin de tempérer l'opposition doxographique de la logique et de la dialectique par un retour à l'œuvre d'Aristote. Rappelons l'admiration que vouaient Karl Marx et Auguste Comte à ce dernier, sans pour autant qu'aucun des deux penseurs reconnaisse clairement sa dette. Certes, c'est une vieille question que de savoir si Marx peut être considéré, à l'instar d'Auguste Comte dans la majorité positiviste de la France, comme l'un des pères fondateurs de la sociologie. En effet, avec cette science humaine, l'étendue du champ d'investigation de cette discipline prend une ampleur philosophique rétrospective considérable. La spécificité de la science sociologique n'apparaît pas immédiatement mais seulement après un long développement historique. Les deux penseurs ont donc fait « école », et Zygmunt Bauman, qu'il s'agisse de la politique, de l'économie ou de la famille, développe des principes fondamentaux dont l'alternative est faite d'une certaine convergence entre les écrits de Marx sur Aristote dans la première préface de la *Critique de l'Économie politique* (1859) et du commentaire de Lénine en exil à



Zurich sur la traduction en russe de *La Métaphysique* d'Aristote. Le processus de développement industriel, s'il est pris en compte par l'économie et la politique, est étroitement lié à une philosophie linéaire de l'histoire et délibérément optimiste à long terme. « Si, par exemple, fait remarquer Marx dans le Livre I du *Capital* à propos d'Aristote, les navettes des tisserands tissaient d'elles-mêmes, le chef d'atelier n'aurait plus besoin d'aides, ni le maître d'esclaves. » L'explication sociologique du changement réduit le rôle du facteur politique au lien qu'il établit avec un dynamisme économique. Aristote n'imagine pas l'action politique révolutionnaire à l'avance, il la pense comme le mouvement des « cités » et l'adaptation des « lois » à ce changement. Alors qu'Aristote s'attache aux différents modes de l'« inégalité » dans une société politique et esquisse une typologie des changements de régime dans une perspective plutôt anhistorique, Marx voit dans les modes de production la clé d'une évolution procédant par étapes révolutionnaires et ajoute dans une lettre aux populistes russes que « des événements d'une analogie frappante, mais se passant dans des milieux historiques différents, amènent des résultats tout à fait disparates. En étudiant chacune de ces évolutions à part et en les comparant ensuite, l'on trouvera facilement la clé de ces phénomènes, mais on n'y arrivera jamais avec le passe-partout d'une théorie historico-philosophique dont la suprême vertu consiste à être suprahistorique » (réplique à Mikhaïlovski rédigée en français en novembre 1877 et rendue publique après sa mort en 1884). Marx s'était élevé contre la tentative de ses interprètes de présenter son esquisse de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale comme une théorie historico-philosophique de la marche générale. On peut dire que le passage d'un capitalisme « solide » à sa liquéfaction renvoie au rapport qu'entretient le processus de la construction européenne avec la mondialisation capitaliste : retour de l'« esprit colonial » et des ravages humains causés par les déplacements de populations, flux errants de capitaux, de marchandises et de main-d'œuvre, apologie du surarmement et justification de l'humiliation des peuples. La dimension historique qui reste à l'arrière-plan chez Aristote va chez Marx commander toute la sociologie et tenir lieu inextricablement de cause finale et de cause formelle. Deux causes soigneusement distinguées par le fondement sociologique qu'on trouve chez Aristote. Autre fil d'Ariane de ce qu'observe Zygmunt Bauman, une histoire bimillénaire de l'exil qui fut à ses débuts celui des populations itinérantes successives, mais qui aboutit au XX<sup>e</sup> siècle à la transformation du phénomène migratoire en meurtres de masse et en génocides. Le capitalisme, en se mondialisant ou, mieux, en entamant une nouvelle période de sa glo-

Le passage  
d'un capitalisme  
« solide » à sa  
liquéfaction renvoie  
au rapport  
qu'entretient  
le processus  
de la construction  
européenne avec  
la mondialisation  
capitaliste : retour  
de l'« esprit  
colonial » et des  
ravages humains  
causés par les  
déplacements  
de populations, flux  
errants de capitaux,  
de marchandises et  
de main-d'œuvre.

balisation, a engendré une massification de l'errance pour des populations défavorisées entières (la famine et les guerres ethniques se sont ajoutées à l'immigration de la force de travail légale ou clandestine dans les centres industriels de l'Europe). Cette fois-ci, l'intégration n'est pas le terme du voyage.

**LES CAPACITÉS D'ASSIMILATION** du capitalisme mondial seraient-elles épuisées ? En tout cas, la précarité et la volatilité se généralisent aussi dans le domaine des flux migratoires. La fluidité des électors accompagne la montée générale du racisme ; le retour à un certain nationalisme en atteste. Le chômage structurel aggrave cette situation et agrandit la masse des « hommes-Kleenex », tandis qu'elle jette les salariés restants dans une précarité existentielle. Le lien social se fluidifiant, le capitalisme global dans sa phase financière engendre une violence tragique et inédite. Il y a négation des valeurs humaines ou simplement morales par implosion du lien social. La possibilité ontologique d'être soi-même et *en commun* avec les autres est quasi liquidée. Sans doute est-il trop tôt, selon les dires mêmes de Zygmunt Bauman<sup>2</sup>, pour « esquisser un nouveau modèle général et encore moins





exhaustif de la nouvelle condition humaine. Un modèle de ce type, si soigneusement élaboré qu'il soit, vieillirait avant même d'avoir atteint la maturité, car la mondialisation de la condition humaine est loin d'être achevée et aucune des descriptions du mode d'unité planétaire et des dangers nouveaux qu'il comporte ne saurait prétendre être autre chose qu'un "exercice de style", un récit voué à être révisé et repris sans fin ». On peut considérer que c'est au tournant des années 1990 que Zygmunt Bauman commence à analyser la phase actuelle du capitalisme et son processus de globalisation qu'il désigne sous le nom de « modernité liquide ».

Sont à la fois désignés par ce terme les transformations de l'être social dans l'épuisement du communisme historico-autoritaire, la généralisation de la consommation et la perte de vue de sa finalité, l'affadissement des rapports de classes et notamment l'élimination de la mission rédemptrice de la classe ouvrière, la montée des risques et de l'incertitude, le changement de fonction de l'État et l'émergence d'une conception morale renouvelée mais aussi hypocrite que la précédente : l'appât du gain financier justifie aux yeux de l'opinion publique toutes les destructions-rénovations. En devenant de plus en plus transnationale, financière, communicationnelle, cette nouvelle phase du capitalisme remet en cause les formes apparemment stables des processus de travail dans la grande entreprise (extension de l'« externalisation » par la sous-traitance), il amenuise « le bec et les ongles » des organisations ouvrières (syndicats et partis de masse) capables de penser une authentique alternative. Les structures sociales dans lesquelles la réflexion créatrice, la prévision et l'action à long terme pouvaient s'inscrire sont marginalisées.

Avec *La Vie en miettes. Expérience postmoderne et moralité* (2003), *L'Amour liquide. De la fragilité du lien entre les hommes* (2004), et *La Société assiégée* (2005), traduits en français et audacieusement publiés sur une courte période par les courageuses éditions Le Rouergue-Chambon, Zygmunt Bauman acquiert dans notre pays un début de notoriété. Mais c'est avec *Le Présent liquide*, ouvrage davantage « grand public » que les précédents, paru au Seuil en 2007 et traitant des « peurs sociales et obsession sécuritaire », qu'il touche de façon plus profonde et plus populaire la conscience de citoyens devenus « peureux » et hantés par la « crainte de l'insécurité ». Chemin faisant, il aborde les racines philosophiques de la « peur ». Dans le moment même de la destruction d'institutions d'autodéfense collectives grandit une propension certaine aux solutions individuelles isolées, pourtant inadéquates, face aux difficultés sociales... C'est le « chacun pour soi et malheur aux vaincus », aux perdants. La débrouille règne, la peur est là. Elle n'est plus celle du monstre, mais celle du qui-

dam assimilé à la « racaille » ou aux « terroristes ». L'inclination éthique à assumer la responsabilité du sort de l'autre est alors neutralisée ou, à la limite, rendue inefficace. Les crimes les plus monstrueux ne sont pas, dans l'imaginaire, commis par des monstres, mais par des gens ordinaires, bons pères de famille, serviables avec leurs voisins, époux vertueux... Le soupçon pèse ainsi potentiellement sur chacun d'entre nous. Cependant que l'esprit critique érigé en système dogmatique ne sert plus qu'à discréditer les pères de la modernité désignés dans les manuels scolaires comme les « philosophies du soupçon » (Marx, Freud, Nietzsche, etc.), la tendance de l'opinion publique aboutit aujourd'hui à unifier le <sup>XX</sup> siècle comme ayant été celui des seuls « totalitarismes » assimilés aux utopies. Or il convient de faire la différence entre les utopies. Certaines sont mortifères, ce sont des utopies paralysantes parce que non localisables, d'autres sont plutôt dynamisantes parce que « pré-analysées », ce qui signifie, chez Zygmunt Bauman, que nous sommes en quelque sorte « condamnés » à réussir nos rendez-vous à venir avec l'utopie...

**DANS UN CHAPITRE REMARQUABLE**, l'auteur du *Présent liquide* évoque quelques ambiguïtés (oxymores) d'usage récent et significatif de son analyse. De la même manière que la qualification de « social » confond délibérément dans l'expression contemporaine « mouvement social » ce qui est de l'ordre de la société tout entière, et ce qui est de l'ordre du progrès social, Zygmunt Bauman s'intéresse aux clôtures langagières qui séparent, par exemple, le « ghetto volontaire des puissants » et les « nombreux ghettos imposés aux démunis » démultipliant les « espaces interdictionnels », ou encore les « murs de frontières » et les « murs dans la tête » (il est, par exemple, plus difficile d'imaginer l'institutionnalisation de la torture en Israël ou aux États-Unis que de constater l'existence du mur qui entoure aujourd'hui la Palestine). À mon sens, pour Zygmunt Bauman, « la politique est de plus en plus locale dans un monde de plus en plus modelé par des processus planétaires ». Si proche et si distante à la fois. Il s'agit donc, à notre époque, de comprendre que l'incertitude et l'aléatoire provoquent la peur et la précarité croissantes. En deux mots, nous rêvons d'« un monde fiable, sur lequel on puisse compter », en même temps que nous prenons conscience que le progrès a bien plutôt été jusqu'ici la « quête de l'utopie plutôt que sa réalisation ». Dans les rêves contemporains, la conception du progrès semble être passée du discours de l'amélioration partagée à celui de la survie individuelle. À cet égard, mieux vaut être « chasseur » d'avenir que « chassé » du futur. ●

1. *La Pensée*, n° 345, janvier-mars 2006.

2. Allocution prononcée à l'Université de tous les savoirs en novembre 2003 à Paris.



# LA SOLITUDE DU CITOYEN GLOBAL

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ARNAUD SPIRE

**ARNAUD SPIRE.** *otre récent essai traduit en français par Laurent Bury, aux Éditions du Seuil en mars 2007, s'intitule Le Présent liquide. Ce n'est pas la première fois que vous employez cette métaphore pour désigner la période postmoderne. La modernité capitaliste devient, pour vous, « liquide », alors que le capitalisme précédent était, selon vous, « solide ». Le nouvel ordre industriel que Gramsci avait analysé avec perspicacité sous le nom d'« américanisme » (concept forgé pour penser l'alliance du fordisme et de l'hégémonie culturelle du management) et qui avait un temps musclé la classe ouvrière en lui donnant une force de résistance organisée en syndicats et partis révolutionnaires, se révèle plus fragile que prévu. Après les révoltes ouvrières et étudiantes de 1968, la thèse dominante d'un compromis de classe favorable au salariat ne dura qu'un temps.*

*En fait, ce qui caractérise la « société liquide », c'est l'introduction généralisée de l'incertitude au niveau de l'homme et de son savoir, le début d'une quête sans fin du sens et la recherche de repères stables face à l'obsession du changement, de la flexibilité et de la crainte de la précarité. Le culte de l'éphémère et les projets à court terme favorisent, sur le plan social, le règne de la concurrence au détriment de la solidarité, et transforment les citoyens en consommateurs ou, pis, en chasseurs et gibiers à la fois. Votre livre est significativement sous-titré « Peurs sociales et obsessions sécuritaires ». Entre la peur et l'obsession, il y a non seulement la différence entre société et individu mais il y a aussi la frontière entre l'actuelle norme sociale (le sentiment d'insécurité) et l'impossibilité de superposer le social et l'individuel, la société n'étant évidemment pas la somme arithmétique des individus qui la composent.*

**ZYGMUNT BAUMAN.** « Peurs sociales et obsessions sécuritaires »... les secondes sont détournées, canalisées, des effluves des premières, ou plutôt les produits d'un effort désespéré d'ancrer, de prendre comme cibles les sentiments diffus, mal définis, omniprésents et flottants de menaces nouvelles et inconnues pour l'identité personnelle et le statut social.

Les peurs sont « sociales » dans la mesure où elles constituent des effets secondaires des transformations sociales qui rendent le cadre de vie frêle, peu fiable et imprévisible. Les transformations principalement responsables de ces sentiments d'incertitude et d'insécurité sont en premier lieu l'abandon par l'État de bon nombre des responsabilités qu'il assumait auparavant pour la société et le bien-être des citoyens, le démantèlement graduel de l'assurance collective contre les mauvais coups du sort, le transfert vers les forces du marché affranchies du contrôle politique

Les peurs sont « sociales » dans la mesure où elles constituent des effets secondaires des transformations sociales qui rendent le cadre de vie frêle, peu fiable et imprévisible.

(communal) de bon nombre de missions de protection sociale qu'assumaient les autorités élues, la déréglementation progressive du marché du travail, l'absence de protection locale contre les errements de forces globales incontrôlables, et finalement l'« individualisation par décret », soit le transfert vers les individus de la tâche de trouver des réponses biographiques à des défis socialement produits avec des ressources individuelles manifestement inadéquates...





Or, pour la plupart des individus (Robert Castel les nomme des « individus par défaut »), trouver des « solutions individuelles » à des problèmes sociétaux est au-delà de leur pouvoir, d'où leur peur d'être inadéquats, de ne pas pouvoir suivre, d'être exclus d'un « progrès » toujours plus rapide...

Une telle crainte est humiliante en plus d'être extrêmement stressante, car à la souffrance de l'incertitude vient s'ajouter l'humiliation de se sentir impuissant.

Pour échapper à l'humiliation, il faut trouver à cette incertitude incapacitante un coupable sur lequel déverser son ressentiment accumulé de façon à retrouver, au moins pour un temps, l'estime de soi en « faisant quelque chose » contre les causes réelles ou imaginées du malheur. Les gouvernements et les vendeurs de marchés collaborent pour canaliser les appréhensions résultant d'une *précarité* existentielle vers des cibles réalistes, des cibles « à portée des individus », des menaces qu'il est possible de repousser grâce à des actes individuels... Ce sont les menaces envers la sécurité des personnes – des gaz ou des aliments potentiellement malsains ou empoisonnés, des voleurs ou des mendiants dérangeants dans la rue, des pédophiles ou des violeurs en liberté, des afflictions physiques menaçant de réduire la valeur de l'individu sur le marché du travail ou le marché social, ou la masse sombre et anonyme des « immigrants », l'incarnation même de l'effrayante « grande inconnue »...

**A.S.** *La promotion et l'extension de l'Europe vont de pair avec la fin de la guerre froide. La commission de Bruxelles et le Parlement européen ne sont-ils pas d'abondantes créations institutionnelles destinées à protéger les pays européens éprouvés par la Seconde Guerre mondiale de l'antagonisme entre les deux « grands » ? La question de l'orientation européenne laisse cependant grande ouverte la question de l'enfermement sur soi-même ou de la responsabilité humaniste, c'est-à-dire globale. Les origines de l'incertitude et de l'insécurité sont aujourd'hui mondiales, mais n'ont-elles pas aussi une dimension spécifique européenne ?*

**Z.B.** L'Europe doit choisir entre une stratégie de « retranchement » et une stratégie de « responsabilité globale ». Ces choix ne s'excluent pas nécessairement l'un l'autre, mais ils sont susceptibles de le faire... La stratégie de retranchement est une extension au niveau supranational de la politique nommée *Standortkonkurrenz* par Jürgen Habermas et qui consiste à l'emporter sur les autres continents dans la lutte pour les marchés ou, mieux encore, se protéger d'une telle compétition. C'est toutefois une stratégie perdante à long terme, car il n'y a pas plus de solution locale à des problèmes créés au niveau mondial qu'il n'y a de

solutions individuelles à des problèmes créés par la société. Les sources de l'incertitude et de l'insécurité sont aujourd'hui mondiales et ne peuvent se traiter efficacement qu'à ce niveau.

Les droits de la personne, la démocratie, le contrôle sur l'avenir, la dignité de la vie ne peuvent à long terme être garantis et « protégés » en un endroit mis à part et isolé du reste de la planète. Consciemment ou pas, l'Europe joue maintenant le rôle d'un laboratoire dans lequel de nouvelles formes d'action politique, des formes dont la planète au complet a grand besoin, qu'elle s'en rende compte ou pas, sont

Consciemment ou pas, l'Europe joue maintenant le rôle d'un laboratoire dans lequel de nouvelles formes d'action politique, des formes dont la planète au complet a grand besoin, qu'elle s'en rende compte ou pas, sont conçues et mises à l'épreuve dans la pratique.

conçues et mises à l'épreuve dans la pratique. Les institutions européennes constituent des tests pour le stade post-national de la cohabitation planétaire. Nous apprenons lentement mais régulièrement comment laisser derrière nous des animosités séculaires ; nous apprenons comment vivre de façon permanente et mutuellement bénéfique avec une diversité de traditions, de fois, de modes de vie choisis ; nous apprenons comment agir de concert malgré toutes ces différences et sans abandonner nos identités propres... Ce sont les arts difficiles qui constituent pour notre planète mondialisée, mais déchirée par les conflits, une question de vie ou de mort. Et dans le développement et la diffusion de ces arts, l'Europe peut jouer un rôle crucial...



**A.S.** *Nous sommes loin d'une troisième force qui pourrait dépasser l'antagonisme entre l'ex-Union soviétique et les États-Unis. Votre ouvrage tourne autour de la question de la chronologie et de la qualité supérieure de société du socialisme sur le capitalisme. Ne croyez-vous pas que nous avons besoin aujourd'hui d'une nouvelle utopie de gauche bannissant violence et terrorisme et visant une extension humaniste de la démocratie?*

**Z.B.** Pas encore une autre utopie, non... Les utopies sont des visions pas simplement d'une « bonne », mais d'une société « parfaite » – c'est-à-dire une société dans laquelle tous les problèmes sont résolus et dans laquelle tout autre changement ne serait qu'un changement pour le pire. Une telle société n'existe pas (c'est une bonne chose), et sa vision implique inévitablement un potentiel d'intolérance et génère des tentations totalitaires. La « bonne société » est une société qui se perçoit comme pas assez bonne et comme nécessitant constamment de la vigilance et des améliorations.

La perception du socialisme comme « produit fini » lui a profondément nui. Le socialisme était et demeure une force puissante en tant que fer de lance qui ouvre la voie vers l'avenir en tranchant tous les pans de réalité hostiles à la justice et à la dignité humaine. Dans ce rôle, le socialisme conserve une utilité durable qui n'est pas menacée, car les vagues d'injustice et d'indignité humaines ne manifestent aucun signe d'affaiblissement. Quoi que puissent dire ses nombreux rédacteurs d'épithètes, l'injustice sociale et la cruauté des humains envers leurs semblables veilleront à ce que le socialisme ne se presse pas de mourir. Depuis Karl Marx, la société capitaliste est accusée du double péché d'immoralité et de gaspillage. Malgré toutes les corrections et les limites imposées par la pression de la critique socialiste, la double accusation vaut toujours.

Par socialisme, j'entends la loyauté sans faille à deux principes. En premier lieu, c'est le devoir inaliénable de la collectivité de protéger ses membres contre le malheur et l'indignité. En second lieu, tout comme la capacité porteuse d'un pont se mesure par la résistance de son pilier le plus faible, l'humanité d'une société se mesure par l'humanité envers sa partie la plus faible. Ces principes sont de plus en plus vrais.

**A.S.** *La France vient d'élire pour la troisième fois consécutive un président de la République de droite. Que pensez-vous de la situation de ce pays en 2007? La France n'est-elle qu'un pays de déçus de la gauche? Pensez-vous que l'électorat de l'Hexagone opère un glissement de la lutte de classes vers un jeunisme superficiel couvrant une contre-révolution conservatrice?*

**Z.B.** Je dois beaucoup à la philosophie et à la sociologie françaises, mais je ne suis pas un expert des questions intérieures françaises et je n'ai qu'une connaissance bien ordinaire et superficielle de la politique française. Je vous prie de bien vouloir en tenir compte.

J'ai l'impression que le triomphe de Sarkozy est une autre conséquence de la déception croissante et durable de l'électorat français vis-à-vis de la politique, et aussi du ressentiment à l'égard de tous les visages familiers de l'élite politique qui incarnent cette frustration. La conséquence précédente a été le rejet du projet de Constitution européenne. L'élite politique au complet se prononçait en faveur du « oui ». Les Français, pour la première fois, ont eu l'occasion de dire « non » à toute l'élite politique, et

Par socialisme,  
j'entends la loyauté  
sans faille à deux  
principes. En premier  
lieu, c'est le devoir  
inaliénable  
de la collectivité  
de protéger  
ses membres  
contre le malheur  
et l'indignité.

l'ont saisie. Quelles que soient ses qualités personnelles, le grand avantage de Sarkozy (comme auparavant celui de Blair ou de Zapatero) a été son aspect « jeune », de nouveau venu pas encore mis à l'épreuve, ne provenant pas de l'élite politique établie, mais doté d'une auréole de rébellion contre un *establishment* qui, chez beaucoup de Français, ne génère ni grand enthousiasme ni haine passionnée, mais indifférence, fatigue, ennui et bâillements.

Un changement de génération? Trop tôt pour le dire. D'une façon ou d'une autre, la signification des dernières élections n'est pas encore claire. Dans quelques années, quand l'actuel président aura rejoint la galaxie des visages trop familiers, cette signification pourrait se révéler bien différente de ce qu'elle semble être maintenant. ●

*Traduit de l'anglais par Hervé Fuyet.*





# DOSSIER

Abasourdie par ses séries de défaites électorales nationales, désorientée par l'ouverture sarkozyste, la gauche ne parvient ni à se réorganiser ni même à tenir son rôle d'opposante, faute d'une solution de remplacement convaincante. Les idées, en France et à l'étranger, ne manquent pourtant pas...

# GAUCHE: QUEL AVENIR



*La gauche  
après la bataille*



# LEÇONS THÉORIQUES, LEÇONS POLITIQUES

JEAN LOJKINE\*

L'échec de l'expérience soviétique et celui de la social-démocratie en Europe ont pour nous une double et même origine politique et théorique. L'échec politique est celui de l'étatisme et de l'intervention des masses « par en bas » ; c'est aussi l'obstacle « politico-culturel » qu'a représenté pour une véritable intervention des masses la mise en œuvre des politiques économiques et des gestions des entreprises nationalisées. Dans les pays capitalistes, non seulement la nationalisation a été identifiée à l'étatisation, mais la gestion des entreprises publiques a été dominée par le modèle de la rentabilité capitaliste ; dans les deux systèmes économiques (capitaliste et soviétique), le gouvernement de l'État et des entreprises a été monopolisé par une élite technocratique, que ce soit dans l'accumulation primitive soviétique (industrialisation accélérée et collectivisation forcée des campagnes) ou dans le détournement des nationalisations en un capitalisme d'État subordonné au système capitaliste national et mondial dans le cas français.

L'échec théorique, c'est l'incapacité jusqu'ici à penser la nouveauté du capitalisme informationnel et de son dépassement, malgré les nombreuses tentatives d'actualisation de l'héritage marxiste (notamment celle de Negri et de son analyse du « capitalisme cognitif »<sup>1</sup>) ; le poids du modèle industriel et de la croyance téléologique issue de Marx en une transition quasi inéluctable du capitalisme « mûr » en un capitalisme d'État, un « capitalisme monopoliste d'État » (CME), « anti-chambre du socialisme » a pesé et pèse toujours. Le rejet de cet héritage marxiste par la social-démocratie européenne (Bad Godesberg), aujourd'hui théorisé par le sociologue Anthony Giddens<sup>2</sup>, ne va pas remplir ce vide théorique. La « troisième voie » espérée dans la Suède ou la Grande-Bretagne de Tony Blair ne résiste pas à l'heure des bilans : le nouveau capitalisme a par-

tout des traits communs, même là où l'État-providence fut le plus développé dans les années 1950-1960 (Suède, Danemark, Norvège) : les voies de la précarisation sont diverses (chômage déclaré ou petits boulots, travail à temps partiel), et le mythe du plein emploi ne tient plus : l'éviction des inactifs jugés incapables de trouver un emploi de la liste des chômeurs déclarés peut ainsi faire passer le taux officiel de chômage de 20 à 5 % comme aux Pays-Bas, mais qui est encore dupe ?

**L'ÉCHEC DU SYSTÈME SOVIÉTIQUE CONDAMNE-T-IL LE RECOURS AU PLAN ?** Ne faut-il pas plutôt revenir sur les tentatives mises en œuvre, malgré l'échec final, pour élaborer un système transitoire où coexistent de façon conflictuelle plan centralisé et mécanismes de marché (autonomie financière des entreprises, recours aux prix de production...), qu'il s'agisse de la NEP (nouvelle politique économique) de Lénine dans les années 1920, des tentatives de réformes économiques des années 1960 dans les pays socialistes (avec le rôle de laboratoire d'expérimentation économique joué par la Hongrie), ou de la perestroïka de la période Gorbatchev ?

La nature même du « collectivisme » soviétique est en débat dans la mesure où l'on peut y voir à la fois un capitalisme d'État et un système hybride bien que dominé *in fine* par le système capitaliste. Mais alors comment expliquer la différence entre le capitalisme occidental et le capitalisme d'État en Union soviétique ? L'explication proposée par Jacques Sapir<sup>3</sup> vaut pour la période de l'économie de reconstruction et de mobilisation militaire. Les liens sont effectivement étroits entre le « modèle du capitalisme d'État allemand » mis en avant par Lénine en 1918<sup>4</sup> et la mobilisation politico-économique d'un pays ruiné et menacé par la famine. Mais qu'en est-il après la reconstruction, dans les années 1960 ? S'est-il agi d'un système hybride, à la fois marchand et non marchand ?

Malgré les apparences, il était marchand de par la présence (non dominante) du marché (marchés du travail,

\* Sociologue. Dernier ouvrage paru : *Mutations sociales et Représentations politiques*, Fondation Gabriel Péri, Paris, 2006.



des produits de consommation individuelle, des moyens de production pour les échanges internationaux), mais aussi globalement non marchand de par la substitution des « valeurs indices » de la « planification intégrale » (Bettelheim<sup>5</sup>, Roland<sup>6</sup>) aux valeurs d'échange des marchés capitalistes. Selon la formule de Sapir, le système soviétique est bien un système marchand mais non « commercial », puisqu'il produit des marchandises qui ne sont pas vendues par les producteurs. Les relations acheteurs-vendeurs ne sont en effet pas commerciales, puisque acheteurs et vendeurs ne sont pas en relation directe, les uniques acheteurs et vendeurs étant des organismes d'État. En fait, les relations marchandes commerciales se sont développées localement entre entreprises, entre entreprises et main-d'œuvre locale (pour faire face à la pénurie chronique de cette dernière), entre entreprises et particuliers (marché noir, marché kolkhozien), mais sans véritable cohérence au niveau de la régulation globale, avec les indices du plan et les prix toujours fixés centralement.

Ce système hybride n'a-t-il pas finalement été subordonné au système économique mondial dominant (capitaliste) par le commerce extérieur et, à l'intérieur, par la reproduction de la division sociale (capitaliste, marchande) du travail dans les entreprises comme dans la sphère politique (Bettelheim<sup>7</sup>), preuve décisive qu'il n'y eut pas une véritable *appropriation, possession sociale* par les travailleurs des moyens de production et d'échange? La *propriété étatique* ne s'est pas transformée en une véritable *socialisation* des moyens de production. La leçon ne vaut-elle pas également pour l'expérience occidentale, et notamment française, des nationalisations de 1945 à 1997?

**LA CONVERSION ÉTONNANTE EN 1991 À L'ULTRALIBÉRALISME** capitaliste de la nomenclatura soviétique<sup>8</sup> (de tous les dirigeants de l'appareil bureaucratique-économique et des grands combinats industriels), mais aussi la conversion culturelle, dans l'Occident capitaliste, des hauts fonctionnaires représentants de l'État dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées, en dit long sur la puissance idéologique mondiale de la culture capitaliste de gestion. Comment expliquer autrement aujourd'hui la cession par les instances européennes (l'UE, mais aussi les représentants des différents États), sans aucun contrôle, de la production des normes comptables européennes à un organisme privé, l'IASB (*International Accounting Standards Board*), dominé par les milieux financiers et les grands cabinets d'audit anglo-saxons<sup>9</sup>?

On pourrait s'étonner que nous mettions sur le même plan l'absence d'intervention des masses dans un pays marqué par l'analphabétisme et par l'absence de culture des masses paysannes dans la Russie de 1917

(Lénine n'hésite pas à parler d'un prolétariat composé de « demi-sauvages »!) et le contexte social de la France de 1982 ou même de 1945, mais les faits sont là : malgré le haut niveau d'éducation dans un pays de la « civilisation capitaliste » comme la France, les nationalisations de 1945 et de 1982 sont devenues, elles aussi, des formes d'étatisation et de gouvernement par le haut, sans que finalement les critères de gestion des entreprises publiques remettent en cause les normes de la rentabilité capitaliste.

On peut certes mettre en cause la culture technocratique, le libéralisme économique de la haute fonction publique française, des cadres dirigeants de l'État et des entreprises, mais demeure la question décisive : Pourquoi n'a-t-on pas réussi à mobiliser les intéressés, les « gens d'en bas », salariés, citoyens, pour contrôler les entreprises nationalisées? Pourquoi ce glissement mondial de la « socialisation » des moyens de production vers l'étatisation, malgré les tentatives avortées des expériences conseillistes des années 1920 ou de l'autogestion yougoslave, malgré aussi l'échec des entreprises autogérées en France (réquisitionnées à la Libération en 1944-1945 pour collaboration avec les nazis)? Pourquoi le refus radical par le PCF (ou sa direction) et la CGT de toute expérience autogestionnaire dans le cadre des nationalisations, de 1945 comme de 1982?

On peut ici rejoindre avec Losurdo<sup>10</sup> la critique par Gramsci du marxisme mécaniste qui subordonne la révolution politique à la « maturité » économique et sociale des pays capitalistes, sans prendre en compte la puissance des appareils hégémoniques dans les pays capitalistes développés qui brisent sans cesse les efforts d'unification des classes dominées et les tentatives d'autonomisation du prolétariat à l'égard de la classe dominante et dirigeante, et notamment de ses intellectuels organiques. Face à une vision « catastrophiste » et manichéenne de la « putréfaction » du capitalisme « mûr », inéluctable prélude au passage au socialisme, Gramsci a su, avec cependant des limites sur lesquelles nous reviendrons, mettre en valeur le temps de la « guerre de tranchées », de la lutte idéologique de longue haleine pour la conquête de l'autonomie culturelle dans une société capitaliste de plus en plus complexe où la classe dominante, quand et là où elle dut accepter la montée du mouvement ouvrier, a su récupérer à sa manière la critique sociale pour se l'annexer ou même faire des concessions importantes (la protection sociale) pour tenter de mieux subordonner et intégrer les leaders du mouvement socialiste naissant, soit dans les rets du pseudo « socialisme d'État » de Bismarck, soit dans la démocratie républicaine de la III<sup>e</sup> République française de Jules Ferry.



L'échec théorique est intimement lié à cet échec politique (du « court xx<sup>e</sup> siècle »). C'est l'insuffisance des analyses marxistes, y compris de celles de Marx, qui peut expliquer, à notre avis, l'écart entre des prévisions très optimistes sur la « transition rapide » entre le capitalisme « mûri » par le « développement des forces productives » et la révolution socialiste. Qui ne se souvient de l'imprudente formule de Lénine (empruntée au « réformiste » Hilferding) sur le « capitalisme monopoliste d'État, antichambre du socialisme », comme si le socialisme découlait spontanément du communisme de guerre ou du modèle du capitalisme d'État prussien ? Mais qui ne se souvient également des formules, bien imprudentes aussi, sur le passage annoncé au socialisme via la « démocratie avancée » issue du programme commun de gouvernement signé en 1971 par le PCF et le PS, notamment grâce à la nationalisation des secteurs clés de l'industrie et de la banque ?

Or, pour nous, l'insuffisance théorique de la théorie marxiste du CME est double et remonte à Marx lui-même. Il s'agit, d'un côté, du spontanisme économiste inhérent à cette théorie et justement critiqué par Althusser (mais, là aussi, de manière unilatérale, de la même façon que l'ultra-gauche bolchevique dans la Russie soviétique des années 1920) ; c'est pourquoi on ne peut séparer ce type d'approche unilatérale (l'« économisme ») de son frère jumeau, le volontarisme « politiste » qui fait l'impasse sur l'articulation dialectique entre l'économique, le technologique et le politico-idéologique. Pour dire les choses autrement, le marxisme théorique et pratique n'est pas arrivé à dépasser un double unilatéralisme.

L'économisme privilégie la reproduction aveugle et quasi fatale de la sphère économique conçue comme autonome, une « totalité organique » sur le modèle des totalités biologiques « se reproduisant et se développant de façon aveugle », comme le germe qui se transforme en blé mûr. Les modes de production se suivraient de façon linéaire et inéluctable selon le niveau de développement des forces productives. Contre cette approche mécaniste qui fait fi de l'infinie diversité historique des voies empruntées par les formations sociales concrètes et de la multiplicité des formes politiques et religieuses prises par la lutte des classes, le marxisme a alors privilégié au contraire ce que Gramsci appelle l'« idéologisme », qui confond les changements structurels objectifs à long terme et l'action politique conjoncturelle des hommes, acteurs de leur propre histoire. Ce n'est pas sans raison que l'œuvre « inachevée » de Marx se sépare ainsi entre une analyse « essentiellement » économiste des formes fondamentales du capital (malgré les chapitres « hors

plan » du *Capital* signalés par Althusser<sup>11</sup> où interviennent les luttes de classe politiques), et des études conjoncturelles d'événements politiques marquants (1848, 18-Brumaire, Commune de Paris).

**IL N'Y A PAS, DANS L'HÉRITAGE DES FONDATEURS DU MARXISME,** d'analyse structurelle sur une longue période historique des cycles spécifiquement politiques, distincts des cycles économiques (mais imbriqués, interagissant les uns sur les autres), qui marquent le « long » XIX<sup>e</sup> et le court xx<sup>e</sup> siècle. Quel phasage politique pour la période de 1871 et la fin des révolutions politiques « par le bas » à la guerre de 1914, les années 1920-1930, le Front populaire, puis, après 1945, les Trente Glorieuses de l'État social marqué par le plan Marshall et le *containment* du communisme ? Et pour la dernière période politique, dite bien rapidement celle du triomphe du « néolibéralisme » ? Et enfin pour l'actuelle en France : beaucoup de « luttes sociales », peu d'avancées politiques contre-hégémoniques, sinon révolutionnaires ? La seule exception est l'esquisse par Gramsci dans ses *Notes sur Machiavel*<sup>12</sup> d'une articulation dialectique entre « structure » (objective, essentiellement économique) et « superstructure » (politique, idéologique). Pour ce faire, il procède à un déplacement de concepts et à une dynamisation des périodisations historiques afin de mieux saisir l'interaction réciproque et l'imbrication des facteurs (et des cycles) économiques, sociologiques, politiques et idéologiques (dans des rythmes temporels différents).

Déplacement des concepts tout d'abord. Gramsci se dégage de la relation mécaniste infrastructure-superstructure (revendiquée curieusement par Althusser dans sa critique du concept gramscien d'hégémonie, alors que l'expression d'infrastructure n'est pas de Marx) au profit d'une interaction beaucoup plus dialectique de la structure objective et des facteurs idéologico-politiques, à la manière dont Engels tente de dépasser le déterminisme economiciste dans sa célèbre lettre à Joseph Bloch du 21 septembre 1890 sur le parallélogramme des forces.

La « causalité réciproque » des forces économiques, sociales et politico-idéologiques est saisie dans des périodisations historiques globales de différentes formations nationales ; au matérialisme mécaniste de l'infra et du super (repris aussi par Althusser et Braudel) Gramsci oppose donc l'imbrication fine des cycles « organiques » (concernant la structure objective et aveugle) et des cycles « conjoncturels », là où agissent les acteurs historiques et où se manifestent les volontés politiques (cycles courts et sectoriels).

La notion de « rapport de forces » que Gramsci met en avant a le grand avantage d'éviter la référence ambivalente de l'hégémonie au « consentement », consensus,



« pacte social » qui aurait été conclu entre les classes dominantes et les classes dominées. Le rapport de forces politiques indique, au contraire, une perpétuelle tension entre les classes antagonistes, une présence permanente de formes, même peu visibles, souterraines, de « résistance sociale », y compris en période d'apparente « paix sociale » ou d'institutionnalisation des relations de travail dans des cadres conventionnels<sup>13</sup>. C'est justement cette dialectique entre l'objectif et le subjectif, entre les contraintes structurelles et l'initiative des acteurs historiques, qui fit si cruellement défaut au mouvement ouvrier mondial, déchiré entre les tendances contraires de l'« économisme » et de l'« idéologisme ».

Même si certains marxistes tentèrent de lutter contre cette théorie mécaniste du « primat », on ne peut que constater l'oscillation permanente entre ces deux primats dans les pratiques politiques des partis se réclamant du marxisme. D'un côté, le primat « techniciste » et « économiste » privilégiait, en Union soviétique, le « rattrapage » par le haut des pays capitalistes développés sans intervention de la base sociale ni analyse des conséquences de l'imitation du « modèle » capitaliste occidental (Bettelheim). Dans les pays occidentaux, l'économisme aboutit de même à une conception techniciste de la gestion considérée comme « neutre » et indiscutable, comme l'affaire de « spécialistes » d'en haut, et non du savoir-faire des collectifs de travailleurs, d'où l'extrême méfiance des PC à l'égard d'une intervention concrète des salariés dans la gestion des entreprises (intervention taxée de « collaboration de classe ») ou dans l'élaboration des politiques publiques (expériences de démocratie directe ou participative dans les conseils d'usine ou de quartier). De l'autre côté, le primat « idéologiste » a privilégié la lutte des classes et le volontarisme politique au détriment de l'analyse des possibilités réelles d'action dans le cadre des contraintes objectives du moment.

Dans les deux cas se pose le problème des relations entre les couches populaires (ouvriers, paysans, puis employés) et les couches intellectuelles, donc des alliances de classe. Cela renvoie aux processus de « conquête politique de l'hégémonie » avec toutes ses options politiques : « dictature du prolétariat » conçue comme coercition pour le non-prolétariat et comme direction-organisation du consensus populaire par un prolétariat identifié à la « classe ouvrière » (dont les PC ont toujours voulu garder le monopole politique de la représentation, selon la théorie de l'avant-garde héritée du blanquisme), démocratie parlementaire ouverte à une expérience nationale, légale, de gouvernement d'union pluraliste entre les représentants des couches populaires et des couches intellectuelles pro-

létarisées, entre partis réformistes et partis « révolutionnaires ».

Dans la première option, le despotisme, la dictature sans le peuple, a abouti à un immense fiasco économique et démocratique ; dans la seconde, les composantes communistes des coalitions gouvernementales avec la social-démocratie n'ont pu peser sur l'orientation principale des politiques publiques, sinon en appuyant les avancées des politiques « sociales » mais sans changer le cadre capitaliste des politiques économiques et des nationalisations. La bataille pour la conquête de l'hégémonie (économique, politique, et culturelle) a été perdue.

**NE PEUT-ON PAS EN TIRER UN PREMIER ENSEIGNEMENT ?** Les expériences soviétiques, mais aussi les expériences de gouvernement de la gauche « plurielle » (PS-PC-écologistes) dans les pays capitalistes développés, n'ont-elles pas prouvé que toute tentative de transformation sociale par le haut était vouée à un double échec, politique et économique ? Un échec politique : sans liaison avec la mobilisation consciente des masses populaires, avec leur appropriation des objectifs poursuivis, il n'y a pas de dépassement véritable du capitalisme, de passage durable au socialisme, et plus encore à une société communiste conçue comme la « libre association des producteurs ».

La prise de pouvoir « par en haut » des grands moyens de production et d'échange n'est donc pas le socialisme, car il n'y a pas de libre appropriation individuelle et collective. La coupure profonde en Union soviétique entre le prolétariat des usines et des champs et le parti unique bolchevique a abouti à une dépolitisation massive, envers de la dictature d'un parti-État. L'échec politique entraîne l'échec économique : la non-remontée des informations et l'absence de coopération horizontale entre collectifs de travail, entre unités économiques, ont entraîné la démotivation, la démobilisation des ouvriers, des paysans et des cadres techniques. La collectivisation forcée des campagnes a abouti à un désastre économique (énormes gâchis et gestions bureaucratiques inefficaces dans les entreprises collectivisées et les kolkhozes). L'indifférence politique qui en a résulté explique l'extrême facilité avec laquelle la nomenklatura soviétique s'est convertie à l'économie capitaliste et a liquidé les institutions soviétiques.

Dans un autre contexte, capitaliste et démocratique (État de droit, liberté d'expression, pluralisme partisan), les expériences de transformation sociale initiées en Europe par les gouvernements de la gauche plurielle (avec ou sans les PC) et les social-démocraties ont également buté sur la non-intervention des masses populaires au niveau politique et économique. Pre-



nons le cas français marqué par une très longue série d'expériences de gouvernements à participation communiste de 1945 à 2002. À trois reprises depuis 1981, les travailleurs, et notamment les couches populaires, ont porté la gauche au pouvoir dans l'espoir d'en finir avec les problèmes engendrés par le capitalisme. Au cours des vingt-cinq dernières années, la gauche a été au pouvoir pendant quinze ans (1981-1986, 1998-1993 et 1997-2002). Le PCF a participé à ces gouvernements pendant huit ans (1981-1984 et 1997-2002). Que le PCF soit comme en 1945 le premier parti de France (26 % des voix) et bénéficie de plusieurs ministres d'État, qu'il bénéficie de la présence dominante des élus CGT dans les organismes de sécurité sociale<sup>14</sup> et dans les comités d'entreprise des grandes entreprises nationalisées, ou que son influence dans le pays soit plus limitée comme en 1981 ou en 1997, le même constat peut être dressé. Malgré le poids du secteur nationalisé et l'influence de la CGT dans ces entreprises, il n'y aura pas de mobilisation massive venue d'en bas pour contrôler et orienter autrement la gestion des entreprises et les politiques économiques gouvernementales. Et même, si l'on prend en compte les expérimentations autogestionnaires en 1944-1946 dans les usines réquisitionnées pour collaboration des directions avec les nazis, on ne peut que constater l'extrême réticence de la direction du PCF et de la CGT à l'égard de l'intervention des salariés dans la gestion. Seule une minorité de militants, désavoués par les instances dirigeantes, expérimentèrent une approche autogestionnaire dans les usines réquisitionnées, comme plus tard dans les entreprises nationalisées<sup>15</sup>. De même, l'idée de transformer les nouveaux comités d'entreprise créés en 1945 en tremplin pour l'intervention des salariés dans la gestion économique des entreprises est refusée ou perçue avec beaucoup de méfiance par la plupart des militants et dirigeants qui y voient un danger de « collaboration de classe », d'une cogestion récupérée par le patronat (au même titre d'ailleurs que la gestion des mutuelles ou des caisses de sécurité sociale).

**LA CONCEPTION DE LA RÉVOLUTION** comme rupture politique implique alors le refus de toute tentative de transformer les choses avant... le Grand Soir (électoral ou révolutionnaire). Rien de plus éloigné ici que la conception gramscienne de la conquête progressive de l'hégémonie par apprentissage direct de la direction des affaires. Dans un tout autre contexte politique marqué par la faible influence des PC et l'influence dominante de la social-démocratie sur la classe ouvrière, la codétermination en RFA, les accords collectifs patronat-syndicats aux Pays-Bas ou en Suède, reposeront finalement sur un même principe impli-

cite pour le mouvement ouvrier européen : la division entre le domaine des revendications « sociales » (voire de la cogestion du social en Europe du Nord) réservé aux syndicats, et le domaine de la gestion et de la stratégie économiques réservé au patronat... ou aux représentants de l'État.

D'où vient alors la force attractive de l'idéologie capitaliste dans sa version néolibérale, tant sur les cadres dirigeants que sur les salariés et citoyens de base ?

Contrairement aux apparences et aux théories sociologiques sur la « servitude volontaire<sup>16</sup> » et l'acceptation de la domination patronale, la lutte des classes n'a en effet nullement disparu des relations de travail : freinage, absentéisme, rétention d'informations, repli sur les micro-communautés, démobilisation, etc., manifestent à l'envi les formes multiples de la résistance des salariés à leur propre exploitation<sup>17</sup>, avec toutes ses conséquences sur la qualité du travail accompli... À l'heure même où la révolution informationnelle entraîne l'intellectualisation du travail, la nécessité d'une implication subjective et d'une auto-organisation des collectifs de travail, les impératifs de rentabilité à court terme détruisent tout ce qui pourrait crédibiliser ces slogans du management participatif (augmentation des salaires, promotion de carrière, responsabilisation reconnue dans les classifications, etc.), et suscitent une fuite en avant et une course sans fin aux innovations organisationnelles incapables d'entraîner l'adhésion véritable des salariés. Mais, en même temps, ces résistances souterraines ne se transforment pas en contestation ouverte des stratégies financières et des politiques étatiques à la racine de cette offensive capitaliste mondiale pour réduire et précariser l'emploi salarié.

On a certes beaucoup parlé d'une nouvelle vague de mouvements sociaux qui auraient bousculé les luttes sociales « traditionnelles » menées par les organisations syndicales dans les entreprises et subverti les partis politiques et institutions représentatives traditionnelles : luttes étudiantes, lycéennes, des intermittents du spectacle, des enseignants et chercheurs, grèves générales des cheminots et des électriciens, etc. Est-ce si sûr ? N'y a-t-il pas aussi un retour de l'anarcho-syndicalisme, une manifestation de la crise du politique et de l'incapacité de ces mouvements sociaux à l'investir, comme l'ont montré l'altermondialisme et les forums sociaux mondiaux ?

Mais faut-il encore opposer, à l'ère de la révolution informationnelle, les luttes (occultées ou marginalisées sur la scène médiatique) capital/travail dans les entreprises et les luttes « culturelles », sociétales, « transclassistes », contre toutes les formes de domination et pour la défense de minorités stigmatisées : luttes des femmes, des homosexuels, des sans-papiers, des sans-logis, pour la

défense de l'environnement? Les luttes des enseignants, des chercheurs ou des artistes ne sont-elles pas à la fois sociales et culturelles, de même que les luttes ouvrières contre les profits boursiers, les délocalisations ou l'amiante ont également une dimension sociétale qui ne gomme en rien la mise en cause du capitalisme financier ou des politiques néolibérales?

Reste que ces actions collectives relèvent toutes de mouvements délibérément protestataires<sup>18</sup> (et donc encore de la sphère *social*) et non d'actions de « transformation sociale » impliquant, d'une façon ou d'une autre, le *politique* et le rapport à l'État dans sa double dimension de *mise en scène* et de *mise en œuvre*; pour nous, en effet, l'État capitaliste n'est pas seulement l'instrument de la classe dominante. Il est aussi l'expression d'un rapport de forces entre capital et travail à un double niveau : 1. celui de la représentation politique, et notamment de la représentation partisane et parlementaire, et 2. celui des politiques publiques qu'il met en œuvre.

**AU NIVEAU DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE**, la révolution informationnelle a introduit un bouleversement profond dans la démocratie représentative en raison du poids énorme des médias dans la mise en scène des enjeux politiques. On pense évidemment au pouvoir de manipulation idéologique des médias télévisuels qui transforment les débats politiques en campagnes de séduction publicitaire où le paraître, l'art de la « communication » remplacent l'argumentation rationnelle sur le contenu des programmes politiques, comme on a pu le voir avec la campagne politique menée en Italie par Berlusconi ou en France par Sarkozy. Mais il ne faut pas oublier non plus comment l'interactivité et la libre circulation des messages, les blogs sur Internet, peuvent créer des espaces de débats, subvertir l'idéologie dominante et contre r, comme en 2005 lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen, mais aussi partiellement en avril-mai 2007, l'orientation libérale et antidémocratique de certaines émissions manipulatrices de la télévision classique. La possibilité de composer soi-même son programme de télévision, de créer un mouvement critique avec des milliers de signatures obtenues en un temps record, peut condamner à terme la télévision « encadrée » au service de la seule classe dominante et introduire un contrôle permanent sur les pratiques des élus.

Encore faudrait-il que ces blogs construits essentiellement aujourd'hui par une élite intellectuelle hautement diplômée puissent être appropriés par la grande masse de la population (notamment chez les jeunes), dans les classes populaires. On retrouve donc ici le projet politique de Gramsci d'une véritable (contre-) culture

populaire, pour élaborer une nouvelle hégémonie culturelle des classes dominées.

Là encore, comme à propos des luttes ouvrières dans les entreprises, il ne faut donc pas négliger les résistances multiformes dans l'usage qui est fait des médias. Les tentatives de remplacer systématiquement l'information par la communication ont les mêmes limites que celles du management participatif : les procédés de la « com' » s'usent aussi vite. La « surprise » de sondeurs au soir du 22 avril 2002 ou en mai 2005 est à la mesure de leur aveuglement sur l'impact réel de ces campagnes de traitement des candidats politiques comme des stars du show-business.

Reste à peser le poids réel de brusques flambées contestatrices (les jeunes lycéens ou étudiants descendent massivement dans la rue... puis se désengagent dès que la réforme incriminée est retirée) et l'action à long terme des organisations politiques engagées dans ce que Gramsci appela une « guerre de tranchées », opposée à la guerre de mouvement des guerres civiles, des manifestations de rues où l'on prend d'assaut la Bastille ou le palais d'Hiver.

L'État capitaliste, avons-nous dit, n'est pas seulement mise en scène (représentation politique déformée, aujourd'hui médiatisée, des forces sociales en présence), il est aussi mise en œuvre, autrement dit ensemble de politiques publiques qui agissent non seulement sur la sphère sociale mais aussi sur la sphère économique. L'État du capitalisme informationnel ne se réduit pas en effet à une mise en scène médiatique et à une entreprise de manipulation idéologique. Les dépenses publiques ne cessent de croître dans tous les pays capitalistes développés, la dette publique aux États-Unis n'a jamais été aussi forte, et les prélèvements obligatoires n'ont pas cessé de grimper, malgré les discours récurrents des libéraux sur le nécessaire retrait de l'État au profit du marché.

En revanche, l'ancienne division rigide de la période keynésienne des Trente Glorieuses (années 1940-1970) entre un secteur public voué en principe à l'intérêt général et le secteur privé, entre un domaine régalien (défense, armée, justice, police, éducation, santé) et le domaine de la société civile vole en éclats.

Le monopole étatique de la conception et de la production des normes sociétales est ainsi remis en cause par la délégation ou même la cession de ce pouvoir normatif étatique à des organisations privées : grands cabinets d'audit et de cotation anglo-saxons, de consultants liés aux compagnies d'assurances privées ou aux industriels du médicament pour la régulation du système de protection sociale et de santé, privatisation de pans entiers du ministère de la Défense et de l'armée, de la justice (lutte contre le blanchiment de la drogue, ges-





tion des prisons, etc.), de la police, de l'éducation... Si la limite entre la sphère du public et la sphère du privé est sans cesse reculée au profit du privé, la cohérence de la régulation d'ensemble est par là même remise en cause. La coordination globale entre les différents segments privatisés est d'autant plus aléatoire que ces organismes privés sont mus par des critères de rentabilité et de retour rapide sur investissements très éloignés d'une action à long terme pour l'ensemble de la société.

Cette nouvelle imbrication État-grands groupes financiers va bien au-delà du rapport Jouyet-Lévy sur l'« économie de l'immatériel<sup>19</sup> » qui affirme que « la puissance publique est à l'origine des normes qui déterminent le contexte dans lequel peuvent se développer l'innovation, la création et les nouvelles technologies ». En réalité, dès la conception, les producteurs de normes publiques sont en interaction étroite avec les dirigeants des grands groupes financiers et les grandes agences d'audit internationales qui sous-traitent même la production des normes. L'économie de l'immatériel renforce certes le « besoin d'État », comme le note le rapport, mais « sous de nouvelles formes » adaptées à cette imbrication nouvelle entre public et privé.

C'est ce que spécifie le rapport en ce qui concerne la division entre actifs immatériels publics et actifs privés : « Dans les zones présentant un potentiel économique satisfaisant, le rôle de la puissance publique doit être d'éviter que le développement des réseaux privés ne se trouve entravé par des obstacles réglementaires qui pèsent sur la rentabilité des projets. Dans les zones qui, au contraire, n'offrent pas une rentabilité suffisante pour permettre un développement rapide de réseaux privés, les pouvoirs publics peuvent favoriser la constitution de réseaux publics, accessibles à tous les opérateurs<sup>20</sup>. »

Il importe donc de bien spécifier l'objectif, les formes et les résultats de ces politiques étatiques. Les dépenses publiques peuvent en effet avoir différents usages : soit répondre à des besoins sociaux dans le cadre d'une politique orientée vers des organismes publics à but non lucratif, soit, comme aujourd'hui, financer les segments non rentables des infrastructures industrielles et informationnelles, et déléguer à des organismes privés la gestion des services dits « d'intérêt général » (énergie, communication, transports collectifs, eau, équipements urbains, en attendant la santé et l'éducation, la culture), sans oublier les juteux marchés publics de l'informatique, de la santé, de la défense et des travaux publics.

Le financement public de la valorisation du capital privé n'est pas une nouveauté, même aux États-Unis, qui protègent et subventionnent, par exemple, l'avionneur Boeing, ou offrent leurs marchés militaires aux grands groupes électroniques et logistiques. Et le Pen-

tagone subventionne via une agence spécialisée dans les relations universités-entreprises (l'ARPA), les pépinières d'entreprises informatiques ou les laboratoires de biologie.

**CE QUI A CHANGÉ AVEC LE PASSAGE AU CAPITALISME INFORMATIONNEL**, c'est la remise en cause de la frontière qui séparait le social et l'économique, notamment dans les pays d'Europe occidentale marqués par la forte influence de la social-démocratie et la confrontation directe avec le bloc soviétique. La division entre le social et l'économique est une caractéristique majeure de ce que les théoriciens de la régulation salariale ont appelé le fordisme, et les économistes marxistes le capitalisme monopoliste d'État.

Cette division a été mise en œuvre à la fois dans l'entreprise et dans l'État. Dans l'entreprise (et dans les branches industrielles) se met en place après la Seconde Guerre mondiale une « division (tacite) des tâches » entre les organisations syndicales, qui s'occupent du social (revendications salariales, contrôle de l'organisation du travail et de l'embauche, négociations des classifications), et les directions patronales, qui ont le monopole de la stratégie économique. Dans l'État et ses politiques publiques, une division marque également la sphère de l'économique où l'État se contente d'accompagner (de réguler) le mouvement des entreprises, et la sphère du social (santé, protection sociale, éducation, culture, communication, transports collectifs, urbanisme, logement social), où l'État garde en général le monopole de l'accès aux services publics et aux équipements collectifs.

On a certes souligné maintes fois l'opposition entre les cultures politiques libérales (anglo-saxonnes) et les cultures interventionnistes, étatistes, de l'Europe du Nord et de la France. Il faut bien en voir les limites et la relativité. Du côté interventionniste, deux cas sont à distinguer : l'interventionnisme de l'« État social », dont l'exemple phare est la Suède, sur laquelle nous reviendrons, et l'interventionnisme économique (l'État entrepreneur) marqué par la planification gaulliste (l'« ardente obligation du Plan ») et l'importance des nationalisations des entreprises stratégiques. Or, l'interventionnisme social à la suédoise promu par la social-démocratie est marqué à la fois par le poids du centralisme étatique (notamment dans la protection sociale, la santé et l'éducation) et la faiblesse des réglementations publiques dans le domaine des restructurations d'entreprises et des licenciements. La liberté de licencier est totale, mais l'accompagnement social du salarié et les dispositifs de réinsertion sont efficaces, du moins durant les Trente Glorieuses où le chômage est faible et où le patronat suédois investit massivement dans le territoire national.





Il faut bien voir également les limites de ce que l'on a appelé l'« État entrepreneur », « colbertiste » à la française. Le plan reste « indicatif », et l'intervention étatique dans la sphère économique reste une anticipation et une stimulation visant à favoriser la constitution de grands groupes industriels et financiers de taille internationale. Garant de l'« intérêt général capitaliste », l'État favorise la mise en place des « conditions générales » de la croissance capitaliste lorsque les agents capitalistes individuels ne sont pas capables de socialiser eux-mêmes les conditions de leur valorisation (création des équipements collectifs, des infrastructures industrielles, financement de pôles de recherche-développement, formation d'une main-d'œuvre qualifiée, etc.)<sup>21</sup>.

Par contre, malgré la présence répétée de ministres communistes dans les gouvernements de gauche en France, rien ne fera dévier les entreprises nationalisées vers des voies non capitalistes. Et, en ce sens, rien n'oppose vraiment le cas français de celui de l'Europe du Nord. La construction d'un « État social » va à la fois marquer un mieux-être indéniable pour la classe ouvrière de ces pays, pour les couches salariées nouvelles dans les services publics, et en même temps cette division entre un capital dévalorisé (le capital investi dans les services publics) et un capital à mettre en valeur va permettre au capitalisme de sortir de sa crise de suraccumulation des années 1930 et d'entrer dans une nouvelle phase de croissance trentenaire (1940-1970).

**NOUS AVONS DÉJÀ ÉVOQUÉ LE DÉBAT THÉORICO-POLITIQUE** sur la nature profonde de cette phase du CME : « pacte social », « consensus » entre mouvement ouvrier et patronat occidental dans le contexte de la guerre froide et de la « menace » communiste, ou nouveau « rapport de forces » plus favorable au mouvement ouvrier (rattrapage salarial, notamment ouvrier, accès des couches populaires et des nouvelles couches moyennes salariées aux grands services publics) ? Pour nous il y a des deux, mais avec une limite majeure : le nouveau rapport de forces plus favorable aux salariés et à leurs représentants dans les pays concernés, mais à l'intérieur de la sphère du social, sans changement décisif dans les rapports de production capitalistes.

Si l'on analyse, en effet, les pratiques du mouvement ouvrier français, y compris de sa composante la plus radicale (la CGT), on ne peut qu'être frappé par le décalage entre la profonde culture conflictuelle qui marque les rapports entre le patronat français et les syndicats, et la limite implicite de la sphère revendicative. Le mouvement ouvrier français reste tourné vers les revendications salariales et classificatoires, vers la gestion de la protection sociale<sup>22</sup>, mais marque la plus

grande méfiance à l'égard d'une intervention dans la gestion économique (« le patron peut payer »), taxée de « collaboration de classe ». La division social/économique se traduit concrètement dans la CGT par une division implicite entre le syndicat chargé des revendications immédiates et « le Parti (communiste) » chargé de « traduire politiquement » les aspirations de la classe ouvrière, qu'il s'agisse du Grand Soir révolutionnaire, à l'instar de la prise du palais d'Hiver en octobre 1917, ou, plus modestement, d'une victoire électorale censée conduire à la transition pacifique vers le socialisme.

L'opposition si souvent soulignée entre les relations professionnelles « conflictuelles » en France et « consensuelles » en Europe du Nord doit donc être nuancée et relativisée : des deux côtés, le clivage entre la sphère du social et la sphère de l'économique est intériorisé par toutes les organisations syndicales, à l'exception d'expériences minoritaires – mais qui se répètent et dont les traces historiques restent toujours présentes – dans des périodes historiques de bouleversements politiques majeurs. Une certaine continuité « autogestionnaire » peut ainsi être retrouvée entre les expériences conseillistes en Europe occidentale dans les années 1918-1920, les usines autogérées dans la France de 1944-1945, Mai 68 et ses suites (Lipp, le Joint français, Rateau, les contre-plans dans la sidérurgie, la radio autogérée « Lorraine, cœur d'acier », etc.)<sup>23</sup>, sans oublier les nouvelles expériences « conseillistes » en Pologne, Hongrie (1956), Italie (1969) et les conseils d'usine à la Fiat). Comme le souligne le sociologue Michel Burnier, « Loin de relever d'une archéologie de l'histoire ouvrière, les Conseils, comme l'ont montré Anton Pannekoek et Pierre Naville, existent presque toujours à l'état latent dans les entreprises de tout genre<sup>24</sup>. »

Il faut relativiser de la même manière l'opposition fréquente entre l'étatisme européen et le libéralisme anglo-saxon. Si la sphère de l'intervention publique étatique est beaucoup plus limitée aux États-Unis, elle est souvent remplacée, comme l'ont noté certains sociologues anglo-saxons<sup>25</sup>, par une politique extrêmement active, dans les grandes entreprises américaines, des directions du personnel dans le domaine de la santé, du logement et des retraites (les fonds de pension et les systèmes d'assurance-vie des salariés sont massivement gérés par les grandes entreprises et les administrations, ce qui est aussi une forme de capital dévalorisé pour les entreprises).

Or c'est justement cette division des tâches entre capital dévalorisé et capital mis en valeur, entre la sphère de l'État social et celle du capital privé, qui est aujourd'hui remise en cause par la crise du capitalisme infor-



mationnel. La « paix sociale », ou acceptation tacite de l'hégémonie économique de la classe capitaliste, reposait sur le double rôle joué notamment par les services collectifs (santé, éducation, recherche, culture, protection sociale, transports, logement) : d'un côté, la sécurisation de la vie individuelle et familiale, l'assurance pour tous d'une trajectoire de vie sans aléas majeurs, de l'autre, les possibilités nouvelles de mise en valeur du capital.

Au tournant des années 1960-1970, ce dispositif va voler en éclats, avec la nouvelle phase de suraccumulation du capital, la crise de la mise en valeur du capital. La financiarisation du capital au détriment de l'investissement dans le capital productif va notamment se traduire par une pression énorme pour privatiser (pour soumettre à la valorisation du capital) tous les services publics devenus rentables<sup>26</sup>, toutes les sphères non marchandes jusqu'ici protégées de la loi du profit : depuis la sécurité sociale (330 milliards d'euros de cotisations en 2005 pour la Sécurité sociale française guignée par les assureurs américains), l'école, jusqu'à la culture (avec le bradage des trésors des musées nationaux par les fondations privées).

**LA REMISE EN CAUSE DE L'ÉTAT SOCIAL DES TRENTE GLORIEUSES : UN DANGER DE MORT POUR LES PARTIS SOCIAUX-DÉMOCRATES ?** La crise de l'État social qui s'amorce alors va menacer les assises mêmes de la social-démocratie européenne, et ce d'autant plus que les nouveaux dirigeants et théoriciens de la social-démocratie remettent radicalement en cause l'héritage de l'État-providence, au même titre que l'étatisme soviétique. C'est notamment le cas de Tony Blair et de son maître à penser, Anthony Giddens<sup>27</sup>.

Giddens a mené une critique radicale du double étatismisme, soviétique et socialiste, auquel il oppose une nouvelle fondation théorique que l'on va appeler le « social-libéralisme ». Le fondement sociologique profond des crises des systèmes socialistes et soviétiques serait, selon Giddens, l'incapacité des systèmes de solidarité universels et standardisés, imposés d'en haut sous forme d'assistanat, à répondre aux aspirations de ce qu'il appelle, comme tous les sociaux-démocrates, la « classe moyenne ». La classe moyenne privilégierait de plus en plus la responsabilisation des individus et refuserait les lourdes impositions du *Welfare state* (d'où le *Workfare*, repris en France par la droite, la CFDT et les tenants du social-libéralisme).

Au centre de la réflexion de Giddens, comme en France de F. Ewald et D. Kessler<sup>28</sup>, devenus les « intellectuels organiques » du MEDEF, il y a la notion de risque qui délimite deux conceptions opposées de la politique comme « gestion des risques ».

1. La gestion des risques externes, sous forme de prévision universelle, s'applique à tous les cas possibles.

Son fondement philosophique est le rationalisme cartésien et la philosophie des Lumières, mère de l'État-providence et de toutes les téléologies ; le fondement politique en serait la planification, sur le modèle du Gosplan<sup>29</sup> soviétique (qui fit rêver un temps les planificateurs gaullistes dans les années 1950), et de tous les systèmes socialistes (ou communistes) d'assurance sociale mis au point à la Libération, dans les années 1940.

2. La gestion des risques internes est fondée sur l'idée, chère à Giddens, de *manufactured risk (uncertainty)*. C'est au contraire la gestion des risques « fabriqués » (*manufactured*) par ce même rationalisme conquérant, c'est pour Giddens la modernisation « non réfléchie » et qui se nomme risques nucléaires, routiers, alimentaires, violences, terrorismes, etc.

Le recours d'une grande partie de ladite classe moyenne à l'assurance privée (assurance-vie, fonds de pension, mutuelles complémentaires) reposerait justement sur ce refus d'une assurance universelle et donc égale pour tous, refus d'une solidarité « mécanique » (Durkheim) entre les générations, quels que soient le travail, les efforts de chacun. On retrouve ici les critiques libérales contre le RMI et les minima sociaux équivalents du SMIC (« Pourquoi travailler si le montant du RMI est l'équivalent du SMIC ? ») ou contre le fameux revenu d'existence (produit par quel travail ?) prôné par les écologistes.

La spécificité de *la troisième voie* consiste à préciser ce que le social-libéralisme entend par « assistance sociale positive ». Il s'agit de faire basculer les risques externes dans la catégorie des risques internes, c'est-à-dire, pour Giddens, des risques relevant de la responsabilité et de l'autonomie individuelles, via notamment l'implication dans les associations de bénévoles, les ONG (tiers-secteur pour la réinsertion des chômeurs, l'aide aux personnes âgées, etc.) chargées de remplacer les anciens services publics de protection sociale par des actions caritatives censées éviter la dépendance sociale et l'assistanat engendrés par les « bureaucraties » de la sécurité sociale (où les risques externes seraient naturalisés, objectivés et non assumés, pris en charge de manière active et autonome).

Dans la notion de « société du risque » se cache un véritable coup de force théorique et idéologique qui consiste à confondre risques imprévisibles, aléatoires, relevant de *décisions subjectives*, individuelles ou collectives (sang contaminé, vache folle, accidents routiers, amiante, catastrophes nucléaires, sanitaires) et risques *objectifs* relevant de la *structure* même de la société : chômage, exclusion sociale, précarisation, inégalités sociales devant les maladies, la mort, déficiences de notre système de solidarité sociale. Ainsi les dix mille

morts de la canicule en août 2003 ont été attribués par le ministre de la Santé, comme par Kouchner, à une simple défaillance de notre Institut de veille sanitaire, à une mauvaise connexion entre les informateurs, et non à la politique menée depuis vingt ans de diminution des lits hospitaliers, de rationnement des crédits aux maisons de retraite.

Giddens tire au maximum les phénomènes *structurels* vers des actions d'*individus autonomes* parce qu'il a poussé jusqu'au bout cette « individualisation du social » revendiquée par le social-libéralisme, à l'instar de Rosanvallon ou d'Ewald.

En même temps, il serait vain de ne pas remarquer que cette poussée sociale-libérale s'appuie sur des mutations réelles de notre société : avec la révolution informationnelle, l'élévation du niveau intellectuel des nouvelles générations, les aspirations et les pratiques d'autonomisation individuelle, de maîtrise de l'information, mettent en cause les structures délégataires, pyramidales, autoritaires, tant des institutions anciennes que des organisations censées représenter les classes dominées et bâtir des alternatives.

**LES ORGANISATIONS DU MOUVEMENT OUVRIER** ont en fait profondément intériorisé le système institutionnel délégataire sans pouvoir le dépasser (malgré les tentatives de la CGT après 1968 autour de la section syndicale d'entreprise et de l'intervention directe, non déléguée, des militants de base). Les syndicalistes autogestionnaires de la CFDT (Rollant) seront écartés à la même période, au moment du recentrage et de la centralisation organisationnelle de la CFDT. Or il y a un cercle vicieux entre la perte d'adhérents et le renforcement du processus délégataire via la technocratisation et l'utilisation centralisatrice de l'informatique et des médias. On cherche à pallier la désaffection des militants en transformant le syndicat en agence de service et en concentrant les décisions autour d'un sommet bureaucratique centralisé qui privilégie les négociations au sommet et les résultats des élections professionnelles par branches. Il en est de même pour les partis politiques de gauche, qui perdent leurs militants et substituent aux actions de terrain comme les porte-à-porte des opérations médiatiques. La critique par Rémi Lefebvre du « divorce consommé » entre le PS et les couches populaires est à cet égard fondamentale<sup>30</sup> et pourrait s'appliquer aussi, dans une certaine mesure, à une évolution récente du PCF – qui fera l'objet d'un très vif débat après avril 2002 –, lorsque les enjeux « sociétaux » – censés être privilégiés par les « couches moyennes » – priment sur les enjeux sociaux.

C'est un obstacle fondamental aujourd'hui à une offensive de tous ceux qui sont attachés à la défense

des services publics et à la solidarité universelle contre le libéralisme individualiste. Les catastrophes ferroviaires en Angleterre ou les pannes d'électricité à New York ou en Californie ne suffisent pas à contrer l'offensive libérale et à passer à la contre-offensive. La campagne des assureurs privés contre le « risque moral », reprise d'une certaine manière par Giddens et Blair (le détournement opportuniste des fonds de solidarité distribués en aveugle, sans contrôle des processus de réinsertion, des minima sociaux équivalents au SMIC), rencontre un large écho, surtout chez ceux qui paient lourdement leur contribution à la solidarité collective. Le (social-)libéralisme oppose fortement les « preneurs de risques responsables » (à commencer par les chefs d'entreprise, mais aussi les partisans de l'assurance privée) et les « comportements sans risques » des adhérents passifs des services de protection sociale ; cette campagne médiatique a un large écho, mais elle suppose l'existence d'une « vaste classe moyenne » bénéficiant de la croissance capitaliste et aspirant à un individualisme consumériste sans rivages. Ce qui est contredit par la paupérisation des segments les plus fragiles des couches moyennes.

Cette paupérisation d'une partie des « classes moyennes » est reconnue dans *La Revue socialiste* à propos du cas allemand : « Après les élections fédérales de 1994, plusieurs études économiques et sociales ont montré que [...] la relative homogénéité des classes moyennes allemandes était en cours de dislocation et que celles-ci vivaient très mal une certaine "perte de repères" [...]. Ce sont les classes moyennes qui ont payé l'essentiel du coût de la réunification et qui ont connu une forte baisse du pouvoir d'achat à partir du début des années 1990. [...] Proportionnellement les plus bas revenus (des "classes moyennes", NDLA) ont davantage contribué aux efforts financiers exigés par l'unification que les plus hauts revenus. [...] Les ouvriers spécialisés (qualifiés) et les petits employés, catégories qui avaient été parmi les grands bénéficiaires du miracle économique de la fin des années 1950, glissent rapidement, surtout avec une famille à charge, vers la "prospérité précaire". D'année en année, ces catégories sociales ne parviennent plus à maintenir leur statut » (*La Revue socialiste*, 1/1999, p. 88-89).

On peut supposer, sans grand risque d'être démentis, qu'il en est de même pour ces couches sociales dans les autres pays européens. Faute de l'avoir compris, le PS français a perdu la bataille du référendum sur le Traité constitutionnel européen en mai 2005 et a été dans le mur lors des deux présidentielles de 2002 et 2007. Il en est de même pour le PCF, faute d'une analyse lucide et rigoureuse des nouveaux rapports de



classe, mais aussi faute d'assumer le passif de son héritage historique (le stalinisme et le modèle soviétique). Le phénomène est européen : les partis sociaux-démocrates ont subi une défaite historique dont ils ne parviennent pas à se remettre au profit de la droite libérale et de l'extrême droite, en Autriche, en Italie (Berlusconi et le néolibéralisme sont toujours hégémoniques, au-delà de la victoire ambiguë du social-libéral Romano Prodi), aux Pays Bas, en Suède et au Danemark. Le SPD de Schröder paie à son tour les conséquences de ses réformes libérales du Code du travail et de la protection sociale, sans être parvenu à juguler pour autant la montée du chômage et de la précarisation. Mais il y a toujours un énorme fossé entre cette nouvelle situation objective et la conscience que s'en font les intéressés.

L'idéologie de la classe moyenne, en effet, n'a nullement disparu pour autant. Elle s'est adaptée à la nouvelle situation sociale de ces salariés intermédiaires et connaît même un franc succès, devant la décomposition des anciennes identités classistes (notamment celle de la classe ouvrière) et l'absence de représentation politique unifiée du nouveau salariat informationnel. Les médias dominants (avec le relais de bon nombre de sociologues) parlent donc bien d'une « crise » des classes moyennes, de leur paupérisation, mais la responsabilité en est rejetée soit sur une « mondialisation » naturalisée (sur laquelle on aurait aussi peu de prise que s'il s'agissait d'un cataclysme naturel), soit sur tous les inactifs qui profiteraient impunément des bienfaits de l'État-providence. On oppose ainsi les *in* et les *out*, les inclus et les exclus ; on stigmatise ceux qui « refusent de travailler » et « profitent » de l'assistance sociale, on évoque un « conflit de générations » entre deux classes moyennes : les retraités, heureux bénéficiaires des Trente Glorieuses, et la nouvelle génération condamnée au « précaire » et victime de l'« égoïsme » de la génération 68, en passant sous silence les responsabilités des stratégies spéculatives des entreprises et des politiques publiques néolibérales.

Il serait tentant d'incriminer avant tout le « tournant néolibéral » qui, partout en Europe, dans les années 1970-1980, va marquer les politiques publiques des gouvernements de gauche et effacer le clivage économique fondamental qui les opposait aux gouvernements de droite. En France plus qu'ailleurs, l'abandon du PCG (Programme commun de la gauche) et son triptyque « Nationalisations, Planification volontariste, Nouveaux droits des salariés » au profit d'un accompagnement social des restructurations d'entreprise (avec leur cortège de licenciements collectifs et de délocalisations), véritable rupture politique et idéologique, est sans aucun doute la cause majeure du désar-

roi des couches populaires et aujourd'hui des couches intellectuelles prolétarisées<sup>31</sup>.

En un sens, la politique libérale non plus honteuse mais explicite de Nicolas Sarkozy, son ouverture audacieuse aux intellectuels et dirigeants du PS, n'est que la consécration politique assumée du brouillage identitaire entre la gauche et la droite, faute d'alternatives économiques claires et popularisées à gauche depuis 1984.

En même temps, nous ne pensons pas que l'on puisse se contenter de montrer du doigt cette « reconversion intellectuelle des élites ». Le mal est beaucoup plus profond, dans la mesure où l'idéologie néolibérale non seulement touche une grande partie des classes populaires et intellectuelles, notamment les jeunes, mais est alimentée par la crise de l'étatisme et de la structure délégitime des partis politiques.

Si le triptyque du PCG a échoué, n'est-ce pas d'abord, en effet, parce qu'il ne fut pas réellement approprié par les masses populaires, tenues à distance des enjeux de gestion par des syndicats et des partis politiques peu préparés à intervenir dans les stratégies industrielles et financières ? La « colère » des sidérurgistes lorrains contre la « trahison des politiques » (les émeutes de Longwy) ne doit pas faire oublier le fossé énorme qui se révéla entre les propositions alternatives élaborées par les « experts » de la CGT et de la CFDT et leur faible écho parmi les sidérurgistes pourtant massivement syndiqués.

La « reconquête de l'hégémonie » par la gauche ne passe-t-elle pas par la prise en compte de cette double médiation entre l'élaboration des politiques publiques et la masse des citoyens ? La crédibilité des propositions alternatives, au plus près du terrain mais cohérentes avec une stratégie globale destinée à l'espace monde, passe par la mobilisation effective des salariés et par leur intervention directe dans les enjeux de gestion, bien au-delà des seuls élus et dirigeants. ●

1. M. Hardt, A. Negri, *Empire*, Exils, Paris, 2000 ; *Multitude*, La Découverte, Paris, 2004.

2. Tony Blair et Anthony Giddens, *La Troisième Voie*, Le Seuil, Paris, 2002 ; mais surtout Giddens, *Beyond Left And Right*, Verso, Londres, 1994.

3. J. Sapir, *L'Économie mobilisée*, La Découverte, Paris, 1994.

4. Lénine, « Sur l'infantilisme de gauche », *Œuvres complètes*, t. 27, Éditions sociales, 1961, p. 356-357.

5. C. Bettelheim, *La Transition vers l'économie socialiste*, Maspéro, Paris, 1968 ; *Les Luttes de classe en URSS*, 3 vol., Le Seuil, Paris, 1974.

6. « Indices » : objectifs quantitatifs (indicateurs physiques en quantités agrégées) du plan soviétique, centralisé et normatif. Cf. G. Roland, *Économie politique du système soviétique*, L'Harmattan, Paris, 1989.

7. *Les Luttes de classe en URSS*, op. cit.

8. Et aujourd'hui chinoise ?

9. E. Chiapello, K. Medjad, « Une privatisation inédite de la norme : le cas de la politique comptable européenne », *Sociologie du travail*, janvier-mars 2007, n° 1, p. 46-64.



10. Domenico Losurdo, *Gramsci. Du libéralisme au « communisme critique »*, Syllepse, Paris, 2006.
11. La législation de fabrique, l'accumulation primitive, les formes pré-capitalistes, la coopération...
12. Gramsci, *Notes sur Machiavel (1932-1933)*, in François Ricci, *Gramsci dans le texte*, Éditions sociales, Paris, 1975, p. 489-504 (« Analyses des situations » « Rapports de forces »).
13. Voir sur ce point l'ouvrage de Stephen Bouquin, *La Valse des écrous. Travail, capital et action collective dans l'industrie automobile (1970-2004)*, postface de Pierre Cours-Salies, Syllepse, Paris, 2006.
14. Lors des premières élections des administrateurs des caisses de Sécurité sociale en 1947, la CGT obtient près de 60 % des voix.
15. Cf. J. Lojkine, *Le Tabou de la gestion*, chap. 1, Éd. de l'Atelier, Paris, 1996; *Entreprise et Société*, PUF, Paris, 1998.
16. Cf. J.-P. Durand, *La Chaîne invisible*, Le Seuil, Paris, 2005.
17. Stephen Bouquin, *op. cit.*
18. Cf. Lilian Mathieu, *Comment lutter? Sociologie et Mouvements sociaux*, Éd. Textuel, Paris, 2004.
19. « L'économie de l'immatériel », rapport au ministère de l'Économie et des Finances, la Documentation française, décembre 2006.
20. Sur le rapport Jouyet-Lévy, nous renvoyons à l'excellente présentation par Pierre Musso dans le dossier de *L'Humanité* du 22 mai 2007.
21. Cf. J. Lojkine, *Le Marxisme, l'État et la question urbaine*, PUF, Paris, 1976.
22. Pour la CGT, après 1945, mais pas dans les années 1930 où la méfiance à l'égard de la gestion, même sociale, prédomine (Michel Dreyfus, *La CGT*, Éd. Complexe).
23. Cf. J. Lojkine, *Entreprise et Société*, PUF, Paris, 1998.
24. Michel Burnier, *Fiat : Conseils ouvriers et syndicats*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1980.
25. Cf. Stephen Lash, John Urry, *The End Of Organised Capitalism*, Madison, University of Wisconsin Press, 1994. Voir l'article fondamental de Catherine Bidou, « À propos de la *service class* », *Revue française de sociologie*, 41-4, 2000, p. 777-796.
26. Privatisation de tout ou partie du service public, à l'instar du découpage de la SNCF en deux secteurs : un non rentable qui reste dans le giron du public, celui des infrastructures ferroviaires, et un rentable, donc privatisable, celui de la gestion du réseau.
27. Cf. son interview p. 161.
28. Voir par exemple par ces deux auteurs : « Les noces du risque et de la politique », *Esprit*, n° 109, 2000.
29. Il y eut aussi, au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans le sillage des saint-simoniens, une tendance dans le mouvement ouvrier à fonder beaucoup d'espoir pour la gestion de la société future dans l'usage des prévisions statistiques. Cf. Jean Lojkine, *Le Tabou*, *op. cit.*
30. Rémi Lefebvre, « Le Parti socialiste et les catégories populaires. Quelques hypothèses pour l'analyse d'un divorce consommé », *Recherche socialiste*, 19 juin 2002; et plus récemment, avec Frédéric Sawicki, « Le peuple des socialistes. Ressorts sociaux et partisans d'une invisibilisation », in Frédérique Matonti (dir.), *La Démobilisation politique*, La Dispute, Paris, 2005.
31. Cf. Henri Rey, *La Gauche et les classes populaires*, La Découverte, Paris, 2004.





# LA GAUCHE ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

ÉLISABETH DUPOIRIER\*

l'élection présidentielle de 2007 restera dans l'histoire électorale récente comme la troisième défaite consécutive de la gauche et du Parti socialiste<sup>1</sup>. Au premier tour, Ségolène Royal a signé au nom du parti socialiste un score record de 25,5 % qui s'approche de fort près de celui, historique, de François Mitterrand en 1981 (26,1 %) et lave le mauvais souvenir du 21 avril 2002. Mais la portée de cette performance personnelle est limitée. Le 22 avril restera aussi dans la mémoire de la gauche comme son plus mauvais résultat depuis 1988, que l'on considère le rapport de force gauche-droite ou le niveau de ses candidats appartenant à la gauche de gouvernement. Dans ce contexte, la campagne de l'entre-deux-tours s'est soldée le 6 mai par une défaite cuisante de la candidate de la gauche. Ségolène Royal n'a pu remonter le 6 mai le handicap des résultats de son propre camp au premier tour. L'essentiel de sa défaite s'est joué le 22 avril.

**UN PREMIER TOUR DÉCISIF** ● Le redéploiement social réel mais limité du vote socialiste

D'un point de vue sociologique, la candidate renoue avec les soutiens classiques de la gauche socialiste et comble les principaux creux ouverts par la déroute de 2002. L'effet de rattrapage s'observe dans tous les segments sociaux à l'exception de celui des agriculteurs où la perte d'audience du PS entamée dès la fin de l'ère mitterrandienne est confirmée. Ailleurs, la reconquête est souvent franche. La candidate retrouve l'étiage des scores de Jospin en 1995 parmi les cadres, les employés, les 35-64 ans et les travailleurs indépendants. Elle dépasse même ces scores dans des segments réputés difficiles à mobiliser comme les 18-24 ans (31 %, soit 18 points de plus que Jospin 2002 et encore 10 points de plus que Jospin 1995) et les chô-

meurs (29 %, soit 15 points de plus qu'en 2002 et encore 8 points de plus que Jospin 1995). Enfin, elle améliore les performances socialistes de 1995 dans des segments stratégiques pour la gauche que sont les professions intermédiaires (30 %, soit 8 points de plus qu'en 2002 et 5 points de plus qu'en 1995) les ouvriers (25 %, 12 points de plus qu'en 2002 et 4 points de plus qu'en 1995) et les jeunes actifs de 25-34 ans (24 % et respectivement 10 et 5 points de plus qu'aux deux dernières élections présidentielles). À bien des égards, la physionomie sociale du vote Royal retrouve une coloration mitterrandienne : soutien d'autant plus marqué que l'on s'adresse aux électeurs les plus jeunes – actifs ou sur le point de le devenir –, prédominance nette des électeurs travaillant dans le secteur public sur ceux en provenance du secteur privé, et, pour finir, large diffusion dans toutes les couches salariées grâce à la reprise de l'audience populaire qui caractérisait le vote Mitterrand des années 1980 (tabl. 1).

Ce redéploiement du vote socialiste par rapport à 2002 trouve cependant ses limites avec la concurrence que le candidat de l'UMP lui livre avec succès dans la plupart des segments sociaux. Le vote Royal ne l'emporte sur le vote Sarkozy que dans les quelques catégories où la candidate a réussi sur son nom un redéploiement du vote socialiste bien au-delà de l'électorat Jospin de 1995 : les enseignants (+ 26), les 18-24 ans (+ 9) – tout particulièrement les étudiants (+ 8) –, les chômeurs (+ 9). À ce palmarès dont le mérite lui revient très largement dans des segments classiquement portés vers la gauche – les professions intermédiaires (+ 3) et les salariés du public (+ 4) – et une égalité des scores en milieu ouvrier. Mais, dans tous les autres segments, le candidat UMP se révèle clairement plus attractif. L'écart en sa faveur est de 15 points parmi les cadres supérieurs, atteint encore 8 points dans les segments

\* Directrice de recherche au Cevipof, directrice de l'Observatoire interrégional du politique (OIP). Cette analyse a été publiée dans le n° 1044 de juillet-août-septembre 2007 de la *Revue politique et parlementaire*. Nous la reproduisons avec son aimable autorisation.



très convoités des employés et des inactifs et de manière moins attendue de 7 points parmi l'électorat féminin dont le tiers déclare avoir voté pour Nicolas Sarkozy plutôt que pour la candidate du PS (26 %). Enfin Ségolène Royal est écrasée par le vote Sarkozy parmi les seniors : 23 % des plus de 65 ans ont voté pour elle quand son challenger obtient 45 % de leurs suffrages (tabl. 2).

**TABLEAU 1**  
L'évolution de la sociologie du vote socialiste  
aux premiers tours des élections présidentielles  
de 1988 à 2007

	Mitterrand 1988	Jospin 1995	Jospin 2002	Royal 2007	Ecart 2007-2002
<i>Ensemble</i>	34 %	23 %	16 %	25,5 %	+9,5
<i>Sexe</i>					
Homme	32 %	23 %	16 %	25 %	+9
Femme	35 %	24 %	16 %	26 %	+10
<i>Age</i>					
18-24 ans	39 %	21 %	13 %	31 %	+18
25-34 ans	34 %	19 %	14 %	24 %	+10
35-49 ans	34 %	25 %	15 %	26 %	+11
50-64 ans	31 %	25 %	17 %	26 %	+6
65 ans et plus	33 %	25 %	19 %	23 %	+4
<i>Professions de l'électeur</i>					
Agriculteur	21 %	14 %	10 %	0 %	=
Petit commerçant et artisan	24 %	15 %	5 %	17 %	+12
Cadre et prof.					
Intellectuelle	29 %	25 %	18 %	25 %	+7
Prof.					
Intermédiaire	31 %	25 %	16 %	30 %	+8
Employé	37 %	25 %	13 %	24 %	+14
Ouvrier	41 %	21 %	13 %	25 %	+12
Inactif	32 %	24 %	18 %	29 %	+11
<i>Statut professionnel</i>					
Travaille à son compte	22 %	16 %	9 %	15 %	+6
Salarié du privé	35 %	32 %	14 %	25 %	+11
Salarié du public	40 %	21 %	21 %	29 %	+8
Chômeurs	41 %	21 %	14 %	26 %	+5

Sources : 1981 : post-électoral SOFRES/Le Nouvel Observateur ; 1988 à 2007 enquêtes post-électorales Cevipof.

**UN ÉLECTORAT À FORTE IDENTITÉ DE GAUCHE** L'électorat de Ségolène Royal est un électorat fortement ancré parmi les sympathisants des partis de gauche. À commencer par ceux du PS qui, en quelque sorte, confirment haut la main le bien-fondé du choix fait par les militants en faveur de Ségolène Royal lors de la longue campagne d'investiture de l'année 2006 : plus le lien avec le parti est fort, plus la discipline de vote en faveur de Ségolène Royal a été respectée culminant à 78 % pour ceux qui sont « très proches » du PS. La

capacité de mobilisation par la candidate des sympathisants de son propre parti renoue avec celle de Mitterrand (70 % en 1981 et 76 % en 1988), mais marque sa différence avec Lionel Jospin qui, ni en 2002 ni même en 1995, n'avait réussi à rassembler sur son nom plus des deux tiers des sympathisants socialistes (un sympathisant PS sur deux seulement avait voté pour lui en 2002). À la discipline de vote des partisans PS s'ajoute le « vote utile » d'environ un sympathisant sur dix du PC et des Verts et d'un quart de ceux de la LCR, alors qu'ils étaient chacun moins de 10 % à avoir choisi le vote Jospin dès le premier tour de 2002. La capacité de rassemblement de sa famille politique et plus largement de la famille de gauche par la candidate socialiste n'est donc pas contestable.

**TABLEAU 2**  
La concurrence des votes Royal et Sarkozy dans les  
segments sociaux au premier tour de la présidentielle

	Vote S. Royal	Vote F. Bayrou	Vote N. Sarkozy	Ecart Royal- Sarkozy
<i>Ensemble</i>	25,5 %	19 %	31 %	- 5,5
<i>Sexe</i>				
Homme	25 %	19 %	29 %	-4
Femme	26 %	19 %	33 %	-7
<i>Age</i>				
18-24 ans	31 %	25 %	22 %	+9
25-34 ans	24 %	25 %	28 %	-4
35-49 ans	26 %	19 %	26 %	=
50-64 ans	26 %	16 %	32 %	-6
65 ans et plus	23 %	13 %	45 %	-22
<i>Professions de l'électeur</i>				
Agriculteur	10 %	14 %	52 %	-42
Petit commerçant artisan	17 %	14 %	52 %	-35
Cadre et prof.				
Intellectuelle	22 %	23 %	37 %	-15
Enseignant	41 %	28 %	15 %	+26
Prof. Intermédiaire	29 %	24 %	26 %	+3
Employé	24 %	17 %	32 %	-8
Ouvrier	25 %	15 %	26 %	-1
Inactif	27 %	11 %	35 %	-8
Étudiant	32 %	27 %	24 %	+8

Source : panel électoral français 2007, vague 1-Cevipof.

Pas plus que l'on ne peut contester que son électorat soit clairement ancré dans la gauche quant aux valeurs auxquelles il adhère et aux clivages dans lesquels il s'inscrit. À l'opposé des électorats Sarkozy et Bayrou, les électeurs de Ségolène Royal se prononcent sans états d'âme contre la diminution du nombre des fonctionnaires (74 %), pour une école privilégiant l'esprit éveillé et critique (55 %) plutôt que la discipline et l'effort (45 %), pour un État qui contrôle et réglemente les entreprises (63 %) plutôt qu'il ne leur fasse confiance. Enfin, l'électorat de Ségolène Royal s'op-



pose à ceux de François Bayrou et de Nicolas Sarkozy par la proportion majoritaire des électeurs qui expriment de fortes dispositions d'ouverture aux autres (tabl. 3).

**TABLEAU 3**

**Les clivages de valeurs entre les électeurs de Ségolène Royal, François Bayrou et Nicolas Sarkozy**

	Vote S. Royal	Vote F. Bayrou	Vote N. Sarkozy	Ensemble
<i>Il faudrait réduire le nombre des fonctionnaires :</i>				
d'accord	26 %	47 %	67 %	46 %
pas d'accord	74 %	52 %	33 %	54 %
<i>Face aux difficultés économiques, l'Etat devrait...</i>				
faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté	35 %	54 %	62 %	48 %
contrôler et réglementer plus étroitement les entreprises	64 %	45 %	37 %	51 %
<i>L'école devrait avant tout...</i>				
donner le sens de la discipline et de l'effort	45 %	53 %	78 %	63 %
former des gens à l'esprit éveillé et critique	55 %	47 %	22 %	37 %
<i>Niveau d'universalisme :</i>				
nul	9 %	8 %	20 %	17 %
faible	17 %	14 %	32 %	24 %
moyen	19 %	28 %	28 %	23 %
élevé	56 %	50 %	20 %	36 %

Du point de vue du positionnement politique de ses électeurs, il est aussi indéniable que Ségolène Royal a rallié sur son nom un électorat dont le centre de gravité est solidement ancré dans la gauche. 70 % se déclarent d'eux-mêmes « à gauche ». Cette forte polarisation signe la singularité politique du vote Royal, qui ne se laisse confondre ni avec celui des quatre autres petits candidats de la gauche repliés sur des espaces périphériques « très à gauche » ou « ni à gauche ni à droite » ni avec celui de Bayrou, qui se caractérise par le positionnement majoritaire au centre de son électorat (tabl. 4).

**TABLEAU 4**

**Le positionnement politique de l'électorat de Ségolène Royal et de ses électeurs concurrents**

Votes	S. Royal	Autres candidats de gauche	F. Bayrou	Ensemble électorat
<i>Positionnement politique</i>				
très à gauche	6 %	20%	-	3%
à gauche	71%	37%	13%	25%
au centre	8%	10%	51%	16%
à droite	1%	3%	12%	29%
très à droite	-	-	-	3%
ni à gauche ni à droite	14%	29%	23%	23%
ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %

**UN ÉLECTORAT POLITIQUEMENT FRAGILE** Mais, malgré son unité idéologique et politique, l'électorat de Ségolène Royal présente des signes de fragilité dès ce premier tour.

Il s'agit d'abord de la forte érosion des réservoirs dans lesquels la candidate pouvait espérer puiser ses meilleurs soutiens, à savoir le réservoir des sympathisants socialistes qui diminuent en nombre et dont la force du lien avec le parti tend à se relâcher. Pendant longtemps, ils furent plus nombreux que les sympathisants de ses adversaires politiques de droite. Or, en 2007, l'équilibre s'est renversé en défaveur du PS : les sympathisants socialistes sont aujourd'hui moins nombreux que ceux de l'UMP (23 % au lieu de 28 %) dans l'électorat. Et ceux qui se sont le plus attachés à leur parti et dont la discipline de vote est quasi assurée sont aujourd'hui minoritaire : 41 % dans l'ensemble des sympathisants du PS. Ce qui explique que la candidate socialiste ait pâti dès le premier tour de la volatilité d'une partie des sympathisants de son parti, les moins proches du PS : 60 % ont bien voté pour elle, mais 9 % lui ont préféré l'un des candidats alter-mondialistes, 17 % ont voté pour François Bayrou et encore 14 % ont franchi le pas vers un candidat de la droite ou de l'extrême droite. C'est donc au total un peu plus de trois sympathisants PS sur dix qui ont « changé de camp » en faveur du centre ou de la droite le 22 avril.

La deuxième fragilité de cet électorat est la tiédeur de son adhésion aux propositions programmatiques de la candidate. Certes, 60 % des électeurs socialistes approuvent la proposition de pénalisation par l'impôt des entreprises qui délocalisent ; 60 % encore soutiennent l'augmentation des impôts « pour ceux qui gagnent plus de 4000 euros par mois » et enfin 59 % soutiennent la défense du droit de grève en l'état actuel dans les transports publics. Mais, au total, seulement un tiers de ses électeurs adhèrent à ces trois propositions à la fois. Et celles-ci sont paradoxalement mieux reçues par les électeurs qui ont choisi de voter pour un autre candidat de la gauche au premier tour que par ses propres électeurs (tabl. 5).

**TABLEAU 5**

**Adhésion de l'électorat Royal aux propositions phares de la candidate**

	Vote S. Royal	Vote pour petits candidats de la gauche
<i>adhésion à 3 propositions de campagne de S. Royal :</i>		
- 1 proposition	21%	18%
- 2 propositions	43%	44%
- 3 propositions	33%	36%



La troisième fragilité de cet électorat tient à son attitude plus générale de désenchantement à l'égard de la politique. Elle isole l'électorat Royal de tous les autres. Ce n'est en effet qu'à une très courte majorité de 53 % que les électeurs de Ségolène Royal se déclarent confiants dans la gauche pour gouverner, alors que 78 % de ceux qui ont voté pour Nicolas Sarkozy font confiance à la droite<sup>2</sup>. De même 29 % seulement des électeurs de Ségolène Royal croient dans la capacité de l'élection présidentielle à « améliorer beaucoup ou un peu les choses », 42 % y croient « peu » et 29 % « pas du tout », la défaite de leur camp expliquant sans nul doute une partie de leur amertume. Au même moment, 94 % des électeurs sarkozystes et encore 52 % des électeurs de Bayrou sont confiants dans les bienfaits à attendre de l'élection que vient de gagner, il est vrai, leur champion...

Pour conclure, on peut soutenir que Ségolène Royal aborde le second tour avec un triple handicap : la faiblesse numérique de son réservoir d'électeurs de gauche de premier tour, bien sûr, mais aussi le déficit de soutien inconditionnel de ses propositions et la tendance au désenchantement politique de son électorat.

**LA DÉFAITE DU SECOND TOUR ET SES LOGIQUES** Ces observations laissent déjà augurer des difficultés qui attendent la candidate au second tour. Selon l'enquête du Cevipof, les abstentionnistes du premier et du second tour n'ont pas été les arbitres de l'affrontement entre les deux finalistes : la candidate de la gauche n'aurait pas perdu de manière significative de ses électeurs du premier tour au profit de l'abstention. Par ailleurs, elle aurait autant profité que son challenger de la mobilisation le 6 mai d'une partie des abstentionnistes du 22 avril. C'est donc dans les mouvements entre les électeurs qui ont participé aux deux tours de scrutin qu'il faut rechercher les logiques qui ont conduit à la défaite de Ségolène Royal.

Pour gagner, il faut d'abord rassembler son camp. C'est la première des conditions de la victoire, même si elle est, le 6 mai, arithmétiquement insuffisante pour assurer le succès. Or l'entreprise n'allait pas de soi. La première vague du PEF avait montré qu'à la veille du premier tour environ les trois quarts des électeurs qui s'apprêtaient à voter pour Ségolène Royal et déclaraient souhaiter sa victoire étaient bien peu nombreux à croire fermement en ses chances de gagner : 19 %. Ce « déficit de moral » constituait un premier handicap pour battre au second tour le candidat UMP dont les supporters étaient déjà deux fois plus nombreux (42 %) à croire fermement dans les chances de leur champion le 6 mai (tabl. 6). Cette démoralisation s'ajoutant à la tiédeur de l'adhésion aux propositions phares de la candidate notée plus

haut, Ségolène Royal risquait de se trouver en position délicate au second tour au sein même de son électorat du 22 avril.

**TABLEAU 6**

**La confiance des électeurs dans les chances de victoire de leur candidat à la veille du premier tour de l'élection présidentielle**

	Electorat de Ségolène Royal souhaitant sa victoire	Electorat de Nicolas Sarkozy souhaitant sa victoire
Pronostic élevé de victoire	19 %	42 %
Pronostic moyen de victoire	72 %	57 %
Pronostic faible de victoire	8 %	1 %

Source : PEF 2007, vague 1-Cevipof-ministère de l'Intérieur.

Si les reports de son électorat de premier tour restent imparfaits (96 %) par rapport à la discipline quasi unanime de celui de Nicolas Sarkozy (99 %), les légères défections suggérées par l'enquête ne peuvent être tenues pour responsables de l'échec. En revanche, le niveau de ralliement des électeurs des petits candidats de la gauche au premier tour, malgré les consignes données par leurs candidats eux-mêmes, constitue un premier indice des difficultés rencontrées par la candidate pour constituer une dynamique de second tour en sa faveur : en moyenne 77 % d'entre eux auraient voté Royal le 6 mai, 13 % auraient préféré Sarkozy et 10 % se seraient abstenus. Quant aux ralliements extérieurs au réservoir de gauche – ô combien décisifs pour palier l'insuffisance numérique de cette dernière –, ils se sont limités à l'apport d'un électeur sur deux de François Bayrou et à une poignée d'électeurs en provenance du Front national ou des petits candidats de la droite (tabl. 7).

**TABLEAU 7**

**Les reports des votes du premier tour sur le second tour**

Vote au second tour	Vote Royal	Vote Sarkozy	Abstention Blancs et nuls	
Schivardi	75 %	8.3 %	16.7 %	100 %
Laguiller	63.6 %	18.2 %	18.2 %	100 %
Besancenot	78.3 %	12.6 %	9.1 %	100 %
Bové	68.9 %	20 %	11.1 %	100 %
Buffet	91.2 %	2.9 %	5.9 %	100 %
Royal	<b>96.3 %</b>	2.8 %	9 %	100 %
Voynet	77.4 %	17 %	5.7 %	100 %
Nihous	20 %	70 %	10 %	100 %
Bayrou	48.6 %	38.4 %	13 %	100 %
Sarkozy	1 %	<b>98.5 %</b>	5 %	100 %
De Villiers	15.8 %	78.9 %	5.3 %	100 %
Le Pen	15.3 %	74.4 %	10.4 %	100 %



**PAS DE TRANSFORMATION NOTABLE DE LA PHYSIONOMIE SOCIALE DU VOTE DE**

**GAUCHE** D'un point de vue de sa composition sociologique, l'électorat de second tour de Ségolène Royal ne présente pas d'avancée notable dans de nouveaux segments sociaux. Cet électorat de second tour est tout au plus un peu plus équilibré du point de vue des genres du fait du ralliement d'électeurs masculins. Pour le reste, il confirme les tendances précédentes, accentuant sa coloration « jeuniste » – 35 % des électeurs ont moins de 35 ans (progrès de 4 points), son déficit auprès des plus de 50 ans (recul de 5 points) et son centrage sur les salariés du public. Par rapport aux électeurs sarkosystes du second tour, il demeure moins âgé, sous-représenté dans l'univers des travailleurs indépendants et surreprésenté dans ceux des enseignants et des étudiants. Mais il s'agit bien là des deux seules différences notables en termes de composition socioprofessionnelle avec l'électorat de son rival qui comprend autant d'électeurs issus des catégories populaires qu'elle et à peine moins de membres de professions intermédiaires (tabl. 8).

**TABLEAU 8**

**La recomposition sociologique de l'électorat de Ségolène Royal au second tour et sa comparaison avec celui de Nicolas Sarkozy**

	Vote Royal 1 <sup>er</sup> tour	Vote Royal 2 <sup>e</sup> tour	Vote Sarkozy 2 <sup>e</sup> tour
<i>Sexe</i>			
Homme	46 %	48 %	47 %
Femme	54 %	52 %	53 %
	100 %	100 %	100 %
<i>Age</i>			
18-24 ans	14 %	15 %	8 %
25-34 ans	17 %	20 %	17 %
35-49 ans	28 %	29 %	27 %
50-64 ans	22 %	21 %	22 %
64 ans et plus	19 %	15 %	26 %
	100 %	100 %	100 %
<i>Profession de l'électeur</i>			
agriculteur, artisan et petit commerçant	5 %	5 %	12 %
cadres et prof. lib. enseignant	8 %	9 %	11 %
profession intermédiaire	6 %	5 %	2 %
employé et ouvriers	17 %	16 %	14 %
inactifs	46 %	47 %	46 %
étudiant	8 %	7 %	9 %
	11 %	11 %	6 %
	100 %	100 %	100 %
<i>Statut professionnel</i>			
indépendant	8 %	8 %	17 %
salarié du privé	52 %	53 %	53 %
salarié du public	40 %	39 %	30 %
	100 %	100 %	100 %

**MAIS, POLITIQUEMENT LES LIGNES ONT BIEN COMMENCÉ À BOUGER** En revanche, l'électorat royaliste de second tour porte bien la marque d'un électorat de rassemblement. Son

centre de gravité reste majoritairement formé d'électeurs « à gauche », mais ce segment perd son caractère omniprésent du premier tour. Il ne pèse plus que 55 % au lieu de 71 % dans l'électorat de la candidate de gauche le 22 avril en raison du renforcement substantiel de son aile centriste provenant surtout du centre politique (17 % au lieu de 8 %) et en appoint des électeurs ni de gauche ni de droite (19 % au lieu de 14 %). Au total, ces derniers représentent 36 % de l'électorat royaliste, ce qui réduit l'aile de la gauche radicale à une présence anecdotique (8 %). On peut en conclure que la bataille pour le ralliement du centre qui a opposé Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy s'est plutôt soldée à l'avantage de la candidate de gauche qui a attiré plus d'électeurs de François Bayrou que son rival selon l'enquête du Cevipof. Et, le soir du 6 mai, le segment des électeurs qui n'appartiennent ni à la gauche ni à la droite – soit 39 % de l'électorat global – pèse plus lourd dans l'électorat de Ségolène Royal (36 %) que dans celui du vainqueur (33 %). La défaite de Ségolène Royal est donc moins à imputer à un échec de sa stratégie de main tendue aux électeurs du centre qu'à une contraction insurmontable du réservoir de la gauche elle-même. Cela dans un contexte où son adversaire faisait sans grande difficulté le plein des voix de son propre camp et achevait de « siphonner » celui du FN (tabl. 9).

**TABLEAU 9**

**La recomposition politique de l'électorat de Ségolène Royal au second tour et sa comparaison avec celui de Nicolas Sarkozy**

	Vote Royal 1 <sup>er</sup> tour	Vote Royal 2 <sup>e</sup> tour	Vote Sarkozy 2 <sup>e</sup> tour
<i>Vote de premier tour</i>			
Ségolène Royal		54 %	1 %
Un autre candidat de la gauche		17 %	3 %
François Bayrou		19 %	13 %
Nicolas Sarkozy		1 %	59 %
Jean Marie Le Pen		3 %	14 %
Un autre candidat de droite	6 %	10 %	
	100 %	100 %	
<i>Positionnement politique</i>			
très à gauche	6 %	8 %	-
à gauche	71 %	55 %	3 %
au centre	8 %	17 %	14 %
à droite	1 %	1 %	59 %
très à droite	-	-	5 %
ni à gauche ni à droite	14 %	19 %	19 %
	100 %	100 %	100 %

**LES LOGIQUES DE LA DÉFAITE** Interrogés sur les raisons de la défaite de leur candidate, les électeurs Royal du second tour – quel que soit leur positionnement politique – refusent massivement d'imputer à sa personne l'échec du 6 mai : 80 % ne sont pas d'accord avec ceux



qui disent que « Ségolène Royal n'était pas une bonne candidate » et 66 % encore récusent l'idée selon laquelle les propositions de la candidate « n'étaient pas suffisamment à gauche ». Le coupable est massivement désigné par 70 % des électeurs royalistes : c'est le PS qui « n'a pas su renouveler suffisamment son programme ». Mais ce qui crée débat et fait voler en éclats le quasi-unanimité de l'électorat royaliste, c'est la question de la stratégie et des alliances. D'un côté, les électeurs qui se positionnent politiquement « à gauche » – les plus nombreux – se divisent en parts à peu près égales entre partisans et adversaires d'un « accord politique avec l'UDF de François Bayrou et un changement d'alliance politique » (52 % contre, 48 % pour). De l'autre côté, l'aile centriste de l'électorat – une minorité non négligeable de 36 % du total – soutient massivement (à près de 70 %) un repositionnement stratégique vers le centre qui, selon elle, aurait pu éviter la défaite. Au total, c'est quand même la majorité des électeurs royalistes (54 % contre, 48 % pour) qui aurait refusé que la candidate aille plus loin et plus vite en direction du centre de F. Bayrou. On vient de voir que les électeurs royalistes protègent massivement leur candidate de toute accusation d'incompétence qui la rendrait personnellement responsable de la défaite. Mais, pour autant, ils ne lui témoignent qu'un attachement mesuré qui contraste avec l'intensité de celui dont jouit Nicolas Sarkozy. En effet, la confiance dans la candidate n'arrive qu'au troisième et dernier rang des raisons du vote de second tour (14 % au lieu de 37 % parmi les électeurs de Nicolas Sarkozy), loin derrière la proximité d'idées (51 %) et la volonté de « barrer la route à l'autre candidat » (34 %, 10 % seulement parmi les électeurs de Sarkozy). Autre indice du faible capital d'image politique de la candidate relativement à celui de son adversaire 58 % de ses électeurs lui décernent une note très élevée de sympathie (au moins 8/10) alors que 77 % des électeurs de Nicolas Sarkozy donnent ces mêmes notes d'excellence à leur champion. Pour finir, le débat télévisé entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal a joué nettement en faveur du premier en ce qui concerne les indécis : 25 % de ceux qui se sont décidés après le débat ont voté pour Ségolène Royal au lieu de 64 % pour son challenger. Si, comme l'ont démontré Daniel Boy et Jean Chiche à la veille du premier tour, l'image des candidats « a un pouvoir explicatif considérable sur les intentions de votes<sup>3</sup> », la candidate de la gauche a sans doute souffert d'un déficit d'adhésion à sa personne qui a pu lui coûter des voix le 6 mai.

Pour conclure, l'électorat royaliste réuni au second tour se révèle un capital bien fragile pour aborder la

campagne des élections législatives. Outre sa faiblesse numérique face à la droite, l'enquête du Cevipof le décrit à la fois accusateur ou au moins désabusé à l'égard du parti socialiste, qui porterait principalement la responsabilité de la défaite, en même temps que dubitatif en ce qui concerne la confiance qu'il peut placer dans le leadership de Ségolène Royal et, pour finir, divisé sur la question de la révision des alliances. Toutefois, au lendemain du 6 mai – et avant que ne soit connue la composition du gouvernement d'ouverture de Nicolas Sarkozy –, cet électorat donne toujours des signes crédibles de mobilisation en faveur de la gauche en vue des élections à venir. Plus des trois quarts des électeurs souhaitent la victoire de la gauche dans leur circonscription (78 %) et 61 % s'apprêteraient à voter pour un candidat du PS ou du RDG. Enfin, au niveau national, plus de huit sur dix se prononcent en faveur d'une majorité d'opposition présidentielle pour que « Nicolas Sarkozy partage le pouvoir » (82 %). •

1. Les données du panel électoral français (PEF) 2007 ont été produites par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) avec le soutien du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire. Le PEF 2007 se déroule en quatre vagues de panel de mars à juin 2007, et en une vague d'enquêtes postprésidentielles réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données sociopolitiques de Sciences Po. Cette enquête postélectorale présidentielle 2007 est complémentaire au dispositif « PEF 2007 ». L'enquête postélectorale présidentielle 2007 est constituée par des individus interrogés une seule fois après le second tour de la présidentielle de 2007. Le dispositif PEF 2007 à proprement parler interroge d'autres personnes à plusieurs reprises : avant le premier tour de l'élection présidentielle (V1P1), entre les deux tours (P2), avant le premier tour des élections législatives (P3) et enfin après le second tour des élections législatives (P4).

2. Cf. sur ce point la note de Sylvie Strudel sur le vote Sarkozy.

3. Cf. la note de D. Boy et J. Chiche réalisée à partir de la première vague du PEF : « L'image des candidats dans la décision électorale ».





# LA CRISE D'IDENTIFICATION DE LA GAUCHE FRANÇAISE

ROGER MARTELLI\*

Pour la seconde fois, le jeu institutionnel du quinquennat présidentiel a fait se succéder l'élection présidentielle et les législatives. Si les deux tours de l'élection décisive (la présidentielle) ont été parfaitement cohérents, il n'en a pas été de même du scrutin législatif.

**LES LEÇONS DE LA PRÉSIDENTIELLE** De l'élection présidentielle, l'essentiel a été dit. Cette élection a passionné l'opinion, provoquant la plus forte participation électorale depuis 1981. Au second tour de scrutin, seules les élections disputées de 1965 (le duel de Gaulle-Mitterrand) et de 1974 (le face-à-face Giscard-Mitterrand) avaient provoqué une participation électorale plus forte.

Taux d'abstention  
aux élections présidentielles depuis 1965

	en %	1965	1969	1974	1981	1988	1995	2002	2007
1 <sup>er</sup> tour		15,2	22,4	15,8	18,9	18,6	21,6	28,4	16,2
2 <sup>nd</sup> tour		15,7	31,1	12,7	14,1	15,9	20,3	20,3	16

Le résultat de la confrontation n'en est que plus significatif. On sait que la gauche enregistre au premier tour son plus mauvais score depuis 1969, et au second tour le plus faible depuis 1965 ! Sans doute, Ségolène Royal redresse-t-elle le PS après son camouflet d'avril 2002. Mais, cette fois, c'est toute la gauche qui peine, à commencer par la gauche d'alternative, dite « antilibérale ». Depuis le milieu des années 1980, cette gauche regroupait sur ses candidatures entre 12 % et 20 % des suffrages selon l'élection. En 2002, le total des voix de l'extrême gauche, des communistes et des écologistes dépassait le niveau des 20 % ; en 2007, il dépasse péniblement la barre des 10 %.

\* Historien, derniers ouvrages parus : *Le Communisme, un bon parti*, La Dispute, 2003 et *Le Communisme, Les Essentiels*, Milan 2005.

Gauche et droite au premier tour de la présidentielle

	1965	1969	1974	1981	1988	1995	2002	2007
Gauche	31,7	31,0	46,0	46,8	45,2	40,6	42,8	36,4
Droite	67,1	67,8	53,3	49,3	50,9	59,2	52,9	62,4

Gauche et droite au second tour

	1965	1974	1981	1988	1995	2007
Gauche		44,8	49,2	51,8	54,0	47,4
Droite	55,2	50,8	48,2	46,0	52,6	53,1

Les données de sondages disponibles précisent les contours de cette défaite. Alors qu'en 2002 la gauche était en tête chez les moins de 35 ans et chez les professions intermédiaires et qu'elle résistait chez les catégories dotées d'un diplôme supérieur au baccalauréat, elle est surclassée à peu près partout en 2007, sauf chez les plus jeunes et les catégories intermédiaires. Environ 60 % des ouvriers et des employés auraient choisi la droite, et à peu près autant de non-diplômés. Le divorce de la gauche et du peuple sociologique, amorcé dans la première moitié des années 1980, ne s'est pas interrompu avec cette élection présidentielle. Au total, l'élection aura été marquée, sur les deux tours, par l'affirmation d'une droite originale dans le paysage politique français. À sa manière, en choisissant depuis 2002 le profil d'une droite sûre d'elle-même, Nicolas Sarkozy aura réussi à opérer un certain amalgame entre les familles séparées de la droite française. Pour reprendre les formules chères à feu René Rémond, il a rassemblé autour de lui l'essentiel de la tradition contre-révolutionnaire, de l'orléanisme et du bonapartisme, en réduisant notamment le Front national à la portion congrue.

Le plus important, outre la réussite de la nouvelle synthèse sarkozienne, est peut-être l'installation d'une fracture géographique et politique. Si l'on observe, par exemple, l'évolution départementale de la gauche au second tour de l'élection, entre 1995 et 2007, on est



frappé par la symétrie qui se manifeste et qui oppose deux France à peu près égales. Ségolène Royal progresse sur le Lionel Jospin de 1995 dans à peu près la moitié des départements français et recule dans une autre moitié. Dans le premier groupe – celui du décrochage de la gauche – se trouvent surtout des départements de l'Est, du Nord, du Centre et du littoral méditerranéen. Au contraire, les zones plus favo-

rables à la gauche se situent plutôt dans le grand Sud-Ouest, dans l'Ouest, les contreforts du Massif central et d'une partie de la Région parisienne. La vieille France industrielle, déchirée par les rigueurs de la désindustrialisation, a manifestement du mal à pardonner à la gauche gouvernementale les choix de la « rigueur » et du recentrage amorcée dès le début des années 1980.

#### L'évolution sociologique des électorats présidentiels entre 2002 et 2007

	Présidentielle 2002 (1 <sup>er</sup> tour)		Présidentielle 2007 (1 <sup>er</sup> tour)		Évolution 2002-2007		
	A. Laguiller + O. Besancenot	R. Hue	A. Laguiller + O. Besancenot	M.-G. Buffet	A. Laguiller + O. Besancenot	M.-G. Buffet	
	10	3,0	ENSEMBLE	6	2	-4	-1
<b>Sexe</b>			<b>Sexe</b>				
Homme	9	4	Hommes	6	2	-3	-2
Femme	12	3	Femmes	6	2	-6	-1
<b>Âge</b>			<b>Âge</b>				
18-24 ans	13	3	18-24 ans	11	2	-2	-1
25-34 ans	15	3	25-34 ans	6	0	-9	-3
35-49 ans	14	3	35-44 ans	6	1	-8	-2
50-64 ans	9	5	45-59 ans	7	3	-2	-2
65 ans et +	3	3	60-69 ans	3	2	0	-1
			70 ans et plus	3	2	3	2
<b>Profession de l'interviewé(e)*</b>			<b>Profession de l'interviewé</b>				
Agriculteur	8	4		0	3	-8	-1
Artisan, commerçant, industriel	2	0		0	0	-2	0
Cadre, profession intellectuelle	7	3	Professions libérales, cadres sup.	1	1	-6	-2
Enseignant	13	3	Professions intermédiaires	7	2	-6	-1
Profession intermédiaire	13	3	Employés	8	2	-5	-1
Employé	16	2	Ouvriers	12	1	-4	-1
Ouvrier	16	6					
Étudiant	13	4					
	<b>Gauche</b>	<b>Droite</b>	<b>ENSEMBLE</b>	<b>Gauche</b>	<b>Droite</b>	<b>Droite</b>	<b>Gauche</b>
	39,0	51,0		36	63	12	-3
<b>Sexe</b>			<b>Sexe</b>				
Homme	41	53	Hommes	34	64	11	-7
Femme		41			51		
Femmes	39	60	9	-2			
<b>Âge</b>			<b>Âge</b>				
18-24 ans	45	44	18-24 ans	46	54	10	1
25-34 ans	48	43	25-34 ans	34	65	22	-14
35-49 ans	44	48	35-44 ans	35	64	16	-9
50-64 ans	38	58	45-59 ans	41	57	-1	3
65 ans et +	34	62	60-69 ans	33	66		-1
			70 ans et plus	25	73		
<b>Profession de l'interviewé(e)*</b>			<b>Profession de l'interviewé</b>				
Agriculteur	25	66	Agriculteurs	16	84	18	-9
Artisan, commerçant, industriel	14	79	Artisans, commerçants	15	85	6	1
Cadre, profession intellectuelle	45	47	Professions libérales, cadres sup.	36	64	17	-9
Profession intermédiaire	45	43	Professions intermédiaires	45	53	10	0
Employé	38	55	Employés	38	61	6	0
Ouvrier	43	53	Ouvriers	36	62	9	-7
Étudiant	54	37					
<b>Diplôme le plus élevé</b>			<b>Dernier diplôme obtenu</b>				
Sans diplôme	36	58	Pas de diplôme	42	58	0	6
BEPC, CAP, BEP	37	55	BEP, CAP, Certif. d'études prim.	34	64	9	-3
Baccalauréat	45	47	Baccalauréat	37	62	16	-8
Bac + 2	45	47	Supérieur	37	62		-8
Supérieur	43	46					



Le tableau est tiré du sondage « sortie des urnes » réalisé par Ipsos. Il montre clairement les secteurs de plus grande fragilisation de la gauche : les hommes (- 7 %), les 25-35 ans, c'est-à-dire les jeunes actifs (- 14 %), les professions libérales et cadres supérieurs (- 9 %) et les ouvriers (- 7 %). Le sondage montre aussi les zones d'affaiblissement du vote à la gauche du PS, confirmant que le maintien du vote Besancenot entre 2002 et 2007 ne doit pas masquer le recul sensible du total des scores de l'extrême gauche. Arlette Laguiller, Olivier Besancenot et Marie-George Buffet ne se maintiennent que dans les électorsats les plus âgés. Les pertes les plus fortes sont chez les jeunes actifs, les cadres, les employés et les ouvriers.

**LES ALÉAS DE LA LÉGISLATIVE** Les enseignements de la législative sont plus complexes que ceux de la présidentielle, mais n'en annulent pas la portée. Manifestement, les électeurs français ont intériorisé le caractère institutionnellement subalterne d'une élection presque totalement subordonnée à celle du chef de l'État. Alors que la participation à l'élection présidentielle a été la plus forte depuis un quart de siècle, l'abstention au premier tour des législatives a été la plus forte de toute la V<sup>e</sup> République.

#### Taux d'abstention aux élections législatives depuis 1958

en %	1958	1962	1967	1968	1973	1978	1981
1 <sup>er</sup> tour	22,8	31,3	18,9	20	18,7	16,8	29,1
2 <sup>e</sup> tour	25,2	27,9	20,3	22,2	18,2	15,1	24,9
en %	1986*	1988	1993	1997	2002	2007	
1 <sup>er</sup> tour	21,5	34,3	30,8	32	35,6	39,5	
2 <sup>e</sup> tour		30,1	32,4	28,9	39,7	40,2	

Une fois de plus, le premier tour est l'indice de la profonde crise d'identification qui traverse la grande famille de la gauche française. La gauche enregistre en effet son plus mauvais résultat législatif depuis 1958. Sans doute, le décrochage est-il moins net que ne le laissait supposer le triomphe de Nicolas Sarkozy, quelques semaines plus tôt. Mais la coupe est amère au soir du 10 juin, même si le PCF peut à juste titre se réjouir d'un relatif maintien après le sévère revers de sa secrétaire nationale. Au final, le parti du président recueille au premier tour le plus fort pourcentage jamais obtenu par une formation gaulliste, supérieur même au score exceptionnel et conjoncturel de 1968. Le second tour, par une de ces volte-faces qui caractérisent heureusement l'électorat français, n'a pas été à l'image des trois tours précédents. Dans un contexte d'abstention massive et de manifeste démobilité à droite, le PS gagne une cinquantaine de sièges par rapport à 2002, tandis que le PCF, voué par les commentateurs à la mort clinique, frôle le seuil des vingt députés

nécessaires à la constitution d'un groupe parlementaire. Surtout de l'électorat de gauche? Amertume de l'électorat centriste et frontiste qui a voulu, par un ultime pied de nez, marquer ses distances avec le parti présidentiel? En tout cas, le vote de ceux qui se sont portés aux urnes, ce 17 juin, retrouve quelque chose des anciennes données sociologiques. Les jeunes, les professions intermédiaires se sont mobilisés et, cette fois, les ouvriers et les employés semblent s'être portés plus fortement vers la gauche que vers la droite.

#### Les abstentionnistes aux élections législatives de 2007

	Votants %	Abstentionnistes %
<b>ENSEMBLE</b>	61	39
<b>Sexe</b>		
Hommes	63	37
Femmes	60	40
<b>Âge</b>		
18-24 ans	49	51
25-34 ans	58	42
35-44 ans	59	41
45-59 ans	66	34
60-69 ans	68	32
70 ans et plus	63	37
<b>Sexe et âge</b>		
Hommes/moins de 35 ans	57	43
Hommes/35-59 ans	64	36
Hommes/60 ans et plus	69	31
Femmes/moins de 35 ans	53	47
Femmes/35-59 ans	62	38
Femmes/60 ans et plus	63	37
<b>Profession de l'interviewé</b>		
Agriculteurs	58	42
Artisans, commerçants	57	43
Professions libérales, cadres sup.	72	28
Professions intermédiaires	67	33
Employés	58	42
Ouvriers	51	49
<b>Statut de l'interviewé</b>		
Salariés du privé	60	40
Salariés du public	64	36
Travailleurs indépendants	56	44
Chômeurs	56	44
Étudiants	52	48
Retraités	67	33
<b>Dernier diplôme obtenu</b>		
Pas de diplôme	45	55
BEP, CAP, Certif. d'études primaires	58	42
Baccalauréat	63	37
Enseignement supérieur	68	32
<b>Niveau de revenu du foyer</b>		
Modeste	49	51
Moyen inférieur	63	37
Moyen supérieur	62	38
Élevé	72	28
<b>Catégorie d'agglomération</b>		
Rural	59	41
Moins de 20000 habitants	60	40
De 20000 à 100000 habitants	62	38
Plus de 100000 habitants	60	40
Agglomération parisienne	68	32



	Votants %	Abstentionnistes %
<b>Vote au 1<sup>er</sup> tour présidentielle 2007</b>		
Extrême gauche	60	40
M.-G. Buffet	67	33
S. Royal	73	27
D. Voynet	69	31
F. Nihous	89	11
F. Bayrou	67	33
N. Sarkozy	79	21
P. de Villiers	62	38
J.-M. Le Pen	71	29
<b>Sympathie partisane</b>		
Extrême gauche	59	41
PC	56	44
PS	68	32
Verts	41	59
MoDem	58	42
UMP	72	28
FN	64	36
Aucun parti	23	77
<b>Autopositionnement politique</b>		
À gauche	67	33
Au centre gauche	59	41
Au centre	48	52
Au centre droit	53	47
À droite	74	26

Ce tableau est tiré du sondage « sortie des urnes » publié par Ipsos pour France 2, Europe 1, *Vingt*

*minutes* et *Le Point*. En volume, l'abstention législative de 2007 a été la plus forte de toute la V<sup>e</sup> République, infirmant le résultat exceptionnel de la participation présidentielle quelques semaines plus tôt. En structure, cette abstention reproduit les mécanismes classiques dans la longue durée. La propension à l'abstention (moyenne : 39,5 %) est plus forte chez les femmes (40 %), les moins de 25 ans (51 %), les ouvriers (49 %), les sans-diplôme (55 %) et les reve nus modestes (51 %). Politiquement, l'abstention est plus composite. En gros, l'électorat présidentiel de Nicolas Sarkozy et de Ségolène Royal se sont un peu plus mobilisés que les autres électors, et notamment ceux de l'extrême gauche. Mais la polarisation droite-gauche a largement fonctionné, à l'avantage de la gauche. La participation électorale est plus forte chez ceux qui se déclarent à gauche (67 %) ou à droite (74 %). Mais ceux qui se situent volontairement au centre droit ont été un peu moins nombreux à voter (53 %) que ceux qui, se situant au centre gauche (59 % de votants) se sont portés plutôt vers le PS.

#### Résultats des élections législatives de 1958 à 2007

	1958	1962	1967	1968	1973	1978	1981	1986	1988	1993	1997	2002	2007
Extrême gauche	-	2,0	2,2	4,0	3,2	3,3	1,2	1,5	0,4	1,8	2,6	2,8	3,4
PCF	19,2	21,9	22,5	20,0	21,4	20,6	16,1	9,7	11,2	9,1	9,9	4,8	4,3
PS +MRG/RS	15,7	12,4	18,9	16,5	20,8	25,0	37,4	31,6	37,6	19,0	25,3	25,7	26,1
Divers gauche	8,7	7,4	-	-	0,4	1,4	0,9	1,2	-	1,1	2,5	2,3	2,0
Écologistes	-	-	-	-	-	2,0	1,1	1,2	0,4	11,1	7,0	5,7	4,1
Divers	-	0,1	0,0	0,5	-	0,3	0,1	0,1	0,1	0,9	1,2	2,7	2,4
Droite non gaull./UDF	33,3	23,0	23,7	20,8	28,9	19,6	20,4	-	18,8	20,1	14,4	5,3	7,6
Droite gaull./RPR	20,5	32,4	32,1	38,0	24,8	22,8	21,2	41,9	19,2	19,9	15,4	33,3	39,5
Divers droite	-	-	-	-	-	4,3	1,3	2,7	2,5	4,2	6,3	4,8	6,0
Extrême droite	2,6	0,8	0,6	0,1	0,5	0,8	0,3	10,1	9,9	12,9	15,4	12,7	4,7
Total gauche	43,6	43,8	43,6	40,5	45,8	52,2	56,7	45,6	49,4	42,1	47,3	41,2	39,0
Total droites +	56,4	56,2	56,4	58,9	54,2	47,5	43,2	54,6	50,4	57,0	51,5	56,1	57,9

#### L'électorat législatif

	Législatives 2002			Législatives 2007							
	PC %	Total GAUCHE	FN %	ENSEMBLE	PC %	FN %	Gauche	Droite	Modem	Évol. PCF	Évol. GAUCHE
ENSEMBLE	5,0	41,0	11	ENSEMBLE	4,3	5					
<b>Sexe</b>				<b>Sexe</b>							
Homme	5	40	13	Hommes	5	7	37	52	8	0	-3
Femme	4	39	10	Femmes	4	3	41	50	7	0	2
<b>Âge</b>				<b>Âge</b>							
18-24 ans	2	54	6	18-24 ans	4	5	45	41	10	2	-9
25-34 ans	3	39	13	25-34 ans	3	4	38	50	9	0	-1
35-44 ans	6	43	13	35-44 ans	4	6	40	49	8	-2	-3
45-59 ans	7	45	13	45-59 ans	5	5	48	43	7	-2	3
60-69 ans	8	36	9	60-69 ans	5	4	32	60	6	-3	-4
70 ans et plus	3	26	10	70 ans et plus	4	5	28	66	4	1	2
<b>Profession de l'interviewé</b>				<b>Profession de l'interviewé</b>							
Agriculteur	0	15	0	Agriculteurs	0	0	10	68	12	0	-5
Artisan, commerçant	5	33	12	Artisans, commerçants	2	10	17	74	9	-3	-16
Profession libérale, cadre supérieur	6	48	7	Professions libérales, cadres sup.	3	1	38	48	10	-3	-10



Profession				Professions							
intermédiaire	6	47	9	intermédiaires	5	3	48	42	9	-1	1
Employé	5	39	20	Employés	4	3	46	42	9	-1	7
Ouvrier	6	47	15	Ouvriers	6	14	42	49	4	0	-5
<b>Statut de l'interviewé</b>				<b>Statut de l'interviewé</b>							
Salarié du privé	5	40	11	Salariés du privé	4	6	38	50	8	-1	-2
Salarié du public	7	51	12	Salariés du public	5	3	55	36	7	-2	4
Travailleur indépendant	4	29	12	Travailleurs indépendants	1	6	14	70	14	-3	-15
Chômeur	1	47	30	Chômeurs	6	15	49	45	3	5	2
Étudiant	1	54	5	Étudiants	5	2	49	34	12	4	-5
Retraité	5	32	8	Retraités	5	5	33	61	5	0	1
<b>Dernier diplôme obtenu</b>				<b>Dernier diplôme obtenu</b>							
BEP, CAP, Certificat d'études primaires	6	37	15	Pas de diplôme	4	12	32	56	6	-2	-5
Baccalauréat	4	40	9	BEP, CAP, Certif. d'études primaires	5	9	35	57	5	1	-5
Enseignement supérieur	3	42	7	Baccalauréat Enseignement supérieur	5	1	46	43	9	2	4
					3	2	41	47	10		
<b>Niveau de revenu du foyer</b>				<b>Niveau de revenu</b>						0	0
Modeste	4	41	11	Modeste	5	6	45	45	5	1	4
Moyen	6	41	12	Moyen inférieur	5	8	43	47	6	-1	2
Élevé	3	35	9	Moyen supérieur	5	5	41	50	7	2	6
				Élevé	3	2	36	53	9		
<b>Catégorie d'agglomération</b>				<b>Catégorie d'agglomération</b>							
Rural	5	41	11	Rural	3	4	38	51	7	-2	-3
Moins de 20000 habitants	5	42	13	Moins de 20000 habitants	4	7	37	54	6	-1	-5
à 100000 habitants	3	41	17	De 20000 à 100000 habitants	6	9	39	51	5	3	-2
Plus de 100000 habitants	5	39	9	Plus de 100000 habitants	6	5	43	48	8	1	4
Agglomération parisienne	7	41	10	Agglomération parisienne	4	1	38	52	8	-3	-3
<b>Vote au 1<sup>er</sup> tour présidentielle 2002</b>				<b>Vote au 1<sup>er</sup> tour présidentielle 2007</b>							
Arlette Laguiller	9		7	Extrême gauche	11	1	79	12	4		
Olivier Besancenot	7		0	M.-G. Buffet	76	0	99	0	1		
Robert Hue	62		4	S. Royal	5	0	92	4	2		
Lionel Jospin	5		2	D. Voynet	9	0	76	5	3		
Noël Mamère	3		4	F. Nihous	0	0	15	49	12		
J.-P? Chevènement	3		0	F. Bayrou	1	1	28	34	35		
Jean Saint-Josse	8		0	N. Sarkozy	0	3	2	94	2		
François Bayrou	0		2	P. de Villiers	0	12	4	88	0		
Alain Madelin	0		0	J.-M. Le Pen	3	68	5	90	1		
Jacques Chirac	1		1								
Jean-Marie Le Pen	1		69								
Bruno Mégrét	0		34								

Les évolutions des élections législatives ne contredisent pas celles de la présidentielle. La gauche résiste plutôt bien chez les femmes, les personnes âgées, les employés, les salariés du public et les formations supérieures, dans les villes de plus de 100000 habitants. Elle recule fortement dans l'électorat masculin, chez les jeunes, les cadres, les ouvriers et les niveaux de formation modeste, dans les villes moyennes et en région parisienne.

#### LE PARTI COMMUNISTE

##### Synthèse : répartition des circonscriptions par niveau d'influence du PCF

	1997	2002	2007
Moins de 2 %	7	94	113
De 2 % à 5 %	75	251	288
Plus de 5 %	473	140	145
dont : de 5 % à 10 %	275	74	86
dont : plus de 10 %	198	66	59
dont : plus de 20 %	60	32	23

La part des circonscriptions où le PCF se situe à un niveau de marginalisation forte (moins de 2 %) est passée de 7 en 1997 à 94 en 2002 et à 113 en 2007.



l'evoluzione depennamentale du volo communautaire depuis 1945

	1945-46	1946-49	1949-50	1950-51	1951-52	1952-53	1953-54	1954-55	1955-56	1956-57	1957-58
<b>Vol</b>	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>1945-46</b>											
<b>1946-49</b>											
<b>1949-50</b>											
<b>1950-51</b>											
<b>1951-52</b>											
<b>1952-53</b>											
<b>1953-54</b>											
<b>1954-55</b>											
<b>1955-56</b>											
<b>1956-57</b>											
<b>1957-58</b>											
<b>Total des vols</b>	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>des premiers</b>	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Rest des</b>	3	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>des premiers</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100











En sens inverse, le nombre des circonscriptions où le PCF est au-dessus des 5 % est passé de 473 en 1997 à 145 dix ans plus tard.

Dans cet ensemble supérieur à 5 %, le nombre des circonscriptions où le PCF est au-dessus des 20 % (et donc peut postuler au second tour et à peser activement sur l'espace politique local) est passé de 60 en 1997 à 32 en 2002 et à 23 en 2007.

#### Synthèse : évolution des scores du PCF

Par rapport à 2002, le PCF recule dans 284 circonscriptions et reste stable ou progresse dans 204 (il n'était pas présent dans une soixantaine de circonscriptions en 2002).

– Dans 12 circonscriptions, il recule de plus de 10 % et dans une il progresse de plus de 10 %.

– Dans 8 circonscriptions, il progresse de plus de 5 % et dans 25 il recule de plus de 5 %.

Depuis 1997, le PCF a perdu la moitié au moins de son potentiel électoral dans 400 circonscriptions. Il ne reste stable ou progresse que dans 13 circonscriptions. Au total, la tendance continue au déclin a été contenue dans ces élections législatives. Mais elle n'a pas été interrompue et l'écart se creuse même entre les zones d'implantation restée forte et la très grande majorité des circonscriptions où l'influence communiste est devenue marginale. Ainsi, la dénationalisation du vote communiste est confirmée par la séquence électorale de 2007.

Depuis 1924, l'allure générale de la carte du vote communiste n'a pas changé : c'est pour l'essentiel celle... du mouvement révolutionnaire en 1793-1794<sup>2</sup>. La propension au vote communiste est plus forte dans la France du Nord, de la frontière belge à la Région parisienne, dans la France du Centre, du Berry à l'Agenais et dans le Midi, notamment méditerranéen et rhodanien. En ce sens, la hiérarchie du vote est restée à peu près la même. Dans les années 1980, les vieux « bastions » industriels et urbains

avaient fléchi sérieusement, au profit des départements plus marqués par la ruralité du Centre ou du Sud-Ouest. En 2007, la Seine-Saint-Denis a retrouvé sa première place, devant l'Allier et le Cher. Ce qui a changé, au fond, ce n'est pas l'allure de la carte mais ses couleurs. L'affaiblissement généralisé du vote communiste affecte d'ores et déjà son caractère de parti nationalement implanté. En 1978, aucun département français ne se situait au-dessous des 5 % ; ils sont 69 dans ce cas en 2007. En sens inverse, aucun département ne dépasse en 2007 le seuil des 15 %, alors qu'ils étaient 72 en 1978 (et 25 au-dessus de 20 %). En 1946, le PCF fait un tiers de ses voix dans dix départements et moins de 50 % dans les vingt premiers. En 2007, il fait 40 % de ses voix dans dix départements et plus de 56 % dans vingt d'entre eux.

L'affaiblissement est généralisé. Depuis 1997, le PC a perdu la moitié environ de son potentiel électoral législatif. La perte est supérieure à la moyenne dans 62 départements et dépasse même les deux tiers dans 27 d'entre eux. En règle générale, il s'agit des départements de moindre densité du vote communiste, ce qui accentue la fragilisation territoriale de l'assise communiste en amorçant sa lente dénationalisation. ●

1. Cet article reprend en partie l'analyse de Roger Martelli publiée dans *Regards*, n° 41-42, juillet 2007.

2. Roger Martelli, *Le Rouge et le Bleu. Essai sur le communisme dans l'histoire française*, Paris, 1995.



# L'ÉCOLOGIE POLITIQUE, AVENIR DE LA GAUCHE

JEAN ZIN\*

On peut analyser de différentes façons l'effondrement des Verts à la dernière élection présidentielle : par leurs défauts internes ou les défauts de l'élection, par la faute à Hulot, à Bové, au PS, aux médias... Certes, tout cela a pu jouer, mais il faut surtout rapprocher cet effondrement de deux autres faits. D'une part, il ne faut pas faire comme si la *marginalisation* des Verts n'était pas celle de toute la gauche (l'extrême gauche, bien sûr, mais jusqu'au PS, puisque les valeurs de gauche y étaient marginalisées aussi!), d'autre part, cette « décrédibilisation » du parti écologiste se produit paradoxalement au moment même où les problèmes écologiques commencent à être pris au sérieux par la société tout entière, y compris par les partis de droite...

La gauche ne peut se tenir à l'écart de cette prise de conscience écologique, et c'est sans doute l'un des enjeux principaux d'une refondation de la gauche d'arriver non seulement à prendre en compte ces questions écologiques, mais à se reconstruire autour d'une véritable écologie politique, qui n'est pas autre chose que la continuation du socialisme par d'autres moyens. En effet, si l'écologie politique constitue bien une nouvelle façon de faire société, avec de nouveaux biens communs, le sentiment d'une communauté de destin et d'une responsabilité collective, cette solidarité sociale renforcée ne signifie aucunement qu'il faudrait nier pour autant la division de la société et la nécessaire résistance des dominés. Au contraire, c'est une base solide pour exiger avec plus de force encore la réduction des inégalités, pour ce qui serait une véritable *écologie de gauche* mais qui aura besoin d'être défendue par toute la gauche, pas seulement par l'une de ses composantes. La gauche y trouverait sans aucun doute un nouveau souffle pour reprendre l'offensive,

une nouvelle légitimité qui pourrait rassembler le mouvement social sur un objectif à long terme. Pour le dire simplement : l'écologie politique, c'est l'avenir de la gauche ! En effet, la leçon que l'on doit tirer de notre situation historique, c'est qu'il y a une double impasse : celle d'une écologie réduite à un parti groupusculaire, mais tout autant celle d'une gauche tournée vers le passé et sans projet, éclatée en petites chapelles sur le marché des idéologies et confinée à des stratégies purement défensives.

**UNE ÉCOLOGIE DE GAUCHE** Le contraste entre la popularité de Nicolas Hulot et le score des Verts a valeur de démonstration du fait que les menaces écologiques sont reconnues désormais par une large partie de l'électorat sans pour autant que les Verts apparaissent capables d'y répondre en quoi que ce soit ! Il ne faut pas y voir la preuve du caractère apolitique de l'écologie (le fameux ni-ni, « ni de droite ni de gauche ») ; il y a bien une écologie de droite comme il y a une écologie de gauche ! C'est juste la preuve que les Verts ne sont pas à la hauteur mais surtout que l'écologie n'appartient pas aux écologistes patentés et qu'elle est devenue incontournable, s'imposant à tous désormais comme notre réalité collective, la crise climatique matérialisant notre existence comme totalité planétaire et l'effet en retour de nos comportements collectifs. Il ne faut pas croire que ce sont les écologistes qui sont à l'origine de la sensibilité aux questions écologiques, ni qu'il ne s'agit que d'effets de mode ; ce sont les faits eux-mêmes dans ce qu'ils ont de plus *matériel* qui mettent la préoccupation écologique au centre de la vie publique. Il ne s'agit pas d'idéologie, même si l'idéologie vient s'y greffer ensuite. L'écologie n'est pas une « valeur », comme une préférence pour la nature, par exemple. L'écologie n'est pas un sentiment, c'est une prise de conscience, c'est assumer la responsabilité de l'effet de nos actions. Ce n'est pas non plus la nostalgie d'un passé originel, mais, tout au contraire, une projection dans l'avenir et l'engagement dans un

\* Philosophe. Dernier ouvrage paru : *L'Écologie politique à l'ère de l'information*, Éditions Ère, 2006.



projet commun. Encore faut-il savoir lequel, ce qui devrait être l'objet du débat politique entre droite et gauche, si la gauche n'avait perdu tous ses repères historiques! En tout cas, il y a une chose qui apparaît de plus en plus clairement, c'est qu'on n'a pas vraiment le choix, puisque, ce qui est en cause, c'est la préservation de nos conditions vitales, la préservation collective de notre existence collective!

Au-delà de Nicolas Hulot, la récupération actuelle de l'environnementalisme par le gouvernement pourrait laisser penser que l'écologie est passée à *droite* et, du coup, l'accuser d'être un « truc de riches ». C'est ce dont rêve la droite, sans aucun doute, dans l'illusion que le « capitalisme vert » pourrait intégrer la contrainte écologique et même relancer l'économie et la croissance, quand ce ne sont pas les tenants du libéralisme qui prétendent que le marché est un écosystème qui réglera tout à merveille tout seul! Il y a effectivement un certain nombre de mesures urgentes qui peuvent être prises rapidement pour réduire les ravages du productivisme, sans nuire à la croissance dans un premier temps, mais la contradiction ne tardera pas à se faire sentir entre la logique du profit et la préservation des équilibres écologiques ou sociaux. La prise en compte de l'écologie, c'est-à-dire de l'ensemble du hors-travail et du non-économique, condamne à plus ou moins long terme le capitalisme et porte la nécessité d'un retour du politique dans l'économie mais aussi de sa relocalisation. La crise écologique est un élément supplémentaire de la critique du capitalisme productiviste, du libéralisme irresponsable et de la mondialisation marchande, c'est même « le plus grand et le plus large échec du marché jamais vu jusqu'à présent » selon le rapport Stern qui ne fait pourtant que proposer des mécanismes de marché pour y répondre! Certes, on ne pourra se passer d'écotaxes, non pas tant pour internaliser les coûts que pour réduire le gaspillage et préserver les ressources rares, mais elles ne constituent pas du tout une véritable solution pour autant et pèsent surtout sur les plus pauvres. C'est une façon de réserver le droit de polluer aux riches. Pas étonnant que ce soit la voie défendue par la droite. Pour la gauche, si des écotaxes sont inévitables, elles ne peuvent être acceptables sans contreparties ni alternatives.

L'écologie ne se réduit pas à l'environnementalisme, comme on le croit trop souvent, qui se contente de corriger les effets les plus voyants du système. Au contraire, elle doit remonter aux causes et donc « remettre en cause » le système, ce que, bien entendu, la droite ploutocratique évitera de faire, derrière toute sa phraséologie. Il n'y aura de véritable écologie transformatrice que soutenue par la *gauche* et par les couches

populaires. C'est pourquoi, si l'écologie est bien l'affaire de tous, c'est surtout celle de la gauche, qui peut lui donner toute sa dimension, en tout cas la plus favorable au plus grand nombre, ouvrant la voie à une transformation sociale émancipatrice, à de nouvelles solidarités et à la construction d'un avenir commun où la gauche pourrait retrouver toutes ses valeurs. Assumer ce rôle historique en adoptant ces nouvelles perspectives serait aussi l'occasion pour la gauche de tirer toutes les leçons de ses échecs passés et de ne plus en rester aux idéologies dépassées du siècle dernier, du productivisme industriel à la centralisation du pouvoir. Cela devrait être l'occasion enfin de se tourner vers l'avenir et l'économie de l'immatériel.

Le discours écologiste que la gauche doit reprendre à son compte n'est pas forcément ce que l'on présente habituellement comme le discours « écolo ». Rien à voir, bien sûr, avec l'opposition irrationnelle aux chasseurs, par exemple! Répétons-le, l'écologie n'appartient pas aux écolos! Il existe toute une tradition *écologiste* qui se situe non seulement à gauche, mais dans le sillage du marxisme tout en marquant nettement ses points de rupture, de Jacques Ellul à André Gorz. Contrairement aux idées reçues, il faut souligner à quel point les analyses de Marx ont été déterminantes dès les origines de l'écologie (le capitalisme comme productivisme, l'aliénation de la marchandise, l'abolition du salariat). L'écologie politique ne se réduit pas au rejet du marxisme, comme certains écologistes ont pu le croire, elle en reprend plutôt le flambeau! Une écologie de gauche ne peut qu'être révolutionnaire, engagée dans la construction d'une alternative au capitalisme ainsi qu'au salariat productiviste, même si elle devra prêter une attention plus grande au qualitatif, aux spécificités locales ainsi qu'aux effets à long terme de nos actions. Il y a continuité autant que rupture, car, si l'écologie vise l'épanouissement de l'individu dans son milieu naturel et social, il lui faut pour cela « changer de révolution », et notamment « penser global, agir local », comme disait Jacques Ellul.

**LA RÉVOLUTION ÉCOLOGISTE** Les Verts ont beau s'être rangés depuis plus de dix ans du côté de la gauche plurielle, ils n'avaient rien de révolutionnaire jusqu'à présent. Il était même très mal vu d'oser parler d'écologie révolutionnaire dans leurs rangs, je peux en témoigner. Les choses ont bien changé depuis, car la reprise des thèmes environnementaux par les autres partis a montré qu'il n'y avait pas de place pour un parti écologiste réformiste, ce qui les a poussés à *radicaliser* leur discours, appelant à une « révolution écologiste » mais qui sonnait un peu faux, il faut bien le dire! Les Verts, qui croyaient avoir l'exclusivité de l'écologie, ont dû



comprendre, mais un peu tard, qu'un parti écologiste ne se justifiait qu'à la condition de défendre un véritable projet écologiste et, donc, effectivement, une révolution écologiste, mais il ne suffit pas de le dire... Si c'est toute la gauche qui doit devenir écologiste, n'est-ce pas l'existence même d'un parti écologiste qui est remise en cause? La disparition des Verts, ou plutôt leur éclatement dans différentes familles politiques d'un grand mouvement de gauche, n'est pas exclue. Ce n'est cependant pas le scénario le plus probable, ni le plus souhaitable d'ailleurs. Quel pourrait être le rôle d'un parti écologiste dans une gauche écologiste? On peut penser qu'il pourrait servir utilement d'*avant-garde*, d'expression politique et de coordination des différents mouvements écologistes, à condition de ne pas se réduire à un simple parti d'élus à la remorque du PS, comme c'est le cas maintenant, et d'expérimenter en son sein les solutions qu'il propose à la société tout entière. L'intérêt d'un parti écologiste devrait être, en effet, non seulement de proposer des alternatives, mais de les mettre en pratique. Inutile de préciser qu'on en est loin! Une question cruciale est trop souvent négligée, celle de notre rationalité limitée et donc de la nécessité du principe de précaution et de la construction de l'intelligence collective, ce qu'on peut appeler une démocratie cognitive (non pas une « démocratie populaire » formellement « majoritaire » et qui pourrait décider soi-disant de tout au nom d'une prétendue « volonté générale », encore moins une démocratie des experts plus ou moins indifférents au sort des citoyens, mais une démocratie des gens, des minorités, des droits de l'homme, du respect et de la qualité de la vie). C'est ce que les Verts pourraient tenter d'initier en articulant mouvement écologiste et parti. En tout cas, une refondation des Verts est inévitable et ne pourra se faire que sur un projet concret d'alternative, question qui concerne toute la gauche cette fois.

Il ne s'agit pas de faire n'importe quoi. Une *alternative* effective doit répondre aux contraintes écologiques ainsi qu'aux aspirations sociales, mais tout autant aux exigences de l'ère de l'information qui s'ouvre devant nous. Or, il n'y a pas mille façons de prendre en compte à la fois l'écologie, avec la relocalisation des échanges, et l'économie de la connaissance, avec le développement humain. Il ne s'agit pas de prétendre tout réinventer comme si ces questions n'avaient pas été abondamment discutées depuis longtemps, mais on peut s'étonner quand même du nombre restreint d'alternatives écologistes effectives. J'en ai dénombré quatre principales (productivisme durable, productivisme bridé, décroissance, production alternative<sup>1</sup>) avec une mesure phare dans chaque cas : écotaxes, RTT, relocalisation, revenu garanti. La première, trop libé-

rale, ne peut faire plus que limiter les dégâts, c'est l'écologie de droite, pas vraiment alternative. Les partisans de la réduction du temps de travail et des consommations se heurtent rapidement aussi au productivisme du système qu'ils voudraient seulement réduire, sans offrir d'alternative au capitalisme salarial. La décroissance est un mot d'ordre utile, derrière lequel il y a toutes sortes d'utopies un peu trop volontaristes, moralisantes ou pires, mais qui insistent avec raison au moins sur la relocalisation de l'économie. Leur faiblesse, au-delà de l'utopie un peu floue, est de ne pas intégrer du tout la révolution informationnelle. La dernière alternative est la seule qui tienne compte des transformations du travail à l'ère de l'information à travers la revendication d'un revenu garanti. Il n'est pas possible d'attendre du marché qu'il règle magiquement nos problèmes, ça ne l'est pas davantage de déterminer les besoins sociaux à l'ère de l'information et du travail immatériel, où l'autonomie de l'individu devient si essentielle. C'est pourquoi il faut prendre la question au niveau du travailleur et de son autonomie plus que des besoins sociaux. Cette alternative, qui me semble la seule vraiment sérieuse (bien qu'elle ne soit pas suffisamment prise au sérieux!), a été dessinée dans ses grandes lignes par André Gorz<sup>2</sup>, qui vient tout juste de nous quitter. Précurseur de l'écologie politique dans l'après Mai 68, d'une écologie politique de gauche et anticapitaliste, héritière du marxisme et attentive aux conditions de travail, il sera toujours resté fidèle à la classe ouvrière malgré ses « adieux au prolétariat » un peu prématurés. C'est surtout dans *Misères du présent, richesse du possible* (1997) qu'il définira précisément les termes de l'alternative écologiste à l'ère de l'immatériel, rejoignant les propositions les plus innovantes de Jacques Robin et de *Transversales* pour une économie plurielle : revenu garanti, coopératives et monnaies locales<sup>3</sup>. Il ne fait pas de doute que ces propositions, qu'il faudrait détailler un peu plus, ne paraissent pas assez crédibles, bien trop différentes des revendications habituelles du mouvement social. Ce ne sont pourtant ni des propositions utopiques issues d'imagination un peu trop fertiles, ni des résurgences proudhoniennes : ce sont des pratiques effectives, les enjeux du moment, ainsi que les conditions d'une économie plus immatérielle et moins productiviste. Si étonnant que cela puisse paraître, c'est à la fois ce qui est possible et ce qui est nécessaire.

Il y a d'abord le *revenu garanti*, défendu par bien d'autres comme Toni Negri ou Yann Moulier-Boutang, mais qui reste difficile à admettre. C'est presque en contrebande qu'il existe à travers de nombreuses luttes éclatées (retraités, chômeurs, travailleurs pauvres, précaires, intermittents du spectacle, rmistes, salaire

étudiant, handicapés, etc.) et dans de nombreux pays (le Brésil en a le projet au moins). Comme tout le monde, André Gorz a d'abord été choqué par cette idée, folle dans l'ancien monde, d'un revenu sans contrepartie, idée folle sans aucun doute mais qui s'impose désormais pour assurer non pas seulement une véritable « sécurité sociale », mais bien donner les moyens d'un « développement humain » de plus en plus central. Le revenu garanti unifiant toutes ces luttes non seulement créerait de nouvelles solidarités mais inverserait le rapport de force en donnant les moyens de changer le travail et de sortir du salariat productiviste au profit du travail autonome et de la relocalisation de l'économie.

Il ne faut pas croire que le revenu garanti serait destiné à ne rien faire, il est destiné à assurer une continuité de revenu et surtout à donner les moyens de valoriser ses compétences et d'assurer une *production alternative* au système marchand, ce pourquoi il faut des structures collectives destinées à faciliter le travail autonome et le rendre accessible à tous, avec toutes les protections sociales mais très loin d'un travail de fonctionnaire. C'est ce que j'ai appelé, en m'inspirant de Bookchin, des coopératives municipales<sup>4</sup>, destinées aussi à dynamiser les échanges locaux, un peu comme les systèmes d'échanges locaux (SEL).

Il s'agit en fait de prendre la question à l'envers de la planification socialiste, en partant du travailleur lui-même et non de la consommation ou des besoins sociaux, pour essayer de passer du travail forcé au *travail choisi*, de favoriser la créativité, la formation, le travail autonome en lui procurant toutes les protections sociales, de s'occuper enfin de « changer le travail pour changer la vie<sup>5</sup> » et ne plus perdre sa vie à la gagner! À condition d'avoir les institutions qui le permettent, cette écologie du travail pourrait offrir une alternative au salariat productiviste et constituer une véritable libération des nouvelles forces productives immatérielles en même temps que l'accès à un travail plus épanouissant pour tous. Cela constituerait, on en conviendra, un progrès indéniable de la qualité de la vie! Partir des hommes eux-mêmes et de leur vie quotidienne permet de retrouver concrètement les questions écologiques liées à leur milieu. C'est ainsi que le travail autonome se révèle indissociable d'une relocalisation de l'économie au profit des échanges de proximité, constituant bien la base d'un véritable système de production alternatif, plus écologique et adapté à notre époque.

Ce sont les monnaies locales qui sont les meilleurs instruments d'une relocalisation de l'économie. La réappropriation politique de la monnaie, au niveau local, permet une nouvelle forme d'économie publique ter-

ritorialisée. Non seulement ce n'est pas impossible, mais la monnaie solidaire<sup>6</sup> (SOL) est opérationnelle depuis peu et peut être utilisée dès maintenant! Cette importance donnée au *local* est sans doute l'une des plus grandes ruptures avec la gauche traditionnelle, mais qui a déjà été amorcée par l'altermondialisme avec la poursuite de changements globaux fondés sur des alternatives locales. L'écologie politique se caractérise par le souci du réel le plus concret, la nécessité de dynamiser les échanges locaux et de raccourcir les circuits de distribution, ce qui va de pair avec une revivification de la démocratie locale et de la « commune ». C'est un renversement de perspective, là aussi, qui ne va pas de soi jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que c'est uniquement par le local qu'on pourra développer le local. C'est à partir du local qu'on pourra équilibrer la globalisation, c'est enfin à partir du local qu'on peut agir sans attendre et construire dès à présent des alternatives locales à la mondialisation marchande. Cela n'exclut pas un mouvement plus ample dans lequel ces alternatives s'inscrivent et qui leur donne sens, mais cette fois selon un processus qui part de la base (*bottom-up*) et non pas imposé d'en haut (*top-down*). Il ne s'agit pas du tout d'utopie, mais bien de ce qui est faisable ici et maintenant. Non seulement de ce qui est faisable, mais ce qu'il faut absolument faire! Ainsi, même si c'est hautement improbable, les prochaines municipales pourraient tout à fait être l'occasion pour les écologistes, voire pour toute la gauche, de commencer la révolution par les communes...

**L'AVENIR DE LA GAUCHE (RETOUR VERS LE FUTUR)** Pour une large part, la victoire de la droite n'est due qu'à la faiblesse de la gauche, à son absence d'alternative plus que de mobilisation. Si la gauche retrouvait une légitimité dans l'opinion, si elle avançait des propositions crédibles, rien ne lui résisterait. En attendant, elle donne le spectacle de la plus grande division sans pouvoir renouveler son discours ni s'opposer au pire. Il est certes très important de parler de refondation de la gauche, mais la recomposition n'est pas une affaire d'appareils comme on feint de le croire, c'est bien plus une recomposition *théorique*, une refondation idéologique, une confrontation avec les bouleversements de notre temps et la reconstruction d'un projet collectif. Il ne suffira pas d'un accord au sommet ni d'alliances de circonstance, il faut tout repenser. On peut même dire que c'est parce qu'il faut bousculer nos représentations et nos habitudes de pensée que la tâche est si désespérée. L'idéologie a une fonction d'inertie considérable, même si tout peut s'accélérer sous la pression des événements.

En fait de refondation de la gauche, il semble que, la plupart du temps, cela ne signifie guère plus que tout



garder (revenir aux fondamentaux, à la pureté du dogme) ou tout perdre (renoncer aux principes, passer à l'ennemi) alors qu'il faudrait apprendre à penser *autrement* dans un monde qui se transforme de façon accélérée. Nous sommes désormais responsables de l'ensemble de son devenir, du climat planétaire et de la biosphère, dans un monde limité où les ressources ne sont pas inépuisables et où nous devons apprendre à vivre ensemble, en préservant notre avenir ou plutôt en le construisant collectivement. Il semble impossible à l'écologie politique de ne pas se ranger du côté de l'alternative et de l'anticapitalisme, mais cela n'a aucun sens si ce n'est pas la gauche tout entière qui s'en empare. Le destin de l'écologie politique ne peut être séparé des autres forces transformatrices, car si elle a bien vocation à devenir toute la gauche, cela veut surtout dire que c'est toute la gauche qui doit intégrer cette dimension écologique et se tourner à nouveau vers le futur au lieu de rester vainement accrochée au passé...

Non seulement il faut tout repenser à partir de la question écologique mais c'est la *production* aussi qui doit être complètement repensée à l'ère du numérique, de l'automatisation et du travail immatériel. L'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain correspond effectivement à de grands bouleversements dans l'organisation productive, bouleversements qui commencent à peine et devraient se traduire notamment par une indispensable relocalisation de l'économie afin d'équilibrer la globalisation marchande et par l'exigence d'un travail choisi et le souci de la qualité de la vie. On comprend que ces bouleversements idéologiques soient bien difficiles à digérer, mais ils ne sont qu'une conséquence de transformations matérielles déjà effectives et de la nécessité de nouveaux rapports de production plus adaptés aux nouvelles forces productives. L'admettre serait la condition pour ne pas en rester aux revendications traditionnelles trop en décalage avec la réalité actuelle. Il ne suffira pas d'y ajouter un peu d'écologie, ce qu'il faudra, c'est bien changer complètement de point de vue!

Les difficultés pour dépasser les anciennes idéologies et les organisations actuelles semblent plus qu'insurmontables. Les changements de culture, de perspectives et d'organisations sont trop importants. Inutile, en tout cas, d'attendre de tels changements d'accords au sommet. Par contre, c'est peut-être au niveau des *alliances locales* qu'une reconstruction pourrait se révéler possible, c'est à ce niveau que la confrontation avec la réalité peut convaincre les militants de différentes origines de la justesse de propositions et des possibilités concrètes d'alternative, ici et maintenant, dans le cadre du capitalisme mondialisé et malgré les

contraintes européennes. Peu importe, au fond, que tout cela ne paraisse guère convaincant pour l'instant, car il ne s'agit pas d'un débat théorique mais d'une confrontation au réel et de possibilités pratiques à expérimenter. Dans le désastre actuel, on ne peut que se détourner d'un pouvoir central dont on ne peut rien attendre de bon et se replier sur le local. Pour cela, il faudrait du moins arriver à se regrouper localement, à l'occasion des prochaines municipales, par exemple, essayer de refaire communauté et réapprendre à vivre ensemble avec nos différences, un retour de la commune et de la fédération plutôt que des partis... ●

1. Cf. <http://jeanzin.fr/ecorevo/politic/alternat.htm>
2. Cf. <http://jeanzin.fr/index.php?2007/10/08/115-andre-gorz-la-riche-esse-du-possible>
3. Cf. <http://jeanzin.fr/index.php?2006/10/18/68-revenu-garanti-cooperatives-municipales-et-monnaies-locales>
4. Cf. <http://jeanzin.fr/index.php?2003/11/04/10-la-cooperative-municipale>
5. Cf. <http://jeanzin.fr/index.php?2007/03/21/81-changer-le-travail-changer-la-vie>
6. Cf. <http://jeanzin.fr/index.php?2007/05/24/94-les-monnaies-locales-un-outil-pour-la-relocalisation-de-l-economie>



# DEUX MILLE SEPT : ET APRÈS ?

CHRISTOPHE BOURSEILLER\*

Annus horribilis? Observant les décompositions et recompositions à gauche de la gauche, nombre d'observateurs expriment leur découragement. Ambitions personnelles, rivalités paroxysmiques, luttes de tendances et authentiques débats d'idées s'entremêlent, en un tableau peu folichon. Inutile de barguigner : le pronostic vital est engagé. La gauche radicale se trouve confrontée à une crise grave, qui pose la question même de son existence. Il en va de son identité, de ses fondamentaux, de sa présence dans la société française. Comment en est-on arrivé à ce point de non-retour?

**LE BROUILLAGE DES CARTES** Trente ans plus tôt, tout paraît simple. La gauche modérée s'incarne principalement dans le PCF et le PS. Le PCF n'endosse plus le marxisme-léninisme que de manière incantatoire. Ayant abandonné la dictature du prolétariat, il se réclame plus largement d'une tradition républicaine et démocratique. À sa gauche, on voit fleurir une mosaïque de petits courants et de groupuscules. La coupure avec le PC est nette et précise. D'un côté, un grand parti modéré, privilégiant la stratégie électorale; de l'autre, des mouvements spécifiquement révolutionnaires. C'est le recours à la violence qui délimite la frontière. Pour les trotskistes ou les maoïstes des années 1970, il n'est d'autre voie que la révolution. *Le pouvoir n'est qu'au bout du fusil.*

La chute du mur de Berlin et la dislocation de l'Union soviétique modifient drastiquement la donne. Les partis communistes voient leur audience décroître. Le « socialisme réel » n'a-t-il pas fait faillite? Les organisations d'extrême gauche profitent momentanément de cette défaillance et remportent des succès substantiels.

\* Acteur, journaliste et écrivain. Derniers ouvrages parus : *Extrêmes Gauches, la tentation de la réforme*, Éditions Textuel, 2006; *L'Aventure moderne*, Flammarion, 2006; *Carlos Castaneda, la Vérité du mensonge*, Éditions du Rocher, 2005.

Au même moment, les PC se voient traversés par un vent démocratique. Surgissent en leur sein de manière officielle des courants jusqu'ici clandestins ou tolérés : rénovateurs fascinés par le modèle italien, militants désireux de rallier à terme le PS, néostalinien nostalgiques de l'empire déchu, staliniens purs et durs, nationaux-communistes lorgnant vers le gaullisme, trotskistes de diverses obédiences, sympathisants de l'altermondialisme...

L'implosion modifie la cartographie. La frontière séparant la gauche modérée de l'extrémisme trace désormais une plaie douloureuse au sein même du PCF. Les bordures deviennent incertaines. On évoque aujourd'hui simultanément une « extrême gauche » et une « gauche de la gauche ». Ici, les mouvements qui se réclament historiquement d'une opposition de gauche au PC; là, ceux et celles qui prétendent revenir aux invariants de leurs partis respectifs. La « gauche rouge » n'a certes pas disparu du paysage. L'extrême gauche, dans sa diversité, n'a jamais considéré l'élection comme un sas vers le pouvoir, mais plutôt comme une tribune permettant d'accéder à la télévision et aux deniers publics. Les organisations révolutionnaires privilégient le terrain, la lutte à la base ou dans les syndicats. Dans les années 1960, le PCF reprochait à l'extrême gauche de n'être composée que d'étudiants petits-bourgeois. La situation s'est fortement modifiée. Le gauchisme a vieilli; il s'est aussi prolétarisé. Il est vrai qu'il compte aujourd'hui dans ses rangs un nombre croissant de transfuges du PC. Si la gauche révolutionnaire est donc loin d'avoir disparu, si elle dispose encore d'une marge de manœuvre, si elle se révèle capable de mobiliser des foules, elle n'en demeure pas moins en plein désarroi.

**LE COMMUNISME INCERTAIN** Car la crise identitaire qui traverse le PCF n'épargne aucunement sa gauche critique. C'est l'ensemble du mouvement communiste qui se voit aujourd'hui remis en cause. La perspective du Grand Soir et du Matin Rouge ne va plus de soi.





L'avenir est dynamité par le doute. Le communisme fait l'objet d'une interrogation radicale. Doit-on faire table rase d'une idéologie qui a fait faillite? Peut-on rénover le corpus? Ou faut-il inventer autre chose, mais alors quoi?

Dans ce débat crucial et délicat, l'extrême gauche a justement son mot à dire. N'a-t-elle pas tenté pendant des années de démocratiser le PCF, de le rénover, de le faire évoluer, de le déstaliniser en gommant ses réflexes détestables? En quoi les courants « gauchistes » pourraient-ils contribuer à une refondation théorique? Pour le bien comprendre, il nous faut procéder à un rapide tour d'horizon des extrêmes gauches.

Deux continents se dessinent d'emblée. Le courant *léniniste*, dans sa diversité, endosse l'héritage de la révolution d'Octobre 1917 et de l'Union soviétique. Face à lui, une sensibilité *non autoritaire* tient la révolution d'Octobre pour un coup de force bourgeois.

Examinons d'abord le continent léniniste. En France, la sensibilité la plus influente à gauche du PCF est le trotskisme. Ce courant présente historiquement un double visage. Il est profondément attaché à la démocratie prolétarienne et dénonce le totalitarisme, tout en se posant comme le seul et unique héritier véritable de la révolution russe. Il s'incarne dans une vingtaine d'organisations. Trois d'entre elles dominent cependant le petit paysage.

La plus puissante en termes d'adhérents est l'Union communiste. Il s'agit d'un groupe très ancien, puisqu'il a été fondé par David Korner, alias Barta, en 1939. L'Union communiste possède un style particulier. Ce groupe pratique l'action à la base et privilégie un enracinement sociologique dans la classe ouvrière. On est ici face à des professionnels de la révolution qui refusent de se gargariser de slogans, mais poursuivent inlassablement leur travail de fourmi. On a parfois accusé l'Union communiste d'être sectaire. Il est vrai que ce mouvement conseille à ses adhérents de ne pas faire d'enfants pour se consacrer pleinement aux tâches révolutionnaires. L'Union communiste s'est développée pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle a dû faire face à deux adversaires : les nazis et les staliens. Elle a tiré de cette période noire un goût prononcé pour la clandestinité. Ce groupe n'intervient qu'à travers son journal. Il était connu dans les années 1940 comme le groupe Lutte de classe. Plus tard, dans les années 1960, on connaissait *Voix ouvrière*. Aujourd'hui encore, l'Union communiste apparaît dans l'opinion sous le nom de Lutte ouvrière (LO). Lors des élections municipales de 2001, LO a présenté cent vingt-trois listes, soit près de six mille candidats. On peut sur cette base estimer le volant des militants à environ huit mille personnes. Rappelons qu'à l'élec-

tion présidentielle de 2002, Arlette Laguiller a obtenu 5,72 % des suffrages, sans toutefois que les consultations ultérieures viennent confirmer ce score.

La Ligue communiste révolutionnaire apparaît sous un tout autre visage. Il s'agit officiellement de la section française de la Quatrième Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste fondé par Trotski en 1938 dans l'espoir quelque peu vain de contrer l'Internationale communiste. Le groupe s'inscrit dans l'histoire chaotique de l'Internationale. Il provient toutefois en ligne directe de la grande scission de 1952. Que se passe-t-il en 1952? La guerre froide fait rage et le stalinisme domine le mouvement communiste. Dans un tel contexte, le principal dirigeant de la Quatrième Internationale, Michel Raptis, alias Pablo, propose un changement de stratégie. Il est temps de *dépasser le trotskisme* et d'entrer dans les partis communistes pour essayer de les gauchir de l'intérieur. Les temps ont changé, plaide-t-il. Il faut adapter la doctrine aux temps nouveaux. La ligne pabliste provoque un éclatement de la Quatrième Internationale. Les ancêtres de la LCR appliquent la ligne de Pablo et rejoignent pour la plupart le PCF ou l'Union des étudiants communistes (UEC). Depuis lors, la section française de la Quatrième Internationale maintient un regard *moderniste*. Il ne s'agit pas tant de préserver l'idéal trotskiste que de l'adapter à un monde en perpétuelle mutation. C'est pourquoi la LCR connaît un processus de *révolution culturelle permanente*, qui s'est récemment traduit par la remise en cause du dogme de la dictature du prolétariat et par la prise en compte de l'héritage libertaire. À la différence de l'Union communiste, qui fonctionne selon le principe du centralisme démocratique, la LCR autorise les tendances. On voit ainsi cohabiter des militants proches de certains groupes anglais et qui soutiennent les femmes musulmanes voilées, des libertaires qui veulent en finir avec toute référence léniniste, des bolcheviques invariants qui prônent l'alliance avec l'Union communiste. Cette hétérogénéité pose évidemment problème. Chaque membre de la LCR semble avoir son propre discours. De ce point de vue, la LCR des années 2000 rappelle un parti laboratoire, actif dans les années 1960, le Parti socialiste unifié. La LCR groupe environ trois mille cinq cents adhérents, dont un nombre grandissant de jeunes, attirés par la personnalité de son porte-parole Olivier Besancenot.

La troisième organisation française est sans doute la moins connue. Mais elle n'est pas la moins influente. Le Parti des travailleurs provient directement de la scission de 1952. Lorsque Pablo développe ses théories modernistes, Marcel Bleibtreu, Pierre Bousset alias Lambert, et quelques autres, se dressent contre ce





qu'ils perçoivent comme une stratégie suicidaire. Il importe, selon eux, de préserver l'identité trotskiste. Le lambertisme, qui prend véritablement son envol en 1955 après l'éviction de Bleibtreu et tire son nom du pseudonyme de son leader Lambert, consiste en un cocktail d'orthodoxie et de pragmatisme. Il s'incarne successivement dans plusieurs organisations, dont la plus célèbre est l'Organisation communiste internationaliste (OCI). Tout en s'arc-boutant sur la défense du programme trotskiste, ce courant va s'investir au fil des années dans un entrisme discret, qui lui permettra au bout du compte de constituer une sorte de réseau de pouvoir. Le lambertisme est présent dans Force ouvrière, dans une partie de la franc-maçonnerie et dans certains partis politiques. Mais quel est son objectif? En 1981, dans un discours public, Pierre Lambert martèle sa vérité : « Nous devons peser<sup>1</sup>. » Traduction : un simple groupe trotskiste ne peut espérer influencer à lui tout seul la gauche au pouvoir. On doit mettre en œuvre une stratégie plus globale. C'est l'intérêt de l'entrisme, qui permet de prendre le contrôle d'organisations de masse. En 1991, Lambert impulse le Parti des travailleurs. Il s'agit encore de *dépasser le trotskisme* dans un parti large, épaulé par les syndicats. À l'évidence, le projet lambertiste rejoint d'une certaine façon la stratégie de la LCR, même si les styles politiques sont radicalement différents. Il s'agit dans les deux cas d'aller *au-delà* d'une simple organisation trotskiste.

La grande différence entre la LCR et le PT, c'est que la LCR envisage un regroupement conduisant à une recomposition et à l'émergence progressive d'un parti des travailleurs, alors que le groupe de Pierre Lambert se considère de manière autoproclamée comme ce parti des travailleurs, réunissant sous sa houlette toutes les sensibilités de la gauche. Quoi qu'il en soit, il apparaît que le courant trotskiste est en attente d'un renouveau et qu'il s'y prépare activement.

L'extrême gauche léniniste ne s'arrête certes pas au trotskisme. Il nous faut évoquer les courants néostalinien, dont l'héritage est complexe. Joseph Staline meurt en 1953. Dans les années qui suivent, la publication du rapport Khrouchtchev et la déstalinisation provoquent l'émergence de noyaux clandestins dans les partis communistes. La plupart des nostalgiques de Staline se reconnaissent avant tout dans la nécessité d'un État fort et centralisé, garant de la dictature du prolétariat, méfiant à l'égard de la démocratie. Les stalinien estiment qu'il faut passer par l'étape du socialisme dans un seul pays. Ils se donnent enfin pour objectif de régénérer le mouvement communiste international en luttant contre le « révisionnisme » soviétique. Dès le début des années 1960, la plupart

des stalinien épousent la cause de Pékin et rallient le maoïsme naissant. Lorsque la Chine rompt officiellement avec l'Union soviétique en 1963, elle accuse les Russes d'être devenus des révisionnistes et d'avoir renié Staline. La scission maoïste est un mélange de tiers-mondisme et de stalinisme. Pendant quinze ans, on verra les stalinien cohabiter avec les tiers-mondistes dans les groupes soutenant Pékin.

La mort de Mao en 1976 bouleverse la donne. L'évolution rapide de la Chine vers un certain néocapitalisme et l'écroulement de l'Union soviétique modifient le paysage. Aujourd'hui, les ex-pro-Chinois devenus néostalinien militent au sein des partis communistes. En France, on les trouve dans les noyaux qui défendent l'orthodoxie : les communistes du Pas-de-Calais, le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF), ou l'Union des révolutionnaires communistes de France (URCF). D'autres stalinien proviennent de l'ex-courant pro-albanais. Pendant la période maoïste, la Chine reçoit l'appui d'une minuscule dictature nichée entre la Yougoslavie et la Grèce, l'Albanie d'Enver Hodja. Peu après la mort de Mao, l'Albanie rompt avec la Chine devenue « révisionniste ». Dès lors, des partis pro-albanais s'organisent. En France, un petit Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) défend les couleurs du marxisme-léninisme stalinien depuis 1979. En 1992, l'Albanie passe à l'économie de marché. L'Internationale pro-albanaise continue cependant à brandir l'étendard de la lutte antirévionniste. Avec un certain succès.

En Tunisie, la principale force d'opposition laïque au président Ben Ali est le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) de Saïd Hammadi. En Équateur, le Parti communiste marxiste léniniste (PCMLE) a mis sur pied une large coalition électorale, le Mouvement populaire démocratique, qui a vu l'un de ses dirigeants, Edgar Isch, devenir ministre de l'Environnement. Il ne faut pas oublier le Parti communiste de Colombie qui, avec son Armée de libération populaire, concurrence les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC). À côté des pro-albanais, il existe des maoïstes qui continuent à se réclamer du *Petit Livre rouge*. En France, le courant proprement maoïste est devenu groupusculaire et s'incarne principalement dans l'Organisation communiste marxiste léniniste Voie prolétarienne et dans le Parti communiste de France (maoïste). Le mouvement maoïste est pourtant loin d'avoir disparu. Il est notamment coordonné au niveau mondial par le Mouvement révolutionnaire internationaliste.

Certaines organisations se distinguent par leur recours à la lutte armée. C'est le cas du Parti communiste du Pérou (Sentier Lumineux). La guerre populaire pro-



longée au Pérou a fait vingt-quatre mille morts. C'est le cas aussi du Parti communiste du Népal (maoïste), qui a signé un armistice avec le pouvoir en 2006. C'est le cas encore du Parti communiste d'Inde (marxiste-léniniste) et de la guérilla « naxalite ».

Le second continent, dont l'originalité est d'avoir toujours considéré la révolution d'Octobre comme une révolution bourgeoise, se divise en deux sensibilités, l'une anarchiste, l'autre « ultra-gauche ». On a tendance à mépriser les non-léninistes et on les a considérés pendant des années comme une force négligeable, en raison de la faiblesse de leurs effectifs. Chacun mesure pourtant aujourd'hui leur impact théorique et culturel. Si l'extrême gauche réussit à se renouveler, elle y parvient en piochant dans le vivier non léniniste.

En termes d'effectifs, le courant anarchiste est modeste, bien qu'il ait su profiter du rajeunissement global de l'extrême gauche. La Confédération nationale du travail, dite des Vignoles par allusion à la rue du XX<sup>e</sup> arrondissement où se situe ce syndicat, rassemble aujourd'hui trois mille adhérents, ce qui, pour un mouvement anarchiste, est évidemment très significatif. Parmi les autres organisations, il faut citer la Fédération anarchiste (FA). Forte d'environ huit cents membres, la FA prétend effectuer une synthèse entre les diverses sensibilités qui composent l'anarchisme. On y trouve en conséquence des anarcho-syndicalistes, des communistes libertaires, des proudhoniens et quelques individualistes. La Fédération anarchiste, c'est la vieille maison. Elle occupe une place centrale et stocke la mémoire d'un courant riche et varié. Il existe plusieurs petites organisations : l'Organisation communiste libertaire, Alternative libertaire, l'Offensive sociale et libertaire, ou la Confédération des groupes anarchistes.

L'anarchisme est véritablement à la source théorique des modes d'organisation altermondialistes. Ce courant a lourdement influencé la LCR, au point de la pousser à abandonner la dictature du prolétariat. L'ultra-gauche, qui ne doit pas être confondue avec l'extrême gauche, représente un archipel à part. L'étiquette dissimule un agrégat de courants divers. Leur point commun : il s'agit de petits groupes de théoriciens venus du marxisme qui se sont appliqués à repenser la doctrine et à relire les textes fondateurs. Cette relecture critique a progressivement abouti à une mise en cause globale. Partant d'une critique du bolchevisme russe, les ultra-gauche en viennent à remettre en question le léninisme en s'appuyant sur Marx. C'est le cas, par exemple, d'Anton Pannekoek, Otto Rühle ou Herman Gorter. Certains poussent ensuite la critique jusqu'à un dépassement du marxisme, à l'exemple de

Cornelius Castoriadis. On voit enfin des penseurs issus de ce courant remettre en question la politique elle-même. C'est le labeur entrepris par Guy Debord, Raoul Vaneigem et l'Internationale situationniste.

**LA QUESTION DE L'HÉRITAGE** Par-delà les diverses tendances, l'extrême gauche est traversée par un clivage entre *invariants* et *modernistes*. D'un côté, ceux qui s'arc-boutent sur l'intangibilité d'un corpus, marxiste, léniniste ou anarchiste. De l'autre, ceux qui tentent de faire évoluer la doctrine en l'adaptant à l'époque. Quelle suite va-t-on donner au communisme ?

Le phénomène altermondialiste apparaît ici tout à fait central. L'altermondialisme ? Ce n'est pas une idéologie comparable au trotskisme ou au maoïsme. Il s'agit d'un athanor, d'un laboratoire expérimental dans lequel la gauche de la gauche aussi bien que l'extrême gauche renouvellent leur corpus doctrinal, ou tentent de le faire. Le mouvement naît progressivement à la fin des années 1980, de la convergence de trois forces politiques : les trotskistes modernistes de la Quatrième Internationale, les rénovateurs des partis communistes et des militants associatifs déjà actifs dans les mouvements sociaux. Ces militants proviennent pour la plupart de l'extrême gauche, mais l'ont quittée pour se consacrer exclusivement à telle ou telle lutte parcellaire. L'originalité première de l'altermondialisme tient dans le fait qu'il s'agit d'un phénomène international. C'est pourquoi le mouvement démarre véritablement en 1988 lorsque est organisé à Berlin-Ouest un contre-sommet pour répondre à une réunion du FMI. À la mondialisation accrue du capital on répond finalement par une mondialisation accrue des luttes. Mais on ne se contente pas de répondre, on propose. Quelles sont donc ces idées nouvelles qui ont jailli dans les contre-sommetts ?

– La première idée force, c'est qu'il faut désormais privilégier la lutte globale contre le libéralisme. Qu'est-ce que le libéralisme, sinon le capitalisme sauvage, sans aucune régulation ? Les altermondialistes prennent acte de la mondialisation. À quoi bon réguler sur un plan national, quand les sociétés multinationales peuvent jongler avec les différentes législations ? Les altermondialistes proposent de réagir en taxant les mouvements de capitaux et en reversant le produit de cette taxe aux pays émergents.

– Ils proposent également d'introduire la morale dans les rapports marchands, en privilégiant un commerce équitable. Comment aider les peuples du Sud ? En empêchant les entreprises du Nord de faire trop de bénéfices sur leur dos.

– Ils veulent sauver la planète d'une destruction climatique programmée. Il s'agit de préserver l'environnement. Ce sont les grandes entreprises qui polluent le



plus. Cette attitude détermine un soupçon. On ne peut faire confiance aux chercheurs liés aux sociétés multinationales. C'est pourquoi José Bové et le mouvement Via Campesina luttent contre la mise en culture des organismes génétiquement modifiés (OGM). Il est un autre domaine, où l'altermondialisme pose d'intéressantes questions. C'est celui de l'organisation. Le courant fonctionne en réseaux, de manière horizontale. Il s'agit d'opérer dans les forums ce que Noam Chomsky appelle une « démocratisation progressive de tous les domaines de la vie ». La quête de la démocratie directe, qui passe par le réseau, implique de s'interroger sur l'articulation de l'individuel et du collectif. Pendant des années, le socialisme réel a nié l'individu. Le goulag témoigne de cette négation massive de la différence. La démocratie du réseau réintroduit l'individu et questionne sa place dans le collectif.

On ne peut ici que songer aux situationnistes. L'Internationale situationniste, qui se compose notamment de Guy Debord, Raoul Vaneigem, Asger Jorn, Michèle Bernstein, Alexander Trocchi ou Jacqueline de Jong, plonge ses racines dans l'histoire des avant-gardes artistiques. Il s'agit au départ de dépasser l'œuvre d'art dans la vie quotidienne. « La vie, c'est le huitième art », disent les lettristes. C'est le sens même du terme « situationniste » : un situationniste veut créer des « situations ». Qu'est-ce qu'une situation ? Un moment de vie réellement vécu. Guy Debord s'aperçoit cependant que la société bride et freine l'épanouissement individuel. Il se livre alors à une étude des rouages de cette société, qu'il identifie comme *spectaculaire*. Nous sommes les acteurs d'une pièce que nous n'avons pas écrite. Critiquer la

vie quotidienne et la révolutionner impliquent en quelque sorte de revenir à soi-même, en se débarrassant du carcan imposé par l'idéologie. Guy Debord et ses amis veulent réconcilier l'individu et le collectif. Bien loin de s'enfermer dans les rivalités groupusculaires, ils proposent de tout relire et de tout revisiter, sans préjugé : « La première pensée à redécouvrir est évidemment celle de Marx. Mais il faut reconsidérer aussi bien les positions anarchistes dans la I<sup>e</sup> Internationale, le blanquisme, le luxemburgisme, le mouvement des Conseils en Allemagne et en Espagne, Cronstadt ou les makhnovistes, sans négliger l'influence pratique des socialistes utopiques<sup>2</sup>. » L'auteur aurait pu citer Max Stirner, car il s'agit bien *in fine* de réconcilier l'idéal collectif et la liberté individuelle.

La question brûlante n'est plus tant celle de l'avenir du communisme que de sa postérité. Quel héritage va-t-on donner à une théorie qui, dans tous les sens de l'expression, *a fait son temps* ? La perspective révolutionnaire se transformera-t-elle en un réformisme radical, ou bien le collectif et l'individuel parviendront-ils enfin à s'articuler dans un projet politique cohérent ? La question demeure ouverte. Le grand mérite des situationnistes et de leurs héritiers, d'un côté, des penseurs de l'altermondialisme, de l'autre, c'est de poser la question. Mais veut-on réellement les entendre ?

1. Discours de Pierre Lambert, le 3 avril 1981 au Palais des sports de Pantin.

2. « Les mauvais jours finiront », *Internationale situationniste* n° 7, avril 1962.



# LE SYNDICALISME À L'ÉPREUVE DU TEMPS

MICHEL VAKALOULIS\*

Une question de méfiance. Les tribulations de la politique institutionnelle interpellent singulièrement le mouvement syndical à la fois comme acteur central de la démocratie sociale et comme vecteur d'éducation populaire et morale des travailleurs. En règle générale, dans le syndicalisme subsistent des éléments de bon sens. Il y a constamment le retour sur expérience. Certes, les choses ne sont pas faciles à manœuvrer, surtout dans les structures bureaucratisées. Entre le moment où l'on établit le diagnostic de la situation, le moment de l'appropriation des éléments d'analyse par les militants et le moment de la reconstruction des perspectives d'action, l'espace-temps est important. Mais l'épreuve du réel est un processus saisissant qui pousse à des repositionnements. La force motrice est l'expérimentation des équipes syndicales dans leurs rapports aux salariés. L'investissement militant est le socle identitaire du syndicalisme et la condition de son développement. C'est son principe de réalité. Cet ancrage lui permet de remplir sa triple fonction. D'abord, construire l'autonomie du groupe qu'il aspire à représenter en la rapportant à une vision plus large des intérêts communs du travail. Ensuite, capter et évaluer correctement le quotidien en produisant une expertise sociale de grand format constamment réactualisée. Enfin, jouer un rôle d'alerte en pointant du doigt les problèmes que la politique institutionnelle n'est pas capable de voir. Quelle est pourtant la crédibilité du message syndical s'il ne parvient pas à influencer sur le champ politique? Qu'en est-il de sa légitimité politique en tant qu'organisation de classe quand son efficacité sociale bute à la « malveillance » du pouvoir d'État qui, manifestement, stabilise de moins en moins aujourd'hui les compromis sociopolitiques?

**CIRCONSCRIPTIONS** Le syndicalisme fonctionne dans l'espace du salariat, le politique dans l'espace élargi des populations qui composent une entité politico-étatique. Les deux espaces se recouvrent partiellement, même si les positions et les fonctions respectives ne sont pas identiques. Le salariat n'a jamais été aussi massif qu'aujourd'hui : neuf actifs sur dix sont des salariés. La puissance productive du travailleur collectif est le moteur de la création des richesses. La défense de l'intérêt collectif du salariat est déterminante pour définir l'intérêt commun. Le syndicalisme rencontre ici la politique non pas comme son extériorité irréductible mais comme le prolongement de son combat sur la base des contenus concrets. Encore faut-il que chacun reste attaché à sa fonction fondamentale pour éviter la confusion des rôles. Il ne serait pas souhaitable, par exemple, que les syndicats ouvriers (ou les associations de chômeurs) abandonnent le registre revendicatif au nom de l'intérêt général. Ils peuvent sans doute être conduits à opérer des arbitrages, à élaborer des synthèses au sein du salariat. À condition de ne pas refouler leur fonction initiale de représentation légitime des intérêts. L'indépendance du syndicalisme n'est pas l'indifférence au fait politique. À bien des égards, les deux univers se réfèrent à la même réalité. « Syndicats, partis politiques et autres formations contribuent, selon les modalités et les responsabilités qui leur sont propres, à faire vivre le débat public, à faire évoluer la réalité sociale, affirme la commission exécutive confédérale de la CGT dans sa déclaration du 6 octobre 2005. Il est normal que se manifestent des convergences et aussi des divergences entre organisations qui n'ont pas la même vocation. Il est honnête de ne se masquer ni les unes ni les autres. » Inversement, l'absence d'ouverture, de respect mutuel et de franchise dans la mise en relation, voire le refus frileux de toute confrontation sont aussi préjudiciables que les liens organiques de subordination et d'instrumentalisation qui caractérisaient naguère les rapports entre syndicats et partis.

\* Maître de conférences en sciences politiques à l'université Paris-8.

Au regard d'un passé pesant, irrespectueux de l'autonomie du syndicalisme, le souvenir de l'excès hante encore les consciences.

Voyons de plus près. Les syndicalistes considèrent généralement que la politique est une activité importante qui devrait être encouragée. Il ne s'agit pas de se prononcer au sein du syndicalisme sur le « bon modèle politique », mais de s'accorder sur certaines convictions et orientations à même de reconstruire l'espoir. En même temps, ils ne peuvent pas identifier des formations partisans qui soient capables de penser la question du changement social en termes de projet. À leurs yeux, le trop-plein de l'agitation politique contraste avec l'implosion de toute perspective transformatrice favorable aux salariés. Les messages politiques se vident de leur sens à mesure que l'acceptation par la gauche et la droite du modèle économique dominant ne semble offrir ni de choix ni de prise aux citoyens. C'est l'une des sources du discrédit à l'égard des partis. La politique légitime est ainsi vécue comme une structure de pouvoir qui organise inconsidérément les conditions de sa propre mise hors jeu. La réhabilitation de la démocratie passe dès lors par la sortie du politiquement correct et la conduite « volontariste » des affaires publiques.

La crainte des organisations syndicales de se retrouver entraînées dans le discrédit des partis produit souvent un effet de bascule conformément à la logique du moindre mal. Pratiquement, elles préfèrent « couper les ponts » que « tomber avec ». Même lorsqu'elles sont d'accord avec l'esprit de certaines propositions ou initiatives politiques, elles hésitent à publiciser leur accord de principe, et encore moins, à s'engager dans un soutien actif. On peut discerner ici un principe de précaution qui consiste à minimiser les interactions avec le politique afin de se mettre à l'abri d'éventuelles répercussions négatives, liées à la crise de la représentation.

À cela s'ajoute la prise en considération de l'âpreté de la compétition partisane. Le marché politique ressemble à un véritable champ de bataille mâtiné de tentatives de recomposition où chaque parti essaie de l'emporter sur son voisin. La conjonction de la division syndicale et de la férocité des luttes politiques (aussi bien à droite qu'à gauche) fait qu'il est très difficile de mettre le doigt sur l'engrenage. De nombreux syndicalistes sont ainsi convaincus que les politiques ne s'intéressent à eux que dans un calcul purement instrumental, comme des « porteurs d'eau » pour faire tourner la roue de l'alternance gouvernementale et les aider à se maintenir au pouvoir. Ils serviraient d'agents électoraux d'autant plus indispensables qu'ils maîtrisent parfaitement les problématiques sociales et économiques. À ce propos, le passage de la gauche plurielle au pouvoir n'a pas contribué

à resserrer les liens avec le mouvement syndical, mais plutôt à les faire exploser.

**L'ÉTENDUE DE L'ACTION SYNDICALE** La volonté syndicale affirmée tous azimuts à ne plus avoir de « tutelle » politique est légitime. Le syndicalisme ambitionne à présent de se définir souverainement, sans interventions externes qui lui dicteraient le sens et les limites de l'action. Aussi bien les confédérations que les syndicats non confédérés s'accordent sur la nécessité de se redéployer en fixant l'agenda revendicatif et les orientations stratégiques en toute indépendance. Mais, une fois ce principe admis, de nouvelles interrogations surgissent. Se reconnaître dans l'esprit de la charte d'Amiens<sup>1</sup> ne saurait faire l'économie d'un agencement actualisé entre les tâches immédiates du syndicalisme et sa contribution dans le processus de transformation sociale. Que signifie, par exemple, la stratégie syndicale qui consiste à se recentrer sur son « cœur de métier » (la défense du travail) lorsque la mondialisation modifie considérablement les frontières de l'entreprise et la composition du salariat ? Quel est l'espace que le syndicalisme doit légitimement occuper sans empiéter sur le rôle des partis ni déléguer une part de son pouvoir aux politiques ? Jusqu'où peut-il aller dans la formulation de propositions et de stratégies alternatives sans travailler, en quelque sorte, pour le « roi de Prusse », c'est-à-dire sans se trouver submergé par les forces politiques ?

Ce débat n'est pas nouveau, il surgit de manière récurrente dans le mouvement syndical. Il est apparu sur fond de crise aiguë dans le débat interne de la CGT en février 2005 à propos du projet de traité constitutionnel. Il apparaîtra certainement, tôt ou tard, sur un autre sujet. Il est souhaitable qu'un tel débat puisse avoir lieu en toute lucidité, en connaissance de cause. Dans la transparence, sans dramatisation ni personnalisation excessives. La question fondamentale est de savoir s'il existe une ligne jaune que le syndicalisme s'interdirait de franchir dans son positionnement sous peine de paraître en concurrence sur le terrain des partis politiques.

Pour poser cette question de manière rigoureuse, il faudra la dissocier de l'interrogation, connexe mais plus spécifique, concernant l'impact des choix partisans dans l'espace syndical ainsi que l'impact des prises de positions syndicales dans les luttes d'influence dans et entre les partis. Si l'on admet que le syndicalisme n'est pas une confrérie d'assiégés qui se vivrait en apesanteur politique, on peut consentir qu'il soit perméable aux dynamiques sociales et sociétales de portée générale. Cela serait le signe de sa souplesse et la confirmation de son intelligence. Il reste pourtant à savoir si l'indépendance des syndicats comme organi-





sations pluralistes au service des intérêts collectifs des salariés est effectivement respectée. Les remarques suivantes visent à préciser notre problématique.

1. Le combat syndical ne se limite pas à l'espace de l'entreprise. D'une certaine manière, l'efficacité de ce combat présuppose de transcender des frontières pour retrouver et défendre la condition salariale dans ses divers aspects. Le syndicalisme émerge historiquement dans la lutte pour dépasser les conséquences dispersives de la division capitaliste du travail, pour décloisonner les solidarités et réunifier tendanciellement les travailleurs en tant que classe exploitée. Si l'on examine ce mouvement sur la longue période, on peut s'apercevoir combien le syndicalisme avait investi différents domaines sociaux. Pour ne se référer qu'à la période de l'après-guerre, le combat sur le terrain de l'entreprise n'a pas empêché le syndicalisme de mener des batailles sur les questions de société et la défense des libertés. À côté des revendications « travaillistes » classiques (salaires, emploi, conditions de travail, etc.), il y avait des mobilisations d'ampleur sur la protection sociale, les retraites, le logement, la défense des travailleurs immigrés, la laïcité, la paix, la fin des guerres coloniales. Paradoxalement, le poids institutionnel obligeait à prendre position, directement ou indirectement, sur les problèmes de société relatifs aux conditions d'existence du salariat.

Ce mouvement sera néanmoins enrayé dans les années 1970 quand les projections de changement social seront rapportées, en grande partie, sur l'aboutissement du programme commun de la gauche. Avec l'enfoncement du pays dans la crise et l'apparition du chômage de masse au tournant de la décennie, l'activité syndicale se focalise principalement sur l'objectif de contrer l'offensive patronale et de sauvegarder l'emploi, au détriment du reste. Le syndicalisme est placé dans une situation défensive. Il est affaibli par le manque d'indépendance vis-à-vis de la politique institutionnelle. Replié sur les « bastions » dont l'affaiblissement inexorable aggrave la désyndicalisation et déstabilise le militantisme. Démoralisé par la crise des « grands récits » d'émancipation et l'effondrement du socialisme dans toutes les nuances et variantes. Il s'est recentré en faisant de la nécessité vertu, dans d'autres cas par pure conviction, sur des segments de revendications qui relevaient du ressort direct de l'entreprise, en s'éloignant de l'ambition d'œuvrer en vue d'une organisation alternative de la société. De ce point de vue, l'affaiblissement des structures interprofessionnelles qui représentaient le lieu par excellence de l'affirmation syndicale sur les grandes questions sociales accompagne et alourdit symboliquement le mouvement de la désyndicalisation.

2. Avec la reprise de la question sociale et la délégitimation du consensus libéral au tournant des années

1990, les problèmes irrésolus de la période précédente reviennent en force. Or le paysage du capitalisme d'entreprise a considérablement changé. Le détricotage du « pacte social » adossé à la régulation de type keynésien-fordiste n'a eu de cesse de s'accélérer. Les effets de la crise s'amoncellent, les bouleversements industriels et tertiaires s'accumulent. La montée de la précarisation déstructure le tissu social. La réorganisation flexible du travail désagrège le travailleur collectif. L'idéologie et les pratiques patronales de mise au travail se modifient aussi, insensiblement mais certainement. Le discours patronal réformiste, démocrate-chrétien, se durcit. Il gagne en positionnement idéologique ce qu'il perd en pragmatisme. Il se prévaut du progrès technologique et de l'impératif de la compétitivité pour justifier le « dégraissage » des entreprises comme modalité constitutive de la valorisation capitaliste.

Le syndicalisme résiste, mais il recule. La crise de l'emploi, la désindustrialisation des « forteresses », l'essor de l'économie des services où il est faiblement implanté l'atteignent de plein fouet. Il sauvegarde l'authenticité des valeurs de l'engagement, mais il est confronté à la baisse des rétributions matérielles et symboliques du militantisme. Il n'est pas défaitiste, mais il doute de son efficacité. Le phénomène des préretraites qui concerne plusieurs milliers de salariés, notamment dans les grandes entreprises industrielles, liquide à petit feu toute une génération de syndicalistes aptes à transmettre l'expérience des luttes et les savoir-faire militants. Incontestablement, le syndicalisme est conscient que son horizon d'attente se rétrécit, mais il n'est pas vraiment capable de nommer ce qui lui arrive ni *a fortiori* de thématiser des stratégies de renversement de tendance. Il conçoit instinctivement la nécessité de son propre renouveau, mais il peine à élaborer une distance critique vis-à-vis de l'événement permettant de voir plus loin que l'instantané sensible.

3. L'environnement immédiat du syndicalisme est en plein bouleversement comme toute la société. En s'élargissant, il est devenu plus imprévisible. Sous l'emprise de la mondialisation, le contexte « local » d'action est progressivement pénétré et façonné par des influences lointaines et des relations « absentes » opérant à distance. Les acteurs syndicaux sont simultanément en prise avec plusieurs facettes de la réalité. Même s'ils concentrent leurs activités dans l'entreprise, lieu emblématique du rapport social de travail et de l'antagonisme de classe, la complexité du monde actuel implique des réponses qu'ils ne sauraient construire exclusivement dans l'espace de l'entreprise. Le syndicat plonge d'abord ses racines dans l'entreprise où il mène un véritable combat pour s'organiser et pouvoir vivre. Il est confronté à de nombreux obs-



tacles sur les lieux d'exploitation, dont la répression patronale. Il est vecteur d'une socialisation solidaire du groupe professionnel qu'il représente, porteur de ses revendications concrètes. En même temps, être présent dans l'entreprise ne signifie pas nécessairement s'y replier. Travail et hors travail ne sont pas des univers étanches mais deux ordres de rapports sociaux qui interfèrent constamment. L'éclatement des protections et des garanties du salariat déplace les lignes de démarcation. La précarisation dans le travail induit la précarisation globale dans la société.

Dans ces conditions, le syndicalisme est plus que jamais placé devant l'obligation de porter un cahier revendicatif interprofessionnel en assumant ses responsabilités sur les questions de société. Son rôle est aussi d'aider à comprendre le monde pour le transformer en rassemblant largement le salariat autour de questions concrètes : la formation professionnelle, l'accès aux biens collectifs, la défense de la laïcité, le logement ou l'aménagement du territoire, la lutte contre l'homophobie ou contre l'exclusion numérique, etc. Ce sont les besoins de la « cause » qui justifient les convergences du syndicalisme avec d'autres acteurs sociaux ou politiques et non pas des critères d'ordre idéologique (« radical » ou « réformiste »). Tous les éléments de société, nationaux ou internationaux, qui concernent le salariat dans tous ses états sont à investir dans les limites des moyens syndicaux disponibles.

4. La politique n'est pas la propriété des partis, leur domaine d'action exclusif. Elle ne saurait être l'affaire de spécialistes estampillés qui s'autoproclament détenteurs de la vérité en matière publique. Ni de professionnels qui monopolisent les compétences de l'action politique et tendent à la réduire aux échéances institutionnelles et électorales. Une manière de réhabiliter l'activité politique est de considérer qu'elle est polymorphe, polyrythmique. Elle subsiste à plusieurs niveaux, engage moult acteurs selon des modalités différentes. Le syndicalisme est une modalité possible du fait politique indexée sur la préoccupation d'émanciper le salariat. Mais il n'est pas destiné à prendre en charge les problèmes sociaux dans les institutions étatiques ; il n'est pas investi d'une fonction politique d'alternance à l'instar des partis qui exercent le pouvoir. Le moteur de sa force est le lien tissé avec les salariés. Le désir de s'accomplir solidairement en se montrant utile auprès d'un groupe professionnel est son « carburant ».

**SYNDICATS ET PARTIS** Il y a une ambivalence syndicale française. Au cours de la dernière période, le mouvement syndical ne s'est jamais autant référé à des enjeux politiques tout en exprimant une vraie méfiance à l'égard d'un régime frappé, de toute évidence, par un malaise dans la représentation. Les liens entre les syndicats et

les partis sont très distendus. Il n'est pas rare d'observer les différents acteurs agir dans l'ignorance, et peut-être, dans l'indifférence de ce qui se produit ailleurs. Sans verser dans la dénonciation sommaire des élites politiques, de nombreux syndicalistes regrettent l'embourgeoisement des grandes structures partisans, le recrutement « endogamique » du personnel politique, le conformisme de la vie publique.

Tel est le décor de la mésentente – que l'on aurait tort de prendre pour un simple malentendu – entre syndicats et partis. D'une part, la politique légitime bat en retraite devant le sacro-saint pouvoir économique. Mais, dans l'esprit de hommes politiques qui choisissent un discours de modestie en instrumentalisant la thématique de la « contrainte extérieure » à des fins justificatives, le primat du politique sur le social reste toujours valable. L'idée que la politique commande le social s'exprime souvent avec une certaine condescendance, voire avec mépris à l'égard de ce que le jargon journalistique appelle les « troupes syndicales ». Le terme pêche à la fois par sa connotation archéoclassiste (l'imagerie des « deux camps » qui s'affronteraient) et par sa subalternité symbolique (le syndicat comme « infanterie » de la revendication).

Par ailleurs, le syndicalisme est conscient qu'il produit du sens et de la puissance politique dans le sillage de la lutte contre les rapports d'exploitation dans l'entreprise et l'ordre des dominations dans la société. Mais si la rencontre avec la politique est inéluctable, elle n'en demeure pas moins embarrassante. Les politiques, qui connaissent mal le mouvement syndical dont les divisions les placent fréquemment dans des situations délicates, ne savent pas comment s'y prendre. Les syndicalistes, qui ne sont pas encore remis du traumatisme de la phase précédente (instrumentalisation, délégation, infériorisation), risquent à leur tour de s'installer dans le déni de la dimension politique de leur action. Entre-temps, les interrelations restent insatisfaisantes, ambivalentes, déroutantes.

● **Les affaires de l'indépendance** L'affirmation de la souveraineté du syndicalisme vis-à-vis des formations politiques en France est une évolution incontestable. Mais il ne s'agit pas d'une tendance exceptionnelle. Partout en Europe, les liens avec les partis se relâchent non seulement dans l'écosystème social-démocrate ou communiste, mais aussi dans l'aire démocrate-chrétienne<sup>2</sup>. Les syndicats peinent à influencer sur les choix des gouvernements. Ils connaissent presque tous une décrue d'effectifs. Des débats contradictoires sur les orientations et les perspectives d'avenir surgissent dans leurs rangs. Les alliés « naturels » d'antan se regardent avec méfiance, lorsqu'ils ne s'entredéchirent pas ouvertement. Les compromis d'hier sur les grandes questions

socio-économiques sont sérieusement ébranlés, entraînant à leur perte les institutions de concertation et de négociation. La régulation par l'incertitude et la déstabilisation des situations acquises sont les nouvelles règles du jeu. Cette profonde transformation historique, liée à la montée des politiques libérales, nécessite de nouvelles réponses syndicales. Le mouvement syndical européen est à la croisée des chemins.

En France, on constate l'absence d'un dialogue prospectif entre syndicats et partis sur le rôle respectif de chacun dans la dynamique sociale. Sur fond de crise de la représentation, tout le monde ressent qu'il y a quelque chose à reconstruire, mais personne ne sait exactement quoi. Les réponses tardent à venir.

L'indépendance syndicale à l'égard de la politique partisane est une idée dans l'air du temps. Un principe d'efficacité doublé d'un impératif moral. Elle est d'autant plus forte que le syndicalisme a construit sur une série de questions fondamentales ses propres réponses au lieu d'accepter, explicitement ou tacitement, des réponses ébauchées par d'autres. Les syndicats ne demandent d'ailleurs ni à cogérer ni à gouverner avec les partis. Le souci de se démarquer politiquement se vérifie également à l'intérieur de l'organisation syndicale. Il ne s'agit pas de proclamer incompatibles l'engagement syndical et l'engagement politique (ce qui serait un déni de la citoyenneté) mais d'être vigilant à ce qu'il n'y ait pas des tendances politiques au sens institutionnel du terme qui s'organiseraient dans l'espace syndical. Les organisations syndicales tolèrent d'ailleurs de moins en moins l'existence de dirigeants « à double casquette ». À partir d'un seuil de responsabilités et selon des modalités souples, elles recommandent aux militants concernés de faire un choix entre différents types de mandats sur la base de l'incompatibilité de cumuler fonctions syndicales et fonctions politiques électives. Cette originalité française représente désormais une tendance ascendante.

En même temps, les syndicalistes admettent la nécessité de débattre, certes, avec les pouvoirs publics, mais aussi avec les partis. L'indépendance politique n'est pas l'« apolitisme » – le terme est récusé en unanimité – dans lequel on s'interdirait tout regard sur le monde environnant, ni l'interdiction faite aux militants de participer librement, en tant que citoyens, aux regroupements politiques et philosophiques de leur choix. L'indépendance est une manière de revisiter la vie de la cité sans être instrumentalisé ou appelé à remplir le « vide » de projets politiques alternatifs. À l'abri de la domination des partis et des idéologies. Du reste, les syndicalistes enquêtés souhaitent avoir des interlocuteurs politiques forts, responsables, soucieux du bien public. Ils sont attentifs aux ravages du populisme et de la démagogie extrémiste. Ils sont très bien placés

sur le terrain pour savoir que, à force de dénigrer les acteurs du paysage à tour de rôle, on finit par dénigrer le paysage lui-même. La logique « tous pourris » subvertit toute forme de militantisme.

Les syndicalistes craignent pourtant que les choses ne soient pas réglées définitivement. Ils doivent se battre péniblement, et longtemps, pour faire avancer certaines de leurs revendications. Ils n'ont pas le sentiment d'être assez « écoutés » par les dirigeants politiques. Ou alors ils sont « cajolés » des oppositions mais « ignorés » des nouveaux gouvernants lorsque ceux-ci accèdent au pouvoir. Morale de l'histoire, il y a généralement un clivage entre le dire et le faire dans la posture des partis qui retrouvent facilement, après une période de purge ou de repentance, leurs habitudes réconfortantes. En fin de compte, ils tendent à déprécier la représentation syndicale en postulant que la légitimité se situe exclusivement sur le terrain politique. Si tel est le cas, la prudence à l'égard du politique non seulement est requise, mais elle figure en exergue dans le manuel du bon syndicaliste.

De leur côté, les partis tiennent un discours d'ouverture et de dialogue. Ils ne disposent pas des liens organiques avec le mouvement syndical – mais c'était sans doute toujours le cas en France. Ce qui ne semble pas les gêner outre mesure. En revanche, ils affirment regretter l'absence de lieux de travail en commun. L'expertise syndicale est précieuse dans un monde qui souffre d'une pénurie d'idées précises. Les partis de l'« arc constitutionnel » affichent la volonté et jugent profitable d'écouter les syndicalistes. Ils se disent preneurs de ce genre d'échanges qui, selon eux, ne devrait pas se réduire, en tout état de cause, à une opération de communication. L'UMP, par exemple, qui dispose de plusieurs dizaines de groupes de travail thématiques, s'efforce d'inviter dans les débats engagés, « lorsque le sujet s'y prête », des représentants des confédérations ou des fédérations de métiers exprimant le point de vue de leur organisation, quitte à faire ensuite des arbitrages en toute liberté. Toutefois, cette démarche n'est pas partagée par l'ensemble des responsables (et encore moins par la base) de ce parti dont certains cultivent une méfiance réactionnaire vis-à-vis du syndicalisme.

Pour les dirigeants socialistes, la reconnaissance du syndicalisme comme élément qui contribue à l'intérêt général est « irréversible ». Cet acquis connote une évolution conjointe : le syndicalisme assume sa part de responsabilité sociale, les acteurs politiques admettent ne pas avoir le monopole dans la définition et la construction du bien commun. Il y aurait encore, affirment les enquêtés socialistes, une attente à l'égard des propositions syndicales susceptibles d'enrichir les débats et d'influer sur les choix internes du PS. Cette



attente serait manifestement sous-estimée par les confédérations, et surtout par la CGT.

Quant à la direction du PCF, elle entend d'abord clarifier, simplifier, normaliser ses relations avec le mouvement syndical. Mais la tâche se présente ardue. Le moment est loin d'être propice. L'hypothèque du passé fut partiellement levée, mais le passif n'est pas entièrement soldé dans les représentations du militantisme. Tout en affirmant leur « bonne volonté partisane » de contact et de recherche de convergences, les communistes sont pourtant convaincus que le syndicalisme de même que les mouvements sociaux ne peuvent pas faire durablement l'impasse sur la question politique. En dépit de la crise de représentation, discréditée, problématique, suspectée, la politique continue à fasciner le peuple des militants. La mise à distance radicale entre syndicats et partis est illusoire, voire dangereuse. L'enjeu est de transcender la stricte dichotomie entre le syndicalisme cantonné dans la besogne de la revendication et les partis dont l'apanage consisterait à gérer les institutions et à prendre les décisions politiques. Le respect de l'indépendance syndicale est le préalable d'une nouvelle division du travail entre le social et le politique. Cette indépendance serait même salutaire, tel un miroir à l'échelle du réel ou un contrôle en chœur, pour objectiver les défaillances propres du politique dans son rapport à la société civile.

● **Des rencontres de troisième type** Les relations entre les partis et les syndicats ne sont pas satisfaisantes. Elles existent, effectivement, mais elles sont intermittentes. « Anecdottiques ». « Au coup par coup ». Pas vraiment « suivies » mais toujours à suivre. « Ponctuelles » à souhait. Pas forcément « mauvaises », mais indéfinissables, indiscernables. L'échange bilatéral entre délégations nationales relève presque de l'« événement » alors que cela devrait être une pratique beaucoup plus ordinaire. « Rien de construit, rien de pensé. » De part et d'autre, on insiste le plus souvent sur la difficulté d'entretenir des rapports « normalisés », voire « décomplexés ».

Concrètement, des rencontres « officielles » interviennent à des intervalles irréguliers, en général à l'initiative des formations politiques. Les organisations syndicales sont souvent auditionnées par les groupes parlementaires sur des sujets d'actualité. Elles sont également sollicitées à participer dans le cadre de débats organisés par les acteurs politiques (universités d'été, colloques, clubs de réflexion, etc.). Dans les régions, des délégations syndicales sont reçues par les députés locaux et/ou les élus territoriaux.

Quand les partis sont au pouvoir, le pivot de l'interrelation se déplace vers les lieux du gouvernement (ministères, commissions d'experts, etc.). Inversement, la relation se noue directement avec les partis qui se

trouvent dans l'opposition. Il arrive aussi que les syndicats prennent les devants, allant à la rencontre des politiques sur des sujets urgents ou cruciaux. Le travail quasi gramscien effectué par le MEDEF sous l'emballage miroitant de la refondation sociale pour replacer l'entreprise au « cœur de la société » et conférer au patronat un droit de regard sur de vastes domaines du social où il n'avait pas jusqu'alors des droits de cité fut l'occasion d'une forte interpellation des politiques par le mouvement syndical.

Les enquêtés syndicaux sont préoccupés de tenir un certain équilibre entre les différentes sollicitations dont ils font l'objet, de manière à ne pas être « accaparés » (ou à ne pas donner l'impression de l'être) dans un tête-à-tête avec une seule famille politique. Hormis les partis extrémistes et xénophobes, s'accordent-ils, aucune force politique n'est *a priori* infréquentable. Il s'agit de créer des liens utiles et évolutifs dans le cadre de la confrontation démocratique. De parvenir à une meilleure connaissance des objectifs et des positions défendues par les uns et les autres. De débattre à temps sur le fond des questions au lieu de se laisser piéger par des simulacres de discussions menées sous le signe de l'urgence à des fins électorales, voire politiciennes. Mais, pour créer la dynamique collective permettant d'élargir le champ des possibles, il faut que chacun reste dans son rôle et garde pleinement la liberté de manœuvres. Le syndicalisme peut envisager des rencontres, participer à des groupes de travail, mais il ne saurait se soumettre à des programmes ou à des projets élaborés par les partis. La coopération n'implique ni la co-élaboration ni la codécision. ●

1. Adoptée le 13 octobre 1906 comme une déclaration solennelle affirmant l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques, la charte d'Amiens est un document historique exceptionnel. Sa culture n'a eu de cesse d'imprégner profondément le syndicalisme français. D'après la charte, les questions partisans devraient être rejetées à l'extérieur, de même que les questions philosophiques ou religieuses. Le syndicat est le *tout* de la vie d'un prolétaire. Il est l'organe central d'expression d'un monde ouvrier placé au centre de la transformation sociale et méfiant à l'égard du parlementarisme et des formes étatiques de la politique.

2. Jean-Marie Pernot, *Syndicats : lendemains de crise ?*, Gallimard, Paris, coll. « FolioActuel », 2005, en particulier le chapitre III.

#### BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Béroud Sophie, Mouriaux René, Vakaloulis Michel, *Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique*, La Dispute, Paris, 1998.

Branciard Michel, *Syndicat et partis. Autonomie ou dépendance*, t. I (1879-1947) ; t. II (1948-1981), Syros, Paris, 1982.

Chazel François (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, PUF, Paris, 1993.

Contrepois Sylvie, *Syndicats, la nouvelle donne. Enquête sociologique au cœur d'un bassin industriel*, Éditions Syllepse, Paris, 2003.

Duchesse Françoise, Vakaloulis Michel (dir.), *Médias et luttes sociales*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2003.

Gobin Corinne, *L'Europe syndicale*, Éditions Labor, « La Noria », Bruxelles, 1997.

Ion Jacques, *La Fin des militants ?*, Éditions de l'Atelier, Paris, 1997.



Le Duigou Jean-Christophe, *Demain le changement. Manifeste pour un nouveau syndicalisme*, Armand Colin, Paris, 2005.

Mann Patrice, *L'Action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Armand Colin, Paris, 1991.

Mathieu Lilian, *Comment lutter. Sociologie et mouvements sociaux*, Éditions Textuel, Paris, 2004.

Mouriaux René, *Crises du syndicalisme français*, Montchrestien, coll. « Clefs-Politique », Paris, 1998.

Id., *Le Syndicalisme en France depuis 1945*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 1994.

Id., *Syndicalisme et Politique*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1985.

Pernot Jean-Marie, *Syndicats : lendemains de crise ?*, Gallimard, coll. « Folio Actuel », Paris, 2005.

Vakaloulis Michel, *Nouvelles luttes de classes* (dir.) (avec Pierre Cours-Salies et Jean Lojkine), PUF, Paris, 2006.

Id., *Les Mobilisations collectives. Une controverse sociologique* (dir.) (avec Pierre Cours-Salies), PUF, Paris, 2003.

Id., *Le Capitalisme postmoderne. Éléments pour une critique sociologique*, PUF, Paris, 2001.

Id., *Travail salarié et conflit social* (dir.), PUF, Paris, 1999.

Tarrow Sidney, Meyer David (ed.), *The social Movement Society : Contentious Politics For a New Century*, Rowman and Littlefield, Lanham, 1998.

## Annexe

### Déclaration de la commission exécutive confédérale de la CGT

La vie politique française se focalise progressivement sur la perspective de l'élection présidentielle de 2007. Cela alimente une polarisation médiatique prématurée à dix-huit mois du scrutin parasitée par l'expression d'ambitions personnelles. En saturant dès maintenant le débat public, celle-ci risque de faire passer au second plan la nécessaire mobilisation sur les questions économiques et sociales.

C'est dans ce contexte que la CGT et ses responsables sont d'ores et déjà sollicités, ce qui conduit la direction confédérale à rappeler la ligne de conduite que la CGT s'est donnée et qui trouvera sa place dans la phase de préparation du quarante-huitième congrès.

Comme nous l'a justement rappelé le quarante-septième congrès, en mars 2003 : « Constaté une certaine prise de distance entre les citoyens et la représentation politique ne veut pas dire s'en satisfaire et encore moins prétendre combler un vide en sortant de notre rôle. » C'est pourquoi, il nous paraît nécessaire de réaffirmer le sens et la portée de notre indépendance. Il nous paraît important de le faire sans participer au dénigrement de l'action politique, en soulignant au contraire le caractère irremplaçable de sa fonction pour la démocratie, ce qui appelle l'investissement citoyen de toutes et tous.

Conformément aux principes énoncés dans la déclaration rendue publique le 17 juillet 2001, la CGT établit des rapports avec les partis politiques reposant sur le respect mutuel et la franchise. Elle est disposée à débattre en permanence avec tous les partis démocratiques, d'organisation à organisation, dans le respect des prérogatives et de l'identité de chacun, dès lors que cela peut être utile pour ses objectifs revendicatifs ou que les partis eux-mêmes esti-

ment utile pour leur propre réflexion d'entendre l'opinion de la CGT. En tant qu'organisation, cela exclut toute attitude de soutien ou de co-élaboration d'un projet politique quel qu'il soit et toute participation, sous quelque forme que ce soit, à une coalition à vocation politique.

Syndicats, partis politiques et autres formations contribuent, selon les modalités et les responsabilités qui leur sont propres, à faire vivre le débat public, à faire évoluer la réalité sociale. Il est normal que se manifestent des convergences et aussi des divergences entre organisations qui n'ont pas la même vocation. Il est honnête de ne se masquer ni les unes ni les autres. La CGT ne craint pas d'assumer les convergences ou divergences avec telle ou telle force politique sur tel ou tel sujet. Elle a choisi de le faire sans s'associer pour autant à un projet politique, mais en appelant à la propre réflexion de chaque syndiqué, de chaque salarié.

Cette démarche, conforme aux orientations de nos congrès, correspond à une volonté d'être maître de nos analyses et de définir nos orientations en toute indépendance, de les confronter à d'autres dans le débat avec les salariés, d'en tirer les enseignements pour notre action. La responsabilité de la CGT est de faire face à la permanence et à l'urgence de l'exigence revendicative : elle occupe pour cela le terrain de la lutte, de la proposition et de la négociation. C'est dans l'exercice de cette responsabilité syndicale que la CGT, qui n'est pas neutre, participe au mouvement de transformation de la société. C'est aussi dans ce cadre que le syndicalisme doit agir et continuer à peser pour faire prévaloir ses priorités auprès des instances permanentes et essentielles du pouvoir politique (état, Assemblées élues, institutions...), en France, en Europe et dans le monde, dans le but de négocier avec elles des avancées servant l'intérêt des salariés.

C'est cette conception qui fonde nos rapports avec la vie politique et c'est elle qui nous a conduits, sauf circonstances exceptionnelles, à ne plus donner de consignes de vote lors des échéances électorales. Elle traduit la volonté de s'appuyer en permanence sur les syndiqués en préservant le respect des diversités d'opinion de tous les adhérents. Elle crée les conditions pour que chaque syndiqué puisse, sans contraintes, exprimer son point de vue dans la tolérance et le respect mutuel, conformément à l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la CGT. La meilleure attitude qu'entend adopter la CGT pour que de véritables alternatives politiques soient au cœur du débat public, c'est de faire son travail syndical, d'occuper mieux encore la place qui est la sienne où personne ne peut nous remplacer. Pour y parvenir, nous y consacrons toute notre énergie, toute notre intelligence, toute notre disponibilité et toutes nos forces. C'est ce que les salariés attendent de la CGT et ce qui peut les conduire à s'engager en plus grand nombre dans le combat syndical.

Montreuil, le 6 octobre 2005  
Déclaration adoptée à l'unanimité



*Qu'est-ce qu'être de gauche :  
aujourd'hui?*



# LES RÉPONSES DES DIRIGEANTS POLITIQUES

THÉOPHILE HAZEBROUCQ

**M**il neuf cent vingt-neuf. Désireux de résoudre la « crise doctrinale du socialisme<sup>1</sup> » divisé en deux camps farouchement opposés quant aux moyens à adopter en vue de sa réalisation, Henri Barbusse, directeur de l'hebdomadaire *Monde*, décide de lancer une vaste enquête auprès de dirigeants de gauche français et étrangers. Au plus fort de la stratégie « classe contre classe » du Komintern qui fait des sociaux-démocrates des ennemis au même titre que les fascistes, son but est d'élargir l'assise intellectuelle, et donc sociale, du communisme, en lançant un débat contradictoire entre révolutionnaires et réformistes. Dans son esprit, l'exposé puis la comparaison objective des deux théories ne peuvent manquer de démontrer la supériorité des premiers sur les seconds. Malheureusement pour lui, seuls les sociaux-démocrates acceptent de répondre.

Les deux lignes perdurent, aujourd'hui, sous des formes multiples et diverses. Le temps n'est plus à la démonstration scientifique de la vérité d'une thèse ou de l'autre, mais le fossé entre ces sœurs ennemies semble toujours aussi infranchissable. Elles n'en subissent pas moins, l'une comme l'autre, l'hégémonie culturelle de la droite, faute d'un discours cohérent et crédible pour une majorité de citoyens. Le constat est cruel : jamais la population française n'a globalement été aussi éduquée, en bonne santé... ni les inégalités qui la sous-tendent aussi importantes. Du pain béni, *a priori*, pour une gauche émancipatrice et éprise de justice sociale. Force est pourtant de constater que ses propositions ne convainquent pas. Tour à tour perçue comme molle, uniquement soucieuse de réparation ou irréaliste, elle semble désormais, en France depuis le début des années 1990, condamnée à des victoires par défaut (triangulaires dans près de quatre-vingts circonscriptions en 1997, impopularité record du pouvoir lors des cantonales et régionales de 2004, volonté de préserver les acquis sociaux et hostilité à l'adhésion

turque au moment du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe). Depuis les années 1930, un seul nouveau courant de pensée a éclos en son sein, celui de l'écologie politique. Mais, là encore, en dépit d'un contexte favorable qui voit se généraliser la préoccupation environnementale, elle ne prospère pas, et pis, n'apparaît pas aux yeux de l'électorat la plus apte à porter les améliorations souhaitables en la matière.

Au fond, la gauche donne l'impression de se trouver désemparée face aux transformations récentes du monde. Elle semble ne pas avoir mesuré les conséquences de l'évolution des classes sociales, des modes de vie, et reste comme interdite devant la globalisation. *Nouvelles Fondations* a donc souhaité, à l'instar de *Monde*, contribuer au débat théorique à gauche en adressant aux responsables<sup>2</sup> des principaux partis et courants qui la composent un questionnaire portant sur les questions qui la tiraillent, celles qui interrogent ses principes et ses choix d'orientation<sup>3</sup>. Car c'est là qu'elle est attendue et que son message paraît confus pour l'opinion. Une telle clarification, si elle met en évidence les spécificités de chacun, doit aussi permettre de dégager des marqueurs identitaires communs à même de servir de base à des stratégies d'union. N'est-ce pas la seule voie qui se soit jamais offerte à la gauche pour gagner en audience, en force de conviction, et ainsi construire ses victoires d'adhésion ? ●

1. Cf. « Correspondances franco-soviétiques », *Nouvelles Fondations* n° 2, juin 2006 (consultable à l'adresse [http://www.gabrielperi.fr/article.php?id\\_article=565](http://www.gabrielperi.fr/article.php?id_article=565)).

2. Ont été sollicités pour cette enquête : C. Autain, M.-G. Buffet, P. Blotin, B. Cassen, J.-P. Chevènement, C. Duflot, H. Emmantelli, L. Fabius, A. Gérin, F. Hollande, J.-C. Gayssot, A. Krivine, A. Lipietz, N. Mamère, N. Marchand, J.-L. Mélenchon, A. Montebourg, V. Peillon, S. Royal, Y. Salesses, D. Strauss-Kahn, C. Taubira, M. Valls, D. Voynet, P. Zarka.

3. Nous publions à la suite de cette enquête un texte de Charles Fiterman et Jack Ralite portant sur ces problèmes.





## *Le questionnaire envoyé aux dirigeants politiques*

**1** Le camp de la gauche s'est historiquement structuré à partir de l'analyse de la société en termes de classes sociales. Estimez-vous que le concept de lutte des classes soit toujours pertinent pour décrire les mécanismes du corps social ?

**2** La mission de la gauche a longtemps consisté à réduire les inégalités. Pour ce faire, elle remettait en cause la propriété privée des moyens de production. La nationalisation de certains secteurs industriels, comme ceux qui produisent les biens de première nécessité, vous paraît-elle encore souhaitable, voire envisageable ?

**3** L'écart entre les revenus et les salaires n'a cessé de s'accroître depuis l'apparition de la phase financière du capitalisme. Les recettes fiscales de l'État reposent de plus en plus sur les tranches inférieures des revenus, alors que les plus hautes voient leurs impôts régulièrement allégés. Quelles mesures adopteriez-vous pour réintroduire de la justice sociale dans le système de prélèvement ? Les impôts indirects vous semblent-ils légitimes ?

**4** Le dépassement du capitalisme est-il votre objectif ? Si la réponse est positive, comment comptez-vous y parvenir au sein d'un pays pleinement intégré à

l'économie capitaliste mondialisée ? Si elle est négative, quelle est votre philosophie d'encadrement du marché ?

**5** Les règles économiques de l'UE contraignent ses États membres à se conformer à une certaine orthodoxie libérale. Comment retrouver de la souplesse et une certaine marge de manœuvre dans les politiques nationales ? De quelle façon envisagez-vous la poursuite de la construction européenne ?

**6** Quelle politique de l'immigration préconisez-vous ? Selon quels critères ou quels principes autoriser ou non l'installation sur le territoire national ?

**7** Quelles mesures sociétales vous paraît-il urgent d'adopter afin d'augmenter les libertés individuelles ?

**8** Quelles propositions présenteriez-vous aux grandes puissances et aux institutions internationales pour un ordre mondial plus juste, plus solidaire et plus écologique ?





# « PARTAGER LES RICHESSES, LES POUVOIRS, LES SAVOIRS ET LES TEMPS »

CLÉMENTINE AUTAIN\*

**1** Aujourd'hui comme hier, l'antagonisme de classes est à l'œuvre partout dans le monde. Pour faire advenir une société émancipée, la lutte des exploités contre les catégories dominantes est une dynamique à construire, un moteur à rechercher. Il faut donc assumer et même revendiquer la place du conflit et du rapport de classes. Pour autant, si l'héritage du mouvement ouvrier est un socle pour penser la transformation sociale, il faut se méfier des discours routiniers et de la répétition des formules anciennes. Incorporer les mutations pour parler du monde contemporain – et donc au prolétariat tel qu'il s'est reconfiguré – est une nécessité. La classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était – ce qui ne veut évidemment pas dire qu'elle n'existe plus (l'amalgame est vite fait, mal fait!). Les employés forment de gros bataillons du nouveau prolétariat. Les travailleurs pauvres sont désormais légion. Les femmes investissent massivement le monde du travail salarié. La flexibilité et la précarité se sont installées, exerçant des pressions nouvelles sur l'ensemble du salariat. L'usine comme lieu potentiellement fédérateur laisse peu à peu la place à une atomisation des espaces de travail, ce qui entrave les solidarités de classe. La syndicalisation recule. La productivité avance. Dans un capitalisme financiarisé et mondialisé, le visage du patronat a également changé. Bref, l'analyse, y compris dans ses dimensions culturelles, de la réalité des classes sociales exploitées est à reprendre. Et ce d'autant que les catégories dominantes utilisent les nouvelles données pour complexifier à outrance le réel, brouiller les appartenances sociales, nier l'antagonisme de classe – pour mieux le raviver dans les faits en menant des politiques au bénéfice des riches. Comme l'écrivait Gramsci, la « tendance à l'unification [du prolétariat] est conti-

nuellement brisée par l'initiative des groupes dominants. » Pour le dire dans un vocabulaire simple mais qui a le mérite de traduire un réel inscrit dans la durée, les efforts incessants de la bourgeoisie pour diviser le prolétariat portent aujourd'hui leurs fruits. Pour que les catégories exploitées se fédèrent, il faut parler de ce qu'elles sont aujourd'hui et non de ce qu'elles étaient. Chez nous et ailleurs, en s'attellant à comprendre les tendances de fond à l'œuvre mondialement. Cela passe par la reconstruction d'une conscience collective, comme autrefois celle de la classe ouvrière.

Si le concept de « lutte des classes » me paraît donc toujours pertinent, je plaide pour qu'il s'articule avec les autres combats progressistes. Car tout n'est pas soluble dans l'anticapitalisme, toutes les dominations et exploitations ne relèvent pas du seul registre économique. Portés par de récents mouvements sociaux, le féminisme, l'écologie ou l'anti-racisme – indispensables à notre analyse du réel et à notre projet de société – sont là pour le rappeler. Ce qu'il convient d'opérer, ce n'est pas une addition de luttes hiérarchisées mais une démonstration de la convergence de tous les combats émancipateurs. De là peut déboucher un nouvel imaginaire politique, propice à une mobilisation populaire de grande ampleur.

**2. QUAND LA RÉVOLUTION INFORMATIONNELLE** bouscule les frontières du matériel et de l'immatériel, de la « production » et des « services », la séparation des domaines n'a pas de sens. Ce qui justifie l'appropriation sociale n'est pas le domaine d'activité, mais le caractère stratégique du besoin à assurer. Je plaide donc pour que la gauche réaffirme la supériorité de l'appropriation sociale (qui ne se confond pas avec la propriété étatique) sur la propriété privée, qu'elle énonce l'illégitimité de toutes les lois de privatisations opérées depuis vingt ans et qu'elle affirme sa volonté d'élargir le secteur public dans tous les domaines, productifs ou non, qui touchent de façon directe au développement

\* Adjointe au maire de Paris chargée de la jeunesse, apparentée communiste.

humain. L'eau, le médicament ou l'énergie figurent tout naturellement aux premiers rangs de cette volonté. Un pôle public de l'énergie avec une restitution au public à 100 % et une fusion d'EDF et de GDF, et un pôle public du médicament, avec en son cœur un établissement public financé par l'État, des organismes publics internationaux et des coopérations : voilà des chantiers qui me paraissent symboliques et hautement prioritaires. La culture est également un espace où l'intérêt public doit être remis au goût du jour pour contrer la logique de marchandisation à l'œuvre dans ce domaine. La gauche doit assumer et donner du sens à l'objectif de démocratisation de l'accès à la culture et de soutien à la création. Tout cela, évidemment, n'a de sens que replacé dans un contexte européen. Les grands acteurs européens devraient donc agir à l'échelle continentale pour que se mettent en place de véritables réseaux d'entreprises publiques dotées d'un statut clair et protégées de la concurrence.

**3. TOUT NE SE JOUE PAS AU NIVEAU DU PARTAGE** de la richesse nationale : les finalités et les modalités de production de cette richesse ne doivent pas être tenues pour secondes dans un projet de transformation sociale moderne. Mais le partage est un objectif et une méthode fondamentaux, quand le déséquilibre a été si grand depuis le début des années 1980. On sait que, depuis plus de vingt ans, 165 milliards sont passés chaque année du capital au travail. Ce n'est ni juste ni efficace. Le redéploiement des finances publiques et la réforme fiscale sont ainsi des pivots d'une politique nouvelle. Les mesures en ce domaine doivent être prises dès le début des législatures. Leur philosophie, à gauche, me semble bien connue et pertinente : revalorisation de l'imposition directe, taxation des transactions financières, refus des dérogations fiscales, revalorisation de l'impôt sur les sociétés en supprimant les effets d'assiette et les régimes dérogatoires, renforcement de l'impôt sur les grandes fortunes... On n'oubliera pas, sous peine d'inefficacité, la réforme substantielle de la fiscalité locale et notamment de la taxe professionnelle, dans le sens d'une péréquation renforcée entre les territoires.

**4. JE PENSE QUE L'OBJECTIF** du dépassement du capitalisme reste la ligne de conduite la plus raisonnable et, au bout du compte, la plus réaliste. À économie de marché, société de marché, c'est-à-dire inégalités, dépossession et violences... Au fond, le XX<sup>e</sup> siècle nous a montré que deux pistes ont échoué, chacune à sa manière. L'abolition brutale des « lois du marché », en lui substituant les mécanismes de l'État administratif, a conduit à de graves échecs. L'adaptation de l'économie libérale, avec une interiorisation sans cesse plus grande des présumées lois du marché, n'a

pas non plus porté ses fruits. Si l'on veut échapper au dilemme insoluble entre « adaptation » et « abolition », il faut viser le « dépassement ». Cela signifie trois choses à mes yeux. D'abord promouvoir, à l'échelle nationale et internationale, la réorientation des mécanismes existants de régulation des grands choix économiques (la fiscalité et le crédit) au profit des dépenses tournant autour de la valorisation du développement humain, au détriment des dépenses « inutiles », et notamment de la spéculation. La deuxième piste est la redéfinition même des règles du jeu : par exemple celle qui consisterait à inclure, dans les comptabilités publiques et privées, les effets sociaux et environnementaux des choix économiques des agents. La troisième piste, plus ambitieuse, vise à développer en les valorisant des méthodes alternatives à celles de l'ordre marchand. Le secteur public, l'économie sociale et solidaire et les expérimentations anticonsuméristes et non marchandes seraient stratégiques dans ce domaine.

L'idée que la mondialisation capitaliste est inéluctable et que nous ne pouvons rien faire à l'intérieur de nos frontières s'est malheureusement installée dans les têtes. Il nous faut donc mener une bataille idéologique contre l'hégémonie culturelle de ce discours promu par les catégories dominantes. Des marges de manœuvre existent dans le cadre national, et des convergences doivent être recherchées à l'échelle européenne et internationale pour combattre la logique du marché. Ce n'est pas la « fin de l'histoire », les peuples doivent avoir le pouvoir de décider de leur présent et de leur avenir.

**5. EN MATIÈRE EUROPÉENNE**, je ne crois pas à l'efficacité d'une méthode qui consisterait à seulement extraire une nation des cadres de l'Europe actuelle. L'exemple anglais retourné contre le libéralisme ? Ce n'est pas suffisant. Il faut impérativement se fixer pour objectif une réorientation générale et substantielle de la construction européenne. Le nouveau traité dit improprement « simplifié » montre qu'il est urgent de changer la ligne générale de la construction européenne. Il continue de faire du droit de la concurrence l'épine dorsale obligatoire de l'Union et de considérer que les autres domaines (en particulier celui des droits sociaux) lui sont subordonnés. Il faut agir pour inverser l'ordre des priorités : le droit social doit être universel et contraignant, et la règle de la concurrence limitée et non contraignante. Sur cette base, il faut un nouveau traité, non pas négocié en catimini mais débattu sur la place publique et conclu par un référendum. Dans ce traité démocratiquement élaboré et entériné, la promotion d'un modèle social européen ambitieux, la fin du pacte de stabilité, le



refus du dumping social, la promotion et l'élargissement des services publics, la réorientation des finalités et des missions des grands organismes financiers et bancaires doivent devenir des normes fondamentales et des objectifs universellement respectés de l'Union. Que, dans ce cadre, des marges de manœuvre nationales soient instituées, selon le principe de la souveraineté populaire, me paraît une bonne chose. Mais dans ce cadre seulement...

**6. FACE À UNE DROITE DÉTERMINÉE** à faire des immigrés des boucs émissaires et prête à durcir toujours plus sa législation pour les chasser de notre territoire (quatre lois votées en cinq ans sur le sujet!), la gauche ferait bien de retrouver de la cohérence et de la voix en matière de politique migratoire. Elle devrait commencer par marteler que la circulation des personnes est avant tout une richesse, qu'il n'y a pas d'explosion particulière du fait migratoire du Sud vers le Nord et que la corrélation entre chômage et immigration est pur fantasme (la période d'ouverture plus grande à l'immigration a corrélé avec une bonne croissance et un plein emploi : c'est au moment où le chômage a commencé à exploser que l'on a cherché à fermer les frontières). Par ailleurs, les frontières ne sont pas étanches et ne le seront jamais. Les États-Unis ont dépensé des sommes gigantesques pour construire un mur avec le Mexique, sans succès. Durcir les conditions d'accès des immigrés à une situation régulière conduit *de facto* à produire de la clandestinité. L'enjeu est donc de savoir quels droits nous donnons à celles et à ceux qui vivent sur notre territoire. Pour ma part, je suis favorable à une régularisation massive des sans-papiers.

**7. DANS UN MONDE OÙ LE CONTRÔLE SOCIAL** et la mise sous surveillance de nos libertés croissent chaque jour davantage, il est important que la gauche se situe clairement du côté des libertés individuelles. Cela signifie notamment d'élargir le socle des droits attachés à la personne ou, par exemple, de ne pas céder aux sirènes de la vidéosurveillance, de rechercher des alternatives à la prison, de combattre la remise en cause des lois de bioéthique (voir les tests ADN pour les immigrés). Pour augmenter les libertés individuelles, de nombreux champs de la vie sociale sont en réalité concernés. Il faut casser les ressorts des dominations – y compris symboliques – et injonctions sociales qui brident la liberté de chacune et de chacun d'entre nous. Les mesures de remise en cause des rapports d'exploitation au travail (juste répartition des richesses, démocratie dans l'entreprise...), de lutte contre le patriarcat (refonte des politiques familiales avec création massive de structures collectives publiques d'accueil de la petite enfance, durcissement

de la loi sur l'égalité professionnelle, loi contre les violences faites aux femmes, campagne pour le partage des tâches, ouverture du mariage aux couples de même sexe...) et contre le racisme (parole institutionnelle publique forte sur le colonialisme, développement du *testing*, instauration du CV anonyme, promotion de la diversité culturelle dans l'entreprise comme en politique, droit de vote des étrangers, ouverture des emplois réservés...) participeraient de l'essor des libertés individuelles. L'éducation populaire me semble un biais fondamental pour permettre à chaque individu de se construire et donc de dégager ses marges d'autonomie. Elle est en perte de vitesse ces dernières années : c'est à la gauche de lui redonner du souffle, du sens, de la réalité. Enfin, je tiens à préciser que la gauche doit sortir du vieux balancier stérile entre le tout collectif, d'un côté, et le tout individuel, de l'autre. Car, quel cadre collectif ferait sens s'il ne permettait l'épanouissement personnel? Inversement, quelle liberté individuelle sans projet collectif?

**8. JE SUIS PERSUADÉE QUE LA FRANCE** peut et doit agir pour un monde plus juste. Elle peut peser, avec l'Europe, pour quelques mesures significatives et porteuses comme l'annulation des dettes des pays du Sud, la mise en œuvre de politiques multilatérales de lutte contre la pauvreté, la sous-alimentation, les pandémies. Elle peut agir sans délai pour une réforme de l'ONU, la refondation des institutions financières et de l'OMC, la dissolution de l'OTAN et le désarmement général. Sur ce point, beaucoup de propositions fortes ont été élaborées depuis quelques années par les ONG, les associations, les mouvements altermondialistes. Elles forment des pistes sérieuses pour une réorganisation de l'espace public international. Il est impensable que la communauté internationale n'en fasse pas la base, la seule base réaliste, d'une nouvelle donne planétaire.

**CONCLUSION** La quête d'égalité et d'émancipation n'a pas pris une ride face au capitalisme mondialisé, à la concurrence généralisée et au chacun-pour-soi. Des ruptures sont nécessaires pour s'opposer aux normes du marché qui conduisent à tant de désastres humains et écologiques : il faut les assumer. C'est bien le goût de la transformation sociale qui fait la saveur de la gauche, et non sa capacité à s'adapter à l'ordre existant. Partager les richesses, les pouvoirs, les savoirs et les temps devrait être au cœur de son discours. Nos réponses sonnent aujourd'hui comme un catalogue de propositions désarticulées : elles doivent à nouveau s'inscrire dans la durée, se porter sur tous les sujets et refléter une cohérence de projet dont les termes sont à revisiter. ●



# « FAIRE CONTRIBUER DAVANTAGE LES PLUS NANTIS EST JUSTE. »

JEAN-CLAUDE GAYSSOT\*

enquête lancée par *Nouvelles Fondations* vient à point nommé. Tous les gens de gauche, tous les progressistes et singulièrement, parmi eux, tous ceux qui, révolutionnaires, luttent pour la transformation sociale, ont aujourd'hui le devoir de réinvestir le champ de l'idéologie, de la bataille d'idées. Je suis communiste depuis plus de quarante ans, et je suis de ceux qui croient que les concepts de gauche et de droite (leurs représentations aussi) ne sont pas dépassés. Mais mon (notre) communisme n'a rien à voir, ni avec tout ce qui s'est fait à l'Est et ailleurs, et parfois chez nous en son nom mais – c'est l'analyse que j'en fais *a posteriori* – avec ce qu'il y a de plus beau dans les combats pour l'émancipation humaine, des individus et des peuples, y compris chez nous avant et après la création du PCF en 1920.

Mais ne devons-nous pas porter également une sévère critique sur la gauche française et européenne ?

La crise du communisme se paye *cash* si je puis dire : 1,9 % des voix lors de la dernière élection présidentielle, malgré les sept ou huit cents parrainages d'élus, malgré surtout les dizaines de milliers de militants et de militantes, dévoués et compétents eux aussi dans tout le pays en faveur de notre candidate.

La crise de la social-démocratie se mesure plus confusément. D'autant plus que, malgré ses échecs électoraux, l'idée qu'elle seule représente l'alternance aux équipes de droite au pouvoir en place lui confère un statut privilégié dans la bipolarisation à l'anglo-saxonne à l'œuvre. Une majorité, une opposition, mais une acceptation commune faisant du système capitaliste et de l'exclusive loi du marché, dans tous les domaines, la fin de l'histoire.

Bien sûr, nous sommes en France, avec ce qu'il y a de plus enraciné en matière d'affrontements entre la droite et la gauche, et aussi avec ce qu'il y a de plus

enraciné au sein de la gauche elle-même entre le courant révolutionnaire, divisé quant aux moyens pour réussir la transformation sociale (processus ou Grand Soir) et le courant réformiste, lui aussi divisé pendant longtemps en Europe et encore chez nous, sur les aménagement et/ou le niveau des transformations possibles dans le cadre du système actuel.

De ce point de vue, il me semble que l'on ne peut opposer frontalement le social-libéralisme à la social-démocratie, mais plutôt le comprendre comme une évolution « normale » d'un réformisme acceptant la loi exclusive des marchés financiers. Il est significatif qu'un dirigeant du PS comme Dominique Strauss-Kahn, qui dirige aujourd'hui le FMI, dont l'un des rôles majeurs est de conditionner les aides aux pays qui souffrent à la libéralisation et aux privatisations, demandait, il y a peu, que le PS se social-démocratise ! Pourtant, cette évolution n'est pas simple. Évidemment parce que réellement de gauche, c'est-à-dire fondant leur militantisme et leur action sur la justice sociale, la citoyenneté, la liberté, et la laïcité, des hommes et des femmes au sein du PS, du Mouvement des citoyens, des radicaux de gauche, des écologistes, des altermondialistes, au sein du « peuple de gauche », résistent à cette social-libéralisation et à la confusion. La transformation du PS en une sorte de parti démocrate à l'italienne ou à l'américaine suscite et suscitera bien des affrontements en son sein.

C'est vrai aussi dans d'autres pays où l'on voit émerger, aux côtés du centre gauche face au centre droit, des forces politiques nouvelles dans lesquelles veulent agir tous ceux qui croient tout simplement que c'est aux peuples qu'il appartient d'écrire leur histoire et donc qu'aucun système, je dis bien aucun système, pas plus capitaliste que communiste, ne peut se substituer à cette écriture.

Je me limiterai donc dans mes réponses à ce questionnaire au sens auquel je crois plutôt qu'à des développements et à des débats, pourtant indispensables, que

\*Vice-président communiste du Conseil régional du Languedoc-Roussillon, ancien ministre.



l'enquête de *Nouvelles Fondations* permettra, j'en suis convaincu, d'enrichir.

**1. JE PENSE QUE LA NOTION DE CLASSE** est toujours pertinente, mais les classes ont évolué depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. C'est vrai au niveau du prolétariat et du salariat en général, c'est vrai au niveau du rapport à la propriété du capital lui-même. Le travail théorique est indispensable sur ces évolutions, y compris sur les couches moyennes et sur la place des intellectuels et des créateurs.

Je pense aussi que la différence de situation entre ceux qui ont, du fait de leur situation (propriétaire ou/et dirigeant), la possibilité de récupérer la plus-value créée par le travail et d'en décider seuls l'affectation, et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre, dégage inévitablement des conflits d'intérêts en termes de partage, mais plus profondément en termes d'émancipation humaine. Exploitation et aliénation ne sont pas séparables. Dès lors, est-ce que le concept de lutte des classes permet de décrire les mécanismes du corps social? Oui, en ce sens que les contradictions inhérentes à cet antagonisme peuvent permettre une autre répartition des richesses selon les rapports de force sociaux, politique, et idéologiques et pour ce qui concerne notre raison d'être, la transformation sociale, peuvent permettre cette évolution révolutionnaire, ce processus dans lequel la visée n'est autre que l'émancipation humaine.

Autrement dit, les classes et les antagonismes existent, mais c'est en termes de conscience de cette réalité et des rapports de forces existants que se jouent les régressions ou les progrès : les mécanismes du corps social.

**2. L'APPROPRIATION COLLECTIVE** des grands moyens de production et d'échange n'est pas en soi suffisante pour inscrire la lutte contre l'exploitation et l'aliénation dans la visée de l'émancipation humaine. Ce qui doit être engagé en même temps que le transfert de propriété, c'est l'appropriation sociale (moyens et finalités). Dit autrement, je pense que la question de la diffusion des pouvoirs en faveur du savoir-faire (les salariés) et de l'usager lorsqu'il s'agit de service public, est devenue primordiale. Le propriétaire, l'État ou le privé, ne devrait plus prétendre à l'exclusivité de la décision sur toutes les grandes questions stratégiques (localisation, investissement matériel et immatériel). La codécision obligatoire sur ces questions garantirait que les choix des entreprises (publiques ou privées) ne soient en aucun cas contraires à l'intérêt général.

Cela étant, la question d'une plus grande maîtrise publique dans des secteurs décisifs pour l'intérêt national et planétaire doit être posée (énergie, eau, santé, crédit, logement, transports collectifs).

**3. LA FISCALITÉ** devrait constituer un bon moyen pour lutter contre les inégalités et pour donner aux institutions

les moyens d'une meilleure égalité des chances sur tout le territoire. Toute la fiscalité visant à faire contribuer davantage ceux qui sont les plus nantis me paraît juste. *A contrario*, la fiscalité qui frappe sans discernement (TVA), et donc plus durement les familles les plus modestes, est injuste. Au bout du bout du compte, pourquoi ne pas viser une hiérarchie des revenus moins inégalitaire – avec un relèvement conséquent du « bas » et un écrasement du haut? C'est vrai à l'échelle de notre pays (7 millions de gens dans la misère), c'est vrai à l'échelle du monde.

Il reste que la question du prélèvement nécessaire sur les marchés financiers et sur la spéculation constitue le point nodal d'une véritable réforme de la fiscalité, pour une réelle politique du mieux partagé.

**4.5. CHEZ NOUS, BIEN SÛR**, mais ce combat doit aussi être mené et gagné à l'échelle de l'Europe et du monde. Tout est fait pour alimenter l'idée de fatalité. Il fut un temps où l'on opposait à la politique nouvelle préconisée par les communistes et par le Programme commun le risque de la fuite des capitaux! Aujourd'hui, les capitaux ne fuient pas, ils se baladent librement au gré de leurs propres gonflements. On nous explique – et je crois qu'il y a du vrai – que le mouvement des capitaux est créateur de valeur ajoutée! Alors, taxons les mouvements de capitaux sur la valeur ajoutée. Oui à la TVA sur les mouvements de capitaux. Non à la TVA sur les produits essentiels de consommation courante. Le revenu de cette taxe pourrait être considérable et affecté (par qui?) à des investissements et à des activités utiles au bien commun et au développement durable dans les pays émergents notamment.

De manière plus générale, la dimension « gratuité » ou part de gratuité doit être portée dès lors qu'il s'agit d'exclure tout le monde du vécu de la misère. Le chantier est considérable. Quelle réforme chez nous et à l'échelle européenne? Quelle réforme et quelle rupture aussi à l'échelle planétaire (Europe, ONU, FMI, OMC, BIT)?

Nous avons besoin du marché, mais nous subissons sa loi. Tel est le dilemme! Comment contester efficacement la loi exclusive du marché sans nier la place et le rôle du (des) marché(s)? C'est pourquoi je pense que la question des questions est la contestation du système capitaliste comme fin de l'histoire et donc son dépassement dans le cadre d'un processus révolutionnaire transformateur.

Ce processus suppose des bougés importants en termes de construction de rapport de force politique et idéologique. Y compris pour remettre en cause les critères de Maastricht et le pacte de stabilité européen. J'ai récemment proposé, par exemple, que soient comptabilisées à part les dépenses d'investissements en



faveur des infrastructures (rail, voie d'eau, maritime, inter-modalité) permettant le report modal pour répondre aux défis du développement durable.

Si le travail est le père de toutes les richesses, c'est la terre qui en est la mère. Or, dans ce domaine comme dans tous les autres, le libéralisme et le volontarisme en faveur de l'intérêt général ne font pas bon ménage. Le combat pour une croissance sociale et humaine non productiviste est à l'ordre du jour. Plutôt que de se rallier en semblant se renier au concept de développement durable, mobilisons-nous pour conjuguer la croissance en faveur du social, du durable et du sociable. Le fonctionnel et l'économie doivent reprendre le dessus sur le gadget et l'éphémère. Cela passe par la démocratie et par la lutte contre la recherche du profit le plus grand et le plus immédiat possible.

**6. TOUTE POLITIQUE DE REPLI** est inhumaine et inapplicable. La sélection que propose le gouvernement actuel en la corsant de tests ADN relève d'un état d'esprit populiste et dangereux. Ce qui s'est passé au Zénith le 14 octobre est significatif de la capacité à mettre en échec cette inique loi. J'ai beaucoup d'amertume à constater l'absence des premiers dirigeants de mon parti à cette initiative.

L'argument selon lequel les tests ADN seraient utilisés dans d'autres pays européens ne peut être opposé aux défenseurs du droit du sol pour la citoyenneté. En effet, ce sont essentiellement dans des pays où subsistent encore des monarchies que la notion de droit du sang prévaut sur l'universalité des valeurs de la République. Il n'est pas de politique de l'immigration possible qui ne soit conjuguée avec les deux plus beaux mots : humanité et solidarité. Humanité pour régler réellement avec cette approche toute la question des sans-papiers. Solidarité, pour poser dans le même mouvement la question du développement des pays émergents, du codéveloppement.

**7. À MES YEUX**, Il ne s'agit pas de mesures sociétales qui seraient déconnectées des questions essentielles. La question de la liberté, c'est-à-dire de l'émancipation humaine, est la première des questions. C'est parce que nous avons tourné autour du pot, en référence aux étapes (la dictature du prolétariat) ou à l'idéologie (la liberté formelle opposée à la liberté réelle) que nous nous sommes enlisés et que la représentation du communisme dans le monde est aussi négative.

Je crois que la liberté de chacun doit être épaulée par l'obtention de droits et de pouvoirs nouveaux dans l'entreprise et dans la cité, et par le respect absolu de ces droits et de ces pouvoirs par toutes les institutions. Ce qui signifie que les dérives actuelles sécuritaires (multiplication du fichage et du flicage, caméras) doivent être combattues. Mon sentiment à la lumière de l'histoire

contemporaine et de ma propre expérience m'oblige à dire franchement que, comme tout se joue en termes de rapports de force politiques et idéologiques, il n'est pas de progrès réels acceptés en dehors d'un nouveau contrat social déterminé par notre peuple.

Évidemment la question du droit à la citoyenneté pour chacun de nous est essentielle pour cette émancipation humaine. J'écrivais en 2001 : « Je pense à cette France black-blanc-beur et en particulier à ces jeunes qui peuplent les cités de nos grandes villes et qui paient au prix fort les blessures cumulées de la crise du travail, cette grande question née au XIX<sup>e</sup> siècle et de la crise urbaine qui fut la grande affaire du XX<sup>e</sup> siècle. Certes la politique leur donne ce qu'elle sait faire : "une politique de la ville". Mais, dans ses gestes de chaque jour, elle leur refuse l'essentiel : la reconnaissance et la dignité. Car la politique est "blanche", comme l'embauche, le logement digne de ce nom ou la boîte de nuit du samedi soir, et cela retombe comme une ségrégation à l'encontre de tous. À l'heure où "la Commission des droits de l'homme s'alarme de la progression du racisme" (*Le Monde*) et où les passerelles fonctionnent à nouveau entre la droite et l'extrême droite, imagine-t-on ce qui se produirait chez eux si un parti, non seulement disait, ils le disent presque tous, mais mettait enfin en pratique l'idée de la "France plurielle", se refusait à ce qu'on appelle "immigré" un jeune né ici et à ce que l'on fasse de l'appartenance à la France une question de "souche", de "sang" ou de nombre de générations, s'il le décidait enfin par des actes conséquents et quotidiens à décoloniser les esprits? Quel verrou sauterait alors et pour chacun, quelle que soit la couleur de sa peau?

» Il y a un siècle et demi, les communistes de Marx surent dire aux ouvriers qui n'étaient rien qu'ils étaient tout, qu'ils étaient un sujet de l'histoire (la "classe ouvrière") appelés non seulement à se libérer, eux, mais à libérer toute la société. Qui peut dire ce qui se passerait si les communistes d'aujourd'hui accomplissaient une semblable "folie", qui est au fond un véritable geste d'amour, en direction des "damnés de la ville", qui sont aussi bien souvent, je l'ai dit, les "damnés du travail" et des "damnés de la citoyenneté"?

» Ce que la société ne veut plus, c'est être dépossédée de tout ce qui fait sa vie, de tout ce qui décide de la vie de chacun. »

**8. CE QUI COMPTE**, c'est le rapport de forces sur le plan des idées, du social et du politique. Les meilleures propositions ne pourront se traduire concrètement qui si elles sont portées par le plus grand nombre de peuples. Cela doit nous encourager à regarder ailleurs et à travailler avec les autres. La lutte pour la paix et le droit à la citoyenneté du monde sont essentiels.



Nous avons en son temps dénoncé la politique des blocs. Aujourd'hui, au point de vue de la puissance financière, économique et militaire, nous vivons la puissance du bloc américain.

Le risque est réel que l'hégémonie économique et militaire nourrisse l'hégémonie idéologique sur la finalité du libéralisme économique. J'ai déjà parlé des moyens de se protéger contre les délocalisations, c'est-à-dire les déplacements d'activités pour aller chercher ailleurs des coûts de production salariaux plus faibles et des conditions de travail et démocratiques restrictives. Je pense aussi que doivent être organisées, à l'échelle de l'Europe notamment, les protections ou plutôt les compensations ou taxations tarifaires liées notamment aux sous-évaluations monétaires délibérées, à la sortie des produits des pays qui jouent le dumping monétaire. Concernant l'Europe, il faut absolument remettre en cause la surévaluation relative de l'euro organisée par la Banque centrale européenne.

Mais c'est encore en termes de solidarité et de convergence bilatérale, multilatérale, syndicale et politique, à l'échelle de l'Europe et du monde, et avec les pays émergents que nous devons construire plus à fond les rapports de forces suffisants, des pouvoirs nouveaux, ce que j'ai appelé la codécision.

Contre ce monde unipolaire, des solidarités et coopérations doivent pouvoir se construire entre pays développés et pays émergents sur des questions essentielles comme celles du codéveloppement durable et du commerce soutenable.

**CONCLUSIONS** Les valeurs essentielles de la gauche ne sont pas obsolètes. Il est, me semble-t-il, nécessaire de les revivifier comme de revisiter toute la pensée du mouvement ouvrier et du combat transformateur en faveur du socialisme et du communisme.

Nous devons le faire non par nostalgie ou pour je ne sais quel retour au passé, mais pour porter et prolonger ce qu'il y a de plus beau, depuis des générations, dans les combats en faveur de la liberté, de la culture, de la justice : l'épanouissement humain. La critique vive du présent, nous devons la faire au nom de l'avenir, en nourrissant l'espoir et non la déprime et la culpabilisation.

Cela suppose un effort considérable pour que les propositions soient portées par le plus grand nombre possible et deviennent ainsi une force matérielle. Partir de la réalité pour la transformer, la transformer pour l'embellir, c'est à ce processus révolutionnaire ouvert sur l'Europe et sur le monde qu'en tant que force progressiste nous devons travailler. ●



# « LA GAUCHE DOIT SE DONNER DES OBJECTIFS VOLONTARISTES »

FRANÇOIS HOLLANDE\*

1 S'il s'agit de savoir si nous retenons toujours la philosophie marxiste de l'histoire fondée sur le concept de lutte des classes, la réponse est non. Nous savons en effet que la réalité sociale est beaucoup plus complexe aujourd'hui. Nous sommes dans une société dite postindustrielle qui fragmente le corps social et le salariat de manière plus globale. Malgré tout, nos sociétés sont partagées dans un conflit majeur entre ceux qui n'ont que leur force de travail comme source de rémunération, et l'ensemble des revenus lié à ce que l'on appelle la « sphère financière » et à la rente. Quand la droite, depuis 2002 et récemment avec le paquet de fiscal de Nicolas Sarkozy, sert les revenus financiers et du patrimoine au détriment des revenus du travail, la gauche, pour moi, par son histoire et sa philosophie ne peut être que du côté du travail.

L'appartenance à une classe sociale est bien évidemment une question de niveau de revenus, mais pas seulement ; cette appartenance se définit aussi par le sentiment que chacun éprouve d'appartenir à une classe, ou par le regard porté par les autres sur soi. On s'identifie à une classe sociale ou on est catalogué comme appartenant à une classe sociale.

Nous ne partageons donc pas l'opinion de ceux qui croient à la disparition des classes sociales ou qui proclament la fin de la classe ouvrière.

Il faut cependant noter que la nouvelle organisation du travail résultant de la mondialisation financière isole de plus en plus les salariés les uns des autres et tend ainsi à amoindrir le sentiment d'appartenance à une classe sociale. La prééminence donnée à l'individu finit par remettre en cause l'idée même de l'intérêt général. La France compte environ 25 % d'ouvriers, mais ceux-ci ont beaucoup plus de difficultés qu'auparavant à s'organiser et à se structurer en classe, car l'entreprise est de moins en moins un lieu de rendez-vous

de masse. Tout l'enjeu pour la gauche est de remettre au cœur de nos sociétés la question du travail tout en redéfinissant des liens collectifs garantissant des droits qui sont à la base de la solidarité. C'est la lutte contre la précarité dans le travail ; c'est la sécurité sociale professionnelle tout au long de la vie et, plus largement, le renforcement du rôle et de la place des syndicats et de la négociation sociale.

La persistance d'inégalités structurées, porteuses de conflits d'intérêts dans le système productif, nous conduit à considérer que le concept de lutte des classes est toujours pertinent pour aider à décrire les mécanismes du corps social.

2. LA LOGIQUE DE L'APPROPRIATION collective des moyens de production, et donc la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, ne peut plus être posée en ces termes aujourd'hui. D'abord, parce que, historiquement, ce système n'a pas prouvé son efficacité en termes de créations de richesses ; l'économie de marché a une force créatrice qui nous a conduits à en accepter les mécanismes tout en cherchant à les réguler à deux niveaux.

– C'est l'État qui est souvent le seul en capacité d'engager des investissements lourds à moyen et long terme (grandes infrastructures, production énergétique...), car le marché, comme la sphère financière aujourd'hui, est dominé par une logique de rentabilité à court terme. C'est aussi le cas dans un certain nombre de secteurs majeurs où le marché est incapable de prendre en compte l'intérêt général de nos sociétés.

– C'est l'accès à des ressources ou des services essentiels à la vie (éducation, santé, ressources naturelles...). En conséquence, la fonction de l'État n'est plus de se substituer au secteur privé dans la production et la commercialisation des biens et des services marchands. En revanche, dans cette sphère marchande, il reste à l'État la fonction de régulateur de cette sphère marchande en fixant les droits et les règles qui s'appliquent

\* Premier secrétaire du Parti socialiste, député de Corrèze.

à chacun (normes sociales, sanitaires, environnementales, etc.).

La gauche ne peut pas accepter l'idée d'une absence d'implication de l'État et de la puissance publique dans l'économie de marché. C'est la différence majeure que nous avons avec les néo-libéraux. Elle doit même la revendiquer au nom des deux principes que je viens d'évoquer.

**3. POUR NOUS, LA FISCALITÉ** doit retrouver sa fonction d'outil au service d'une politique de redistribution et de lutte contre les inégalités produites par l'économie de marché si elle n'est pas régulée et maîtrisée. Cela passe tout d'abord par la remise en cause des cadeaux fiscaux accordés depuis 2002 aux titulaires de patrimoines les plus élevés, qu'il s'agisse des allègements en matière d'ISF ou de la création du « bouclier fiscal ». De même, il serait équitable d'augmenter la CSG sur les revenus du patrimoine et de placements, afin d'augmenter les recettes du budget social de la nation. Là est le vrai sujet : la droite n'a cessé de réduire les bases sur lesquelles s'appuient les recettes pour financer la solidarité à l'aide d'exonérations successives de cotisations sociales et d'avantages fiscaux. La suppression de la taxe d'habitation, qui pèse proportionnellement plus sur les bas revenus que sur les foyers aisés, devrait être étudiée, en finançant son coût, par exemple, par une augmentation de la taxe foncière et par l'instauration d'une vignette automobile écologique.

Les impôts indirects, comme la TVA, sont régressifs en fonction du revenu, ce qui milite contre le projet de TVA « sociale ».

**4. LA QUESTION POSÉE SUR LE DÉPASSEMENT** du capitalisme consiste à imaginer une autre organisation du monde. J'émet donc deux objections.

La première, c'est que le capitalisme revêt aujourd'hui plusieurs formes différentes. Qu'y a-t-il de commun entre le capitalisme financier que l'on connaît aujourd'hui et le capitalisme industriel du début du XX<sup>e</sup> siècle? N'y a-t-il pas aujourd'hui des formes de « capitalisme d'État » comme celui de la Chine qui vient de créer un fonds financier d'État pour investir demain dans le monde?

La seconde, pour moi, c'est que le dépassement du capitalisme est indissociable de la question démocratique à l'échelle du monde, car la priorité, c'est la maîtrise par les hommes de leur destin qui ne peut être subordonné aux logiques capitalistes qui n'ont que pour seul objectif le profit, la rentabilité financière. Il nous faut donc éviter que les logiques capitalistes ne finissent pas nous dépasser, c'est-à-dire qu'il nous faut protéger les enjeux de l'humanité des logiques de profit; c'est le cas pour le développement durable, l'environnement; c'est le cas de la lutte contre le creusement des inégalités dans le

monde, par ailleurs sources de tensions, et c'est aussi le cas sur la question de la paix.

Cela passe par une réorganisation démocratique du monde, et, pour cela, il faut renforcer tous les lieux de débats multipolaires. Je pense en particulier à l'ONU avec non seulement le Conseil de sécurité, mais aussi un conseil sur l'environnement et un conseil sur le développement.

Et cela passe par un projet politique à l'échelle de l'Europe. Car, si nous ne sommes pas capables de nous organiser à l'échelle de notre continent, nous ne pourrions pas peser sur les choix du monde de demain face à des puissances émergentes comme la Chine ou l'Inde, l'Amérique latine avec le Brésil, et, bien entendu, face à la super-puissance américaine.

**5. L'INTRODUCTION DE L'EURO** a indiscutablement constitué un progrès, car il protège nos sociétés des effets néfastes de la spéculation monétaire et de l'inflation. Ainsi, il redonne des marges de manœuvre à une politique nationale, en particulier dans le domaine économique et social, car, avec des déficits (budgétaire, commercial, Sécurité sociale) tels que ceux que nous connaissons aujourd'hui avec la politique de la droite, notre monnaie aurait connu plusieurs dévaluations conduisant notre pays et les Français à l'appauvrissement.

Mais nous ne pouvons pas réduire le projet européen à la monnaie unique. Et s'affranchir des critères de Maastricht ne résoudrait pas les problèmes que nous connaissons, qu'ils soient économiques ou sociaux.

Entre 1997 et 2002, nous avons mené une politique qui faisait le choix de la création d'emplois et de la croissance. C'est une preuve de la possibilité donnée par l'Europe à chaque État de mener sa propre politique. Les améliorations apportées en 2005 au fonctionnement du pacte ont permis de le rendre moins rigide et de répondre aux différentes critiques qui lui avaient été adressées.

Le respect du pacte de stabilité et de croissance n'empêche pas de mettre la politique budgétaire nationale au service de la croissance économique, notamment via une politique d'investissements publics, ce qui implique, comme indiqué ci-dessus, de ne pas réduire la pression fiscale. Cette politique d'investissements publics doit être complétée par une politique industrielle qui permette de répondre aux défis de la mondialisation et des délocalisations. Cela passe par des initiatives nationales, et aussi par une action au niveau européen.

Cependant, il nous faut réorienter la politique européenne. C'était le sens du vote des Français au moment du référendum sur le traité constitutionnel. Deux axes me semblent essentiels pour la gauche.

– Le premier porte sur la définition d'un cadre juri-



dique pour protéger les services publics. C'est pourquoi je propose que la présence française mette sur la table la question de la directive cadre sur les services publics d'intérêt général (énergie, transport public, santé, éducation...).

– Le second, c'est la question de l'harmonisation sociale et fiscale au sein de l'espace européen.

Sur ces deux sujets, la gauche doit être pleinement mobilisée en France comme en Europe. C'est la raison pour laquelle j'avais demandé que le Parti socialiste européen débattre de ces deux sujets et nous avons obtenu, sur les deux points, un accord qu'il va nous falloir maintenant mettre en œuvre.

**6. LÀ AUSSI, UNE QUESTION AUSSI IMPORTANTE** exige d'être abordée à l'échelle européenne. Car tous les pays européens aujourd'hui sont confrontés aux mêmes problèmes et chacun y apporte des réponses différentes.

Il faut partir de trois constats. Premièrement, à l'horizon d'une vingtaine d'années, du fait de notre évolution démographique, nous ne pourrions maintenir notre niveau de vie et financer nos régimes de retraites que si nous faisons appel à l'immigration. Deuxième constat : beaucoup d'immigrés arrivent sans qualification et se trouvent rapidement soit au chômage, soit en situation précaire, ce qui inquiète fortement ceux de nos concitoyens qui sont eux-mêmes dans une situation précaire ou au chômage ; ils perçoivent alors les immigrés comme des concurrents déloyaux. Troisièmement, la droite exploite politiquement la situation en créant un amalgame systématique et constant entre immigration et insécurité.

Il est clair qu'il faut tout d'abord arrêter d'instrumentaliser la question de l'immigration, en ne la rapprochant plus de l'identité nationale et en ne faisant plus voter de nouvelles lois chaque année.

Partant de ces constats, et contrairement au discours de Nicolas Sarkozy sur l'immigration choisie, nous développons le concept de l'immigration partagée.

Partagée, car la politique d'immigration doit être conduite à l'échelle européenne et elle doit se faire en concertation avec les pays d'émigration sur la base de trois principes.

– Il ne peut pas y avoir de maîtrise des flux migratoires sans politique de codéveloppement et d'aide au développement. Sur ce sujet, le dernier rapport de la Cnused est éclairant : près de 400 milliards de dollars quittent tous les ans l'Afrique pour une dette de 200 milliards de dollars. Maintenir l'investissement en Afrique est le premier objectif que nous devons avoir. Il faut aussi organiser l'épargne transférée par les travailleurs immigrés pour permettre les investissements utiles au développement. Et enfin, favoriser l'aide publique au codéveloppement et la coopération décentralisée.

– Il faut s'orienter vers une politique qui favorise les allers et retours pour la formation, pour l'éducation, le travail entre les pays d'origine et le nôtre.

– Enfin, il nous faut régler la question des clandestins en luttant efficacement contre les filières clandestines et en appliquant une politique de régularisation qui s'appuie sur des critères objectifs de présence et de travail et de liens dans notre pays. Ainsi, il faut revenir sur les lois qui portent atteinte au regroupement familial (test ADN) et rétablir la possibilité de pouvoir être régularisé quand on est sur le territoire depuis au moins dix ans.

**7. LA LUTTE CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS** est une priorité. Tant de nos concitoyens sont freinés dans leur recherche d'emploi, dans leur carrière, dans leur épanouissement personnel à cause de la couleur de leur peau, de leur religion, de leur sexe ou de leur orientation sexuelle. Le renforcement du lien social et le maintien de notre cohésion sociale rendent nécessaires de nouveaux droits.

**8. TROIS INITIATIVES PARAISSENT URGENTES.**

– La première a trait au dumping monétaire. Les États-Unis et la Chine déprécient leur monnaie, ce qui leur permet de se doter d'un avantage compétitif majeur vis-à-vis des économies européennes. Ils relancent ainsi leurs économies au détriment de la nôtre. Une gouvernance monétaire internationale est indispensable. La zone euro, les États-Unis, le Japon et la Chine devraient se mettre d'accord sur des fourchettes de taux de change qu'ils s'engageraient à respecter et à défendre. La France pourrait prendre une initiative en ce sens au G8.

– La deuxième a trait au dumping social et environnemental pratiqué notamment par la Chine et l'Inde. L'Europe devrait, dans le cadre des négociations engagées au sein de l'OMC, n'accorder des avantages commerciaux qu'aux États qui respectent un minimum de normes sociales et environnementales.

– La troisième a trait à la politique d'aide aux pays en voie de développement. La France et l'Europe doivent augmenter leur effort et inciter la Banque mondiale comme le FMI à œuvrer pour le développement durable de ces pays. Notre pays doit aussi être plus exigeant en termes de respect des droits de la personne humaine. Nous devons moins nous ingérer dans la vie politique intérieure des pays africains, tout en conditionnant notre coopération au respect de ces droits.

**CONCLUSION** Notre situation économique et sociale est de plus en plus difficile. La croissance n'est pas au rendez-vous, le taux d'activité des jeunes et des seniors est trop faible, la discrimination est toujours là, le pouvoir d'achat stagne, la mondialisation inquiète les popula-





tions les plus fragiles, la droite pratique une politique de plus en plus défavorable aux salariés (remise en cause du droit du travail, du CDI, de la protection contre les licenciements), les plus favorisés bénéficient de cadeaux fiscaux... La gauche se doit de proposer une alternative à cette situation et à cette politique. Cela passe par une rénovation de nos méthodes et de nos programmes,

tout en restant fidèles à nos valeurs. La gauche doit se donner des objectifs volontaristes : le renforcement du lien social, la défense des salariés et la réhabilitation du rôle de l'État. Car c'est la gauche qui agit le mieux en direction du travail, c'est la gauche qui rémunère le travail, c'est la gauche qui réhabilite le travail. C'est la gauche qui évite son explosion. ●



# « RÉHABILITER L'APPROPRIATION COLLECTIVE »

ALAIN KRIVINE\*

**1** Je considère effectivement que l'existence des classes sociales, de leurs places antagoniques dans la société et de leur lutte pour la répartition des richesses constituent toujours une grille d'analyse essentielle pour comprendre le monde tel qu'il va. On peut même dire qu'avec la mondialisation capitaliste et l'offensive néolibérale que l'on connaît actuellement ce facteur explicatif de l'évolution des sociétés n'a jamais été aussi pertinent. Beaucoup s'interrogent – ou feignent de s'interroger – sur l'existence ou la disparition de la classe ouvrière. Mais personne ne songe à s'interroger sur... la disparition de la bourgeoisie capitaliste. Et pour cause ! La concentration des richesses produites par le travail de tous au profit d'une petite minorité privilégiée n'a jamais été aussi grande.

En revanche, on se doit de comprendre les transformations apparues au sein de la classe ouvrière, avec la disparition ou la diminution de certains groupes comme les mineurs ou les sidérurgistes et le développement de nouvelles couches (employés, techniciens, etc.), toujours exploitées et aliénées dans le processus de production. Ces couches, en termes de formation ou de revenus, sont très hétérogènes et n'ont pas directement conscience de faire partie du prolétariat au sens large du terme. Il convient donc de travailler le contenu de nouvelles revendications unificatrices débouchant sur la remise en cause commune d'un système capitaliste qui marchandise complètement leur existence du berceau au cimetière, mais sous des formes plus subtiles qu'avant.

Cela ne signifie pas, pour autant, que l'exploitation capitaliste et la lutte des classes expliquent tous les phénomènes politiques et sociaux. À ces phénomènes centraux se superposent diverses formes d'oppressions – oppression de genre, oppression raciste, oppressions nationales et culturelles – qui sont à l'origine d'autant

de mouvements sociaux. Tous ces mouvements ont leur légitimité et ne doivent en aucun cas être subordonnés à la lutte entre exploités et exploités. Dans ces combats quotidiens, la LCR n'établit pas de hiérarchie. Mais elle vise à faire converger la lutte contre l'exploitation capitaliste et les luttes contre toutes les formes d'oppression.

**2. OUI, ELLE EST ABSOLUMENT NÉCESSAIRE.** Chaque jour, on peut constater que la propriété privée des moyens de production, la concurrence entre entrepreneurs privés et la recherche du profit maximal à court terme qui en découle sont absolument incapables de satisfaire les besoins sociaux des populations. Cela dit, l'idée de nationalisation a été largement discréditée, à la fois par l'expérience de l'économie bureaucratique de l'Union soviétique et des pays de l'Est, et par les nationalisations effectuées par l'Union de la gauche après 1981. C'est pourquoi je pense qu'il faut réhabiliter la notion d'appropriation collective – dont la nationalisation n'est que l'une des formes possibles – en partant, comme nous y invite le mouvement altermondialiste, de l'affirmation qu'existent des « biens communs » : la santé, l'éducation, la culture, le logement, la nourriture, l'eau, l'énergie, la possibilité de communiquer, etc., auxquels chacun et chacune doit pouvoir avoir accès, quels que soient ses revenus. C'est une logique de service public et de contrôle démocratique de la population qui doit s'appliquer, ce qui implique d'aller vers la gratuité, un objectif évidemment impossible si leur production reste l'apanage de propriétaires privés, seulement intéressés par le profit.

**3. LOIN DE CONTRIBUER** à une redistribution plus égalitaire des richesses, les différentes réformes fiscales mises en œuvre depuis des décennies, et aujourd'hui par le gouvernement Sarkozy, visent en fait à défendre les intérêts des patrons et des contribuables les plus privilégiés au détriment des salariés modestes et des couches populaires. Le poids croissant des impôts indirects, en particulier la TVA, va tout à fait dans ce sens.

\* Porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire.

C'est, de loin, la fiscalité la plus injuste puisqu'elle frappe indistinctement les consommateurs, quelles que soient leurs ressources.

Il faut faire exactement l'inverse : restaurer la progressivité de l'impôt sur le revenu en augmentant le nombre de tranches et en accroissant les taux appliqués aux tranches supérieures, rétablir à 50 % le taux de l'impôt sur les bénéfices, rétablir les droits de succession et inclure l'« outil de travail » dans l'assiette du calcul de l'ISF Et supprimer la TVA, en commençant par la TVA sur les produits de première nécessité...

**4. NOTRE OBJECTIF**, c'est la destruction du système capitaliste et la construction d'une société socialiste reposant sur l'appropriation collective, la planification démocratique et l'autogestion. Cela implique précisément une certaine rupture avec l'économie capitaliste mondialisée et la priorité donnée à la satisfaction des besoins populaires avant celle des actionnaires. Naturellement, fidèle en cela à la tradition de notre mouvement, je ne conçois pas l'instauration d'une société libérée du règne du profit – d'une société socialiste – dans un seul pays. Mais je reste convaincu qu'un pays qui romprait effectivement avec le capitalisme constituerait une source puissante d'impulsion d'un mouvement social – européen et international – qui contesterait le capitalisme dans les autres pays.

**5. LA CAMPAGNE CONTRE LE TRAITÉ** de Constitution européenne (TCE) a été particulièrement éclairante. La coalition des élites (politiques, syndicales, économiques, culturelles, françaises et internationales) n'a pu empêcher les couches populaires d'exprimer leurs refus et leurs aspirations. Aux opposants de gauche au TCE les bons esprits promettaient l'isolement; il n'en a rien été, ni en France ni en Europe. Sitôt après le 29 mai français, le peuple néerlandais a dit non, lui aussi. Et ces deux refus populaires ont rencontré beaucoup de sympathie parmi les autres peuples d'Europe, privés pour la plupart du droit de donner leur avis par référendum.

L'objectif n'est donc pas seulement de reconquérir des marges de manœuvre pour une politique économique nationale différente, mais d'agir pour que, ensemble, les peuples d'Europe imposent une autre Europe, démocratique et sociale, fondée sur l'alignement vers le haut des acquis sociaux. Cela implique évidemment l'abrogation des traités libéraux européens et l'adoption d'une nouvelle Constitution, à l'issue d'un processus constituant. Si une « France de gauche » se dotait d'un tel projet, elle se heurterait sans doute aux gouvernements libéraux en place; mais elle ne serait pas isolée parmi les peuples!

**6. TOUTES LES POLITIQUES RESTRICTIVES** suivies depuis une trentaine d'années et toutes celles plus restrictives encore qui pourraient être imaginées n'empêcheront pas l'immi-

gration, aussi longtemps que des masses considérables d'hommes et de femmes ne pourront vivre décemment dans leur pays d'origine. L'immigration zéro, l'immigration sélective, l'immigration choisie n'auront aucun effet, sinon de transformer les immigrés – qui viendront de toute façon – en immigrés clandestins, taillables et corvéables à merci précisément du fait de leur statut de clandestins, pour le plus grand profit des entreprises occidentales. La seule solution, à la fois digne et réaliste, c'est l'égalité des droits (dont le droit de vote et d'éligibilité) et la reconnaissance du droit à la libre circulation et à la libre installation. Notons au passage que, contrairement à la propagande dominante, ce principe aujourd'hui accepté pour les ressortissants de l'Union européenne n'a pas provoqué le fameux « appel d'air » que certains semblent redouter.

**7. L'OBJECTIF DE « MESURES SOCIÉTALES »** est non seulement d'augmenter les libertés individuelles, mais aussi de mettre en œuvre l'égalité des droits, quels que soient le genre, l'âge, les origines nationales ou ethniques, les modes de vie, les orientations sexuelles, etc., pour promouvoir une société vraiment humaine.

De manière non limitative, je citerais volontiers :

- l'égalité salariale entre hommes et femmes (avec la mise en œuvre d'un plan de rattrapage des salaires et des pensions);
- une loi-cadre contre les violences faites aux femmes (avec la création de centres d'accueil pour les victimes);
- la création d'un service public de la petite enfance;
- la création d'un service public du quatrième âge;
- l'égalité des droits pour les immigrés, à commencer par le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections et la régularisation de tous les sans-papiers;
- la lutte contre les discriminations à l'embauche et au logement dont sont victimes les individus d'origine non hexagonale;
- l'abrogation des mesures sécuritaires, la dissolution des BAC et des polices municipales;
- la lutte contre l'homophobie et la reconnaissance du mariage homosexuel;
- la légalisation du cannabis et la dépénalisation de l'usage des « drogues »;
- l'abaissement à 16 ans de l'âge du droit de vote...

**8. FRANCHEMENT, JE N'AI AUCUNE PROPOSITION** à présenter aux grandes puissances et aux institutions internationales : ce ne sont pas des partenaires qu'il faudrait convaincre, mais des adversaires qu'il faut neutraliser et vaincre! Par contre, il est très important de développer les solidarités et les convergences avec les peuples et les mouvements qui tentent d'organiser les résistances à la mondialisation capitaliste. Plus précisément, notre internationalisme signifie d'abord et avant tout la



construction de luttes communes contre l'impérialisme (à commencer par l'impérialisme nord-américain et, bien sûr, notre propre impérialisme, l'impérialisme français) et contre les institutions internationales à son service, à commencer par l'OMC, le FMI et la Banque mondiale qu'il s'agit de supprimer et non de réformer. À ce propos, la candidature de Dominique Strauss-Kahn au FMI, venant après l'élection de Pascal Lamy à l'OMC, en dit très long sur l'ampleur de la dérive idéologique et de la faillite morale de la social-démocratie...

**CONCLUSION** Aujourd'hui, être de gauche implique tout à la fois de rester fidèle à un héritage – celui des luttes de la classe ouvrière pour améliorer son sort et changer le monde – et de se confronter à la société telle qu'elle existe, avec ses zones de barbarie mais aussi ses espaces de résistance et d'espérance. De ce point de vue, le succès du débauchage des élites socialistes auquel s'est livré Nicolas Sarkozy est révélateur : comment, en effet, résister aux sirènes du pouvoir lorsque l'on partage, au moins en partie, la même culture, les mêmes diagnostics et les mêmes solutions? ●



# « ROMPRE AVEC UNE GAUCHE NATIONALISTE, SOUVERAINISTE, MYTHIQUE »

NOËL MAMÈRE\*

1 Le concept de lutte des classes est toujours pertinent comme grille de lecture du corps social. Si on l'oublie, on ne comprend rien aux dynamiques qui traversent la société. De l'échelon national au niveau mondial pour la gauche française, cet oubli des classes sociales, de la lutte historique pour l'émancipation, a correspondu à l'abandon des classes populaires. En revanche, il est certain que nous ne pouvons plus en rester à une vision mythique de l'affrontement entre une classe ouvrière organisée et visible, et deux cents familles de la grande bourgeoisie.

Premièrement, le contour et la composition de ces classes sociales ont changé. Le rôle des classes moyennes traditionnelles indépendantes (paysans, commerçants, artisans) a fortement décliné en raison de la concentration du capital. Le fait que 90 % de la population active soient salariés montre à la fois la possibilité d'une convergence massive de cette catégorie mais comporte aussi la difficulté d'activer des solidarités naturelles au sein d'un groupe très individualisé et aux aspirations contradictoires.

Deuxièmement, la notion de conscience de classe s'est diluée, entraînant l'affaiblissement des sentiments d'appartenance. Même si la classe ouvrière est toujours massivement présente (55 % de la population active sont employés ou ouvriers), elle n'exerce plus de magistère sur l'ensemble de la société. La précarité et la disparition des grandes usines organisées autour de villes ouvrières ont fait disparaître son rôle central, sa visibilité, donc son autonomie politique. Le processus d'individualisation, d'affirmation du rôle de l'individu, modifie ce rapport à la notion de classe. La vision nostalgique de la classe ouvrière, fondée sur un vécu social identitaire très lié à une imagerie des années 1930-1960, avec le PC exerçant un rôle dirigeant sur la CGT, les organisations satellites, et le municipalisme

communiste, appartient à l'histoire. Aujourd'hui, les mouvements sociaux définissent leur propre politique, souvent à partir d'enjeux civilisationnels comme la lutte pour les biens communs, l'extension des droits fondamentaux dans la santé, la culture, l'éducation, ou encore pour l'égalité des droits et la reconnaissance de leurs différences. La défense de la planète contre le réchauffement climatique apparaît comme un enjeu majeur, car le capitalisme comme système productiviste menace directement l'existence même de l'humanité. Cet objectif apparaît comme interclassiste, alors qu'il est au contraire le reflet d'une lutte entre deux conceptions du modèle de développement. L'une est portée par les pays riches et les multinationales qui souhaitent faire du réchauffement climatique une variable d'ajustement d'un nouveau capitalisme vert à travers le marché des droits à polluer ; l'autre s'incarne par des centaines d'ONG porteuses des aspirations des classes populaires du Sud, qui estiment que la justice climatique devrait imposer aux pollueurs de payer pour rembourser leur dette écologique, mais aussi d'arrêter de polluer la planète en continuant à imposer leur modèle de développement à tous.

2. LA QUESTION DE LA SOCIALIZATION des moyens de production ne peut se réduire à la nationalisation. Trop souvent, celle-ci a été comprise comme étatisation et bureaucratization de l'organisation de la production. L'intervention des salariés n'a pas été déterminante dans la plupart des cas. Si les nationalisations se justifiaient après la guerre, sur la proposition du Conseil national de la Résistance, elles étaient déjà relativement peu en phase avec la situation de 1981 dans un certain nombre de secteurs. Les privatisations, prônées tant par la droite que par la gauche sociale libérale, ont plus participé de la déréglementation liée à la mondialisation qu'à la construction d'une économie mixte. Les écologistes estiment que l'économie ne doit pas se résumer à un face-à-face entre logique de marché et logique étatique, mais qu'il s'agit, dans le cadre d'une

\* Député Vert de la Gironde.

économie mixte, de développer un tiers secteur de l'économie non marchande reposant sur des emplois socialement utiles. L'économie sociale et solidaire (ESS) est au cœur du projet économique des Verts. Les initiatives d'ESS sont créatrices de richesses autres que financières, productrices de citoyenneté, de lien social, de solidarité, en même temps que de biens et de services collectifs. L'ESS est appelée à l'avenir à créer la majorité des emplois (car il s'agit d'activités ni délocalisables ni automatisables) et apporte d'irremplaçables réponses à l'exclusion, à l'isolement, aux excès de l'individualisme et de la société marchande, aux exigences de rénovation du cadre de vie collectif, à la nécessité de la démocratisation des services publics et aux nouveaux problèmes posés par le vieillissement de la population.

**3. L'UN DES ENJEUX MAJEURS** d'une nouvelle politique économique sera d'engager la France sur la voie de la conversion écologique et solidaire de l'économie. Pour cela, le recours à une fiscalité à la fois écologique et plus juste est une nécessité. Il faut d'abord revaloriser auprès de l'opinion l'idée de l'impôt. En faisant de la baisse des impôts le centre de sa politique, la gauche a préparé le terrain à la droite. Le premier objectif de la fiscalité est de procurer les ressources nécessaires à la mise en œuvre de politiques publiques. Mettre l'accent sur la baisse des prélèvements, c'est s'empêcher de se donner les moyens d'une politique sociale redistributive et laisser penser que ce coût est insupportable. Pour favoriser le retour à un système fiscal plus juste, il s'agira donc de rétablir les taux d'imposition sur le revenu au niveau de l'an 2000 et de supprimer le bouclier fiscal. L'assiette de la taxe d'habitation sera le revenu du ménage et non plus la valeur locative du bien. La taxe d'habitation comprendra deux parts, l'une dévolue aux communes et à leurs groupements, la seconde aux régions. Une conférence nationale annuelle sur l'harmonisation et l'évolution de cette taxe sera créée. Un taux de TVA, majoré de 33,3 %, devrait être instauré sur les produits de luxe et sur les produits dont la nocivité environnementale est avérée (comme les véhicules de grosse cylindrée, les quads). Le taux supérieur de l'impôt sur les sociétés, qui s'applique aux entreprises de plus de cinq cents salariés, sera augmenté de deux à cinq points en fonction du chiffre d'affaires et du résultat net. Cette réforme rendra progressif l'impôt sur les sociétés, en augmentant la contribution des entreprises les plus grandes et les plus bénéficiaires. Les aides à la « solvabilisation » pour le développement des services à la personne seront réorientées en faveur des associations agréées, au détriment du gré à gré facteur de précarité. Une part supplémentaire de la taxe foncière bâtie sera assise sur

l'empreinte écologique des bâtiments de façon à favoriser les bâtiments à énergie positive, la HQE, la mise en place de panneaux solaires, etc. La décroissance de l'empreinte écologique passe, entre autres, par la mise en place d'une écofiscalité beaucoup plus forte et par l'attribution d'une valeur économique à la non-consommation afin d'encourager les entreprises et les particuliers à réduire massivement leur consommation d'énergie. Les taux de la fiscalité des communes et de leurs groupements seront fixés au niveau des agglomérations, sous réserve de la réforme cadastrale et de l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel. Son produit sera réparti entre les communes, pour une part en fonction de leur population, et pour une autre part en fonction inverse du potentiel fiscal moyen. Les investissements réalisés par les entreprises pour développer les énergies renouvelables ou réaliser des économies d'énergie bénéficieront d'exonérations dans le calcul de l'assiette de l'impôt sur les sociétés. L'absence d'investissement sera ensuite pénalisée, avec la création d'une cotisation carbone spécifique.

Les dépenses engagées en ce sens par les particuliers seront directement prises en charge par l'État, dans le cadre de conventions entre l'État, un artisan et le client ou, a minima, feront l'objet d'un prêt à étude ; sera lancé un système de crédit familial d'émission annuelle de CO<sub>2</sub> sur les grands postes de consommation comme les transports, l'énergie et l'habitat. L'objectif est de donner une valeur monétaire à la sobriété énergétique, sous forme de crédit d'impôt carbone.

En vingt-cinq ans, la dette publique française est passée de 20 % à plus de 60 % du PIB. Un financement de la Sécurité sociale qui ne renvoie pas aux générations futures, le paiement des dettes d'aujourd'hui passe en priorité par le remboursement des dettes de l'État et des employeurs, le versement complet des taxes sur le tabac et l'alcool, et l'extension du principe pollueur-payeur aux principaux producteurs de risque (chimie, agroalimentaire, publicité).

**4. LE DÉPASSEMENT DU CAPITALISME** est nécessaire parce que la crise écologique et sociale que nous traversons ne peut trouver sa résolution qu'à travers une autre logique économique reposant sur la notion de biens communs, excluant du marché l'eau, la terre, l'air et les nouveaux biens communs que sont la santé, l'éducation et la culture.

Comment envisager la lutte contre le réchauffement climatique sur les bases de l'économie de marché d'aujourd'hui ? Comment envisager une transformation écologique et sociale de l'économie sans la relocalisation et la reconversion de secteurs entiers de l'économie, sans la redistribution des richesses, sans





l'association des usagers et des salariés à la gestion des entreprises ?

**5. LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE** repose aujourd'hui sur la concurrence libre et non faussée. Elle est soumise aux injonctions de la Commission européenne. Ma gauche est européenne, mais la construction européenne ne peut se faire sans une réorientation écologique et sociale complète. L'Europe est devenue le cheval de Troie de la mondialisation libérale. En s'élargissant avant d'approfondir ses convergences et sa cohérence, l'Union européenne est devenue une Europe du libre-échange que les gouvernements de droite et néolibéraux instrumentalisent à leur profit. Cette crise du projet européen est très grave, car elle entraîne une crise du modèle social européen. La remise en cause des services publics nationaux, sans qu'une forme de service public européen apparaisse, est très préoccupante. Les élections européennes de 2009 devraient être l'occasion de proposer une Constituante pour remettre en chantier la lutte contre le déficit social et démocratique de l'Europe. Si le « petit traité » européen simplifié est adopté, il n'apparaîtra que comme un règlement intérieur à minima et ne résoudra en rien les questions soulevées par le non au référendum de 2005. Là aussi, il faut que la gauche fasse son aggiornamento. Elle ne peut rester braquée sur la division engendrée par le référendum constitutionnel. Elle doit trouver les moyens de dépasser les frontières de l'État-nation, de se constituer en partis transeuropéens, qui mènent de concert avec les syndicats et les associations des campagnes pour le SMIC européen, pour des services publics européens, pour un droit de citoyenneté européenne, pour une politique étrangère européenne indépendante des États-Unis.

**6. LA POLITIQUE DE L'IMMIGRATION** actuelle a choisi délibérément de transformer les immigrés en boucs émissaires de la crise économique et sociale que connaît l'Europe d'aujourd'hui. La chasse aux sans-papiers, la stigmatisation des classes dangereuses, la fin du regroupement familial et le démantèlement du droit d'asile sont aujourd'hui le credo. Une nouvelle politique doit non seulement régulariser les sans-papiers, accorder le droit de vote aux étrangers non communautaires, mais doit aussi reposer sur un triple fondement : la liberté de circulation, le devoir d'hospitalité, l'égalité des droits. Ces principes doivent s'appuyer sur une politique libérant l'immigration de la tutelle du ministère de l'Intérieur, sur une politique de coopération remplaçant la dépendance des pays d'origine par un rapport à la France fondé sur la coopération solidaire. Nous devons mettre en place une refonte totale de la coopération solidaire, avec un contrôle parlementaire et citoyen sur les finalités, le contenu et l'efficacité de

l'aide, tant en France que dans les pays aidés : réforme des appels d'offre et des missions, gestion locale, paritaire et démocratique, des programmes. Une coopération digne de ce nom reposerait le principe d'égalité entre partenaires de différents pays, le principe de transparence de la politique de coopération et le principe de participation citoyenne et démocratique permettant une coopération de société à société.

**7. LES MESURES SOCIÉTALES** à prendre immédiatement doivent étendre les libertés et reposer sur la lutte contre toutes les discriminations, de genre, ethniques et sociales. Les discriminations, c'est l'autre mot pour désigner les inégalités. Une gauche digne de ce nom devrait être une gauche anti-discriminations. Pourtant, la question de la diversité culturelle a été longtemps minorée par la gauche centralisée et jacobine. Il faut se rappeler que l'imposition de la langue française pour unifier la nation s'est opérée en réprimant les langues régionales ; que le meilleur défenseur de l'idée coloniale était Jules Ferry, que les femmes ne purent avoir le droit de vote qu'en 1945 et que les homosexuels connaissent encore des discriminations au travail et dans la vie quotidienne. Le silence de la société française sur les discriminations a engendré des réactions, suspectées aussitôt de communautarisme. Mais si la gauche ne rompt pas avec ce silence, avec cette république du mépris, si elle ne se dote pas d'outils pour mesurer et comprendre ces discriminations, si elle s'en tient au mythe d'une république une et indivisible, elle laissera s'accroître la coupure béante apparue en novembre 2005 entre les jeunes issus de la colonisation et de l'immigration et le reste de la société.

**8. DEPUIS DES DÉCENNIES** de mondialisation et de libéralisation des échanges économiques, le fossé Nord/Sud ne cesse de croître. Aujourd'hui, 1 % de la population mondiale détient à elle seule l'équivalent du revenu global des 57 % les plus pauvres ; les 5 % les plus riches de la population mondiale ont un revenu 114 fois supérieur à celui des 5 % les plus pauvres. 2,8 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars US par jour et 1,2 milliard avec moins de 1 dollar US par jour.

Rompre avec la logique inégalitaire du développement entre les sociétés du Nord et du Sud, tel est l'objectif en cours d'élaboration dans les forums sociaux mondiaux. Une vraie gauche en France doit en faire son objectif prioritaire. Cette politique repose sur la réforme des institutions mondiales, sur un financement global de la lutte contre la pauvreté, sur l'abolition de la dette des pays les moins avancés (PMA) et sur une politique de coopération solidaire qui se substitue à l'aide publique au développement. Il s'agit de : – Renforcer et réformer l'ONU pour une architecture juridique internationale claire : accroissement du poids



des pays du Sud et de la société civile ; suppression du G8, directoire des pays riches ; proposition de la création d'un Conseil de sécurité économique, financier et social, sans siège permanent, sous le contrôle de l'ONU. Pour appuyer cette proposition, la France devrait se retirer unilatéralement de l'actuel G8.

– Réformer l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en soumettant ses normes aux normes sociales, environnementales, sanitaires et culturelles de l'Organisation internationale du travail (OIT), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Unesco ; gel de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), qui vise à privatiser tous les services ; de créer une Organisation mondiale de l'environnement dotée d'un pouvoir de sanctions ; de rendre effectives des taxes mondiales sur les transactions financières, les transports et les ventes d'armes, afin de créer des fonds structurels mondiaux visant à éradiquer la faim et à garantir l'accès aux biens publics mondiaux ; de lutter contre les paradis fiscaux, en particulier en levant le secret bancaire et en adoptant des mesures concrètes de lutte contre les délocalisations fiscales.

La politique agricole mondiale mise en place par l'OMC est un désastre, aussi bien pour les peuples que pour les paysans et pour l'environnement. Elle est inégalitaire avec les subventions publiques à l'exportation, accessibles aux seuls pays riches. Elle ruine et affame les pays du Sud, qui ne peuvent aider financièrement leurs paysans comme le font les pays riches. C'est pourquoi cette politique agricole doit être profondément transformée en reconnaissant le droit inaliénable à la souveraineté alimentaire, et donc agricole, par groupes de pays homogènes.

Cela consiste à protéger l'agriculture paysanne et à garantir le droit à l'alimentation des populations, à mettre en œuvre des mécanismes de soutien et de régulation des marchés agricoles mondiaux, notamment par l'arrêt effectif des subventions publiques à l'exportation.

L'annulation inconditionnelle, immédiate, de la totalité du montant de la dette externe des PMA et surtout où elle est insupportable constituera le signe d'un nouveau départ pour la reconstruction des relations entre les pays, sur la base d'une coopération solidaire. Il est important de faire le lien entre la dette coloniale, la dette écologique et la dette liée à la Françafrique. La dette, sous toutes ses formes, pèse non seulement sur l'économie des anciennes colonies françaises, mais aussi sur l'imaginaire des peuples en France ou en Afrique.

Une politique de paix pour un désarmement global exige la publication des accords de défense, passés et présents, et leur approbation préalable par le Parlement, la fermeture des bases militaires de la France en

Afrique et l'instauration d'un vote préalable au Parlement à toute intervention militaire à l'étranger.

La France proposera à l'ONU une renégociation du traité de non-prolifération nucléaire, mettant fin à la dissémination par l'aide à l'acquisition et à la maîtrise de l'énergie nucléaire civile et par l'arrêt de la production de plutonium. Elle proposera de renoncer aux armes nucléaires en contrepartie de financements quantifiés par le FMI et se situant dans le cadre d'une coopération solidaire multilatérale.

**CONCLUSION** Une politique de gauche doit rompre avec la logique à l'œuvre depuis le Programme commun. La gauche a besoin à la fois de renouer avec les classes populaires mais aussi de « s'écologiser » tout entière. Elle doit rompre avec la dérive actuelle qui la porte vers une sorte de néocentrisme, avec des recettes issues d'une vision de la croissance pour la croissance, comme seul moteur du développement humain. Il faut retrouver le chemin d'une alliance entre les classes populaires précarisées, le salariat intégré et les classes moyennes issues de la révolution informationnelle en cours. Être de gauche, aujourd'hui, c'est être partisan de la justice sociale et de la défense des écosystèmes menacés, de la lutte contre toutes les discriminations sociales, ethniques, de genre ; c'est combattre les inégalités. Cela ne peut se faire qu'à deux conditions : mobiliser autour d'un projet qui rompt avec la simple gestion du système tel qu'il est et refuser de n'être qu'une gauche de témoignage ; formuler des propositions à la fois réformistes et radicales, en déconstruisant le projet néolibéral et en engageant la bataille sur le front des idées. Pour se rassembler, la gauche doit aujourd'hui se refonder autour de quatre idées-forces :

– Le volontarisme. Elle ne peut se résoudre à l'idée qu'on ne peut rien changer à l'ordre du monde. Sarkozy a gagné parce qu'il a repris le flambeau du volontarisme des mains de la gauche pour qui il n'y a pas d'autre alternative que de gérer les dégâts du capitalisme et du productivisme.

– L'écologisation de sa politique. Les injustices environnementales et les injustices sociales touchent en premier lieu les classes populaires. Une gauche de rupture avec le productivisme et le mythe de la croissance doit proposer un nouveau mode de développement. Le Grenelle de l'environnement aura eu le mérite de montrer la différence entre le capitalisme verdi et les enjeux d'une rupture écologique dans les politiques publiques.

– Une nouvelle stratégie qui ne passe plus par des accords d'appareils au sommet mais par un changement de curseur dans les alliances de classes – elles ne doivent plus être soumises aux seuls intérêts des couches moyennes aisées, à haut capital culturel – et par un nouveau rapport entre démocratie représenta-



tive et démocratie participative. La gauche ne doit plus se réveiller à la veille des échéances législatives, mais devenir le moteur d'un nouveau lien social qui passe par le dépassement des clivages du début du  $XX^e$  siècle : la charte d'Amiens théorisant la coupure entre le mouvement social et les partis politiques, ou le congrès de Tours entre une gauche de transformation sociale autoritaire et une social-démocratie gérante loyale du capitalisme. La gauche française sera toujours diverse. Il est illusoire de vouloir créer un parti unique de la gauche, mais les nouveaux clivages doivent être féconds et partir de la réalité du  $XXI^e$  siècle. Ils doivent aussi permettre de construire une politique d'alternative qui ne se résume pas à une simple alternance.

– La gauche doit avoir une vision internationaliste. Rompre avec le tropisme franco-français, considérer qu'il y a désormais une politique intérieure mondiale, que les ouvriers chinois et indiens doivent être soutenus au même titre que les cheminots français, que l'Europe peut devenir un espace pertinent des luttes sociales et politiques est désormais une nécessité vitale. Il faut rompre avec une gauche nationaliste, souverainiste, mythique. Le combat pour une république sociale, européenne, universelle et solidaire, et le combat pour la convergence entre l'altermondialisme et l'écologie, à travers la défense des droits fondamentaux et la défense des biens communs, tel doit être l'horizon de la gauche nouvelle. ●



# « ASSUMER LA NÉCESSITÉ D'UNE FORCE POLITIQUE NOUVELLE »

JEAN-LUC MÉLENCHON\*

Oui, il reste très pertinent. La société ne s'est pas encore émancipée de la question du partage conflictuel des richesses produites. Les fluctuations de taux de profit ou de la part de la richesse revenant au capital ou au travail en attestent. Elles ne doivent rien aux lois de la nature, et tout aux rapports de force sociaux, politiques et culturels. Mais, d'emblée, je voudrais rappeler que la gauche en France ne s'est pas uniquement structurée à partir de l'analyse de la société en termes de classes. La gauche est née en France de l'affirmation dans la grande Révolution de 1789-1793 du peuple comme souverain, avec la citoyenneté de tous comme moteur de transformation sociale. Cette identité républicaine de la gauche française n'est pas contradictoire avec l'analyse de la société en termes de classes sociales. Mais elle permet de ne pas rester indifférent aux formes politiques et aux institutions, alors que, pour une grande partie de la gauche d'inspiration marxiste en Europe, la question de la citoyenneté est restée un angle mort sans que l'on sache vraiment comment la classe ouvrière peut assumer, selon la pure doctrine, par sa seule prise de pouvoir, l'intérêt général de l'humanité.

Reste que ceux qui font aujourd'hui comme si les classes sociales n'existaient plus n'ont jamais expliqué par quel miracle elles auraient disparu alors que la dynamique inégalitaire du capitalisme s'est à la fois élargie et intensifiée depuis les années 1980. Certains à gauche vivent effectivement dans l'illusion d'une « moyennisation » de la société, voire d'une individualisation absolue où les antagonismes économiques et sociaux ne seraient plus déterminants. Mais ce n'est pas parce que les classes sociales n'ont plus conscience d'elles-mêmes et qu'elles sont systématiquement occultées dans la culture dominante (médiatique et de l'industrie du spectacle) qu'elles n'existent plus.

Quelques indicateurs simples montrent qu'il existe une forte communauté d'intérêt économique et sociale chez le plus grand nombre. L'extension du salariat à plus de 80 % de la population et la tendance à la prolétarianisation du travail intellectuel rapprochent de fait les intérêts réels de salariés que l'on aurait crus séparés par des frontières culturelles et sociales infranchissables hier. Et, au sein même de ce continent du salariat, il ne faut pas oublier que le cœur historique de la base sociale de la gauche, c'est-à-dire les ouvriers et les employés, reste très largement majoritaire. Nombre de discours de gauche l'ont oublié en se centrant sur une classe moyenne mythique qu'ils sont incapables de décrire autrement que par ses propres illusions culturelles et symboliques.

La double explosion contemporaine de la pauvreté et de la très grande richesse est une autre preuve de la pertinence du concept de lutte des classes pour comprendre le monde dans lequel nous vivons. Avec la convergence des systèmes d'accumulation vers la norme anglo-saxonne, beaucoup de sociétés voient croître en même temps le nombre de pauvres et celui des riches aux deux bouts de l'échelle sociale. Il y a plus de pauvres parce qu'il y a de plus en plus de riches qui s'enrichissent de plus en plus vite. La pauvreté n'est pas un à-côté provisoire du système mais son principal résultat en même temps que son moteur. C'est la dynamique de l'appauvrissement des uns qui rend possible l'accumulation dans les mains des autres. Cet emballement de la dynamique inégalitaire du capitalisme s'observe partout, si bien que le monde ressemble de plus en plus à un océan de pauvreté où se barricadent quelques îlots de richesse. Un véritable apartheid social mondial progresse aussi bien dans les pays du Sud que dans les pays industrialisés, où la pauvreté est repartie à la hausse sous l'effet des politiques libérales. Les exemples les plus édifiants sont fournis par l'Amérique latine. En Argentine, le taux de pauvreté est passé de 19 % en 1999 à 57 % en 2002 dans un pays dont le niveau de

\* Sénateur socialiste de l'Essonne, ancien ministre.

vie moyen dépassait celui de l'Espagne et du Portugal dans les années 1980. Sans atteindre pour l'instant de telles proportions, le même phénomène existe aussi en Europe. Au Royaume-Uni, on est passé de 7 millions de pauvres au début de l'ère Thatcher à près de 13 millions aujourd'hui, soit le record d'Europe avec un taux de pauvreté de 22 % de la population.

La France n'est pas épargnée par ce retour en force du choc entre riches et pauvres. La pauvreté n'a pas régressé depuis les années 1980 (elle a même augmenté depuis 2002 pour atteindre le pic de 7 millions de pauvres), alors que la création de richesses s'est accélérée. Dans les années 2000, on crée en moyenne de 60 à 70 milliards de richesses supplémentaires par an contre 40 à 50 dans les années 1980 et 1990 (en euros constants). C'est-à-dire que le pays s'enrichit de plus en plus vite. *Il faut donc cesser de dire qu'il faudrait d'abord « créer la richesse avant de la redistribuer » comme le répètent bêtement les perroquets du néolibéralisme. La richesse est déjà là.* Rien que depuis 2002, le pays a dégagé 230 milliards d'euros de richesses nouvelles. Mais, dans le même temps, 300 000 personnes de plus sont tombées dans la pauvreté, soit un rythme de 60 000 nouveaux pauvres chaque année. Dans le même temps, le nombre de millionnaires (patrimoine de plus de 1 million de dollars hors résidence principale) augmente rapidement : + 6 % rien qu'en 2006, avec désormais 389 260 millionnaires, soit 22 150 supplémentaires en une seule année. La France produit ainsi chaque jour environ 60 nouveaux millionnaires et 160 nouveaux pauvres. Difficile de ne pas voir que les deux dynamiques sont intimement liées.

Le système de répartition des richesses créées explique cette évolution contradictoire : le capital s'enrichit plus que jamais à partir du travail, et le travail rapporte beaucoup moins que le patrimoine.

a) En 1982, la richesse nationale profitait à 70 % au travail et à 30 % au capital. Depuis 1993, la part du travail est descendue autour de 60 % et celle du capital a grimpé à 40 %. Montant du transfert : 160 milliards d'euros qui ont glissé du travail vers le capital.

b) Depuis dix ans, le revenu salarial moyen n'a augmenté que de 3,1 % (il a même baissé de 1,6 % pour les employés), tandis que les profits du CAC 40 ont été multipliés par quatre. Depuis dix ans, les profits des grands groupes ont donc augmenté cent fois plus vite que les salaires.

Le rôle de la gauche doit justement être de montrer la cohérence qui existe entre la richesse débordante, d'un côté, et la pauvreté grandissante, de l'autre. Quand la gauche met délibérément de côté la question du partage des richesses dans ses campagnes électorales, la droite peut parvenir, comme ce fut le cas en

2007, à faire voter les pauvres comme s'ils étaient riches.

**2) L'EAU, L'AIR, L'ÉNERGIE**, le vivant et les écosystèmes, mais aussi la santé, la culture, l'éducation, les moyens de transport et de communication, ainsi que la recherche et les technologies qui en découlent sont des ressources et services essentiels aux populations. Il n'existe pas dans ces domaines d'alternative à la consommation. Ce n'est pas un choix de respirer ou de boire, d'être malade ou pas, d'être ignorant ou non. Ce sont des biens communs de l'humanité dont l'accès doit être garanti pour tous. Pour cela, l'appropriation sociale des moyens essentiels de la vie en collectivité donne l'avantage d'une gestion maîtrisée, rationnelle et contrôlée. Cette méthode vaut mieux que le gaspillage, la concurrence et la discrimination, conséquences consubstantielles à la loi du marché quand elle s'applique à ces secteurs. Naturellement, il faut tenir compte de l'expérience historique et imaginer que la nationalisation d'un service doit être aussi une socialisation de sa gestion et que les mécanismes de contrôle et de correction par les usagers et la collectivité doivent être puissants.

Même avec les meilleurs systèmes de régulation du monde, on n'empêchera pas le marché et les actionnaires privés d'avoir une préférence constante pour le court terme et pour le profit. On ne peut pas le leur reprocher, c'est leur vocation. Mais cela signifie qu'ils ne sont pas performants là où doit être garanti à tous un service de qualité à long terme. Il faut donc non seulement relancer la propriété publique dans certains secteurs (énergie, transports, postes et télécoms, eau) mais aussi faire sortir ces secteurs de la libre concurrence où le plus grand nombre a tout à perdre.

**3. PROGRESSIVEMENT DÉTRUIT** par les libéraux, l'impôt républicain a perdu sa capacité à redistribuer la richesse mais aussi à financer correctement la puissance publique. Pour rétablir son efficacité, la *progressivité de l'impôt devrait être étendue à tous les niveaux*, avec des impôts locaux entièrement refondus et assis sur les revenus et sur le patrimoine réel des habitants, un impôt sur les sociétés rendu progressif en fonction du taux de profit et des choix de répartition des bénéfices effectués par l'entreprise, un impôt sur le revenu renforcé par l'augmentation des taux et du nombre de tranches et l'égalité de traitement des revenus du travail et du capital. Cette *révolution fiscale* permettrait de rétablir les marges de manœuvre publiques et de réduire les impôts les plus injustes, comme la TVA, qui devra être progressivement réduite en veillant à ce que les entreprises répercutent cette diminution dans les prix. Pour mener à bien cette révolution fiscale, dans un contexte de dumping fiscal européen, la France doit être le





moteur d'une harmonisation fiscale européenne par le haut, par exemple grâce à un « serpent fiscal européen » avec des critères de convergence des différents pays vers des objectifs de justice fiscale. Tous les pays vont en effet finir par comprendre que le petit jeu de la concurrence fiscale débouche sur un appauvrissement public global. Aucun peuple d'Europe n'y a intérêt.

**4. TROP SOUVENT À GAUCHE** on commence par se demander ce qu'il semble possible de faire avant de se demander ce qu'il faudrait faire. Or, on ne peut pas réduire le souhaitable au possible. Car on ne sait jamais à l'avance jusqu'où il sera possible d'aller. Pour se guérir du fatalisme ambiant, il suffit de se replonger un peu dans le souffle révolutionnaire de 1789 qui a ouvert l'époque contemporaine dans notre pays. Condorcet disait justement à l'époque que l'« on ferait beaucoup plus de choses si l'on n'en croyait moins d'impossibles ». Ainsi quand Robespierre proposait en 1791 d'instaurer le suffrage universel, cela semblait tout à fait impossible et même farfelu, pourtant cela commença à se faire à peine deux ans plus tard.

C'est la même chose concernant le capitalisme. Ce n'est pas parce que l'on ne sait pas mettre sur la table un memento en dix points expliquant comment concrètement le dépasser que cela ne doit pas rester un objectif. Car il faut surtout se demander lucidement si ce système fonctionne. De tout temps, la gauche a pointé les déséquilibres générés par le capitalisme sous le poids de ses contradictions. Ces déséquilibres n'ont pas cessé et s'aggravent, exposant le système à un triple choc. Un *choc financier* tout d'abord, car le fossé se creuse entre la valeur financière fictive et la valeur réelle productive. Les crises financières ne jouent plus le rôle d'ajustement, de retour aux fondamentaux, à cause du mécanisme qui consiste désormais à recharger la bulle à coup de liquidités publiques plutôt que de risquer de la laisser se dégonfler. Dans cet emballement, les crises financières risquent de se rapprocher. Et la financiarisation du capitalisme impose à l'économie un dirigisme financier à court terme qui freine le développement productif lui-même. Le *deuxième choc est écologique*. C'est la première fois dans l'histoire que le capitalisme développe de manière aussi complète les conditions de sa propre destruction physique, et avec elle celle de l'humanité. À mesure que ce choc écologique du capitalisme se profile, de multiples autres chocs annonciateurs se mettent en place : focalisation des conflits mondiaux sur la question des ressources naturelles (eau, énergie) et tensions autour de l'appropriation des espaces dégagés par la fonte des pôles. Le *troisième choc est national*, car les hiérarchies sur les-

quelles repose le capitalisme sont ébranlées avec l'entrée dans une période de hiérarchie tangente entre les États-Unis, la Chine et l'Inde. Cette compétition sur le leadership du système conduit déjà partout à renforcer les protections nationales de toutes sortes. Ce processus va s'approfondir. Tout cela ne peut déboucher que sur des tensions croissantes extrêmes, y compris militaires. Il n'est pas vrai que l'ère des guerres et des révolutions est derrière nous.

*On ne manque donc pas de raisons pour continuer à se fixer comme objectif le dépassement du capitalisme.* Et on ne manque pas non plus de moyens pour peu qu'on veuille bien les utiliser. Plusieurs pays d'Amérique latine ont ainsi recouvré une grande partie de leur souveraineté économique en reprenant en main leurs banques centrales ainsi que les grands secteurs stratégiques du pays. L'Union européenne doit aussi se doter des protections commerciales adaptées, activer sa politique de change aujourd'hui inexistante et servir de levier pour porter des ruptures fondamentales dans le fonctionnement actuel du capitalisme. Par exemple en promouvant au niveau mondial l'idée de taxe Tobin, comme avait commencé à le défendre le gouvernement Jospin au niveau européen. Ou en défendant un reclouonnement des sphères économiques et financières pour faire reculer la spéculation. Mais, pour cela, on en vient justement à l'enjeu décisif de réorienter radicalement la construction européenne.

**5. LE PRINCIPAL ENJEU** n'est pas de laisser les mains libres à une seule nation mais de mettre le peuple aux commandes de l'Europe elle-même. L'Union européenne fonctionne aujourd'hui dans le dos des peuples avec une constitution économique de fait, qui a été forgée au fil des traités européens successifs. Dans ces traités, nous avons, dans les années 1980, fait le pari que l'intégration économique créerait progressivement de l'intégration politique et sociale comme corollaire. Il n'en a rien été, et c'est même le contraire puisque le grand marché européen se construit avec pour norme le démantèlement des régulations politiques et sociales qui existaient au niveau national. Cela s'explique très simplement par le changement de nature du capitalisme. Cela commence à peine à être compris dans la social-démocratie. La version financière transnationale du capitalisme actuel n'a plus besoin de faire de compromis politique ou social pour opérer ses prélèvements sur le travail. Le rapport de force que lui donne sa transnationalisation est d'autant plus écrasant qu'il est mal compris ou qu'il passe pour une loi de la nature. Il peut donc assez facilement faire reculer partout la norme d'intérêt général et la citoyenneté comme mode de conduite des affaires publiques en les disqualifiant. C'est d'ailleurs pour cela que la stratégie





social-démocrate de compromis avec le capitalisme dans le cadre national est aujourd'hui épuisée et se réduit à accompagner le mouvement, et le plus souvent à présent à le devancer. En France, cette évolution du capitalisme met donc en cause l'identité même du pays, fondée sur l'existence d'un souverain politique, d'une communauté légale une et indivisible, et de la définition par chacun de l'intérêt général. Bref, l'identité républicaine de la France est en danger et le pays avec. Des structures nationales moins fortes se sont déjà écroulées dans le monde entier sous les coups de boutoir de la dynamique du nouvel âge du capitalisme. En Europe, sous nos yeux, des nations sont en cours de fragmentation.

Pour sortir de cette impasse démocratique et sociale de l'Europe actuelle, j'ai proposé, avec d'autres partenaires européens, dont Oskar Lafontaine, de *changer radicalement de méthode et d'élire une Assemblée constituante européenne au suffrage universel*. Il faut en effet sortir au plus vite de la méthode intergouvernementale qui stérilise toute ambition sociale ou politique européenne et exacerbe les particularismes nationaux. Pour peu que la gauche s'en saisisse, cette proposition d'Assemblée constituante européenne élue par tous les citoyens de l'Union est une perspective crédible pour faire de l'élection européenne de 2009 un tournant dans la réorientation de l'Europe.

**6. LA GAUCHE DOIT D'ABORD** commencer par assumer une opposition frontale à la droite sur la question de l'immigration. Sur le fond, l'immigration est une nécessité d'intérêt général pour notre pays. Son corollaire, l'assimilation républicaine, est donc aussi un devoir. La droite a réussi à faire de l'immigration un épouvantail pour affoler le pays en toute occasion. La gauche doit donc commencer par démonter les mensonges xénophobes agités par la droite sur le mode permanent de l'amalgame qui assimile tous les mariés binationaux à des fraudeurs, voit dans chaque immigré clandestin un terroriste en puissance ou encore mélange le regroupement familial et la polygamie comme on l'a entendu pendant les violences urbaines de 2005. Cette manière de transformer les immigrés en jouet politicien est odieuse. Pour peu qu'elle assume cette *bataille culturelle*, la gauche a les moyens de renverser le débat, par exemple en rappelant que quand M. Hortefaux parle de migrations familiales débordantes et incontrôlables, il parle de 25 000 personnes par an, dont à peine 9 000 enfants, ce qui est tout sauf une menace pour un pays de 64 millions d'habitants!

En matière d'immigration, la gauche devra ensuite revenir à l'obligation élémentaire d'appliquer à tous les mêmes droits fondamentaux quelle que soit leur origine. Une large refondation de la politique d'im-

migration s'imposera donc. Les lois Sarkozy devront avant tout être abrogées, en particulier les dispositifs qui conduisent à moduler des droits universels en fonction de l'origine des gens et à exiger des étrangers des choses que l'on n'oserait pas demander aux Français. Il faudra aussi sortir de la spirale de précarité dans la délivrance des titres de séjour, qui est aujourd'hui une machine administrative à créer des sans-papiers. Les conditions de séjour et de délivrance de la carte de résident de longue durée doivent être sécurisées et humanisées pour les personnes admises à séjourner sur notre territoire pour des motifs liés à l'immigration familiale, à la protection au titre de l'asile et des conventions internationales (contre le trafic d'êtres humains). Il faudra aussi sécuriser la migration temporaire de travail en l'organisant et en protégeant les droits sociaux et sanitaires des saisonniers. Enfin, plutôt que de déverser des montagnes d'argent public (gaspillage que représentent les expulsions) dans une surenchère répressive qui bloque toute coopération efficace avec les pays d'origine, il faudra investir massivement dans le codéveloppement. Ce n'est pas la charité. La France doit aussi y trouver son compte directement autant qu'indirectement. C'est tout à fait possible. Aider ainsi les pays du Sud à maîtriser souverainement leur propre politique migratoire plutôt que de les enfoncer dans leurs difficultés avec une approche exclusivement policière des migrations est une telle évidence que l'on mesure le recul en cours qui nous oblige à en faire de nouveau la démonstration. Il ne faut pas croire que les pays du Sud sont indifférents aux départs d'une partie de leur population, en particulier les jeunes les plus qualifiés. C'est tout le contraire. On le saurait si on coopérait vraiment avec ces pays plutôt que de faire unilatéralement notre marché parmi leur main-d'œuvre.

**7. D'EMBLÉE, JE N'AIME PAS** la distinction artificielle qui a été créée entre les mesures dites sociétales, censées exprimer des revendications de liberté individuelle, et les mesures tout simplement sociales. Cette distinction fonctionne souvent comme une machine à occulter la question sociale et devient donc un auxiliaire du rouleau compresseur libéral. Je préfère parler d'émancipation. Ce concept articule la libération individuelle des personnes et celle de la société.

Mais, puisqu'il est question de « libertés individuelles », il y a effectivement de multiples fronts à ouvrir pour pousser plus loin l'émancipation de la personne.

La base de toutes les libertés, celle de disposer librement de son corps, doit être encore approfondie. En garantissant et en élargissant le droit à la contraception et à l'avortement pour les femmes, mais aussi, par

exemple, en reconnaissant et en concrétisant, pour tous, un véritable droit de mourir dans la dignité.

La liberté fondamentale d'aller et venir, le droit à la défense et l'égalité devant la justice supposent aussi de refonder les missions de la police et de la justice. Là aussi, la gauche doit commencer par s'engager à abroger les principales mesures d'exception adoptées dans les lois Sarkozy sur la sécurité. La mobilisation de l'appareil judiciaire devrait être réorientée vers la défense des libertés individuelles et collectives, et plus seulement vers la poursuite de la petite délinquance. Le contrôle conjoint du Parlement et de l'autorité judiciaire sur les forces de police devrait être renforcé pour que leur action contribue à protéger les libertés plutôt qu'à les intimider. Il faut également encadrer strictement les modalités des contrôles d'identité, des arrestations, des gardes à vue et des procédures conduisant à la détention provisoire. La gauche devra ensuite rétablir les principes élémentaires de l'égalité devant la justice dans les procédures et les moyens d'y accéder. Le système des comparutions immédiates ou des compositions pénales sera radicalement réformé pour en finir avec la justice du pauvre.

Avec l'ambition globale de l'émancipation de la personne, on se donne aussi pour objectif de libérer les consciences des conditionnements de toute sorte qui tendent aujourd'hui à museler la raison d'un grand nombre de nos concitoyens. La relance du service public d'éducation a évidemment un rôle essentiel à jouer pour faire à nouveau progresser les lumières publiques. Mais cela ne suffira pas. La gauche devra aussi s'atteler à la refondation des pratiques et des règles qui concernent les médias, pour concrétiser un véritable droit du peuple à se représenter dans les contenus médiatiques. La gauche devra enfin affronter la pollution publicitaire et mercantile qui envahit désormais la quasi-totalité des compartiments de l'activité humaine. Une taxation nouvelle des activités publicitaires pourrait ainsi être envisagée, de même que son strict cantonnement dans l'espace public et son interdiction dans le service public lui-même. C'est aussi cela augmenter les libertés individuelles, c'est-à-dire créer toutes les conditions pour que les citoyens décident vraiment de leurs vies par eux-mêmes. C'est un préalable très important pour que chaque citoyen soit vraiment libre ensuite de décider par son vote ce qui est bon pour tous. C'est cela la République, jusqu'au bout.

**8) LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES** (OMC, FMI) dominant aujourd'hui l'espace mondial et imposent les priorités du commerce et des marchés sur toute autre question dans les enceintes internationales. Elles fonctionnent selon un régime censitaire, où le poids des États dans la décision dépend de leur participation financière

ou de leur puissance commerciale. Aujourd'hui marginalisées, les institutions multilatérales classiques fonctionnent au contraire sur la base de l'égalité des États et de la souveraineté des peuples comme seule légitimité. L'intégration de l'OMC au système des Nations unies fondé sur le respect de la souveraineté des États contribuerait à rétablir le principe *un État, une voix*.

Au niveau international comme au niveau national, la question du contenu des politiques est directement liée à la nature des institutions. Seul un système mondial démocratisé peut ainsi remettre sur le devant de la scène l'intérêt général de l'humanité, et permettre d'inverser la hiérarchie des normes au niveau international. Les normes commerciales et financières seraient alors subordonnées aux droits humains, aux droits sociaux et aux impératifs environnementaux. Ce renversement des normes va de pair avec le droit des États et des ensembles régionaux à mettre en œuvre souverainement leurs propres politiques économiques (services publics, souveraineté alimentaire, droits et tarifs douaniers), sociales et environnementales, sans se voir opposer la loi d'airain du commerce libre. À nouveau, l'intégration de l'OMC au système des Nations unies permettrait de rapprocher les règles de droit du commerce international et celles qui protègent la personne humaine et les peuples. C'est aussi le cas du FMI, qui a aujourd'hui perdu toute légitimité à cause de son fonctionnement censitaire et de ses politiques d'ajustement structurel totalement déconnectées des intérêts des populations. L'expérience de la Banque du Sud actuellement lancée par plusieurs pays latino-américains (Brésil, Argentine, Venezuela, Bolivie, Équateur et Uruguay) comme alternative au FMI et à la Banque mondiale, donne des pistes concrètes à la gauche européenne pour agir.

*Tant que cette démocratisation de l'ordre international ne sera pas réalisée, chaque peuple sera légitime à ne plus consentir aux normes imposées par des institutions qui ne représentent pas les populations.*

**CONCLUSION** La gauche dans son ensemble est encore sous le choc de son échec politique à l'élection présidentielle de 2007. Principale force électorale à gauche, le PS est rudement atteint par le résultat autant que par la divergence des analyses à ce sujet. L'échec est aussi celui de « l'autre gauche », qui est ressortie pulvérisée de l'élection présidentielle en dépit de l'incroyable déploiement militant de ses diverses composantes. Le PC n'a pas échappé à cette situation d'ensemble.

Mais l'urgence de la riposte face à la politique du nouveau pouvoir de droite nous appelle déjà aux lourdes tâches de remobilisation populaire. Comme beaucoup à gauche, je pense que cela ne doit pas nous empêcher de consacrer le temps nécessaire pour dres-



ser un bilan raisonné de la séquence politique longue à l'intérieur de laquelle la campagne présidentielle s'inscrit. Il me semble que c'est presque un préalable pour donner aux militants comme aux citoyens les moyens de réinventer la gauche. Comment construire autrement un chemin vers une nouvelle majorité politique de gauche, dans l'action et au gouvernement ?

Dans mon livre *En quête de gauche*, j'expose avec des données et des arguments pourquoi la social-démocratie comme stratégie et comme réalité politique est aussi morte que le communisme d'État. J'analyse pour cela ses réalisations récentes et ses résultats électoraux dans les pays de l'Europe du Nord. Puis je montre le lien entre la nouvelle orientation de ces partis, qui a conduit partout à des désastres sociaux et électoraux, avec la ligne *new democrat* installée par Clinton aux États-Unis. Relayée par Blair sur le continent européen, elle l'a finalement emporté partout. Dans notre pays, au Parti socialiste, elle a ses relais, puissants et actifs.

Dans ce contexte, il nous faut commencer par reconnaître que l'offensive actuelle de Sarkozy prend appui sur un *vide à gauche*. Son objectif principal est d'ailleurs de l'aggraver. Il en va ainsi de l'« ouverture ». D'un côté, celle-ci met à profit l'existence au sein de la gauche d'une sensibilité qui cultive depuis plusieurs années des convergences idéologiques et politiques avec la droite. De l'autre, elle vise à couper les jambes de l'opposition de gauche en la décrédibilisant par avance.

Malheureusement, l'opposition à Sarkozy est inconsistante ou inexistante. La gauche ne s'est toujours pas remise de la défaite de la présidentielle. Celle-ci, en raison notamment du contenu de la campagne de Ségolène Royal, a profondément brouillé ses repères et désorienté les électeurs en quête de réponses à leurs problèmes. Cette orientation se paie aujourd'hui lourdement. Alors que le pouvoir n'a jamais été aussi à droite, il n'est plus évident pour une conscience de gauche de s'y opposer avec force et détermination.

Dans ce contexte, la relégation de la conscience républicaine organisée par le courant « démocrate » du PS et divers secteurs de l'autre gauche se paie au prix fort à présent. Le démantèlement des points d'appui fondamentaux de la forme républicaine de notre société n'est ni perçu ni combattu par eux. La compréhension de ce que vise la droite est rabougrie à une vaine protestation ponctuelle, au cas par cas, sans capacité à montrer la cohérence de la contre-révolution libérale ni ses implications à long terme sur notre société. Il en résulte à nos yeux qu'il est urgent de renouveler la présence et la parole critique du républicanisme socialiste sur la scène publique de notre pays. Et il est urgent que ce soit de gauche que parte le retour de cette parole républicaine.

L'engourdissement de la gauche a donc des causes politiques. La ligne démocrate, initialement élaborée par Clinton puis Blair, qui s'est instillée progressivement en son sein conduit à récuser l'opposition frontale entre gauche et droite, à mettre en péril la stratégie du rassemblement de la gauche au profit d'un rapprochement politique avec le « centre », à donner raison à Sarkozy sur plusieurs points essentiels de son idéologie. Force est de constater que cette ligne ne tient ni le choc de la campagne électorale ni celui de l'opposition. D'ores et déjà, la paralysie gagne tout l'organisme de la gauche. Demain, si l'emportent les tentations du changement d'alliance, de la division, du sectarisme, tout peut même voler en éclats.

Faute de mots d'ordre de combat, faute d'organisation politique capable de porter la contre-offensive, beaucoup se laissent aller et laissent finalement faire. Le premier devoir d'une conscience de gauche n'est pourtant pas de commenter mais d'agir, de faire quelque chose.

Je pense avec de nombreux militants socialistes et je crois aussi des électeurs socialistes encore plus nombreux qu'il y a place en France pour un programme et un parti qui soient ancrés dans l'orientation du socialisme historique tel que notre histoire nous en a donné les moyens. *Face au vide politique actuel à gauche, je pense que la gauche de transformation sociale doit assumer la nécessité d'une force politique nouvelle.* La question est de savoir d'où cette proposition doit partir. Je n'exclus rien. Le PS pourrait faire un bilan qui l'y conduise. Ce serait le plus commode, le moins coûteux en énergie. Un nouveau front populaire pourrait être la force nouvelle, s'il était ouvert à toute la gauche sans exclusive et si son programme engageait la grande refonte sociale et républicaine dont le pays a besoin. Mais je n'ai pas l'intention de me bercer d'espérances dont les échéances sont toujours repoussées. « On verra après le prochain congrès », « on fera le point après les élections », la petite musique doucereuse du petit bout de pain pour finir le petit bout de fromage et du petit bout de fromage pour finir le petit bout de pain nous a assez anésthésiés. La dernière campagne présidentielle doit servir de leçon : on peut toujours tomber plus bas.

On ne manque pas dans le monde d'exemples qui montrent qu'une réinvention très audacieuse de la gauche est possible. Les expériences allemandes et latino-américaines de réinvention de la gauche peuvent permettre d'ébaucher des axes pour faire vivre cette proposition de force nouvelle. Socialistes, communistes, écologistes, républicains et altermondialistes, nous avons aujourd'hui la responsabilité d'ouvrir un autre chemin que celui du reniement qui menace la gauche de disparition. ●





# « LA SOCIÉTÉ MODERNE N'EST PAS CONFLICTUELLE »

MANUEL VALLS\*

1 Non. Il me semble d'ailleurs que cette question a déjà été tranchée, il y a plus de cent ans, à l'occasion de la controverse entre Karl Kautsky et Eduard Bernstein. Les thèses du second – auxquelles le premier se rallia lui-même à la fin de sa vie – ont désormais été largement démontrées. Si les inégalités sociales demeurent, et parfois même s'aggravent, elles ne justifient pas les conceptions binaires de la société opposant une poignée toujours plus réduite de capitalistes à une masse toujours plus nombreuse de prolétaires.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, contrairement aux prédictions de Karl Marx, les sociétés occidentales ont été marquées par l'émergence des classes moyennes. Profitant d'une partie des richesses produites, ces dernières ont enrayé le mouvement dialectique de la lutte des classes, car elles n'avaient pas « que des chaînes à perdre ».

À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, une seconde évolution a définitivement ruiné la pertinence pratique de la lutte des classes. Un puissant processus d'individualisation a fait imploser le concept même de classe sociale. Si chaque individu reste soumis à des critères objectifs d'appartenance sociale (origine familiale, milieu professionnel), il définit de plus en plus son identité d'après des choix qu'il considère comme subjectifs. Au « frère de classe » qui habite le même immeuble on préfère désormais les *friends* que l'on croise sur Internet et sur MySpace... Loin d'être constituées par deux classes homogènes et antagonistes, les sociétés occidentales sont donc aujourd'hui fragmentées en multiples réseaux de sociabilité dont la coexistence n'est pas, par essence, conflictuelle.

Si le concept de lutte des classes semble donc bel et bien périmé, il n'en demeure pas moins que notre société reste traversée par de nombreuses tensions sociales. Rassemblant des travailleurs précaires ou mal payés, des jeunes de banlieue soumis aux discrimina-

tions, des retraités pauvres dans les zones rurales, des nouveaux prolétaires des industries de l'Est, des femmes seules élevant difficilement leurs enfants, notre pays souffre encore de multiples injustices qui remettent en cause le « vouloir-vivre-ensemble ». Il appartient toujours à la gauche de produire une réponse cohérente et crédible pour faire face aux défis de cette nouvelle société.

2. **MAIS LA MISSION DE LA GAUCHE** est encore et toujours de réduire les inégalités ! Simplement, elle ne doit pas s'enfermer dans une idéologie qui a conduit à des drames dans l'histoire. L'idée d'abolition de la propriété privée est un projet totalitaire ! L'objectif supérieur d'une politique économique de gauche n'est pas de nationaliser pour nationaliser ; c'est, en premier lieu, de rendre plus compétitive notre économie.

Le retour de la gauche au pouvoir en 1981 après vingt-trois années de traversée du désert a conduit à la mise en place du « socialisme industriel » théorisé pendant ces années d'opposition et du Programme commun. Il s'est traduit par une vague massive de nationalisations, sans doute nécessaires, car le tissu industriel français était en mauvais état. Faites à 100 %, contrairement aux suggestions d'un Jacques Delors ou d'un Michel Rocard, ces nationalisations ont pesé fortement sur les finances publiques. Le gouvernement de Pierre Mauroy a dû conduire, dès 1982-1983, une politique de rigueur et résoudre un dilemme : soit sortir de la discipline européenne pour préserver son indépendance, soit s'y soumettre pour espérer bénéficier des relais de croissance communautaires. François Mitterrand fit le second choix, ce qui lui valut la « critique » d'avoir « converti la gauche au capitalisme ».

Je propose au contraire que nous assumions pleinement cette décision et, d'une certaine manière, il est grand temps de la théoriser. Car ce qu'il convient de constater, c'est qu'au-delà de l'idéologie, la gauche aux responsabilités s'est avérée très pragmatique. Sur la période 1997-2002, de nombreuses ouvertures du

\* Député socialiste de l'Essonne.



capital ont été réalisées : Air France, Autoroutes du sud de la France, Crédit Lyonnais, France Télécom, Eramet, GAN, Thomson Multimédia, CIC, CNP, Aérospatiale (EADS). Pour ma part, je considère que ce sont la réalité de l'entreprise, l'intérêt des salariés, des consommateurs ou des usagers et, bien sûr, l'intérêt national qui doivent déterminer la stratégie industrielle de l'État. Par exemple, des entreprises privées peuvent parfaitement réaliser des missions de service public. C'est déjà le quotidien de très nombreuses collectivités locales qui délèguent leur restauration scolaire ou le ramassage des ordures.

À l'inverse, pour ce bien de première nécessité qu'est le gaz, la fusion entre GDF et Suez ne me paraît pas souhaitable. Car le projet industriel tel qu'il a été conçu n'est pas bon pour de multiples raisons. D'abord, le mariage ne sera pas garant d'une stabilité des prix. Bien au contraire ! Le consommateur en sera la principale victime. Ensuite, avec la disparition de la coopération entre EDF et GDF, la capacité à remplir les missions de service public sera amoindrie. Cette fusion nous fait aussi perdre la maîtrise de notre approvisionnement énergétique. Enfin, on crée un concurrent direct pour EDF, dont notre champion de l'électricité se serait bien passé !

**3. C'EST VRAI : LE CAPITALISME**, qui a d'abord été industriel, est devenu, avec l'intrusion brutale des marchés financiers dans la gestion des entreprises au cours des années 1980 et 1990, un capitalisme financier. Cette financiarisation de l'économie a imposé une norme : celle du rendement minimum de 15 %.

Cela a entraîné deux conséquences majeures. D'abord, un certain accaparement de la valeur ajoutée par le capital au détriment du travail. Aujourd'hui, la part salariale de la valeur ajoutée ne représente plus que 57 %, alors qu'elle était de 69 % en 1981.

Ensuite, le modèle de croissance industriel des entreprises n'est plus en mesure aujourd'hui de fournir les rendements demandés par les actionnaires. La création de valeur passe donc désormais par la croissance externe, le rachat d'entreprises, les fusions, et donc la « rationalisation » des processus de production qui se traduit trop souvent par des destructions d'emplois.

Au final, le travail est soumis à une double injustice : il capte de moins en moins les fruits de son labeur quand, dans le même temps, il est ponctionné de plus en plus. L'objectif de la gauche, c'est donc de réintroduire de la justice et de l'équité. C'est en cela que la fiscalité est un instrument bien plus politique qu'on ne le croit. Plusieurs solutions pourraient être étudiées. Le chantier de la taxe professionnelle, inauguré par le gouvernement Jospin, doit aller à son terme. Il n'est pas juste de sanctionner une entreprise qui fait le choix de

s'agrandir, donc d'embaucher. Il faudrait supprimer cette taxe et la remplacer par une hausse proportionnelle de l'impôt sur les sociétés qui, lui, taxe les profits.

Une autre voie consisterait à introduire une modularité des taux. Ainsi, les cotisations sociales pourraient s'adapter aux choix économiques des entreprises. Le recours aux contrats précaires serait surtaxé, tandis que la stabilité serait récompensée financièrement.

Par ailleurs, la variable de l'impôt indirect n'est pas systématiquement illégitime pour mieux rééquilibrer ce rapport entre le travail et le capital. Elle l'est, c'est vrai, lorsqu'elle recouvre les habits de la cynique « TVA sociale », car elle fait peser l'effort sur les ménages les plus modestes qui ont une propension marginale à consommer plus forte. Néanmoins, pour contrer cet effet, il est possible d'augmenter d'autant les minimas sociaux et le SMIC.

Mais, au-delà de la répartition de l'effort entre le capital et le travail, la révolution fiscale devra aller plus loin, notamment en matière territoriale. Le symbole de la frilosité réformatrice de notre pays est bien la fiscalité locale, qui est profondément injuste. Un exemple : les bases locatives servant au calcul du montant de la taxe d'habitation n'ont pas été revues depuis 1970 ! Une des conséquences est que les taxes d'habitation et foncière sont plus élevées dans le quartier des Pyramides à Évry que dans le cœur de Paris... De plus, l'impôt local est inégal puisqu'il ne tient pas compte du niveau des revenus. Plutôt que de revoir les bases locatives, il faudrait simplement supprimer cet impôt obsolète et convertir les recettes ainsi perdues en recettes d'impôts sur le revenu.

**4. NON. LES SOCIALISTES** ont depuis longtemps abandonné l'idée de révolution ou de renversement du système capitaliste. Cette inflexion s'est inscrite très concrètement, en France, lors du tournant de 1983 et de la politique de rigueur menée par Pierre Mauroy et Jacques Delors. Non qu'il s'agisse d'un renoncement, mais plutôt de la constatation selon laquelle, pour paraphraser Churchill : « Le marché est le pire des systèmes d'allocation des ressources, à l'exception de tous les autres. » Cela invite tout homme de gauche, non à se réfugier dans le confort stérile du romantisme révolutionnaire, mais plutôt à mettre les mains dans le cambouis capitaliste.

Être de gauche, c'est considérer que le capitalisme, livré à lui-même ne parvient pas à produire un optimum économique et social. L'homme de gauche, c'est donc celui qui humanise et qui régule le capitalisme. Or la formidable accélération du processus de mondialisation que nous connaissons aujourd'hui, si elle crée d'incontestables richesses, secrète, dans le même temps, des inégalités qui n'ont jamais été aussi grandes.



Il faut, par conséquent, s'attaquer aux inégalités de revenus. Les mécanismes de redistribution sont aujourd'hui mis à mal du fait de la mondialisation, mais aussi, de la montée de l'individualisme, qui fragilise l'esprit de cohésion. Le défi de la gauche est donc de proposer de nouveaux outils de solidarité tout en encourageant l'individu.

Il faut aussi repérer les inégalités de dotations initiales pour mieux les combattre. Tous les individus, au commencement de leur vie, ne disposent pas tous du même capital économique et culturel. La gauche est la force qui va donner davantage à ceux qui ont moins. Cela se traduit très concrètement par des investissements massifs dans la santé, l'éducation, la rénovation urbaine, ou encore l'environnement.

Enfin, encadrer le marché, c'est aussi distinguer les différents aspects de la vie sociale qui doivent relever de son influence ou qui, au contraire, doivent impérativement lui échapper : c'est le cas notamment de la culture, du vivant, et même de la sexualité.

**5. DÈS L'ORIGINE**, la construction européenne s'est structurée autour de l'impératif économique. Pour contourner les haines et les rancœurs nationalistes, le postulat – légitime – des pères fondateurs a été de parier que, si l'union économique se réalisait, l'union politique suivrait tout naturellement. Nous sommes arrivés au bout de cette logique lorsque, le 29 mai 2005, les Français ont refusé le projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution européenne. Par ce choix, ils ont mis un terme à cette logique technocratique et désincarnée d'une Europe imposée par le haut. Ils ont aussi clairement sanctionné la « constitutionnalisation » de principes de conduite de politiques économiques. Pour autant, ce refus clairement énoncé ne doit pas être interprété comme une volonté de s'affranchir des règles communautaires ou comme un retour en arrière, c'est avant tout une volonté d'appropriation politique de l'Europe qui s'est exprimée.

Nous avons bien plus à perdre qu'à gagner en quittant la maison commune. Car depuis le traité de Maastricht, les États membres ont réalisé d'innombrables efforts pour concrétiser l'Union économique et monétaire. Or, si les gouvernements – et donc leurs peuples – ont accepté de perdre une grande partie de leur souveraineté sur la conduite des politiques monétaire et budgétaire, c'est parce qu'ils partageaient le même idéal de paix et d'unification – aspect essentiel que l'on élude trop souvent – et aussi les mêmes objectifs techniques de maîtrise de l'inflation et de stabilité des comptes publics.

Par conséquent, pour que les Européens aient le sentiment de redevenir maîtres de leur économie, il faut, non pas quitter le navire, mais aller au bout de la

logique d'unification politique. Car seule une volonté politique commune pourra être en capacité, le cas échéant, de redéfinir les priorités entre les objectifs, parfois contradictoires, de stabilité des prix, de maîtrise des dépenses publiques et de croissance.

Afin d'éviter justement tout retour en arrière qui affaiblirait l'Union, il faut encourager et développer les mécanismes de péréquation pour que les nations en difficulté continuent à partager l'aventure commune.

**6. NOTRE HISTOIRE PROUVE** que l'immigration peut être une chance pour la France. Au cours des siècles, notre nation a profité des multiples apports de populations étrangères. Force est pourtant de constater que notre modèle d'intégration est sérieusement en crise. Il est donc nécessaire de sortir d'un discours dogmatique pour construire les bases d'une politique de gauche efficace en matière d'immigration.

Pour refaire de l'immigration une chance, il est indispensable que celle-ci soit véritablement contrôlée et organisée. De toute évidence, un encadrement efficace des flux migratoires ne peut désormais s'envisager qu'au niveau européen. Seuls une harmonisation des politiques de contrôle et un renforcement des politiques européennes de codéveloppement pourront canaliser, sur la durée, la pression migratoire.

Mais cette réalité ne doit pas empêcher de réfléchir à des dispositifs applicables dans un cadre national. En particulier, il ne faut pas craindre d'aborder la question des quotas – même si je n'aime pas ce mot et qu'il faut en inventer un autre – par type de métier. Sur la base d'une évaluation faite avec les partenaires sociaux de nos besoins et de nos capacités d'accueil, ces quotas garantiraient l'insertion sociale et économique des immigrés en donnant la priorité à leur qualification et à leur formation. Établis dans la concertation avec les pays d'émigration, ils pourraient, par ailleurs, servir de base au renforcement de la coopération et de la lutte contre l'immigration clandestine.

**7. INTERNET EST À L'ORIGINE** d'une révolution technologique d'une importance équivalente à celles générées par l'invention de l'imprimerie ou la maîtrise de l'électricité. Grâce à la numérisation des fichiers, nous sommes en train de passer d'une société où l'on gère la rareté de l'information à une société où l'on gère son abondance. À une époque où le capital humain est une condition essentielle de la compétitivité des pays occidentaux, Internet offre donc une chance formidable de généraliser, pour tous, l'accès à la connaissance et à la culture.

En retard sur cette révolution technologique, la législation française contrarie aujourd'hui notre entrée dans l'ère numérique. Votée le 20 juin 2006, la loi relative



aux droits d'auteur et droits voisins dans la société de l'information (DAVSI) entrave inutilement le partage des fichiers entre les internautes. En punissant leurs copies de peines pouvant aller jusqu'à 300 000 euros d'amende et trois ans de prison, cette loi bloque l'accès du plus grand nombre aux biens culturels.

Plutôt que de vouloir étouffer cette nouvelle société de l'information, il faut s'efforcer de la construire. Afin d'augmenter les libertés individuelles au bénéfice de tous, une des premières mesures sociétales à prendre serait donc la légalisation du *peer-to-peer*. Cette mesure devrait naturellement s'accompagner de la création d'une « licence globale » pour assurer la rémunération des artistes.

**8. POUR FAIRE FACE** à la globalisation des forces économiques, la constitution d'une Europe politique est devenue une priorité absolue. Il s'agit désormais du seul niveau efficace pour peser dans les négociations commerciales et imposer des règles aux marchés financiers. Concrètement, la construction d'une Europe politique passe par la rédaction d'un nouveau traité intégrant la charte des droits fondamentaux et affirmant des principes sociaux. Ce traité devra, en outre, prévoir l'instauration de la majorité qualifiée pour les questions concernant l'harmonisation fiscale, l'environnement et le climat. C'est ainsi que nous créerons les outils institutionnels qui permettront à la gauche de retrouver une marge de manœuvre lorsqu'une majorité des citoyens de l'Union lui accordera sa confiance.

Au-delà de l'Europe, la création d'une organisation unique rassemblant le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce, serait un pas décisif vers une gouvernance économique internationale. Une telle structure pourrait mettre en place une fiscalité qui, selon le modèle de Tobin, aurait pour assiette les flux financiers. Cet impôt permettrait de financer les objectifs du millénaire (lutte contre la pauvreté) et de stabiliser les mouvements de capitaux sans provoquer les tensions qu'une résurgence du protectionnisme finirait par engendrer.

De même, la fondation d'une organisation mondiale de l'environnement fournirait le moyen de coordonner les efforts internationaux sur la recherche d'énergies propres et sur les transferts des technologies non polluantes.

**CONCLUSION** Une gauche moderne est d'abord une gauche fidèle à toutes ses valeurs. Lutter contre les inégalités sociales sera toujours la meilleure manière d'agir en faveur de l'émancipation individuelle. L'idéal de justice sociale restera donc, demain comme hier, au cœur de son projet. Mais la gauche devra également se rapprocher certaines valeurs abandonnées à la droite. Portés à l'origine par les républicains et les

socialistes, le concept national, l'autorité de la loi et la valeur du travail devront être à nouveau revendiqués par elle.

Une gauche moderne est ensuite une gauche fière de ses conquêtes. Il faut qu'elle en finisse avec son « long remords du pouvoir ». Complexée par son « surmoi marxiste », elle a oublié qu'elle était à l'origine des principales avancées sociales obtenues au cours des deux derniers siècles. Rassembler tous ceux qui, dans la société, partagent cette fierté et veulent poursuivre ces efforts, voilà l'objectif qui doit présider à la refondation de la gauche !

Une gauche moderne est enfin une gauche tendue vers l'action. À cette fin, il est indispensable qu'elle prenne toute la mesure des évolutions contemporaines (mondialisation de l'économie et individualisation de la société) et qu'elle accepte la réalité de l'économie de marché. Elle ne doit pas continuer à faire comme si l'on pouvait redistribuer les richesses sans se préoccuper de la manière dont on les crée. Une gauche moderne devrait être, à la fois, le parti des entrepreneurs et des salariés ! Nous pouvons, par exemple, proposer aux entreprises des accords de branche dans lesquels nous échangerions des baisses de cotisations sociales contre des engagements fermes d'embauche et d'amélioration des bas salaires. De même, nous devons faire de la qualification et de la formation des salariés notre priorité. Enfin, des économistes de gauche proposent de simplifier le droit du licenciement pour donner de la flexibilité aux entreprises et, en contrepartie, d'augmenter le coût du licenciement avec des indemnités substantielles et de véritables mécanismes de reclassement.

En regardant, sans tabou, la société telle qu'elle est, la gauche se redonnera les moyens de la transformer. La gauche moderne, c'est en somme le « Sisyphes heureux » dont parlait Albert Camus : celui qui envisage, sereinement, de reprendre toujours la tâche avec des outils toujours différents, car il ne doute pas de son but. ●



# « ÉMANCIPATION DE TOUTE EXPLOITATION ET DE TOUTE DOMINATION »

PIERRE ZARKA\*

Je vous prie de m'excuser mon indisciplinisme, mais je préfère commencer par la conclusion : le sens des réponses aux questions que vous posez dépend en effet du sens que l'on veut donner au cours de la société. Mon point de vue de départ est la recherche de l'émancipation de la personne : émancipation de toute exploitation mais aussi de toute domination ou tutelle même bien intentionnée qui limiterait le pouvoir de chacun(e) sur son propre sort. Cela implique notamment de chercher comment le commun des mortels s'approprie progressivement des compétences jusque-là réservées à l'État et aux autres pouvoirs institutionnels. Ce processus jamais achevé devrait conduire à se réinterroger de manière critique sur deux notions que la culture classique à gauche a négligemment balayées : la révolution permanente et le dépérissement de l'État. Cela dessine les contours d'une cohérence qui dicte le sens de mes réponses.

**1. JE LE PENSE PERTINENT** d'autant que les éléments de la société en butte aux décisions de nature capitaliste s'étendent et se diversifient : les médecins, les avocats, les cadres ne sont pas seulement en butte au manque de crédits, mais aussi à la marchandisation de leur activité. À mes yeux, ce concept ne recouvre pas de manière schématique le rapport capital/travail. Ce rapport passe aussi par des questions aussi diverses que le devenir de la planète – il n'y a qu'à penser aux causes des marées noires –, les rapports sociaux, les rapports Nord-Sud, les questions de culture ou de la ville. Cependant, si je pense ce concept pertinent, je pense aussi que, s'il n'est pas inscrit plus largement dans les rapports de domination qui ont structuré jusqu'à présent toute société, il devient insuffisant pour comprendre le monde. Les rapports issus de la domination patriarcale pèsent sur les rapports sexués, mais aussi sur la vision hiérarchisée que l'on a de la notion d'efficacité. Le rapport au père, la religion calquée sur ce

modèle ont ancré dans toute représentation des rapports de dépossession et de subordination. Reproduits à l'infini, ils pèsent aussi sur la politique. La culture issue à la fois de la religion et de l'absence de dépassement des rapports au père dans la société a fait passer des caractéristiques dans toute la culture. Ce croisement offre à la fois et de manière cohérente une explication du monde, un sens qui permet de se retrouver avec d'autres, une soumission à une autorité morale sans laquelle la fraternité n'existerait pas, la possibilité de se projeter au-delà de sa propre mort, un sentiment de supériorité à l'égard de qui ne fait pas partie de ce regroupement-là. L'Église s'extériorise de la société en devenant son guide. Une avant-garde en quelque sorte. L'État ou la nation ne mêlent-ils pas quelque chose d'analogue à leurs acquis ? La conception actuelle des partis politiques offre-t-elle quelque chose de si différent ?

**2. OUI, DANS LA MESURE OÙ L'INTÉRÊT** de ce type de biens doit se mesurer à l'aune des besoins sociaux et non du rendement financier. Une entreprise pharmaceutique a refusé de produire une molécule pouvant agir sur la méningite parce que les Africains n'étaient pas jugés solvables. Faire parvenir de l'électricité dans le moindre village ou ouvrir un bureau de poste ne peuvent dépendre du bon vouloir d'actionnaires. Mais, pour moi, cela ne concerne pas que les produits de première nécessité : la délocalisation de grandes entreprises qui participent largement à l'économie et au tissu social du pays dans le domaine de l'électronique, par exemple, ou, au contraire, le flux de la production d'automobiles montrent les conséquences de l'appât du gain. Cela dit, le mot « nationalisation » a été dans les faits jusqu'à présent synonyme d'« étatisation ». Il paraît que les uns et les autres sommes copropriétaires d'EDF. Content de l'apprendre. La dépossession qu'induisent jusqu'à présent les nationalisations du point de vue aussi bien des salariés que de la population dans son ensemble a rendu indifférent ou presque à l'égard

\* Membre du Comité national du PCF, directeur de l'OMOS.

des privatisations. C'est vrai en France, ce fut vrai en Union soviétique. L'État n'est pas le moyen de faire face au libéralisme, c'est la démocratie ; et ce n'est pas exactement la même chose.

**3. GÉNÉRALEMENT, LES IMPÔTS** directs sont les plus justes et les plus efficaces puisqu'ils reposent sur les moyens réels de ceux qui doivent payer ; la fiscalité indirecte frappe aveuglément la consommation. Cette fiscalité devrait être réévaluée concernant les hauts revenus, les fortunes, les revenus des entreprises et les revenus des placements financiers sans confondre un livret de caisse d'épargne avec les placements effectués par le baron Seillière, par exemple. L'actualité vient de montrer que la contribution des stocks-options devait être à l'ordre du jour. J'ai dit à propos de la fiscalité directe qu'elle était *généralement* plus juste. J'ai effectivement une interrogation. Il est à la fois nécessaire de défendre l'emploi et de remettre en cause un productivisme dévastateur. Dans ce cas, faut-il toujours payer des tarifs dégressifs au fil de la consommation d'eau ou d'énergie ou ne faut-il pas s'interroger si, à partir d'un certain niveau de consommation, il ne faudrait pas augmenter la tarification ? Dans ce cas, ces gains peuvent retourner en recette pour l'entreprise mais aussi pour l'État. Dernière dimension mais non des moindres à mes yeux : cette question non plus ne peut être gérée dans l'opacité par le seul État, sans que les citoyens la maîtrisent.

**4. CE QUE J'AI ÉVOQUÉ PLUS HAUT** montre que c'est bien mon objectif. Cela pose plusieurs questions jusqu'à présent non résolues. Comment transformer des situations sociales et des approches extrêmement diverses, voire éclatées, en une force politique qui s'impose ? Visiblement, le passage de la colère sociale à la politique ne se produit pas simplement. Le monde des dominés et des exploités se caractérise entre autres par son extraordinaire diversité et par des pratiques sociales morcelées qui l'éloignent d'une vision globale et cohérente de la société. L'addition des mouvements ne fait spontanément ni une force de transformation ni même des convergences de luttes. Produire de la cohérence, je ne dis pas un programme achevé mais des repères mentaux qui forment progressivement un univers mental et une culture propres aux opprimés me semble indispensable. Se constituer en producteur de connaissance aussi. Cela ne veut pas dire qu'il faudrait attendre d'avoir un projet cohérent pour agir, mais qu'au fur et à mesure un changement de culture équivaut à un changement de rapport des forces. Un exemple : le regard porté sur soi est décisif. Quand des cheminots se mettent en grève, le pouvoir leur tombe dessus en disant qu'ils paralysent le pays, et il ne vient à l'idée de personne de dire que, si l'arrêt de travail d'un corps de métier suffit à paralyser le pays, cela indique à quel

point on a besoin de ces salariés. Se considérer comme victimes ou comme indispensables à la société ne fait ni les mêmes exigences ni les mêmes ambitions.

Un tel mouvement peut difficilement être aujourd'hui entièrement contenu dans le cadre national. Je parlais plus haut de notions à réinterroger, je mets au compte de celles-ci la certitude de pouvoir « faire la révolution dans un seul pays ». Cela ne veut pas dire qu'il faudrait attendre les autres, mais déjà examiner à chaque moment comment les interrogations, avancées et expérimentations des uns sont capitalisées par tous. Je trouverais utile que nous nous penchions sur les expériences allemandes ou grecques, par exemple. Cela ne suffira pas. Sans reconstruire une Internationale avec son bureau voulant tout uniformiser, il devrait être possible, rapidement, de se fixer des objectifs sinon communs, du moins convergents ou complémentaires et tenter de développer une mondialisation de l'émancipation humaine.

**5. AVANT D'ÉVOQUER** de la « souplesse » ou des « marges de manœuvre », c'est la question du sens de la construction européenne qu'il faut réussir à poser. Je note que nous avons été nombreux lors du référendum de 2005 à rejeter la « concurrence libre et non faussée ». Mais le contraire de cet objectif, c'est quoi ? Quelles sont les dynamiques qui peuvent permettre un élan nouveau de développement humain et social dans le cadre de l'Europe ? Qu'y a-t-il à mettre en commun ou de nouveau à inventer ? C'est ce type de question qui peut permettre de dégager et de vérifier avec le temps quels sont les moments communs et ceux qui continuent à s'exercer dans un cadre national. Que l'on évoque l'Europe en terme de « contraintes » est un véritable lapsus. À qui viendrait-il l'idée d'évoquer les acquis des services publics dans le cadre national sous le vocable « d'une part de contraintes » ? Alors que l'on voit pourtant avec les questions de démocratie et de décentralisation que le cadre national n'efface pas les autres niveaux territoriaux. Tant que la part de l'Europe et celle des nations apparaissent comme des vases communicants, cela voudra dire que la construction européenne ne repose pas sur le développement de la personne ni sur le partage de pouvoirs. Si, au contraire, c'est en termes d'un nouveau type d'efficacité pour les personnes et pour la planète que se pose la question de règles, cela change bien des paramètres. Au cœur d'un tel projet se situe la question de la souveraineté des peuples. Il n'y a donc pas de solution « technique » mais un sens nouveau à définir.

**6. LA MONDIALISATION BOULEVERSE** bien des données. Mais elle repose de manière aiguë des questions qui ne datent pas d'aujourd'hui. Il y a, au fond, deux raisons qui poussent à émigrer : la misère ou l'envie. Celle de la misère qui pousse à quitter les siens fait de la migra-

tion un drame pour les intéressés : la question du développement doit être posée en même temps que celle de ses effets profonds et durables : penser développer dix ou douze pays sur la planète est une illusion dangereuse. Et il y a l'immigration parce que certains ont envie de changer d'horizon pour des raisons qui leur appartiennent. Pourquoi serait-ce réservé aux cadres des pays riches qui vont aux États-Unis ou au Canada, ou aux retraités du Nord qui s'achètent un appartement au Maroc ? Le brassage des cultures et des populations n'est pas une perte d'identité mais, au contraire, la capacité de s'inscrire dans le vivant. Nous avons trop en nous cette conception de notre « histoire eurocentrée » ou l'ignorance de la perméabilité bénéfique de notre culture. La nation est-elle liée à la nationalité ? Historiquement, cela n'a pas toujours été le cas. À l'origine, la nation est le regroupement d'un peuple autour d'une même entité politique quelles que soient l'origine ou la langue. C'est au fil du développement du capitalisme que cette assimilation s'est faite. Nous devons nous méfier d'une conception qui fait passer toute notion par le sas de l'unicité. Par contre, les questions sociales, la lutte contre les discriminations racistes mais aussi sociales sont décisives si

nous voulons éviter des drames. S'il y a une politique de l'immigration à adopter, c'est celle de la justice sociale et de l'égalité des droits qui reconnaît la place et l'apport utile de chacun(e) sans lesquels il n'y a que déchirement entre individu et société ou groupes d'individus et société. Le droit de vote pour tous et la reconnaissance des cultures sont fondamentaux pour définir une politique de l'immigration. Sans ces caractéristiques, il ne reste que des sources de tensions.

**7. ELLES SONT INNOMBRABLES.** Je ne peux en retenir que quelques-unes. Pour moi, les libertés ne vont de pair qu'avec la possibilité d'arracher des pouvoirs. Obtenir des libertés sous le regard bienveillant d'une tutelle ne dure jamais très longtemps. Il s'agit de redéfinir la citoyenneté : Il est donc nécessaire de repenser la liberté d'être informé – je pense au contrôle démocratique des médias, au pluralisme de la presse, à l'obligation d'information des citoyens par les entreprises et les institutions. Il convient de repenser la liberté d'agir : le droit de grève, de manifestation, de décision. Je pense à la fois aux droits des salariés dans les entreprises, à la démocratie locale, à la proportionnelle à toutes les élections, aux référendums d'initiative populaire, à la capacité des mouvements à exiger



des élus des comportements précis devant chaque problème. Personnellement, je pense que, en cas de conflit entre l'exécutif et le législatif, le référendum devrait se substituer au Conseil constitutionnel. On va me dire qu'il s'agit ici de libertés collectives. Les libertés individuelles de choix de vie, quels qu'en soient les domaines, ne peuvent se mener dans un autre cadre. Il s'agit d'émancipation de chacun(e), et c'est ce cadre qui permet à chacun(e) de faire ses choix de vie.

**8. J'AI UN PROBLÈME** avec l'énoncé de cette question : Pour moi, viser un autre ordre mondial ne commence pas en sollicitant les grandes puissances et les institutions. Si, aujourd'hui, elles sont sourdes aux souffrances et aux dangers, ce n'est pas par inadvertance ou par manque d'information. Les Etats-Unis, en prétendant s'acheter le droit de polluer, démontrent qu'il s'agit moins de demander quelque chose aux grandes puissances que d'impulser un vrai mouvement d'opinion en ce sens. D'autant qu'il existe du nouveau en ce domaine. Prenons l'exemple de la dette des pays pauvres : dans les années 1960, cette question était réservée aux seuls États dans le cadre notamment des rapports Est-Ouest ou aux « non-alignés ». La question a réellement commencé à

être prise plus au sérieux lorsque le mouvement altermondialiste s'en est emparé. De tels mouvements peuvent se fixer comme moyen non pas de dresser la liste des doléances au guichet de ces institutions mais de faire de l'opinion démocratique mondiale une force susceptible d'exiger concrètement que l'ONU étende son rôle dans cette direction. Il doit être possible de définir des mesures concernant la faim, la pauvreté, le réchauffement de la planète, l'épuisement des ressources énergétiques fossiles ou encore des règles concernant le désarmement pour imposer des actions concertées des États. On retrouve ici le lien entre luttes nationales et internationales.

**CONCLUSION** Je pense non pertinent de dissocier ce qui est mesure immédiate d'une autre vision cohérente de la société ou de la dissocier de l'intervention populaire. Des objectifs qui ne sont pas ceux de mouvements à la fois massifs, instruits et déterminés sont rarement réalisés. C'est une manière de répondre à la question du nécessaire dépassement du capitalisme ; c'est une manière aussi de dire qu'il n'y a pas de politique sans travail sur la culture politique (ce que l'on appelle souvent « projet »), ni sans chercher à se constituer en force politique. ●





# POUR UNE GAUCHE FÉDÉRÉE

CHARLES FITERMAN ET JACK RALITE\*

La gauche, au sens précis et pressant de l'expression, est au pied du mur<sup>1</sup>. Chacun en convient, la nouvelle défaite qu'elle vient de subir, après celles de 1995 et de 2002, appelle une analyse approfondie et des conclusions courageuses et fortes. Car, au-delà des aspects circonstanciels, son échec est révélateur des problèmes de fond qui se posent depuis bon nombre d'années et dont différentes circonstances – y compris des victoires comme celles de 1997 ou 2004 – ont conduit à renvoyer le traitement. Faute d'engager cet effort, c'est l'avenir même de la gauche comme force cohérente d'alternative politique qui est en question. L'enjeu est plus vital qu'il ne l'a été depuis de nombreuses décennies.

Parce que nous avons un « en-commun » que les vicissitudes du temps n'ont pas détruit, tout en ayant été et en étant différents, nous voudrions apporter ensemble une contribution à la réflexion d'abord nécessaire pour cerner la nature et l'ampleur de cette refondation.

**DISONS-LE BRUTALEMENT :** le problème de la gauche et, plus précisément, chacun à sa manière, des deux partis – communiste et socialiste – auxquels nous appartenons, c'est la société, le monde d'aujourd'hui. Percées des sciences, nouvelles technologies, nouveaux modes d'organisation de la production, nouveaux produits, explosion des services, concentration urbaine, avec tout ce que cela entraîne de ruptures dans les savoirs, les métiers, les groupements humains, les transmissions entre générations, les comportements individuels ; et puis la mondialisation libérale d'autant plus triomphante que le système qui se voulait porteur de la seule alternative globale connue s'est effondré. Dans ce paysage bouleversé, des mots (maux) nouveaux ou ressurgis d'un passé lointain : chômage endémique,

délocalisation, Dow Jones et CAC 40, effet de serre, paradis fiscaux, réseaux maffieux, traites des nouveaux esclaves jetés sur les trottoirs de nos villes, épuration ethnique, intégrismes.

Arrêtons-là pour poser une simple question : de ces bouleversements survenus depuis vingt à trente ans et porteurs à la fois d'extraordinaires potentialités de développement et de plaies purulentes, de semences et de débris, qu'ont tiré nos partis en termes neufs de projet, d'objectifs, de structures, de pratiques ? La réponse va presque de soi : peu de choses.

Soyons justes, il y a bien eu quelques leçons tirées par bribes, de façon éparse, des travaux individuels intéressants, des colloques et quelques conventions, mais chacun pour son compte. Il y a bien eu quelques initiatives novatrices dans les années 1990 comme « Refondations » ou ensuite les Assises de la transformation sociale. Puis sont survenues les élections législatives de 1997, en vue desquelles s'est constituée la gauche plurielle qui, ô surprise, a vaincu. Ce dispositif politique a été opératif pendant un temps. Il se fondait sur un principe de réalité : la gauche est diverse, et cette diversité peut même être source de richesse. À une condition toutefois : qu'elle soit mise au service d'un projet commun. La gauche plurielle a été efficace, non pas surtout parce qu'elle était diverse – elle l'était jadis bien plus encore – mais parce qu'elle était réunie. Il aurait fallu s'employer à élargir et à consolider la base politique de l'union. Faute de le faire, voire de vouloir le faire, il s'est produit un renversement de logique : au fil du temps et des épreuves, l'affirmation de l'identité a pris le pas sur le souci de l'unité. On sait ce qu'il en est advenu un certain 21 avril. Il y a eu au Parti socialiste le souci d'éviter les déchirures après le drame survenu, la recherche méritoire et légitime du rassemblement apparemment confortée par les succès de 2004, mais aussitôt bousculée par la bataille politique autour du projet de Constitution européenne. Du coup, la question centrale, celle du projet

\* Anciens ministres, respectivement membre du Parti socialiste et sénateur communiste de Seine-Saint-Denis.



politique, a été délaissée. Quant au Parti communiste, une fois de plus, il a oscillé entre une ouverture constructive qui ne pouvait produire d'emblée des résultats électoraux et, la page vite refermée, la rechute dans les vieux réflexes stérilisants.

Enfin, la campagne électorale qui vient de s'achever a vu s'ouvrir ou s'affirmer des pistes de renouvellement. Mais il a fallu faire vite, dans une configuration imprévue, en se heurtant au poids des habitudes, des positions et du discours installés. L'effort a laissé des acquis appréciables, des reconquêtes intéressantes, il a connu aussi, comme c'était inévitable, des limites. La droite a su en tirer profit, en renouvelant son discours et ses méthodes. C'est à une sorte de « révolution conservatrice » que nous assistons. Mais l'usage berlusconien des médias ne changera pas les réalités auxquelles le nouvel hôte de l'Élysée va se heurter dans sa tentative de « normalisation » du pays à l'aune américaine. En fait, ce qui sera décisif pour l'avenir de la gauche, c'est sa capacité à renouveler ses objectifs, ses méthodes d'action, ses structures et ses modes de fonctionnement. C'est bien une véritable refondation qui est à l'ordre du jour. Elle doit permettre à la gauche de faire vivre les diverses sensibilités qui la composent tout en assurant leur entente durable, de s'ouvrir sur la société en mouvement et d'abord sur le monde du travail et de la création, de porter un projet politique ambitieux, conjuguant liberté et solidarité, effort et justice, un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

**QUELS CHEMINS EMPRUNTER POUR AVANCER ?** Dans quelles directions ? Deux champs de travail s'offrent : celui des idées, d'une part, celui des structures et des personnes, d'autre part. Commençons par les idées car, n'en doutons pas, elles mènent encore le monde.

La tâche est d'établir un socle solide d'idées et d'objectifs fédérateurs. Pour cela, partir des problèmes concrets et des attentes de la société est impératif, mais pas suffisant. Il s'agit d'en dégager les axes d'une politique cohérente, fondée sur l'intérêt général, porteuse des valeurs humaines auxquelles la gauche s'identifie, des valeurs permanentes mais qui peuvent avoir besoin d'équilibres et d'éclairages nouveaux. Car, sans vision et sans idées directrices, le discours sur la proximité n'est qu'un paravent, un substitut au vide de la pensée, il s'épuise vite. Pour redonner confiance, surtout dans un pays comme la France, la politique doit porter une grande ambition, appuyée sur des choix pertinents et clairs.

Par exemple, nous disons qu'il faut « travailler tous et travailler mieux ». Cela n'implique-t-il pas de tourner réellement et résolument tous les moyens disponibles vers la création d'emplois, de rechercher une meilleure efficacité dans la mise en œuvre de ces moyens, à la

fois du côté des entreprises et du côté des salariés grâce à un suivi personnalisé encourageant l'initiative et la prise de responsabilité de chacun ? Cela ne suppose-t-il pas une politique audacieuse d'éducation et de formation tout au long de la vie, une sécurisation des parcours professionnels permettant une pleine prise en compte de la vie des salariés dans les fluctuations de l'économie moderne ? Cela ne suppose-t-il pas de redonner goût et sens au travail, en soutenant l'augmentation des salaires malmenés par l'offensive libérale depuis quinze ans, en mettant en cause des méthodes de management qui isolent le travailleur, le culpabilisent, le contraignent à une mobilisation sans cesse plus poussée de tout son être jusqu'à l'épuisement, en reconnaissant de nouveaux droits aux travailleurs sur tous les aspects de leur vie dans l'entreprise ? Cela ne commande-t-il pas de donner la primauté aux stratégies industrielles sur les stratégies strictement financières aujourd'hui dominantes ? Bref, cela ne suppose-t-il pas de faire réellement de la possibilité d'accès à l'emploi pour chacun, sans discrimination, et de la revalorisation du travail des objectifs prioritaires en reconnaissant que le travail demeure – quels qu'en soient la forme et le statut – le créateur des ressources et des services indispensables à la vie d'une société, le premier producteur de lien social, une condition du développement de l'individu ?

Naturellement, une telle démarche ne peut être aujourd'hui efficace qu'en portant le débat et l'action à l'échelle européenne et mondiale. La tâche est rude. Mais que, au moins, chacun comprenne ce qui se passe et sache ce que nous voulons. Nous nous prononçons pour une mondialisation maîtrisée, un développement économique durable intégrant les impératifs sociaux net environnementaux. Mais que proposons-nous précisément et clairement pour répondre à ces millions de salariés et à leurs familles qui vivent dans l'inquiétude ou l'angoisse devant la menace de perte brutale de l'emploi sous l'effet des restructurations et autres délocalisations ? Quelles propositions fortes face aux dérèglements des marchés financiers, face aux turpitudes de ces chefs d'entreprise qui gagnent d'autant plus d'argent que leur entreprise va mal et se fabriquent des « parachutes » en or massif ? Quels pouvoirs nouveaux reconnaître aux salariés ? Si nous refusons la logique aveugle et ravageuse de la déréglementation sauvage sans retomber dans l'économie étatisée, comment conjuguer maîtrise publique, régulation et marché dans une démocratie citoyenne renouvelée et élargie ? Quelles missions de service public à notre époque et quelles structures diversifiées pour les assumer, avec quel rôle pour l'État, dans un cadre qui sera nécessairement européen, et demain mondial ?



**L'ÉPOQUE ACTUELLE EST MARQUÉE** par l'affirmation du besoin d'autonomie et de liberté de l'individu. Les forces conservatrices s'attachent à faire dériver cette aspiration vers un individualisme borné, vers le chacun pour soi. Mais cette émergence forte de l'individu peut être synonyme d'avancée de la libération humaine. Une partie de la gauche a du mal à le penser, car elle est inscrite dans une vision qui faisait tout passer par le collectif. Il ne s'agit nullement de renoncer à la solidarité, à l'action collective. Mais ne faut-il pas rechercher un nouvel équilibre entre cette solidarité et l'initiative individuelle qui permette une fertilisation réciproque, un socialisme de la liberté?

Nous voulons favoriser la création artistique, ses audaces, sa diversité et son partage par chacune et par chacun. Cette rencontre implique la mise en place d'une véritable éducation artistique à l'école et d'un soutien aux expressions culturelles pluralistes du citoyen. Elle implique aussi et surtout le refus net de l'omnipotence de l'esprit des affaires sur les affaires de l'esprit. La mutilation des œuvres qui en résulte est menacée d'extension par la récente volonté du pouvoir des financiers et des publicistes de « traiter économiquement le capital humain » jusqu'à identifier à des « marques » valorisables des équipements culturels et à louer ou vendre les œuvres du patrimoine. Ce transfert des actifs immatériels du secteur public vers le marché met gravement en péril l'exception culturelle elle-même. La réplique est une urgence sous la forme d'une responsabilité publique et sociale en matière de culture et d'art valable du local au mondial via l'Europe garantissant de nouveaux droits fondamentaux et de nouveaux « biens communs » de l'humanité habités y compris quand sont concernées les nouvelles technologies par la liberté, la solidarité, la mutualisation, la diversité, l'émancipation humaine.

Il faut, pour l'essor de cette société réconciliée, une vie politique rénovée, des institutions réellement démocratiques et modernes. La V<sup>e</sup> République a permis quatorze ans de présidence de gauche et trente-cinq ans de présidence de droite, qui vont vers les quarante! Ne faut-il pas dire enfin clairement qu'un tel système, fondé sur une prééminence présidentielle de caractère quasi monarchique, a fait son temps et proposer un nouvel équilibre des pouvoirs avec un seul chef de l'exécutif, en l'occurrence le Premier ministre appuyé sur un Parlement aux pouvoirs renforcés, et un président de la République, élu au suffrage universel et disposant de prérogatives importantes, sans présider le Conseil des ministres et sans procéder à toutes les nominations?

Nous ne prétendons naturellement pas définir seuls des orientations et des choix qui appellent un débat

collectif large et approfondi. Que chaque parti le conduise pour son compte, c'est légitime. La démocratie, celle d'aujourd'hui et celle, plus large et plus vivante qu'il faut préparer pour demain, ne peuvent se passer de partis politiques producteurs d'idées et d'initiatives, rassembleurs de forces en mouvement. Le problème posé ne concerne pas une seule des formations de gauche, mais toutes. Il ne concerne pas les seuls membres de ces formations, mais un nombre considérable de femmes, d'hommes et de jeunes qui s'en tiennent écartés mais ne s'interrogent et ne réfléchissent pas moins. Il concerne aussi, dans le respect de leurs spécificités, les syndicats et les multiples associations qui animent la vie démocratique du pays. Il faut donc trouver les lieux et les formes qui permettent de dépasser les frontières de chaque formation pour accomplir un travail sérieux, suivi, qui débouche dans des délais raisonnables sur des résultats concrets. Ce travail ne peut se réduire à aller un pas plus à gauche ou un pas plus à droite, mais vers l'avant. Il peut aboutir à une condition : qu'il soit animé par la volonté politique de sortir enfin des sentiers battus couverts d'ornières pour construire une nouvelle alliance pour un nouveau combat.

Car la démarche doit se poser à la fois en termes de production d'idées et de structures, de cadres nouveaux.

**DEUX VOIES POSSIBLES SONT ÉVOQUÉES** ici et là. Celle de l'évolution du Parti socialiste vers une « social-démocratie à l'européenne » impliquant la recherche d'une alliance avec le centre. Celle de la constitution d'un « pôle radical antilibéral » englobant tout ce qui se situe « à la gauche » du Parti socialiste, voire une partie de celui-ci. Ainsi posées, ces deux démarches ne nous apparaissent pas souhaitables. Car elles aboutiraient l'une et l'autre à diviser profondément et durablement la gauche, à l'affaiblir, voire à la désagréger, en lui interdisant de proposer une alternative crédible et identifiée.

C'est à toutes celles et à tous ceux qui veulent transformer la société dans la liberté pour chacun et la démocratie pour tous qu'il convient de s'adresser. Au-delà de toutes les différences, n'y a-t-il pas là un socle commun qui autorise de dépasser tous les clivages anciens ou plus récents? Il convient de s'adresser à toutes les formations de gauche qui se veulent porteuses de cette même démarche. On peut vouloir les réunir un jour dans une même formation politique, à la condition que cela ne soit pas synonyme de fusion dans un parti fonctionnant comme ceux d'aujourd'hui, mais dans un autre type d'organisation adapté au monde moderne. Il y faut un peu de temps. Sans attendre, il doit être possible, parce que c'est nécessaire, de rapprocher les partis et les groupes concernés, de



les associer dans une structure fédérale aux formes souples qui laissent à chacun sa liberté d'expression et d'initiative tout en mettant en place un certain nombre de solidarités, par exemple – c'est à débattre –, celle de se présenter ensemble aux échéances électorales en veillant à une représentation équitable de toutes les sensibilités. Il s'agit de sortir des logiques de survie étroitement partisans ou d'appareils, de permettre des expérimentations dans l'action, de fonder un nouveau pacte politique pour la liberté, la justice et le progrès humain. Certains proposent, dans cette démarche, de s'adresser à d'autres forces, au centre de l'échiquier politique. Sortir le pays de la crise qui l'atteint et qui ne va certes pas s'estomper avec le pouvoir actuel peut le commander. Mais cette ouverture sera efficace si la gauche sait être elle-même ; c'est à cela qu'il faut d'abord travailler.

**LE CHOIX** de la ou des personnes qui seront chargées d'incarner cette nouvelle gauche lors des futures échéances électorales ne peut se faire que dans le

mouvement lui-même, par la consultation la plus large possible des hommes et des femmes concernés. Il s'imposera naturellement sur la base de la légitimité acquise et du travail accompli. C'est la novation collective réalisée qui donnera l'élan nécessaire et non une désignation cinq ans à l'avance qui serait d'autant moins comprise par le pays qu'elle donnerait la priorité au choc des ambitions sur le débat d'idées. Au demeurant, si la gauche a le courage d'aller au bout de sa démarche sur la réforme des institutions, comme nous le proposons, la donne en sera changée.

Voilà ce que nous espérons et proposons : une gauche fédérée porteuse d'un projet politique d'avenir pour la France. C'est un choix lourd. Mais en existe-t-il d'autre qui vaille ? Changer pour se retrouver ou dépérir, voilà l'alternative. La mode est au principe de précaution. Ici, c'est plutôt le principe d'audace qu'il faut faire prévaloir. Nous faisons le pari de l'optimisme. ●

1. Ce texte écrit au printemps 2007 a circulé de manière informelle. Il est ici publié pour la première fois ; nous en remercions les auteurs.



*Quelle(s)  
gauche(s) ?*



# CE QU'IL FAUDRAIT (SANS DOUTE) FAIRE POUR CESSER DE PERDRE

TONY ANDRÉANI\*

U premier tour de l'élection présidentielle, la gauche, dans toutes ses composantes, n'a jamais été à un niveau aussi faible depuis 1969<sup>1</sup> : elle a atteint à peine 36,4 % des voix. C'est là une situation paradoxale, car il semble bien qu'elle n'ait jamais connu un ensemble de conditions aussi favorable depuis cette date.

Tout d'abord, ce mauvais résultat s'inscrit à contre-courant de l'évolution au cours du dernier quinquennat, qui a vu une poussée de la gauche à toutes les élections intermédiaires. Au premier tour des élections régionales de 2004, la gauche groupait 44,7 % des votants, ce qui avait conduit une majorité de gauche au pouvoir dans vingt sur vingt-deux régions. Comme, pendant ce quinquennat, la politique de la droite (avec Nicolas Sarkozy trois fois ministre) avait été de plus en plus ouvertement d'inspiration néolibérale, qu'elle avait suscité des réactions massives (des manifestations d'une rare ampleur sur les retraites, sur l'assurance maladie, sur le contrat première embauche) et qu'elle n'avait nullement tenu ses promesses en matière de sécurité (pensons à l'explosion dans les banlieues à l'automne 2005), on aurait pu s'attendre qu'un projet politique encore plus marqué à droite fût encore plus nettement désavoué par les électeurs. Et ce d'autant plus que la droite avait perdu le 29 mai 2005 le référendum sur le traité constitutionnel européen, dont elle avait été le plus fort soutien.

\* Docteur en philosophie, ancien directeur du Centre de philosophie politique, économique et sociale, unité de recherche associée au CNRS, membre des comités de direction ou d'orientation de plusieurs revues (*Utopie critique*, *La Pensée*, *Actuel Marx*, *Variations*), ainsi que de l'association Espaces Marx et de la Fondation Copernic. Derniers ouvrages parus : *Les contradictions néolibérales*, Fondation Gabriel Péri, juillet 2006 ; *Ποιητοί Marx revient... ou reviendra*, in *Marx contemporain* (dir. Renaud Fabre et Arnaud Spire), Syllepse, 2003 ; *Le socialisme est (a) venir*, t. I, *L'Inventaire*, Syllepse, 2001 ; *Le socialisme est (a) venir*, t. II, *Les Possibles*, Syllepse.

En second lieu, les enquêtes d'opinion montraient une insatisfaction croissante au cours du temps d'une proportion croissante de Français. Entre 2001 et 2006 la part de la population qui considérait que « son niveau de vie personnel allait moins bien depuis dix ans » était passée de 26 à 46 %, selon le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), et ceux qui trouvaient que la situation d'ensemble se dégradait étaient passés, au cours de la même période, de 36 à 80 %. Plus important encore, 86 % des Français estimaient, selon le même organisme, que « dans notre société, les plus favorisés sont de plus en plus favorisés », et 75 % des personnes interrogées par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) jugeaient que la société était « plutôt injuste » (contre 68 % en 2000). Face à cette situation 24 % des Français pensaient, selon la Drees, qu'il fallait changer radicalement la société et 72 % la réformer sur certains points (contre 68 % en 2000). Une enquête du Credoc montrait un désir de changement encore plus fort : 86 % des Français estimaient que « la société française devait se transformer profondément » (contre 77 % en 2001), et 36 % souhaitaient même des « changements radicaux » (contre 20 à 25 % dans les années 1980). Un véritable esprit révolutionnaire !

Enfin, la politique préconisée par la droite ne trouvait pas dans l'opinion de majorité pour l'approuver. La droite avait si bien senti la volonté de changement qu'elle ne cessait de proposer des « réformes », et même une « rupture » (que Nicolas Sarkozy baptisera ensuite de l'épithète de « tranquille » pour rassurer). Cette rupture consistait en fait à pousser encore plus loin le cours néolibéral : affaiblissement du droit du travail et flexibilisation accrue, diminution des impôts et donc de la redistribution, retrait de l'État, abaissement des « charges » et donc réduction de la couverture sociale, etc. Mais aucune de ces orientations ne rencontrait un assentiment majoritaire chez les sondés. Une immense





majorité s'opposait à la précarité et à la baisse des garanties collectives, 72 % de Français pensaient, selon la Drees, que les pouvoirs publics pouvaient réduire les inégalités et 77 % qu'ils pouvaient réduire la pauvreté et l'exclusion (seuls 5 %, selon le Credoc, trouvant qu'ils en font trop pour les plus démunis), 51 % estimaient qu'il n'y avait pas assez d'intervention de l'État en matière économique et sociale (contre 22 % qui disaient qu'il intervenait trop), 51 % pensaient qu'il ne fallait pas réduire le nombre de fonctionnaires (contre 45 %), 81 % considéraient, selon la Drees, que les systèmes d'assurance maladie et de retraite devaient rester publics et obligatoires (contre 73 % en 2000). Bref, c'était presque un plébiscite antilibéral!

Alois, comment comprendre que les Français aient voté, au premier tour et au second tour, assez largement pour la droite<sup>2</sup>? Comment la gauche a-t-elle pu perdre cette élection qui semblait *a priori* imperdable? Ce sont les questions fondamentales que tous les concepteurs et tous les stratèges de la gauche devraient se poser. Il y a toute une série d'éléments de réponse, que je ne vais pas détailler ici, pour ne pas être trop long, et qui n'apparaîtront qu'en filigrane de mon propos. Ce sont notamment : les faux-semblants d'une élection présidentielle, la force des mensonges, la séduction opérée par Nicolas Sarkozy auprès des classes populaires, les flottements de la classe intermédiaire, la puissance de persuasion des médias, les promesses non tenues par la gauche, le double jeu du néoconservatisme, le manque de réponse crédible à la mondialisation capitaliste, le poids de l'hypothèque européenne. Je voudrais plutôt me projeter vers une autre question : Que faire pour cesser de reculer, pour cesser de perdre? Les idées qui vont suivre paraîtront sans doute abruptes, voire provocatrices. Tant pis. Ou tant mieux. Je crois qu'il faut tout faire pour sortir du marasme où nous voici plongés. Je les présenterai sous forme de préconisations, espérant au moins qu'elles inciteront à la réflexion. C'est à dessein que je laisserai de côté quantité de sujets, et des plus importants, sur lesquels la gauche aura à améliorer ses analyses et à affiner ses propositions (les droits sociaux, la fiscalité, le logement, l'environnement et tant d'autres). Je voudrais me concentrer sur *quelques angles morts* de la réflexion politique, dont peut pourtant dépendre une victoire électorale. C'est aussi à dessein que je n'entrerai dans le détail d'aucun dossier : il s'agit seulement de dégager quelques lignes directrices, à des fins de stratégie.

**ADMETTRE QUE LA MASSE DES FRANÇAIS EST AUJOURD'HUI PROFONDÉMENT DÉPOLITISÉE ET EN TIRER LES CONSÉQUENCES EN TERMES DE DISCOURS POLITIQUE**

Première observation : les 86 % de participation au second tour de l'élection présidentielle ne prouvent absolument pas l'existence d'une forte implication politique. C'est la droite qui dit cela, pour légitimer

après coup son succès. Si les Français ont voté aussi massivement, c'est qu'ils ont eu conscience de l'importance de l'enjeu et que ce type de scrutin leur apparaît comme le seul où chaque voix peut poser. En réalité, un taux aussi élevé est très probablement dû à la force du vote anti-Sarkozy, en particulier venant des jeunes des banlieues. Vote qui s'est évaporé lors des législatives, quand ces électeurs ont compris que la partie était perdue.

Deuxième observation : beaucoup d'électeurs se sont décidés à la dernière minute, tout simplement parce qu'ils n'ont guère eu le temps de suivre la campagne présidentielle ni dans les journaux, ni à la télévision, ni encore moins sur l'Internet. Et il y a fort à parier qu'ils se sont décidés en grande partie sur quelques-unes des promesses les plus démagogiques du candidat Sarkozy, notamment la défiscalisation des heures supplémentaires, la déduction fiscale des intérêts des emprunts contractés pour l'achat d'un logement, la quasi-abolition des droits de succession pour la plupart des patrimoines.

Ce qui nous a fait illusion sur la politisation des Français, ce fut l'ampleur de la participation citoyenne au débat, puis au vote sur le traité constitutionnel européen. Même si beaucoup des électeurs qui ont voté non l'ont fait surtout en fonction d'*a priori* ou parce qu'ils rendaient obscurément (ce qui n'était pas faux) l'Europe responsable de tous nos malheurs (n'oublions pas ici le vote d'extrême droite, sans lequel le non n'aurait pas été majoritaire), il reste vrai que la plupart l'ont fait de manière réfléchie, en pesant le pour et le contre. Mais il s'agissait d'une question simple, comme dans tout référendum, et non d'un choix à multiples entrées, et, de ce fait, d'une grande complexité, supposant, pour être éclairé, la maîtrise d'une multitude de sujets.

De là on peut tirer, hélas! une première conclusion : une campagne de type présidentiel se joue dans une large mesure, aujourd'hui, *sur quelques idées simples, sur quelques slogans appropriés et sur quelques mesures phares*. Ce sera, la prochaine fois, incontournable pour gagner.

**JOUER/DÉJOUER LE JEU DE LA PERSONNALISATION DU POUVOIR** Comme nous n'aurons plus la possibilité de changer de système politique au cours des cinq prochaines années (rappelons que les changements de république se sont toujours faits dans des situations de crise gravissime, menaçant la nation elle-même) et que le système présidentiel va encore se renforcer avec la future réforme Sarkozy (si les socialistes y prêtent la main – car une réforme constitutionnelle par la voie parlementaire exige, selon les dispositions de l'actuelle Constitution, une approbation par les trois cinquièmes des députés et des sénateurs réunis en congrès), il faudra bien faire avec, et partir du fait que la personnalité des candidats



est nécessairement un paramètre à prendre en compte. En fait, même un système parlementaire n'empêche pas la personnalisation du pouvoir. Nous avons trop tendance à considérer, dans les milieux de gauche, que ce qui compte, ce sont les idées, les programmes, les mobilisations, et que, derrière eux, il n'y a que les intérêts de classe, de groupe, de profession etc., pour ajouter ensuite que ces intérêts sont faussés par le manque d'information et par le pouvoir de manipulation et d'intoxication des divers appareils idéologiques. On admet donc implicitement que les gens font un calcul rationnel, mais borné par le savoir dont ils disposent. Tout cela, bien sûr, n'est pas faux, mais néglige le fait que des facteurs psychologiques « irrationnels », tels que l'identification à un candidat ou l'antipathie, en fonction de son look social et de sa personnalité, jouent toujours un rôle au niveau politique – c'est beaucoup moins vrai au niveau économique, niveau plus « éclaté » et plus enraciné dans le réel. Évidemment, dans un système présidentiel, ces facteurs jouent encore plus. Et peuvent faire pencher la balance. Sarkozy, pourtant l'ami des grands patrons et l'homme aux goûts de luxe, a renvoyé l'image d'un Français moyen (amateur de vélo, de Johnny Halliday et de la Star Académie). Combien de fois n'ai-je pas entendu dire, à propos de Ségolène Royal : « Je ne peux pas la blairer » (sans jeu de mots), « Elle est trop nunuche », trop « autoritaire » etc. Épiphénomènes ? Ce n'est pas sûr. Il est remarquable que ce genre de réaction épidermique soit venu plus des femmes que des hommes (et si les femmes avaient voté comme les hommes, elle aurait sans doute gagné<sup>3</sup>). À côté de celles qui se sont retrouvées en elle (les féministes, bien sûr, mais beaucoup d'autres), il y a eu toutes celles qui, attachées aux vieux modèles familiaux ou simplement jalouses de sa liberté de ton et de son allure (que n'a-t-on pas dit, par exemple, sur ses tenues vestimentaires...) ont préféré la bonhomie d'un Bayrou ou le machisme discret d'un Sarkozy. La place me manquant ici pour développer ce genre d'analyse psychosociale, voire psychanalytique, j'en viens tout de suite à des conclusions. En choisissant ses candidats, la gauche serait bien inspirée de réfléchir à leur profil social et psychologique.

1. Ces candidats devront *employer autant que possible le langage de tous les jours*, celui qui « parle » aux gens du peuple – tout en donnant en même temps l'impression d'une maîtrise de la langue.

Autrement dit, ils ne devraient surtout pas utiliser la nov-langue des énarques, ni les syntagmes figés de certains discours de gauche. Sarkozy a parfaitement compris qu'il disposait d'un atout puissant en utilisant le parler simple, l'adresse directe (« Qu'est-ce que vous diriez si... », « Je ne vais pas m'excuser »), le langage

des sentiments (combien de fois n'a-t-il pas utilisé le mot « aimer » !), et bien d'autres trucs de bateleur. Et la droite, si prompt, quand cela ne l'arrange pas, à dénoncer le « populisme », a senti qu'elle tenait là le candidat idéal, le candidat anti-élitiste qui flatterait la méfiance populaire vis-à-vis des importants (Bush, comme on le sait, a joué dans le même registre, contre l'intelligentsia démocrate).

Mais il faut aussi parler « bien ». Pourquoi un Le Pen et même un de Villiers se font-ils aussi bien entendre, au sens littéral du terme, sinon parce que leur langage est à la fois facile à comprendre et châtié (avec aussi le sens de la formule) ?

Il sera certes préférable d'éviter les conseillers en communication (qui ont toutes les tares des publicitaires), rien ne valant une réunion publique pour tester les formules qui passent et celles qui ne passent pas. Mais le recours aux sémanticiens peut aussi se révéler utile. Je ne suis pas en train de dire que tout est une question de mots. La gauche a eu, pendant la campagne présidentielle, d'excellents discoureurs. Je doute fort que Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire auraient fait les scores qu'elles ont faits si elles n'avaient pas eu, avec Arlette Laguiller et Olivier Besancenot, de vrais tribuns populaires, avec lesquels il est aisé de s'identifier, parfaitement capables également de faire mouche sur les problèmes concrets ou sur des faits particulièrement scandaleux. Mais cela ne suffisait pas à les rendre crédibles aux yeux des grandes masses d'électeurs.

2. *Les candidats de la gauche devront également se montrer « compétents »*, c'est-à-dire capables d'avoir une position arrêtée et une argumentation concise sur tous les sujets, y compris les sujets de politique étrangère. On peut noter, par exemple, que José Bové était à cet égard à contre-emploi, non seulement par sa faible maîtrise du langage, mais encore par sa mauvaise connaissance des dossiers, en dehors de ceux qu'il connaissait bien. C'est là que le système présidentiel produit l'un des effets les plus pervers : il faut être « Monsieur (ou Madame) je sais tout », quitte à se planter (à noter que les médias ont glissé sur nombre d'erreurs de Sarkozy, alors qu'ils ont toujours épinglé Royal). Comment, ici, jouer/déjouer le jeu ? À mon avis, le bon candidat de gauche doit ne pas être pris au dépourvu, mais reconnaître parfois qu'il n'a pas réponse à tout, tout en faisant comprendre qu'il a beaucoup de compétences autour de lui, qu'il saura utiliser. Les électeurs lui en seront gré. Une des raisons de l'audience d'un Strauss-Kahn, au-delà de son programme que peu de gens connaissaient, est le sentiment qu'il donnait d'une très grande compétence. Son immodestie n'est pas forcément bien vue pour autant.



**LES CANDIDATS DE LA GAUCHE DEVRONT ANNONCER LEUR HOSTILITÉ AU SYSTÈME PRÉSIDENTIEL, LORS MÊME QU'ILS SONT CANDIDATS**

Certains l'ont fait, sans beaucoup d'insistance, comme d'un point de programme parmi d'autres. Ségolène Royal ne l'a pas fait, puisqu'elle a joué au contraire à fond le jeu du présidentielisme et de la carte personnelle. Elle a quand même proposé quelques mesures importantes<sup>4</sup> pour redonner du poids au Parlement, finissant par les baptiser du nom de VI<sup>e</sup> République et annonçant un référendum sur la question.

Je ne vais pas ici entrer dans une analyse des méfaits du système présidentiel à la française, le pire de tous, qui a plombé notre vie politique depuis un demi-siècle. C'est par un très mauvais calcul politique que les socialistes l'ont avalisé, jusqu'à l'erreur fatale du quinquennat et de l'adoption d'un calendrier faisant précéder les élections législatives par l'élection présidentielle. Et ils sont repartis pour un tour, supputant déjà quel serait leur meilleur candidat en 2012. Aux critiques de ce système on objecte invariablement que « les Français y sont attachés ». Je ne le crois nullement. Ce qui est vrai, c'est qu'ils sont dégoûtés du parlementarisme tel qu'il se pratique dans notre pays (conséquence, dans une large mesure, de la V<sup>e</sup> République) et que, de ce fait, ils espèrent qu'un bon président – dans une élection où, je le répète, chaque voix peut être décisive – sera un moindre mal, surtout si, sortant de l'hypocrisie de ses prédécesseurs, il annonce qu'il va gouverner en personne, et qu'il demandera à être jugé sur ses résultats (ce fut un atout maître de Sarkozy)<sup>5</sup>. Un changement de république est quelque chose qui doit se préparer de longue date. D'où ces préconisations :

1. Il faudra mener une longue bataille d'idées pour dénoncer tous les vices du système présidentiel et montrer, exemples étrangers à l'appui, qu'un système parlementaire est bien plus démocratique.

Cela ne voudra pas dire, nécessairement, abandonner l'élection du président au suffrage universel (elle se pratique dans certains pays européens), mais ramener ses fonctions à un rôle d'arbitrage, et, en tout état de cause, inverser le calendrier électoral. Comme l'hyper-présidentielisme que va pratiquer Sarkozy montrera vite ses limites, la critique ne devrait pas être trop malaisée. Il est à noter d'ailleurs que Bayrou a trouvé un écho en contestant certains aspects du système, plus vivement que Royal<sup>6</sup>. Quant aux propositions, elles devront être précises. Mais il faudra ensuite sans doute négocier un compromis avec le PS, car on ne le voit pas effectuer une révision déchirante en la matière. En le mettant sous pression.

2. Il faudrait anticiper le changement lors de la campagne elle-même *en la menant plus collectivement*.

C'est bien ce que la gauche antilibérale s'était proposée de faire, mais elle n'y est pas parvenue, tant dans le choix de son candidat que lors de la campagne de la candidate communiste (quant à LO et à la LCR, elles ont tout misé sur leurs vedettes). Concrètement, un candidat de gauche devrait s'entourer de quelques personnalités si possible déjà connues des électeurs et en faire ses représentants (et non ses porte-parole), un peu à l'image d'un cabinet fantôme. Cela lui donnerait plus de poids et de crédibilité. Autrement dit, il faudrait faire l'inverse de ce qu'a fait Ségolène Royal : refuser de dire même quel serait son Premier ministre, laissant seulement entendre que ce pourrait être tel ou tel, selon le moment de sa campagne (on s'en souvient, Strauss-Kahn ou même Bayrou).

Mais que se passe-t-il s'il y a pléthore de candidats de gauche ? J'en viens à la question clé des alliances politiques.

**AVOIR LE MOINS DE CANDIDATS DE GAUCHE POSSIBLE** Pas moins de sept candidats de gauche à la dernière élection présidentielle. Une aberration pour ce type d'élection. Il est inopportun de vouloir « se compter » au premier tour, pour ne jouer qu'au second tour l'alliance ou le désistement. Ce raisonnement n'est valable que pour des élections législatives – surtout si elles devaient être un jour à la proportionnelle. Et l'on en connaît du reste les effets : le vote « par procuration » (on vote pour un candidat, alors même qu'on sait que ce vote est purement symbolique) et inversement le vote « utile », toujours présent, même quand les chances de voir tous les candidats de gauche éliminés au premier tour sont infimes. Dans la conjoncture présente, un minimum de réalisme conduit à admettre que :

1. Il faudra bien, à la gauche de la gauche, chercher un accord avec le PS si l'on veut participer, d'une manière ou d'une autre, au pouvoir.

Refuser toute espèce d'accord avec le PS, comme le font LO, le Parti de travailleurs et la LCR, condamne au solo funèbre. Ce qui est particulièrement incompréhensible de la part de dirigeants qui devraient se souvenir des positions de Trotski en faveur d'un front unique. Il n'y a aucune chance que le PS, malgré sa crise interne, sombre corps et biens comme le défunt parti socialiste italien. Tout devient alors affaire de négociation préalable, en fonction des rapports de force, tels qu'ils se seront dessinés aux élections intermédiaires et à travers les mobilisations de terrain. À l'évidence, on ne saurait dire aujourd'hui quelle forme peut prendre l'alliance, depuis l'accord de gouvernement (en se gardant de répéter la désastreuse expérience de la gauche plurielle) jusqu'au simple désistement. Dans le meilleur des cas, le candidat de la gauche de la gauche pourrait s'effacer devant un can-

didat unique de la gauche. Sinon il essaiera de faire le meilleur score possible. Mais, dans tous les cas, les conditions de l'alliance *devraient porter sur les législatives à suivre*, aussi longtemps que le calendrier n'est pas inversé (c'est ainsi que les chevènementistes et les radicaux de gauche ont retiré leur candidat à la dernière présidentielle, ce qui n'était pas critiquable en soi, mais ils l'ont fait sur des positions d'extrême faiblesse).

Il ne s'agit pas seulement de s'entendre des « circonscriptions réservées », ni éventuellement sur des postes gouvernementaux, mais bien évidemment d'abord de passer un compromis programmatique. Le texte « Ambition-stratégie » des comités antilibéraux ne prévoyait que deux possibilités : une participation au gouvernement en cas d'accord sur un programme et sur une politique de rupture franche avec le libéralisme ; un soutien simplement ponctuel sur certaines dispositions législatives, sans participation à une majorité, en cas de désaccord persistant. Il ne disait rien d'une troisième possibilité : celle d'un compromis programmatique portant sur des ruptures seulement partielles. Il faudrait pourtant l'explorer, dans un effort de réalisme (j'y reviens plus loin).

2. Il faudra d'abord constituer un grand parti antilibéral. Une occasion historique a été manquée, à l'automne 2006, pour constituer ce grand parti, alors que l'arc des forces qui s'étaient rassemblées et avaient travaillé ensemble, lors de la campagne sur le TCE, y paraissait disposé : communistes, socialistes oppositionnels, une minorité des Verts et de la LCR, groupes républicains, Alternatifs, et un grand nombre d'inorganisés, tous se retrouvant dans les « comités du 29 mai ». En outre, un programme avait été élaboré à la hâte, mais avait pris consistance, s'enrichissant des apports des uns et des autres<sup>7</sup>. Il ne m'appartient pas de chercher des responsabilités, et sans doute faut-il désormais s'en abstenir. Je dirai seulement que, à ce qu'il me semble, on a manqué de temps, d'autant plus que les yeux étaient restés longtemps fixés sur ce qui pourrait se passer au PS et qui fut un non-événement. Il est difficile de marier des cultures politiques différentes, avec des antagonismes passés, surtout quand la recherche d'une alternative politique se fait dans un contexte particulièrement difficile, et à bien des égards inédit. Il est difficile aussi, dans ces conditions, de fabriquer un programme politique qui soit autre chose qu'un patchwork. Je suis de ceux qui pensent qu'il faudrait à présent suivre l'exemple du Parti de gauche (Linkspartei) en Allemagne, dont on sait combien l'accouchement a été difficile, mais qui a déjà opéré une remarquable percée, pour ce qui est tant du nombre d'adhérents que de l'audience électorale<sup>8</sup>. Les documents « Stratégie » et « Ce que nous voulons » des comités du 29 mai peuvent servir de base de discussion.

La principale difficulté vient du PC, qui ne veut pas renoncer à sa prééminence, du fait qu'il fournit le gros des troupes, ni abandonner son « identité », corrélée à sa dénomination. La lucidité commande pourtant de constater que, depuis que le PS a entrepris de le lamener, il a perdu constamment du terrain, y compris au niveau des élus. Par ailleurs, qu'il le veuille ou non, son image reste, dans une partie de l'opinion, entachée par son soutien passé, presque inconditionnel, à une Union soviétique qui a sombré corps et biens. C'est donc à lui d'abord que reviendrait la tâche de pratiquer une « ouverture » vers d'autres courants, quitte à perdre des adhérents et même des élus du côté des « orthodoxes », au cas où ces derniers feraient scission. Et *c'est quelque chose comme une Nouvelle Gauche qu'il faudrait créer*, tout en gardant les références (dans un manifeste ou quelque autre texte fondateur) aux côtés positifs, et à bien des égards glorieux, de l'héritage.

L'enjeu est le suivant : *inverser le processus qui a affaibli le PC au profit du PS*, et qui risque de déporter toujours plus ce dernier vers le centre, en termes d'idées, de programme et de recherche d'alliés. L'expérience de la gauche plurielle a montré ce qu'il advient quand un PS en position archi-dominante traite ses alliés comme des satellites. Au fond, je dirais qu'il n'y a plus guère de choix : ou bien l'on devient un partenaire puissant et exigeant à la fois, ou bien l'on tombe dans les marges de la politique, et le « social-libéralisme » ne cessera de se renforcer, au moins sur le plan électoral et politique. Le nouveau parti présenterait alors son candidat à la présidentielle (selon des modalités de désignation à déterminer), à moins qu'il ne se rallie, en cas d'accord satisfaisant pour les deux parties, à une candidature commune de la gauche. Aux autres élections, il irait à la bataille, en tout état de cause, sous ses propres couleurs. Cela suppose que le PS ne soit pas définitivement tombé du côté du social-libéralisme, tous ses membres antilibéraux l'ayant quitté, un peu à l'image de ce qui se passe dans le SPD allemand. Certes, il est désormais peu probable qu'un renversement de majorité se produise au sein du PS, puisqu'il n'a pas eu lieu au congrès du Mans, alors que les conditions étaient favorables. Mais je crois que ce dernier restera tiraillé entre des orientations divergentes et je n'exclus pas – opinion toute personnelle – qu'une recomposition interne s'opère sous l'impulsion de Ségolène Royal, qui, au moins, eut le mérite de secouer le cocotier et de bousculer le jeu des baronnies. Quoi qu'il en soit, c'est bien la pression exercée par une nouvelle gauche qui pourrait y changer la donne. D'ailleurs, les « réformateurs » et « modernisateurs » du PS ne s'y trompent pas quand ils déclarent ne plus vouloir être les otages des « gauchistes ».



Même si l'on admet ce raisonnement, la partie n'est pas pour autant gagnée. Il reste à conquérir des électeurs et des adhérents *avant* les élections. Ou, encore, comme on l'a souvent répété, à recouvrer cette hégémonie culturelle, dont la gauche a joui longtemps malgré ses divisions et ses défaites et à reconstituer patiemment un « bloc hégémonique » – ce dont les analystes politiques gratifient Sarkozy pour la droite à longueur de colonnes.

**RETROUVER L'OREILLE ET LE SOUTIEN DES CLASSES POPULAIRES** On l'avait oublié, mais le prolétariat d'aujourd'hui (pour faire simple : les ouvriers et les employés) représente presque 60 % de la population active. C'est de lui que dépend le résultat d'une élection, bien plus que d'une classe intermédiaire, qui est encore aujourd'hui fortement droitisée<sup>9</sup>. Il aurait dû voter massivement pour la gauche, et elle eût alors gagné. Mais ce ne fut pas le cas. Certes, au premier tour de la présidentielle, Sarkozy n'aurait obtenu que 17 % des voix des ouvriers et 25 % de celles des employés (contre 24 % et 27 % pour Ségolène Royal) – 26 % des ouvriers votant pour Jean-Marie Le Pen, pour seulement 8 % des employés – mais, au deuxième tour, il semble qu'il ait obtenu 46 % des voix des ouvriers et 49 % de celles des employés. Pourquoi la gauche s'est-elle autant éloignée de sa base ?

1. Une première raison tient au mode d'accès aux « classes populaires » : le prolétariat et ses chômeurs, mais aussi les petits agriculteurs, les artisans, les petits retraités, les « exclus ». Comme leur lien à la politique est passé principalement par les médias, ils ont prêté l'oreille au discours qui s'adressait spécialement à eux, et Nicolas Sarkozy s'est bien gardé de les oublier, déclarant vouloir « rendre sa dignité au travail », compatissant à leur sort et leur promettant de les protéger contre les aléas de l'existence, et même contre la mondialisation<sup>10</sup>. Face à ce discours, répété de tribune en tribune, de radio en radio, appuyé sur quelques coups médiatiques, la gauche est dramatiquement en manque de moyens de communication, même quand il lui arrive de parler juste. *D'où cet impératif catégorique : revenir sur le terrain.*

Un sociologue notait, dans une étude sur un quartier de HLM du 93, qu'on n'avait plus vu depuis des années un militant communiste y faire les cages d'escalier. Sur les marchés en général, personne, sauf quelques militants d'Attac. Il faut donc trouver de nouvelles méthodes pour atteindre la population et contrebalancer l'énorme pouvoir des médias. L'Internet ne touche que ceux qui ont le temps et sont déjà sensibilisés. Je crois donc qu'il faut revenir sur les marchés, aux abords des centres commerciaux, aux sorties de métro, aux portes des usines, voire sur les places de

village ou au pied des immeubles. Et cela bien avant les échéances électorales, sur chaque question de l'heure. Et il faudra trouver de nouveaux outils de communication : par exemple, il s'agira moins de distribuer des tracts que de présenter des panneaux et de distribuer des mini-brochures, alliant la critique (précise, chiffrée) aux propositions alternatives. Bref, il faudrait démultiplier ce type d'éducation populaire dans lequel Attac s'est illustrée, notamment lors de la campagne référendaire. On devrait aussi créer des moyens pour une diffusion de masse. Par exemple un petit hebdomadaire gratuit, illustré, facile à lire (sachant, bien sûr, qu'il sera difficile de le financer, en se privant de la plupart des recettes publicitaires). Beaucoup reste à inventer pour toucher un monde de gens pressés, désocialisés, très peu syndicalisés, souvent méfiants, voulant du concret.

2. Une autre raison de la mauvaise audience de la gauche auprès des classes populaires est que son discours s'attache presque exclusivement à l'économique. On croit souvent qu'il suffit, pour toucher ces électeurs, de s'adresser à leur porte-monnaie : revaloriser le pouvoir d'achat, créer des emplois, lutter contre la vie chère. Certes. Et Nicolas Sarkozy ne l'a pas oublié en promettant d'améliorer les salaires (en défiscalisant les heures supplémentaires), de réduire le chômage (en rendant le travail « moins cher »), d'augmenter les petites retraites (en escamotant les autres). Mais Ségolène Royal l'a fait aussi, et de manière moins démagogique. Et elle n'a pas été beaucoup plus entendue, malgré quelques bonnes propositions sur le pouvoir d'achat (Smic à porter à 1 500 euros, revalorisation immédiate de 5 % des petites retraites, réglementation des tarifs bancaires par l'État, augmentation des allocations logement pour limiter à 25 % le montant des dépenses logement pour les ménages modestes, etc.), et surtout sur les contrats de travail et le chômage. On peut sans doute dire que ces propositions étaient trop modestes<sup>11</sup>, qu'elles n'ont pas été portées assez fort, le fait est que cela ne suffisait pas pour convaincre les masses populaires.

Il faut bien comprendre l'état de déréliction dans lesquelles elles se trouvent. Quand il ne reste aux prolétaires qu'une seule dignité, celle d'être des citoyens français, il n'est pas surprenant qu'ils écoutent ceux qui louent la France éternelle, celle des Français de longue souche (Le Pen) ou celle qui a su vous intégrer (« Ce qui vous rend fier d'être Français », a dit et répété Sarkozy). Quand on s'échine pour gagner le Smic, on écoute aussi volontiers ceux qui s'en prennent aux « assistés », qui n'ont pas l'occasion de « se lever tôt le matin ». Et ainsi de suite pour la stigmatisation des sans-papiers, qui prennent des emplois sans





être déclarés, des immigrés aux familles trop nombreuses, des polygames illégaux, etc.

Face à ces discours, la gauche se contente trop souvent de dénégations et de protestations morales. En général, devant des cas concrets, les gens du peuple sont solidaires. Il est donc inutile de leur faire la leçon, et il vaut mieux reconnaître qu'il y a parfois des abus. Ce qui manque, c'est une politique. Il est vrai que ces questions sont extrêmement complexes et difficiles, mais on peut esquisser quelques préconisations.

2. *La gauche doit avoir une position claire sur la nationalité.* Accorder aux travailleurs étrangers les mêmes droits politiques qu'aux citoyens français, soit le droit de vote à toutes les élections, est une proposition qui heurte une conception républicaine de la nation à laquelle les classes populaires sont profondément attachées. La meilleure solution interne au problème de l'immigration est de favoriser l'accession à la nationalité, en élargissant ses conditions (y compris des exigences comme l'apprentissage de la langue et une intronisation solennelle), ce que la droite se garde bien de faire, en gardant la porte à peine entrebâillée.

Quant aux travailleurs clandestins, la meilleure façon de les faire sortir de la clandestinité est de leur proposer des cartes de séjour temporaires, fondées, par exemple, non sur des contrats de travail, ce qui est absurde puisqu'ils ne peuvent légalement être déclarés par les employeurs, mais sur des promesses (sérieuses) de contrats. L'ironie de l'histoire est que cette proposition a bien été avancée par la candidate socialiste, mais dans un brouillard idéologique, qui l'a rendue inaudible.

Clairement énoncées, et accompagnées d'une critique acérée du double discours du candidat de la droite, ces deux positions auraient sans doute été bien reçues, en rassurant les travailleurs sur le maintien d'une ligne de démarcation entre les nationaux et les autres (bien entendu sans céder d'un pouce sur l'égalité des droits sociaux).

3. *La gauche devrait s'opposer radicalement à tous les communautarismes.* Car l'hostilité vis-à-vis des immigrés, nationaux ou étrangers, s'enracine pour beaucoup dans la montée des communautarismes – qui, bien entendu, ne concernent pas qu'eux, mais aussi les comportements religieux, ethniques en général, voire de sexe. Ces communautarismes sont certes en grande partie contraints (faibles ressources, besoins d'entraide, désorientation culturelle, etc.), mais ils créent des réactions de rejet, dans un pays où ce n'est pas du tout la culture politique, et qui est fort peu enclin au racisme (comme en témoigne le taux exceptionnel d'exogamie). La première chose à faire est de reconnaître qu'ils posent de graves problèmes et de ne céder aucu-

nement aux tentations différentialistes, comme la gauche « post-moderne » l'a fait depuis des décennies, par perte de ses repères (sociaux) et aussi par calculs électoralistes. La droite, elle, a surfé sur le courant, tout en jurant de ses convictions républicaines – autre image parfaite de double discours. Bref, c'est un discours républicain, distinguant soigneusement la sphère publique de la sphère privée, qui aurait dû être tenu avec constance (Chevènement l'a bien fait, mais de manière plus incantatoire que concrète).

4. *La gauche doit se battre pour l'intégration par le travail.* Il faut bien sûr relever des minima sociaux scandaleusement bas pour tous ceux qui ne peuvent pas travailler. Mais il faut écarter à mon avis l'idée, chère à certains théoriciens ou militants de la gauche, d'un revenu de citoyenneté versé automatiquement (ce qui rejoint, encore une fois, la position de certains libéraux, prêts à assister toute une couche d'exclus, par exemple par l'impôt négatif).

#### **PRENDRE À BRAS-LE-CORPS LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ ET DE MORALE CIVIQUE**

La gauche répugne à le faire, parce que, dans sa longue histoire, ce sont ses troupes qui ont connu la répression, et parce que la critique gauchiste des années 1970 s'est employée à déconsidérer toutes les institutions de l'« État policier ». En abordant les dernières élections, elle s'est tue sur la question (le programme des comités antilibéraux l'a oubliée) ou a proposé surtout des mesures d'abrogation, de prévention, de bonne administration de la justice et de la police. Il faut reconnaître que seule Ségolène Royal a accordé une place importante dans son programme à la lutte contre toutes les formes de violence. Pour ne donner que deux petits exemples : « Garantir à chacun de voyager sans crainte dans les transports en commun [...]. Mettre en place des gardiens dans tous les immeubles sociaux. » Mais, quand elle a aussi proposé un « développement des centres éducatifs renforcés, si besoin avec encadrement militaire », que n'avait-elle pas dit ! Toutes ses autres propositions en ont été éclipsées.

On ne peut plus laisser gagner la droite sur les questions de sécurité. On pourra toujours dire que la sécurité dans notre pays est incomparablement meilleure qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, que la peur est en grande partie entretenue par les médias et fantasmée, il n'en reste pas moins que c'est là une préoccupation populaire. Et qu'elle a sans doute joué un rôle important dans la manière dont les personnes âgées ont voté (soulignons que si Royal avait recueilli ne serait-ce que 43 % des voix des plus de 65 ans au lieu de 28 %, elle aurait été élue).

Quant aux comportements d'incivilité, qui sont diffus, il est aussi de fait qu'ils suscitent mécontentement ou malaise. Sarkozy l'a si bien compris qu'il s'est gar-



garisé du mot « respect ». Ségolène Royal aussi, en en appelant à une « République du respect »<sup>12</sup>. Comme ces questions sont difficiles, il faut tenir solidement plusieurs bouts de la chaîne.

1. Toujours rappeler d'abord que *la plupart des violences ont des causes sociales*, directes (chômage, petits et mauvais boulots, relégation, etc.), ou sournoises (spectacle de la consommation, étalage de comportements violents dans les films et séries télévisées, héroïsation des gagnants, etc.), ce qui permet de les comprendre et parfois de les justifier.

2. Mais, en même temps, *condamner les comportements qui touchent ceux précisément qui sont aussi atteints par les injustices du système social*. Pour prendre un exemple, quand des gamins démontent des équipements des HLM pour les vendre (commerce lucratif : 100 euros par jour), ils ne peuvent être excusés.

3. Bien différencier les comportements communautaires (mais non communautaristes) qui respectent les règles du vivre ensemble de ceux qui reposent sur des rituels de guerre. Les individus ont besoin d'appartenir à des corps sociaux, et c'est là d'ailleurs une bonne antidote à l'individualisme de l'*Homo oeconomicus*. Mais ils n'ont pas à se constituer en bandes qui règlent des comptes. Pour prendre un exemple, les clubs de supporters représentent une forme de convivialité (quoi que l'on puisse penser de la marchandisation du sport), mais la violence des hooligans ne peut, elle non plus, être excusée.

**REPRENDRE L'OFFENSIVE SUR LE TERRAIN DES IDÉES** La droite, au cours des dernières années, a effectué un énorme travail de légitimation, dans d'innombrables cercles et en utilisant tous les canaux à sa disposition. Pour cela, elle a joué sur trois terrains : justifier les inégalités par des arguments économiques, vanter les mérites des individus (leur effort, leur sens de la discipline, leur performance, leur réussite, et la récompense qui doit s'y attacher), réhabiliter la notion d'autorité. La gauche, pendant ce temps, s'est surtout attachée à la dénonciation des inégalités, sans suffisamment porter le fer sur la question des « valeurs ». Pis, quand elle a touché à ces sujets, elle a été souvent accusée de se situer sur le terrain de l'adversaire, et ainsi de lui faciliter la tâche. Je ne puis ici qu'effleurer ce domaine de la lutte idéologique, ou culturelle, qui est bien plus complexe, en définitive, que celui du combat économique, mais qui n'est pas de moindre importance. Voici quelques indications :

1. Il faudrait *réinvestir le thème de la morale*. Car le capitalisme est fondamentalement immoral au regard de l'exigence morale, qui repose sur l'universalité. C'est cela, et non la notion vague et manipulable de justice sociale, qui est à la base de la critique des inégalités. Mais il convient de bien distinguer la morale des mœurs : la morale ne concerne pas les choix de vie

individuels, mais le champ civique et politique. Il ne s'agit donc absolument pas de « liquider mai 68 », au nom d'une moralité des mœurs, mais pas davantage d'avaliser ses aspects libertariens (c'est-à-dire une sorte de privatisation des droits). Et de montrer que la droite joue sur deux tableaux : le retour de la morale traditionnelle (la famille, l'ordre, la hiérarchie), d'un côté, et le laisser aller le plus total de l'autre (tous les commerces sont permis).

2. *Défendre les vieux principes* : « à chacun selon son travail » et « à chacun selon ses besoins ». La droite s'approprie le premier thème, en exaltant l'effort et le mérite. Or c'est là un principe de gauche, fort populaire, qu'elle dévoie (car on ne peut pas dire que le manager aux ponts d'or ou l'actionnaire ne reçoivent que ce qu'ils méritent). Ce principe autorise certaines inégalités de revenus – du moins lorsqu'il ne vient pas désagréger le travail coopératif, et notamment l'éthique du service public. Mais il ne prend son sens que s'il est contrebalancé par les principes « à chacun selon ses besoins », car les individus ne sont pas maîtres de tout ce qu'ils sont. C'est un principe de solidarité, au fondement, par exemple, de la Sécurité sociale. La droite essaie de dynamiter ce principe, au nom d'une idéologie de la responsabilité individuelle ou de la sélection naturelle. Bref, il faudrait aller au cœur de ces questions, démystifier les discours de la droite et lui opposer un langage fort et clair.

3. *Refuser l'autoritarisme et lui opposer d'autres formes de l'autorité*. La droite essaie de ressusciter l'autorité dans son sens traditionnel, c'est-à-dire impliquant une transcendance, une part de mystère, et un acte de foi. Ici encore, elle a deux discours, qu'elle cherche à concilier : celui des individus calculateurs rationnels en fonction de leurs intérêts et celui du « charisme » nécessaire aux managers et aux politiques. Toute la campagne présidentielle, de nombreux analystes l'ont noté, s'est faite sur le mode émotionnel, sur l'appel aux sentiments et à la confiance dans les qualités du candidat. Or il ne sert à rien de nier le phénomène de l'autorité, même s'il a été fortement ébranlé par le déclin du modèle patriarcal, car il est profondément enraciné dans la vie psychique. Il faut donc y réfléchir : ce sont d'autres formes d'autorité qu'il faudrait soutenir (notamment quand il s'agit de trouver le « leader » qui peut entraîner un mouvement) : une autorité fondée sur le savoir, sur l'aptitude au dialogue, sur la clarté et la sincérité des vues<sup>13</sup>.

**DÉFENDRE UN PROGRAMME RÉALISTE, RÉALISABLE DANS LE COURT TERME** Si l'on mesure le chemin parcouru depuis une dizaine d'années, on peut dire qu'il y a eu d'importantes avancées sur le plan des idées et même des programmes. Je ne parle pas ici du PS, qui a fait du surplace, mais de la

gauche antilibérale. Les analyses sur le capitalisme néolibéral ont été d'une grande richesse, quoique un peu plus faibles, à mon avis, sur ses aspects politiques, anthropologiques, civilisationnels. En matière de programmes, on a aussi beaucoup avancé. J'en prends pour témoins les cent une propositions du Manifeste d'Attac et les cent vingt-cinq propositions du programme des comités antilibéraux – un programme pourtant rédigé à la hâte, en l'espace de quelques semaines, ce qui supposait un lent mûrissement préalable. Deux exemples d'intelligence collective, que l'on n'osait plus espérer. Et c'est même de là que vient le sentiment d'échec : alors qu'elle n'avait cessé de marquer des points, non seulement au niveau de certaines mobilisations populaires, mais encore en matière de conception d'une alternative, la gauche se montrait incapable de se hisser à la hauteur de la situation, pendant que la révolution néolibérale et conservatrice continuait implacablement son cours.

S'il est difficile de ne pas adhérer à la plupart des attendus et des propositions de ces programmes, ils laissent doublement à désirer. Ce qui leur manque, c'est à la fois une perspective de long terme et une plate-forme de court terme.

1. Il faudrait avoir en tête *un projet de société et lui donner un nom*. Je ne vais pas ici m'expliquer là-dessus, mais ce ne peut être selon moi qu'un « socialisme de marché ». Un socialisme, car il faut opposer au projet néolibéral non un horizon flou, mais quelque chose qui porte un nom : un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle, un socialisme nouveau puisqu'il répondra nécessairement à l'exigence démocratique et qu'il prendra acte des novations technologiques et de la mondialisation, de l'urgence écologique enfin. Un « socialisme de marché », concept qui pose une foule de problèmes, mais qui est incontournable, si l'on veut ne plus laisser les forces de droite et le social-libéralisme<sup>14</sup>, préempter la notion d'« économie de marché », dans un tour de passe-passe idéologique qui en fait l'opposé d'un socialisme présenté comme économie administrée et qui se garde bien de dire qu'il y a encore aujourd'hui des modes de production qui sont marchands sans être capitalistes, et dont certains témoignent de réelles innovations. On peut en citer de nombreux exemples de par le monde.

J'ai souligné à quel point l'opinion était hostile au cours néolibéral et attachée à l'État social, plus sans doute que dans aucun autre pays, mais cela ne l'empêche pas d'être favorable à la liberté d'entreprise : 68 % des Français, selon le Cevipof, estiment qu'il faut que l'État « donne plus de liberté aux entreprises ». Et ils ont raison : il est difficile en France de monter une entreprise, pour des raisons administratives, mais surtout parce qu'on ne vous fait pas crédit, si vous n'avez

pas ou guère de répondant (problème que connaissent bien les coopératives et les institutions et associations de financement solidaire). Voilà un domaine que la gauche laisse trop souvent en friche. Certains s'offusquent même que l'on puisse vanter l'esprit d'entreprise... comme si toute entreprise devait être capitaliste.

2. Il faudrait en même temps *disposer d'un programme de court terme*, politiquement, socialement et économiquement réalisable dans le temps d'une législature. Si je reprends les deux exemples de programme précités, ils ne définissent pas un ordre de priorités, débouchant sur ces mesures phares dont je parlais. Et aussi sur les moyens de les réaliser. Un des mérites du programme des comités antilibéraux est d'avoir proposé des mesures précises, essentiellement d'ordre fiscal, pour financer sa politique. Mais il manquait un chiffrage de ses coûts<sup>15</sup>. Pour aller vite, je donnerai un exemple plus précis. La gauche antilibérale s'accorde sur la nécessité de renationaliser à 100 % un certain nombre d'entreprises de service public – sans parler de la création de nouveaux services publics. Or renationaliser totalement des entreprises comme EDF et Gaz de France (qui sera probablement devenu Gaz de France-Suez) coûterait des dizaines de milliards d'euros – sachant qu'on ne voit pas comment cela pourrait politiquement se faire, pas plus qu'en 1981, sans indemnisation. Il faudrait donc faire des choix, et souvent se contenter de reprendre une majorité de contrôle, même si la solution est bancal.

**S'ATTAQUER AUX NŒUDS GORDIENS** Il y a un premier nœud gordien, et il va se resserrer de plus en plus : c'est le carcan européen. La gauche antilibérale a marqué des points en faisant capoter le projet de Constitution. Mais il ressurgit avec un habillage différent sous la forme d'un traité modificatif, qui devrait être ratifié avant juin 2009 (date des élections européennes) par tous les pays (évidemment par la voie parlementaire, car on ne prendra plus nulle part le risque d'un référendum, sauf peut-être aux Pays-Bas)<sup>16</sup>, et qui serait applicable un mois plus tard. C'est dire que rien, ou presque, n'aurait été gagné (ce traité n'a quand même pas la force symbolique d'une Constitution). Cependant, comme pour le défunt traité, la droite devra très probablement faire voter par le Parlement français un amendement constitutionnel permettant de ratifier ce nouveau traité, et cela ne pourra se faire sans les voix du PS. Si bien que le débat au sein de la gauche va reprendre, si le camp antilibéral se remobilise. Par ailleurs, l'Europe va revenir sur le devant de la scène pendant la présidence française au second semestre 2008. Cela dit, sur quelle ligne se battre ? Ici à nouveau, il faut sans doute faire preuve de réalisme, soit :



1. *Abandonner l'idée d'une Constitution* avec une architecture enfin démocratique, soumise à référendum dans tous les pays européens. Caressée par de nombreux adversaires de l'Europe libérale, elle semble bien irréaliste, vu la puissance coalisée des forces dirigeantes et vu l'état des opinions publiques en Europe. Ce qu'on pourrait faire de mieux, c'est de préparer le terrain pour un nouveau « traité modificatif » qui bloquerait le processus de dessaisissement des pouvoirs démocratiques en Europe et ferait faire quelques pas en avant. Ce qui suppose des liens suivis avec les forces d'opposition en Europe, pour déboucher sur une plate-forme commune. Les « Dix principes d'Attac pour un traité démocratique européen », adoptés par dix-sept Attac européens, peuvent fournir une bonne base de discussion<sup>17</sup>.

2. Se battre, en cas d'échec de la négociation, *pour une exception française*. Il n'y a pas de raison pour que la Grande-Bretagne, la Pologne ou l'Irlande aient obtenu des dérogations (le caractère facultatif de la Charte des droits fondamentaux) et que la France ne fasse pas de même (notamment en matière de défense des services publics)<sup>18</sup>. Déjà les attaques de la Commission contre la non-séparation totale des activités de production et de transport d'EDF ou de Gaz de France et contre le monopole du livret A conféré à la Poste et à la Caisse d'épargne suscitent des réactions au sein de la droite. Il faut exploiter les contradictions néolibérales au maximum. De même en matière de fusions et d'absorptions. Je ne crois pas que Sarkozy soit totalement dans le mensonge quand il se targue de patriotisme économique : il défendra les milieux d'affaires français et secondairement les salariés de leurs entreprises. Telle qu'elle est, la construction européenne est en fait prise en tenaille entre les intérêts du capital encore à composante nationale, chèrement défendus par les gouvernants au sein du Conseil européen (pensons, par exemple, à l'opposition des Allemands à un abaissement de la taxe antidumping qui frappe les ampoules à basse consommation importées de Chine, lesquelles représentent pourtant une importante source d'économie d'énergie, et cela pour favoriser leur producteur national d'ampoules ordinaires), et les intérêts des mêmes multinationales, quand elles voudraient, avec le soutien de la Commission, pouvoir manœuvrer librement.

Revendiquer haut et fort une exception française ne revient pas à trahir les travailleurs des autres pays, bien au contraire, cela peut leur montrer comment se défendre contre celles de leurs transnationales qui les sacrifient. En attendant une période lointaine, où l'on pourrait rebattre les cartes. Je sais bien que cette perspective n'a rien d'enthousiasmant, mais il faut savoir dissocier tactique de court terme (rétablir des outils

de souveraineté) et stratégie de long terme (militer pour une autre Europe, qui s'imposera un jour ou l'autre, quand le Vieux Continent sera gravement atteint par l'inévitable déclin).

Le deuxième nœud gordien est, bien entendu, celui de la mondialisation capitaliste. C'est au titre de la mondialisation que la droite attaque l'État social à la française (fiscalité, droits sociaux, législation du travail) en l'accusant de nuire à la compétitivité des entreprises françaises et d'entraîner le déclin du pays. Mais c'est aussi en enfourchant ce cheval que le PS en appelle à des « adaptations » de notre système économique et social.

On sait que cette mondialisation, *in fine*, conduit à mettre en concurrence les travailleurs du monde entier et à aligner vers le bas leurs conditions de salaires et de travail, pendant qu'elle est tout bénéfique pour les détenteurs de revenus financiers, qui peuvent en engranger de par le monde. Les Français ont tout à fait conscience de cette situation et savent que, dans leur immense majorité, ils ont aujourd'hui plus à y perdre qu'à y gagner (comment acheter des marchandises certes moins chères pour certaines, mais avec des salaires stagnants?). Ils redoutent en particulier les délocalisations. Il est vrai que celles-ci, au sens propre (déménagement d'établissements), n'entraînent aujourd'hui que peu de pertes d'emplois (on parle de 5 %), mais le mouvement a toutes chances de s'accélérer. Et surtout la création d'emplois, par nos entreprises transnationales, se fait de plus en plus à l'étranger. Or la gauche a peu de réponses crédibles à ce problème incontournable – incontournable, car il traduit le grand mouvement de concentration capitaliste qui marque la période contemporaine, favorisé par les nouvelles technologies. Par exemple, la seule réponse que l'on trouvait dans le programme de Ségolène Royal se situait à la périphérie du système productif et du système des échanges, au niveau des aides d'État : exiger des entreprises qui délocalisent qu'elles remboursent les aides publiques. Mais, de fait, on ne peut pas faire grand-chose de plus étant donné le jeu de contraintes dans lequel notre pays se trouve plongé du fait de son intégration à l'Union européenne<sup>19</sup>. On peut certes proposer des réformes en profondeur de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale, demander l'interdiction des paradis fiscaux, l'attribution d'un pouvoir de sanction à l'OIT, l'instauration de taxes sur les changes ou les mouvements de capitaux, il y a toutes chances que tout cela reste des vœux pieux si nous ne sommes pas suivis par les autres pays européens. D'autres mesures, comme un contrôle des changes sur certaines opérations d'investissement, nous sont interdites parce que nous avons signé les traités

européens. Il y a cependant deux orientations sur lesquelles un gouvernement de gauche pourrait peser, d'où deux nouvelles préconisations.

3. Proposer une augmentation des fonds structurels pour compenser les coûts d'une harmonisation sociale et fiscale pour les pays de l'Est européen. Car n'oublions pas que la mondialisation s'effectue d'abord à l'intérieur de l'espace européen, sous la forme d'une concurrence par le niveau des salaires et des prestations sociales. Je ne crois plus guère à la faisabilité d'un rétablissement de droits de douane entre les pays de la zone euro et ces derniers, droits dont les recettes leur seraient reversées aux fins d'harmonisation. En revanche, l'attribution de fonds structurels aux pays en retard en échange d'engagements en ce sens pourrait être beaucoup mieux comprise et plus facile à réaliser.

4. *Rétablir une préférence communautaire « négociée et sélective »*. Il faut appeler les choses par leur nom : c'est bien d'un néo-protectionnisme qu'il s'agirait, mais au sens où cette protection vise uniquement à contre-carrer une concurrence abusive, déloyale. Il n'est pas question d'empêcher les pays en développement d'user de leurs avantages comparatifs, mais seulement de négocier avec eux des accords gagnant-gagnant, c'est-à-dire une ouverture de nos marchés sous des conditions d'harmonisation progressive en matière sociale et environnementale, un peu comme à l'intérieur de l'espace européen, et cela tant au niveau de l'OMC (qui devrait elle-même intégrer des critères sociaux et environnementaux) qu'au niveau des traités bilatéraux. Ici, un gouvernement de gauche disposerait, en l'état actuel des choses, d'un pouvoir réel de pression ou de blocage, en posant ses exigences concernant le mandat donné au commissaire européen au Commerce<sup>20</sup>. Ce serait là la seule véritable arme anti-délocalisation (étant entendu que les pays en développement auraient aussi le droit de protéger temporairement, ou durablement – pour leur souveraineté alimentaire ou énergétique – leur économie). Car, à notre niveau national, on ne peut aujourd'hui pas faire grand-chose d'autre. Et ce n'est certainement pas une TVA sociale (dans les limites autorisées par l'Europe...) qui pourrait remplir cet office.

#### **S'ATTACHER AUX PROBLÈMES NON RÉSOLUS D'UNE ÉCONOMIE ALTERNATIVE**

Ces problèmes sont nombreux. Je me contenterai de signaler ceux qui me paraissent être de vrais trous noirs dans les propositions de la gauche.

1. Il faudrait d'abord *prendre des mesures pour améliorer le fonctionnement du capitalisme!* Étant donné que le capitalisme occupe une place archi-dominante, que l'on devra pendant longtemps se contenter d'entreprises mixtes, et que même un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle parvenu à maturité comporterait sans doute un secteur

capitaliste, la gauche a tout intérêt à sauver ce capitalisme d'un certain nombre de ses dérives néolibérales. Je ne prends que deux exemples : il serait important de taxer lourdement les plus-values lors de la revente des actions en fonction de leur durée de détention, ce qui conduirait les actionnaires, et notamment les grands fonds, à conserver plus longtemps leurs actions (cela favoriserait une stabilité de l'actionnariat et contribuerait à décourager les OPA hostiles, car les investisseurs seraient moins alléchés par les plus-values immédiates si la revente devenait difficile); l'interdiction des stock-options (d'ailleurs condamnées par les plus lucides tenants du capitalisme). Or des mesures de ce genre relèvent de la législation nationale.

2. *Repenser le statut des entreprises publiques*<sup>21</sup>. On se contente en général de dire que, si des entreprises de service public ou même des entreprises ordinaires devaient être sauvegardées ou recréées, il faudrait les démocratiser. Ce qui peut se faire à la fois par en haut (contrôle parlementaire) et par en bas (participation des salariés et des usagers à la gestion) et qui irait dans le sens d'une « appropriation sociale ». Sans doute, encore qu'il faudrait être plus précis. Mais cela laisse pendantes plusieurs questions essentielles : 1. celle de l'autonomie de gestion de ces entreprises : comment les soustraire à l'emprise de l'exécutif et de l'administration, qui fausse leur fonctionnement (vieux problème des économies administrées ou du capitalisme d'État à la française), tout en s'assurant qu'elles remplissent leurs missions (s'agissant d'entreprises de service public) et que les intérêts patrimoniaux de l'État soient respectés. Il s'agit en particulier de réformer en profondeur les fonctions et la structure de l'Agence des participations de l'État; 2. celle du critère de gestion de ces entreprises, qui ne peut être le même dans le cas des entreprises de service public et des autres entreprises publiques; 3. celle de leur internationalisation, du moins pour celles qui, devant affronter la concurrence d'autres transnationales, doivent dépasser le cadre national afin de bénéficier elles aussi d'économies d'échelle et de synergies : comment engager des partenariats public-public, ou, à défaut, respecter le cahier des charges d'autres États<sup>22</sup>? Comment transposer les changements de structure dans les établissements à l'étranger?

Les nationalisations, totales ou partielles, ont cessé d'être populaires auprès des salariés français, sauf dans le cas de certains services publics. On ne peut créer un mouvement en leur faveur que si l'on n'est capable d'en faire valoir les avantages. Ici encore, on se heurte à l'obstacle européen : au nom de la concurrence, toute mesure qui tend à privilégier une entreprise publique est immédiatement dénoncée par Bruxelles.



Mais on peut exploiter les contradictions qui en résultent. Montrer en particulier que les grandes puissances, les États-Unis, mais plus encore la Chine, sont bien décidées à garder toutes leurs entreprises « stratégiques » sous le contrôle de l'État. Si l'Europe est incapable de le comprendre, comme de nombreux exemples l'ont déjà attesté, il ne faudra pas s'abstenir de tout patriotisme économique au niveau national.

3. *Retrouver d'autres modes de fonctionnement que les marchés financiers.* Le sujet est trop complexe pour que je puisse le développer ici. C'est tout le fonctionnement des banques publiques et coopératives qui pourrait être réorienté. Ce chantier a à peine été abordé avec la proposition de constitution d'un pôle public bancaire. On devra ne pas oublier que le financement des PME est aussi important pour le dynamisme de l'économie que celui des grandes entreprises, qui ont d'énormes moyens d'autofinancement et pour lesquelles les marchés financiers sont surtout des outils pour les opérations d'acquisition et de fusion.

J'ai essayé de mettre l'accent sur quelques points nodaux sur lesquels les propositions de la gauche alternative ne sont encore que balbutiantes. Il y en a bien d'autres, concernant en particulier les coopératives et l'économie dite solidaire. Le problème n'est pas seulement d'imaginer des solutions, mais aussi de les populariser auprès de l'opinion, de faire comprendre tous leurs avantages concrets. Le problème serait encore de les mettre rapidement en chantier, ce qui suppose qu'on aurait prévu les mesures législatives à prendre. C'est dans les quelques mois suivant une victoire législative qu'il faudrait montrer le mouvement en marchant.

**CONCLUSION** Je voudrais le redire en conclusion : un important travail programmatique a été réalisé, mais il faut le pousser plus loin. Et, en même temps, il faut définir un ordre de priorités, réalisme oblige. Le meilleur programme du monde, même non utopique, restera dans les limbes s'il ne s'inscrit pas dans une stratégie de conquête du pouvoir. Il n'y a plus de temps à perdre si l'on ne veut pas que, dans cinq ans, le capitalisme néolibéral continuant à gangrener tout notre continent, nos nations européennes ne soient condamnées à un sombre déclin, aussi bien économique que politique et civilisationnel. ●

1. Rappelons qu'elle avait obtenu 47,2 % des voix en 1974, 46,8 % en 1981, 45,4 % en 1988, 40,5 % en 1995, 37,2 % en 2002.

2. La défaite ne fut quand même pas écrasante. Ségolène Royal a réuni 47 % des voix sur son nom et obtenu plus de suffrages qu'aucun candidat de gauche aux précédentes élections présidentielles.

3. Au premier tour, les femmes ont certes voté un peu plus pour la candidate socialiste que les hommes (27 % contre 24 %), mais plus à droite que ces derniers (33 % contre 27 %).

4. Instauration du non-cumul des mandats pour les parlementaires,

suppression du vote bloqué et du 49-3 pour les lois ordinaires, droit d'initiative législative pour les citoyens, modification du mode de scrutin pour l'élection des sénateurs, introduction d'une part de proportionnelle, etc.

5. Certains diront qu'il subsiste en France un vieux fonds bonapartiste : plus ou moins inconsciemment, on y rechercherait l'homme providentiel, une sorte de père de la nation. Je ne le nie pas, mais je crois que ce ressort psychologique est à peu près épuisé, tant du fait du déclin du modèle patriarcal que de l'expérience amère des présidences Mitterrand et Chirac. Ségolène Royal a bien tenté de ressusciter cette figure, cette fois sous une forme maternelle, mais apparemment sans grand succès.

6. La VI<sup>e</sup> République selon Bayrou devait comporter notamment l'introduction d'une bonne part de proportionnelle (au-dessus de 5 % des voix), l'instauration de l'obligation de voter et la prise en compte des votes blancs, l'utilisation du référendum pour les grands projets de l'État, la suppression du « domaine réservé » du président en matière d'affaires étrangères.

7. Cf. le texte « Ce que nous voulons », et ses cent vingt-cinq propositions détaillées.

8. Le *Linkspartei* est crédité aujourd'hui de plus de 10 % des intentions de vote, ce qui en fait la première force d'opposition.

9. Par rapport aux années 1970, la petite-bourgeoisie salariée a vu sa fraction d'État reculer par rapport à sa fraction travaillant dans le privé. Les privatisations, le management à l'américaine et le marketing dans ce qui reste des entreprises publiques, la moulinette des écoles de commerce, et plus généralement l'« esprit de marché » ont poussé cette petite-bourgeoisie vers la droite. Une bonne partie de ce salariat intermédiaire vit pourtant aujourd'hui une situation de déclassement (en témoigne le nombre de diplômés devant accepter des emplois bien en deçà de leur qualification), et dit « avoir le cœur à gauche ». Néanmoins, le vote à droite et au centre est resté largement majoritaire. Les « cadres et professions intellectuelles » ont voté, au premier tour de l'élection présidentielle, à 31 % pour Sarkozy et 28 % pour le candidat centriste, les « professions intermédiaires » l'ont fait à 28 % pour le premier et 22 % pour le second. De nombreux ex-sympathisants de la gauche ont déclaré avoir voté pour le centre, quelques-uns pour la droite.

10. Exemples : « Tout au long de la campagne [...], j'ai voulu parler à ceux auxquels on ne parlait plus, aux travailleurs, aux employés, aux artisans, aux agriculteurs, à la France qui donne beaucoup et ne reçoit jamais rien, à la France exaspérée et qui souffre, celles des banlieues en difficulté, des cantons ruraux abandonnés. » Et encore : « Je veux dire à tous les Français qui ont peur de l'avenir, qui se trouvent fragiles, vulnérables, qui trouvent la vie de plus en plus lourde, de plus en plus dure, que je veux les protéger. Je veux les protéger contre la délinquance, mais aussi contre la concurrence déloyale et les délocalisations, contre la dégradation de leurs conditions de travail, contre l'exclusion. » Discours qui a séduit des couches populaires, pour lesquelles la politique est le dernier recours. Mais discours ahurissant quand on sait qu'il ne trouve aucun répondant dans sa pratique ministérielle passée et qu'il est à l'opposé de son idéologie profonde, qui repose sur la sélection des meilleurs (ceux qui ont du « mérite » et sont « courageux »). Nicolas Sarkozy a découvert le fonds de darwinisme social qui l'inspire lorsqu'il a soutenu que la part de l'inné dans la pédophilie ou dans le suicide était prépondérante. On retrouve ici le même cocktail idéologique que celui qui a été utilisé par George Bush pour se faire élire : d'une main, on soutient les magnats, notamment de l'industrie pétrolière, dont on est le féal, de l'autre, on flatte les déshérités en leur faisant croire qu'on va se soucier de leur sort. Il y manque seulement le brandissement de la religion et l'affirmation d'une mission divine. Encore que... Sarkozy a invoqué les « valeurs chrétiennes » dans le patrimoine de la nation et n'a pas oublié de dire qu'il était un catholique pratiquant (là où Bayrou a soigneusement distingué ce qui relevait de sa croyance privée de son action politique).

11. De là à en faire la pire incarnation du social-libéralisme, il y a un pas que l'on a franchi avec beaucoup de mauvaise foi, ou de méconnaissance de son programme et de ses discours (je pense, par exemple, à un ahurissant éditorial de *Lignes d'Attac* n° 60 de juin 2007). Les adhérents du PS ne l'ont pas entendu de cette oreille quand ils ont





jugé, selon des sondages, qu'elle portait le mieux les valeurs de la gauche, ou la presse de droite quand elle l'a traitée de « néo-marxiste ».

12. Ce qui a suscité l'ire d'une certaine gauche, qui a vu rouge devant le thème de l'« ordre juste », et sa réminiscence papale, alors que les antonymes étaient l'ordre ou le désordre injustes.

13. Sur cette question, il n'est de meilleure lecture que les ouvrages de Gérard Mendel, notamment *Une histoire de l'autorité*, La Découverte, Paris, 2002.

14. C'est, par exemple, le cas dans l'article-manifeste publié dans *Le Monde* du 14 septembre 2007 par « Les Gracques », qui veulent « moderniser » le PS.

15. Le programme du candidat Bové a été évalué à 160 milliards d'euros. Comment les trouver ?

16. Sauf pour certaines de ses dispositions, qui ne seraient applicables qu'en 2014.

17. Si séduisante qu'elle soit, l'idée d'une Constituante chargée d'élaborer un nouveau projet de traité a peu de chances de voir le jour. Les propositions sont par ailleurs vagues sur l'harmonisation sociale et fiscale : comment la mettre en œuvre sans l'appuyer sur des fonds

structurels massifs, supposant une forte augmentation du budget européen ?

18. Cette exception vaut règle : chaque pays doit pouvoir décider de la manière dont il organise ses services publics. C'est l'argument que je développe dans *Les Contradictions néolibérales*, Fondation Gabriel Péri, juin 2006, p. 41-42.

19. Attac le reconnaît, la plupart des mesures visant à rompre avec le néolibéralisme « se situent en rupture avec les décisions et les traités internationaux ».

20. La Commission s'est vue attribuer, par le traité de Maastrich, quasiment les pleins pouvoirs en matière de négociations commerciales, mais elle doit consulter le Conseil des ministres, qui tranche à la majorité qualifiée.

21. J'ai traité de cette question dans plusieurs textes, notamment dans *Le socialisme est (a)venir*, t. II, *Les Possibles*, Éditions Syllepse, 2004, p. 211-247, et, de façon plus condensée dans « Socialisme et démocratie économique », *Utopie critique*, n° 32, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, p. 66-68.

22. À côté des coentreprises, d'autres formes de coopération sont possibles : groupement d'intérêt économique, filiales communes.





# DIVISIONS ET RICHESSES DE LA « CLASSE FONDAMENTALE »

JACQUES BIDET\*

Je me propose ici de prolonger une réflexion avancée dans un article précédemment paru dans *Nouvelles Fondations*<sup>1</sup> autour de la perspective d'une hégémonie des forces populaires.

Au-delà d'un rappel de la problématique (I), je voudrais préciser deux points particuliers : le décalage, au sein de la « classe fondamentale », entre la fragmentation sociale (II) et la division politique (III) ; et la nécessité de reprendre ces questions en termes plus sociologiques, face à une tradition marxiste marquée par la prévalence de l'économie (IV).

**LE CLIVAGE DE CLASSE ET LE CLIVAGE POLITIQUE** La structure de classe n'apparaît sur la scène politique que déformée, transformée selon un axe droite-gauche. Le système des partis n'entretient avec la structure sociale qu'un rapport indirect et biaisé. Pour comprendre la politique, ce n'est pas de cette configuration manifeste qu'il faut partir, mais, comme le propose Marx dans *Le Capital*, d'une structure invisible, la structure de classe.

Le système des partis comporte un clivage essentiel entre la droite et la gauche. La structure de classe également, mais entre deux classes. Ces deux clivages ne coïncident donc pas. La classe dominante, en effet, s'articule elle-même selon deux pôles structurels, que l'on peut désigner respectivement comme le pôle du *marketing* et le pôle de l'*organisation*<sup>2</sup>. Et ce sont là deux pôles d'hégémonie politique, dominant en alternance les sommets de l'État, sous le nom commun de droite et de gauche. Quant à ceux d'en bas – exploités, dominés, relégués, ou exclus, au féminin plus encore qu'au masculin –, qui forment l'autre classe, ils représentent le troisième pôle, celui d'une hégémonie potentielle alternative. Ici, la notion de « bas » est à comprendre au sens de « fondement ». D'où l'appellation de « classe fondamentale ». Car il est bien vrai que cette classe est exploitée et dominée. Mais, à s'en tenir là, on la soumettrait à un

registre misérabiliste et paternaliste bien peu propre à rendre compte de sa place, fondamentale, dans la société.

Il y a donc deux classes sociales. Et il y a par ailleurs deux places sur la scène politique, la droite et la gauche, selon un clivage qui n'est pas celui des classes. Et trois pôles d'hégémonie. Dans ce paradoxe apparent se cache toute la complexité de l'affrontement politique à notre époque. Et ce n'est qu'en partant de lui que l'on peut comprendre les luttes politiques modernes et faire la critique de la politologie standard.

La thèse générale ici soutenue est qu'une politique d'émancipation, impulsée par la classe fondamentale, suppose que celle-ci fasse alliance avec le pôle des cadres-et-compétents. Mais en position d'hégémonie. Ce qui implique qu'elle réalise l'*union*, entre les fractions qui la constituent. C'est sur ce dernier point, celui de l'*union*, que je voudrais surtout faire porter ici l'analyse.

L'*union* au sein de la classe fondamentale n'est pas donnée d'emblée, aujourd'hui moins que jamais, quand le salariat se trouve de plus en plus dualisé et flexibilisé, en proie à de multiples contrastes, entre les employés stables, les intérimaires et les chômeurs, entre les nationaux et les immigrés, entre les hommes et les femmes diversement exploités, dans le contexte de la domination masculine. La lutte en vue de cette union concerne toutes les dimensions de l'existence sociale. Elle concerne le contenu de la production, les conditions du travail et d'emploi, l'éducation, la santé, la formation, les libertés civiles et civiques. La question est aujourd'hui de savoir comment unir ces luttes dans un monde qui a cessé d'être unifié par la grande entreprise et l'emploi garanti.

La problématique de l'*union* renvoie à l'état de fractionnement qui est celui de la classe fondamentale. Il s'agit bien d'une seule et même classe, distribuée au long d'un continuum qui va des indépendants aux salariés du privé et du public, selon qu'ils sont exploités, dominés, relégués, par des moyens qui relèvent

\* Philosophe. Dernier ouvrage paru : *Altermarxisme. Un autre marxisme pour un autre monde*, PUF, Paris, 2007.

davantage du marché ou davantage de l'organisation. Quant aux exclus, ils le sont, eux aussi, par ces mêmes mécanismes structurels modernes de classe, marché et organisation (qui possèdent en effet un « extérieur », un *no-job land*, si j'ose dire : un non-lieu pour ceux qui ne disposent d'aucune *propriété* leur permettant de se présenter comme des producteurs sur le marché, ou à qui est arbitrairement déniée la *compétence* leur permettant de figurer officiellement à l'organigramme d'une entreprise), surdéterminés par ceux du système-monde impérialiste et du « patriarcat ».

La question de l'union à construire en bas est inséparable de celle de l'*alliance*. Car c'est une dynamique structurelle d'ensemble qui est déterminante. La problématique de l'alliance repose sur la considération de la différence entre les deux pôles organiques de la classe dominante, « propriété » et « compétence » d'encadrement, – compétence arbitrairement définie, selon des ordres hiérarchiques. Ces pôles sont à la fois complémentaires et relativement antagoniques. Complémentaires, parce qu'il n'y a pas d'exploitation sans encadrement, sans compétence socialement définie et monopolisée. Antagoniques, car propriété et compétence sont deux pouvoirs différents, qui s'appuient sur des titres sociaux différents, qui se reproduisent de façon différente, selon des dynamiques sociales différentes. Les deux pôles peuvent converger et s'imbriquer. Ce sont pourtant des puissances relativement distinctes, qui se disputent le pouvoir social, se relayant, selon les périodes, aux sommets de l'État.

Ceux d'en bas ne sont en mesure d'accéder à l'*hégémonie* que s'ils construisent une alliance offensive avec le pôle de la compétence, jusqu'au point de le rejoindre du pôle de la propriété. Les deux pôles dominants sont homologues en ce qu'ils renvoient aux deux formes épistémologiquement primaires de la coordination sociale, le marché et l'organisation. Mais ils ne sont pas de même nature. Le pouvoir d'encadrement, qui renvoie à une *compétence* supposée, s'exerce inéluctablement à travers le discours, l'exposé public des fins et des moyens, – là où le marché n'a aucun compte à rendre, sinon à lui-même. C'est un pouvoir-savoir, en proie à une résistance, à une réception appropriative et à l'influence de ceux sur qui il s'exerce. Tel est le fondement de l'alliance d'en bas.

Ce n'est donc pas par hasard si l'hégémonie d'en bas s'est toujours historiquement cherchée dans l'alliance avec le pôle de la compétence : dans une relation dynamique, tournée vers l'appropriation collective, les services publics, l'État-nation comme État social. Toute l'histoire du mouvement ouvrier et démocratique en témoigne, depuis deux siècles, avec ses victoires et ses défaites.

Le dernier épisode, celui de la *mondialisation* accélérée depuis les années 1970, redéploie l'économie sur une autre échelle, minant les constructions démocratiques réalisées au sein des États-nations, où l'hégémonie d'en bas, dans le rapport d'alliance, avait joué un rôle essentiel. Dans ce cataclysme, l'alliance en haut, entre les dominants, se reconstitue par le rapprochement entre ses deux pôles, Finance et Encadrement, pour prendre le vocabulaire de Gérard Duménil. Elle vise à décomposer la force sociale d'en bas, à l'atomiser, à diviser entre intégrés et jetables, prélude à une généralisation du jetable. Mais le pôle management peut dès lors aussi sentir menacée sa « base de classe » – selon une expression dont on verra le sens plus loin. Et cela peut à nouveau le conduire à l'alliance avec la classe fondamentale. Le capitalisme n'échappe pas à ses contradictions.

**LA FRAGMENTATION SOCIALE DE LA CLASSE FONDAMENTALE** La classe fondamentale ne peut construire une politique d'hégémonie au sein de l'alliance qu'à la mesure de sa capacité à réaliser l'union entre ses diverses fractions. D'où la nécessité d'examiner les fondements structurels de sa fragmentation. On le fera en considérant les facteurs de classe – à savoir : marché et organisation – qui la conditionnent. Et cela en se rappelant que ces deux médiations sont aussi les formes de notre raison sociale. Et chargées comme telles d'une positivité, qui est, dans sa diversité, celle de la classe fondamentale.

En effet, pour comprendre le rapport moderne de classe, il convient de se référer aux deux facteurs de classe – marché et organisation – qui, dans leur combinaison complexe, le constituent. La classe fondamentale se divise ainsi en fractions diverses selon que ses membres sont engagés dans des rapports qui tiennent davantage au marché, ou davantage à l'organisation, quoique relevant toujours, et sous des formes diverses, de l'un et de l'autre. Et ces deux facteurs de classe sont aussi les deux formes primaires de notre raison sociale, de notre capacité sociale à communiquer au-delà de la « communication » : les deux médiations au-delà de l'immédiateté discursive.

Dans les sociétés antérieures, la production était principalement locale, familiale, auto-consommatrice, activée par des relations de dons et d'échanges réciproques, insérée dans des rapports de dépendance de caractère personnel, en proie à une prédation de classe « immédiate ». Dans la société moderne, la « classe fondamentale » ne se définit pas seulement par le fait d'être « exploitée », « dominée », mais d'abord par le fait qu'elle produit, consomme, invente, crée des mondes de reconnaissance et de solidarité, des modèles culturels, à travers des relations *marchandes* et *organisées* coimbrées. Et c'est dans ces conditions aussi, à travers ces médiations précisément, qu'elle est exploitée.



On peut montrer que les différentes fractions de la classe fondamentale sont exploitées : salariés du privé, salariés du public ou travailleurs indépendants. Et cela chaque fois selon des mécanismes spécifiques. Mais on ne décrypte pas convenablement dans sa positivité la dynamique de ce rapport de classe si l'on n'analyse pas dans sa positivité le jeu, chaque fois particulier, des facteurs de classe.

Prenons le cas du *salarié du public*. Il ne produit pas de marchandises, mais des biens d'une autre sorte, richesses décalées par rapport à la « valeur ». Cela n'empêche pas qu'il soit exploité, au sens marxien, dans la mesure du moins où il travaille plus longtemps que le temps nécessaire à la production des biens qu'il consomme. Mais sa condition d'exploité ne suffit pas à définir sa position dans la société, qui tient à ce qu'il se trouve inséré dans des rapports qui relèvent relativement plus de la médiation *organisationnelle*, des hiérarchies de savoir (reconnu).

Par contraste, le travailleur *indépendant* – agriculteur, artisan, commerçant, etc. – se trouve sous une contrainte *marchande* relativement plus englobante, stimulante et contraignante. Mais il est toujours, lui aussi, impliqué dans un maquis organisationnel de règlements, de compétences, et toujours aussi relié à une production de richesses non marchandes, relevant de l'organisation publique. Il tend cependant à se définir par son indépendance marchande, qui est sa croix à porter en même temps que son point d'honneur.

Le *salarié du privé* occupe une position intermédiaire. Marx fournit la démonstration classique de son statut d'exploité, producteur d'une plus-value. Mais il ne faut pas perdre de vue que la relation marchande dans laquelle il se trouve, en tant que « propriétaire de sa force de travail », qu'il négocie dans un échange certes inégal (dans une relation d'extorsion), possède sa rationalité propre, assurant notamment son indépendance de consommateur par rapport au capitaliste. Le propre de l'exploitation moderne est de s'inscrire dans des rapports sociaux « rationnels » : le salarié peut choisir entre les marchandises, il peut vendre sa force de travail à un autre capitaliste. C'est dans ces conditions qu'il travaille. Officiellement du moins. Cette liberté marchande, si relative qu'elle soit, se relie au contexte d'organisation qui est celui de son existence productive. Elle n'existe du reste jamais qu'en fonction d'une lutte de classe « organisée ». Et l'organisation des luttes est elle-même étroitement liée au caractère « organisé » *versus* marchand-privé, du contexte de la production sociale. Le rapport organisé concerne la société moderne dans son ensemble. Y compris en ce qu'elle produit. Et ce salarié du privé ne consomme pas uniquement des marchandises, mais également

beaucoup d'autres biens, espaces, services, produits et acquis par des voies non entièrement marchandes privées, mais aussi publiques, organisées : selon divers modes de concertation et d'administration sociale.

Bref, le mode « organisé » et le mode « marchand » sont tout à la fois principes de relations rationnelles entre les individus *et* facteurs de classe. Et c'est dans ces conditions que la classe fondamentale moderne se divise en *trois fractions*. Mais c'est bien tendanciellement de la même classe, structurellement reproduite, qu'émergent continûment ceux qui seront indépendants (paysans, artisans, *free lance*...), salariés du privé (ouvriers, employés...) ou du public. Les membres de ces trois fractions se différencient en fonction de la nature de leurs relations au facteur marché et au facteur organisation. Au sortir de l'adolescence, ils ont, formellement du moins, le choix entre l'une de ces trois voies. Et ce sont ces trois fractions que le procès social total moderne reproduit continûment.

Ce n'est pas ici le lieu de montrer comment la conceptualité de Marx permet une théorie analytique cohérente de l'exploitation moderne en tant qu'elle s'applique, différemment, à chacune de ces trois fractions de la classe fondamentale<sup>3</sup>. On soulignera seulement qu'il ne suffit pas d'aborder « ceux d'en bas » comme des exploités et des dominés : il convient d'abord de définir la classe fondamentale *en positif*, dans son *unité* et sa *diversité* dynamique. On devine la signification politique d'une telle démarche. C'est là, en effet, la condition pour la comprendre comme « puissance ». Mais, avant d'y venir, considérons comment la fragmentation de la classe fondamentale tend à se traduire en division dans la sphère politique.

**LA DIVISION POLITIQUE DE LA CLASSE FONDAMENTALE** À cela se rattache le concept d'« affinités électives »<sup>4</sup>. Elles se manifestent notamment aux jours d'élection. Et qui révèlent les « bases de classe », hors de leur propre classe, sur lesquelles s'appuie chacun des deux pôles de la domination sociale.

L'appellation de « gauche » présente, on le sait, un double sens, selon que, dans ce lieu-dit, prévaut la puissance sociale des cadres-et-compétents, ou que la classe fondamentale parvient à y affirmer une certaine hégémonie : gauche minuscule ou Gauche majuscule. On prendra ici la gauche dans sa forme ordinaire, celle, minuscule, dans laquelle elle a tendance à retomber.

Les diverses fractions de la classe fondamentale ont une relation spécifique avec les forces sociales dominantes qui dominent respectivement le facteur de classe – marché ou organisation – pour eux le plus déterminant, et donc avec la droite ou la gauche en tant qu'elles sont le lieu naturel des deux pôles de la classe dominante. Mais cette correspondance ne s'ana-

lyse pas seulement selon le registre de l'exploitation et de la domination, c'est-à-dire au regard des facteurs selon lesquels elles sont spécifiquement exploitées et dominées. Elle est aussi à considérer au regard de la positivité de ces facteurs comme modes de coordination rationnelle. Ainsi exprimée, la chose peut paraître compliquée. Nous sommes ici en réalité, on va le voir, très près du sens commun. Mais celui-ci prend une signification particulière lorsqu'il se trouve ainsi relié à une analyse (néo)marxiste des classes sociales, à partir de la considération des facteurs de classe.

Les travailleurs *indépendants*, même s'ils s'inscrivent dans des organisations professionnelles et dans l'organisation de la société civile, sont structurellement conduits à attendre essentiellement leur salut de leur propre capacité d'initiative sur le marché. Leurs références sont donc nécessairement du côté des forces sociales de la propriété. On ne s'étonnera pas de les retrouver électoralement à droite. Et que la droite les paie en retour de discours qui les honorent dans ce registre de valeurs. Une telle affinité à droite s'étend au monde de la petite entreprise, proche de l'échelle familiale, dans lequel nombreux sont ceux qui se représentent eux-mêmes comme des « patrons » potentiels. D'autres salariés sont aussi portés à évaluer leur destin en termes de sécurité sur le marché : ceux qui ont le moins de chances de promotion à travers la compétence, et la moindre possibilité d'y projeter le sort de leur descendance, dont la confiance va au savoir-faire propriétaire des patrons.

Le contraste est frappant avec l'affinité, bien connue, des *salariés de la fonction publique* avec la gauche. Ils sont évidemment, et d'abord à travers leur salaire, reliés au tissu de relations *marchandes* capitalistes. Mais ils se trouvent spécifiquement inscrits dans une relation organisationnelle hiérarchique et dominés à travers des dispositifs statutaires. Qui sont aussi ceux à travers lesquels ils peuvent trouver un moyen de défense collective, de promotion individuelle et d'horizon intergénérationnel. Ils sont relativement plus portés du côté d'une logique de l'organisation, et donc aussi des valeurs de la « compétence ».

La fraction des *salariés du privé* se divise elle-même en couches et fragments divers, selon la nature de leur implication dans le facteur marché et le facteur organisation. Sur le plan individuel et sur le plan collectif. Ceux qui disposent d'une plus grande « compétence », c'est-à-dire de titres en correspondance avec une demande sociale durable, jouissent de conditions plus stables d'emploi. Les autres sont rejetés dans une croissante précarité. On sait quelles fractions du salariat privé tendent, dans ces conditions, à se tourner plutôt vers « la gauche ». Non les plus exploitées. Mais celles qui peuvent compter sur la compétence reconnue, ou

sur la relative sécurité collective et la reconnaissance sociale dont elles disposent, sur leur faculté à s'organiser collectivement, elle-même liée à la prévalence, dans ces secteurs, du schéma organisationnel de la grande entreprise sur lequel ils peuvent ensemble exercer un certain contrôle – en contraste avec le schéma marchand, qui les laisse, collectivement et individuellement, démunis.

L'examen de l'éventail des « affinités électives » permet de dresser un tableau des obstacles que la classe fondamentale doit surmonter pour parvenir à l'union entre ses composantes. Si l'on veut avancer sur cette voie, il convient pourtant sans doute, par une considération à rebours de la tradition, de prendre la mesure de la positivité créatrice inhérente à ces « facteurs de classe », le marché et l'organisation, dont il ne faut pas oublier qu'ils ne sont tels qu'en tant que formes sociales rationnelles (retournées en leur contraire dans le rapport moderne de classe). Et l'on doit, à cet égard, s'interroger sur le sort inégal que les traditions politiques du marxisme ont fait au savoir des économistes et à celui des sociologues.

**SOCIOLOGIE VERSUS ÉCONOMIE** L'analyse marxiste classique, en identifiant trop exclusivement la classe fondamentale en termes de classe exploitée, de plus-value extorquée aux salariés, a privilégié les économistes. Elle peine à donner son statut « marxiste » au travail des sociologues.

La théorie de Marx est à comprendre comme une théorie de la *logique sociale* propre à la modernité, à sa logique d'exploitation et d'abstraction. Du moins initie-t-elle un tel programme. Elle a pour objet une logique *d'ensemble*. Mais celle-ci n'épuise pas la *totalité concrète* du social. Une telle logique ne s'est d'abord exercée que très partiellement, dans des centres urbains très délimités, au sein de sociétés répondant à d'autres logiques, et elle ne l'a emporté que très progressivement. Mais cette modernité capitaliste, lors même qu'elle est devenue dominante, *ne se substitue pas* à l'ensemble des logiques sociales antérieures, actives au sein des rapports sociaux de sexe, de famille, de génération, de religion, de voisinage, selon les différentes dimensions de la vie sociale (productives, culturelles, ludiques, politiques, etc.). Elle ne fait pas disparaître les anciens mondes comme le réveil de l'aube dissout les rêves de la nuit. Elle ne fait que les *recycler*, selon sa propre logique, dans une multitude de contextes (technologiques, écologiques, etc.) toujours nouveaux. Toutes ces formes sociales – toutes ces cultures – qui nous viennent du fond des temps fournissent la concrétude infinie que les classes en présence et les différentes fractions de la classe fondamentale gèrent et réinterprètent de façon variée, à travers les deux

modes primaires de la coordination rationnelle à l'échelle sociale, le marché et l'organisation – et dans la mise en relation critique (discursive) de ces deux médiations, qui est la marque de la modernité. La sociologie, dans son rapport au marxisme, ne s'occupe pas de « rapports de classes » comme rapports *entre des classes*. Elle étudie les formes d'individualités, de biographies, de « champs », de regroupements, etc., auxquelles les rapports de classe *donnent lieu* : bref, elle envisage des *individus* et des *groupes*, qu'elle prend dans leur auto-compréhension, dans leurs perspectives concrètes (*versus* abstraction économique), dans leurs projets, leurs réussites et leurs déboires. Dans leur langage et leurs « actes de langage »<sup>5</sup>. Et c'est à elle de démêler ce recyclage permanent de la concrétude ancienne dans l'abstraction moderne.

Le défi qui devrait s'imposer à ceux qui se réclament du marxisme est celui de la dialectique entre l'abstrait des économistes, qui manifestent comment le vieux monde tend à disparaître « dans les eaux glaciales du calcul égoïste », selon le mot de Marx, et le concret des sociologues (historiens...) en charge de la vie individuelle et collective, qui cependant prolifère dans cet océan d'abstraction. En ce sens, les sociologues sont au premier rang de l'analyse de la lutte des classes. S'il est vrai, en effet, que le caractère propre de la domination de classe moderne n'est pas l'extorsion d'un surplus, mais la forme *abstraite* de ce surplus, comme plus-value, richesse abstraite, cumulable à l'infini – quelles qu'en soient les conséquences sur les hommes, les cultures et la nature –, la lutte de la classe fondamentale vise la richesse *concrète*, la valeur d'usage, la vie (bonne) dans sa forme culturellement désirable. Or, si le marché et l'organisation sont les facteurs (de classe) de cette oppression moderne, ils sont aussi ces médiations à travers lesquelles les exploités produisent, créent, inventent, poursuivent leurs rêves. Ces deux « facteurs de classe » ne s'émancipent du « rapport de classe » que dans la mesure où, sous l'effet des luttes de classe, ils en viennent à se trouver placés sous le contrôle du discours immédiat public partagé entre tous.

Bref, dans l'imaginaire marxiste, notamment celui des partis politiques, la sociologie n'a jamais acquis un statut comparable à celui de l'économie. L'approche en exploitation (en extorsion et accumulation de plus-value) est certes essentielle et incontournable. Sans elle, rien ne peut être dit, ni des tendances historiques du capitalisme, ni des stratégies des capitalistes, ni de la misère du monde. Mais une certaine dominance de l'économie conduit à traiter la sociologie comme une science auxiliaire. D'elle seule pourtant peut procéder une autre sorte de savoir, indispensable à l'analyse culturelle et politique des classes, parce qu'elle seule a

précisément la faculté d'analyser les phénomènes sociaux en deçà du *rapport* de classe : dans ses *facteurs* modernes de classe que sont les relations marchandes et organisationnelles, lesquelles, en tant que telles, sont des relations *entre individus*, qui, à travers elles, dans la mesure où ils en reprennent discursivement le contrôle, recyclent l'ensemble des composantes et dimensions concrètes de leur vie sociale. Et c'est bien cette analyse qui est requise si l'on veut penser l'unité et la dispersion de la classe fondamentale, les conditions concrètes de son existence et sa place dans la société moderne.

Sans doute faut-il encore à cela ajouter que la relégation de la sociologie par rapport à l'économie se traduit aussi par la difficulté à comprendre pourquoi, dans la lutte de classe moderne, la forme *mouvement*, tournée vers l'infinie diversité chaotique du concret, importe tout autant que la forme, plus abstraite, du *parti* •

1. « Pour une refondation méta/structurelle », *Nouvelles Fondations*, n° 3/4, décembre 2006. La thématique en est reprise et considérablement développée dans l'ouvrage que nous venons de publier avec Gérard Duménil, *Altermarxisme. Un autre marxisme pour un autre monde* (PUF, Paris, 2007), notamment dans sa partie « Néomarxisme », consacrée à définir une politique de gauche, sous les mots d'ordre de l'« unité » de la « classe fondamentale », et de l'« alliance » avec les « cadres et compétents ». Les fondements en sont posés dans un livre précédent, *Explication et Reconstruction du Capital* (PUF, Paris, 2004).

2. Ou bien, dans la terminologie de Gérard Duménil et Dominique Lévy, comme le pôle de la *propriété* et le pôle de l'*encadrement*.

3. Cf. *Explication et Reconstruction du Capital*, p. 234-245.

4. J'ai proposé ce concept dans *Explication et Reconstruction du Capital*, dans la « topique de la structure de classe de la société capitaliste » présentée p. 237.

5. Je me permets de renvoyer à mon article, « Court traité des idéologies », à paraître dans *Actuel Marx*, n° 43, consacré à l'idéologie. J'y fais la liaison entre cette problématique, « métastructurelle », et la recherche conduite aujourd'hui par des historiens linguistes, notamment Jacques Guilhaumou, qui analyse comme des actes de langage dans la lutte sociale l'émergence historique des concepts de l'émancipation politique à l'époque moderne.





# CESSER D'ÊTRE COMMUNISTE POUR LE DEVENIR

JEAN-PAUL JOUARY\*

elles et ceux qui inscrivent leur réflexion et leurs pratiques dans le sillage de l'œuvre de Marx et de ce que l'on appelle le « communisme » manifestent certes une créativité et un souci d'approfondissement d'une diversité indéniable, et entre eux seul le temps des connaissances et des actes pourra trancher. Mais toute réflexion et toute pratique reposent nécessairement sur des principes implicites ou explicites dont dépend absolument leur pertinence : tout cela nécessite des points de départ et, par définition, on ne démontre pas un point de départ puisqu'il y faudrait régresser vers d'autres principes, à l'infini. C'est ainsi que des « marxistes » ou des « communistes » peuvent fort bien avancer dans une direction dont ils éprouvent avec d'autres la certitude, et ils avancent effectivement, mais sur la base de présupposés devenus évidents et dont l'incohérence philosophique les condamne à le faire vers des impasses. Si bien que, selon la plaisanterie de Diderot, puisque lorsque l'on s'oriente dans une mauvaise direction plus on avance plus on recule, et l'on finit par s'étonner qu'en termes d'influences théorique et politique on proclame sans cesse que le communisme progresse d'effondrement en effondrement. Il faut donc en revenir à quelques réflexions philosophiques non pas nouvelles mais renouvelées parce que trop longtemps oubliées et falsifiées.

Lorsque l'on entend parler, par exemple, de la « chute du communisme » ou de la crainte de « n'être plus communiste », on suppose implicitement que le communisme relève de l'être. Ainsi on trouve évident le choix si souvent décrit entre un parti qui *est* ou *n'est pas* communiste, un candidat qui *est* communiste ou *ne l'est pas*, une personne ou une organisation qui *est* non communiste (car s'il y a un être du communiste, alors on peut définir les autres par ce qu'ils *ne sont pas*,

comme si une femme par exemple était un non-homme et un pianiste un non-violoniste !). Les mêmes présupposés sont attachés au mot « marxiste », que Marx se refusait à lui-même, avec des chercheurs authentiques qui imaginent que l'on puisse éprouver la formidable fécondité de l'œuvre de Marx en le pensant hors de la formidable fécondité de toutes les autres œuvres, de Platon à Foucault. N'a-t-on pas vu des éditions « marxistes » ne jamais publier une ligne d'Aristote ou de Kant, de Hegel ou de Nietzsche en plusieurs décennies ? On serait ou ne serait pas « marxiste » comme si l'on disait aux physiciens « êtes-vous ou n'êtes-vous pas galiléens », ou si on leur proposait d'appeler la physique le « galiléisme » sous prétexte que l'éminent mathématicien de la Renaissance posa les fondements de la première science de la nature.

**AU FOND**, on traite le plus souvent le « communisme » et le « marxisme » selon le mode du philosophe présocratique grec Parménide : « L'être est et le non-être n'est pas. » Ainsi le « communiste » *est-il* communiste, et les autres *sont-ils* des « non-communistes » puisque, selon la plaisanterie profonde de Marcel Proust, le « être ou ne pas être » shakespearien est devenu un « en être ou ne pas en être ». Est-il évident cependant que l'on doive choisir entre être soi et ne pas l'être ? L'enfant de cinq ans que je vois sur cette photographie est-il moi ou non ? Je suis contraint d'admettre que les deux sont vrais et qu'alors comme l'avait écrit le poète Arthur Rimbaud, « Je est un autre ». En réalité, il faut encore et encore méditer la réponse de l'autre philosophe grec Héraclite, écrivant que l'« on n'entre jamais deux fois dans le même fleuve » : ce n'est jamais la même eau, je suis déjà mouillé, et, à rigoureusement parler, un fleuve *n'est pas* puisqu'il change toujours, si ce n'est comme perpétuel devenir autre. Et toutes les connaissances contemporaines lui donnent définitivement raison : du cœur de la matière à l'ensemble de l'univers connu, tout est

\* Philosophe. Derniers livres parus : *Prendre la politique avec philosophie*, La Dispute, Paris, 2003, et *Je vote donc je pense. La philosophie au secours de la politique*, Éditions Milan, 2007.



mouvement, changement, devenir, c'est-à-dire que l'être du monde ne cesse de quitter et d'aspirer du non-être, ce qui n'est pas encore et qui soudain n'est plus, unité de contraires où nul ne pourra jamais cerner de l'être. Rien dans le monde ne coïncide avec soi, et l'on voudrait que le « communiste » le puisse ! Certains – ceux qui ne parviennent pas à tirer les leçons fondamentales de ce qui ne cesse d'échouer dans la pratique – traiteront ces considérations de divagations théoriques ou de délire d'intellectuel. Or on sait depuis au moins David Hume au XVIII<sup>e</sup> siècle que « la controverse sur l'identité n'est pas une discussion purement verbale. Car, quand nous attribuons l'identité, en un sens impropre, aux objets variables ou interrompus, notre méprise ne se limite pas à la manière de dire, elle s'accompagne communément de la fiction soit d'un quelque chose d'invariable et d'ininterrompu, soit d'un quelque chose de mystérieux et inexplicable, soit du moins d'une tendance à de pareilles fictions<sup>1</sup> ». Quiconque parle d'« identité communiste » ne peut pas plus expliquer ce qu'il entend par là, que ceux qui brandissent l'idée d'« identité nationale ».

Certes, dans la logique formelle antique et classique, on admet ce principe d'identité : A ne peut être en même temps A et non-A, et l'on ne peut raisonner qu'à partir d'un principe formel de non-contradiction. Mais ce principe ne s'incarne dans aucune réalité objective ni subjective, dès que l'on quitte ce niveau du formel. Tout ce qui est devient, donc *est* et *n'est pas*, n'est plus ce qu'il était et n'est pas encore ce qu'il sera. Tout est un point sans durée dans un flux perpétuel du temps, lequel est donc créatif et non perpétuelle répétition du même. Jacques Derrida eut ainsi raison, dans *Spectres de Marx*, de qualifier le communisme de spectre shakespearien : il est comme le spectre du père d'*Hamlet*, être d'un non-être. Et ce, bien plus que le reste de l'univers et des phénomènes humains. Car, si l'univers est en perpétuel devenir, et si, pour un humain prendre conscience de soi, c'est déjà se modifier soi-même (si bien que, pour un humain, « être soi-même, c'est devenir autre que soi » selon la formule de Jean-Paul Sartre), comment le « communisme » qui se présente comme révolution sociale sans fin pourrait-il échapper à cette universelle unité de l'être et du non-être ? Ce n'est pas par hasard que le *Manifeste* commence par évoquer le « spectre du communisme ». Texte à lire et méditer.

Or c'est bien cette introuvable « identité » que sous-entendent des phrases comme « je suis communiste », « mon parti est communiste », « je refuse que cela cesse d'être ainsi », « d'autres voudraient que nous ne soyons plus communistes », « nous devons garder notre

identité », « il faut que le candidat soit communiste », petites phrases précieusement conservées depuis des générations avec le succès que l'on sait. Longtemps, le support de cette « identité » a été le fait d'agir ensemble pour réaliser un modèle social dessiné à l'avance. C'est dans un futur non pas créé en chemin par le peuple lui-même mais conçu *a priori* par une « avant-garde » éclairée et éclairante, donc à vocation gouvernante (et même imposante) que se fondait alors ce qui unissait un collectif dans une « identité » commune. Et quiconque bougeait une virgule à ce modèle s'excluait de cette identité. Il est cependant plus facile d'effacer des têtes sur une photographie officielle, ou d'exclure un nom sur la liste d'un collectif, que de trouver cette fameuse identité qui aussitôt bougeait, pourfendue haut et fort par ceux-là mêmes qui l'avaient déclarée immuable. Devant les catastrophes théoriques et pratiques résultant de cette façon de poser le problème, on en est venu à parler plutôt de « visée communiste », avec les diverses façons de l'entendre. Certains, en effet, décrivent cette visée comme visée d'un futur à concevoir d'ores et déjà (construire une alternative, des propositions, une société nouvelle, un nouveau partage des pouvoirs, une nouvelle façon de gérer, une nouvelle Constitution, etc.), ce qui revient à changer les mots pour que rien d'autre ne change. D'autres conçoivent cette « visée » comme un avenir qui ne saura qu'être la résultante de la créativité populaire avec des militants dans ce processus, dont certains se réclameront du « communisme » et d'autres non. Mais alors, ceux qui ne s'en réclament pas seront autant « communistes en acte » que ceux qui s'en réclament. Tandis que, dans la première façon de concevoir ce mouvement, seuls ceux qui conçoivent ce futur à l'avance peuvent revendiquer l'appellation « communiste ». On le voit, la question de l'identité, avant d'être philosophique, est une immense question politique qui inclut une problématique philosophique. Car, comment associer ceux qui n'adhèrent pas à une organisation « communiste » si pour cette action « communiste » commune on les qualifie de « non-communistes » ? Ils ne sont alors désignés par rien d'autre que par ce qui les différencie de ce qu'ils font pourtant ! Ou bien alors faut-il considérer que ce processus commun n'est pas du « communisme », et alors certains fanatiques de l'identité dénonceront cette démarche comme une braderie ! Toute ressemblance avec des événements ayant existé serait pure coïncidence...

On en vient alors à proclamer à la fois qu'une bataille électorale présidentielle doit se dégager de ces définitions réductrices pour rassembler toutes celles et tous ceux qui, hors de tout étiquetage politique, peuvent

agir ensemble pour que progresse une perspective de transformation sociale (donc, pour les « initiés », dans le sens du processus communiste) et, en même temps, que seul le plus éminent dirigeant du parti dit « communiste » peut incarner cette démarche. À ceux qui donc font du communisme dans les actes on renvoie une étiquette de « non-communiste », et à ceux qui, caricaturant le « communisme » au point d'en faire une identité, on répond de sorte qu'ils soient confortés aux yeux de tous dans leur impasse sans cesse vérifiée dans la pratique. Parfois, par de tragiques effondrements malheureusement prévisibles. Qui ne voit que derrière ces impasses se trouve la nécessité de revenir sur ces deux questions de l'identité et du communisme ?

**À RIGOREUSEMENT PARLER**, dire « Je suis communiste » est une absurdité lourde de conséquences. Elle revient à dire « Je lutte pour réaliser une société communiste, pour un idéal communiste, c'est-à-dire pour un futur déjà défini par la théorie et que le peuple finira par désirer et faire advenir ». Encore une fois, ce « Je suis communiste » désigne alors une identité qui repose sur l'idée *a priori* de ce futur. Or c'est très exactement ce que Marx trouve et refuse lorsqu'il se rend à Londres, sous la forme d'une *Profession de foi communiste*, que la Ligue des communistes avait conçue comme un catéchisme. Engels lui-même avait ensuite rédigé des *Principes du communisme* dont le premier paragraphe définissait le communisme comme une « théorie qui enseigne les conditions de la libération du prolétariat ». « Enseigner » : pouvait-on plus clairement prétendre concevoir l'histoire à la place du peuple ? Cela supposait une chose déjà formée que l'on puisse *apprendre* et mettre en pratique pour lui donner réalité. Cette « profession de foi » et ces « principes » ont un point commun : ils définissent dans la théorie le support d'une identité : qui ne les défend pas cesse d'être communiste. Or, pour Marx, et c'est peut-être là l'un de ses apports les plus novateurs en philosophie politique, le communisme ne relève ni de l'être ni de l'idéal, mais n'existe que sous forme d'un mouvement effectif de transformation sociale dans le sens d'une libération de tout ce qui opprime et exploite. Or participent à ce mouvement réel qu'est le communisme toutes celles et tous ceux qui agissent dans ce sens, sans qu'il importe le moins du monde qu'ils collent sur ces pratiques le mot « communisme ». Il n'y a donc aucune place ici pour une quelconque « identité », un « être communiste ».

En revanche, puisqu'on peut faire du communisme sans l'explicitement ainsi, la théorie consistera à *manifeste*. Le communisme travaille le devenir du monde au sein de ses contradictions et n'a d'autre essence que

dans son explicitation, laquelle, en la ramenant à la conscience de ses acteurs, permet de le conduire avec plus de lucidité, de cohérence provisoire, d'efficacité libératrice. C'est en ce sens que dès 1843 Marx écrivait à Arnold Ruge : « Nous ne nous présentons pas en doctrinaires avec un principe nouveau : voilà la vérité, à genoux devant elle ! Nous apportons au monde les principes que le monde a lui-même développés en son sein. » C'est pourquoi, dans le *Manifeste* de 1848, on trouve si peu de perspective précise, de modèle futur, mais la reprise de ce qu'il entend depuis l'*Idéologie allemande* par « communisme ». Le communisme, y était-il écrit, n'est pas d'abord « un état qui doit être créé » ou « un idéal sur lequel la réalité devrait se régler », mais « le mouvement réel qui abolit l'état actuel ». Il s'agira donc de rendre manifeste ce mouvement, parce qu'il est « grand temps ». D'où le mot de « manifeste », pour expliciter les prises de parti effectives inscrites dans le sens du « processus communiste », c'est-à-dire du communisme conçu comme processus. Et fort logiquement, cette pensée de Marx se retrouve dans le *Manifeste* : « Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, sur des principes inventés ou découverts par tel ou tel utopiste. Elles ne sont que l'expression générale des rapports effectifs d'une lutte de classes qui existe, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. » Ce texte rend manifeste le communisme comme processus existant et n'a rien d'un « projet » parmi tant d'autres qui circulaient à l'époque.

Ainsi, les conceptions identitaires du communisme datent d'avant Marx et réapparaissent après lui, dans les caricatures staliniennes et néostaliniennes des modèles à imiter et à réaliser. Et la tragique réalité historique a vérifié l'idée théorique selon laquelle si le présent d'un peuple doit se soumettre à un futur préconçu, alors ce même peuple devra se soumettre lui-même à un État-parti. C'est là l'essence même de ce que Marx n'a cessé de combattre. Le communisme étant un processus *réel* de libération humaine, nul ne peut dire « Je suis communiste » (sans parler de l'incroyable expression « Je suis un *permanent* communiste » !) sinon dans sa volonté de participer à ce processus aux côtés d'autres qui animent le même processus communiste sans avoir besoin pour cela de revendiquer cette prétendue identité. C'est pourquoi l'agitation de cette identité est un véritable et dangereux obstacle pour le processus de libération humaine, car elle opère des distinctions et des oppositions factices là où des potentialités de pensée et d'action communes se manifestent. Bien souvent, une certaine façon de se dire « communiste » a été l'obstacle majeur contre l'essor du processus communiste,

et pas seulement dans un passé lointain. Il n'y a donc aucune possibilité de définir, donc de fonder, quelque « identité communiste » que ce soit, je ne peux « être communiste », un parti ne peut « être communiste », mais, en revanche, je peux participer au *devenir* communiste, un parti peut se mettre au service de ce *devenir commun*. Au sens strict, plutôt que de parler de « parti communiste », il faudrait parler de « parti du communisme », lequel ne saurait lui appartenir, mais recevoir seulement ses forces, ses contributions et sa coordination. En matière de communisme, contrairement aux diverses prétentions de ceux qui posent l'éternité et la vérité du système social en place, il

n'est pas de « vérité » construite ni à construire entre révolutionnaires. Nul mieux que le philosophe Maurice Merleau-Ponty a su résumer cette idée essentielle pour penser le communisme, en écrivant que « notre rapport au vrai passe par les autres. Ou bien nous allons au vrai avec eux, ou bien ce n'est pas au vrai que nous allons ».

En ce sens, et en ce sens précis, il faut convenir qu'il est temps de cesser d'être communiste pour enfin le *devenir*. ●

1. David Hume, *Traité de la nature humaine*, L. I, IV, 6.



# LE COMMUNISME EST-IL POSSIBLE ?

YVON QUINIOU\*

La question de savoir si une société communiste est réellement possible est désormais au cœur de notre actualité politique en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. L'interrogation elle-même a émergé avec la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique qui a suivi, puisque c'est pratiquement un siècle d'histoire contemporaine qui s'en est allé avec ce double événement, histoire portée par l'espérance d'une société radicalement différente de la société capitaliste et mettant fin, plus largement, aux sociétés de classes et à leur cortège d'injustices qui ont structuré l'avenue humaine depuis la sortie des sociétés primitives. Un historien talentueux et engagé dans le combat libéral comme F. Furet a cru pouvoir très vite théoriser cette situation et diagnostiquer dans l'idée communiste une « illusion » défunte, à savoir, ici, la croyance en un idéal humain de justice sociale et de démocratie complète, fondée sur le désir inconscient de le voir historiquement réalisé et qui se serait dramatiquement fourvoyée sur ses chances de succès<sup>1</sup>. Ce diagnostic est d'ailleurs largement partagé dans le monde intellectuel et politique et s'alimente de plusieurs signes apparemment convergents dans la situation politique d'aujourd'hui. J'en distinguerai trois.

**LA SITUATION POLITIQUE AUJOURD'HUI** D'une part, les pays qui continuent de se réclamer du communisme ne le font que formellement ou verbalement : la Chine et le Vietnam, bien que dirigés par des partis communistes, font largement place dans leur économie aux mécanismes capitalistes du marché, avec parfois même, s'agissant du régime chinois, des incitations au profit et des formes d'exploitation du travail proprement inac-

ceptables. Tout se passe donc comme si ces régimes, qui constituent l'essentiel de l'héritage communiste du XX<sup>e</sup> siècle, avaient renoncé ou étaient en train de renoncer en pratique à l'identité communiste qui les définit en théorie et comme si, tout simplement, ils n'y croyaient plus et étaient donc sortis, mais sans le dire vraiment, de l'illusion dénoncée par Furet<sup>2</sup>.

D'autre part, les partis communistes d'Occident voient leur influence baisser régulièrement depuis une vingtaine d'années : c'est le cas du PCF en France, mais aussi des PC espagnol ou portugais ; et même s'il convient de signaler des pôles de résistance encourageants comme la Refondation communiste en Italie ou, tout récemment, le PC grec, et même le maintien relatif aux élections législatives du PCF, on peut être tenté d'y voir une tendance lourde pouvant signaler la fin d'un cycle, celui ouvert par la révolution bolchevique de 1917. Certains partis ont anticipé la fin de ce cycle comme l'ancien PCI qui a renoncé à son identité originelle et s'est converti d'abord à la social-démocratie, ensuite à une orientation clairement favorable au libéralisme qui ne le distingue plus (le processus de transformation est d'ailleurs officiellement en cours) d'un parti démocrate à l'américaine.

Enfin, la référence idéologique au marxisme, qui avait malgré tout joué un rôle dans la doctrine dans les choix politiques des différents partis socialistes ou sociaux-démocrates en Europe (si l'on excepte le SPD allemand tel qu'il s'est défini à Bad-Godesberg) ou même ailleurs (ce fut le cas du PS chilien d'Allende), semble de plus en plus s'effacer. C'est le cas en France où le vocabulaire théorique issu de Marx (lutttes de classes, exploitation, oppression, domination, aliénation) ne paraît plus guère inspirer la pensée et l'action des dirigeants socialistes comme s'il s'agissait là d'un vocabulaire obsolète, sans valeur opératoire pour comprendre la société et comme si les exigences d'émancipation dont il est porteur n'avaient plus de sens désormais<sup>3</sup>. Certes, la théorie de Marx continue d'exister intellectuellement et, malgré

\* Philosophe, auteur de plusieurs ouvrages d'inspiration matérialiste dont *Nietzsche ou l'impossible immoralisme*, Kimé, 1992, *Figures de la déraison politique*, Kimé, 1995 et *Études matérialistes sur la morale*, Kimé, 2002. A publié récemment *Karl Marx, Le Cavalier Bleu*, coll. « Idées reçues », 2007.

le silence insupportable des médias à son encontre, elle nourrit des élaborations intéressantes dans différents domaines, mais elle paraît devenir sans efficacité sur le réel. On voit même des dirigeants communistes, passés ou présents, suggérer de changer, comme on dit, de « logiciel », c'est-à-dire d'abandonner l'ensemble à peu près cohérent de notions et de propositions grâce auxquelles on pouvait penser une espérance communiste pour l'humanité.

C'est donc bien l'idée communiste elle-même qui est atteinte dans la conscience collective et qui a cessé d'être crédible. Comment comprendre ce scepticisme et peut-on raisonnablement l'adopter ?

**L'ÉCHEC DES PAYS DE L'EST** C'est du côté de l'échec du système soviétique qu'il faut se tourner pour comprendre cette incrédulité, sinon cette hostilité, générale. Celui-ci a été identifié au message de Marx sans le moindre recul critique, soit par ceux qui y adhéraient et le soutenaient d'une manière aveugle, soit par ceux qui s'y opposaient et y trouvaient le moyen commode et tout aussi aveugle de rejeter Marx et de dédouaner le capitalisme de ses propres injustices. Or la plupart des caractéristiques de ce système (pas toutes, cependant) sont à l'opposé de ce que l'auteur du *Manifeste* envisageait à travers l'idée de « communisme ». Je me contente d'indiquer quelques-unes de ces oppositions<sup>4</sup> : 1. Le communisme devait résoudre les contradictions économiques du mode de production capitaliste, censé se bloquer à un moment donné de son évolution, et devait assurer au travail social une productivité supérieure. Or le régime soviétique a clairement buté sur cette question et a été incapable de démontrer qu'il pouvait l'emporter sur le capitalisme à ce niveau proprement économique ; il a même montré le contraire en générant des phénomènes spécifiques de pénurie. C'est là la racine première de son échec. 2. Socialement, il devait favoriser l'appropriation par tous du processus de travail. Dans la réalité, l'appropriation étatique de l'économie s'est traduite par une bureaucratisation généralisée dont les syndicats ont été pour une part complices et dans laquelle les travailleurs ont peu reconnu la promesse de pouvoir collectif qu'on leur avait faite. 3. Politiquement, le projet démocratique a été bafoué : là où Marx voulait un approfondissement de la démocratie politique et son extension à la sphère sociale et à la sphère économique, sans qu'il y ait un mot chez lui, je dis bien un mot, contre l'existence des libertés dites « formelles », on a mis en place une dictature du Parti ou de son secrétaire général qui rendait vaine et hypocrite la proclamation de la liberté et interdisait qu'on se réclamât du communisme. 4. Enfin, on peut dire que l'ambition d'épanouir l'individualité de chacun,

qui est au cœur du projet communiste d'émancipation, a été largement altérée par une volonté d'imposer des normes collectives de vie dans des domaines qui devraient absolument leur échapper comme l'art ou la sexualité.

On pourrait multiplier les exemples. Ils montreraient tous que les régimes issus de la révolution d'Octobre ne sont en rien une illustration de ce que Marx entendait par « communisme » et qu'il voulait préparer par ses écrits et par ses actes. Ils en sont même, à certains égards, un parfait contre-exemple. Le drame, pour nous aujourd'hui et pour qui n'est pas averti de la théorie politique de l'auteur du *Manifeste*, est qu'ils projettent une ombre sur cette théorie qui en déforme le sens et nous rend sceptiques, sinon hostiles, à son égard en nous faisant croire qu'elle n'est pas applicable, voire dangereuse parce que vouée à l'échec. Or c'est là une erreur théorique majeure qu'il faut dissiper si l'on veut débattre véritablement de la possibilité ou non du communisme. Pourquoi ?

**LE TEST DE L'IMPOSSIBILITÉ HISTORIQUE DU COMMUNISME N'A PAS ÉTÉ FAIT**

Marx est un penseur matérialiste qui ambitionnait de comprendre scientifiquement non seulement le fonctionnement de la société de son temps mais l'histoire globale dans ses transformations passées, présentes et futures. Dans ce cadre, il a toujours affirmé que le communisme n'était possible qu'à partir des conditions matérielles fournies par le capitalisme développé et, au surplus, à l'échelle mondiale : un fort développement de l'économie sans lequel c'est « la pénurie qui deviendrait générale » et « l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue<sup>5</sup> » ; un ensemble de salariés largement majoritaires et liés, directement ou indirectement, à la grande industrie ; la démocratie politique, enfin, qu'il a toujours considérée comme le cadre historiquement présupposé de la révolution qu'il avait en vue<sup>6</sup>. Certes, il ne s'agit pas de donner à cette conception un statut qu'elle n'a pas et de la transformer en une philosophie fataliste de l'histoire, déguisée en science, qui prescrirait à l'humanité un développement uniforme, obéissant aux mêmes lois indépendamment des circonstances historiques et passant par les mêmes stades. À la fin de sa vie, s'intéressant à la possibilité d'une révolution en Russie dans des conditions apparemment contraires à sa théorie, il a rejeté ce type d'extrapolation<sup>7</sup>. Pourtant il y a là un schéma théorique fort, enraciné dans son élaboration matérialiste d'ensemble qui est, selon moi, clairement évolutionniste, et qui lui fournit un modèle politique pour la transition au communisme. Car dans les mêmes textes où il envisage une pareille transition dans les conditions du sous-développement russe, à partir de la propriété communale du sol, il ne cesse de

rappeler que seule la contemporanéité du capitalisme occidental, lui apportant ses acquis ou ses acquêts, lui permettrait de réussir conformément au schéma historique initial. Et l'on voit même Engels, à partir de cette inspiration, indiquer plus tard que seule une révolution prolétarienne en Occident permettrait un passage rapide au communisme en Russie<sup>8</sup>.

Il faut donc être au clair avec le message théorique de Marx avant de songer à l'interpeller critiquement. Contrairement à ce que la tradition dite « léniniste », codifiée en réalité par Staline, prolongée par le maoïsme et reprise ensuite par les mouvements révolutionnaires du tiers monde au <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle, a pu faire croire, le marxisme de Marx, si on le prend au sérieux, déconseille la révolution communiste dans un pays sous-développé et isolé, sans l'appui d'une révolution opérée dans les conditions du capitalisme développé. Non qu'il exclue qu'elle puisse s'y déclencher et qu'il refuse d'en partager les motivations purement éthiques, mais il nie qu'elle puisse y réussir pour des raisons fortes qui tiennent à sa compréhension matérialiste de ce qui est possible et de ce qui est impossible en histoire, donc à son *refus de l'utopie* si l'on entend par là ce qui contredit, à un moment donné, les potentialités concrètes d'une société. Le matérialisme scientifique ici, car c'est bien de cela qu'il s'agit et non d'une entreprise idéologique, ne permet certes pas de prévoir ou de garantir un avenir; mais il nous permet d'annoncer des impossibilités ou des impasses et il nous indique, par opposition, les conditions d'une réussite possible. Et ce qu'il nous enseigne sans ambiguïté, c'est que, pour *dépasser* le capitalisme, il faut malheureusement en *passer par* lui et faire plus ou mieux que lui, à partir de ses acquis et de ses limites. Qui ne voit que ce qui s'est produit au <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle donne raison à Marx et que l'échec final du soviétisme, même si celui-ci a pu un temps faire rêver et si tout ne fut pas négatif en lui, était prévisible au sein de sa théorie<sup>9</sup>? Mais, simultanément, on peut tirer de cette analyse un enseignement politique majeur, qui n'a rien à voir avec un quelconque fidéisme et qui ne dit rien des remises en cause souhaitables : ce qui a échoué, ce n'est pas la doctrine marxienne mais l'usage qu'on en a fait dans des conditions et sous des formes qu'elle-même récusait. En d'autres termes, *le test de l'impossibilité historique (économique, sociale et politique) du communisme* n'a pas été jusqu'à présent effectué : les solutions que Marx préconisait pour résoudre le malheur social de l'homme, qui sont toutes liées à l'appropriation collective de l'économie et au dépassement des classes sociales, n'ont pas été testées dans les conditions qu'il préconisait et elles ont donc pris des formes et produit des effets qu'il aurait rejetés; rien ne dit, par conséquent, que, dans d'autres

conditions, elles ne réussiraient pas et ne résoudraient pas une large part de ce malheur. Une métaphore illustrera ce propos : si le communisme est le médicament qui convient pour guérir la maladie du capitalisme parvenu à un certain stade de son développement, son échec patent quand on le prend trop tôt ne prouve rien quant à son efficacité si on le prend au stade avancé de la maladie pour lequel il a été prévu.

On peut même aller plus loin : l'histoire contemporaine du mouvement ouvrier occidental, si on la lit sans œillères rétrospectives, nous prouve l'inverse. En effet, qu'ont fait les partis socialistes et communistes d'Europe au <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle, avec des influences respectives diverses, sinon imposer au capitalisme développé des réformes qui ont considérablement amélioré le statut du monde du travail dans de multiples domaines (niveau de vie, droits sociaux, libertés politiques, voire épanouissement individuel)<sup>10</sup> ? Ces réformes portent incontestablement la marque de l'influence du marxisme sur l'action des classes socialement dominées par le capitalisme (même quand elles ne s'en revendiquaient pas explicitement) et on est en droit de penser qu'elles ont amorcé en leur temps une transformation socialiste du capitalisme ressemblant fortement à ce que Marx souhaitait quand il se disait partisan d'une « évolution révolutionnaire<sup>11</sup> ». Le seul problème est que ces réformes se sont arrêtées en cours de route et qu'elles sont actuellement remises en cause depuis la chute des pays de l'Est et la victoire du libéralisme sur une large partie de la planète qu'elle a entraînée. Quoi qu'il en soit, elles ont existé, et leur existence signifie une chose essentielle : les solutions qui sont liées à la problématique communiste de la transformation du capitalisme – nationalisations, redistribution des richesses, État-providence, etc. – peuvent fonctionner et améliorer substantiellement la situation concrète de la grande majorité du peuple, dès lors qu'elles sont mises en application dans une société économiquement avancée; elles ne sont donc pas condamnées à l'échec *par définition*, comme le veut la *doxa* aujourd'hui dominante et qui est, sur un simple plan intellectuel, proprement insupportable.

Reste à savoir si ces solutions poussées jusqu'au bout, jusqu'à la forme que leur assigne le communisme, sont réellement possibles : non pas souhaitables (cela me paraît acquis) mais viables. Leur impossibilité n'a pas été démontrée, certes, mais leur possibilité est-elle pour autant établie et doit-on faire absolument confiance à Marx lorsqu'il l'affirme ?

**LA POSSIBILITÉ ANTHROPOLOGIQUE DU COMMUNISME** Nous sommes là au cœur de notre problème, et il touche, en réalité, à une question difficile que les communistes osent peu aborder, comme si elle risquait de les déstabiliser dans



leur engagement politique, qui est celle d'une éventuelle nature humaine susceptible de s'opposer au vivre-ensemble communiste et d'en hypothéquer les chances de réalisation<sup>12</sup>. On sait que, pour Marx, la question est très tôt résolue, à un certain niveau de sa réflexion tout au moins. Pour lui, il n'y a pas de nature humaine soustraite à l'histoire et à ses variations : l'« homme » s'identifie à la société, son essence a pour contenu l'« ensemble des rapports sociaux » excentrés par rapport à l'individu, et l'homme individuel est « formé par les circonstances »<sup>13</sup>. L'homme n'est donc ni bon ni mauvais, il est ce que les circonstances font de lui ; certes il est mû par son intérêt, mais celui-ci est légitime et n'en fait pas nécessairement l'ennemi des autres hommes : il suffit de concevoir une organisation sociale qui réoriente l'agencement des intérêts individuels de telle sorte qu'ils s'accordent intelligemment les uns aux autres, hors de toute visée moralisante demandant à l'homme de modifier ou de maîtriser ses tendances naturelles. Cette manière de concevoir l'être humain comporte un bénéfice politique évident, même si elle n'a pas été développée dans ce dessein : elle permet à Marx d'envisager une disparition des contradictions les plus importantes qui opposent les hommes, comme les conflits de classes ou les guerres, en agissant sur leurs causes socio-économiques qui tiennent à la propriété privée de l'économie et à l'exploitation du travail humain. Un progrès substantiel des rapports sociaux est donc pleinement concevable, dont une politique communiste est censée être l'agent, parce que rien dans l'homme ne s'y oppose « par nature ». Or on peut estimer qu'il y a là une vue anthropologique exagérément optimiste qu'il faut désormais confronter à d'autres hypothèses sur l'homme susceptibles de nous inciter non à abandonner mais à réviser certains aspects de l'héritage marxien et à être plus prudents quant aux projections que nous pouvons faire sur le futur à partir de lui.

Il y a, par exemple, l'idée de Nietzsche selon laquelle l'homme serait mû par une volonté de puissance animant tous ses actes, même les plus nobles ou les plus désintéressés en apparence<sup>14</sup>. Je ne dis pas qu'il faut l'adopter, mais je soutiens qu'elle constitue une hypothèse anthropologique impressionnante, éclairant bien des comportements humains, y compris dans des champs censés lui échapper comme les engagements politiques des hommes de gauche. Le problème est qu'elle permet à Nietzsche d'invalider toute possibilité de progrès politique : pour lui, l'exploitation, l'oppression ou la violence font partie de l'essence de la vie envisagée comme « volonté de puissance », et l'idéal communiste est donc considéré comme une illusion mortifère empêchant l'homme de déployer ses poten-

tialités vitales<sup>15</sup>. Or ce paradigme, même s'il n'est pas référé explicitement à Nietzsche, envahit aujourd'hui la conscience collective, il alimente idéologiquement les politiques néolibérales, y compris à l'Est, et il contribue à faire croire dangereusement que la lutte est une donnée indépassable des rapports inter-humains<sup>16</sup>. Il faut, par conséquent, y faire face, au lieu de l'occulter, et y répondre.

Plus près de nous et dans un contexte de réflexion épistémologiquement plus solide parce que lié à une démarche scientifique, il y a l'hypothèse que fait Freud de la « pulsion de mort » à partir de son travail d'analyste. Pour lui, l'homme est doté d'une violence instinctive primitivement tournée vers lui et qu'il retourne, dans un second temps, vers l'extérieur ; on peut donc dire qu'il est naturellement agressif et que cela constitue une source de perturbations potentielles dans ses rapports avec autrui, qui ne doit rien aux circonstances sociales. Or, ici aussi, cette conception pessimiste de l'homme produit un effet négatif sur la croyance en un progrès possible grâce à la politique. C'est ainsi que dans ce grand livre qu'est *Malaise dans la civilisation* on voit Freud polémiquer théoriquement avec les communistes sur cette base, quoique sans hostilité idéologique particulière. Parlant des conflits qui minent la société et risquent de rompre son équilibre, il reproche aux communistes de prétendre « avoir découvert la voie de la délivrance du mal », à savoir l'« institution de la propriété privée » ; et il ajoute que leur doctrine repose sur un « postulat psychologique » qui n'est, selon lui, qu'une « illusion sans consistance aucune » : l'idée d'une nature humaine naturellement pacifique et généreuse<sup>17</sup>. La conséquence politique qu'il en tire alors est cohérente : il n'y a pas de solution socio-économique au problème de l'agressivité humaine telle qu'elle se manifeste dans des conflits de tous ordres, de la vie quotidienne aux conflits internationaux en passant par les conflits de classes, et il faudra toujours un État fort, relayé par l'éducation, pour la réprimer et la sublimer<sup>18</sup>. D'un point de vue freudien, une société sans répression est anthropologiquement impossible.

On pourrait ajouter d'autres exemples, passés ou contemporains<sup>19</sup> : ils tendent tous à nous suggérer, avec des nuances ou des concepts différents d'un auteur à l'autre, qu'on ne saurait transformer l'homme et donc révolutionner la société puisque c'est l'homme, avec ses défauts naturels insurmontables (violence, envie, compétition, rivalité, etc.), qui fait la société. Peut-on accepter un pareil pessimisme et l'appliquer mécaniquement au projet communiste pour n'y voir qu'une illusion venant de ce qu'il aurait méconnu la face naturellement sombre de l'homme ? Je ne le crois pas,

même s'il nous oblige, au moins par précaution, à le modifier. On doit, en effet, maintenir la thèse d'une *historicité importante* (je tiens à cette formulation précise) de l'homme et de ses capacités de vie sociale pour deux raisons. D'abord parce que la preuve de son caractère naturellement belliqueux n'a pas été faite sur un plan suffisamment scientifique : l'interpellation nietzschéenne reste une interpellation spéculative (même si Nietzsche prétend se situer sur le terrain d'une science de l'homme) dont le fondement biologique n'est pas apporté, et l'hypothèse freudienne de la pulsion de mort est une hypothèse explicative qui ne saurait occulter tout ce qui, dans la violence humaine, est *réactif*, c'est-à-dire produit par les situations proprement *sociales* de frustration que subit l'homme et sur lesquelles une pratique humaine pourrait avoir une prise<sup>20</sup>. Ensuite parce que nous avons bien des éléments tirés des sciences humaines qui militent clairement en sens inverse : l'histoire, la géographie, la sociologie, l'économie, l'ethnologie comparée et même la psychanalyse quand elle explique l'individu par sa biographie (ce qui constitue tout de même son apport le plus important) tendent toutes à imposer l'idée d'un homme largement façonné par son environnement à travers de multiples déterminismes, et que l'on peut donc « humaniser » si l'on « humanise » celui-ci, sans que l'on puisse imposer *a priori* une limite à cette « humanisation ». Au demeurant, il suffit de consulter le passé pour constater que, régulièrement, on a décrété anthropologiquement impossible ce qui s'est révélé ensuite possible puisqu'il s'est historiquement réalisé : la suppression de l'esclavage que toute l'Antiquité a déclaré « naturel »<sup>21</sup>, le suffrage universel, la réduction des inégalités sociales, la promotion de l'égalité homme-femme, etc. On peut donc en conclure que *la démonstration de l'impossibilité anthropologique du communisme* n'a pas davantage été faite par l'intelligence et qu'on ne saurait donc s'en réclamer pour refuser d'en tenter l'expérience.

Reste que la démonstration contraire n'a pas non plus été fournie. En particulier, l'hypothèse freudienne d'une agressivité naturelle demeure, et il vaut mieux l'intégrer par prudence pour éviter un angélisme qui se retourne souvent en catastrophe politique dans la mesure où il nourrit un volontarisme abstrait, aveugle sur les conditions de l'action. Comment en tenir compte tout en maintenant le projet communiste ? Elle me paraît imposer une double modification, politique et théorique.

**QUELLES MODIFICATIONS POUR LE PROJET COMMUNISTE ?** La doctrine marxienne affirme que l'État doit et peut dépérir. Qu'il le doit parce qu'il constitue une source de domination sur l'homme insupportable, le soumettant à une puis-

sance apparemment étrangère alors qu'il faudrait, au contraire, le faire accéder à l'autonomie : Marx ici, comme l'avait justement souligné Lénine dans *L'État et la Révolution*, est d'accord avec l'anarchisme, sauf qu'il veut mettre en place progressivement les conditions socio-économiques du dépérissement de l'instance étatique et non l'abolir tout de suite. Qu'il le peut parce que, précisément, Marx n'enracine l'existence de l'État *que* dans les seules contradictions de classes et qu'il n'y voit donc *que* l'instrument de répression des conflits socio-économiques liés à la propriété privée ; il oublie donc tout ce qui, dans cette conflictualité, pourrait tenir à des données naturelles susceptibles d'opposer les hommes les uns aux autres dans n'importe quelle société et dont les conflits de pouvoir, y compris au sein des organisations révolutionnaires qui se battent pour la fin du pouvoir d'État et la réinvention des rapports humains, donnent parfois une malheureuse illustration. Je l'indique donc : la thèse du dépérissement de l'État n'a pour moi pas de sens, et il faut lui substituer celle de sa *démocratisation maximale*. Nous aurons toujours besoin d'un État, ne serait-ce que pour instituer et protéger tous les acquis du communisme lui-même, donc d'un État politique « gouvernant les hommes » et pas seulement d'un État gestionnaire « administrant les choses »<sup>22</sup> ; et la perspective de son dépérissement ne peut être sauvée qu'à titre d'idée régulatrice permettant d'impulser le processus de sa démocratisation indéfinie.

Mais la nécessité de l'État touche à une autre dimension de l'existence humaine, qui est celle du besoin de normes morales pour assurer le vivre-ensemble. On sait que Marx a cru pouvoir résoudre la question en quelque sorte en la niant : pour lui, les normes morales ne sont que l'expression mystifiée d'exigences sociales concrètes, suscitées par les antagonismes de classes, que le communisme doit satisfaire, et la nécessité d'y recourir devrait s'évanouir avec la satisfaction de ces exigences<sup>23</sup>. Or il se trompe ici : le communisme lui-même a une dimension morale qu'il lui faut reconnaître et qu'il doit revendiquer s'il veut conquérir les consciences et durer. Plus largement, la morale (et non la religion ou la simple idéologie) est une dimension essentielle de la vie avec autrui qui la fait échapper à la « guerre de tous contre tous », dimension dont il faut savoir à la fois qu'elle est un acquis de l'évolution naturelle et de l'histoire culturelle<sup>24</sup>, qu'elle est fragile et qu'elle doit donc être préservée et entretenue. Or c'est précisément à l'État, prolongé par l'éducation, de jouer ce rôle d'instituteur de l'humanité en l'homme, de l'aider à entretenir des relations pacifiques et justes avec autrui, ce qui implique la répression ou l'interdiction de ce qui s'y oppose. Penser le contraire, c'est verser dans l'utopie, corrélative de celle de la dispari-



tion de l'État, d'une harmonie d'emblée assurée des hommes qui ouvre en réalité la voie, par inconscience, à toutes les immoralités pratiques de la domination de l'homme sur l'homme.

On aura compris que ces remarques, venant après celles concernant le prétendu échec historique du communisme, préservent l'essentiel du message d'émancipation marxien, qui tourne autour de la problématique de l'exploitation du travail et de son dépassement dans une société débarrassée des classes sociales, avec ses effets en chaîne sur la vie individuelle. Mais elles le rendent crédible anthropologiquement sans en faire pour autant un futur certain. De ce point de vue, c'est à ceux qui le déclarent dogmatiquement impossible de faire la preuve de ce qu'ils avancent. ●

1. Cf. *Le Passé d'une illusion*, Robert Laffont-Calman-Lévy, 1995, dont le sous-titre est : *Essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*. Le titre renvoie à l'ouvrage de Freud, *L'Avenir d'une illusion*, dans lequel celui-ci considère la religion comme une représentation imaginaire du réel permettant à certains désirs humains de se satisfaire. Pour Freud, l'illusion

religieuse doit mourir; pour Furet, l'illusion communiste est morte.

2. Cela ne signifie pas qu'ils ne comportent pas des aspects positifs que des régimes officiellement capitalistes ne présenteraient pas et qu'il faut donc soutenir. C'est aussi le cas de Cuba qui, pour l'essentiel (répartition des richesses, accès à la santé et à la culture), mérite d'être défendu.

3. Ce sont les notions, d'origine libérale, d'individu, de responsabilité et d'équité qui sont désormais mises en avant et tendent à remplacer la grille marxienne de lecture du réel. Voir le rôle joué en Angleterre par les idées du sociologue A. Giddens (cf. son interview p. 161) sur l'orientation du parti travailliste de T. Blair.

4. Pour une analyse plus complète, je renvoie à la troisième partie de mon livre *Karl Marx*, Le Cavalier Bleu, coll. « Idées reçues », 2007.

5. In *L'Idéologie allemande*, Éditions Sociales, 1968, p. 63-64. Il indique même d'emblée que c'est là « une condition pratique préalable absolument indispensable ».

6. Dès *La Question juive*, il la considère non seulement comme un « grand progrès » mais comme un « intermédiaire nécessaire » pour le processus d'émancipation complète de l'humanité qu'il projette (*op. cit.*, coll. « 10/18 », p. 26 et p. 22). Cette position ne l'a jamais quitté, même quand il parle de « dictature du prolétariat » : voir l'ouvrage complet et juste de J. Texier, *Démocratie et Révolution chez Marx et Engels*, PUF, Paris, 1998.

7. Voir ce qu'il dit dans une lettre à Véra Zassoutlich (1881) à propos du passage du capitalisme au communisme : « J'ai donc expressément restreint la "fatalité historique" de ce mouvement aux pays de l'Eu-



rope occidentale » (in *Sur les sociétés précapitalistes*, Éditions Sociales, 1970, p. 319).

8. *Id.*, *ibid.*, p. 357-359.

9. Lénine lui-même en eut conscience puisque, s'il fit bien une révolution dans un pays arriéré, en s'appuyant sur la théorie du « maillon faible » de l'impérialisme, ce fut en escomptant le soutien d'une révolution en Europe. L'isolement de la révolution bolchevique lui fit très vite douter de ses chances de succès : voir l'ouvrage lucide de M. Lewin, *Le Dernier Combat de Lénine*, Éditions de Minuit, Paris, 1967.

10. Voir la juste analyse qu'en donne P. Cohen-Séat dans le livre qu'il vient de publier, *Communisme, L'avenir d'une espérance*, Calman-Lévy, Paris, 2007.

11. Cette idée a été ensuite reprise et systématisée par Jaurès : voir l'article de B. Antonini dans *FondationS*, n° 1.

12. Dans son courageux questionnaire visant à impulser la réflexion sur la crise du communisme et qui entend mettre à plat toutes les questions posées par cette crise, la direction du PCF a oublié ce point.

13. L'idée de « nature humaine » reste cependant présente dans sa conception de l'aliénation et dans sa critique du capitalisme. Mais il s'agit d'une « nature » soumise à l'histoire.

14. Voir l'ouvrage intitulé *La Volonté de puissance*, mais aussi *Par-delà le bien et le mal* ou encore *Ainsi parlait Zarathoustra*. Cette idée est au cœur de son explication de la morale comme de la politique, qui ne sont pour lui que des manifestations déguisées de la volonté de puissance.

15. Cf. l'étonnant paragraphe 259 de *Par-delà le bien et le mal* où il

affirme : « L'« exploitation » n'est pas le fait d'une société corrompue, imparfaite ou primitive ; elle est inhérente à la nature même de la vie (*op. cit.*, p. 266).

16. Ce paradigme recoupe celui dit du « darwinisme social » qui croit pouvoir s'autoriser de Darwin pour affirmer que la « lutte pour la vie » est au cœur de l'existence humaine et qu'elle est donc inévitable.

17. *Malaise dans la civilisation*, PUF, Paris, 1971, p. 66-67.

18. Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer avec beaucoup de lucidité que l'on peut et que l'on doit lutter contre « les inégalités de richesses et ce qui en découle » (*id.*, *ibid.*, p. 67, note).

19. Dans la dernière période, cf. les réflexions de R. Girard et R. Debray.

20. La manière dont certains disciples de Freud négligent cette origine sociale de l'agressivité fait théoriquement problème : voir les analyses de J. Rivière in M. Klein et J. Rivière, *L'Amour et la Haine*, Payot, Paris, 1969. Sur l'hypothèse de la pulsion de mort considérée en elle-même, on peut lire la critique qu'en fait G. Mendel dans *La Psychanalyse revisitée*, La Découverte, Paris, 1988.

21. Cf. Aristote dans *Politique*, I, I, chap. 2.

22. Je fais allusion à une célèbre formule d'Engels dans l'*Anti-Dühring* affirmant que, dans le communisme, « le gouvernement des hommes fait place à l'administration des choses » (*op. cit.*, 3<sup>e</sup> partie, chap. 2).

23. Cf. le *Manifeste du Parti communiste*, chap. 2.

24. Cf. en ce qui concerne ce double point, l'apport décisif de Darwin et l'éclairage que lui a donné P. Tort. Je m'en suis inspiré dans mon propre travail sur la morale.



*La gauche  
dans le monde*



# « UNE SOCIAL-DÉMOCRATIE MODERNE DOIT S'ALLIER AVEC LE CENTRE »

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR THÉOPHILE HAZEBROUCQ

Les premiers travaux d'Anthony Giddens paraissent au début des années 1970. Extrêmement ambitieux, il y entreprend une critique de la sociologie classique, de Marx à Weber en passant par Durkheim, pour en réviser les bases. Il reproche aux théories sociales des uns et des autres de privilégier soit l'acteur, soit les structures, dans l'explication des phénomènes sociaux. Sa propre « théorie de la structuration », qui vise à synthétiser les deux points de vue, est publiée dans *La Constitution de la société* en 1984. Parallèlement, il s'attache également à comprendre les spécificités de la modernité et ses effets sur les comportements des individus. Les résultats de ses recherches et les transformations du monde contemporain le conduisent à repenser la politique (*Beyond Left and Right. The Future of Radical Politics*, 1994) et la social-démocratie (*La Troisième Voie. Le renouveau de la social-démocratie*, 1998). Principal inspirateur de la politique du New Labour de Tony Blair, il a influencé tous les récents dirigeants de gauche, de Bill Clinton à Gerhard Schröder, et s'est attiré les foudres de ceux qui voient en lui le théoricien du social-libéralisme. Anobli, il s'est à son tour lancé en politique et siège depuis 2004 à la Chambre des lords, où nous l'avons rencontré.

**THEOPHILE HAZEBROUCQ.** Votre refondation de la social-démocratie britannique a bousculé ses « fondamentaux » et désorienté nombre d'électeurs de gauche. Quels motifs vous ont poussé à prôner une mue aussi profonde ?

**ANTHONY GIDDENS.** Ils sont avant tout sociologiques. La « troisième voie » était pour moi un simple label pour mettre au jour nos façons de penser face aux grands changements mondiaux. Les réponses à y apporter ne sont en effet pas simples à trouver, au sein d'un monde de plus en plus intégré et d'une économie globalisée. La production manufacturière ne joue plus le rôle structurant qui était le sien dans les sociétés occidentales. Des relations nouvelles se nouent entre les indi-

vidus et l'État, car la société, à l'image de l'économie, est beaucoup plus fondée sur la connaissance. En Grande-Bretagne, 40 % de la génération précédente travaillaient en usine et dans l'agriculture, bref, occupaient des emplois manuels. La classe ouvrière en tant que telle est désormais très réduite : ces deux secteurs ne regroupent plus que 14 % des travailleurs. Une foule de gens officie maintenant dans les services ; ils ont perdu le sens traditionnel de la solidarité et ne vivent plus dans les mêmes endroits. C'est, en fait, l'ensemble du système de classes qui a évolué.

Cette conjoncture inédite a engendré de nombreux dysfonctionnements de l'État-providence traditionnel, qui ont conduit à l'émergence des débats autour de la pensée de la troisième voie, envisagée comme moyen de révision du Labour. Pour dire les choses simplement, si vous voulez une philosophie politique efficace, qui rassemble de la gauche au centre, vous ne pouvez pas vous laisser contraindre par les doctrines et positions traditionnelles de la gauche. Vous devez les moderniser pour les adapter aux évolutions socio-économiques et donner naissance à un gouvernement capable non seulement de se faire élire, mais aussi d'agir efficacement une fois élu.

Au fond, il n'y a plus qu'une économie de services fondée sur la connaissance, et si vous n'intégrez pas ce que cela implique, vous êtes fini en tant que parti de centre gauche. Vous serez, au mieux, un parti de gauche radicale qui ne gagnera jamais le pouvoir, comme il y en a en France, en Italie, et en Allemagne avec Die Linke.

**T.H.** Quels sont les principaux axes de cette rénovation ?

**A.G.** Une social-démocratie modernisée doit s'appuyer sur un projet de gauche et du centre qui prend acte de ce que la classe ouvrière n'est plus qu'une minorité sur la scène politique et reconnaît en conséquence la nécessité de changer de conception des classes sociales. Cinq principes communs aux partis sociaux-démo-



crates qui ont récemment connu le succès sont facilement identifiables. Pour commencer : une analyse sociologique renouvelée, donc, et une alliance au centre – tout en gardant à l'esprit que le but de tout parti social-démocrate est de déplacer le centre de gravité politique vers la gauche. Tony Blair y a plutôt bien réussi ici. Deuxièmement, il faut mettre fortement l'accent sur l'économie. Un marché en bonne santé est une sorte de prérequis de la social-démocratie. Au lieu de se concentrer sur le chômage, se concentrer sur l'emploi. La priorité est d'obtenir un haut niveau d'emploi et une majorité de revenus supérieurs au SMIC. Troisièmement, il faut investir dans les institutions publiques et les réformer. La réforme de l'État plutôt que la dépendance à l'État est un aspect clé des politiques modernes. Quatrièmement, chercher ce qu'il est possible de faire pour réduire les inégalités, mais en veillant surtout à ce que cela ne freine pas le dynamisme économique, à ce que cela n'oppose pas compétitivité et justice sociale. Cinquièmement, et c'est le plus délicat pour la gauche traditionnelle, il faut élaborer des positions fermes sur les thématiques qui inquiètent vraiment les gens et sur lesquelles elle était très faible. Cela inclut l'immigration, le crime et l'identité nationale.

La gauche les a en effet plus ou moins abandonnées à la droite, ce qui a permis à cette dernière d'exercer une sorte de magistère dessus. Cette lacune a coûté le pouvoir aux sociaux-démocrates danois, néerlandais et autrichiens ; nous devons aussi nous occuper de ces choses. Quand M. Jospin a parlé de sécurité pendant sa dernière campagne présidentielle, personne ne l'a cru : il était trop tard. Le New Labour, lui, a insisté dès le début sur la nécessité de réfléchir à ces questions, aux conséquences très étendues. Ce n'est pas évident, parce que les mesures visant à combattre la criminalité interfèrent souvent avec les droits de l'homme, mais si on ne fait rien, ça peut être bien pis. Regardez ce qui se passe aux Pays-Bas, où les sociaux-démocrates n'avaient pas de position cohérente sur ces questions cruciales des politiques modernes. Leur société est extrêmement divisée, et c'est l'une des raisons pour lesquelles le traité constitutionnel européen a été rejeté. Vous ne pouvez pas prétendre que les migrants seront des citoyens dès leur arrivée sur le territoire national et que vous vous occuperez plus tard des problèmes de diversité culturelle, car ce n'est pas vrai. L'ensemble de ces paramètres dessine une sorte de cadre de révision sociale-démocrate, déjà facteur de la santé des pays scandinaves, pour moi les plus avancés du monde.

**T. H.** *Pour quelle raison n'utilisez-vous presque plus le vocable de troisième voie pour désigner cette politique ?*

**A. G.** Je n'y attache effectivement que peu d'importance, et je l'ai presque abandonné parce qu'il est source de nombreux malentendus, en raison de son histoire dans le paysage politique de quelques pays. Certains ont ainsi pensé qu'il s'agissait simplement d'être « au milieu ».

J'entendais en fait signifier que la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale a été dominée par la social-démocratie, point de référence commun à la droite et à la gauche. Lui a succédé une deuxième voie, celle du thatchérisme, c'est-à-dire le fondamentalisme du marché libre. Face à cela, à gauche, il nous fallait trouver autre chose, une troisième voie.

Beaucoup ont mal compris le projet du New Labour, en n'y voyant qu'un slogan publicitaire clinquant alors qu'il était fondé sur dix ans d'intenses réflexions et d'analyses politiques. Mes vues n'ont pas varié depuis : il faut constamment être prêt à innover, à mettre en œuvre de nouvelles politiques et à accepter que nous ne disposons pas de toutes les réponses à ce monde si changeant.

**T. H.** *Le positionnement du New Labour que vous décrivez, plus proche de celui de la droite qu'auparavant, a ouvert un espace politique à votre gauche, désormais occupé par les libéraux-démocrates, au programme plus social que le vôtre. Quel regard portez-vous sur eux ?*

**A. G.** Effectivement, ils ont réussi à trouver un certain espace à la gauche du New Labour, mais c'est un parti divisé qui agrège une aile sociale-démocrate et une plus libérale qui ne jure que par le marché. Ils ont donc du mal à trouver de la cohésion, et leur influence sur l'élaboration des politiques est minime. Pour le moment, ils sont très bas dans les sondages. À la différence de Die Linke et bien qu'ils soient plus modernes, ils font office de cinquième roue du carrosse.

**T. H.** *Dans Beyond Left and Right en particulier, vous affirmez, compte tenu de la nature de la société créée par l'État-providence et de la disparition de l'Union soviétique, que la frontière entre droite et gauche perd de son sens, mais qu'elle demeure pertinente. Qu'entendez-vous par là ?*

**A. G.** Je me considère comme social-démocrate. Le sous-titre de mon livre, *La Troisième Voie*, était *Le renouvellement de la social-démocratie*. La distinction entre droite et gauche vaut toujours, en effet. Les différences sont significatives en ce qui concerne la justice sociale, la solidarité et la conviction de la nécessité d'un gouvernement actif qui ne laisse pas toute discrétion aux marchés.

Simplement, la distance entre les deux n'est plus aussi grande que par le passé parce que la gauche n'a plus



de vaste projet de transformation de l'économie de marché. Par ailleurs, de nouveaux problèmes, ni de droite ni de gauche, se font jour. J'ai forgé le terme de *life politics*, par opposition aux *emancipatory politics*, pour les désigner. Le changement climatique en est un, tout comme la refonte du marché du travail, qui a polarisé droite et gauche ici, alors que les pays qui ont réconcilié réformateurs et socialistes, comme en Scandinavie, se sont le mieux préparés à la réforme. De même en France, vous êtes soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du marché du travail. Le niveau de sécurité attendu par les individus a donc diminué ; cela ne crée pas les conditions de la justice sociale.

Désormais, les lignes de fracture politiques se situent pour moi entre *life politics* et *emancipatory politics*, entre modernisateurs et traditionalistes, que l'on retrouve indifféremment à droite comme à gauche. Sarkozy est, par exemple, un modernisateur certain de la droite.

**T.H.** *Vous disposez du rare privilège, pour un théoricien politique, d'avoir eu assez d'influence sur un dirigeant d'État pour voir vos idées appliquées de votre vivant. Quel bilan tirez-vous des années du New Labour au pouvoir ?*

**A.G.** Tout d'abord, le New Labour est probablement le parti de centre gauche qui a connu le plus de succès électoraux ces dernières années. Même au Danemark ou en Suède, les sociaux-démocrates ont fini par perdre le pouvoir. Cette dimension d'efficacité électorale est capitale, parce que, si vous ne gagnez pas d'élections, vous ne pouvez rien faire. C'est la première fois qu'un parti travailliste reste au pouvoir plus d'un mandat. C'est le troisième en cours, nous avons une bonne chance pour un quatrième. Voilà déjà un changement notable dans le pays, voire dans sa configuration politique, puisque les Tories viennent de décider de se conformer au « format » New Labour. Ils vont ainsi s'aligner sur notre niveau d'imposition, créatif pour le pays. Il n'est donc pas exclu que la Grande-Bretagne dans son entier glisse vers la social-démocratie !

Les autres succès du New Labour sont légion : trois millions de personnes sorties de la pauvreté, dix ans de croissance économique ininterrompue pour la première fois depuis longtemps, des investissements massifs dans la santé, l'éducation, et l'enseignement supérieur, de grands changements constitutionnels avec la création des Assemblées écossaise et galloise, et le succès principal de M. Blair, en Irlande du Nord, pour mettre fin au conflit. Voilà tout un faisceau de mesures progressistes, auxquelles je pourrais ajouter le *Freedom of Information Act* et le *Civil Partnership Act*, qui reconnaît les mêmes droits aux couples homosexuels

qu'aux hétérosexuels. Ce n'est pas en Italie que l'on verrait cela ! Avec le recul, je crois qu'on peut dire que le Labour a réalisé de grandes choses au niveau de la politique intérieure, surtout si on le compare aux gouvernements Jospin, Prodi, Clinton, et même Schröder, assez improductifs au fond. Sur le plan international, M. Blair a joué un rôle déterminant au Kosovo, où tout le monde s'accorde pour estimer que le résultat vaut mieux que la situation qui prévalait jusque-là. Son intervention en Sierra Leone a également contribué à stabiliser le pays.

Au cours des dernières années, cette politique triomphait... avant que la guerre d'Irak ne vienne malheureusement tout faire voler en éclats. La proximité compulsive de M. Blair avec M. Bush n'a rien arrangé. Je dois dire qu'elle ne me plaît pas non plus ; je ne comprends vraiment pas ce soutien.

**T.H.** *Le taux de chômage anglais est souvent cité en exemple en France...*

**A.G.** Oui, mais le plus important reste la hausse du taux d'emploi ; ce sont deux choses différentes. Aujourd'hui, 75 % de la population active sont au travail chez nous ; en France, vous êtes à 64 %. Le but du gouvernement est de parvenir à 80 % de taux d'emploi dans les six ou sept ans à venir.

**T.H.** *Mais ces emplois sont pour une bonne part faiblement rémunérés...*

**A.G.** Non, c'est faux, le salaire minimum britannique est très élevé. Il est malhonnête de prétendre que les travailleurs pauvres se multiplient, comme tant de commentateurs français ont tendance à le dire !

**T.H.** *... et précaires. Le nombre de mi-, voire de tiers-temps a explosé ces dernières années et représente désormais un quart des emplois. Il est également très facile à un employeur de licencier un salarié, et certains contrats ne garantissent même pas de quota d'heures de travail par semaine.*

**A.G.** C'est vrai, mais c'est le propre de toute économie de services. Il n'est pas en votre pouvoir de décider que ces choses n'existent pas. Si vous dites « stop » à l'économie de services, quelles chances auront ses salariés de progresser ?

Le Labour, de son côté, a choisi de porter beaucoup d'attention à la condition des femmes aux caisses de supermarchés et dans d'autres fonctions sous-qualifiées qu'elles ne veulent plus occuper. Elles doivent avoir l'occasion d'obtenir des promotions, jusqu'à assurer les tâches de management, par exemple.

Il y a encore beaucoup de mesures à adopter pour réduire l'impact de ces emplois sous-qualifiés, mais, de



toute façon, dans une économie moderne fondée sur les services, vous ne pouvez pas faire grand-chose contre les contrats à temps partiel. Il faut les additionner, car il est impossible de maintenir les contrats adaptés au monde de l'industrie : l'économie s'effondrerait.

**T. H.** *Ce n'est pas là un contexte très enthousiasmant. En période de recherche d'un deuxième emploi à temps partiel, par exemple, comment vivre en gagnant le salaire minimum quinze ou vingt heures par semaine?*

**A. G.** Vous pourriez aussi faire remarquer que les Britanniques travaillent trop ou les Français pas assez, comme le dit schématiquement M. Sarkozy. Pour l'heure en tout cas, la France ne présente pas de système viable. Nous le savons tous ; les salariés y fournissent un nombre d'heures travaillées trop faible pour assurer le financement des retraites et d'autres avantages hérités de l'État-providence.

Je ne cite pas pour autant la Grande-Bretagne en exemple, elle a encore trop de problèmes, issus pour la plupart de l'ère thatcherienne. Ce que vous ne voulez pas, en France, pour sûr, c'est une nouvelle Thatcher qui vous laisse des services publics exsangues, beaucoup de pauvreté en particulier chez les enfants, et qui délaisse totalement le monde du travail. Au Royaume-Uni, 20 % des jeunes n'ont aucune compétence, donc pas d'avenir non plus. À nous de leur en donner un en améliorant l'éducation. Voilà une grande mission que le gouvernement travailliste aurait dû mieux assumer qu'il ne l'a fait.

Lorsque je dis que son bilan est bon, cela ne concerne pas tous les aspects de la vie de la nation, malheureusement. Le manque de qualification des pauvres, en particulier à leur sortie de l'école, en est un. Un autre est la faible productivité des travailleurs anglais, pas encore assez importante pour affronter la concurrence internationale. Et malgré les investissements massifs consentis ces dernières années, la France conserve de meilleurs services publics que nous.

**T. H.** *Pour quelles raisons une économie moderne interdirait-elle par nature de maintenir le niveau de droits sociaux acquis après-guerre alors que la Grande-Bretagne, notamment sa place financière, n'a jamais produit autant de richesses?*

**A. G.** Il est vrai que nous avons un problème fondamental d'inégalités. Le temps est venu de faire quelque chose à propos des riches, mais c'est un sujet à manier avec précaution, car nous ne voulons pas détruire d'emplois. L'un des grands projets du New Labour était de réduire de moitié la pauvreté des enfants, la pire qui soit, d'ici à 2010, et de l'éradiquer en 2020. Force est de constater que la promesse n'a pas été

tenue pour le moment. Dans le livre que je viens de signer à destination de Gordon Brown<sup>1</sup>, j'argumente en faveur de quelque chose d'assez proche de ce que vous connaissez en France, pour que les anciennes cotisations sociales du pour cent des contribuables les plus fortunés soient dirigées vers l'aide aux enfants pauvres.

En tout cas, s'il y a bien une chose à ne pas faire, c'est de revenir à une solution de la vieille gauche et d'augmenter la contribution des tranches supérieures des contribuables. Il faut faire très attention aux conséquences économiques de ce genre de convictions morales. Si le gouvernement n'a pas fait grand-chose en direction des grands rentiers, c'est qu'il craignait qu'ils ne quittent le pays et ne délocalisent des emplois. L'inégalité est très complexe à traiter dans un marché globalisé. Tous ensemble, nous devons nous pencher à nouveau sur cette question et trouver de nouvelles idées.

**T. H.** *Dans quelles directions pensez-vous qu'il faille s'orienter?*

**A. G.** Partir de l'état de l'enfance me semble fécond. Les pays scandinaves ont, par exemple, limité les inégalités non pas en collant à des prescriptions sociales-démocrates traditionnelles, mais en innovant. L'une des choses qu'ils ont faites a été de réformer leur système de retraite afin de pouvoir investir beaucoup plus en direction de la petite enfance. En France, cette réforme est loin d'être achevée. Vous n'investissez pas assez en faveur des nouvelles générations, et trop pour les anciennes.

L'État-providence traditionnel était fondé sur le principe : « S'il vous arrive malheur, on recolle les morceaux. » Si vous perdiez votre emploi, l'État vous accordait des avantages, si vous étiez mère célibataire, l'État vous accordait des avantages ; quand vous vieillissiez, il vous versait une retraite. Dans ce monde compétitif, rapide, mouvant, il ne faut plus trop investir dans les anciennes missions de l'État-providence. Désormais, il est crucial de concentrer les efforts vers la formation, l'enfance. Il conviendrait aussi de supprimer l'âge officiel du départ à la retraite ; pour moi, il devrait être autorisé de travailler aussi longtemps qu'on le désire, et de se retirer également quand on le souhaite.

Il faut, en fait, redéfinir tout le système de protection sociale pour se conformer au nouveau monde qui nous est donné. Politiquement, cela veut dire aller vers le centre ; si la gauche ne comprend pas cela, elle ne gagnera nulle part.

**T. H.** *Vous décrivez là une politique très tournée vers les vœux des marchés...*



**A. G.** Pas vraiment; je crois qu'il faut reconnaître que les entreprises créent la richesse, et que, sans innovation, le système économique ne génère pas d'emplois. Nous avons besoin des entreprises pour atteindre le plein-emploi, car nous ne savons pas comment l'État pourrait le créer lui-même. Mais nous savons qu'il peut y contribuer indirectement en améliorant la formation, l'éducation, le cadre de régulation du commerce, qui doit maintenant absolument intégrer l'exigence environnementale. Un marché parfaitement libre n'est pas bon. La responsabilité environnementale pourrait être un moyen de retrouver un monde économique plus responsable dans son ensemble. À mon avis, le changement climatique sera le souci majeur des politiques contemporaines : il exigera des changements de style de vie, on ne parlera alors plus de la désagrégation de l'État-providence traditionnel, croyez-moi. En 2050, il est fort possible que la marche du monde soit rythmée par les conflits liés à ce problème. Pour l'avenir de nos enfants, il est capital que les politiques modernes placent la préoccupation environnementale au centre de leur action plutôt que de simplement s'accrocher à l'idée classique de justice sociale et de ne pas en démordre. Il s'agit du principal ajustement à opérer; il est difficile mais il doit être effectué.

**T. H.** *Quel regard portez-vous sur la gauche européenne, et française en particulier?*

**A. G.** La gauche européenne n'est pas en bonne forme. Une part considérable des gouvernements de centre gauche a perdu le pouvoir, sans avoir toujours accompli un travail merveilleux, comme en Italie. La Scandinavie, terre natale de la social-démocratie, est passée à droite. La gauche ne réalise donc pas de grandes performances en Europe.

En France se produit une bataille autour de la révision de sa doctrine. Vous avez encore une gauche anti-globalisation; il n'y a vraiment là aucun futur. Si vous voulez tout bloquer, cherchez à tout prix à préserver le système d'assistance sociale, et c'est l'impasse garantie pour le pays. Sarkozy veut engager des réformes cruciales, et il a raison : si vous ne réformez pas rapidement votre marché du travail et l'État, la France ne sera pas viable dans la compétition internationale. Ségolène Royal a très justement attiré l'attention sur la justice sociale et sur la diversité, mais où était son programme économique? Tout ce qu'elle préconisait impliquait des dépenses publiques supplémentaires de la part d'un État qui n'a déjà plus d'argent. Je pense toujours que vous avez besoin d'une coalition entre la gauche et le centre qui intégrerait les deux paramètres, à la manière de ce qu'ont fait les Scandinaves : s'efforcer de créer une économie compétitive sur le marché

global avec un haut taux d'emploi, c'est-à-dire le moyen de générer les ressources à consacrer à un véritable système de bien-être, mais seulement là où la réforme s'est faite pour favoriser l'emploi, et plus seulement pour aider les gens à se tirer d'affaire. Le système de protection classique ne fonctionne pas dans les conditions contemporaines.

Cela dit, la gauche française doit trouver une politique propre, pas un modèle dans un autre État. Ce n'est jamais bon de prendre un autre pays pour modèle à mon avis, même s'il s'agit des pays scandinaves. Cherchez quelles politiques pourraient fonctionner dans le contexte français.

**T. H.** *Et comment jugez-vous les réformes engagées par la gauche latino-américaine, plus interventionniste et étatisiste?*

**A. G.** Selon moi, le pays qui a agi pour le mieux en Amérique latine est le Chili. Il a réformé sa gouvernance de gauche, et Ricardo Lagos à son tour a fait un excellent travail malgré les nombreuses difficultés inhérentes à ce pays. Les gens qui vivaient dans la pauvreté ont vu leur situation s'améliorer, et une économie assez compétitive a été mise sur pied.

Pour ce qui est de Lula, il lui est presque impossible de réussir au Brésil : ce pays accuse les plus grandes inégalités. Quant à Chavez, Morales et Castro, je n'arrive pas à penser à eux comme au futur de la gauche, même avec la meilleure volonté du monde. Si vous examinez les statistiques économiques, il s'avère qu'il y a plus de pauvres maintenant au Venezuela que quand Chavez a pris le pouvoir. Je n'ai donc pas beaucoup de sympathie pour eux.

**T. H.** *Les chiffres de l'Institut national des statistiques montrent pourtant que la pauvreté y a été ramenée de 43 à 38 %. Et environ deux millions d'illettrés ont été alphabétisés.*

**A. G.** Pas d'après les statistiques que j'ai consultées. Le temps des dictateurs populistes latino-américains est révolu, et ceux-là échoueront.

**T. H.** *Dans Le Nouveau Modèle européen, vous affirmez que l'Europe ne pourra jamais devenir une fédération, pas plus d'ailleurs qu'une association d'États-nations. Vous vous prononcez pour une « Europe délibérative »; quelle forme d'organisation politique cela recouvre-t-il?*

**A. G.** L'ancienne division entre fédéralisme et nations est morte. Nous avons désormais besoin en Europe d'un gouvernail, d'institutions et d'une administration plus efficace. Le traité européen va en ce sens, mais pas encore assez. L'Europe est la seule façon de résoudre des

problèmes globaux communs aux Européens. Je souhaite ardemment plus d'Europe, à la différence de mes compatriotes! À leur décharge, il faut reconnaître que les politiciens, ici, sont loin de promouvoir cette idée. Ils cherchent constamment à minimiser la moindre directive. En ce moment, par exemple, ils répètent à l'envi que le traité ne fera pas de différence. Or c'est parfaitement faux : il apportera des changements positifs. Nous avons besoin d'un représentant de notre politique étrangère commune pour négocier avec la Russie et les autres puissances. Cette histoire de traité simplifié sera délicate pour le gouvernement Brown, la pression est très forte en faveur d'un référendum.

**T.H.** *Pour éviter délocalisations et concurrence déloyale, une forme de protectionnisme européen qui taxerait les produits importés de pays qui ne respectent pas certaines normes sociales ou environnementales vous paraît-elle envisageable?*

**A.G.** Je suis opposé au protectionnisme, parce qu'il est toujours double. Vous ne pouvez pas adopter de position protectionniste sur l'économie européenne sans que nos partenaires limitent ce sur quoi vous pouvez commercer avec eux. Par principe, j'estime qu'une économie concurrentielle, même si elle demande à être régulée, est le mécanisme de la prospérité. L'UE a bien agi en matière de politique antitrust en s'opposant à Microsoft. D'un autre côté, je ne suis pas spécialement favorable aux « champions nationaux », au moment où les compagnies sont pour la plupart globalisées et qu'elles emploient tant d'étrangers de par le monde. Cependant, il doit y avoir des limites à ce que peut faire ou retirer d'un pays une entreprise. La difficulté consiste à les déterminer. Par exemple, le football anglais est aujourd'hui pratiquement entière-

ment détenu par des propriétaires étrangers. Est-ce convenable? C'est pour le moins discutable. Je ne suis pas un thuriféraire du marché totalement libre. La question est de trouver un équilibre entre la régulation et la prospérité que génère la compétition. La directive européenne sur les services rejetée par les peuples est la parfaite illustration de ce dilemme, pas très bien résolu en l'espèce : il aurait fallu que davantage de compétition soit permise entre les entreprises européennes.

En tout cas, ces contradictions ne sauraient être résolues par le retour à une position protectionniste traditionnelle. L'une des raisons pour lesquelles il faut modifier le système d'assistance, c'est que, dans les économies modernes, il y a un taux de perte de 20 % des emplois. Leur destruction est un signe de prospérité. Un système de protection qui permette aux salariés de se confronter au changement en un sens profitable est donc nécessaire. Plus on permet aux gens de se retrancher dans leurs emplois, plus on menace la prospérité globale de l'économie. Voilà des paramètres structurels qu'il nous faut affronter sereinement, et non pas remettre à plus tard. ●

*Traduit de l'anglais par T.H.*

#### BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE

- Le Nouveau Modèle européen*, Hachette Littératures, Paris, 2007.  
*La Constitution de la société*, Presses universitaires de France, Paris, 2005.  
*La Transformation de l'intimité. Sexualité, amour et érotisme dans les sociétés modernes*, Éditions du Rouergue, 2004.  
*La Troisième Voie. Le renouveau de la social-démocratie*, Le Seuil, Paris, 2002.  
*Capitalism and Modern Social Theory. An Analysis of the Writings of Marx, Durkheim and Max Weber*. Cambridge University Press, Cambridge, 1971.

1. *Over to You, Mr Brown. How Labour Can Win Again*, Blackwell Publishers, 2007.





# MASSE CRITIQUE ET NOUVEAU SUJET POLITIQUE

FAUSTO BERTINOTTI\*

La gauche en Europe se trouve aujourd'hui devant le défi qui est peut-être le plus difficile de son histoire : celui de son existence politique<sup>1</sup>. Il ne s'agit pas seulement, comme ce fut déjà le cas plusieurs fois dans le passé, du risque de la défaite, de la désagrégation, d'une douloureuse bien que provisoire réduction de sa force : ce qui se dessine à l'horizon est un véritable déclin. Cette fois-ci, l'urgence de fournir une réponse est vraiment catégorique : nous n'avons pas devant nous de longs délais de réflexion et nous n'avons pas de certitudes quant aux instruments à utiliser. C'est un peu comme quand on doit courir et en même temps chercher son chemin et qu'à la fin on risque de ne pas le trouver. Si ça se terminait ainsi, l'issue serait dramatique : l'héritage du mouvement ouvrier du XX<sup>e</sup> siècle en sortirait, tout simplement, supprimé. C'est-à-dire que de la politique disparaîtraient le discours sur l'égalité, la critique « structurelle » du capitalisme et du modèle patriarcal qui engendrent l'aliénation, le caractère concret de la condition sociale et sexuelle de l'individu au-delà de la « citoyenneté », l'idée de liberté comme libération, préconisée par Marx dans *La Question juive*, bref, tout ce qui a consenti à la politique même, au siècle dernier, d'atteindre son point culminant, celui de se fixer comme objectif la transformation radicale de la société (la révolution), mais aussi l'exercice d'une démocratie avancée, vivifiée par l'« irruption des masses » et par leur protagonisme concret. La défaite du XX<sup>e</sup> siècle l'a frappée durement, mais n'en a pas tué les raisons. Aujourd'hui, elle est vraiment à risque ici (en Europe) et maintenant (au XXI<sup>e</sup> siècle). Si cette politique meurt, c'est la Politique qui meurt.

**UN DÉFI DRAMATIQUE** Il est bien difficile d'imaginer l'issue de ce processus, étant donné le caractère rapide, voire tumultueux, des changements en cours et l'instabilité croissante des rapports internationaux (encore aujourd'hui

d'hui dominés par l'escalade guerres-terrorisme, mais aussi par le choc latent entre les différentes « locomotives du développement » qui, par ailleurs, sont en train de déménager d'un bout à l'autre du monde, en changeant la géographie économique). L'escalade guerre-terrorisme continue à produire directement et indirectement un grand nombre de massacres et de tragédies. Ce qui se passe en Palestine est la démonstration dramatique de ce qui peut se produire quand la politique est mise en échec.

D'ailleurs, dans cette transition turbulente et chaotique, un nouvel *organicisme libéral* est en train de s'affirmer qui ronge à la racine la politique – c'est-à-dire, toute politique qui ne soit pas la simple projection d'un capitalisme totalisant, toujours plus omnivore et envahissant, et qui n'accepte pas la logique de l'entreprise et du marché en tant que paradigme supra-ordinateur non seulement de l'économie et des relations sociales, mais de la gouvernance même de la « chose publique ». Voilà la véritable nouveauté de cette phase : la formation d'une hypothèse *a-démocratique* de domination qui dissout les bases mêmes de la dialectique politique de la modernité, telle la différenciation entre la droite et la gauche, et qui fait que l'entreprise soit le centre de l'« intérêt général » et œuvre à la passivisation – politique, sociale et culturelle – des masses en tant qu'instrument authentique et privilégié de la stabilité. La crise de civilisation devient le plus fort allié de ce projet. Le désordre, la diffusion de la violence dans la société et dans la vie de tous les jours, et ainsi la peur et l'insécurité de masse : ce sont là les « réalités tangibles », qui deviennent aussi contextuellement de puissantes armes idéologiques, sur lesquelles on fait pression pour exclure de la politique (et des institutions) le conflit social et de classe, le réduire à un fait marginal ou obsolète, en affaiblir le sens et l'efficacité concrète. Ainsi les croissants appels à la sécurité, dans l'État central comme dans l'administration des collectivités locales, constituent l'autre revers de cet épuisement/étreintement progressif de la

\* Président de la Chambre des députés italienne.



démocratie : si l'exception tend à devenir la règle, si l'« état d'urgence » devient la condition permanente, si les espaces de liberté se réduisent, le devoir prioritaire – le plus fort – de la *res publica* devient aussi et surtout, sinon exclusivement, l'action répressive et le maintien de l'ordre.

**UNE NOUVELLE CHANCE À GAUCHE** Si tel est l'enjeu, le devoir prioritaire, en Italie et en Europe, ne peut qu'être la lutte contre l'uniformisation, c'est-à-dire la nécessité « absolue » d'essayer de ne pas abandonner la partie, de préserver l'espace d'une politique de transformation, d'alimenter la vitalité d'une proposition d'alternative. Voici la dimension propre de celle que, dans la dialectique entre « deux gauches » qui se développent comme deux grandes tendances générales, nous avons appelé gauche alternative ; ces deux gauches constituent aussi deux réponses différentes aux défaites du *XX<sup>e</sup>* siècle (abandon des raisons historiques qui ont animé les luttes du mouvement ouvrier au cours du siècle, ou bien résistance/existence et nouvelle actualité de ces raisons). Mais il ne s'agissait pas et il ne s'agit pas, pas le moins du monde, de la énième réédition de la dialectique « réformistes/révolutionnaires ». Les frontières entre les différentes gauches sont forcément marquées par le constat que le *XX<sup>e</sup>* siècle est achevé et par la naissance des mouvements critiques vis-à-vis de la mondialisation capitaliste. Quand ces deux gauches (d'où l'ouverture de nouveaux défis) sont réelles, la possibilité pour la gauche d'alternative de sortir de la minorité et d'influencer l'orientation des formations de centre gauche est plus grande. Le risque est, en revanche, l'absence de la gauche : c'est-à-dire, d'une part, une gauche désormais sans sa propre classe mais avec les votes, d'autre part, de nombreuses gauches divisées à la recherche de leur base de classe mais sans votes (et sans capacité de représentation). Toutefois, aujourd'hui, en Italie, une nouvelle possibilité-nécessité se présente. L'occasion est représentée par le détachement d'une composante réformatrice par rapport à la perspective de sa dissolution au sein d'une formation libérale-démocrate. Une nouveauté qui redonne une chance à toutes les forces de la gauche alternative : la chance de l'unité, afin de réaliser la masse critique nécessaire à garantir l'efficacité de l'action et ainsi recueillir un besoin diffus (bien que peu défini) chez les mouvements, chez la société, chez l'opinion de gauche. Le problème, certes, non seulement n'est pas nouveau, mais il s'est présenté continuellement, aussi lors des dernières années et toujours en termes différents. Après Gênes, la voie vers une nouvelle et « vertueuse » relation entre parti et mouvement a été expérimentée et lancée : une expérience qu'il ne faut ni perdre ni écarter. Une leçon positive

qui demeure vivante, mais qui toutefois n'est pas la solution. Le bond en avant, inédit, qui était nécessaire et peut-être possible n'a pas réussi – et il faudra bien en étudier attentivement les raisons. En l'absence de ce bond, nous sommes témoins d'une régression des mouvements ainsi que de la représentation politique. La récente situation française est là pour en témoigner.

**LA LEÇON FRANÇAISE** La France est la preuve évidente d'une possibilité qui naît dans les mouvements, mais aussi du fait qu'un processus politique raté engendre un reflux. Lors de l'opposition au traité de la Constitution européenne, un mouvement de protestation bien caractéristique (antilibéral) s'est développé ; il s'agissait d'un mouvement fondé sur une pratique sociale et des contenus (le *non* à la directive Bolkenstein) qui annonçaient la naissance d'un nouvel européisme de gauche et de peuple. Quand l'élection présidentielle et le renouvellement des assemblées législatives ont fait irruption sur la scène politique, c'est-à-dire quand les problèmes qui concernent la représentation, les alliances politiques et le gouvernement se sont posés, le défi n'a pas été relevé. Sarkozy gagne, la gauche se disperse, le mouvement se divise – et la situation socio-politique dans sa totalité subit une régression. Pourquoi ? Parce qu'il est vrai que, aussi dans un milieu fortement marqué par la puissance des forces du système et des cultures dominantes, peuvent naître des possibilités de victoire des mouvements et, même, d'un passage des mouvements au mouvement, ce qui détermine des conditions favorables, aussi par rapport à leur « suppléance » politique. Mais il est aussi vrai que la phase de croissance, qui peut être aussi impétueuse si un processus politique qui lui répond de gauche n'intervient pas, cède le terrain à son contraire. La porte retourne sur ses gonds, et de cette situation peut émerger, même, une organisation politique d'ensemble plus fonctionnelle au capital, avec l'ouverture d'une nouvelle étape de la crise politique et du rapport entre les gauches et les populations.

On peut dire, certes, que la France et l'Italie sont des pays très différents, vu leurs contextes sociaux et de développement, leurs systèmes électoraux, la « géographie » même de leurs gauches. Toutes des différences qui sont certainement évidentes. Mais pouvons-nous en conclure que, dans une Europe qui se pose toujours plus comme la scène authentique de la politique, la situation en France ne nous concerne pas de près ? Et que celle-ci ne nous propose pas une « leçon » assez proche du traditionnel *de te fabula narratur* ?

En France, la participation au vote lors de l'élection présidentielle fut de 84,5 % (même si la participation au vote s'est révélée très différente aux élections législatives, de même que différent fut le vote ouvrier). Ce



niveau de participation à l'élection présidentielle, donc, nous rappelle l'importance que continue à revêtir pour la grande majorité de la population l'exercice de la démocratie représentative, en particulier à l'occasion d'un conflit fortement polarisé. Cette situation nous rappelle aussi (la constatation n'est plus si banale à gauche) le poids que revêt dans la politique au sens général, encore aujourd'hui, la contraposition portant sur la représentation politique au cœur des institutions. Le combat s'est entièrement concentré sur le clivage gauche-droite, apparemment dans un contexte de très forte radicalisation, mais tout à fait « dé-socialisé » – au cours de ces années, la pensée unique a fait son chemin, et la gauche qui en appelle au vote utile, pour gagner, ne sait pas parler à la condition sociale des électeurs. Le symbolique triomphe, et à l'intérieur de l'univers symbolique prévaut non pas une « abstraction déterminée » mais une abstraction indéterminée, vague – une *generizzazione* (réduction au générique), telle l'aurait définie Gramsci. Finalement, c'est une idée de la France qui l'emporte. La droite gagne parce qu'elle propose, non pas un manifeste libéral, mais une idée de la France très aisément reconnaissable – une mauvaise idée, il est vrai, mais une idée capable d'unifier, au moins dans cette phase, différentes cultures de droite (nationalisme, néoconservatisme, sécuritarisme). La droite a ainsi réussi à surmonter la « loi du pendule » : malgré le fait qu'elle sorte de cinq années au gouvernement, malgré le fait que tous ses gouvernements aient jusqu'ici perdu lors des récentes élections en France, la droite de Sarkozy s'est présentée comme une force « nouvelle », orientée vers le futur. Les socialistes perdent les élections, malgré la tentative de Ségolène Royal de les rassembler sur des bases novatrices (une femme, une image nouvelle, une capacité différente d'écoute, un peu de populisme doux, et ainsi de suite). Les socialistes perdent la bataille, pour ainsi dire, pour une raison de fond : ni la récupération du vote ouvrier (et des banlieues), en majorité motivé par le *tout sauf Sarkozy*, ni le vote utile suffisent comme instrument pour élargir le consensus. En fait, c'est une *crise d'hégémonie* qui se produit : il n'existe pas d'idée réellement différente de société, il n'y a pas de référence à des acteurs sociaux qui sont élevés concrètement ou, au moins symboliquement, au statut de porteurs d'un discours convaincant sur l'égalité (ou, du moins, sur le terrain de la lutte contre les inégalités).

En même temps, le « vote utile » lamine les gauches d'alternative qui étaient divisées entre elles. La gauche radicale perd l'élan gagnant du non au traité européen, n'est pas capable de réaliser un rassemblement unitaire et se désarticule. Un leader prestigieux, ou une grande tradition politique, ou une force organisée ou encore

la générosité du travail de tant de militantes et militants lors d'expériences aussi importantes qu'elles puissent être, ne peuvent substituer un projet politique. Ainsi, un renfermement identitaire qui condamne cette gauche à la minorité se produit. Mais la défaite n'est pas seulement électorale. La gauche majoritaire perd la raison d'être de son existence, l'autre gauche se fragmente en de petits partis. Il s'agit d'une crise qui se présente de manière analogue partout en Europe – et en Italie, d'une certaine façon, elle prend le nom de « question septentrionale ».

Le nord de l'Italie représente la frontière de l'innovation capitaliste européenne : si tu es en danger ici en tant que gauche et gauche d'alternative, le risque est grand pour l'avenir. C'est ainsi que le récent test électoral lors des dernières élections administratives représente un signal d'alarme très sérieux, qui nous reconduit aux thèmes fondamentaux du futur de la gauche et du rapport entre la gauche et la société, entre la représentation et les mouvements, entre la représentation et le conflit.

Si l'on compare, toutes différences gardées, le vote obtenu en France et celui obtenu dans le nord de l'Italie, on constate une certaine disposition à voter du gros des électeurs. La crise de la politique ou de sa crédibilité n'assume pas la forme généralisée et stable, ici et là, de l'abstentionnisme, mais elle redéfinit le rapport de la masse (des électeurs) avec les élections (et les institutions représentatives) sur deux lignes : la première, le long de l'axe droite-gauche ; la seconde, sur la polarité haut/bas. La première ligne répond, dans la mesure du possible, à la « nécessité » du conflit politique ; par contre, la seconde reflète une critique en partant du bas au système politique dans son ensemble. Le fait que le vote populaire se concentre dans un camp plutôt que dans l'autre dépend de nombreux facteurs. Mais un fait semble prévaloir sur tout. Quand les gauches sont à l'opposition et que l'adversaire en présence est tellement menaçant pour la coalition populaire qu'il soulève une véritable alarme (autour du cri *tout sauf Sarkozy*), le vote ouvrier et populaire se replace à gauche. Mais, quand la gauche est au pouvoir, la désaffection porte le vote populaire vers le conflit avec le système politique tout entier, et le vote oscille entre l'abstention et la protestation. Si l'on ne réussit pas à couper, dans son fondement, cette tendance, la fracture entre la représentation et les mouvements est destinée à se figer, mettant ainsi à risque l'existence même de la gauche.

**LE PIÈGE NÉO-BOURGEOIS** Les attentes qui se sont développées chez les classes dirigeantes de tous les pays européens dans le dessein d'établir une gouvernance stable (objectif fort difficile à atteindre dans ce cadre de poli-

tiques économiques et sociales) ont été d'empêcher aux gauches de classe et/ou critiques de jouer un rôle actif quelconque dans les processus politiques. Le piège est réel. L'objectif que les acteurs néo-bourgeois ont en commun est l'expulsion du Politique de la politique. Le caractère totalisant du nouveau capitalisme imprègne la politique. En Italie, le discours du président de *Confindustria* (Confédération nationale du patronat) lors de l'assemblée annuelle en est la pointe de l'iceberg. Il est inutile de savoir de combien de voix ce président dispose ou de savoir s'il se portera candidat aux prochaines élections ; il vaut mieux lire sur quoi il fonde la prétention de *Confindustria* à effacer de la politique les catégories de gauche et de droite. Ce serait, dit-il, à partir d'un supposé caractère paradigmatique de l'entreprise, perçue non plus comme un simple ensemble organisateur de la production et comme agent économique, mais comme le modèle de l'organisation tout entière de l'économie et de la société. C'est la neutralité présumée de son paradigme qui veut prendre la place de la politique, parce qu'ainsi celle-ci serait condamnée à l'inutilité (donc, à la fin, nuisible). Le but caché derrière cette hypothèse est que, finalement, l'entreprise gouverne la société. Simultanément, en niant à la politique toute possibilité de choisir parmi différentes options de société, parmi différents rapports sociaux possibles qui la définissent, parmi différentes compositions sociales de classes dirigeantes, on expulse de celle-ci le cœur qui a redéfini le Politique dans la modernité, donc on la condamne à l'inutilité. Dans ce qui reste de la politique, en somme, tout deviendrait *centre* : ce ne serait qu'une politique de « nuances », dans ses différentes versions et dans un nombre indéfini de conformations possibles, y compris celle d'un « méta-centre » qui existerait sans même la nécessité d'un parti de centre à proprement parler. Le poids des systèmes politiques majoritaires penche déjà vers le centre et au centre, on court pour gagner une querelle qui, dans de nombreux pays européens, voit souvent les adversaires proches des 50 % des voix. Toutefois, cette course vers le centre est en réalité asymétrique. Celle-ci laisse la place à la naissance de puissantes opérations de droite qui, sous l'impulsion des processus matériels de réorganisation capitaliste des marchés et des entreprises, peuvent obtenir d'ambitieux quoique mauvais projets de société (Sarkozy, mais aussi Berlusconi). Le poids énorme de la dernière modernisation creuse des fossés et des gouffres toujours plus profonds dans la société. Les paysages connus deviennent inconnus, les protagonistes des grands événements collectifs ont été transformés en résistants, des cultures populaires qui se sont épanouies dans le rapport avec des projets politiques

de libération et avec les productions culturelles de haut niveau ont été abandonnées, le *nous* a laissé sa place au *moi*. Le déracinement de la gauche dans le nord du pays est l'issue dramatique de l'histoire du dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Les récents événements politiques doivent être placés là où ils sont, c'est-à-dire dans les causes à moyen et long terme, dans la dépolitisation imposée au conflit social, dans la formation de l'opinion publique produite par des agents ultra-modernes à l'intérieur d'une révolution passive. Le nord du pays est la frontière de l'innovation capitaliste européenne. Si tu es en danger ici en tant que gauche et gauche d'alternative, le risque est grand pour l'avenir.

**LES LIMITES DU CONFLIT SOCIAL ET SYNDICAL** Au fond, nous savons bien que ce sont les rapports sociaux qui vont résoudre la querelle. Aujourd'hui, le problème qui se pose à nos yeux, d'une façon immédiate et pressante, est l'ouverture d'un espace politique, bien plus, d'un espace public, dans lequel les sujets porteurs d'attitudes critiques, d'expériences et d'instances extra-marchandes puissent grandir, avoir des rapports entre eux et construire une perspective de changement. Pourrait-on viser, comme ce fut le cas par le passé, à une intensification du conflit ou à la *syndicalisation* de l'action politique ? Le fait est que la lutte sociale, en particulier celle qui concerne le travail, se révèle aujourd'hui enfermée dans la longue révolution passive qui a pénétré une grande partie de ses institutions. De manière plus générale, les limites de chaque initiative revenant à des positions du type « plus un » sont évidentes, même si elles sont liées à des raisons matérielles fondées et concrètes. En bref, le cadre des compatibilités, le lien extérieur, quand bien même fortement idéologisé et inacceptable, pèse beaucoup, parce que la difficile opération politique et culturelle faite par les classes dirigeantes attribuée à une réalité partielle et modifiable le statut d'un cadre qui, à l'apparence, ne peut être modifié. Aucune politique, même si elle se retranchait dans un « bon économisme », ne pourrait réussir. En d'autres termes, la question de l'hégémonie n'a jamais été si dramatique, si politiquement et si socialement décisive.

Donc, la renaissance d'un conflit capable de produire le changement et la formation d'un sentiment critique commun (bien que cette définition puisse apparaître contradictoire) vont désormais de pair. Dans le vide où se déroule une bataille sur cette frontière, le couple ami-enemi devance aussi bien celui du conflit de classes que celui entre la droite et la gauche, poussant la politique en dehors du centre de la querelle de société et rendant fort difficile le lien solide, bien que respectueux de l'autonomie réciproque, entre l'expérience des mouvements et une représentation politique de la gauche.



**LA NÉCESSITÉ DE « CHANGER DE PAS »** Or, quel changement de pas cette situation propose-t-elle à la gauche d'alternative ? En premier lieu, celui de la construction, justement dans la phase présente et pour faire face à ces défis, d'une masse critique à même d'atteindre le but. On ne peut pas s'en passer, j'en suis convaincu, si on veut vraiment œuvrer pour la renaissance du conflit de transformation et la formation contextuelle d'une culture critique de masse. Je reste aussi convaincu que, sans l'expérience d'un parti de la Refondation communiste (PRC) reconstruit à partir de sa propre refondation culturelle, des ruptures douloureuses avec son histoire et de l'ouverture aux mouvements et aux autres cultures critiques, l'exploit serait impossible. Et le même signe de l'unité que l'on proposerait serait totalement différent, et essentiellement muet par rapport au thème de la transformation. Mais, aujourd'hui, sans une subjectivité unitaire et plurielle de l'ensemble de la gauche d'alternative, il demeure impossible de rassembler la masse critique nécessaire. Et on s'y égare. Il est temps que la rivière (les rivières) se jette(nt) dans le lac. La recherche d'une tendance devra être poursuivie, elle devra se confronter avec d'autres tendances, assembler les « tesselles » communes de la mosaïque et poursuivre le chemin d'une manière plus courageuse et plus radicale. Mais il faut un fait nouveau dans la politique à gauche, dans la gauche d'alternative. Il s'agit de susciter cet enthousiasme « qui est en fin de compte la méthode pédagogique la plus ancienne », comme nous le rappelle Franco Piperno dans son *Lo spettacolo cosmico (Le Spectacle cosmique)*.

Il serait trompeur de se demander aujourd'hui comment sera le sujet politique unitaire et pluriel de la gauche d'alternative : ce sera le processus de participation démocratique qui doit naître de la proposition qui en décidera. On ne peut pas mettre de côté, ou abandonner, la critique aux formes de la politique tandis que l'on met en place le nouveau : le *comment* doit être mis à la disposition des protagonistes du processus, ceux qui sont déjà organisés en partis et en associations et ceux qui ne se sont pas encore organisés. Un processus unitaire réel comporte, d'un côté, effort et apprentissage, d'un autre, un conflit ouvert entre des différentes thèses et la recherche ouverte de la médiation. Il comporte surtout de la capacité de faire émerger les protagonistes de la nouvelle saison, dans une période marquée par quelques importantes nouveautés politiques à gauche.

La première est représentée par le *Partito democratico* (Parti démocrate – PD). La naissance du PD redéfinit la place stratégique de la principale formation réformiste de notre pays : dans le profil du leader mais aussi dans le discours que Walter Veltroni a prononcé à la fin

de juin à Turin, la proximité de la culture politique nord-américaine est évidente. De manière plus générale, sa séparation de la tradition politique européenne, en particulier de l'histoire sociale-démocrate, est bien évidente dans cette nouvelle formation. Il ne s'agit pas d'une anomalie, de la dernière bizarrerie que connaît la politique italienne. La tendance libérale-sociale, qui prévaut dans les formations de centre gauche des différents pays européens, après la fin de la troisième voie de l'école anglo-saxonne, avec la défaite de Schröder en Allemagne et la sortie de scène de Blair au Royaume-Uni, voit aujourd'hui la naissance d'une nouvelle version de ce courant politique, cette fois au cœur de l'Europe latine, sur l'axe franco-italien de Ségolène Royal et de Walter Veltroni. Celle-ci marque, sur le même axe politique et culturel, aussi bien la naissance du Parti démocrate en Italie que du nouveau PS en France.

Le refus de cette issue du processus commencé à la *Bolognina* (qui n'était d'ailleurs en rien tenue pour acquise) a fait en sorte qu'une partie importante des démocrates de gauche (DS), au nom d'un discours socialiste, s'est replacée en dehors du Parti démocrate, à gauche : donc, une partie importante de la culture réformiste des dernières décennies a brisé le monolithisme du parcours et s'est placée nettement à gauche. C'est un fait nouveau et important. Au même moment, le SDI (Socialistes démocratiques italiens), mais avec des motivations différentes, se détourne et refuse d'entrer dans le Parti démocrate ; avec l'aide de forces politiquement proches et provenant de la diaspora socialiste, le SDI vise à amorcer le processus constituant d'une formation socialiste. Une expérience qu'il faut regarder avec intérêt et esprit de dialogue, comme d'ailleurs à la dialectique au sein du Parti démocrate, mais fort éloignée du terrain sur lequel, en rapport avec le mouvement de critique de la mondialisation, les forces d'alternative se sont organisées. Mais c'est exactement sur ce terrain qu'il faut mettre à profit la nouveauté, saisissant l'occasion pour faire naître une opération politique de réorganisation globale.

Donc, une possibilité qui ne peut être perdue se présente. Sur la même scène, mais à une autre époque et sur une hypothèse politique différente, s'est élaboré le projet d'une refondation communiste fondée sur la révision de sa culture politique et sur un rapport inédit avec le mouvement des mouvements. Cette hypothèse, dans sa plus haute aspiration, s'est brisée sur les dynamiques prises par le rapport entre la politique et les mouvements, sur les mouvements internes au mouvement et sur le passage du gouvernement. Celle-ci est encore vivante comme recherche stratégique, tandis que l'expérience, en Europe et en Italie, du Parti de la

gauche européenne continue à se révéler prometteuse, comme le démontre la naissance en Allemagne de Die Linke, la nouvelle formation politique qui, pour la première fois, prend forme et vit comme une expérience nationale et de masse à gauche de la social-démocratie allemande. En Italie, elle a fait un pas en avant significatif avec la Sinistra Europea (Gauche européenne) qui a mis en relation organique entre elles, d'abord lors de sa construction ensuite lors de sa constitution, des expériences, des histoires et des cultures différentes qui aujourd'hui trouvent leur place dans une organisation politique qui dépasse de manière concrète et féconde le PRC, en valorisant son histoire comme toutes les autres histoires dans le travail politique commun. Aujourd'hui, devant la nouvelle donne à gauche, à savoir la naissance de la Sinistra Democratica (Gauche démocrate), et devant la nécessité historique déterminée par le risque de la disparition en Europe d'une gauche protagoniste de la politique, ce patrimoine doit être engagé dans un nouveau processus unitaire capable de toucher le domaine tout entier des forces d'alternative. L'Italie, la France et l'Allemagne se trouvent devant le même problème. Celui-ci, en tout cas, ne peut certes être obscurci par les différentes composantes européennes : les frontières entre la GUE, le PS européen ou les autres « internationales » ne sont pas des cloisons étanches, au contraire celles-ci peuvent être forcées devant des mouvements réels et supranationaux. Tel fut le cas lors de la directive Bolkenstein. De toute manière, ce ne sont pas ces composantes qui peuvent empêcher l'existence de processus inédits et unitaires à gauche.

**IDENTITÉ ET CONTENUS. POUR UNE NOUVELLE CONSTITUANTE** En tout cas, il existe déjà dans les pays européens un périmètre actif sur lequel construire une subjectivité politique unitaire et plurielle, capable de faire vivre la gauche d'alternative. Celui-ci se fonde sur les grands clivages qui se sont affirmés dans la pratique de ces dernières années et qui permettent de refuser des murs artificiels aussi bien vis-à-vis des composantes les plus radicales qu'à l'égard des composantes les plus modérées des mouvements. Le non à la guerre et au terrorisme, avant tout, à la spirale de violence et de mort (de mort de la politique aussi) n'est pas seulement une négation, bien que fondamentale ; sur celle-ci s'est développé, et peut encore se développer, un cheminement qui peut formuler le message du désarmement, d'un positionnement géopolitique néo-neutre de l'Europe dans un monde multipolaire, d'une politique active pour la paix, qui peut se nourrir d'une option politico-culturelle nette et créatrice d'un nouvel horizon pour la gauche : la non-violence. Le non aux politiques néolibérales a été le résultat d'une résistance sociale et poli-

tique capable de s'entrelacer (et nous savons avec combien de limites et d'inadéquations éclatantes même à gauche et dans les mouvements) avec la croissance d'expériences et de mouvements dont les objectifs se sont heurtés à la suprématie du marché, et ont déposé une sorte d'« accumulation originaires » du changement possible. Ce sont là les grands « non » sur lesquels a pris forme l'idée qu' *un autre monde est possible*, qui n'a jamais retenti seulement comme un slogan, même si elle n'a pas encore réussi à s'affirmer comme une politique. À la crise de la démocratie et à un processus de formation de la volonté politique sans souveraineté populaire s'est peu à peu opposée la participation démocratique comme instance et comme première expérience sur le terrain, partant du bilan participé aux assemblées des travailleurs et des mouvements, à la valeur du contrat de travail jusqu'aux nombreux réseaux qui se sont constitués au sein de la société. L'autonomie des mouvements, le refus de la conception du gouvernement ami, l'autonomie du parti pour un projet de société future sont des intuitions, des fragments d'élaboration qui sont également apparus – aussi précieusement qu'incomplètement – devant la perspective de gouvernement qui s'est formée en Italie à l'intérieur d'une conjoncture politique qui l'a rendue nécessaire. Une perspective, du reste, celle de la participation au gouvernement, qui pour les forces d'alternative se propose, dans l'Europe d'aujourd'hui, comme une possibilité réelle et non certainement comme une obligation permanente.

C'est ici que se trouve le passage difficile qui doit être accompli : des grandes coordonnées de la paix, du refus des politiques néolibérales, de la participation démocratique à une politique capable de se poser le thème de la transition – de l'alternative de société. Toutefois, cet exploit est possible seulement si une gauche d'alternative comme sujet politique se forme et existe de manière permanente. Seule sa naissance peut changer un panorama politique qui, dans l'état actuel des choses, empêche le bond en avant et met en question son futur. L'américanisation de la politique en Europe est devenue un risque menaçant. Chaque renvoi d'une nouvelle initiative à gauche peut l'alimenter. Seule la perception lucide d'une nécessité historique et la capacité de saisir l'opportunité qui se présente permettent de rétablir de manière efficace le rapport entre la politique et la société, le conflit et les mouvements. On ne peut non plus se résigner à un néo-collatéralisme tendanciel des organisations sociales et des institutions de mouvement par rapport à l'acceptation ou au refus du gouvernement.

Lors de ce passage, il faut mettre à l'œuvre, dès le début du processus constituant du nouveau sujet, un





engagement large et partagé pour la définition d'un véritable programme fondamental. Dès aujourd'hui, tous les partis et toutes les formations politiques qui s'intéressent au projet, de même que les associations et les organisations sociales qui, même au sein de leur autonomie, peuvent choisir de construire un rapport positif avec ce processus, peuvent travailler à ce programme fondamental. Les centres sociaux, les lieux d'organisation de la société civile, les revues, les organisations culturelles, le milieu intellectuel peuvent être sollicités pour contribuer à réaliser une recherche qui, à travers le programme, un programme fondamental, parle du futur de la gauche. Un programme capable de travailler sur deux objectifs : la définition d'un nouveau compromis pour une organisation de l'économie et de la société compatibles socialement, écologiquement, démocratiquement et dans les droits des personnes et la remise à l'ordre du jour de la politique du thème de la transformation.

Donc, la proposition que nous nous avançons ici est une constituante du sujet unitaire et pluriel de la gauche d'alternative. Celle-ci, battant en brèche toute tentation politicienne, passe en premier lieu à travers le développement d'un discours avec et sur les mouvements : c'est un discours qui doit rencontrer le peuple de la rue, les travailleurs et les syndicats des contrats de travail, les communautés qui luttent sur le terrain, les mouvements sur les droits de la personne, les sujets critiques, la formation des cultures dans le peuple et les recherches des intellectuels et dans les savoirs. Le gouvernement, entendons-nous bien, est une variable dépendante, dans le futur, de la gauche d'alternative. Elle doit être poursuivie quand elle est nécessaire au futur du pays (en particulier lorsqu'elle est appréciée par la totalité du peuple de la gauche) et/ou quand sur celui-ci il est possible d'investir dans un projet de réforme de la société. Le rapport entre la politique du changement et les mouvements est, pour ainsi dire, une variable indépendante, dans le sens que la recherche d'un tel rapport est le nerf de chaque politique de transformation de la société. Mais, pour que celui-ci puisse réellement vivre, en dehors de chaque inutile (et à la fin nuisible) excommunication et d'une aussi inutile (et, finalement, également nuisible) acceptation absolue et acritique de tout conflit, on a besoin de la construction d'un projet de société, de réforme et de transformation. On a aussi besoin d'un sujet politique qui puisse intervenir et dialoguer sur la base d'une capacité conquise de rendre efficace son action, c'est-à-dire d'être crédible, non seulement parce qu'authentique (ce n'est pas cela qui nous manque), mais aussi parce qu'influent, incisif et capable de promouvoir des processus politiques et des résultats

concrets. Ici encore une urgence : l'urgence d'agir pour éviter que la gauche ne soit déracinée du pays et de l'Italie, et l'urgence d'agir parce qu'une perspective diverse peut être ouverte.

**CONCLUSION** Nous devons donc courir et, en même temps, chercher le chemin. Il existe des tâches qui peuvent être choisies seulement en partie, tellement la contrainte du contexte est forte. Tu peux le refuser, mais ainsi tu te condamnes. Tu dois donc le choisir si tu veux t'offrir un futur. Et tu peux le conquérir. La recherche de la refondation doit être poursuivie en travaillant sur la culture politique, sur la pratique, sur les formes d'organisation de la politique. La révision a déjà été lancée, on doit la continuer avec courage sans craindre l'innovation ultérieure : celle-ci est encore nécessaire, autant que le projet et la recherche autour de la transformation du capitalisme de la mondialisation ; c'est la recherche sur le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Celle-ci doit être menée sans dérobades, être comparée avec d'autres cultures politiques, avec d'autres subjectivités – toutes celles disponibles à construire ensemble le sujet politique de la gauche d'alternative. À rien ne sert d'y opposer la défense d'une identité statique. L'identité qui sert aussi bien à la recherche qu'à la construction de la gauche alternative est celle que nous avons déjà connue : c'est l'identité ouverte, celle qui se forme dans la refondation de la culture d'origine. Est-ce que notre identité était la même avant et après la rencontre avec le phénomène de la non-violence ? En réalité, la même construction du *qui sommes-nous*, du point de vue politique, doit répondre à une question : quelle doit être la politique d'une gauche d'alternative en Europe et son programme, quel doit être son rôle dans la reprise du discours sur la transformation. C'est pourquoi nous devons courir et, en même temps, chercher le chemin. ●

1. Traduction d'un article publié dans la revue *Alternative per il socialismo*, avec l'aimable autorisation de l'auteur.





# MODERNISATION OU RUPTURE ?

PHILIPPE MARLIÈRE\*

Apparue à l'extrême gauche du champ politique il y a plus d'un siècle, la social-démocratie a joué et continue de jouer un rôle fondamental en Europe. Reconvertie au fil des temps en force réformatrice modérée, pragmatique, elle demeure aujourd'hui la force politique dominante dans la gauche européenne. Parfois triomphante, plus souvent défaite, la social-démocratie a toujours su faire preuve d'une capacité de résistance et d'élasticité idéologique toutes les fois qu'elle a dû composer avec un environnement hostile.

Marxiste et révolutionnaire jusque dans l'entre-deux guerres, elle perd ensuite cette radicalité. La social-démocratie souhaitait réformer radicalement le capitalisme. En réalité, c'est davantage le capitalisme qui l'a réformée, assagie. Elle n'en a pas moins laissé une empreinte indélébile dans la civilisation européenne, en étant à l'origine du *Welfare State*, des institutions et des politiques sociales qui, dans une large mesure, ont subsisté jusqu'à nos jours.

Après un « âge d'or » qui place la social-démocratie au pouvoir dans de nombreux pays du nord de l'Europe (1945-1973), les forces sociales-démocrates subissent le contrecoup de la crise économique des années 1970 et d'une vague néolibérale conquérante qui part des États-Unis et qui atteint bientôt le continent européen via la Grande-Bretagne.

Face au défi posé par le capitalisme financier, la social-démocratie tergiverse et s'accommode peu à peu de ce nouvel ordre économique. Ses pourfendeurs vont jusqu'à l'accuser d'avoir renié ses idéaux de justice sociale et de solidarité. La social-démocratie est-elle en train de se rénover dans la continuité de sa tradition

et de ses valeurs ou, inversement, est-elle en train de s'en affranchir totalement ?

**L'« ÂGE D'OR » DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE (1945-1973)** Dans les trois décennies qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale, la social-démocratie européenne (il faut ici préciser du nord de l'Europe) connaît une période faste – un « âge d'or » selon l'expression convenue – marquée par des victoires électorales significatives et l'occupation du pouvoir. Le « modèle social-démocrate » s'impose aux forces conservatrices ou démocrates-chrétiennes en Europe. Le déclin progressif de ce modèle est exacerbé par le choc pétrolier de 1973 et par la crise économique qui s'ensuit. Ce cycle de domination politique et idéologique a reposé sur un nombre de facteurs organisationnels et politiques particuliers : une organisation de masse ; des liens étroits avec les syndicats ; la capacité à capter les suffrages d'une très large majorité de l'électorat ouvrier et d'une part croissante des voix des classes moyennes ; une position dominante, voire hégémonique, au sein de la gauche ; un statut de « parti de gouvernement naturel » ; une adhésion aux règles et à la philosophie des sociétés libérales-capitalistes (démocratie parlementaire, pluralisme politique, acceptation de l'économie de marché certes régulée par des institutions étatiques), l'établissement d'un *Welfare State* prenant en charge les activités sociales fondamentales (santé publique, éducation, transports, énergie, télécommunications) et la poursuite d'objectifs de justice sociale par le biais de politiques modérées, mais profondément réformatrices, reposant sur la recherche d'un compromis tripartite entre les employeurs, les syndicats et l'État. Il convient d'insister sur le fait que, pendant ces « Trente Glorieuses sociales-démocrates », peu de partis ont répondu à ce portrait idéal-typique. À l'exception du SAP suédois, l'ensemble des partis ont cumulé un nombre plus ou moins important de ces caractéristiques (le SPD allemand, le Parti travailliste britannique, le Parti socialiste belge ou le PvdA néerlandais).

\* Maître de conférences en science politique à l'University College London (université de Londres). Dernier ouvrage paru : *La Mémoire socialiste 1905-2007. Sociologie du souvenir politique en milieu partisan*, L'Harmattan, 2007.

Pendant ces trois décennies, les partis du sud (PS français, espagnol, grec, italien) se sont très nettement écartés de ce modèle social-démocrate pur. La notion de « social-démocratie » doit donc être perçue comme une construction tendant à homogénéiser *a posteriori* une réalité très hétérogène. Pour éviter tout abus de langage, il serait plus approprié de parler de *social-démocraties* pendant les années 1945-1973.

**DÉCLIN, REPLI ET MUTATION, 1974-2002 ● Un électorat davantage hétérogène**

À partir des années 1970, la lente érosion du vote ouvrier, amorcée dès les années 1950, s'amplifie. La réduction des voix ouvrières s'explique par deux facteurs : d'une part, le déclin de la population ouvrière dans l'ensemble de la population, d'autre part, la perte d'audience des partis sociaux-démocrates en milieu ouvrier. Le vote ouvrier reste cependant important dans tous les cas de figure, ce qui tend à prouver que le recul des voix ouvrières est davantage la conséquence de facteurs structurels que de facteurs politiques.

Au même moment, l'influence croissante des classes moyennes se confirme, en particulier auprès de deux segments précis : les employés du secteur public et les professions intellectuelles (professions enseignantes).

En règle générale, le soutien croissant des classes moyennes tend à renforcer les tendances centripètes de la social-démocratie ; un électorat « moyen » qui est certes, lui-même, hétérogène. À partir des années 1970, deux électorats aux valeurs et aux aspirations distinctes et parfois contradictoires cohabitent. D'un côté, les classes moyennes au capital culturel élevé sont sensibles aux idées et aux valeurs du libéralisme culturel ou du post-matérialisme (environnement, sécurité alimentaire, liberté sexuelle, égalité homme-femme). De l'autre, les ouvriers affichent un intérêt limité pour ces questions nouvelles et sont davantage concernés par les questions d'égalité économique et de justice sociale. Les agendas divergents de ces deux électorats constituent une source de tension que les partis doivent apprendre à gérer. Dans certains pays, les partis écologistes qui développent ces thèses post-matérialistes parviennent à réduire l'influence sociale-démocrate au sein des classes moyennes (en Allemagne, par exemple).

À partir des années 1980, la classe ouvrière ne constitue plus le groupe électoral de référence majeur de la social-démocratie. Il faut dorénavant parler d'*électorats sociaux-démocrates*, à la fois ouvriers et issus des classes moyennes. Il est plus compliqué pour les partis sociaux-démocrates de concilier les attentes différentes de ces électorats hétérogènes. Il devient électoralement risqué pour ces partis de continuer à défendre en priorité les intérêts de la classe ouvrière.

Depuis une vingtaine d'années, les formations

sociales-démocrates continuent certes de recueillir la majorité des voix ouvrières. Cependant, le taux de pénétration dans l'électorat ouvrier a sensiblement diminué. Les pays à fort attributs sociaux-démocrates qui, jusqu'aux années 1970-1980, avaient des électorats composés aux deux tiers de voix ouvrières (tel le SAP suédois), ont tous vu leur électorat se rééquilibrer au profit des classes moyennes. Dans certains pays, la classe ouvrière ne représente plus à peine que 40-50 % de l'électorat (Danemark, Autriche, Allemagne, Grande-Bretagne).

● **Le parti des classes moyennes** La « dé-prolétarianisation » des adhérents sociaux-démocrates est encore plus patente que celle de son électorat. Dans tous les principaux partis, la tendance est identique : le pourcentage d'ouvriers, longtemps majoritaire, est aujourd'hui largement minoritaire. Inversement, les professions intermédiaires et les professions libérales sont aujourd'hui surreprésentées par rapport à leur poids dans l'électorat social-démocrate ou dans l'électorat en général. L'embourgeoisement des adhérents et des cadres a bouleversé la culture partisane traditionnelle et les modes de fonctionnement anciens. L'arrivée d'adhérents éduqués (universitaires, professions libérales, cadres supérieurs), qui ont une connaissance pratique des dossiers politiques, qui prennent aisément la parole en public, tend à marginaliser ou à réduire au silence les membres les plus prolétariens, voire les conduit à quitter le parti. Par ailleurs, le parti social-démocrate a cessé d'être un lieu d'intégration et de promotion sociale pour les membres ouvriers. Les postes de direction intermédiaires ou nationaux sont dorénavant confiés à cette nouvelle génération de militants techniquement compétents.

Le mode de fonctionnement des partis sociaux-démocrates a également beaucoup évolué dans les trois dernières décennies. L'avènement de la télévision dans la vie publique a eu un impact très important sur l'organisation partisane. Les médias télévisuels ont favorisé la personnalisation du pouvoir au détriment de la traditionnelle collégialité de l'organisation. De nos jours, dans toute campagne électorale, le leader de parti concentre l'attention des médias. La personnalité même du leader est mise en avant et devient même un facteur décisif dans le processus électoral (Tony Blair en 1997 ou Gerhard Schröder en 2002). Des experts ou des professionnels du marketing politique (*spin doctors*) qui, parfois, ne sont même pas adhérents au parti sont étroitement associés aux décisions prises par le leadership.

Le règne des experts a mis un terme aux programmes et aux politiques définis par les militants et par les instances dirigeantes du parti. Dans un nombre croissant



de cas, les programmes sont discutés et rédigés par un comité restreint d'experts. Des enquêtes d'opinion auprès d'« échantillons représentatifs » de la population (*focus groups*) fournissent la trame et la matière à partir desquelles des propositions vont être faites à l'ensemble de l'électorat. La tendance actuelle serait donc au progressif isolement des militants de base ; une tendance relative, car les militants demeurent indispensables à l'organisation pour ratifier les décisions prises par la direction du parti ou encore pour faire campagne en période électorale.

La nature du militantisme a également sensiblement évolué depuis une vingtaine d'années. Les appareils partisans préfèrent composer avec des militants peu actifs et peu intégrés dans la vie du parti, plutôt que des membres politisés, comme cela fut le cas dans les années 1960-1970. Afin d'éviter de possibles contestations internes, des partis ont changé le mode d'élection des dirigeants. Le leader du Parti travailliste britannique est désormais directement élu par les militants, ce qui tend à noyer les voix les plus radicales dans la masse des suffrages modérés des militants de base.

Moins versée dans la culture traditionnelle partisane, parfois sans passé militant ou syndical, la nouvelle génération d'adhérents est également plus indépendante vis-à-vis de la direction du parti. Ces nouveaux adhérents, souvent issus des classes moyennes et supérieures, sont beaucoup moins dociles et plus critiques à l'encontre de la direction que les générations ouvrières précédentes. Les partis sociaux-démocrates ne sont plus véritablement en mesure de remplir l'objectif qu'ils s'étaient originellement assignés : promouvoir et préserver une identité partisane à travers une idéologie proprement sociale-démocrate.

● **De nouveaux enjeux politiques** La relative institutionnalisation de partis écologistes et de formations de gauche porteurs de valeurs post-matérialistes (environnement, droits des femmes, des minorités ethniques, liberté et égalité sexuelles, annulation de la dette des pays du tiers monde, sécurité alimentaire, etc.) constitue la grande nouveauté des vingt dernières années. Dans le champ des partis et des idées de gauche, la social-démocratie est aujourd'hui en compétition avec de nouvelles forces politiques. Cette tendance est repérable en Allemagne, en Suède, en Norvège, au Danemark, et dans une moindre mesure en Autriche, en Grèce et au Portugal. Ces forces nouvelles que l'on peut grouper sous le vocable de « nouvelle politique » (*New Politics*) pressent les partis sociaux-démocrates de prendre en compte tout ou partie de cette nouvelle thématique politique (en particulier les thèmes liés à l'environnement et plus récemment encore à l'égalité entre les sexes). En Allemagne, une fraction *New Poli-*

*tics* du SPD s'oppose à la tendance plus « traditionnelle » du parti ; en Norvège, depuis l'apparition de mouvements sociaux influents, le parti social-démocrate accorde une place plus importante aux questions d'environnement ; en Suède et en Autriche, le SAP et le SPÖ consacrent une part importante à l'écologie.

Au défi « post-matérialiste » venu de la gauche, vient s'ajouter le défi néolibéral porté par la droite. Ces deux défis corrélés expliquent dans une large mesure l'abandon de politiques sociales-démocrates classiques. Cette double pression a eu pour effet d'ouvrir la social-démocratie aux idées post-matérielles et libérales. Un troisième défi peut être recensé : celui posé par les catégories populaires peu acquises aux valeurs post-matérialistes et hostiles au libéralisme économique. Une fraction de cet électorat populaire, désorientée, tend à se réfugier dans l'abstention ou reporte ses suffrages vers les partis populistes et d'extrême droite (France, Italie, Pays-Bas).

Les partis sociaux-démocrates ont dû s'adapter à la nature hétérogène de leur électorat et proposer des politiques hybrides et « attrape-tout ». Ils ont également tourné le dos aux principes directeurs de l'idéologie sociale-démocrate classique (interventionnisme d'État, nationalisations, taxation et redistribution des richesses) au profit de programmes souples et résolument interclassistes. L'image et le mode de communication tendent à reléguer au second plan le contenu du message politique. Les agents de communication qui conseillent la direction du parti insistent à l'envi sur la nécessité de présenter au public un « profil centriste ». Chaque leader social-démocrate doit inspirer à l'électorat un sentiment de « compétence technique », de « responsabilité politique » et de « respectabilité ». À cet effet, le discours tend à gommer le plus possible la référence à l'égalitarisme social-démocrate traditionnel. Les thèmes de « modernité », de « compétence », de « transparence » et d'« efficacité » sont venus remplir le vide discursif créé par l'évitement du discours social-démocrate classique. Ce nouveau vocabulaire permet aussi aux nouvelles générations de leaders sociaux-démocrates de se démarquer nettement – à tout le moins sur le plan oratoire – de la « vieille » social-démocratie des années 1970-1980. En renommant officieusement le Labour Party, « New » Labour, Tony Blair et ses partisans ont voulu marquer la séparation entre ce qu'ils appellent le « Old » Labour keynésien et étatiste et le « New » Labour, réputé « moderne » et néolibéral.

La social-démocratie nouvelle tente de concilier trois axes programmatiques : un axe social-démocrate classique qui se préoccupe de la croissance et des thématiques de justice sociale, du *Welfare State* et de l'emploi.



Un deuxième axe tente de se réappropriier les thèmes « post-matérialistes » et antiautoritaires les plus populaires auprès de l'électorat. Le troisième axe est d'inspiration néolibérale et accepte les présupposés fondamentaux du néolibéralisme (stabilité monétaire, compression des dépenses publiques, privatisations, « libéralisation » de l'économie, baisse des impôts, État social restreint mais « actif »). Il faut noter que la thématique néolibérale est, dans une large mesure, acceptée comme un donné, et non plus comme une contrainte, à l'inverse des années 1980. Dans le cas du New Labour britannique, la nouvelle orientation néolibérale est présentée comme une évolution inévitable, voire désirable. Ces trois thématiques forment le fond programmatique attrape-tout de la social-démocratie européenne du Nord et du Sud. Plus récemment, les questions de sécurité, du maintien de l'ordre public (*law and order*) ou d'un contrôle accru des flux migratoires, ont pris une place importante dans le nouveau discours social-démocrate, surtout dans le New Labour de Tony Blair et, dans une moindre mesure, le SPD sous Gerhard Schröder.

L'acceptation du néolibéralisme économique ne signifie pas pour autant l'abandon total des objectifs de justice sociale. Les notions de solidarité et de cohésion sociale restent des thèmes centraux dans le discours social-démocrate. Les partisans déclarés de cette social-démocratie nouvelle affirment que ce sont avant tout les moyens mis en œuvre pour atteindre des objectifs sociaux-démocrates qui ont changé et non les objectifs eux-mêmes. Une telle affirmation résiste mal à un examen attentif du discours. Ainsi, la notion d'égalité – notion phare s'il en est dans l'univers social-démocrate – a été largement vidée de sa substance. De l'ancienne égalité conçue comme redistribution, on est passé à une définition beaucoup moins généreuse, celle d'égalité des chances ou d'opportunités. De la même manière, le droit au travail – autre notion cardinale de la social-démocratie – a été remplacé par la notion bien moins contraignante pour les pouvoirs publics d'« employabilité ».

La coexistence plus ou moins harmonieuse de « réalisme » néolibéral modéré et le maintien d'un discours social participe de l'émergence d'une nouvelle synthèse sociale-démocrate, couramment dénommée « sociale-libérale ». Ce « social-libéralisme », s'il rejette les « excès » de l'ultralibéralisme, apparaît nettement en deçà de la social-démocratie traditionnelle en ce qui concerne la lutte contre les inégalités sociales. La social-démocratie nouvelle est avant tout une force intrinsèquement modérée : modérément néolibérale, modérément sociale, modérément répressive en ce qui concerne la criminalité.

Les attributs sociaux-libéraux sont clairement présents dans le New Labour de Tony Blair et de Gordon Brown. Le gouvernement de la gauche plurielle de Lionel Jospin (1997-2002), en dépit de la persistance d'un discours de gauche plus traditionnel et de politiques combattues par les tenants de l'orthodoxie néolibérale (la réduction du temps de travail, par exemple), ne s'est pourtant pas écarté de manière significative du type social-libéral. Ce gouvernement a également décliné le registre social-libéral de la « modernité », de la « compétence » et de la « responsabilité », a recherché le soutien de catégories sociales diverses par le biais de politiques attrape-tout (35 heures, création d'emplois, couverture médicale universelle, baisse des impôts, privatisations, acceptation du pacte de stabilité européen). La gauche plurielle, en dépit de ses dénégations, n'a pas évolué en dehors de ce cadre néolibéral général, qu'elle a certes tempéré par quelques mesures néo-keynésiennes.

● **Du keynésianisme au libéralisme** Dans les années 1970, les expériences néo-keynésiennes du PS français (1981-1982) et du PASOK grec (1981-1984), poursuivies dans un environnement international hostile, se sont soldées par des échecs. À partir des années 1980, la social-démocratie se retrouve sans cadre théorique et programmatique. Au pouvoir dans les années 1980, les partis sociaux-démocrates du sud de l'Europe mènent des politiques de déflation compétitive sous la contrainte de la compétition internationale. Le coût social est très lourd (chômage élevé, détérioration du *Welfare State* et des services publics). Privé de son cadre programmatique keynésien, la social-démocratie gouvernementale ne peut s'opposer à la déferlante néolibérale téléguidée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Pis, lorsqu'elle est au gouvernement, elle doit s'adapter à l'air du temps néolibéral. Dans un premier temps, cette conversion de fait est passée sous silence, voire niée (Lionel Jospin et la « parenthèse de la rigueur » en 1982). Avec le temps et l'arrivée au pouvoir d'une jeune génération de leaders étrangers à la culture sociale-démocrate traditionnelle (Tony Blair, Gerhard Schröder), le nouveau révisionnisme social-démocrate commence à être reconnu et, dans certains cas, revendiqué. En 2000, dans un effort de cohésion doctrinale, Lionel Jospin résume la nouvelle synthèse sociale-démocrate en ces termes : « Oui à l'économie de marché, non à une société de marché. » Des voix de gauche remarquent qu'il est contradictoire, d'une part, d'en appeler à la régulation *du* marché et, d'autre part, de préconiser la régulation des activités économiques *par* le marché.

En Grande-Bretagne, les partisans de Tony Blair proposent de théoriser le nouveau cours social-démocrate

sous le vocable de « troisième voie ». Celle-ci s'auto-positionne à équidistance entre le néolibéralisme et la « vieille » social-démocratie. En réalité, la troisième voie se démarque surtout de l'ultralibéralisme et rejette les politiques traditionnelles de la social-démocratie des années 1960-1970. Réduire la troisième voie à une simple variante du néolibéralisme de Mme Thatcher constituerait cependant une erreur d'appréciation. La troisième voie repose de manière relativement originale et cohérente sur un néolibéralisme qui diffère du thatcherisme en ce qu'elle propose une série de réformes d'inspiration sociale-démocrate (la rénovation des services publics, par exemple). Ainsi, si la troisième voie est bien essentiellement néolibérale, elle repose sur un agenda politique qui reste, marginalement certes, de nature sociale-démocrate.

Une observation plus fine des politiques mises en œuvre par les partis sociaux-démocrates au pouvoir dans les années 1990-2002 montre que des mesures phares de la politique sociale-démocrate traditionnelle ont été ou abandonnées ou largement atténuées (politique du plein emploi, politique de redistribution en direction du salariat, partenariat avec les syndicats). À partir des années 1990, la social-démocratie a troqué son rôle traditionnel de régulateur du marché pour une approche que l'on pourrait qualifier d'adaptation au marché. Pour le New Labour, qui s'inscrit avec bonheur dans le mouvement de la mondialisation néolibérale, on pourrait même parler d'accompagnement du marché.

Le ralliement de la social-démocratie à un néolibéralisme plus ou moins tempéré n'a pas pour autant occasionné le démantèlement complet des *Welfare States* européens. Les inégalités entre les riches et les pauvres ont, sous les gouvernements sociaux-démocrates, continué à augmenter, mais l'extrême pauvreté a été, en règle générale, contenue par des politiques de redistribution.

**LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE ● Caractéristiques** Les transformations sociologiques et politiques profondes des forces sociales-démocrates doivent nous amener à nous interroger sur la nature de cette social-démocratie nouvelle : est-elle encore suffisamment sociale-démocrate pour que l'on puisse continuer de la qualifier ainsi ? En d'autres termes, l'adoption de politiques néolibérales tempérées a-t-elle durablement perverti l'esprit et la pratique de la social-démocratie ou, au contraire, cet ajustement ne constitue-t-il qu'une péripétie, voire un nouvel avatar révisionniste dans son histoire centenaire ?

Une étude de la social-démocratie dans les vingt dernières années montre que le révisionnisme crânement soutenu par les tenants de la troisième voie blairiste

survient après une décennie de pratique sociale-libérale. Dès le milieu des années 1980, plusieurs partis sociaux-démocrates et socialistes ont, certes à leur corps défendant, posé les fondations de ce nouveau cours. Le gouvernement Fabius (1984-1986), placé sous la thématique de la « modernisation » industrielle et économique, les gouvernements Rocard (1988-1991) et Bérégovoy (1992-1993) ont été les précurseurs des politiques monétaristes poursuivies aujourd'hui par la social-démocratie nouvelle. Les gouvernements socialistes en Espagne, en Grèce et la social-démocratie néerlandaise ont également mis en place des politiques similaires à la même époque. En forçant à peine le trait, on pourrait affirmer que la vraie nouveauté du New Labour réside dans le fait qu'il a rompu avec les pratiques hypocrites des autres partis sociaux-démocrates (un positionnement de gauche, mais des pratiques droitières), en revendiquant de manière très explicite son identité sociale-libérale. Après plus de deux décennies d'ajustements idéologiques et de tâtonnements programmatiques, la social-démocratie nouvelle émerge à peine. Inachevée, cette transformation présente cependant trois facteurs de cohérence majeurs : 1. la social-démocratie se présente aujourd'hui comme une force « modérée » (de centre gauche) et « responsable ». Ce positionnement crée une continuité et une cohérence entre son discours d'opposition (qui auparavant tendait à être résolulement à gauche) et la pratique gouvernementale (traditionnellement centriste, voire droitière) ; 2. en recourant à une rhétorique et à des politiques interclassistes, la social-démocratie met son discours en accord avec la nature interclassiste de son électorat et de ses adhérents ; 3. les cadres et les adhérents de la social-démocratie et son électorat sont de plus en plus issus des classes moyennes salariées. Cela implique que les partis sociaux-démocrates sont sociologiquement moins homogènes que par le passé, lorsque la base électorale était principalement ouvrière.

Ces éléments de cohésion ne suffisent pourtant pas à fournir au mouvement social-démocrate européen une cohésion et une épaisseur idéologiques. L'identité et la culture de la social-démocratie nouvelle apparaissent incomparablement moins fortes, plus superficielles que celles des années 1960 et 1970.

La social-démocratie nouvelle est également moins présente sur le terrain social que sa devancière. Elle apparaît davantage capable de saisir les humeurs de l'opinion (à travers, entre autres, les sondages d'opinion) que de percevoir les mouvements d'opinion. Le PS français fut ainsi absent du grand mouvement social de l'hiver 1995 ou d'opposition au contrat première embauche en 2006. Le SPD allemand ne s'est



rallié aux thèmes environnementalistes et pacifistes qu'après l'irruption de mouvements verts et pacifistes. En Grande-Bretagne, le New Labour est apparu totalement désarmé devant la révolte d'usagers contre la hausse du prix des carburants (automne 2000). De manière générale, la social-démocratie ne sait pas encore si elle doit tenter d'intégrer une partie de la thématique des mouvements sociaux ou les rejeter en bloc. Plus éloignée des syndicats et du monde du travail, ne disposant plus, à quelques exceptions près, d'un réseau de militants actifs, la social-démocratie nouvelle peine à contrôler l'environnement politique.

Les différences entre les partis sociaux-démocrates du Nord et les partis socialistes du Sud sont aujourd'hui largement atténuées. Tous ont adopté le nouveau cours social-démocrate. Cette convergence est le fruit d'un double phénomène : d'une part, le recentrage idéologique marqué des partis du Sud ; de l'autre, la relative « dé-social-démocratisation » des partis du Nord, en particulier leur éloignement du monde syndical. Signe de ce rapprochement, après avoir pendant longtemps honni le terme « social-démocrate », les socialistes du Sud l'utilisent maintenant fréquemment pour qualifier la nature de leur parti ou de leur politique. Il est donc plus juste de parler d'une famille sociale-démocrate européenne qu'il y a vingt ou trente ans.

● **Social-démocratie nouvelle et mondialisation** La mondialisation (néolibérale) constitue l'impensé et le non-dit de la social-démocratie actuelle. Si un retour à l'interventionnisme des décennies précédentes apparaît très improbable, la mondialisation néolibérale implique pourtant une forte régulation pour que les richesses découlant de la globalisation des échanges puissent être redistribuées de manière équitable entre les classes sociales et entre les nations. Il faudrait pour cela que les politiques sociales-démocrates viennent déranger un certain nombre d'intérêts privés sur le plan national et international, que des « lois » ou des raisonnements économiques réputés supérieurs soient remis en cause ou abandonnés. Il serait nécessaire de s'opposer économiquement et politiquement aux États-Unis (ainsi qu'à la Commission européenne). Une telle évolution semble improbable dans un avenir proche, car elle viendrait remettre en cause la respectabilité chèrement acquise au cours des années 1980 et 1990. Pour le moment, la social-démocratie se contente de déplorer les excès de la mondialisation néolibérale, tout en assurant qu'il n'existe pas d'alternative majeure à cette tendance (voire qu'il n'en existe aucune, comme le pensent Tony Blair et Gordon Brown).

L'absence de consensus sur cette question est patente. À l'occasion de l'élection européenne de 1999, le Parti des socialistes européens (PSE) avait rédigé un mani-

feste signé par l'ensemble des partis sociaux-démocrates membres de l'Union européenne. Ce texte était modérément critique de la mondialisation libérale. Ce document fut *de facto* enterré quand, plus tard, Tony Blair et Gerhard Schröder cosignèrent un manifeste aux accents très néolibéraux qui apportait un soutien indirect au cours libéral de la mondialisation.

● **Une rupture avec l'identité sociale-démocrate ?** L'histoire de la social-démocratie est une série d'adaptations (« révisionnismes ») aux évolutions successives de la société. On peut aujourd'hui se poser la question de savoir si cette dernière adaptation ne constitue pas plutôt une rupture avec ce qui a formé jusqu'à une date récente le cœur même de l'identité sociale-démocrate. Ce qui pose problème aujourd'hui est bien la nature du réformisme social-démocrate : en quoi et dans quelle mesure diffère-t-il du réformisme ou de l'humanisme social des forces centristes ou démocrates-chrétiennes ? Ce réformisme défensif peine en effet à se démarquer des forces éclairées du centre, voire du centre droit. En Grande-Bretagne, le parti libéral-démocrate n'est-il pas communément placé à gauche du New Labour sur les questions économiques et culturelles ? Le compromis néolibéral réalisé au nom de la social-démocratie actuelle semble ainsi sortir d'un cadre social-démocrate minimaliste. Par exemple, les sociaux-démocrates en sont venus à accepter l'idée selon laquelle l'interventionnisme d'État et certains aspects du *Welfare State* sont un frein à la croissance et à la compétitivité économique. Ou encore, ils se sont résignés à tolérer que plus de 10 % de la population active soient au chômage.

Le social-libéralisme est-il l'expression d'une social-démocratie renouvelée ou, au contraire, n'est-il qu'une version atténuée du libéralisme ? La social-démocratie nouvelle propose-t-elle une alternative politique – fût-elle des plus modérées – aux partis libéraux ou conservateurs ? Le simple fait que ces questions puissent être posées montre à quel point l'identité et le contenu des politiques sociales-démocrates apparaissent brouillés. La social-démocratie peut-elle adopter – de manière conjoncturelle ou pas – des politiques néolibérales. Mais ce qui lui est interdit – sous peine de s'auto-saborder –, c'est de devenir intrinsèquement néolibérale.

**CONCLUSION** Après la Seconde Guerre mondiale, la social-démocratie, comme organisation, mode de gouvernement et courant de pensée, s'est imposée comme force réformatrice et a dominé le champ des partis et des idées de gauche dans les pays de l'Europe occidentale. Le réformisme keynésien social-démocrate, bénéficiant de relais et de soutiens actifs dans les syndicats, s'est avant tout développé dans les pays du nord de l'Europe.



Les partis sociaux-démocrates du Nord ont, jusqu'aux années 1970-1980, bénéficié du soutien de militants nombreux, actifs et majoritairement d'extraction ouvrière. Les militants et l'électorat ouvrier se sont progressivement effacés et ont été remplacés par des militants et des électeurs issus des classes moyennes salariées. La base ouvrière, longtemps le poumon et le cœur de la social-démocratie, n'a pas totalement disparu. Elle est simplement devenue numériquement et culturellement minoritaire. L'embourgeoisement des partis sociaux-démocrates a largement contribué à brouiller l'identité de la social-démocratie, celle d'une force politiquement modérée, mais clairement distincte des partis bourgeois centristes.

Aujourd'hui, la social-démocratie reste une famille politique différente des formations conservatrices et démocrates-chrétiennes. Elle a dû cependant abandonner ses politiques de redistribution traditionnelles et n'affiche plus l'objectif de réformer radicalement le capitalisme. Elle a même adopté des pans entiers du libéralisme économique longtemps combattu. À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, elle est devenue une force banale, sans politique ni idéologie tranchées.

Les liens étroits avec le monde du travail via les syndicats, l'assise populaire de son électorat et de ses adhérents sont amoindris aujourd'hui, et l'équilibre ouvriers/classes moyennes a été rompu au détriment de ses éléments populaires. La social-démocratie est interclassiste sur le plan sociologique et attrape-tout sur le plan programmatique et culturel.

En rupture avec la traditionnelle collégialité de l'appareil social-démocrate, les attributions et la visibilité du leader sont largement renforcées, ce dernier allant jusqu'à acquérir une forte autonomie politique et médiatique par rapport aux cadres et à la base.

Deux décennies après avoir entamé ce nouveau tournant révisionniste, le bilan politique de la social-démocratie au pouvoir est décevant. Il semblerait même que, à l'occasion de sa mutation socioculturelle, elle ait en grande partie perdu son élan réformiste et ses préoccupations égalitaires traditionnelles. La social-démocratie nouvelle est avant tout *réactive*. Cette posture défensive apparaît clairement sur la question de la mondialisation néolibérale. Elle a dû faire des concessions parfois exorbitantes aux politiques et à l'idéologie du néolibéralisme et a, pour le moment, échoué à humaniser le capitalisme financier.

La troisième voie blairiste ne constitue que l'écho – certes dans sa forme la plus droitière – d'un mouvement de convergence général. Le gouvernement de la gauche plurielle en France – en dépit d'une rhétorique socialiste et de quelques mesures sociales allant à l'encontre de l'air du temps néolibéral – a mené des

politiques sociales-libérales, à l'instar des autres gouvernements sociaux-démocrates européens. Tony Blair ne fait, en réalité, que parachever un cycle révisionniste inauguré en catimini dans les années 1980 par François Mitterrand, Michel Rocard, Felipe Gonzales, Bettino Craxi, Andrea Papandreou, Wim Kok ou Neil Kinnock.

Le nouveau cours social-démocrate est toutefois cohérent, dans le sens où la rhétorique – centriste – est en phase avec le réformisme minimaliste pratiqué au gouvernement. Malgré tout, l'objectif affiché de la social-démocratie demeure la poursuite de la solidarité et de la justice sociale. On peut alors se demander dans quelle mesure elle est en mesure d'atteindre le but fixé. Comment, en effet, assurer la solidarité sociale sans promouvoir de politique de croissance, sans corriger les inégalités causées par la mondialisation néolibérale par le biais de politiques volontaristes, sans renforcer les liens avec les syndicats et les mouvements sociaux ?

Plutôt qu'une version tempérée de la social-démocratie traditionnelle, le social-libéralisme apparaît plus proche d'une version atténuée du libéralisme. Pour la première fois de son histoire, la modernisation de la social-démocratie semble se dérouler en marge de la tradition sociale-démocrate, et peut-être même en rupture avec elle. ●

#### BIBLIOGRAPHIE

- A. Bergounioux, G. Günberg, *L'Utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX<sup>e</sup> siècle*, De Fallois, Paris, 1996.
- A. Bergounioux, B. Manin, *Le Régime social-démocrate*, PUF, Paris, 1989.
- Id.*, *La Social-démocratie ou le compromis*, PUF, Paris, 1979.
- G. Devin, *L'Internationale socialiste*, Presses de la FNSP, Paris, 1993.
- G. Esping-Andersen, *Politics against the Market. The Social-Democratic Road to Power*, Princeton University Press, Princeton New Jersey, 1985.
- Fondation Jean-Jaurès, « Blair-Schröder. Le texte du "manifeste", les analyses critiques », *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 13, août 1999.
- A. Giddens, Tony Blair, *La Troisième Voie. Le renouveau de la social-démocratie*, Le Seuil, Paris, 2002.
- R. Ladrech, Ph. Marlière (éd.), *Social Democratic Parties in the European Union. History, Organization, Policies*, Macmillan, Basingstoke, 1999.
- M. Lazar, *La Gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, PUF, Paris, 1996.
- Ph. Marlière (éd.), "Social democracy in southern Europe and the challenge of European integration", *Journal of Southern Europe and the Balkans*, vol. 3, n° 1, mai 2001.
- Id.*, « Manifestes pour une social-démocratie de marché : Anthony Giddens, Tony Blair et le débat sur la "troisième voie" », *Les Temps modernes*, n° 605, août-sept.-oct. 1999, p. 161-180.
- G. Moschonas, *La Social-démocratie de 1945 à nos jours*, Montchrestien, Paris, 1994.
- Id.*, *In the Name of Social Democracy. The Great Transformation : 1945 to the Present*, Verso, Londres, 2002.
- D. Sassoon, *One hundred Years of Socialism*, I. B. Tauris, Londres, 1996.

# LA GAUCHE SERA EUROPÉENNE OU NE SERA PAS

ANDRÉ BRIE\*

« Le “modèle social européen” a encore son avenir devant lui. La gauche européenne pourrait en faire sa marque, son projet commun, si seulement elle en a le courage. »

Michael Krätke

deux convictions sont défendues avant tout dans ce qui suit. Premièrement : Une gauche allemande refondée n'a une grande chance politique que si elle remplit toute une série de préalables importants<sup>1</sup>. Parmi ceux-ci, il en est un essentiel : elle doit être une gauche européenne et soutenir activement et concrètement la poursuite de l'intégration et de l'union de l'Europe. La gauche allemande refondée sera européenne ou ne sera pas. Deuxièmement : Il ne saurait y avoir d'Europe unifiée sans Europe sociale. La crise profonde que traverse l'intégration européenne est due notamment à l'absence de cette orientation décisive. Aucune force ne pourrait donc être actuellement plus pro-européenne que la gauche, à condition qu'elle accepte ce défi... et qu'elle en ait seulement le courage.

La question urgente qui se pose à la gauche dans nombre de pays de l'Union européenne, en France, en Italie, en Espagne, en Allemagne, mais aussi dans de nombreux nouveaux États membres, est de savoir si elle veut poursuivre l'intégration, et si oui, quelle intégration, quelles réponses aux grands défis.

Il y a, explicitement et tacitement, dans la gauche allemande des positions anti-européennes qui sont défendues par des arguments à prendre en partie au sérieux. Je partage la critique à l'encontre de la réalité de l'Union européenne : que ce soit la prédominance du

radicalisme de marché qui régit l'ensemble de l'orientation du développement de l'UE (les traités de Maastricht, d'Amsterdam, de Nice, le traité constitutionnel, la directive sur les services, par exemple) ; la forteresse européenne face au sud de la planète ; la restriction des droits des citoyens et des droits humains ; un déficit démocratique criant ; des ambitions militaires et de pouvoir dans les relations internationales et la volonté extrêmement peu développée d'orienter les politiques étrangères sur le renforcement de l'ONU, du droit international et du multilatéralisme ainsi que sur une prévention civile des conflits qui soit efficace et qui vise à s'attaquer aux causes.

La résistance de la gauche à cette politique est d'une nécessité urgente ; elle doit devenir, sans le moindre doute, plus forte, publiquement efficace et durable. Cela, d'ailleurs, devrait s'appliquer non seulement au traité constitutionnel, mais de la même façon, au traité de Nice, qui est tout autre chose qu'une alternative positive, d'autant plus qu'il n'offre aucun cadre juridique pour des pays qui souhaiteraient entrer dans l'UE, comme le soutient une grande partie de la gauche européenne.

Je suis convaincu que la désintégration de l'UE et le retour à l'État-nation, devenu entre-temps inimaginable ainsi que la joie secrète éprouvée par une partie de la gauche face à un éventuel échec de l'UE ne constituent pas des alternatives responsables. Premièrement, ces forces politiques, dont la définition préférée de l'Union européenne est celle d'un bloc impérialiste, ne rendent justice ni à la réalité différenciée de l'UE, ni à ses côtés historiques positifs, ni aux possibilités qu'elle renferme sur les plans social, démocratique et écologique, terrains actuellement d'ailleurs en friche. Défricher ces champs devrait être au centre d'une réflexion de la gauche ainsi et des luttes qu'elle mène en Europe. Deuxièmement, la désintégration de l'UE déboucherait sur une zone européenne de libre-échange, néolibérale et destructrice socialement, mais qui, à la différence de l'UE, ne

\* Docteur en sciences politiques, membre de la direction de Die Linke, député au Parlement européen. Publications récentes : *Ich tauche nicht ab* (« Je ne plonge pas »), édition Ost 1996, et *Nur die nackte Wahrheit geht mit keiner Mode* (« La vérité seule ne suit aucune mode »), Eulenspiegel Verlag, 2000.

permettrait pas d'aménagement démocratique et social adéquat. Troisièmement, les possibilités d'utiliser l'intégration européenne pour empêcher une guerre structurelle et pour dépasser le nationalisme européen dévastateur seraient menacées tout du moins sur le Vieux Continent.

Ces trois estimations sont valables, sans limite, pour la gauche en Allemagne et dans quelques autres pays européens. Cependant, elles ne devraient pas concerner schématiquement la gauche de tous les États européens, qui, comme le Danemark, la Suède ou la Norvège, ne rencontrent d'autres conditions et luttent pour des normes sociales nettement au-dessus de celles prévalant dans de nombreux États de l'UE. D'ailleurs, ils doivent eux aussi vérifier si le modèle « scandinave » survivrait à la désintégration de l'Union.

**L'INTÉGRATION EUROPÉENNE** a accompli une performance historique. Elle a assuré la paix entre les États participants après des décennies de guerres impérialistes effroyables. C'était un élément décisif pour qu'elle soit acceptée par les peuples et c'est une mission permanente pour l'intégration de nouveaux États, afin de désamorcer notamment les conflits brûlants dans les Balkans occidentaux et de les résoudre par la perspective positive d'une coopération et d'une intégration européennes intensives.

Pendant des décennies, l'intégration a contribué bien au-delà à la prospérité, à la croissance économique et à une demande intérieure accrue. Elle a, par ailleurs, favorisé formidablement les rencontres et les contacts humains et culturels sur une grande partie du continent. En dépit de ses graves déficits et de ses crises répétées, l'intégration européenne est, pour la gauche, un point de référence positif de sa politique. Sa critique justifiée de l'orientation actuelle de l'intégration européenne doit donc, par principe, exclure une attitude hostile à l'Europe. Cela d'autant plus que poursuivre l'intégration européenne offre la chance indispensable de compléter les luttes nationales d'une dimension européenne et de les enrichir d'une dimension contemporaine, afin de venir à bout de l'idéologie néolibérale et de ses fondements.

Les États-nations restent un espace politique essentiel pour les changements démocratiques et sociaux nécessaires. Cela reste cependant insuffisant dans les conditions actuelles. De même qu'au XIX<sup>e</sup> siècle le mouvement ouvrier et d'autres forces sociales et politiques faisaient des institutions politiques nationales le champ de lutte pour maîtriser le capitalisme de Manchester et pour des alternatives qui visaient au-delà, aujourd'hui la gauche peut et doit, outre les possibilités nationales, utiliser le cadre européen.

Actuellement, 40, voire 50 % du produit social brut

sont, certes, réalisés par les États membres de l'UE, via le commerce international, dont pourtant souvent, comme dans le cas allemand, pour les quatre cinquièmes au sein de l'UE. L'UE est un espace économique géant, avec un marché intérieur, qui pourrait être utilisé comme espace politique, capable d'empêcher le retour du capitalisme du laisser-faire par le biais de la mondialisation néolibérale, de conserver les différents modèles européens de l'État social, de les compléter et de les enrichir d'une dimension européenne. Cependant, la politique dominante n'utilise pas l'intégration européenne pour des alternatives à la mondialisation néolibérale, mais pour la véhiculer et l'accélérer. La gauche doit lui opposer sa propre politique européenne, au lieu de se replier unilatéralement sur le niveau national. La gauche doit occuper à la fois l'espace européen et celui des États-nations.

**LES TROIS POSSIBILITÉS** et défis stratégiques d'une politique pro-européenne et offensive de gauche sont : une UE que le devoir de paix oblige, une union politique en tant qu'espace des luttes européennes de gauche pour des alternatives sociales, démocratiques et écologiques, et une Europe ouverte, riche humainement et culturellement. Le Parti de la gauche européenne s'y est explicitement engagé dans son manifeste fondateur : « Pour nous, l'Europe est, en matière de politique internationale, un espace de renaissance des luttes pour une autre société. La réalisation de la paix et la transformation de la société capitaliste actuelle seront à la portée de cette entreprise. Nous nous battons pour une société qui dépasse la logique capitaliste et patriarcale. Notre objectif est l'émancipation humaine, la libération des femmes et des hommes de toute forme d'oppression, d'exploitation et d'exclusion... Pour ces raisons, l'Union européenne tout comme l'ensemble du continent européen deviennent un espace de plus en plus important pour une politique alternative : en plus des niveaux politiques traditionnels, États-nations, régions et municipalités, et ce, en relation avec les développements mondiaux<sup>2</sup>. »

On opposera à Rifkin que la réalité européenne n'est pas telle qu'il la décrit, cela ne correspond ni à la réalité de la politique européenne ni à celle des discours européens dominants. C'est vrai, mais cela ne change rien au fait que la gauche pourrait trouver dans un changement social et démocratique des réalités et des discours européens une place plus durable que dans la seule résistance. Le sondage européen précité révèle qu'il existe pour cela une base certaine – bien qu'encore très abstraite – dans les populations. Des défis essentiels sont envisagés pour l'intégration européenne dans les prochaines années. Premièrement, la modernisation et la démocratisation de la communauté, de ses institutions et de ses mécanismes et ce en lien avec le processus

constitutionnel; deuxièmement, les relations avec les candidats à l'entrée dans l'UE ainsi que les possibilités et les limites de l'élargissement; troisièmement, la dimension sociale de l'Europe, incluant des aspects comme la lutte contre le chômage et la pauvreté ou le dépassement de la « stratégie de Lisbonne ».

**4. LA CRISE ACTUELLE** de l'intégration et de l'unification de l'Europe est plus sérieuse et plus grave que les nombreuses crises précédentes. Elle est de caractère structurel. Désintégration, retour à l'État-nation, retour à une simple zone de libre-échange ne sont plus une impossibilité en dépit des périodes de supranationalité très avancées qui ont marqué le processus d'intégration. Au contraire : Le « Continuez ainsi! » dominant y conduira selon toute vraisemblance et par la force des choses. Le président tchèque Václav Klaus, l'un des critiques conservateurs de premier plan de l'UE, a clairement exprimé cette possibilité comme un objectif de choix : « Je suis persuadé que c'est à l'ordre du jour de dessiner l'avenir de l'intégration européenne de façon tout à fait différente, de ce qu'elle fut jusqu'à maintenant. Nous devrions créer l'Organisation des États européens (OEE), qui comprendrait les différents États européens, et non les citoyens comme le stipulait la Constitution européenne... L'adhésion à l'OEE ne peut être motivée que par une croyance commune dans la capacité des États membres de coopérer dans certains domaines et ce dans l'intérêt commun et l'avantage mutuel. Le mécanisme de prise de décision doit se faire à l'unanimité, au moins dans tous les domaines importants<sup>3</sup>. »

**L'INTÉGRATION EUROPÉENNE** est menacée à trois niveaux différents, mais intimement liés :

*D'un côté*, un nationalisme continu et renforcé qui détermine surtout les politiques européennes de la Grande-Bretagne et de la Pologne, mais aussi le concept de Václav Klaus. Dans le traité de Nice de 2000, cette politique a pu célébrer un succès gouvernemental officiel. Un des instruments brandis ouvertement notamment par les forces nationalistes de droite est l'élargissement de principe et inconditionnel de l'UE avec comme objectifs d'assouplir la cohésion interne de l'UE et de bloquer le caractère politique et supranational de l'intégration.

*De l'autre*, pour ce qui est des traités en vigueur et de l'échec du traité constitutionnel, les gouvernements ont répondu de façon impardonnablement inadéquate à la contradiction réelle et à l'unité nécessaire entre l'élargissement géographique et l'approfondissement de l'intégration, de sorte que l'élargissement est devenu une menace réelle pour l'existence, voire pour l'approfondissement de l'intégration. Cela ne peut servir d'argument contre l'adhésion de pays qui le désirent, d'autant plus que la stabilité et la paix dans les

Balkans occidentaux, par exemple, ne sont guère concevables sans une telle perspective. Il est contre-productif et inutile de poser la question, d'après les frontières géographiques de l'UE ou de stopper les nouvelles adhésions. Il faut répondre à la question, d'après la « finalité » de l'intégration européenne et de ses conséquences au niveau des contenus, des traités et des institutions (même si cette finalité pouvait faire peau neuve dans un avenir plus lointain). Cela vaut aussi et surtout pour la gauche. C'est de cette façon que les frontières géographiques seront visibles et pourront être déterminées par les peuples et les États. *Finalemment*, et c'est la menace la plus forte! C'est le radicalisme néolibéral de marché et de la concurrence qui se développe depuis les années 1980 (Acte unique européen de 1987; traité de Maastricht de 1992) comme fondement du traité, qui menace l'intégration européenne dans sa substance. Bien que les gouvernements le déclarent comme un pas vers l'approfondissement de l'intégration qu'ils envisagent en partie, ce traité, pendant son application et sa réalisation jusqu'à la stratégie de Lisbonne de 2000 et au traité constitutionnel, en réalité, remet en question l'UE. La gauche le refuse avec raison comme une attaque contre le modèle social européen (les différents modèles sociaux européens); elle aurait au moins autant de raisons de le refuser comme menace à l'intégration européenne.

**L'EUROPE DE LA CONCURRENCE** conçue avec la stratégie de Lisbonne et ancrée dans les traités ne signifie pas seulement la destruction des liens sociaux dans les sociétés, mais aussi une Europe de la concurrence entre les États, au niveau de la localisation, pour les conditions d'utilisation du capital les plus profitables par de faibles impôts perçus sur les bénéfices des entreprises, des normes salariales, sociales et environnementales à la baisse et une diminution de la participation démocratique. Au fond, elle n'unit pas les sociétés européennes, mais les dresse inévitablement les unes contre les autres dans une concurrence sur les coûts du capital. La division sociale, l'exclusion et le déclassement de millions de gens dans les États européens, qui l'accompagnent et qui sont accélérés aussi bien par les États-nations que par les organisations patronales, scandalisent la gauche à juste titre dans les États européens. Cependant, le niveau européen est négligé.

Si l'écart économique dans l'Europe des Quinze (mesuré aux normes du pouvoir d'achat) entre les régions les plus hautement développées (par exemple Londres intra-muros) et les régions les moins développées (comme le Mecklembourg-Poméranie occidentale) était de 2 à 1, il est passé dans l'Europe des Vingt-Cinq de 10 à 1 (Le Londres intra-muros comparé à Lubelskie en Pologne). Des régions en Bulgarie

et en Roumanie sont encore en deçà<sup>4</sup>. L'écart économique entre les États (PNB par habitant) est tout aussi élevé. Si on laisse de côté le Luxembourg, dont le PNB par tête est le double de la moyenne de l'UE, il reste un écart de 5 à 1 aussi entre les États les plus forts économiquement (dans l'ordre : Irlande, Danemark, Autriche, Pays-Bas, Belgique, Suède, Grande-Bretagne, Finlande, France, Allemagne) et les pays les plus faibles économiquement (Lettonie, Roumanie, Bulgarie).

La politique de cohésion européenne se doit de réaliser l'objectif de réduire ces différences. Mais la stratégie de Lisbonne orientée vers la concurrence radicale, l'enveloppe financière de l'Europe, insuffisante, des politiques nationales néolibérales semblables, tout cela devait conduire l'ancien commissaire européen, Michel Barnier, à confesser dans le troisième rapport sur la cohésion économique et sociale que le fossé entre pauvres et riches allait encore se creuser<sup>5</sup>. La polarisation régionale continue avant tout d'augmenter. La réponse primaire de la Commission européenne et des États membres est la concurrence entre les États, la concurrence pour des impôts faibles perçus sur les bénéficiaires des entreprises (Chypre : 9,7 % ; Lituanie : 12,8 % ; Lettonie : 14,4 % ; pour comparer, la moyenne de l'UE s'élève à 23,7 %) ; la concurrence pour des bas salaires (salaire minimum en Lettonie : 116 euros ; Bulgarie : 77 euros ; Roumanie : 72 euros), la concurrence pour d'autres coûts réduits pour les entreprises. Ainsi, d'un côté, l'Europe n'est pas unie, les pays sont dressés les uns contre les autres du point de vue économique, fiscal et surtout social ; de l'autre, elle devient le moteur du démantèlement social au sein des pays membres. « La concurrence sans merci au niveau des localisations conduit, dans les économies nationales les plus développées, à une pression massive sur les salaires, les normes sociales et également sur les systèmes fiscaux. Dans le même temps, la menace permanente des délocalisations ainsi que le chômage massif en Europe centrale et orientale empêchent que ces pays atteignent un niveau social plus élevé<sup>6</sup>. »

**SI LA GAUCHE VEUT S'OPPOSER** efficacement au démantèlement de la sécurité sociale et de la justice sociale des États-nations, elle devra s'engager dans le même temps pour la cohésion et la solidarité au sein de l'UE, pour une politique de marché intérieur européen, pour une réforme du pacte de stabilité et de croissance de Maastricht, une refondation du statut de la BCE et le changement de la politique financière de la Banque centrale européenne, pour une contribution décisive de l'Europe à une nouvelle régulation du système financier mondial ainsi que pour des normes européennes concernant les impôts prélevés sur les bénéfices des entreprises, les salaires, les services sociaux et

les droits syndicaux. Les idées de l'ancien président de la Commission, Jacques Delors, concernant un gouvernement économique européen et une union sociale devraient être réintégrées dans le débat sociétal. La discussion pour une alternative sociale est étroitement liée à celle pour une Europe unie. La crise profonde de l'intégration européenne est dans le même temps une chance pour son renouveau fondamental. Finalement, la poursuite de l'intégration européenne n'est concevable que si elle conduit à une union sociale et de l'emploi. Selon Jacques Delors, on peut ne pas aimer le marché intérieur, mais l'Europe en tant qu'union sociale serait le projet qui pourrait regagner les citoyennes et les citoyens à l'idée de l'intégration européenne. Les efforts les plus concrets et les plus pratiques pour limiter et pour dépasser le néolibéralisme dominant jusque dans le détail en font partie, tout comme les alternatives fondamentales de la politique européenne et de l'intégration, ses bases contractuelles et constitutionnelles incluses.

Celui qui le veut ne peut donc pas se satisfaire de « produire des concepts » de gauche (Rosa Luxemburg) et des visions – nécessaires –, mais devra être prêt et apte à la lutte sur les plans intellectuel, politique, pratique et organisationnel, victorieuse à long terme, pour une politique de longue haleine en vue d'un nouveau climat intellectuel et politique en Europe ; à un consensus anti-néolibéral, à un consensus pour un État social européen, sachant que le chemin est malheureusement long et dur pour y parvenir. Pour ce, une Constitution européenne ne doit pas précisément reposer sur des exigences maximales, mais nécessite un compromis historique européen.

**LE « NON »** français et hollandais au traité constitutionnel de l'UE n'a pas déclenché la crise de l'intégration européenne, mais l'a finalement rendue visible. D'après l'« eurobaromètre », le soutien des populations quant à leur adhésion à l'UE n'est qu'à 55 %. L'abstention lors des élections européennes, le désintérêt, les préjugés et l'ignorance sont grands, les attitudes nationalistes augmentent dans la plupart des pays de l'UE. On n'est pas encore venu à bout des conséquences politiques et sociales de l'élargissement de 2004. La stratégie de Lisbonne, qui était censée faire de l'UE la région économique la plus « dynamique » du monde d'ici à 2010, a échoué et est au contraire utilisée surtout en tant que moyen efficace pour la destruction des modèles d'État social européen. La « politique étrangère et de sécurité commune » est solennellement évoquée dans chaque document et chaque discours et se transforme graduellement en une militarisation de la politique internationale de l'UE ; pour ce qui est de la volonté et de la capacité d'une politique étrangère commune, les gou-



vernements en sont très éloignés dans toutes les questions décisives.

L'identification des citoyennes et des citoyens au développement de l'UE, à sa politique et à ses perspectives, a disparu. L'intégration européenne en tant que projet de paix reste un élément non négociable et actuel de sa reconquête. Seul, l'objectif d'une union sociale européenne pourrait provoquer une nouvelle identification fondamentale et durable. Le Comité central des catholiques allemands a exigé expressément, dans sa contribution du 25 novembre 2006, intitulée « Le modèle social européen, fil conducteur des réformes », ignorée aussi bien du grand public que de la gauche : « L'Union européenne a besoin d'affirmer vigoureusement sa dimension sociale pour reconquérir la confiance des gens, tant au plan du sens que de sa capacité d'agir, que notamment de sa fonction de protection sociale qui lui revient – indépendamment de la question de compétence. Dans ce contexte, il appartient également à l'Union européenne [...] d'octroyer aux questions écologiques une haute importance. C'est seulement ainsi que l'Union politique se réalisera pleinement sur la base d'une Constitution démocratique<sup>7</sup>. » La gauche peut aller au-delà de ces demandes avec une compétence concrète, mais elle ne peut pas rester en deçà.

**LE REFUS DU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL** par la gauche est, à mon avis, justifié et bien fondé. Mais, pour moi, il est indépassable que l'UE a besoin d'une Constitution, une « loi fondamentale » qui se situerait dans la tradition de la Constitution américaine de 1787 – la Constitution la plus ancienne du monde encore valable aujourd'hui – et la Constitution de la Révolution française. Des droits souverains et d'autres droits très substantiels ont été cédés à l'UE sans que les citoyennes et les citoyens aient pu bénéficier de droits individuels justes par rapport aux institutions de l'UE et des possibilités effectives de participation politique. Une réforme des traités gouvernementaux ne sera donc pas suffisante. L'UE doit, comme le stipule le traité constitutionnel, partir de la volonté et des droits des citoyennes et des citoyens. Quatre-vingts pour cent des décisions du Parlement allemand et 60 % des décisions des conseils municipaux allemands reposent sur des directives et des traités bruxellois ou bien ce sont ces derniers qui peuvent les déterminer d'une façon décisive. Sans Constitution, l'Europe est menacée de désintégration et de retomber de façon anarchique dans des cadres nationaux. Il ne peut s'agir uniquement d'éliminer les faiblesses du traité de Nice.

Une Constitution européenne doit garantir les droits des citoyennes et des citoyens ainsi qu'une démocratisation conséquente de l'UE. Elle doit créer les fondements à partir desquels l'Europe pourra soutenir une

politique mondiale plus pacifique, plus sociale et plus écologique. La diversité des nations et des cultures, des expériences politiques et des points de vue religieux des différentes traditions constitutionnelles doit se refléter dans une Constitution européenne. Et elle doit conférer à l'intégration, de la fascination et une nouvelle identité durable et contribuer à surmonter l'écart croissant entre les « citoyens européens » et la politique européenne. Y serait approprié : un texte constitutionnel beaucoup plus court, linguistiquement plus compréhensible et libéré des structures qui ne conviennent pas à une Constitution (et qui, d'un point de vue démocratique, sont hostiles à la Constitution).

Pour ce qui est de fixer l'UE sur un ordre économique (« économie de marché ouverte où la concurrence est libre », partie II), de l'obligation de réarmement des États – « améliorer progressivement leurs capacités militaires » (première partie) –, de limiter la politique monétaire uniquement à la stabilité des prix (partie III) ou d'intégrer le monétarisme de Maastricht dans les protocoles du traité constitutionnel, tout cela ne trouve d'équivalent dans aucune Constitution démocratique au monde. Ces sujets sont incompatibles avec toutes les réglementations constitutionnelles écrites et non écrites valables des pays membres. Ils sont en contradiction flagrante avec les objectifs de l'UE formulés dans l'article I-3 et dans la charte des droits fondamentaux de l'UE et transgressent très clairement le droit de vote démocratique actif et passif des citoyennes et des citoyens, car, indépendamment de la volonté des électrices et des électeurs, ils fixent unilatéralement la politique néolibérale, monétaire et militaire.

La critique de gauche ne réside donc pas sur une Constitution de « gauche », dont on ne démontrerait pas, mais sur une Constitution démocratique. Les parties I et II (charte des droits fondamentaux) du traité constitutionnel offrent, en dépit de toutes leurs faiblesses, pour l'élimination desquelles il faudra lutter, la substance fondamentale d'une Constitution européenne possible et nécessaire, comme cela a été proposé le 21 janvier 2007 par la Coalition de gauche et démocratique de Pologne : « Le texte actuel du traité constitutionnel devrait être simplifié et abrégé. Il devrait contenir ses parties les plus importants (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>) qui incluent objectifs, compétences et exercices, institutions, règles d'adhésion et la charte des droits fondamentaux<sup>8</sup>. » Les autres questions peuvent être résolues politiquement et juridiquement dans des traités gouvernementaux.

**POUR CE QUI EST DE LA PERSPECTIVE** de l'intégration européenne et d'un point de vue de gauche, l'engagement social de l'UE reste cependant un problème clé. Les principes



formulés dans les « Objectifs de l'Union » (article I-3) sont insuffisants même si l'Union s'y engage explicitement : « Elle combat l'exclusion sociale et les discriminations et promeut la justice et la protection sociale, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant. Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, et la solidarité entre les États membres<sup>9</sup>. »

C'est surtout l'orientation vers une « économie sociale de marché hautement compétitive » qui révèle le déficit social de l'Union, même si la notion d'« économie sociale de marché » figure pour la première fois dans un traité de l'UE. Même si elle est atténuée par l'article précité, l'économie sociale de marché est complètement insuffisante pour le développement nécessaire de l'UE vers une union sociale et de l'emploi. Ce serait d'ailleurs une décision qui relève plus du politique que du droit constitutionnel.

Une politique visant à surmonter les déficits sociaux de l'UE irait bien au-delà des idées d'une orientation sociale et d'une correction politique du marché et signifierait l'abandon fondamental de la stratégie de Lisbonne et une politique d'État social de l'UE, au moins dans le sens des propositions faites antérieurement par Jacques Delors. Officiellement, la stratégie de Lisbonne souligne le lien entre croissance et emploi, d'un côté, et cohésion sociale, de l'autre.

Les « réformes sociales » exigées et réalisées dans l'ensemble de l'UE visent cependant à remodeler l'État social, selon le principe de la « responsabilité individuelle ». Cela veut dire que, par exemple, en matière de vieillesse généralisée, les systèmes de retraite publics se limitent à autre chose qu'une sécurité liée à la pauvreté, d'autant plus que l'orientation prioritaire sur les prestations – qu'elles soient privées ou professionnelles – doit servir avant tout à la création d'un marché financier européen. Pour ce qui est de la santé, on s'oriente vers des prestations obligatoires « médicalement nécessaires » ainsi que vers des paiements supplémentaires. Bien que le sommet du printemps 2006 confirmât la stratégie de Lisbonne, les objectifs politiques d'emploi ont été, en réalité, largement abandonnés.

Généralement, en ce qui concerne les « réformes » dans le secteur social, il n'existe pas de transformation vers des systèmes durablement fiables, mais du retrait de l'État à l'échelon de l'Europe de l'assistance collective. Ce que beaucoup de gouvernements nationaux n'osent pas dire ouvertement – le système américain s'est imposé comme principe directeur au niveau européen et également dans les États-nations par le biais de la politique de l'UE : dénonciation de l'État social en tant qu'obstacle à l'entreprise et à la concurrence, privatisation et orientation de l'aide sociale vers

le marché du capital, dérégulation des marchés du travail. On se distingue des États-Unis sur un point : tandis que Washington oriente sa politique financière et économique sur son propre marché intérieur, la Commission européenne et les gouvernements européens misent sur le marché mondialisé et libéral et sur la concurrence des coûts entre pays membres, au lieu d'utiliser et de développer le grand marché intérieur européen, la demande intérieure européenne et une politique de cohésion économique et sociale.

**LE MODÈLE SOCIAL EUROPÉEN** avec ses articulations nationales très différentes<sup>10</sup> doit recevoir un complément vraiment européen et se développer vers une politique européenne de l'État social. Le Comité central des catholiques allemands a décrit sous la forme d'un avertissement à la politique actuelle le modèle social européen comme un système à la base duquel se trouve « une image de l'être humain qui accorde à tous la même dignité et les mêmes droits inaliénables. L'individu dans sa dignité personnelle est l'objectif et le porteur des processus sociaux. Le droit à la liberté et les droits du citoyen qui résultent de cette image de l'être humain nécessitent qu'ils soient complétés par des droits sociaux, car la liberté ne réside que là où on peut y avoir recours. Les droits sociaux doivent le permettre. Logiquement, ils visent à la participation de tous à la vie politique et sociale<sup>11</sup>. »

La réalité sociopolitique dans les États européens et dans l'Union est cependant tout autre : la politique sociale est au mieux une correction et un complément secondaire de la politique économique capitaliste. C'est aussi l'essence de l'« économie sociale de marché ». Une orientation vers l'État social signifie non seulement une équivalence entre la politique économique et sociale, mais une approche différente : avec l'ensemble de sa politique, y compris économique et monétaire, l'État et l'UE seraient tenus au plein emploi (nouveau, moderne et durable), à la cohésion et à la justice, à l'égalité et à la sécurité sociales et à un développement solidaire de l'UE. Finalement, un développement de l'UE orienté plus résolument vers le marché intérieur serait exigé, ce qui aurait, de loin, davantage de succès que la stratégie de Lisbonne.

**AUSSI POUR MOI**, le cercle se ferme : Qui lutte en Allemagne ou en France pour le renouveau de l'État social doit prendre en compte l'intégration européenne en tant qu'espace décisif de cette lutte. Qui veut conserver le projet d'intégration européenne ne le doit et ne le peut que dans la perspective d'une union sociale européenne. Sans un changement fondamental de la politique économique européenne au lieu de la *New Economy* du processus de Lisbonne, cela sera impossible. La démocratisation de l'UE (que je ne peux pas

aborder ici), la cohésion et la sécurité sociales, le développement durable, tous devront être en même temps les objectifs sociaux et les composantes intégrales de l'UE. Les fondements de cette approche complexe (*policy mix*) sautent aux yeux :

- une coopération politique et économique entre la Banque centrale européenne, la politique économique et fiscale des États et la politique salariale ;
- une politique monétaire moins tendue ;
- une politique salariale orientée vers la productivité ;
- une stratégie orientée vers une économie intérieure durable et caractérisée par des réformes structurelles socio-écologiques qui viseraient à une « dématérialisation substantielle de l'économie européenne<sup>12</sup> » ;
- une politique budgétaire qui renforce les investissements publics, la recherche et l'éducation ainsi que le développement des ressources humaines ;
- une politique conséquente d'égalité ;
- un engagement réel de l'UE à venir à bout du chômage massif qui peut, entre autres, être soutenu par l'inclusion du taux de chômage (plus de 10 %) dans les critères pour accéder au niveau le plus levé de la politique de subventions de l'UE ;
- une union sociale avec des normes minimales européennes pour les services sociaux, les salaires et les impôts prélevés sur les bénéfices des entreprises qui approcheront vers le haut les « corridors des politiques sociales<sup>13</sup> » ainsi que « les normes quantitatives et qualitatives, par exemple pour l'amélioration de la protection de la santé, pour le niveau minimal d'une sécurité sociale de base de pauvreté..., une norme minimale de l'UE pour des salaires minimum (par exemple 65 % du salaire national moyen), pour résoudre la situation des sans-abri ou éliminer de l'analphabétisme » (Klaus Dräger).

**EN DÉCEMBRE 2001**, les chefs d'État et de gouvernement ont engagé la convention pour l'élaboration de la Constitution par la déclaration : « En résumé, le citoyen demande une approche communautaire, claire, transparente, efficace et menée de façon démocratique. Une approche qui fasse de l'Europe un phare pour l'avenir du monde : une approche qui donne des résultats concrets, se traduisant par plus d'emplois, une meilleure qualité de vie, moins de criminalité, une éducation de qualité et de meilleurs soins de santé. Il ne fait pas de doute que l'Europe doive à cette fin se ressourcer et se réformer<sup>14</sup>. » Vous voyez, ils le savent bien. En tant qu'universitaire, j'aurais mis comme observation sur la copie de mon étudiant : « À développer »! ●

*Traduit de l'allemand  
par Carla Krüger et Françoise Diehlmann.*

1. Ce texte reprend *les Thèses* présentées à la conférence sur l'Union européenne organisée par la GUE/NGL et la Fondation Rosa-Luxemburg les 10 et 11 mars 2007.
2. Manifeste du Parti de la gauche européenne, 9 mai 2004 (<http://www.european-left.org/about/docus/doc-fr/extendeddocument.2005-07-05.9220559359>)
3. Václav Klaus, *Es ist Zeit, der EU eine solidere Grundlage zu geben*, NZZ, 30 août 2005.
4. Steffen Mau, *Soziale Ungleichheit in der Europäischen Union*, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 38/2004; Gerhard Gnauck, *Schön, abgelegener, arm*, *Die Welt*, 15 février 2005.
5. Commission européenne, *Un partenariat pour la cohésion, la convergence, la compétitivité et la coopération*, troisième rapport sur *La Cohésion économique et sociale*, Luxembourg, 2004.
6. Michael Sommer, DGB-Vorsitzender, *Ein europäischer Sozialvertrag für das 21. Jahrhundert. Sechs Thesen*, Berlin, 7, avril 2005.
7. <http://www.zdk.de/erklarungen/erklarung.php?id=157&page>
8. *The Left and Democrats Coalition (LiD) – Statement on the EU Constitutional Treaty*, VASOVIE, janvier 2007 (<http://www.sylvia-yvonne-kaufmann.de/eu-verfassung/verfassungsdebatte/200702010900.html>).
9. Traité établissant une Constitution pour l'Europe, Communautés européennes, 2005, p. 17-18 ou <http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:C:2004:310:SOM:fr:HTML>
10. Cf. André Brie, *Europäische Sozialpolitik : Der Abriss des Sozialstaates. Geschichtliche Wurzeln und Verläufe*, Aktuelle Entwicklung. En annexe : *Acht Thesen zu einer Alternative aus linker Sicht* ([www.andrebrie.de](http://www.andrebrie.de)).
11. *Id.*, *ibid.*
12. Klaus Dräger, *Visionen für ein neues Sozialsystem : Hat die Linke ein Projekt für Europa?* Manuscrit non publié.
13. Cf. Klaus Busch, *Das Korridormodell – ein Konzept zur Weiterentwicklung der EU-Sozialpolitik*, *International politics and Society*, 2/1998. Cf. également : André Brie, *Europäische Sozialpolitik*, in Cornelia Hildebrandt, *Perspektiven des Europäischen Sozialstaates*, Dietz, Berlin, 2003, p. 13-87. ([http://www.rosalux.de/cmas/fileadmin/rls\\_uploads/pdfs/Manuskripte\\_52.pdf](http://www.rosalux.de/cmas/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Manuskripte_52.pdf)).
14. Déclaration de Laeken sur l'avenir de l'UE, Conseil européen de Laeken des 14 et 15 décembre 2001.



# RÉFLEXIONS SUR LA (RE)CONSTRUCTION D'UNE GAUCHE

DARIUS ZALEGA\*

La domination de l'idéologie néolibérale au sein des élites politiques, la rupture totale de la social-démocratie « postcommuniste » avec les valeurs de gauche, les positions conservatrices prises par l'Église catholique au sein de la société, voilà autant d'éléments qui ne poussent pas à l'optimisme concernant les chances de la gauche en Pologne. Mais, fort heureusement, la vie sociale est toujours plus riche que ce que nous communiquent les grands médias. C'est pour cela que je voudrais montrer l'existence de quelques phénomènes qui permettent cependant d'être de gauche et optimiste en Pologne.

**DES VALEURS ENRACINÉES** Les sondages ne constituent pas des sources d'information crédibles. Car on peut les manipuler très facilement, et les sondés se soumettent trop facilement aux enquêteurs qui véhiculent les idées dominantes. Mais c'est autre chose qui se produit lorsque les sondages démontrent l'existence d'opinions qui vont à l'encontre de celles qui dominent au sein des élites au pouvoir et de la propagande des médias. Là, on a affaire à un signal montrant la rupture des élites avec la société et à l'émergence de l'enracinement d'un système de valeurs défini au sein de cette société. C'est ainsi que, après dix-huit ans de transformation systématique, la société polonaise apparaît comme étant profondément... à gauche – c'est en tout cas ce qui ressort des sondages détaillés.

Près de la moitié des Polonais se prononce en faveur du soutien de l'État aux entreprises non rentables, trois quarts considèrent qu'il faut combattre le chômage par tous les moyens, et 90 % se prononcent en faveur d'un niveau élevé de dotations sociales (enquête de septembre 2001 du Centre de recherche sur l'opinion sociale, CBOS).

Les Polonais s'opposent aux privatisations. C'est même

52 % des sondés qui associent privatisation et liquidation des postes de travail, et 43 % l'associent à l'exploitation. Pour 45 % des sondés, la privatisation signifie la braderie de la richesse nationale, et 46 % des Polonais considèrent que les transformations de la propriété en Pologne sont liées à des irrégularités, à des vols et à la corruption. C'est même 71 % d'entre eux qui pensent que la privatisation a été réalisée en Pologne de manière illégale (enquête CBOS d'août 2007). Les mouvements sociaux de protestation rencontrent l'appui de la majorité des Polonais, comme ceux des mineurs que les médias attaquent en les présentant comme des « privilégiés ». 67 % de la société ont soutenu le mouvement de protestation des infirmières de l'été dernier (CBOS, juillet 2007).

Le CBOS a mené les 3-6 août 2007 un sondage portant sur l'attitude des Polonais vis-à-vis de la construction sur le territoire de leur pays des éléments pour le « bouclier anti-missile » américain. Les résultats ont montré que 56 % des sondés s'y opposaient. Plus de Polonais encore s'opposent à la présence de troupes polonaises en Irak et en Afghanistan.

Selon un sondage mené en décembre 2003 par Pentor et l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences, il ressortait que 43 % considéraient positivement la période de la Pologne populaire (socialiste) contre 34 % qui la considéraient négativement. Cela malgré une campagne anticommuniste massive et ininterrompue ! Il n'est donc pas étonnant dans cette situation de constater que, selon les résultats d'un sondage CBOS de mai 2000, 47 % des sondés considéraient que le socialisme avait été une bonne idée cependant mal réalisée alors que seulement 30 % considéraient que ce système était impossible à appliquer.

Les Polonais ne voient pas l'Europe comme un ennemi : 89 % d'entre eux sont satisfaits de leur appartenance à l'Union européenne, 5 % seulement y étant opposés (sondage CBOS de juillet 2007). La fracture

\* Rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Trybuna robotnicza* (« La Tribune ouvrière »).

entre les élites et la société apparaît clairement au regard des enquêtes menées en janvier 2007 : plus de la moitié des Polonais (55 %) considère que des gens comme eux n'ont aucune influence sur ce qui se passe dans leur pays et même dans leur environnement immédiat. Seuls 22 % sont d'un avis contraire (CBOS).

C'est dans ce contexte d'aliénation avec le monde politique que l'on doit comprendre la confusion idéologique qui règne envers les principaux repères politiques. Gauche, droite, ces concepts ont réellement cessé de signifier quoi que ce soit pour la société polonaise, même si l'on peut entendre des réponses intéressantes de la part de ceux qui donnent des réponses, dès lors qu'on leur pose des questions bien préparées. En janvier 2003, 62 % des personnes interrogées par le CBOS estimaient qu'il n'existait pas de parti en Pologne pour lequel ils pourraient voter ; le CBOS leur a également demandé s'ils n'éprouvaient pas le besoin de voir la création d'un nouveau parti politique et si oui, quel devrait être son caractère. Selon 48 % d'entre eux, la réponse fut positive : ce parti devrait défendre les chômeurs, et, selon 19 %, la seconde réponse était que ce parti devrait avoir un caractère ouvrier.

Parmi les sondés, 7 % déclaraient qu'il faudrait que ce nouveau parti soit de gauche, 5 % répondant sans hésitation que ce parti devrait être socialiste. Évidemment, il ne s'agit que de sondages, mais la social-démocratie « postcommuniste » est allée exactement à l'opposé de ces sentiments.

**L'ANNÉE ZÉRO DE LA GAUCHE** On considère l'année 1989 comme une césure dans l'histoire de la Pologne – la fin de ce qu'on a appelé le « socialisme réel », le début de la transformation capitaliste, lorsque le parti « communiste » a rendu le pouvoir. En fait, cependant, les changements vers le capitalisme avaient commencé en Pologne auparavant, justement sous la direction des « communistes » du Parti ouvrier unifié polonais (POUP). L'entrée de la Pologne au sein du Fonds monétaire international en 1986 en fut le symbole.

Il faut toutefois souligner que la voie vers la restauration du capitalisme fut facilitée par l'instauration de la loi martiale le 13 décembre 1981, lorsque le pouvoir écrasa le mouvement égalitariste qu'était alors Solidarnosc. Ses restes – dans les conditions de conspiration – furent dominés par des forces procapitalistes, y compris à cause de l'influence des services d'espionnage occidentaux.

Il faut cependant analyser cette période dans un contexte plus vaste, celui des années 1980. La période de la contre-offensive néolibérale Thatcher-Reagan. Dans cette situation, et en prenant en compte les

incontestables éléments négatifs de ce qu'on appelait la Pologne populaire, la gauche ne pouvait pas se trouver dans une autre situation que sur la défensive. Au sein de la société, comme au sein du POUP lui-même, les tendances procapitalistes se renforçaient. Le POUP était alors déjà rempli de jeunes apparatchiks qui allaient remplacer les visages bien connus et peu appréciés du passé. Pour eux, le marxisme était associé à quelque chose d'archaïque, à des formules creuses. C'est un pragmatisme frisant l'opportunisme qui dominait dans ce milieu.

La transformation de « communistes » en sociaux-démocrates dès la chute de la Pologne populaire ne présentait donc aucun problème pour la majorité de l'appareil du parti « communiste » POUP. Soulignons qu'il s'agissait là de l'appareil, car les militants de base se dispersèrent. Cet état d'esprit — se placer le plus loin possible de l'idéologie — fut transféré au sein du nouveau parti, la Social-démocratie de la République de Pologne (SdRP), qui fut construit sur les ruines du POUP. Ce nouveau parti fut créé par une partie des bureaucrates de l'appareil du POUP, à qui il offrait la seule chance possible de trouver une place dans la nouvelle Pologne. L'électorat de ce parti était, en revanche, composé de nostalgiques du « socialisme », c'est pourquoi le programme de la SdRP se devait d'être suffisamment à gauche pour qu'il n'y ait pas de rupture avec les électeurs. Officiellement, les sociaux-démocrates s'opposaient à l'entrée de la Pologne dans l'OTAN ou se prononçaient pour un niveau élevé de services sociaux.

C'est alors que se produisit en 1993 un « miracle » : les « postcommunistes » se retrouvèrent au pouvoir. La société, choquée par la situation sociale et économique catastrophique dans laquelle elle se trouvait et qui était due aux gouvernements issus de Solidarnosc, a cru que la Social-démocratie garantirait un « capitalisme à visage social ». Ce fut un moment décisif dans l'histoire des sociaux-démocrates postcommunistes – l'adhésion massive de nouveaux membres allant de pair avec l'adoption d'un nouveau programme. L'objectif principal de la social-démocratie devint l'adhésion à l'Union européenne – le reste étant recouvert par des slogans sans consistance sur la « sensibilité sociale ». Mais rappelons que ces élections furent remportées par une grande coalition, l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), construite certes autour de la SdRP, mais qui comprenait, entre autres, des éléments plus à gauche – des syndicats, des associations de retraités, de femmes, le petit Parti socialiste polonais, qui se référait aux traditions de son prédécesseur marxiste d'avant-guerre et même la petite Union des communistes polonais « Prolétariat ».



**BASCULEMENT À DROITE** En 1997, ce fut la droite qui revint au pouvoir, et la direction de la SdRP décida alors de transformer la coalition SLD en un parti unifié, cela afin de mieux la contrôler et de remporter les prochaines élections. Elle y parvint – la SLD obtint 40 % des voix en 2000, mais ce fut le début de la crise. Le gouvernement social-démocrate mena une politique économique ultra-libérale, s'agenouilla devant l'Église, puis finalement prit la décision, en dépit de l'opinion de la majorité des Polonais, d'envoyer des soldats polonais en Irak. Malgré le « succès » que fut l'adhésion de la Pologne à l'UE, la popularité de la SLD s'effondra dramatiquement – 44 % de soutien encore en janvier 2002 et 6 % au début de 2005. Une vague de scission toucha le parti – plusieurs autres petits partis sociaux-démocrates naquirent, dont le plus important devint la Social-démocratie polonaise (SdPi). Ils ont tous cependant une caractéristique commune : ils ne sont pas issus d'une scission pour cause de différence de programme, mais d'une volonté de quitter le navire en perdition pour « sauver des postes ». De même l'Union du travail (UP), qui groupait au départ les éléments de gauche issus de Solidarnosc, était elle aussi réfugiée sous les ailes de la SLD.

La défaite poussa la SLD à rajeunir son image – le nouveau leader du parti devint Wojciech Olejniczak qui, à un peu plus de trente ans, appuie ses actions sur la défense de l'Union européenne, « les acquis de la III<sup>e</sup> République » (terme utilisé pour définir la période depuis 1989), c'est-à-dire que sa modernité consiste à défendre la politique antisociale consécutive à la transformation économique appliquée en Pologne et à jouer sur la peur face à la droite autoritaire. En un mot, rien de gauche n'a survécu. Le dernier signe du passage de la social-démocratie dans le camp néolibéral fut la création à l'occasion des élections de 2007 de l'alliance électorale « Gauche et démocrates » (LiD), au sein de laquelle on trouve la SLD, l'UP, la SdPi et le Parti démocrate de tendance néolibérale, né sur la base de l'Union de la Liberté (le parti de l'auteur de la « thérapie de choc » de 1989, Leszek Balcerowicz, celui de l'ancien Premier ministre de 1989 Tadeusz Mazowiecki, et de nombreux anciens dirigeants et intellectuels issus de Solidarnosc, aujourd'hui membres de « think tanks » néoconservateurs d'outre-Atlantique, comme Bronislaw Geremek, Adam Michnik, etc.). De plus, à la veille des élections parlementaires d'octobre 2007, les dirigeants de la LiD ne cachaient pas leur souhait d'une coalition avec la Plate-forme civique (PO), le plus grand parti libéral conservateur de Pologne.

Pour résumer cette situation, on peut énumérer les traits de caractère qui distinguent la Social-démocratie polonaise de ce qui symbolise les social-démocraties occidentales :

1. Elle est plus ouverte aux idées néolibérales, que ses dirigeants considèrent comme étant « naturelles » – ils sont en effet entrés en politique au moment de la « révolution idéologique » néolibérale des années 1980, et déjà auparavant ils considéraient comme inutiles les discussions programmatiques ou « idéologiques ». On n'y assiste pas à des scissions sur des bases programmatiques comme dans les social-démocraties occidentales. Elle est plutôt un parti prenant pour modèle le New Labour – un parti en fait « apolitique », néolibéral.

2. La base sociale populaire de la Social-démocratie polonaise s'est diluée. À la différence des social-démocraties occidentales, elle n'a pas de lien solide avec la classe ouvrière. Et dans cette social-démocratie très spécifique, on trouve même une méfiance envers les ouvriers, à cause de leurs liens avec la révolution ouvrière de Solidarnosc des années 1980-1981.

3. Les luttes pour le pouvoir au sein de ce parti se passent entre clans dont les origines remontent au POUP. La construction et le fonctionnement de cette social-démocratie sont liés aux luttes entre coteries, et non aux luttes d'idées.

Depuis les élections de 2005, lors desquelles le parti des frères Kaczynski – Droit et Justice (PiS) – a remporté une victoire évidente, il semble que la Pologne soit condamnée à une longue domination de gouvernements de la droite autoritaire et économiquement libérale. Paradoxalement, c'est le principal résultat de la politique menée jusqu'à présent par la social-démocratie postcommuniste en Pologne : en ayant trahi les valeurs et les promesses de gauche faites à électoral, elle a ouvert la voie à la domination de la scène politique polonaise par deux formations conservatrices et libérales : Droit et Justice (PiS) et la Plate-forme civique (PO). Ayant renoncé au combat pour la défense des valeurs historiques de la gauche polonaise, en s'agenouillant devant l'Église au nom d'un pragmatisme politique à court terme, elle a permis à la droite de gagner le combat pour l'hégémonie culturelle.

**LE MIRAGE DE LA VOIE D'ACCÈS RAPIDE** Dans une situation marquée par une telle confusion à gauche, la rhétorique sociale utilisée par PiS a abruti une partie des militants et des électeurs de gauche. On peut donner l'exemple du syndicat « postcommuniste » des mineurs, qui coopère avec le Parti de la gauche européenne et dont les militants étaient candidats sur les listes du parti des frères Kaczynski ou d'Autodéfense.

Dans cette situation, la déception face aux partis politiques a pris le dessus dans une partie importante des mouvements de gauche. Mais cela a conduit à mettre sur un piédestal les ONG « progressistes », même celles ayant un caractère altermondialiste, alors qu'elles se





sont transformées souvent en simples machines à ramasser des sous et à organiser des conférences dans les hôtels les plus chers en profitant de l'argent des fondations de gauche en Occident. Cela a mené à la démoralisation de fait des militants, et donc à compromettre y compris le concept d'un activisme de gauche. C'est la voie la plus courte pour enfermer la gauche dans un ghetto intellectuel compromettant, isolé de la société.

Abordant la question de la confusion à gauche, on ne peut ignorer le phénomène Autodéfense d'Andrzej Lepper, un parti né du mouvement paysan de protestation. Il a pu sembler, au début, qu'il serait en état de rassembler les électeurs polonais antilibéraux, particulièrement de gauche. Mais l'absence de base programmatique durable et le simple conjoncturalisme ont abouti à ce que ce parti oscille entre la droite et la gauche sur la carte politique de la Pologne. Maintenant Autodéfense a subi une nouvelle transformation, après avoir participé au gouvernement de Kaczynski en alliance avec la Ligue des familles polonaises ultracléricale et ultra-libérale, elle a recommencé à se définir comme une « gauche patriotique ». On peut cependant supposer qu'Autodéfense appartient au passé. Effet de la désorientation de sa base électorale devant les voltes-faces successives d'Andrzej Lepper, du manque de loyauté existant au sein même de son parti, et enfin de l'apparition d'une réelle alternative à gauche.

**RETOUR AUX SOURCES** La source de la rénovation de la gauche polonaise n'est pas venue du milieu de la gauche radicale ou des anciens sociaux-démocrates, mais du mouvement syndical, en fait de sa fraction la plus radicale.

Le mouvement syndical polonais est dominé par deux centrales : l'Alliance des syndicats pan-polonais (OPZZ) et Solidarnosc. L'OPZZ établissait traditionnellement des alliances avec les sociaux-démocrates, tandis que Solidarnosc faisait de même avec la droite. Chacun d'eux ouvrait un parapluie protecteur en faveur des gouvernements successifs qui liquidait les acquis sociaux. Au niveau des entreprises, ces syndicats allaient souvent main dans la main avec les patrons. Il n'est donc pas étonnant de constater que la confiance envers les syndicats est extrêmement faible en Pologne – à peine quelques pour-cents. Une telle attitude de la part des centrales syndicales dominantes a favorisé les réformes néolibérales en Pologne, comme elle a contribué à miner les bases du mouvement ouvrier.

Zbigniew Kowalewski, un rédacteur du *Monde diplomatique – édition polonaise*, voit ainsi ce paradoxe : « D'un côté, on constate que la faible participation électorale, les résultats électoraux et la composition des

coalitions gouvernementales témoignent de la délégitimation sociale du capitalisme néolibéral et de la crise de sa représentation politique. Elles font de la Pologne le maillon le plus faible dans la chaîne de l'intégration capitaliste de l'Europe. D'un autre côté, l'effondrement du mouvement ouvrier polonais fait que ce maillon craque. L'état actuel de ce mouvement en fait une anomalie à l'échelle européenne. Non seulement il ne possède aucun représentant au Parlement, même par le biais d'une représentation ne serait-ce qu'affaiblie ou déformée, mais, ce qui est pis, la condition des syndicats est très mauvaise. »

Depuis des années, on constate une croissance économique en Pologne, en partie due à l'afflux de dotation de l'UE, mais cela n'a aucune traduction en matière d'amélioration de la situation matérielle de la société. Bien au contraire. Il y a dix ans, 4 % des Polonais vivaient au-dessous du seuil d'existence. Ils sont exclus de la vie sociale, économique et politique. Tout montre l'existence d'un potentiel de radicalité au sein des milieux ouvriers. Le gouvernement se réjouit de l'augmentation des salaires, mais oublie de rajouter que cela n'aboutit qu'à récupérer les baisses de salaire subies par les salariés au cours des années précédentes. Au long des années 2000-2005, le rendement du travail a augmenté de 43 %, et les salaires de 7 %. Il en va de même avec le chômage – il est tombé officiellement à 12 %, seulement parce que plus de 1 million de Polonais, voire 2 ou 3 selon d'autres sources, ont choisi d'émigrer. Mais le niveau d'exploitation pratique dans les entreprises polonaises n'a pas baissé, d'autant plus que le nombre de travailleurs employés hors du cadre des contrats de travail, selon des contrats « à mission », « au résultat » ou par le biais d'agences d'intérim, augmente.

En dépit de la violation massive du droit du travail – et peut-être à cause de cela –, les données officielles sur les conflits sociaux en Pologne montrent qu'ils y sont extrêmement peu fréquents. Selon les rapports de l'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO), la moyenne européenne du nombre de journées de travail perdues au sein des États de l'UE dans les années 2000-2003 était annuellement de 45 jours alors qu'elle était de deux journées en Pologne, le taux le plus faible en Europe.

En 2002 est née une coordination intersyndicale des entreprises en conflits sociaux – le Comité de protestation pan-polonais (OKP), au sein duquel on trouvait des représentants des quelques dizaines d'entreprises menacées de liquidation dans tout le pays. Lors de son congrès fondateur, l'OKP a, entre autres, exigé : l'arrêt immédiat des privatisations ; la fin des manipulations du Code du travail ; l'allocation par l'État de fonds visant



au sauvetage des entreprises mises en faillite sans qu'elles en soient responsables. C'était le symbole clair que quelque chose était en train de se produire, un changement dans la mentalité d'une partie au moins des militants syndicaux. Certes, l'OKP a assez vite cessé de fonctionner, mais le syndicat libre « Août 1980 » devint le leader incontesté de ce mouvement syndical radical. Ce syndicat naquit en Silésie en 1992 et s'engagea rapidement dans des grèves dures dans les établissements Fiat de Tychy, dans les mines de Silésie et à la forge de Katowice. Dans son bastion silésien, il a bâti pendant dix ans des organisations solides dans les entreprises, il a formé des cadres et a développé des capacités de mobilisation. Ce qui est intéressant, c'est que ce radicalisme était formulé par de jeunes militants. La ligne politique du syndicat démarra avec un apolitisme déclaré – même si l'on y trouvait des influences de droite et de gauche – pour aboutir finalement clairement à des positions de classes au cours des dernières années, aboutissant à la construction sur la base du syndicat du Parti polonais du travail.

Le syndicat lui-même a rompu avec la passivité emblématique du syndicalisme polonais et s'est engagé courageusement dans les actions d'opposition à la guerre, ou même dans le combat des femmes pour le droit de choisir en matière d'avortement. Ce sont les mineurs d'Août 80 qui ont constitué la meilleure base pour le mouvement de protestation des infirmières qui avaient établi un grand campement sous les fenêtres du Premier ministre à l'été 2007. Ils ont défendu jour et nuit la « ville blanche » : une forêt de tentes, que ces infirmières avaient dressées face aux menaces d'intervention policière.

Une expérience extrêmement intéressante a aussi été la création en février 2006 du Comité d'aide et de défense des travailleurs réprimés, au sein duquel on trouve le syndicat Août 80, le syndicat Initiative des travailleurs, de tendance anarcho-syndicaliste, et d'autres groupements de la gauche polonaise radicale. Ce comité est né sur l'initiative de syndicalistes licenciés en violation du droit du travail : Dariusz Skrzypczak (de Solidarnosc, Poznan), Sławomir Kaczmarek (Initiative des travailleurs, Lodz) et Krzysztof Labedz (Août 80, Silésie).

Ce comité a organisé entre autres une manifestation pour la défense des travailleurs employés par les agences d'intérim (avril 2007, Wrocław), pour la défense des établissements Prema de Kielce menacés de privatisation ; il a organisé des bureaux d'intervention dans la plupart des grandes villes polonaises, il a édité des brochures gratuites sur le droit des travailleurs polonais dans les autres pays de l'Union européenne.

En même temps, le Parti polonais du travail s'est progressivement ouvert à d'autres milieux de gauche – des militants de différentes options de gauche – social-démocrates, communistes, trotskistes. Le parti a placé sur ses listes électorales lors des consultations successives des militants venant d'autres partis de gauche (lors des dernières élections locales, le PPP a obtenu 1 % des voix, à l'échelle nationale, soit 140000 voix).

Le 23 juin s'est tenu à Varsovie le Congrès d'accord de la gauche. Le Parti polonais du travail, le Parti socialiste polonais, le Mouvement de renaissance économique Edward Gierek ainsi que la Gauche sociale Raison y ont pris part. Malheureusement, la décision de tenir des élections parlementaires anticipées en Pologne a fait que ce rassemblement n'a pas pu commencer à bien fonctionner pour y participer.

Ces élections ne seront donc encore qu'un test pour le PPP. Ce parti du travail est le seul parti extraparlémentaire qui a pu présenter des candidats dans toute la Pologne. Malgré un blocus total de la part des médias, les militants de ce parti sont parvenus pour la première fois à présenter un programme entièrement de gauche, proposant l'augmentation du salaire minimum, le retrait des armées polonaises d'Irak, l'introduction de la semaine de travail de 35 heures, l'augmentation des impôts pour les plus riches. Bogusław Ziętek, le président de ce parti, a déclaré : « Si la gauche doit constituer une réelle alternative face aux programmes libéraux de tous les gouvernements qui se sont succédés, elle doit avoir un programme qui s'appuiera sur l'être humain, avant la croissance économique – sur le travail, avant la libre entreprise – sur les droits du travail et les libertés syndicales, sur le souci envers les besoins sociaux de base avant l'équilibre budgétaire de l'État. Il doit montrer par ses actions de façon ferme et conséquente qu'il s'oppose à chaque forme d'exploitation, de discrimination et d'exclusion. »

Après avoir rappelé les expériences de la gauche polonaise, on peut tirer de son histoire quelques leçons. La gauche en Pologne ne peut pas exister sans :

- un enracinement dans le mouvement syndical ;
- une base programmatique au sein de l'intelligentsia de gauche ;
- une union avec les mouvements sociaux (alterglobalistes, féministes, etc.) ;
- un parti politique.

Sans l'existence d'un parti de gauche en Pologne, seul le folklore politique existera. L'espoir existe que ce parti sera le Parti polonais du travail. Il faut donc que la gauche ouest-européenne s'intéresse plus à ce qui se passe en Pologne. D'autant plus que la Pologne pourrait se révéler être « le maillon le plus faible de l'intégration capitaliste en Europe ». ●





# LE PC CHILIEN AMORCE UNE NOUVELLE ÉTAPE

OSVALDO FERNÁNDEZ DÍAZ\*

La décision des communistes chiliens d'apporter leur soutien politique conditionnel (qualifié de « contre-offensive tactique ») à la candidature de la Concertation représentée par Michèle Bachelet au second tour de l'élection présidentielle de janvier 2006 a incontestablement marqué une nouvelle étape. Il convient d'interpréter cette initiative politique, d'une part, comme l'expression de la détermination communiste à jouer un rôle sur l'échiquier politique chilien, d'autre part, comme un retour aux sources de leur tradition politique jusqu'à l'élection de Salvador Allende. C'est-à-dire une politique d'alliance et d'accords avec les autres mouvements politiques chiliens, chemin qui a porté ses fruits, et quels fruits ! à deux occasions, en 1938 avec Pedro Aguirre Cerda et le Front populaire et en 1970 avec Salvador Allende et l'Unité populaire. En ce qui concerne la conjoncture électorale de 2006, personne ne voulait reproduire l'expérience désastreuse vécue au cours du second tour de la candidature du président Lagos en 2000. À l'époque, la décision de voter blanc n'avait pas été suivie par tous les électeurs communistes chiliens qui, l'ayant jugée incongrue ou ambiguë, n'avaient pas tenu compte de la consigne et avaient soutenu la candidature de la Concertation. Les électeurs communistes appartiennent à une gauche radicalisée qui se caractérise par un rejet viscéral de la droite (dans laquelle ils continuent à voir l'ombre de Pinochet et la perpétuation abominable de la dictature). L'un des engagements principaux et constants de la gauche chilienne est le maintien obstiné du combat en faveur des droits de l'homme et contre l'impunité au Chili, qui a permis de lever peu à peu le voile sur le cauchemar de ces années de dictature et sur la toile d'araignée tissée autour de ses crimes, et qui a eu pour contrecoup politique de dénoncer la persistance des liens entre le gou-

vernement militaire et la droite chilienne et sa nostalgie de la tyrannie dont elle a fait preuve à cette époque. De son côté, cette « percée tactique » a eu le mérite de mettre le doigt sur les incidences négatives profondes sur la démocratie chilienne d'une exclusion sociale qui se manifeste à tous les niveaux et qui s'est généralisée au point que nous pouvons affirmer que c'est ce qui définit aujourd'hui notre société. Une inégalité économique qui s'accroît régulièrement et quotidiennement, un déséquilibre social engendré par l'une des pires répartitions des richesses au monde et une exclusion politique qui se manifeste par le fait qu'il n'existe plus dans notre pays un marché électoral au sens où l'entend Schumpeter<sup>1</sup> puisque le système électoral binominal ne laisse pratiquement aucun espoir aux membres d'une partie du spectre politique, correspondant à ce que l'on a coutume d'appeler la gauche extra-parlementaire, de voir ses candidats élus autrement qu'au niveau municipal. Cette nouvelle étape marque la fin de la recherche d'une échappatoire au système des partis politiques instauré au Chili depuis que le non a triomphé, mettant fin au régime dictatorial. Les opposants au type de gouvernement proposé par la Concertation et au système néolibéral hérité de la dictature ont cherché pendant des décennies une autre voie, hésitant entre diverses alternatives contradictoires, optant à un moment pour la voie politique d'un collège électoral qui se réduirait à l'éventail resserré comme une peau de chagrin des partis et des groupes extraparlimentaires, reniant à d'autres occasions cette option pour privilégier des ententes en marge des partis politiques, entre les communistes et les masses, conjointement avec une attitude politique où tout accord politique était en butte à une défiance viscérale. Des mouvements entiers pour lesquels ces accords, voire les élections elles-mêmes, ont perdu toute crédibilité, se sont systématiquement abstenus de voter ou de s'inscrire sur les listes électorales. Ce rejet de la politique se fonde sur une sensibilité anarchiste qui prime chez les jeunes Chiliens, qui n'est pas canonique-

\* Docteur en philosophie à Paris I-Sorbonne, professeur à l'université de Valparaíso.

ment théorique, mais qui s'exprime par ces refus et par d'autres attitudes contestataires amplement répandues parmi la jeunesse. Une forme de rébellion de la jeunesse chilienne qui perçoit et ressent que la société néolibérale ne les prend pas en compte.

Produit du coup d'État, de l'exil et des circonstances entourant la création du Front patriotique Manuel Rodríguez, l'action politique communiste a évolué dans un contexte organique profondément marqué par les contradictions inhérentes à la conjoncture. Elle fait ses premiers pas sous l'auspice de la contradiction, source d'un nombre considérable d'impasses, qui oppose les militants restés sur le territoire national et les exilés, puisque, dans un premier temps, qui a duré plus longtemps que nécessaire (jusqu'au XV<sup>e</sup> congrès, premier congrès organisé au Chili), les leaders du mouvement étaient en exil. Ultérieurement, la situation s'est totalement inversée lorsque les militants de l'intérieur ont repris en main la direction du parti, avec pour consigne de « démanteler » politiquement les forces en exil. Situation extrême dans les deux cas : a) dans un premier temps, l'extérieur, qui prenait toutes les décisions, n'a perçu l'intérieur que comme un simple appendice ; b) au cours de la deuxième étape, le démantèlement politique des forces en exil inverse la situation et rompt tout lien organique avec des milliers de militants qui vivent à l'étranger sans espoir de retour et qui, outre un profond sentiment d'exil, se retrouvent également exclus, abandonnés par le parti. L'effondrement, à la même époque, du « socialisme vrai » explique le caractère dramatique du XV<sup>e</sup> congrès.

Alois que les effets de ce conflit se font encore sentir, et après un certain rééquilibrage organique, une nouvelle contradiction se fait jour entre ce que nous pourrions appeler les deux « âmes » des communistes chiliens, deux manières de comprendre la politique, qui coexistent sans vraiment se rencontrer, entre le programme prôné par le FPMR et ce qui a été la politique communiste traditionnelle jusqu'à l'avènement de l'Unité populaire. Le passage du temps aggrave ce conflit, car la génération qui aurait pu faire le lien entre ces deux expériences est en exil, et les rares militants qui ont pu rentrer au pays vivent dans une situation de clandestinité telle qu'ils ne peuvent pas prendre contact avec plus d'une dizaine d'autres militants. Jusqu'à très récemment, la majorité des communistes de cette époque n'a connu que la dictature au cours de ses années de formation. Leur expérience est très riche à de nombreux égards, mais pratiquement nulle sur le plan des contacts politiques. Cette expérience initiale persiste en arrière-plan et continue à définir la ligne du PC comme la politique de la rébellion populaire. Lorsque cette compréhension s'est éteinte et que cette politique a été capable de

conquérir une certaine hégémonie (voir, par exemple, les attitudes politiques prônées par d'autres mouvements, telles que la « désobéissance civile »), les changements introduits n'ont pas été analysés en profondeur. Le changement de contexte n'a pas été saisi immédiatement. Bien qu'il ait réussi, le coup d'État n'a pas été perçu, ni analysé exhaustivement comme l'indice d'une fin et non d'un commencement.

Sans oublier que des générations de communistes chiliens ont vécu des expériences totalement différentes. Les uns, qui n'ont connu l'illégalité que brièvement, ont maintenu en exil les accords et les engagements antérieurs. Certains, dont le militantisme s'est formé dans un climat permanent d'illégalité, n'ont connu un jeu politique normal qu'à la fin des années 1990 ; d'autres enfin, ont connu de longues années d'exil, et leur seule expérience du jeu politique date des gouvernements de coalition (de 1990 à 2007). Ces expériences de vie différentes instaurent inévitablement une double lecture des événements et des documents. Nous pensons à ce qui se passe aujourd'hui lorsque la grande majorité des membres du parti qui sont rentrés pour œuvrer pendant la dictature se retrouve face à une pirouette tactique qui a pour objectif de construire de nouveau une alliance vers le centre pour créer un gouvernement démocratique intégrant plusieurs partis. Pour ceux-là, la collaboration avec d'autres secteurs n'a rien de naturel. Certains n'ont pas l'habitude qu'on les contredise ou que l'on exprime des idées différentes, et ne sont pas convaincus par les nôtres, ce qui explique que la coopération engendre encore une certaine méfiance. En outre, contrairement à l'héroïsme romantique d'hier, la situation actuelle exige de la persévérance, de la confiance, la patience de tracer peu à peu un chemin et d'apprendre à tirer parti de toutes les circonstances.

**QUEL EST LE CONTEXTE DE CETTE NOUVELLE ÉTAPE ?** La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui n'a rien à voir ni avec celle du Chili en 1952, lors de la naissance du processus qui a abouti à l'Unité populaire, ni avec celle qui existait à la veille du triomphe de Salvador Allende. En 1952, le modèle de substitution des exportations s'est épuisé ; sur un plan plus général, trois mouvements se disputent la succession : une nouvelle gauche s'ébauche, symbolisée par la figure de Salvador Allende, qui compose une nouvelle alliance qui s'exprimera pendant les mille jours de l'Unité populaire entre 1970 et 1973. Un autre mouvement réformiste, les Forces démocrates chrétiennes, fait une entrée fracassante sur la scène politique nationale et amène Eduardo Frei Montalva au pouvoir en 1964. Enfin, un mouvement de droite encore embryonnaire et qui ne sera vraiment décelable que pendant la dictature militaire de Pinochet (1973-1989). Dans l'ensemble, l'es-

pace politique est ouvert, même si la politique des mouvements les plus sombres de l'extrême droite se borne à susciter une intervention militaire.

En ce qui concerne la droite, Leopoldo Benavides ébauche en 1978 une thèse selon laquelle la droite chilienne n'a eu aucune visée hégémonique jusqu'aux années 1970, se contentant d'une attitude défensive pratiquement jusqu'à la création du Parti d'unité populaire. Je pense que ce n'est qu'à ce moment-là qu'elle a vraiment commencé à élaborer un projet (au sens où l'entend Gramsci) beaucoup plus profond. On peut affirmer que, jusqu'aux années 1970, la droite n'avait pas d'orientation intellectuelle ou morale, et son plus grand triomphe actuellement est d'avoir su créer un pouvoir dirigeant dont les aspects intellectuels et moraux sont profondément ancrés dans la société chilienne. Je pense que le soutien de la dictature lui a permis de modifier tout à coup les structures intellectuelles, ce qui rend la compréhension du poids de la dictature de Pinochet beaucoup plus complexe et plus difficile. C'est pour cette raison que l'on peut dire que le conformisme intellectuel profond généré par la droite au Chili est aujourd'hui l'un des problèmes les plus importants. Quelque chose qui continue à nous affliger et à nous effrayer. Avoir conscience de cet élément, dont l'entendement s'articule autour des concepts de Gramsci, peut s'avérer très utile pour trouver des alternatives et des arguments contre la droite et créer un discours intellectuel et moral différent. Une phrase de Gramsci m'a frappé particulièrement : il déclare qu'au moment du fascisme sa mission et celle du parti est d'être, dans un conflit qui risque de durer longtemps, la graine qui pourra être semée et récoltée à plus long terme encore. Sur le plan intellectuel, c'est une mission qui reste à mettre en œuvre au Chili.

À l'heure actuelle, sur le plan économique et social, ce domaine culturel est encore plus important. D'une part, en raison de la puissante implantation des pouvoirs de fait, particulièrement le pouvoir économique qui est entre les mains des chefs d'entreprise chiliens, renforcé par l'hégémonie du modèle néolibéral. La Concertation, qui adhère à ce modèle et le respecte de la manière la plus orthodoxe possible, s'est muée en simple administrateur et garant de la réussite du programme économique néolibéral. C'est au Chili que ce modèle a été expérimenté pour la première fois, et c'est là qu'il est appliqué au pied de la lettre. Mais il ne s'agit pas seulement de programmes politiques appliqués « d'en haut ». Le plus grave pour la gauche chilienne réside dans le fait que le néolibéralisme se répand parmi les masses populaires. La consommation et le crédit à la consommation large-

ment répandus parmi la population la plus humble constituent l'appui fondamental et essentiel du gouvernement.

Sur le plan politique, il importe de souligner que la droite (UDI plus RN) représente la moitié de l'électorat national. Cette hégémonie lui impose de s'appuyer sur le pouvoir de fait des entreprises, d'une part, et, d'autre part, sur les accords conclus avec les militaires, en raison de l'ouverture démocratique qui a suivi le triomphe du non. S'y ajoute le soutien des institutions religieuses, notamment de l'Église catholique, ciment de l'idéologie qui prédomine actuellement au Chili.

Cependant, il s'est produit, mais du côté de la droite, ce qu'Antonio Gramsci proposait comme processus d'installation d'une hégémonie, qui suppose que la classe hégémonique soit à la fois dominante et dirigeante. Si l'on part du fait que, dans l'éventail idéologique d'une société, les perspectives d'alliance doivent tenir compte de l'existence d'amis, d'alliés, d'adversaires et d'ennemis et renforcer le camp ami en y intégrant les alliés, neutraliser et, si possible (et tel a été le cas au Chili), phagocyter les adversaires et réduire le champ d'action des ennemis à sa plus simple expression. Ce programme aurait complètement abouti au Chili si ce n'est que, depuis la fin de la dictature, il y a eu quatre gouvernements de coalition et que, sur le plan strictement politique, la droite a été privée d'alternance. Nous avons donc, d'un côté, l'alliance conservatrice avec l'UDI et ses alliés de la Renovation nationale et, de l'autre, la Concertation que l'on peut décrire comme des adversaires neutralisés de la droite. Et où est la gauche? On peut la qualifier d'extra-parlementaire... et elle est réduite à sa plus simple expression, intégrée partiellement dans le système des partis puisqu'elle n'a aucun parlementaire. Et tant que le système binominal restera en fonction, cette situation restera inchangée.

La gauche n'étant pas représentée au Parlement, les éléments qui la composent sont non seulement réduits aux espérances de vote les plus basses, mais ils ont disparu de la scène politique, et sont dispersés et divisés. Lors des dernières élections, le mouvement politique *Junto podemos más*, sans tenir compte des abstentions, est parvenu à regrouper une cinquantaine d'organisations, dont certaines étaient à peine connues.

Le gouvernement actuel de la présidente Michelle Bachelet, quatrième gouvernement de coalition, est confronté à une situation économique et sociale dominée par les pouvoirs de fait, comme les chefs d'entreprise; empêtré dans ses propres contradictions, ce modèle de gouvernement instauré depuis la fin de la dictature tient un discours et ne soutient que quelques actions et programmes populistes. Impossible d'avancer sans rompre le statu quo, lequel bénéficie





d'un certain consensus. Un journaliste a expliqué sans ménagement les raisons des quatre victoires successives de ce type de gouvernement : si la Concertation, qui adhère au modèle néolibéral et l'applique de la manière la plus orthodoxe possible, a adopté et met en œuvre un programme économique de droite en préservant sans faillir ses intérêts, pourquoi convoiter la présidence ? Pourquoi insister sur l'alternance ? C'est là, à mon avis, une preuve indiscutable de la domination hégémonique de la droite au Chili.

Comment peut-on inverser la situation ? C'est une question qui n'est pas réservée au PC, mais à l'ensemble de la gauche. La première tâche incontournable est de réussir à unir la gauche qui est actuellement fragmentée. Pour ce faire, il est impératif d'adopter une politique d'alliances qui tentera d'inverser la situation actuelle, de reconstruire la gauche pour qu'elle atteigne au moins un tiers de ce qu'elle était avant l'élection d'Allende. D'autre part, essayer d'inciter le centre à adopter une position au moins critique envers le néolibéralisme. Lancer la réforme intellectuelle et morale indissociable d'un nouveau projet historique. Nous pensons qu'en agissant de cette manière nous pourrions planter les premiers jalons de réduction de la droite. Pour le formuler en termes que Gramsci ne désavouerait pas, nous devons susciter de nouveau, comme dans les années 1960, une nouvelle volonté collective nationale et populaire. Et nous répétons la question du Pr Benavides : Quelle peut être la réforme intellectuelle et morale que nous devons réaliser actuellement au Chili ? Compte tenu du contexte que nous avons exposé, la réponse à cette question pourrait-elle être actuellement le socialisme ?

#### QUEL SOCIALISME POUR LE XXI<sup>e</sup> SIÈCLE ?

« Le communisme n'est pour nous ni un *état* qui doit être créé, ni un *idéal* sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. »

Karl Marx, Frédéric Engels, *L'Idéologie allemande*.

« Le socialisme n'est pas, précisément, un problème de coude et de fourchette, mais un mouvement de culture, une grande et puissante conception du monde. »

Rosa Luxemburg, lettre à Franz Mehring.

« Bien sûr, nous ne voulons pas que le socialisme soit, en Amérique latine, un décalque ou une copie. Il doit être une création héroïque. Nous devons donner vie, avec notre propre réalité, dans notre propre langage, au socialisme indo-américain. »

José Carlos Mariátegui.

Malgré sa popularité, cette question semble incorrectement formulée puisqu'elle nous précipite en avant et oriente toute réflexion sur le socialisme vers une quelconque utopie future. Marx, lui, insiste sur le présent où les « conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent ». Sans doute serait-il plus utile de s'interroger sur les raisons de son absence dans les discours actuels. Sur l'abîme qu'elle recouvre pour que l'on ne puisse y répondre que par des utopies, des mythes ou des mirages. Ne vaudrait-il pas mieux penser que le concept du socialisme est perçu aujourd'hui comme anachronique et démodé ? Anachronique en premier lieu parce qu'il relève d'une étape avortée que l'implosion de l'Union soviétique et l'effondrement d'une bonne partie du monde alors socialiste relèguent aux oubliettes. Aujourd'hui, si l'on se projette dans l'avenir, il est démodé, car enclavé dans un moment de l'histoire qui nous paraît très lointain et où le concept, si cela veut encore dire quelque chose, consiste à donner un nom à une quête utopique, comme le fut à une époque le mythe de la grève générale. Enfin, concrètement, nous ne sommes pas actuellement en mesure de visualiser clairement le moment du socialisme. C'est en tenant compte de ces données que nous pouvons orienter notre réflexion sur la manière d'élaborer un possible concept de socialisme susceptible d'être viable au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous devons partir du fait que non seulement le socialisme que nous allons construire devra être différent de celui qui l'a précédé, mais également que la forme sous laquelle nous allons parvenir à le construire sera différente.

Mariátegui, après avoir déclaré que le socialisme n'était certainement pas une doctrine indo-américaine puisque aucune doctrine, aucun système contemporain ne peut l'être, déclara à cet égard : « Bien sûr, nous ne voulons pas que le socialisme soit, en Amérique latine, un décalque ou une copie. Il doit être une création héroïque. Nous devons donner vie, avec notre propre réalité, dans notre propre langage, au socialisme indo-américain. »

Avec cette affirmation, il rompait avec le paradigme, alors pleinement en vigueur, prôné par toute une institution, la III<sup>e</sup> Internationale communiste, et avec un modèle de socialisme appliqué dans une partie du monde, l'Union soviétique. Le regard de Mariátegui était plutôt fixé avec obstination sur ce que pouvait être la spécificité nationale. De la même manière, lorsque, pressé par les circonstances, il se trouve dans l'obligation de créer un parti, il ne crée pas le Parti communiste, mais le Parti socialiste péruvien, un parti distinct, différent tant du parti créé par Haya de la Torre, que de celui préconisé par la III<sup>e</sup> Internationale. Un parti qui devait émerger de la base, de la réalité péruvienne spécifique,



une identité péruvienne qui devait se construire au sein d'un processus de création original. Jusqu'à ce que cela aboutisse, le socialisme devait être une œuvre de création ancrée dans la réalité péruvienne intrinsèque qui permet d'affirmer que, sans indigènes, il ne peut pas y avoir de socialisme au Pérou. Pour concrétiser ces options, il mettait la théorie à l'épreuve. Pour cette raison, sa conception du marxisme échappait également au marxisme orthodoxe de l'époque :

« Le marxisme dont beaucoup parlent, mais que peu connaissent et, surtout, comprennent, est une méthode fondamentalement dialectique, c'est-à-dire qui se fonde intégralement sur la réalité, sur les faits. Il ne s'agit pas, comme certains le supposent à tort, d'un ensemble de principes aux conséquences rigides s'appliquant indifféremment à tous les contextes historiques et à toutes les latitudes sociales. Marx a tiré sa méthode du cœur même de l'histoire. Le marxisme agit et opère sur l'atmosphère, le milieu ambiant de chaque pays, de chaque peuple, sans négliger aucune de leurs modalités. »

Antonio Gramsci conçut le parti en étroite relation avec le socialisme :

« Le Prince moderne doit et ne peut pas ne pas être le promoteur et l'organisateur d'une réforme intellectuelle et morale, ce qui ensuite signifie créer le terrain pour un ultérieur développement de la volonté collective nationale-populaire vers l'achèvement d'une forme supérieure et totale de civilisation moderne. »

*Antonio Gramsci, Brèves notes sur la politique de Machiavel, la politique et l'État moderne.*

Une vérité incontestable dans les circonstances actuelles est qu'il n'y a plus de paradigmes. Au Chili, en Amérique latine et dans le monde entier, c'est de la *base*, de notre spécificité propre, que doit émaner le socialisme. En conséquence, il est impératif d'inverser le processus. Il ne s'agit plus d'un modèle que l'on applique, mais d'un processus issu de la réalité historique même. N'oublions pas que le socialisme d'hier était un schéma universel, un modèle quasi indépendant de ce que disait la réalité. S'il y a quelque chose à tirer clairement des événements, c'est qu'il n'existe pas actuellement un modèle de socialisme. Mais cela marque la fin de ce que nous pouvons affirmer avec quelque certitude, car se pose immédiatement la question de savoir de quoi nous parlons exactement quand nous prononçons le mot « spécificité ».

Nous sommes confrontés actuellement à un capitalisme qui globalise les relations socio-économiques au niveau mondial. Nous subissons les effets d'une troisième révolution industrielle qui a porté le capitalisme au stade défini par Marx comme celui de la subordination réelle du travail au capital. Aujourd'hui, la ques-

tion de la réalité spécifique est plus ouverte que jamais. S'agit-il de la nation, ou existe-t-il une dimension beaucoup plus vaste, signifiant l'aspect régional de la réalité latino-américaine? Ou faut-il replacer le socialisme dans le contexte actuel de la globalisation? Le local peut-il affronter le global? Existe-t-il une mondialisation politique correspondant à la mondialisation des communications et de l'économie?

Nous devons nous demander si, lorsque nous évoquons la spécificité et le socialisme, il faut réfléchir aux dimensions d'ancrage de ces deux concepts. Pour Mariategui, il s'agissait de la réalité indigène péruvienne. Mais si, aujourd'hui, nous parlons d'une spécificité nationale, faisons-nous allusion à l'État-nation déclinant? Situation aggravée en Amérique latine où jamais État et nation ne coïncident. Après l'indépendance sont venus les États puis, le cas échéant, les nations. Si l'on regardait le continent d'un point de vue national, la carte serait très différente de celle qui existe actuellement. Ne vaudrait-il pas mieux réfléchir au problème et à la question sur le socialisme en termes globaux?

Tout est différent aujourd'hui, même s'il persiste un trait distinctif qui est la raison pour laquelle nous insistons sur le concept et qui fait le lien entre notre conception du socialisme et les réflexions qui précèdent : c'est sa nature éminemment anticapitaliste. Le socialisme pré-suppose la fin ou le dépassement de la réalité capitaliste. Nous pouvons nous fier à cette seconde affirmation. Mais nous en sommes encore à un stade du processus où il est difficile de dégager la réalité nouvelle des ruines de l'ancienne. Les fissures du néolibéralisme augurent de nouvelles possibilités intrinsèques. Le socialisme est toujours vivant parce que la fin de l'histoire annoncée par l'assaut néolibéral non seulement s'est produite, mais que les choses ont empiré depuis. Au lieu d'établir des relations harmonieuses avec la nature, l'absence de politique de défense de l'environnement a empiré la situation. Au lieu de résoudre la précarité, le néolibéralisme l'a répandue chaque jour davantage dans le monde. Les conflits, les maladies et la faim se sont aggravés et submergent l'univers. Il n'y a plus de premier et de deuxième monde, le tiers monde s'est installé dans les faubourgs du premier avec lequel il cohabite. ●

*Traduit de l'espagnol par Marie-Odile Motte (CIR SARL, Paris).*

1. Pour Schumpeter, « la démocratie n'est rien d'autre qu'un mécanisme qui permet d'élire et de légitimer des gouvernements; ce n'est pas un type de société ni un ensemble d'objectifs moraux; en second lieu, ce mécanisme consiste en une lutte concurrentielle de deux ou plusieurs groupes autoproclamés d'hommes politiques (élite), organisés en partis, pour les votes qui leur permettront de gouverner jusqu'aux élections suivantes. Il n'appartient pas aux électeurs de prendre des décisions politiques et d'élire des représentants qui les appliqueront mais bien plutôt d'élire les hommes qui prennent ces décisions. »



# POUR LA CINQUIÈME INTERNATIONALE

SAMIR AMIN\*

Le capitalisme est un système mondial. Ses victimes ne peuvent donc faire face efficacement à ses défis qu'à la condition de s'organiser également à cette échelle. L'« internationalisme des peuples » a néanmoins toujours été confronté à des difficultés sérieuses produites par le développement inégal associé au déploiement mondialisé du capital.

## LES FONDEMENTS OBJECTIFS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CAPITALISME

**MONDIALISÉ** Le capitalisme est fondé sur le conflit de classe axial qui oppose le travail au capital et qui est à l'origine du caractère prolétarien proclamé par l'Internationale des classes populaires engagées dans des luttes anticapitalistes. On trouvera donc tout à fait naturel le fait que cette internationale prolétarienne ait trouvé l'origine de sa constitution dans les centres avancés du système capitaliste mondial, en Europe occidentale au XIX<sup>e</sup> siècle. Il reste que l'affirmation de ces réalités dominantes a contribué à en cacher d'autres, caractéristiques de l'expansion du capitalisme, en l'occurrence impérialiste.

La diversité des conditions sociales et politiques propres aux États et nations constitutifs du système mondial résulte de la nature des développements qui caractérisent l'expansion mondiale du capitalisme. Soumises aux exigences de l'accumulation dans les centres du système, les formations sociales des périphéries n'ont jamais été caractérisées de ce fait par la centralité de la position du prolétariat ouvrier dans l'organisation d'ensemble de la production. Les victimes du système sont tout autant les sociétés paysannes intégrées et soumises à la logique de l'expansion impérialiste, et – à des degrés variables – beaucoup d'autres classes et groupes sociaux.

\* Président du Forum mondial des alternatives et directeur du Forum du tiers monde (Dakar). Derniers ouvrages parus : *Le Virus libéral*, Le Temps des cerises, 2003, *Pour un monde multipolaire*, Syllepse, 2005, *Pour la cinquième Internationale*, Le Temps des cerises, 2006.

Par ailleurs, les parcours historiques au long desquels se sont constituées les nations, dominantes ou dominées, ont toujours été marqués par des particularités qui leur ont été spécifiques. Les blocs hégémoniques de classes et d'intérêts qui ont permis au capital d'asseoir sa domination, ceux que les victimes du système ont construits ou tenté de construire pour faire face au défi ont toujours été de ce fait différents d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre. Ces parcours ont façonné des cultures politiques particulières, a riculant à leur manière propre des systèmes de valeurs, des « traditions » de formes spécifiques d'expression, d'organisation et de lutte. Ces diversités sont tout également objectives, comme les cultures à travers lesquelles elles s'expriment. Enfin, le développement des forces productives lui-même, à travers les révolutions scientifiques et technologiques qui en définissent les contenus, a commandé à son tour les changements dans l'organisation du travail et les formes diverses de sa soumission aux exigences de l'exploitation capitaliste. L'ensemble de ces réalités diverses interdit de réduire les acteurs politiques au couple bourgeoisie/prolétariat.

## LES LEÇONS DE L'HISTOIRE DES INTERNATIONALES SOCIALISTES ET COMMUNISTES

La I<sup>re</sup> Internationale – l'Association internationale des travailleurs – avait été conçue pour surmonter l'émiettement national dont les révolutions européennes de 1848 avaient montré les effets négatifs. Le sujet social nouveau, la victime par excellence de l'expansion du capitalisme en Europe occidentale et centrale, celui dont les espoirs – socialistes et communistes – exprimés en 1848 avaient été brisés par la contre-révolution, s'appelait le « prolétariat », lequel se composait d'une minorité rassemblée dans les grandes usines et mines de l'époque et d'une vaste couronne de travailleurs artisanaux. Le nouveau prolétariat étant encore exclusivement localisé dans le quart nord-ouest de l'Europe et essaimant aux États-Unis, cela impliquait que l'aire d'intervention de l'Internationale fût en fait limitée à ces régions. La I<sup>re</sup> Internationale a

géré, dans ces limites, la diversité des conditions des luttes sociales et politiques dans un esprit démocratique d'avant-garde pour son époque. L'Association rassemblait des organisations de natures et de statuts différents, partis politiques (embryonnaires), syndicats et coopératives, associations civiles, « personnalités » (comme Marx, Proudhon ou Bakounine!).

La II<sup>e</sup> Internationale a été conçue sur la base de principes tout à fait différents. La prolétarisation accélérée de l'époque avait donné naissance à de nouvelles formes de partis ouvriers, relativement importants par le nombre de leurs adhérents et par leur influence sur les classes travailleuses. Des partis différents les uns des autres, allant du travaillisme anglais à la social-démocratie marxiste allemande et au syndicalisme révolutionnaire français, mais néanmoins ralliés – tout au moins à l'origine – à l'objectif de substituer à l'ordre capitaliste celui du socialisme. Plus importante, avec le recul, paraît avoir été l'idée de principe d'« un » seul parti pour chaque pays, « le » parti qui serait le représentant exclusif de « la » classe, elle-même le sujet historique unique de la transformation sociale, le parti potentiellement porteur de la « ligne juste », que celle-ci fût d'ailleurs – comme l'histoire allait le montrer – un réformisme modéré ou l'option révolutionnaire. Engels et les premiers leaders marxistes (Kautsky, Labriola, Plekhanov et autres) ont certainement considéré les options en question comme le témoignage d'un progrès par rapport à la I<sup>re</sup> Internationale, ce qu'elles furent probablement en partie. Toujours est-il que les limites de la pratique démocratique dans la gestion du mouvement politique et social animé par les partis en question procèdent de ces options fondamentales d'origine. Par ailleurs, les partis de la II<sup>e</sup> Internationale ont, dans l'ensemble, dérivé dans la direction de l'alignement impérialiste et nationaliste. La II<sup>e</sup> Internationale a légitimé l'impérialisme par son prétendu effet objectif positif (faire entrer les peuples attardés dans la modernité capitaliste); une perspective historique démentie par la nature impérialiste inhérente à l'expansion mondialisée du capitalisme. Ce glissement renforçait les chances d'un ralliement nationaliste parallèle aux visions de la classe dirigeante capitaliste, au moins pour ce qui est des relations internationales. Comme on le sait, les partis de la II<sup>e</sup> Internationale ont sombré dans le chauvinisme produit par la Première Guerre mondiale.

La III<sup>e</sup> Internationale a été créée pour corriger cette dérive. Et elle l'a fait au moins partiellement. En effet, elle s'est affirmée à l'échelle mondiale en soutenant la création de partis communistes dans toutes les périphéries du système mondial proclamant le caractère stratégique de l'alliance des « ouvriers de l'Occident »

avec les « paysans de l'Orient ». Le maoïsme a formulé cette évolution en élargissant l'appel à l'internationalisme pour inclure les « peuples opprimés » aux côtés des « prolétaires de tous les pays ». Plus tard, l'alliance entre la III<sup>e</sup> Internationale (devenue Kominform), le Mouvement des non-alignés issu de Bandung (1955) et la Tricontinentale (1960) a renforcé l'idée et la pratique de la mondialisation des luttes anticapitalistes à une échelle véritablement planétaire. Néanmoins, la III<sup>e</sup> Internationale a non seulement conservé les options organisationnelles de la II<sup>e</sup>, mais en a encore accusé les traits. Cela étant, la III<sup>e</sup> Internationale s'est également trouvée dans une situation que n'avaient connue ni la I<sup>re</sup> ni la II<sup>e</sup> : celle de devoir protéger le premier État socialiste, puis le camp des États socialistes. Les effets (négatifs) de cette exigence en relation avec l'évolution du système soviétique lui-même ne font pas l'objet de ce papier.

La IV<sup>e</sup> Internationale, constituée précisément en réaction à cette dérive, n'a pas innové pour ce qui concerne les formes d'organisation initiées par la III<sup>e</sup>, aux origines de laquelle celle-là prétendait d'ailleurs seulement vouloir revenir.

**BANDUNG ET LA PREMIÈRE MONDIALISATION DES LUTTES (1955-1980)** Les gouvernements et les peuples de l'Asie et de l'Afrique proclamaient à Bandung en 1955 leur volonté de reconstruire le système mondial sur la base de la reconnaissance des droits des nations jusque-là dominées. Ce « droit au développement » constituait le fondement de la mondialisation de l'époque, mise en œuvre dans un cadre multipolaire négocié, imposé à l'impérialisme contraint, lui, à s'ajuster à ces exigences nouvelles.

Le système de Bandung s'articulait aux deux autres systèmes caractéristiques de l'après-guerre mondiale, celui du soviétisme (et du maoïsme) et celui du *Welfare State* de la social-démocratie occidentale. Des systèmes en compétition certes, mais également de ce fait complémentaires. Parler dans ces conditions de la mondialisation des luttes fait sens et, s'agissant pour la première fois dans l'histoire du capitalisme de luttes se déployant dans toutes les régions de la planète et à l'intérieur de toutes les nations qui la constituent, inaugure une première dans la direction de cette évolution.

La preuve de l'interdépendance qui caractérisait les luttes et les compromis historiques assurant la stabilisation de la gestion des sociétés concernées a été apportée *a contrario* par les évolutions qui ont fait suite à l'érosion parallèle des potentiels de développement des trois systèmes. L'effondrement du soviétisme a entraîné également celui de la social-démocratie, dont les avancées sociales – tout à fait réelles – s'étaient

imposées parce qu'elles constituaient le seul moyen possible capable de faire face au « défi communiste ». On devrait se souvenir également à cet endroit de l'écho de la révolution culturelle chinoise dans l'Europe de 1968.

Les progrès de l'industrialisation amorcés durant l'ère de Bandung ne procèdent pas de la logique du déploiement impérialiste, mais ont été imposés par les victoires des peuples du Sud. Sans doute ces progrès ont-ils nourri l'illusion d'un « rattrapage » qui paraissait en cours de réalisation, alors qu'en fait l'impérialisme, contraint de s'ajuster aux exigences du développement des périphéries, se recomposait autour de nouvelles formes de domination. Le vieux contraste pays impérialistes/pays dominés qui était synonyme de contraste pays industrialisés/pays non industrialisés cédait peu à peu la place à un contraste nouveau fondé sur la centralisation d'avantages associés aux « cinq monopoles nouveaux des centres impérialistes » (le contrôle des technologies nouvelles, des ressources naturelles, du système financier global, des communications et des armements de destruction massive).

**NOUVELLE ÉPOQUE, NOUVEAUX DÉFIS ?** La page des Internationales et de Bandung est tournée. Les trois systèmes dominants de l'après-Seconde Guerre mondiale ont cessé d'exister, ouvrant la voie à une offensive triomphante du capital. Le capitalisme et l'impérialisme sont entrés dans une nouvelle phase de leur déploiement, porteuse de caractéristiques qualitativement nouvelles.

1. Les transformations propres à l'organisation du travail et à la stratification des classes et groupes sociaux qui en découle, en relation avec, d'une part, la révolution technologique en cours (informatique, génétique, spatiale, nucléaire), d'autre part, l'industrialisation accélérée des périphéries « émergentes », définissent un complexe d'acteurs sociaux et politiques multiples, articulés de manière nouvelle dans leurs conflits et alliances possibles. L'identification précise de ces nouveaux sujets de la transformation sociale, de leurs intérêts et de leurs aspirations, de leurs visions des défis et des réponses qu'ils y apportent, des conflits qui les séparent et font obstacle à leur convergence dans la diversité, constitue la condition première pour un débat fructueux autour de propositions de stratégie de luttes aux niveaux locaux et mondial.

2. Le contraste centres/périphéries n'est plus synonyme de pays industrialisés/pays non industrialisés. La polarisation centres/périphéries, qui donne à l'expansion du capitalisme mondial son caractère impérialiste, se poursuit et s'approfondit même, par le moyen des « cinq monopoles nouveaux » dont bénéficient les centres impérialistes (évoqués plus haut). Dans ces conditions, la poursuite des projets de développement accéléré des

périphéries émergentes mise en œuvre avec un succès immédiat indiscutable (en Chine en particulier, mais également dans d'autres pays du Sud), ne permettra pas d'abolir la domination impérialiste. Ce déploiement participe de la mise en place du nouveau contraste centres/périphéries, non de son dépassement.

3. L'impérialisme ne se conjugue plus au pluriel comme dans les phases antérieures de son déploiement; il est désormais un « impérialisme collectif » de la « triade » (États-Unis, Europe, Japon). Dans ce sens, les intérêts communs que partagent les oligopoles qui ont leur base d'origine dans la triade l'emportent sur les conflits d'intérêts (« mercantiles ») qui peuvent les opposer. Ce caractère collectif de l'impérialisme s'exprime à travers la gestion du système mondial par les instruments communs de la triade; sur le plan économique l'OMC (ministère des colonies de la triade), le FMI (agence monétaire coloniale collective), la Banque mondiale (ministère de la propagande), l'OCDE et l'Union européenne (constituée pour empêcher l'Europe de sortir du libéralisme); sur le plan politique le G7/G8, les forces armées des États-Unis et leur instrument subalterne que représente l'OTAN (la marginalisation/domestication de l'ONU complète le tableau).

4. Le déploiement du projet hégémoniste des États-Unis mis en œuvre à travers un programme de contrôle militaire de la planète (impliquant, entre autres, l'abrogation du droit international et le droit que Washington s'est octroyé de conduire des « guerres préventives » de son choix) s'articule sur l'impérialisme collectif et donne au chef de file américain le moyen de surcompenser ses déficiences économiques.

**LES OBJECTIFS ET LES MOYENS D'UNE STRATÉGIE DE CONSTRUCTION DE LA CONVERGENCE DANS LA DIVERSITÉ** La page du XX<sup>e</sup> siècle tournée, la « manière de faire de la politique » qui avait été celle des gauches critiques du siècle (en particulier des II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Internationales) est définitivement rejetée par les nouvelles générations de militants et les mouvements qu'ils animent. On reproche à cette tradition – à juste titre – les pratiques peu démocratiques sur lesquelles elle se fondait : le refus de la diversité, la prétention des uns et des autres de détenir le secret de la « ligne juste » déduite d'une analyse « scientifique » affirmée irréprochable, la centralisation marquée de l'organisation et des pouvoirs de décision (dans les partis, les syndicats et les mouvements associés), les dérives bureaucratiques et doctrinaires fatales dans ces conditions, etc. Le concept d'« avant-garde » est de ce fait rejeté comme éminemment dangereux. Cette critique doit être prise au sérieux et acceptée dans ce qu'elle a d'essentiel. Dans ce sens, le principe d'ouverture à la diversité et celui de sa gestion démocratique



qui sont à l'origine de la confluence des « mouvements sociaux » dans les « forums sociaux » (mondiaux, régionaux et nationaux) doit être intégralement respecté, sans concession.

Le capitalisme est parvenu à un stade de son développement où sa victime n'est plus constituée exclusivement par la classe des prolétaires dont il exploite le travail mais par l'humanité tout entière dont il menace la survie. Cette évolution signifie que le sujet historique porteur des transformations souhaitables doit désormais se conjuguer au pluriel. La pluralité grandissante des domaines d'intervention des mouvements et des luttes de résistance et de protestation témoigne de cette multiplicité des sujets historiques à vocation anticapitaliste. Mais cette pluralité à travers laquelle s'exprime une puissance potentielle invincible du mouvement social est en même temps, par sa fragmentation, la manifestation de la faiblesse immédiate de ce même mouvement.

Pour l'Europe, le défi s'articule autour de la question centrale des institutions européennes. Ces institutions ont annihilé les pouvoirs souverains des États, fondement sans lequel l'exercice de la démocratie, faute de prise sur le réel, tourne à la farce, sans leur substituer la construction d'un pouvoir fédéral pour lequel les conditions d'existence ne sont d'ailleurs pas réunies. C'était évidemment réduire l'Europe réellement existante à n'être que le volet européen du projet politique américain (l'atlantisme et le rôle décisif de l'OTAN, dirigé par Washington, dans la politique extérieure réelle de l'Europe). L'Europe sera de gauche – engagée sur la voie de la longue transition socialiste – ou ne sera pas. Déconstruire l'Union européenne pour la reconstruire autrement constitue l'option stratégique incontournable d'une gauche authentique.

Les peuples des trois continents (Asie, Afrique, Amérique latine) sont confrontés aujourd'hui au projet d'expansion du système impérialiste dit néolibéral mondialisé, qui n'est rien de moins que la construction de l'« apartheid à l'échelle mondiale ». Le nouvel ordre impérialiste en place sera-t-il remis en question ? Par qui peut-il l'être ? Et que produira cette remise en question ?

Sans doute, l'image de la réalité dominante ne permet-elle pas d'imaginer une remise en question immédiate de cet ordre. Les classes dirigeantes des pays du Sud, défaites, ont largement accepté de s'inscrire dans leur rôle de *compradores* subalternes ; les peuples désemparés, engagés dans la lutte pour la survie quotidienne, paraissent souvent accepter leur sort ou même – pis – se nourrir des illusions nouvelles dont ces mêmes classes dirigeantes les abreuvent (l'islam politique en est l'exemple le plus dramatique). Mais, d'un autre

côté, la montée des mouvements de résistance et de luttes contre le capitalisme et l'impérialisme à travers les cinq continents, les succès remportés – jusqu'à leurs termes électoraux – par les gauches nouvelles en Amérique latine (quelles que soient les limites que comportent ces victoires), la radicalisation progressive de beaucoup de ces mouvements, l'amorce de positions critiques prises par les gouvernements du Sud au sein de l'OMC constituent le gage qu'un « autre monde », meilleur, devient effectivement possible. La stratégie offensive nécessaire de reconstitution du front des peuples du Sud exige la radicalisation des résistances sociales face à l'offensive du capital impérialiste.

Les classes dirigeantes de certains pays du Sud ont visiblement opté pour une stratégie qui n'est ni celle de la soumission passive aux forces dominantes dans le système mondial ni celle de l'opposition déclarée à celles-ci : une stratégie d'interventions actives sur lesquelles elles fondent leurs espoirs d'accélérer le développement de leur pays. La Chine, par la solidité de la construction nationale que sa révolution et le maoïsme ont produite, par son choix de conserver le contrôle de sa monnaie et des flux de capitaux, par son refus de remettre en question la propriété collective du sol (principal acquis révolutionnaire des paysans), était mieux équipée que d'autres pour faire ce choix et en tirer des résultats incontestablement brillants. L'expérience peut-elle être poursuivie ? Et quelles sont ses limites possibles ? L'analyse des contradictions portées par cette option m'a conduit à la conclusion que le projet d'un capitalisme national capable de s'imposer à égalité avec celui des puissances majeures du système mondial se nourrissait largement d'illusions. Les conditions objectives héritées de l'histoire ne permettent pas la mise en œuvre d'un compromis social historique capital/travail/paysannerie garantissant la stabilité du système qui, de ce fait, ne peut à terme que soit dériver à droite (et être alors confronté à des mouvements sociaux grandissants des classes populaires) ou évoluer vers la gauche en construisant le « socialisme de marché » comme une étape de la longue transition au socialisme. Les options apparemment analogues choisies par les classes dirigeantes d'autres pays dits « émergents » sont encore plus fragiles. Ni le Brésil ni l'Inde – parce qu'ils n'ont pas accompli de révolution radicale comme la Chine – ne sont capables de résister avec autant de force aux pressions conjuguées de l'impérialisme et des classes locales réactionnaires.

**VERS UNE VE INTERNATIONALE ?** La mondialisation des stratégies du capital dominant appelle celle de la riposte de ses victimes. Alors pourquoi ne pas concevoir qu'une nouvelle Internationale puisse fournir un cadre effi-





cace pour la construction des convergences nécessaires au succès des luttes engagées par les peuples contre le capital?

La réponse que je fais à cette question est positive, sans hésitation, mais à condition que l'Internationale envisagée soit conçue comme le fut la première, et non la deuxième, la troisième ou la quatrième. Autrement dit, une Internationale socialiste-communiste ouverte à tous ceux qui veulent agir ensemble pour construire la convergence dans la diversité. Le socialisme (ou le communisme) est, dans cet esprit, conçu comme le produit du mouvement, non déduit d'une définition préalable. Dans cet esprit, je suggérerai que soient définis les objectifs immédiats communs suivants.

1. Mettre en déroute le libéralisme à tous les niveaux, du national au mondial. Cet objectif implique la restauration des droits souverains des peuples, la condamnation de la conception impérialiste-coloniale de la gestion libérale mondialisée. Des propositions d'objec-

tifs à terme immédiat sont concevables dans cette perspective, comme l'exclusion de l'agriculture de l'agenda de l'OMC, l'abrogation des décisions imposées par les puissances impérialistes concernant les droits de propriété intellectuelle et industrielle, l'abrogation des décisions qui entravent le développement de méthodes de gestion non marchande des ressources naturelles et des services publics, l'abrogation des interdictions de régulation concernant les mouvements de capitaux, la proclamation du droit des États à répudier les dettes qui, après audit, se révéleraient immorales ou odieuses, etc.

2. Mettre en déroute le programme de contrôle militaire de la planète par les forces militaires des États-Unis et/ou de l'OTAN. Cet objectif implique la condamnation sans réserve de la répudiation du droit international par les États-Unis, de l'« autorisation » qu'ils se sont donnée de conduire les guerres préventives de leur choix, la restauration de l'ONU dans ses fonctions, etc.



3. Mettre en déroute en Europe les conceptions libérales et atlantistes qui constituent le fondement des institutions de l'Union européenne. Cela implique la remise en question de fond en comble de toute la construction institutionnelle européenne et la dissolution de l'OTAN.

Des initiatives ont déjà été prises dans le sens de la précision des objectifs de stratégies de convergence qui correspondent à la vision générale du défi proposée ici. La journée du 18 janvier 2006, organisée à Bamako à la veille de l'ouverture du Forum social mondial polycentrique 2006 (Bamako et Caracas), a été consacrée précisément à débattre de ces propositions de stratégie de lutte et de construction de la convergence dans la diversité. L'objectif de la V<sup>e</sup> Internationale suggérée, ou plus modestement et en attendant des propositions de stratégies d'action de l'Appel de Bamako auxquelles je renvoie ici, est de contribuer à la construction de l'internationalisme des peuples.

Elle concerne donc tous les peuples, du Nord et du Sud, puisqu'elle fait référence non au seul prolétariat, mais à l'ensemble des classes et couches populaires victimes du système, à l'humanité dans son ensemble, menacée dans sa survie. Cet internationalisme n'exclut pas le renforcement de la solidarité des peuples des trois continents (Asie, Afrique, Amérique latine) contre l'agression de l'impérialisme de la triade. Au contraire, ces deux internationalismes ne peuvent que se compléter et se renforcer. La solidarité des peuples du Nord et du Sud ne peut être fondée sur la charité, mais sur l'action commune contre l'impérialisme.

Le renforcement de l'internationalisme des peuples créera des conditions favorables facilitant des avancées dans trois directions qui, conjuguées, en association étroite et non dissociées, construisent l'alternative : le progrès social, l'approfondissement de la démocratisation, l'affermissement de l'autonomie nationale dans une mondialisation négociée.



# AVEC GRAMSCI, PAR-DELÀ MARX ET PAR-DELÀ GRAMSCI

DOMENICO LOSURDO\*

**P**ourquoi, malgré la défaite du « socialisme réel » et la conclusion du cycle historique dans lequel il convient de le situer, Gramsci fait-il encore preuve d'une si grande vitalité et d'un tel pouvoir de suggestion qu'il fait l'objet de lectures et de discussions même dans des milieux politiques bien éloignés du marxisme et du communisme et dans des contextes culturels et géographiques très distants par rapport à l'Italie ? Il en est qui essaient parfois de détacher cet auteur extraordinaire de l'histoire tragique du communisme du XX<sup>e</sup> siècle, mais cette approche risque de nous égarer. En tant que penseur déjà, Gramsci indique clairement qu'il a bien appris la leçon de Hegel et de Marx : philosophe équivaut à penser conceptuellement son temps ; élaborer une pensée et un projet d'émancipation équivaut à tracer un bilan historique des mouvements d'émancipation qui se sont manifestés et développés concrètement. Mais Gramsci n'a pas été seulement un penseur, il a été également un dirigeant communiste de premier plan : il ne peut pas être vu comme une sorte de Horkheimer ou d'Adorno italien engagé dans la construction d'une théorie critique sans rapport ou avec un rapport exclusivement polémique à l'égard du mouvement communiste et du « mouvement réel » de transformation de la société. Le problème de l'unité entre intellectuels et conscience commune est absent de l'école de Francfort. Celle-ci reprend idéalement les positions d'Érasme auquel les *Quaderni del carcere* (*Cahiers de prison*) opposent Luther de façon répétitive et positive. Loin de posséder la finesse et la culture du grand humaniste, le grossier réformateur met en route cependant un processus de transformation tumultueuse : il exprime dans sa rusticité

le travail de l'accouchement d'une société nouvelle ; certes, l'ancien monde apparaît plus brillant et plus net, mais il s'agit de la splendeur d'une civilisation fondée sur l'exclusion et qui est proche de sa fin.

La Réforme n'est pas seulement un événement historique concret, elle constitue également la métaphore de la révolution d'Octobre et du processus révolutionnaire en tant que tel. En raison de sa défense acharnée de l'« ordre nouveau », dans les différentes configurations qu'il a assumées au fur et à mesure dans le cours de l'histoire, Gramsci pourrait être considéré comme l'antagoniste de Nietzsche. En pourchassant dans ses origines les plus lointaines la modernité et la révolution, Nietzsche oppose à chaque étape de cette catastrophe parabolique la plus grande richesse culturelle et le plus grand équilibre de l'Ancien Régime, chaque fois renversé. Comparé à Voltaire ou à Montaigne, Rousseau est bien peu de chose ; de même Luther si on le compare à Érasme et à la Renaissance ; vis-à-vis en outre des auteurs de l'Antiquité classique, Jésus et les « agitateurs chrétiens [...] appelés Pères de l'Église » sont comme « l'armée du Salut anglaise » par rapport à Shakespeare et « aux autres "païens" qu'ils prétend combattre ». Ce n'est pas sur le seul plan proprement culturel que les représentants de l'Ancien Régime se révèlent supérieurs aux représentants du nouveau, inévitablement grossiers et fanatiques, mais aussi sur un plan moral. La manière dont Nietzsche décrit le contraste entre la « romanité » et le christianisme a une valeur de paradigme et d'exemple : d'un côté, Pilate, qui déclare ne pas savoir ce qu'est que la vérité, de l'autre, Jésus, qui prétend s'identifier avec cette vérité ; d'un côté, la « tolérance noble et frivole » de Rome, dont le centre « n'est pas la foi mais la liberté de la foi », et de l'autre, l'« esclave » qui « veut l'inconditionnel et comprend uniquement la tyrannie, même dans la morale ». Peu enclin aux distinctions ou aux justifications, Nietzsche trace une ligne de continuité entre le fanatique *Credo quia absurdum* de Tertullien et des chrétiens qui atten-

\* Philosophe, texte publié sous le titre original *Con Gramsci oltre Marx oltre Gramsci*, in *Critica marxista*, n° 5-6, 1997. Dernier ouvrage paru en français : *Gramsci, du libéralisme au « communisme critique »*, Éditions Syllepse, Paris, 2006.

dent le Jugement dernier, et la foi, également fanatique, du mouvement socialiste dans la palingénésie sociale. Gramsci est pleinement conscient du fait que l'ordre ancien peut exprimer un « chant du cygne » parfois « d'une splendeur admirable ». Et les différentes configurations de l'Ancien Régime, renversé par les vagues successives de la modernité et de la révolution, semblent avoir trouvé chez Nietzsche un chant du cygne extraordinairement séduisant. Mais pas pour Gramsci, qui continue de se ranger du côté de l'« ordre nouveau » dont il ne sous-estime et ne cache pas cependant les difficultés ni les aspérités redoutables. En saluant la révolution d'Octobre, il souligne qu'au début celle-ci ne produira que « le collectivisme de la misère et de la souffrance ». Mais cela n'est quand même pas l'aspect principal. Gramsci s'engage dans un effort de compréhension sympathique de l'ordre nouveau, même quand, aux yeux d'un observateur superficiel et ignare de la terrible complexité du processus historique et révolutionnaire, il semble trahir les raisons mêmes de sa naissance. La page dédiée en 1926 à l'analyse de l'Union soviétique et d'un phénomène « jamais observé dans l'histoire », est extraordinaire : une classe politiquement « dominante » se retrouve « dans son ensemble » dans des « conditions de vie inférieures à certains éléments et certaines couches de la classe dominée et assujettie ». Les masses populaires, qui souffrent toujours d'une vie de privations, sont désorientées à la vue du spectacle du « nepman en fourrure qui dispose de tous les biens de la terre » ; cela ne doit pas, cependant, être un motif de scandale, voire de rejet, car le prolétariat, de même qu'il ne peut pas conquérir le pouvoir, ne peut même pas le conserver s'il n'est pas capable de sacrifier les intérêts particuliers et immédiats aux « intérêts généraux et permanents de sa classe ».

**CEPENDANT, LA CONSCIENCE DE LA COMPLEXITÉ** exceptionnelle du processus de construction du nouvel ordre ne se traduit pas par un aplatissement a-critique et « justificateur » sur la configuration assumée par l'ordre nouveau dans un contexte historique déterminé. Si, d'un côté, Gramsci comprend les raisons de l'état d'exception qui pèse sur la Russie soviétique, de l'autre, il ne perd jamais de vue l'héritage de la précédente tradition culturelle et politique, des conquêtes du libéralisme et de la démocratie que le socialisme doit savoir assumer. Le thème de l'héritage est étroitement soudé avec le thème de la démocratie socialiste. Nous faisons ainsi un pas en avant sur le chemin qui nous mène à la compréhension de la vitalité permanente de notre auteur, qui n'est certainement pas le seul qui se pose le problème du rapport entre socialisme et démocratie. Reste donc à expliquer pour l'essentiel la position privilégiée de Gramsci dans le cadre du

marxisme du XX<sup>e</sup> siècle. Il convient déjà de se souvenir que l'Italie de cette époque constitue un sommet du débat philosophique et politique et pas seulement par la présence de Croce et de Gentile. Il suffit de penser à Gaetano Mosca, Vilfredo Pareto et Roberto Michels, les élitistes qui ont élaboré ou contribué considérablement à élaborer la théorie de la démocratie qui est à présent la théorie dominante. Ce sont eux les auteurs qui précèdent Schumpeter quand il définit la démocratie en tant que leadership compétitif garanti par le marché politique. Toute idée d'émancipation et de participation populaire au pouvoir est absente de la définition de ce régime politique. De même que le marché économique permet aux consommateurs de choisir librement parmi différents produits, le marché politique permet aux consommateurs électeurs de choisir librement parmi différents leaders et différentes élites. L'alternance des élites ne se discute même pas et, par rapport à ces élites, les masses populaires demeurent une « multitude infantile » qu'il est possible de gouverner et de contrôler à travers des instruments de communication et de manipulation toujours plus puissants et irrésistibles.

On pourrait dire que toute la réflexion philosophique et politique chez Gramsci est une tentative de répondre au défi représenté par l'élitisme et par la théorie élitiste de la démocratie. C'est une théorie qui célèbre ses triomphes à l'occasion de la Première Guerre mondiale. Face à l'attitude hostile et d'extrême méfiance des masses populaires vis-à-vis de la participation à la guerre, des représentants de premier plan de l'Italie libérale de l'époque invoquent ouvertement une « minorité audacieuse et géniale » capable de prendre « à la gorge et d'entraîner cette masse de mulets et de lâches vers une mort en héros ou une victoire en triomphateurs ». L'auteur de cette phrase est Guido Dorso. Plus tard, en 1920, Pareto dresse un bilan assez significatif. Avant la guerre, observe-t-il, l'on disait que « les prolétaires et tout particulièrement les socialistes l'auraient empêchée par la grève générale ou par un autre moyen. Après de si beaux discours, nous avons eu la guerre mondiale. On n'a pas vu de grève générale ; bien au contraire, dans les différents Parlements, les socialistes ont approuvé le budget de la guerre ou, du moins, ne s'y sont pas trop opposés » et, par conséquent « le précepte du maître [Marx] : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" s'est trouvé implicitement transformé en un autre : "Prolétaires de tous les pays, entretenez-vous" ». L'écroulement presque total de la discrimination censitaire et l'avènement de la démocratie n'auront pas entraîné la conquête d'une subjectivité politique autonome de la part des masses populaires ; la décision avait appartenu aux élites. Leur « circulation » et leur alternance étaient la trame éternelle du processus historique. Le bilan que

dresse Gramsci de la tragédie de la Première Guerre mondiale est diamétralement opposé : il s'agit de faire en sorte que le « peuple travailleur » ne demeure pas dans la condition de « proie à la merci de tous », de simple « matériau humain », de « matière brute pour l'histoire des classes aisées ». Cette condition ne sera pas dépassée aussi longtemps que les classes subalternes continueront à être une « masse amorphe qui ondoie de manière permanente en dehors de toute organisation spirituelle ».

**CEPENDANT, CETTE « ORGANISATION SPIRITUELLE »** et politique se présente comme un processus qui peut être interrompu et cassé à l'initiative de l'élite dominante, laquelle peut coopter en son sein les éléments les plus capables et les plus dangereux des classes subalternes. Ainsi s'explique, d'après Pareto, l'évolution du « socialiste "intellectuel" et transformiste », Bissolati, qui, à l'occasion de la guerre de la Libye et ensuite du premier conflit mondial, s'approprie des mots d'ordre colonialistes et interventionnistes de la bourgeoisie. L'on comprend dès lors le problème autour duquel tournent en particulier les *Quaderni del carcere* : comment empêcher l'élite dominante de décapiter, idéologiquement et politiquement, le mouvement d'émancipation des classes et des peuples maintenus dans des conditions subalternes par le système dominant ? Ces décapitations se révèlent aisées aussi parce que, généralement, dit Pareto, les mouvements révolutionnaires des « couches inférieures » sont « menés par des individus des couches supérieures ». Et, une nouvelle fois, Gramsci se bat de manière à la fois rigoureuse et passionnée avec les problèmes soulevés par le théoricien génial de l'élitisme : comment éviter que pendant les « grands "tournants" historiques », les intellectuels « qui se sont formés » sur le « terrain » du mouvement ouvrier ne reviennent vers les « classes intermédiaires traditionnelles » dont ils proviennent ? En plus de coopter au sein des classes subalternes des personnages rusés, capables de suborner les masses par la ruse et par les promesses afin de consolider davantage son pouvoir, l'élite dominante devrait, d'après Pareto, réussir également à recruter des éléments pourvus d'« instincts belliqueux » : au fond, « la société romaine a été sauvée de la ruine par les légions de César et par celles d'Octave » (d'origine populaire), voire par les « Barbares » eux-mêmes. Par conséquent – c'est la conclusion du théoricien de l'élitisme –, « il se pourrait également que notre société soit à l'avenir sauvée de la décadence par ceux qui seront en ce temps-là les héritiers des syndicalistes et des anarchistes de notre temps » ; ces transfuges de la gauche et du mouvement ouvrier seront appelés à défendre l'ordre existant, même par des « actes énergiques » et à agir comme des « soldats », des « agents de police », des « braves des siècles passés ».

Maintenant, il faut se tourner non plus vers Bissolati mais vers Mussolini et les anarcho-syndicalistes qui passent au nationalisme et au fascisme, un phénomène auquel les *Quaderni del carcere* réservent une attention considérable pour montrer la très grande difficulté pour le prolétariat d'avoir une classe d'intellectuels et de dirigeants qui lui soit liée de manière stable et organique. Par ailleurs, c'est Mussolini lui-même qui se vante en 1919 et en 1924, dans sa parabole idéologique et politique, d'être un « hérétique » expulsé de l'« Église orthodoxe » du socialisme au sein de laquelle il avait lui-même le premier, dans sa jeunesse, introduit la leçon de Blanqui. Non seulement Gramsci condamne le « blanquisme de cet épiléptique », mais il exprime également un jugement global : « Le blanquisme, dans sa matérialité, peut être aujourd'hui subversif, demain réactionnaire, mais jamais révolutionnaire. » L'article, publié dans *L'Ordine Nuovo* du 22 juin 1921, est intitulé « Subversion réactionnaire ».

**LA SUBVERSION N'EST PAS EN SOI** synonyme de révolution et ou de renouvellement. Les *Quaderni del carcere* attirent l'attention sur le fait que « les phrases de "rébellisme", de "subversivisme", d'"anti-étatisme" primitif et élémentaire » sont des expressions « apolitiques » et, partant, de renoncement, d'acceptation ou d'intériorisation d'une situation subalterne. En réalité, « une faible compréhension de l'État veut dire une faible conscience de classe ». Une classe subalterne fait la preuve de sa maturité pour la conquête du pouvoir uniquement quand elle prouve sa capacité de bâtir concrètement un « ordre nouveau ». Nous commençons à entrevoir ici le caractère original de la pensée de Gramsci et de son positionnement dans le cadre de la tradition marxiste. L'attention pour le problème de la démocratie, qui n'était certainement pas étrangère à Marx, Engels ou Lénine, n'est pas la seule à définir cette originalité. Cependant, chez ces derniers auteurs, le problème de la démocratie se présente parfois même avec force, mais pour disparaître aussitôt. Avec le dépassement des antagonismes de classe et des classes sociales, l'État est destiné à disparaître et, avec lui, la démocratie qui est elle-même une forme d'État. Derrière cette thèse, c'est-à-dire derrière l'illusion de Marx et d'Engels, campe un bilan historique dramatique. En France, la I<sup>re</sup> République née de la Révolution de 1789 se transforme en dictature et ensuite en empire (Napoléon I<sup>er</sup>) ; la II<sup>e</sup> République, issue de la révolution de 1848, cède la place à la dictature bonapartiste de Napoléon III. En ce qui concerne l'Angleterre, lorsqu'elle connaît une situation de crise, la classe dominante procède aisément à la suspension de l'*habeas corpus* et des garanties constitutionnelles et soumet à une sorte d'état de siège permanent l'Irlande

rebelle aux dominations impériales britanniques. Par conséquent, dès lors que se manifeste ou s'annonce une situation de crise, l'État libéral et démocratique n'a aucune difficulté à se transformer en dictature ouverte, voire terroriste. À plus forte raison, cette conclusion s'applique à Lénine. Avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale, le dirigeant bolchevique voit également les États marqués par la tradition libérale la plus consolidée procéder à une mise en coupe réglée de la population pour se transformer en autant de Molochs sanguinaires qui, par le recours à la loi martiale, aux pelotons d'exécution et, dans certains cas, à la pratique de la décimation, imposent un sacrifice de masse à leurs citoyens sur l'autel de la volonté de puissance et de la domination impérialiste.

Le socialisme est vu par l' *Ordine Nuovo* non pas comme un début du processus d'extinction, mais comme la construction de « l'État social du travail et de la solidarité ».

Bien qu'elle soit compréhensible dans sa genèse historique et psychologique, la thèse de l'extinction de l'État semble déboucher sur la vision eschatologique d'une société dépourvue de conflits et, par conséquent, ne nécessitant pas de normes juridiques capables de les limiter et de les réglementer. Marx et Engels qui, avec une oscillation significative, évoquent parfois l'abolition ou le dépérissement de l'État en tant que tel, et à d'autres moments, celui de l'« État dans le sens politique », c'est-à-dire du « pouvoir politique proprement dit », semblent par moments se rendre compte du caractère abstrait et utopiste de leur mot d'ordre. Par ailleurs, toujours d'après leur analyse, en plus d'être un instrument de la domination de classe, l'État est également une forme de « garantie réciproque », d'« assurance réciproque » entre individus de la classe dominante. On a du mal à comprendre alors pourquoi, après la disparition des classes et de la lutte de classe, cette « garantie » ou « assurance » à donner aux différents membres d'une communauté unifiée deviendrait superflue.

En tout cas, l'attente de la disparition de tous les conflits et de celle de l'État et du pouvoir politique en tant que tel rend impossible la solution du problème de la transformation démocratique de l'État issu de la révolution socialiste; cette attente favorise l'émergence ou la permanence d'une attitude faite de « subversivisme » banal et brouillon, incapable de donner du concret et de la stabilité à l'émancipation des classes subalternes.

Gramsci apparaît plutôt critique vis-à-vis des tendances anarchiques et messianiques. Le socialisme est vu par l' *Ordine Nuovo* non pas comme un début du processus d'extinction, mais comme la construction de « l'État social du travail et de la solidarité »; et ça ne peut pas être autre chose puisque « il n'y a de société que dans le cadre d'un État ». Il s'agit, selon les *Quaderni*, de trouver une forme d'organisation de la société qui, en dépassant tout antagonisme de classe, soit capable de se passer de l'appareil de répression construit dans la perspective de la guerre de classe à l'intérieur et de la confrontation armée avec d'autres classes exploiteuses concurrentes au niveau international. Mais cette forme d'organisation de la société communiste est, elle-même, une forme d'État : « On peut imaginer le dépérissement de l'élément État-coercition au fur et à mesure que s'affirment d'autres éléments de plus en plus conséquents d'une société réglementée (État étique ou société civile). » Naturellement, les déclarations qui vont dans un sens différent et contrastant, qui évoquent une « disparition » de l'État et la « résorption de la société politique dans la société civile » ne manquent pas; il faut se souvenir toutefois que, pour Gramsci, la « société civile [...] est elle aussi l'« État », voire l'État même », et, par conséquent, il s'agit de voir jusqu'à quel point la « résorption de la société politique dans la société civile » comporte l'avènement d'une société réellement sans État. Les *Quaderni del carcere* mettent explicitement en garde contre l'« erreur théorique » qui, en explorant le rapport entre société civile et État, transforme une « distinction méthodique » en une « distinction organique », oubliant que, « dans la réalité effective, la société civile et l'État s'identifient ». Mais n'est-ce pas justement cette même erreur que commet la thèse du dépérissement de l'État?

**D'UN CÔTÉ, LA DISTANCIATION** de ce mythe est la condition préliminaire pour penser réellement la négation déterminée (non pas la négation indéterminée, qui s'exprime par le messianisme et l'anarchisme) de l'ordre existant, le projet et le processus de construction d'une société post-capitalistique; d'un autre côté, cette distanciation permet une compréhension plus complète et plus approfondie de la société capitaliste qu'il devient possible d'étudier à la lumière d'une phénoménologie du pouvoir plus riche et plus





concrète. Certes, en ce qui concerne ce dernier point, Gramsci se place dans le sillage de Marx et d'Engels qui, en la matière, se différencient nettement de la tradition libérale. Cette dernière place exclusivement dans l'État le lieu de la domination et de la tyrannie ; il s'ensuit que l'émancipation ne peut être autre chose que la réduction progressive de la présence de l'État. Le *Manifeste du parti communiste* constate en revanche, à l'intérieur de l'usine capitaliste, un « despotisme » à caractère militaire vis-à-vis duquel l'intervention de l'État, et même de l'État bourgeois, peut représenter un obstacle et un contre-poids. Toutefois, en différentes occasions, Engels célèbre les États-Unis comme le pays dans lequel l'« abolition de l'État » est déjà entrée dans les faits, du moins dans le sens « bourgeois » du terme. Aucune attention ne semble être réservée au sort des Indiens, au sort des Noirs, d'abord soumis à l'esclavage et, dans les années qui ont suivi la guerre de Sécession, astreints à un régime d'apartheid et de *white supremacy* qui atteint les formes les plus cruelles du lynchage. Aux États-Unis de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'État (central) est peut-être faible, mais le Ku Klux Klan est d'autant plus fort et il est l'expression de la société civile qui est elle-même le lieu de l'exercice du pouvoir et d'un pouvoir très brutal. En 1883, la Cour suprême déclare inconstitutionnelle une loi fédérale qui prétend interdire la ségrégation des Noirs sur les lieux du travail ou dans les services (les chemins de fer) gérés par des compagnies privées qui, par définition, sont soustraites à toute interférence de l'État. Quand il subsiste un obstacle à l'écrasement des Noirs et des Indiens, il est représenté par le pouvoir politique central, dont Engels célèbre l'extinction ou la disparition ! Le fait est que, dans les textes ci-dessus, le lieu de la violence et de la domination est identifié exclusivement dans l'État, et le lieu de la liberté dans la société civile, précisément comme dans la phénoménologie du pouvoir chère à la tradition libérale. Bien plus féconde pour la compréhension de l'histoire des États-Unis et du monde contemporain en général, se révèle la thèse de Gramsci d'après laquelle la société civile est elle-même une forme d'État. À ce stade, le problème de l'émancipation devient plus complexe et plus dramatique. Même s'il était possible, le dépérissement de l'État ne serait pas en soi un synonyme d'émancipation étant donné que la société civile peut tout à fait exprimer une charge de violence et de tyrannie non inférieure à celle déployée par l'État politique, voire d'autant plus dépourvue de scrupules qu'elle peut se déployer sans entraves et même sans se préoccuper de préserver la forme ou l'apparence de l'impartialité.

**LA REVENDICATION DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE** se mêle souvent, dans le cadre de la tradition marxiste, à l'attente du dépérissement de l'État. D'un côté, ce thème est en contradiction criante avec le premier (tout en étant directe, la démocratie est quand même une forme d'État), de l'autre, c'est sa répétition sous une forme plus faible et incertaine (l'auto-expression du peuple est tellement directe que les organismes représentatifs, les institutions étatiques et, donc, paradoxalement, la démocratie elle-même finissent par paraître négligeables). L'opposition entre la démocratie directe et la démocratie représentative découle en tout cas du refus d'une « démocratie » qui n'arrive pas à déployer une quelconque efficacité dans les lieux de production, dans les usines où, d'après l'analyse du *Manifeste du parti communiste*, les ouvriers, « organisés militairement » et, « tels des simples soldats de l'industrie [...] soumis à la surveillance de toute une hiérarchie de sous-officiers et d'officiers » continuent d'être soumis à un « despotisme » qui, dans la pratique, les prive même de cette liberté négative dont la tradition libérale prétend se soucier. D'un autre côté, cependant, cette opposition semble découler de l'illusion qu'avec la disparition de la médiation représentative le peuple arriverait à exprimer sa charge authentique d'émancipation sans obstacles et sans distorsions. C'est une illusion – il est facile de le comprendre à partir des postulats, même épistémologiques de l'anarchisme qui assume parfois des tonalités « irrationalistes », avec un Bakounine constamment engagé à célébrer l'« instinct » et la « vie » par opposition à la « pensée » et à sa préintention à « prescrire des règles à la vie » : l'idée de représentation se présente alors en tant que violence et tyrannie et suggère au leader anarchiste l'image de Saturne qui « représentait ses propres enfants à mesure qu'il les dévorait »<sup>1</sup>. Mais cette foi en une spontanéité mythique, sans médiations et sans histoires, est bien difficile à concilier avec la thèse de Marx qui veut que les idées dominantes sont celles de la classe dominante, celle qui monopolise les moyens de production matérielle et spirituelle.

La représentation deviendrait-elle superflue après le renversement du pouvoir politique et économique de la bourgeoisie ? État et révolution tombent juste au moment où la dénonciation des régimes représentatifs libéraux ou libéraux-démocrates était le plus âpre et ne pouvait pas ne pas l'être : au cours de la Première Guerre mondiale, en effet, ils agissent de la manière décrite par le leader anarchiste puisqu'ils immolent tranquillement des millions d'hommes et de « représentés » dans un gigantesque rite sacrificiel. Et cependant, même dans cet ouvrage, on peut lire que même la démocratie la plus développée ne peut pas se passer d'« institutions représentatives ». Malgré cela, le mythe

du dépérissement de l'État continue d'alimenter la méfiance à l'égard de l'idée de représentation au moment même où la Russie de la révolution d'Octobre voit se multiplier les soviets, organismes représentatifs qui acceptent même une représentation à plusieurs degrés. Par ailleurs, la direction du nouvel État est assurée par un parti qui, loin d'abandonner le culte de l'immédiateté et de la spontanéité, s'organise et s'articule autour d'un réseau complexe de médiation et de représentation à plusieurs degrés.

Gramsci est le penseur qui offre les instruments les plus appropriés contre le bonapartisme *soft*, c'est-à-dire pour lutter contre la réduction de la démocratie à l'investiture directe et plébiscitaire d'un leader plus ou moins charismatique.

De nos jours, nous assistons à un paradoxe : ceux qui agitent le mot d'ordre de la « démocratie directe », évidemment non pas celle qui se déroule dans les usines et autres lieux de travail, mais celle qui se passe de la médiation des partis et du Parlement, ce sont justement les partisans du bonapartisme *soft* qui se vantent de vouloir que le leader de la nation (dans le cadre du régime présidentiel) ou le leader d'un collège électoral donné (dans le cas du système électoral uninominal) soit désigné directement par le peuple, atomisé, privé de ses bien modestes moyens de production spirituelle et politique autonome, et livré sans défense à l'hyper-pouvoir totalitaire des médias monopolisés par la grande bourgeoisie. Des mots d'ordre analogues sont agités par les mouvements « fédéralistes » -sécessionnistes qui, à l'instar du Ku Klux Klan, intolérant vis-à-vis des obstacles érigés par le pouvoir central contre l'imposition de la loi *white supremacy*, revendiquent la domination « directe » et sans conteste d'une société civile « nordique » et fanatisée au nom des valeurs « nordiques ».

Gramsci, protagoniste de l'expérience des conseils fondés, comme les soviets, sur le principe de la représentation et même de la représentation à plusieurs degrés, n'accorde aucune importance au thème de la démocratie directe ; il est probable que cette expression est tout à fait absente des *Quaderni*, et cela se comprend facilement. Si la société civile est une forme d'État et constitue elle-même le lieu du pouvoir et de la domination, lui demander, à elle, l'investiture directe d'un leader politique ou d'un groupe dirigeant n'est pas du tout synonyme d'émancipation. Gramsci est le penseur marxiste qui offre les instruments théoriques les plus appropriés pour lutter contre le bonapartisme *soft*, c'est-à-dire pour lutter contre la réduction de la démocratie à l'investiture directe et plébiscitaire d'un leader plus ou moins charismatique et au fait de très amples pouvoirs. Et Gramsci est aussi le penseur qui peut le mieux aider à comprendre le caractère ultra-réactionnaire de la Lega Nord, un mouvement qui aujourd'hui, bien plus qu'Alleanza Nazionale, représente le vrai danger de l'extrême droite et qui, grâce à son « subversivisme » et à son « anti-étatisme », peut compter parfois sur la sympathie de transfuges de 1968 et d'anarchistes (d'après les médias, Valpreda fait partie du public complice du discours de Bossi).

**EN CONCLUSION**, nous pourrions dire que, chez Marx et Engels, après avoir joué un rôle fondamental dans la conquête du pouvoir, la politique semble se dissoudre en même temps que l'État et le pouvoir politique. D'autant plus que, outre les classes, l'État et le pouvoir politique, disparaissent également la division du travail, les nations, les religions, le marché et toutes les sources possibles de conflit. Cette plate-forme théorique demeure substantiellement inchangée chez Lénine ; toutefois, de manière contradictoire, nous avons vu le dirigeant bolchevique s'engager dans la construction concrète du nouvel État et de ses organismes représentatifs. Mais ce n'est qu'avec Gramsci que le messianisme commence sa crise, même sur le plan théorique : s'il se révèle assez difficile, voire impossible, de séparer nettement la société civile et l'État, les organismes nationaux (dont l'identité contient souvent une forte composante religieuse) s'avèrent d'une extraordinaire vitalité ; quant au marché, il faudrait parler de « marché déterminé » plutôt que de marché en tant que tel. Nous assistons ici à la tentative de conférer un corps politique et, plus précisément un corps politique plus robuste, à la pensée marxiste.

La position originale occupée par Gramsci dans le cadre du marxisme du XX<sup>e</sup> siècle, apparaît maintenant de façon très nette. Il agit dans une situation relativement privilégiée. L'Italie intervient après les autres dans le premier conflit mondial, qui a un impact catas-

trophique surtout en Russie et en Allemagne, où le nombre des victimes est particulièrement élevé et où à la guerre proprement dite se mêlent la révolution et une guerre civile explicite ou latente, un changement radical de régime, une crise économique, politique et idéologique sans précédents. Tout cela favorise la lecture du marxisme selon une grille apocalyptique, alimentée en outre par le poids de la grande intellectualité hébraïque. La tradition religieuse et culturelle qui la précède stimule puissamment la rébellion contre la guerre et le massacre impérialiste, d'une part, et tend à conférer à cette rébellion une valeur messianique, de l'autre. Le rappel à la tradition religieuse hébraïque est parfois explicite et déclaré. C'est le cas de Walter Benjamin et, dans une mesure plus nuancée et plus médiante, également d'autres auteurs. Le jeune Bloch est décrit par des témoins contemporains comme un « nouveau philosophe juif » qui se croit « manifestement le précurseur du nouveau Messie ». En effet, *L'Esprit de l'utopie* qui, dans sa première version, appelle la Russie soviétique et le communisme à réaliser la « transformation du pouvoir en amour » fait penser davantage à Isaïe qu'à Marx.

Chez Gramsci, en revanche, la révolution communiste représente bien un moment de rupture, mais n'est pas la négation pure et simple du passé et le passage à un ordre nouveau transfiguré par l'utopie. L'expérience traumatique de l'abattoir au cours de la Première Guerre mondiale et de l'avènement du fascisme, plus tard, stimule dans le marxisme du XX<sup>e</sup> siècle une attitude de liquidation de l'histoire de la bourgeoisie, voire de toute l'histoire passée, comme une accumulation d'erreurs et d'horreurs. C'est contre cet « anti-historicisme », synonyme de « métaphysique », que s'élèvent les *Quaderni del carcere* : la liquidation du « passé comme quelque chose d'« irrationnel » et de « monstrueux » n'a pas de sens », car elle réduit l'histoire politique et des idées à un « traité historique de tétatologie », à un grotesque épisode de monstres.

**PRENDRE SES DISTANCES** avec le messianisme et l'anarchisme et s'efforcer de donner au marxisme un corps politique plus robuste équivaut à rompre avec la lecture économiste de cette tradition de pensée. En Italie, la pensée de Loria non seulement réduisait le matériel à l'économique, mais prétendait instituer une sorte de correspondance bi-univoque entre tel fait économique et telle expression idéologique et politique. C'est ainsi qu'en les réfutant Max Weber lit Marx et Engels. Le grand sociologue allemand semble avoir eu une certaine estime pour Achille Loria. C'est peut-être pour cela aussi qu'il considère que l'expression de « matérialisme historique » est imprécise et estime qu'il faudrait plutôt parler d'« interprétation écono-

mique du cours historique » ou « de la réalité ». Les argumentations d'autres grands intellectuels allemands comme Scheler et Sombart sont similaires.

Lénine déjà prend ses distances par rapport à ce type de lecture : « Où avez-vous “lu” chez Marx et Engels qu'ils parlent nécessairement de matérialisme économique ? Quand ils ont défini leur conception du monde, ils l'ont appelée simplement matérialisme<sup>2</sup> ». Cependant, bien qu'avec quelques réserves, le *Que faire ?* semble accepter l'appellation d'« économisme (à laquelle nous n'avons aucune intention de renoncer parce que, d'une manière ou de l'autre, elle a désormais obtenu le droit de citoyenneté)<sup>3</sup> ». Si, dans sa méthode d'analyse concrète de la situation concrète, le révolutionnaire russe est en général bien éloigné de l'économisme, sur le plan théorique il semble éviter une condamnation nette et sans équivoque.

Le cas de Gramsci est tout autre, car il connaît la leçon

Prendre ses distances  
avec le messianisme et  
l'anarchisme et  
s'efforcer de donner au  
marxisme un corps  
politique plus robuste  
équivaut à rompre  
avec la lecture  
économiste de cette  
tradition de pensée.

de Croce. Croce attire l'attention sur le fait que « les deux formules » de « conception économique de l'histoire » et de « matérialisme historique » ne sont pas des « synonymes ». Après avoir fait remonter à Loria l'expression même d'« économisme historique » (vu comme un ensemble de « conceptions plus ou moins branlantes »), les *Quaderni del carcere* soulignent : « Il arrive souvent que l'on se batte contre l'économisme historique en croyant se battre contre le matérialisme historique<sup>4</sup>. »

Mais Gramsci va plus loin. Il ne se borne pas à distinguer nettement la vision du processus historique propre de Marx et d'Engels de ses interprétations ou contrefaçons économistes, mais, bien que timidement, il critique les restes d'économisme et de mécanisme présents dans cette vision. Dans les textes des deux fondateurs du matérialisme historique, on peut retrou-



ver deux versions différentes et contrastantes de la théorie de la révolution, même si le point de départ est l'exaspération de la contradiction entre forces de productives et les rapports de production. La version consignée dans la très célèbre page du *Capital* qui voit la révolution socialiste comme une conséquence immédiate et automatique de l'accomplissement du processus d'accumulation capitaliste qui avance implacablement, en expropriant les petits producteurs, jusqu'au moment où sonne la « dernière heure de la propriété privée capitaliste » quand « les expropriateurs sont expropriés à leur tour », est pesamment mécaniciste. La politique, les particularités nationales, les facteurs idéologiques, la conscience révolutionnaire même, tout cela ne semble jouer aucun rôle, et il est clair que cette théorie est inutilisable pour expliquer une quelconque révolution concrètement déterminée. Bien au contraire, le *Manifeste du parti communiste* prévoit la possibilité d'une révolution socialiste dans un pays comme l'Allemagne qui, sur le plan du développement capitaliste, est plutôt en retard par rapport à l'Angleterre et qui, en ce qui concerne la structure proprement politique, est en deçà de la révolution bourgeoise.

Chez Gramsci il n'y a aucune trace de la première version, la version économiste de la révolution. Celle-ci provient d'une multiplicité et d'un enchevêtrement de contradictions différentes. Pour parler comme Althusser, nous pourrions dire que la rupture révolutionnaire est par définition surdéterminée : elle présente une incontournable dimension nationale et se place, par conséquent, dans un contexte historique et culturel déterminé, ayant des caractéristiques particulières. Des considérations analogues pourraient s'appliquer également à Lénine, mais Gramsci est le seul qui s'avance jusqu'à la critique de Marx et d'Engels. Le célèbre article qui rend hommage à la révolution d'Octobre « Contre *Le Capital* » (interprété de manière positiviste par la II<sup>e</sup> Internationale) souligne que des « incrustations positivistes et naturalistes » (et économistes) sont présentes même chez les fondateurs du matérialisme historique.

C'est dans ce contexte qu'il convient de situer l'attention toute particulière tournée vers le thème de l'hégémonie. Pour comprendre ce point de manière appropriée, on ne peut pas se limiter à la dichotomie hégémonie/dictature, ou bien consensus/coercition. Gramsci souligne maintes fois que chaque État comporte les deux moments, même si, dans les pays ayant une tradition libérale consolidée, le second n'apparaît évident que dans des situations de crise aiguë ; par ailleurs, ces deux moments sont présents à l'intérieur de la société civile elle-même. S'il conçoit un ordre

dans lequel le moment de la coercition est réduit au minimum, le théoricien de l'hégémonie n'est pas le prophète désarmé ou une belle âme qui s'échappe du terrain des contradictions réelles. Le thème de l'hégémonie institue en premier lieu une polémique contre toute vision mécaniciste et économiste de l'histoire, du processus révolutionnaire et du processus de formation de la conscience révolutionnaire lui-même. Le *Manifeste du parti communiste* insiste sur le fait que l'organisation du prolétariat en classes est constamment remise en cause par la concurrence économique que le capital suscite parmi les membres de la classe ouvrière. Sans ignorer cet aspect, Gramsci attire l'attention sur les aspects politiques, voire moraux, du passage de la classe en soi à la classe pour soi. Pour conquérir une subjectivité politique autonome, les classes subalternes doivent réaliser une « réforme intellectuelle et morale », doivent réussir à se détacher du retranchement corporatif et savoir procéder à une « catharsis » culturelle et politique (on assiste ici à l'émergence d'une problématique et d'une terminologie qui rompent définitivement avec l'interprétation économiste du matérialisme historique) :

« L'ouvrier métallurgiste, le menuisier, le maçon, etc., doivent non seulement penser en tant que prolétaires et cesser de penser en tant qu'ouvriers métallurgistes, menuisiers, maçons, etc., mais faire un autre pas en avant ; ils doivent penser en tant qu'ouvriers membres d'une classe qui tend à diriger les paysans et les intellectuels, d'une classe qui peut vaincre et ensuite construire le socialisme uniquement si elle est aidée et suivie par la grande majorité de ces couches sociales. S'il n'obtient pas cela, le prolétariat ne peut pas devenir une classe dirigeante. »

Toute une tradition de pensée, libérale ou réactionnaire, prétend identifier dans la jalousie ou dans le ressentiment le ressort du socialisme : c'est ce que dit Nietzsche et, en Italie, pour ne citer qu'un seul exemple, Pareto. La réflexion de Gramsci en prison se développe pendant qu'en Allemagne le nazisme attise le ressentiment et la jalousie des couches populaires les plus arriérées, à l'égard des intellectuels surtout révolutionnaires et dirige contre les juifs la frustration des masses appauvries par la guerre et par la crise économique. Contrairement au lieu commun de la tradition de la pensée libérale ou réactionnaire, le ressentiment se révèle un instrument de la réaction pour dévier vers de fausses cibles la protestation sociale, pour diviser les classes subalternes en d'innombrables mouvements corporatistes, casser et liquider le mouvement ouvrier et communiste. À la lumière de tout cela, la réflexion des *Quaderni* qui identifient de manière significative dans le « moment "cathartique" [...] le point de départ

de toute la philosophie de la pratique », prend un relief particulier.

**AVEC GRAMSCI**, nous sommes en présence d'un auteur et d'un leader politique qui a vécu la tragédie de la défaite du mouvement ouvrier et de la victoire du fascisme, et c'est précisément pour cela qu'il a été obligé d'abandonner l'espoir d'une palingénésie révolutionnaire rapide et définitive, pour approfondir, en revanche, l'analyse du caractère complexe et contradictoire du processus de transformation politique et sociale. En ce qui concerne la France, le cycle de la révolution bourgeoise embrasse une période qui va de 1789 à 1871 ; le passage du capitalisme à la « société réglémentée », c'est-à-dire au communisme, « durera probablement des siècles ». Cette approche théorique ne peut qu'apparaître particulièrement stimulante et féconde à un moment historique comme celui que nous vivons, où le mouvement d'émancipation des classes et des peuples en état subalterne est obligé d'enregistrer une nouvelle et désastreuse défaite. Ce n'est en rien un motif de consolation. Récapitulons le chemin accompli jusqu'ici. Gramsci attire l'attention sur les grandes opportunités de décapiter politiquement et idéologiquement les classes subalternes qui s'offrent à la classe dominante ; par sa phénoménologie du pouvoir, il situe le lieu de la domination non seulement dans l'État politique proprement dit mais dans la société civile elle-même ; il insiste sur la dimension, qui n'est pas uniquement économique et politique, mais également idéologique, voire morale, du processus de formation de la conscience révolutionnaire. Pour toutes ces raisons, Gramsci n'est pas seulement très éloigné de toute théorie de l'écroulement, il développe une vision de l'histoire fondée sur la complexité du processus de transformation, sur les temps longs de la transition de l'Ancien Régime à l'ordre nouveau.

Cet ordre nouveau commence par être pensé avec une approche plus réaliste que celle de la tradition issue de Marx. Dans la *Misère de la philosophie*, ce dernier reproche aux économistes bourgeois de s'attacher à une vision selon laquelle « il y a eu une histoire mais désormais il n'y en a plus ». Paradoxalement, cette vision a fini par gagner le « socialisme réel » ; puis, après le brusque réveil que l'histoire a imposé à ces idéologues, le mot d'ordre de la « fin de l'histoire » est retourné du côté des apologistes de la société bourgeoise. Critiquer cette dernière, s'opposer aux idéologues naïfs de son éternité et de sa « non-transcendabilité » ne signifient pas reprendre les utopies abstraites, de manière a-critique, comme si rien ne s'était passé. *Heri dicebamus* : celle-ci peut être

l'attitude des idéalistes prêts à réduire l'épisode historique concret à une sorte de parenthèse qui peut être tranquillement ignorée, mais pas de ceux qui professent le matérialisme historique.

Par sa distanciation, bien que timide, vis-à-vis de toute vision anarchique et plus ou moins apocalyptique de la transformation politique et sociale, Gramsci indique un chemin qu'il faut encore parcourir jusqu'au bout : concevoir un projet d'émancipation incisif qui ne prétende pas qu'il est la fin de l'histoire. Il s'agit de dire adieu aux utopies abstraites en expliquant en même temps les raisons historiques de leur émergence. Nous pouvons ici profiter d'une indication d'Engels qui, en dressant le bilan de la révolution anglaise et française, observe : « Pour qu'au moins les conquêtes de la bourgeoisie qui étaient mûres et prêtes à être moissonnées puissent être assurées, il fallait que la révolution aille au-delà de son but [...]. Cela semble être une des lois de l'évolution de la société bourgeoise. » Il n'y a aucun motif de soustraire à la méthodologie matérialiste élaborée par Marx et Engels le mouvement historique réel et la révolution qui s'y sont inspirés. Au fond, toute révolution tend à se présenter comme la dernière, voire comme la solution de toute contradiction et, par conséquent, comme la fin de l'histoire<sup>5</sup>.

Le projet incisif d'émancipation qui ne prétend pas être la fin de l'histoire et de tous les conflits doit être conçu dans une situation radicalement différente par rapport à un passé qui ne peut pas être liquidé sommairement. Malgré les horreurs de la Première Guerre mondiale et du fascisme, nous avons vu les *Quaderni del carcere* se refuser à lire l'histoire moderne comme un traité de « tératologie » ; il n'y a aucune raison de lire l'histoire du « socialisme réel » de cette manière, malgré les erreurs, les mystifications colossales et les horreurs dont elle est émaillée. L'auteur qui a exhorté le mouvement ouvrier et communiste à hériter des sommets de la Révolution française peut se révéler bien utile aujourd'hui pour comprendre le problème de l'héritage même en ce qui concerne la révolution d'Octobre. ●

1. À ce propos, cf. D. Losurdo, *Democrazia o bonapartismo. Trionfo e decadenza del suffragio universale*, Bollati Boringhieri, Turin, 1993, p. 311 et sq.

2. V. I. Lénine, « Ce que sont les "amis du peuple" et comment ils luttent contre la social-démocratie », 1894, *Œuvres complètes*, t. I, Éditions sociales, Paris.

3. Id., *Que faire ?*, 1902, *Œuvres complètes*, t. V.

4. À ce propos, cf. D. Losurdo, « Économisme historique ou matérialisme historique ? Pour une relecture de Marx et Engels », *Archives de philosophie*, n° 57, janvier-mars 1994, p. 141-155.

5. Nous reprenons ici certaines considérations développées plus largement en *Utopia e stato d'eccezione. Sull'esperienza storica del "socialismo reale"*, Laboratorio politico, Naples, 1997, p. 107 et sq.



# « QUE FAIRE ? » UNE RELECTURE

PAUL BLACKLEDGE\*

Alors que pour les socialistes et l'extrême-gauche la question de « Que faire ? »<sup>1</sup> est celle qui fait surface le plus souvent, sur une base presque quotidienne – et ce notamment car elle le fait sous une myriade de formes diverses –, il serait absurde de suggérer que l'on puisse y répondre d'une seule et unique manière. Comme l'histoire est caractérisée autant par la continuité que par le changement, il serait également dénué de signification de prétendre que, pour répondre à cette question, nous n'avons rien à apprendre des mouvements sociaux passés. Et plus particulièrement, puisque le sort de la révolution russe de 1917 domina la politique du XX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, et que l'importance de ce modèle révolutionnaire sur les autres sociétés a été un objet de débat depuis lors<sup>3</sup>, il incombe aux socialistes d'établir un jugement honnête sur ce que firent les révolutionnaires russes, sur la manière dont ils le firent et sur ce qui entraîna la dégénérescence finale de la révolution. En fait, pour pouvoir apprendre des mouvements sociaux passés, nous devons être sûrs de ce qui s'est passé en leur sein. Malheureusement, peu d'événements et encore moins d'individus ont été plus obscurcis que la révolution d'Octobre et le rôle qu'y joua Lénine. Si un texte réside bien au centre du mythe contemporain du « léninisme », c'est peut-être *Que faire ?*, un livre écrit par Lénine une décennie et demie avant 1917, pour répondre à certaines « questions brûlantes de notre mouvement<sup>4</sup> ». Malheureusement, la version du léninisme généralement reconstruite à partir de ce livre n'a que peu de ressemblances avec le Lénine historique. Car, quand le léninisme est généralement discuté et rejeté, c'est sa

version mythologique, construite par Zinoviev et par Staline après la mort de Lénine, version acceptée comme authentique par les critiques libérales du socialisme en Occident. Si nous devons juger les leçons de la révolution russe, il est essentiel que nous dégagions le Lénine réel des mythes stalinien et libéral sur le léninisme.

Il est difficile de juger trop positivement la contribution de Lars Lih<sup>5</sup> à cette réévaluation honnête de la pensée de Lénine. Le but du livre<sup>6</sup> de Lih est de renverser ce qu'il appelle la « vulgate<sup>7</sup> » sur *Que faire ?* de Lénine, et il accomplit cet objectif avec succès. Ainsi, la recherche de Lih s'ajoute et approfondit la recherche de ceux qui tentèrent de redécouvrir le vrai Lénine au-delà des mythologies de la guerre froide<sup>8</sup>. Malheureusement, en dépit de la force de l'argumentation de Lih et en dépit de l'impressionnante érudition qui la sous-tend, il est sans doute trop facile de prédire le silence que cette reconstruction de la pensée de Lénine va subir du fait de ceux qui « savent » déjà ce qui n'allait pas dans le marxisme de Lénine.

Selon la vulgate, le mépris de Lénine pour les capacités intellectuelles des travailleurs s'est manifesté par son insistance sur la construction d'un parti de révolutionnaires professionnels qui apporterait de l'extérieur les idées socialistes à la classe ouvrière et qui, par conséquent, dirigerait cette classe du haut vers le bas. Déjà mauvaise avant la révolution, cette perspective aurait mené au stalinisme après 1917. Dans la gauche actuelle, diverses versions de ce modèle sont devenues une sorte de sens commun inébranlable. Ainsi Simon Tormey compare Lénine à Mussolini, suggérant que les deux dirigeaient d'une manière élitiste et antidémocratique<sup>9</sup>. John Holloway soutient également que Lénine amena la distorsion « scientifique » du marxisme d'Engels jusqu'à sa conclusion antidémocratique logique, conclusion atteinte quand il posa l'existence d'un parti de « savants » qui diffuseraient leur connaissance scientifique du haut vers le bas, jus-

\* Enseignant en théorie politique à l'université de Leeds. Parmi ses publications : *Reflections on the Marxist Theory of History*, Manchester University Press, 2006. L'article que nous publions ici est paru dans la revue anglaise *Contexte*, Brill, *Historical Materialism Series*, 2006.



qu'aux travailleurs<sup>10</sup>. De manière similaire, Michael Hardt et Tony Negri ont soutenu que la forme hiérarchique du parti bolchevique permit la négation des espoirs de 1917<sup>11</sup>. En commentant la supposée nature antidémocratique du modèle bolchevique, Bonefeld et Tischler ont insisté sur le fait que la « forme léniniste du parti contredit le contenu de la révolution<sup>12</sup> ». Malheureusement, leur essai est typique de ceux réunis dans un livre plus récent sur le marxisme de Lénine, *What Is To Be Done? : Leninism, Anti-Leninist Marxism and the Question of Revolution Today*, qui, presque systématiquement, rejette l'héritage entier de Lénine. Que ces auteurs le fassent sans référence à de sérieuses études sur Lénine – études seulement relevées dans la note de bas de page n° 6 – est assez évident pour suggérer que rien de ce que Lih pourrait écrire ne pourrait leur faire changer d'avis<sup>13</sup>.

**DERRIÈRE CES ATTITUDES DE REJET** envers Lénine, on trouve l'argument que l'existence d'un parti socialiste révolutionnaire nie la thèse marxiste que le socialisme ne peut advenir qu'à travers l'auto-émancipation de la classe ouvrière. Cependant, la force de cet argument relève d'une conception superficielle de l'auto-émancipation. Comme Lih le fait remarquer, alors que les marxistes insistent sur le fait que le socialisme peut seulement venir d'en bas, nous réalisons qu'il émergera nécessairement de luttes fragmentées et sectorielles. C'est le caractère sectoriel et fragmenté de la lutte qui crée des différences entre les travailleurs plus ou moins avancés et, par conséquent, mène à l'émergence de dirigeants socialistes : quiconque organise une grève, remet en cause un argument raciste, arrache, au travail, un calendrier sexiste, etc. agit comme un leader. Plus, toute personne qui remet en cause de telles actions agit également comme un leader. L'essentiel de la contribution de Lénine au marxisme peut être compris comme la tentative la plus systématique d'affronter ce problème pratique. Lénine argumentait, très simplement, que, dans un contexte multipartite, l'efficacité des leaders socialistes serait augmentée s'ils étaient organisés en un parti<sup>14</sup>. Suggérer, en contredisant l'approche de Lénine sur ce point, que le leadership *per se* découchera sur la négation du socialisme, c'est accepter que les leaders ordinaires qui émergent à partir de la lutte de classes dégèneront, en cas de succès de la révolution, en de nouvelles élites<sup>15</sup>. C'est une version de la théorie des élites, et, si elle est vraie, alors le socialisme est une utopie. Comme Lih le remarque : « Parfois la devise [le socialisme est l'auto-émancipation de la classe ouvrière] est considérée comme l'opposé de la démarche d'avant-garde, mais, en réalité, elle rend l'avant-gardisme presque inévitable. Si le prolétariat est

le seul agent capable d'introduire le socialisme, il doit passer par un processus qui le prépare à mener cette grande tâche<sup>16</sup>. »

Dans leur enthousiasme à rompre avec les modèles autoritaires de direction, les socialistes qui repoussent les partis révolutionnaires comme nécessairement élitistes ne tiennent pas compte d'une distinction suggérée par Gramsci. Ce dernier soutenait que les dirigeants pouvaient être divisés en deux types, certains démocratiques, d'autres antidémocratiques : « Dans la formation des dirigeants, une prémisse est fondamentale : l'intention est-elle qu'il doive toujours y avoir des dirigeants et des dirigés, ou l'objectif est-il de créer les conditions qui ne rendraient plus nécessaire une telle division<sup>17</sup> » Pour rejeter le modèle de direction de Lénine comme antidémocratique, comme le font Holloway, Hardt et Negri et les auteurs réunis par Bonefeld et Tischler, il faut accepter le mythe canonique du léninisme comme un fait avéré. La grande force du livre de Lih est de détruire ce mythe en prouvant la nature fondamentale démocratique du projet de Lénine.

Si le prolétariat  
est le seul agent  
capable  
d'introduire le  
socialisme, il doit  
passer par un  
processus qui le  
prépare à mener  
cette grande tâche.

En fait, Lih a produit une étude qui devrait nous amener à repenser toute notre compréhension de Lénine : il va jusqu'à soutenir que Cliff, Le Blanc et Molyneux et tous les activistes qui cherchaient à dégager Lénine du mythe du léninisme ont maintenu dans leurs recherches trop d'éléments de la vulgate. En avançant cela, Lih prend au sérieux la suggestion de Lénine, faite cinq ans après la publication de *Que faire?*, que son argumentation ne pouvait être comprise que dans le contexte des débats internes au mouvement marxiste russe du début du dernier siècle<sup>18</sup>. Pour reconstruire ce contexte, Lih a lu non seulement tout ce que Lénine a écrit, mais aussi toute la littérature marxiste russe de l'époque, la majorité de l'importante littérature marxiste allemande – ce qui correspond dans l'ensemble au contexte international des débats. De plus, il a traduit *Que faire?* pour désamorcer toutes lectures sommaires de son argumen-



tation. Ses conclusions renversent à peu près tout les mythes admis sur livre et l'image du léninisme qui lui était associée plus généralement.

L'argument principal de Lih est que Lénine a cherché à appliquer en Russie le modèle d'organisation socialiste qui s'était révélé être un succès en Allemagne<sup>19</sup>. De plus, Lih insiste sur le fait que Lénine était cette perspective par une estimation optimiste quant à la possibilité d'une croissance de la conscience socialiste au sein de la classe ouvrière russe. En fait, contrastant avec ses louanges sur les travailleurs de Russie, Lénine était cinglant envers les faiblesses de l'intelligentsia radicale de Russie en général et tout particulièrement envers celle du mouvement socialiste. Cette dernière, disait-il, se trouvait face au grave danger de faire échouer le mouvement des travailleurs lors de la prochaine révolution. Ses polémiques visaient spécifiquement ces socialistes dont les arguments, s'ils étaient portés à leur conclusion logique, obéraient la possibilité même de construire un parti socialiste de masse du type allemand en Russie<sup>20</sup>. Bien sûr, Lénine ne croyait pas que le modèle allemand pût être dupliqué mécaniquement dans les conditions russes. Toutefois, il pensait que les bases d'un tel parti pouvaient être jetées, et alors que la lutte de classes aurait forcé le régime à une libéralisation, ce parti aurait pu se transformer lui-même selon le type allemand. Bien que cet argument ne fût pas contesté par les socialistes russes en 1902, la nature polémique de *Que faire?*<sup>21</sup>, combinée à une faible connaissance du contexte au sein duquel il a été écrit, a donné une image complètement déformée du léninisme en tant qu'idéologie élitiste antidémocratique.

Un des points les plus importants de l'argumentation de Lih est la démonstration que la vulgate de *Que faire?* est un produit de la guerre froide. Contrastant avec le mythe du léninisme, en 1947, l'universitaire John Plamenatz décrivait Lénine de la manière suivante : c'était « un démocrate au vrai sens marxiste du mot. Il croyait en la démocratie à l'intérieur du parti<sup>22</sup>. » La chose la plus intéressante quant à cette description du bolchevisme est qu'elle n'était pas considérée comme contestable lorsqu'elle fut écrite. En l'espace de quelques années, cependant, il devient difficile d'imaginer tout auteur universitaire écrivant de nouveau en ces termes. Le changement dans la réputation de Lénine au sein du monde universitaire eut peu à voir avec la découverte de nouvelles sources, mais surtout avec la diabolisation croissante de tout ce qui était communiste durant la guerre froide. La nouvelle image du léninisme se révéla utile aux libéraux occidentaux dont les critiques étaient presque systématiquement faites contre une parodie de pacotille de la pensée et de la pratique de Lénine. Le miroir de ce processus était la transformation en icône

de Lénine à l'Est. Alors que l'interprétation canonique de Lénine jouait le rôle aux mains des libéraux occidentaux d'une arme servant à attaquer la gauche, à l'Est, cette représentation aidait à légitimer les méthodes autoritaires des staliniens. Alors que libéraux et staliniens pouvaient ainsi s'accorder sur le fait que le léninisme menait au stalinisme, le livre de Lih aide à montrer que la réalité était plus compliquée que ce qui est présenté dans ce qu'il appelle la *Soviet history made easy*<sup>23</sup> », selon laquelle le modèle dictatorial d'organisation du parti esquissé dans *Que faire?* se matérialisa dans la dictature de Staline après la révolution<sup>24</sup>. En fait, l'auteur montre que l'une des faiblesses cruciales de cette interprétation de l'histoire réside dans une interprétation complètement déformée de *Que faire?*

L'image du léninisme comme une déformation centralisatrice brutale du marxisme renvoie à l'origine, en large partie, aux critiques élevées jadis par Rosa Luxemburg et Léon Trotski. On sait qu'en 1904 Trotski critiqua la conception léninienne de l'organisation socialiste ainsi : « L'organisation du parti commence à se substituer à l'ensemble du parti; puis le comité central se substitue à l'organisation et finalement un dictateur se substitue au comité central. » À la même époque, Luxemburg critiqua l'image supposée d'un « comité central omniscient et ubiquiste » qui réduit les « travailleurs au rôle d'instrument docile d'un comité ». Lih estime que non seulement ces critiques sont erronées, mais qu'elles jouent le rôle d'obstacles à la compréhension de ce que Lénine disait en 1902.

Par exemple, dans sa critique de Lénine, Luxemburg compare son mode de direction ultra-centralisée – qu'elle ne rapporte, et ne pouvait rapporter, à aucune occurrence textuelle – à la créativité des ouvriers impliqués dans une grève de masse à Rostov-sur-le-Don. On pouvait supposer, avant que Lih ne le démontre, que Luxemburg recevait son information sur ces ouvriers grâce à des articles parus dans le journal socialiste russe écrit par Lénine, l'*Iskra*. On aurait pu penser que le fait qu'elle ait cité, sans le savoir, quelque chose que Lénine avait dit pour désapprouver ce qu'il n'avait pas dit, aurait été une occasion pour les historiens de s'interroger sur sa critique du bolchevisme. Hélas! ce ne fut pas le cas, car ses critiques précoces correspondaient trop nettement avec la vulgate pour être réfutées par de simples faits<sup>25</sup>.

**QUANT AUX CRITIQUES DE LÉNINE** par Trotski, les problèmes de son interprétation classiques sont moins évidents mais pas moins problématiques. Trotski ne voulait pas signifier par le terme de « substitutionnisme » la tendance envers l'oligarchie au sein du parti bolchevique. Il s'agit là de la critique du marxisme par la théorie classique des élites, théorie que Trotski aurait rejetée sans



aucun doute. Trotski faisait, au contraire, référence au contraste entre les modèles de campagne politique menchevique et bolchevique. Selon Trotski, les bolcheviques substituaient les mots aux faits, alors qu'au contraire les tâches de l'heure étaient de mettre au premier rang l'action<sup>26</sup>.

La faiblesse des critiques de Trotski et de Luxemburg auraient dues être apparentes à quiconque d'un peu familier avec l'histoire de la Russie. Les deux avaient prédit que les conséquences des actions de Lénine auraient été le divorce du parti bolchevique avec la classe ouvrière russe : selon Trotski, il aurait dû échouer dans son travail politique alors que, selon Luxemburg, son ultra-centralisme l'aurait amené à rater la révolution à venir. Comme le fait remarquer Lih, ces prévisions ne furent guère corroborées par les événements de 1917<sup>27</sup>.

Comment Lénine finit-il par confondre ses critiques ? Certains ont avancé que, alors que Luxemburg et Trotski avaient eu plus ou moins raison en 1904, il y eut un profond changement dans l'attitude de Lénine envers le problème de l'organisation socialiste dans les années ultérieures<sup>28</sup>. Lih n'est pas d'accord, et ainsi, il ne remet pas en cause seulement l'interprétation canonique de *Que faire ?* mais aussi les assertions de militants comme Cliff, Le Blanc et Molyneux<sup>29</sup>.

Au centre de la rencontre entre les critiques de *Que faire ?* faites par les militants et celles exprimées dans la vulgate, il y a le fameux contraste établi par Lénine entre la conscience socialiste venant de l'intelligentsia et les limites de la conscience spontanée *trade-unioniste* des travailleurs. Lih a beaucoup à dire sur ce contraste. En fait, il consacre soixante pages d'appendice à discuter les passages importants sur cette question. S'il est impossible de rendre justice à la richesse de son argumentation dans le cadre d'un court compte-rendu, l'essentiel peut en être facilement rendu. Les ouvriers russes étaient, selon Lénine, les vrais héros de l'histoire qui risquaient d'être abandonnés par le mouvement socialiste. En fait, les travailleurs étaient si héroïques que la Russie était au bord d'une révolution. Il était donc impératif que le mouvement socialiste améliore sa pratique pour être à la hauteur du mouvement réel venant d'en bas. Si ce n'était pas le cas, deux choses s'ensuivraient : d'abord, les socialistes perdraient la bataille pour l'hégémonie au sein de la classe ouvrière et, en conséquence, les opportunités révolutionnaires à venir seraient gâchées. L'accent mis sur le rôle joué par les socialistes n'est ainsi pas un symptôme d'une méfiance générale à l'égard des travailleurs. Bien au contraire, il reflète le sentiment que les socialistes russes avaient besoin de « se secouer » s'ils ne voulaient pas manquer à leurs devoirs envers les travailleurs<sup>30</sup>.

Il était impératif que le mouvement socialiste améliore sa pratique pour être à la hauteur du mouvement réel venant d'en bas. Si ce n'était pas le cas, les socialistes perdraient la bataille pour l'hégémonie au sein de la classe ouvrière et, en conséquence, les opportunités révolutionnaires à venir seraient gâchées.

Le sens de l'urgence politique caractéristique des écrits de Lénine en général, et de *Que faire ?* particulièrement, reflète sa croyance en l'existence de cette opportunité qui ne devait pas être ratée : la résistance croissante de la classe ouvrière au tsarisme. En suivant les arguments spécifiques de *Que faire ?* Lih fait remarquer que Lénine ne polémiquait pas alors, comme des générations de lecteurs l'ont avancé, contre l'économisme, la variante russe du réformisme qui émergea en tant que phénomène international à la fin des années 1890. Il tentait plutôt de dépeindre ses opposants à l'intérieur du mouvement marxiste comme des « économistes », car tout le monde s'accordait sur le fait que l'économisme offrait un programme erroné pour la gauche. Selon les économistes, les travailleurs ne s'intéressaient pour l'essentiel qu'au « pain et au beurre », et non à la politique socialiste. La majeure partie du mouvement marxiste russe refusait cette idée, et l'économisme fut marginalisé avant que *Que faire ?* fût écrit. Le but de Lénine dans *Que faire ?* était de défaire ses opposants les plus récents à l'intérieur du mouvement en les étiquetant du label d'« économisme ». Par sa critique de l'économisme, Lénine soutenait que ses adversaires en 1901-1902 tendaient à

refuser aux travailleurs la capacité à atteindre des objectifs importants. Le cœur de la polémique de Lénine était adressé à ceux qui n'avaient que peu de foi dans le potentiel créatif indépendant de la classe ouvrière. Alors que cette position est déjà une inversion de notre image d'un mépris léniniste envers des travailleurs irrémédiablement piégés dans les confins étroits du *trade-unionisme*, elle ne capture que la moitié des implications politiques de sa critique de l'économisme. Car les économistes insistent sur l'absence d'intérêt chez les ouvriers envers la liberté politique. La critique de l'économisme par Lénine impliquait donc une double inversion du mythe qui avait fini par l'entourer. Non seulement, elle entraînait l'insistance sur l'initiative révolutionnaire indépendante des travailleurs, mais elle comportait la thèse que les travailleurs étaient concernés par les libertés politiques des démocraties libérales et se battraient pour en jouir. Ainsi, la conception du leadership politique de Lénine assumait que les ouvriers montraient une grande capacité d'initiative dans la lutte des classes. Le parfum de luxemburgisme de cette assertion ne devrait pas nous surprendre si nous nous rappelons que Luxemburg prit connaissance des initiatives des travailleurs russes en partie grâce à Lénine.

**AU SUJET DU CENTRALISME** supposé de Lénine, la réalité n'est pas moins choquante pour les adhérents à la vulgate sur le léninisme. Car Lénine ne mentionna le rôle du Comité central que seulement une fois dans *Que faire ?*, et par la suite rejetait toute perspective de son omnipotence<sup>31</sup>. Ironiquement, le crime de Lénine à la conférence de 1903 était d'insister sur les responsabilités démocratiques du Comité central et des éditeurs du journal du parti au congrès de ce dernier. Concrètement, Lénine rompit avec les mencheviks après que le congrès du parti eut reflété leur pratique antidémocratique.

*Que faire ?* fut écrit par Lénine en tant que représentant du journal *l'Iskra*, et son argument central était justement qu'une organisation nationale pouvait être construite autour d'un journal socialiste<sup>32</sup>. Le congrès du parti de 1903 décida ultérieurement que *l'Iskra* devrait être le périodique du parti, et que ses éditeurs devraient être Martov, Plekhanov et Lénine. Auparavant, un comité de six personnes, comportant les trois individus précédents, avait édité *l'Iskra*, mais les trois autres membres restants furent évincés de leur poste par un vote dans le sillage des désaccords du congrès<sup>33</sup>. Martov aussi avait fait partie des perdants lors du congrès, or ce dernier décida, en compromis, qu'il devait rester à la rédaction du journal. À la suite du congrès, en un acte de dédain à l'égard des procédures démocratiques, Martov, futur dirigeant du menche-

visme, demanda que les anciens rédacteurs soient cooptés à la rédaction et que les nouveaux démissionnent s'ils n'en étaient pas membres auparavant. Plekhanov, qui s'était positionné contre la conciliation avec les anciens rédacteurs, changea de position et menaça de démissionner si la vieille direction n'était pas cooptée. Lénine, qui pensait qu'assez de compromis avaient été faits en conservant Martov au sein du comité de rédaction, fut laissé sans autre alternative que de démissionner. Donc, alors que Lénine avait obtenu la majorité au congrès, il advint par la suite une sorte de « révolution de palais » à *l'Iskra*, révolution après laquelle ce journal devint le porte-parole des critiques des décisions du congrès : il fut rapidement transformé de journal du parti en un journal anti-parti. Lénine devient le croquemitaine de l'ancienne direction, et ce non car il agissait de manière antidémocratique, mais parce qu'il défendait les décisions démocratiques du congrès<sup>34</sup>.

Parce que la base de soutien à Lénine était chez les militants, les nouveaux éditeurs de *l'Iskra* ne pouvaient pas facilement écarter ses critiques de leur ligne<sup>35</sup>. Au contraire, ils se sentirent obligés de se battre pour garantir leur influence au sein du parti. Lih suggère qu'en se désignant eux-mêmes la « minorité », en russe les *mencheviks*, le groupe de *l'Iskra* suggérait leur façon de s'organiser. Par exemple, dans un article publié en 1901 et appelé « Toujours dans la minorité », Martov fit vertu de la nécessité d'être politiquement isolé. Cette perspective générale, selon Lih, nous éclaire sur l'ultime échec de Martov, qui ne réussit à se dégager de la politique groupusculaire, politique nécessaire avant 1903 mais qui était devenue un obstacle à l'avance du socialisme dans la période ultérieure<sup>36</sup>. Lénine, au contraire, était assez optimiste pour croire qu'il était possible pour la gauche russe de sortir du ghetto politique et de construire un équivalent du grand parti socialiste allemand. Les désignations de « mencheviques » (minorité) et « bolcheviques » (majorité) recouvraient à la fois le pessimisme de Martov et l'optimisme de Lénine sur la possibilité de construire un courant socialiste de masse à l'intérieur de la classe ouvrière russe.

La critique par Lih de l'idée que Lénine était pessimiste à propos du potentiel socialiste du mouvement des travailleurs peut sembler buter devant la revendication léniniste d'un parti de « révolutionnaires professionnels ». Toutefois, il n'en est pas ainsi. Car, selon ce que démontre Lih, il y a une grande différence entre ce que Lénine voulait dire par cette expression et la signification que la vulgate lui a donnée par la suite. Lénine utilisait les expressions *revoliutsioner po professii* et *professional'nyi revoliutsioner*, ce qui a été naturellement traduit par « révolutionnaires de profession » ou « révo-

lutionnaires professionnels ». Cependant, comme l'argumente Lih, le mot *professiiia* n'était pas restreint à ce que nous entendons comme « profession », mais incluait les travailleurs des usines : par exemple, en russe les *trade unions* étaient des *professional'nye soiuzy*. Comme on sait que Lénine ne dit rien sur la profession des classes moyennes dans *Que faire ?*, mais beaucoup sur les syndicats, Lih a préféré retraduire « révolutionnaire professionnel » par *revolutionary by trade*<sup>37</sup>. Cette traduction est plus forte que les deux autres, selon Lih, car elle capture mieux la manière dont Lénine tentait de « présenter le révolutionnaire comme faisant partie du monde du travail, comme un travailleur spécialisé dans la grande usine de la Révolution<sup>38</sup> ». La grande compétence du *revolutionary by trade* est de maintenir la *konspiratiia* traditionnellement traduite comme la « conspiration » et utilisée pour justifier l'idée que Lénine était un ennemi de la démocratie. En fait, Lih montre que la *konspiratiia* signifie en fait « l'art délicat de ne pas être arrêté », une compétence non négligeable dans un État policier<sup>39</sup>!

Lih fait un constat similaire en discutant le fameux commentaire de Lénine sur l'incapacité propre au mouvement spontané des travailleurs. Il remarque que, en dépit de ce que raconte une poignée de commentateurs, les concepts de spontanéité et de conscience ne sont pas au cœur de *Que faire ?* mais apparaissent dans le texte en tant que partie d'une polémique contre l'adversaire de Lénine, Krichevski. Krichevski qui les avait utilisés pour dire que ce que la vulgate prêtait au léninisme<sup>40</sup>! Au contraire, Krichevski accusait l'*Iskra* d'être « hyper-optimiste quant à la possibilité d'une organisation et d'une conscience prolétariennes », et Lénine lui répondait à la manière de cette paraphrase de Lih : « Le militantisme des travailleurs n'est pas le problème parce qu'il croit à pas de géant de lui-même. Le problème, le maillon faible, est effectivement la direction par le parti de cette activité. L'*Iskra*<sup>41</sup> se concentrait correctement sur ce problème, sur les déficiences de la social-démocratie et non sur celles des travailleurs<sup>42</sup>. »

À propos de la question de la direction politique, Lih soutient que, pour Lénine, il s'agissait moins d'une opposition entre intellectuels et travailleurs – la discussion de Lénine sur le socialisme « provenant de l'extérieur » renvoyant au fait que le « socialisme scientifique » (le marxisme) a été formulé par deux intellectuels bourgeois, Marx et Engels, et depuis a fusionné avec le mouvement ouvrier – que du choix d'une « direction inspirée et mobilisatrice<sup>43</sup> ». Contre ces socialistes qui pensaient à la fois que « les masses sont comme des enfants » et que discuter « politique » avec elles était une perte de temps, Lénine répondait que les

socialistes qui ne parlaient que de « pain et de beurre » aux travailleurs les traitaient avec condescendance tout en se montrant incapables de remettre en cause l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière<sup>44</sup>.

**PARMI LES IDÉOLOGIES BOURGEOISES** contre lesquelles, selon Lénine, les socialistes devaient lutter, il y avait le *tred-unionizm*. Souvent interprété simplement comme le trade-unionisme, ce n'est cependant pas ce que Lénine entendait par ce terme. Pour lui, alors que l'activité à l'intérieur des syndicats était partie fondamentale de la pratique socialiste, le *tred-unionizm* était une idéologie qui insistait sur le fait que le mouvement ouvrier devait se concentrer sur les revendications économiques simples – « le pain et le beurre » – à l'exclusion des idées socialistes<sup>45</sup>. Le fait que Lénine eût pensé que le *tred-unionizm* pût être contesté reflète bien sa foi dans le mouvement spontané des masses. En fait, en contradiction avec la vulgate, qui soutient que Lénine avait rompu avec l'idée de Marx du socialisme en tant qu'auto-émancipation de la classe ouvrière, Lih montre que la réalité est bien différente. « Lénine pense que le choix de direction », concrètement entre le *tred-unionizm* et le socialisme, « peut faire la différence parce qu'il se montre optimiste quant à la vague populaire<sup>46</sup> ». En fait, c'est l'optimisme de Lénine quant au mouvement révolutionnaire par en bas qui a attiré la plupart des jeunes militants vers la tendance bolchevique après 1903.

Un des problèmes de la vulgate sur *Que faire ?* est qu'elle rend mystérieuse l'attrance des jeunes socialistes envers le bolchevisme dans les premières années du siècle précédent. Car, dans ce modèle d'interprétation, les bolcheviques apparaissent comme trop obtus et centralisés pour saisir les opportunités offertes par le soulèvement révolutionnaire. La réalité était très différente. Comme l'ex-bolchevique Valentinov l'écrivait à propos de cette époque : « Audace et détermination nous étaient communes à tous. Pour cette raison, *Que faire ?* toucha la corde sensible. Nous n'étions seulement que trop impatients à mettre le message en pratique. Dans ce sens, on peut dire que nous étions à cent pour cent léninistes à cette époque<sup>47</sup>. » Non seulement l'inversion par Lih de la vulgate sur *Que faire ?* redonne son sens à l'attrance envers le bolchevisme de jeunes radicaux comme Valentinov, mais elle permet mieux d'expliquer comment la structure du parti bolchevique changea avec la libéralisation politique. Selon l'interprétation de Lih, les victoires dans la lutte de classes auraient logiquement mené à une libéralisation de l'organisation interne du régime : c'est exactement ce qui se passa en 1905<sup>48</sup>. C'est ce qui eut lieu également en 1917 avant que la guerre civile et l'effondrement économique contrecarrent cette possibilité<sup>49</sup>.



Quant à la structure de l'organisation elle-même, Lénine – comme il le fit lui-même remarquer dans sa réponse à Luxemburg – en dit peu de choses dans *Que faire*<sup>50</sup>. En fait, il n'avait pas encore utilisé l'expression « centralisme démocratique », qui est depuis devenue synonyme de « léninisme ». Néanmoins, l'image d'un Lénine ultra-centraliste, rompant avec les méthodes démocratiques du mouvement socialiste européen à travers l'imposition d'une chose appelée « centralisme démocratique » au mouvement russe, est devenue omniprésente. Par ailleurs, le concept de centralisme démocratique est devenu l'objet d'une diffamation et d'une incompréhension plus grandes que tout autre expression du lexique marxiste. De manière ironique, les mencheviques furent les premiers à utiliser cette expression en Russie. Ils l'empruntèrent pour leur constitution en

La tendance au réformisme au sein du mouvement socialiste allemand était soutenue par l'influence croissante à l'intérieur du parti de la bureaucratie syndicale toujours plus conservatrice.

1905 au mouvement socialiste allemand – qui l'avait lui-même inventée en 1865 –, à son tour Lénine l'emprunta aux mencheviques un mois plus tard<sup>51</sup>. Néanmoins, Lénine n'hérita pas simplement du mouvement socialiste allemand le concept de centralisme démocratique sans se l'approprier. Plus : sa compréhension du centralisme démocratique peut être éclairée par des faits fournis par Lih, sans qu'ici la compréhension de la politique léninienne par Lih montre quelque faiblesse. Au temps de la scission entre bolchevisme et menchevisme, tous les socialistes russes étaient affiliés au mouvement socialiste international, un mouvement bien plus large situé en Allemagne : la II<sup>e</sup> Internationale. Cette organisation était ostensiblement marxiste et visait en théorie au renversement révolutionnaire du capitalisme. Cependant, alors que la II<sup>e</sup> Internationale était révolutionnaire en théorie, elle devint de plus en

plus réformiste en pratique, au point qu'en 1914 la plupart de ses organisations majeures et de ses leaders capitulèrent devant le nationalisme en soutenant, selon des prétextes pseudo-révolutionnaires, leurs propres États durant la Première Guerre mondiale<sup>52</sup>. La tendance au réformisme au sein du mouvement socialiste allemand était soutenue par l'influence croissante à l'intérieur du parti de la bureaucratie syndicale toujours plus conservatrice. Les révisionnistes des années 1890 pensaient qu'en abandonnant la rhétorique révolutionnaire et en étant honnêtes sur le réformisme politique *de facto* du parti, ils étaient simplement en train d'unir la théorie et la pratique.

À cette époque, alors que les leaders intellectuels du parti allemand, en premier lieu Kautsky, se satisfaisaient des renonciations formelles au révisionnisme dans les conférences du parti, en Russie, Lénine et Plekhanov demandaient spécifiquement l'expulsion des réformistes hors du parti allemand et, plus généralement, hors de l'Internationale<sup>53</sup>. Pourquoi ? Mais simplement, insistaient-ils, parce que, si une organisation se veut un parti de combat et non un club de discussion, et même si elle doit être ouverte au débat tactique, elle ne peut permettre à différentes factions aux perspectives stratégiques opposées de coexister. Les révolutionnaires peuvent avoir des accords tactiques avec les réformistes, mais ils ne peuvent pas exister à l'intérieur de la même organisation, selon déjà l'argumentation de Marx et Engels en 1879, à moins d'occasionner sa paralysie<sup>54</sup>. Contrastant avec l'approche léninienne de la politique, le but de la direction allemande visant à maintenir à tout prix l'unité du parti avait pour effet de paralyser la gauche du parti au nom de l'unité avec la droite<sup>55</sup>. La conception de Lénine du centralisme démocratique différait de celle pratiquée à l'intérieur de la II<sup>e</sup> Internationale de telle manière que le dirigeant bolchevique fût capable de construire une organisation de combat apte à réussir une révolution. Alors que l'efficacité de ce parti dépendait de la combinaison de sa structure démocratique interne et de sa croyance optimiste envers les masses, cette efficacité fut également facilitée par l'unité de sa stratégie<sup>56</sup>.

La nouveauté de cette forme d'organisation était tout sauf évidente dans la première partie du siècle dernier, et Lih a raison de faire remarquer que Lénine tentait de construire un parti en Russie sur le modèle du SPD allemand<sup>57</sup>. Cependant, Lénine réussit la construction de quelque chose de différent et de supérieur au SPD. Sur ce point, je pense que Lih a tort de rejeter l'interprétation de Lénine par Lukács sur laquelle beaucoup d'activistes ont fondé leurs analyses<sup>58</sup>.

Durant la période d'optimisme de la première vague révolutionnaire qui suivit la Première Guerre mon-



Le but  
de la direction  
allemande  
visant à maintenir  
à tout prix  
l'unité du parti  
avait pour effet de  
paralyser la gauche  
du parti au nom  
de l'unité avec  
la droite.

diale, Lukács avançait que « l'enrichissement que le marxisme doit à Lénine consiste simplement – simplement! – dans la liaison plus intime, plus visible et plus lourde de conséquence des actions isolées avec le destin général, le destin révolutionnaire de la classe ouvrière tout entière<sup>59</sup> ». Lukács reconnaissait que, lorsqu'il y avait sans doute des niveaux de continuité entre le marxisme de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale, il y avait une rupture fondamentale entre les deux. Cette rupture commença avec le débat sur l'expulsion des révisionnistes dans les années 1890 et culmina dans la publication par Lénine de *L'État et la Révolution* en 1917<sup>60</sup>. En rompant avec la dégénérescence de la II<sup>e</sup> Internationale<sup>61</sup>, la gauche de l'organisation, menée par Lénine, Trotski et Luxemburg, fut incitée à faire une critique du kautskisme jusqu'à ses racines. Alors que *L'État et la Révolution* de Lénine exposait les erreurs théoriques du kautskisme quant à ses orientations stratégiques envers l'État, *Histoire et Conscience de classe* de Lukács articulait magnifiquement cette rupture au niveau philosophique.

Lih a peut-être « tordu le bâton » trop loin en cherchant à prouver l'orthodoxie marxiste de Lénine. Alors que l'on peut apprécier sa puissante rectification de la vision du léninisme, il est également nécessaire d'insister sur la contribution positive de Lénine au marxisme. Pour l'essentiel, cette contribution impliquait d'insister sur l'unité d'une politique et d'une organisation : d'un côté, les travailleurs sont sans pouvoir à moins de s'organiser; de l'autre, pour que les partis transforment de simples tendances théoriques en des organisations de lutte, ils doivent établir à la fois leur unité stratégique et leur rôle démocratique. Comme Lénine l'écrivait : « Le prolétariat n'a d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation<sup>62</sup> ». Peu se seraient montrés en désaccord avec

cette assertion dans l'Internationale quand elle fut écrite en 1904, mais quand, dans les années ultérieures, les tentatives de Kautsky de maintenir l'unité à tout prix finirent en désastre, la réflexion de Lénine sur l'action l'amena dans une direction dans l'ensemble plus féconde<sup>63</sup>. Il est tragique que son héritage ait été dissimulé et brouillé, et remerçons à Lih d'avoir montré, à ceux qui ne sont pas trop aveugles pour voir, que le vrai Lénine est un personnage très différent de ce que la vulgate de gauche ou de droite veut bien admettre.

Alors que le prix de ce livre (129 euros) le mettra hors de portée de la bourse de la plupart des lecteurs de cette revue, ces derniers devraient faire tout leur possible pour le trouver en bibliothèque, car son contenu mérite une lecture aussi large que possible. Il faut également appeler de nos vœux l'impression par l'éditeur d'une édition moins chère, en format souple. ●

*Traduit de l'anglais par Baptiste Eychart.*

1. Le titre russe du *Que faire?* de Lénine est *Chto Delat?* Lih fait remarquer qu'une traduction plus littérale et peut-être plus vivante serait *What to Do?* au lieu de *What Is To Be Done?* Voir L. Lih, *Lenin Rediscovered*, 2006, Leiden, p. 561.

2. Eric Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, Bruxelles, 1999, chap. 2. Sur l'interprétation d'Hobsbawm du XX<sup>e</sup> siècle, cf. C. Harman, « The Twentieth Century : An Age of Extremes or An Age of Possibilities? » in K. Flett et D. Renton (éds), *The Twentieth Century*, Londres, 2000, et P. Anderson, *Spectrum*, Londres, 2005, chap. 13.

3. Cf., par exemple, les débats dans *International Socialism*, 52 (automne 1991) et 55 (été 1992), et dans *Historical Materialism*, 3 (hiver 1998). Pour les débats récents au sein du mouvement anticapitaliste, cf. Alex Callinicos, *An Anti-Capitalist Manifesto*, Cambridge, 2003, p. 86 et *passim*; P. Kingsnorth, *One No, Many Yeses*, Londres, 2003, p. 229 et *passim*; G. Monbiot, *The Age of Consent*, Londres, 2003, p. 67; J. Neale, *You are G8, We are 6 Billion*, Londres, 2003, p. 127.

4. Il s'agit du sous-titre de *Que faire?*

5. Lars T. Lih, a enseigné à la Duke University et au Wellesley College et est maintenant chercheur indépendant enseignant à Montréal. Il est l'auteur de *Bread and Authority in Russia, 1914-1921*, University of California Press, 1990, et coéditeur des *Stalin's Letters to Molotov 1925-1936*, Yale, 1995.

6. *Lenin Rediscovered : What Is To Be Done?* Leiden, 2006.

7. « Textbook interprétation » : littéralement, une « interprétation scolaire ». [NdT.]

8. La liste inclut Kevin Anderson, Tony Cliff, Hal Draper, Neil Harding, Paul Le Blanc, Moshe Lewin, Marcel Liebman, John Molyneux, Alexander Rabinowitch et Alan Shandro.

9. S. Tormey, *Anti-Capitalism : A Beginner's Guide*, Oxford, 2004, p. 73.

10. J. Holloway, *Change the World Without Taking Power*, Londres, 2002, p. 128.

11. M. Hardt et A. Negri, *Multitude*, Londres, 2004, p. 354.

12. W. Bonefeld et S. Tischler, « What Is To Be Done? Leninism, Anti-Leninist Marxism and the Question of Revolution Today », in W. Bonefeld et S. Tischler (éds), *What Is To Be Done? Leninism, Anti-Leninist Marxism and the Question of Revolution Today*, Aldershot, 2002, p. 7.

13. J'ai critiqué ces arguments plus longuement dans mon article « "Anti-Leninist" Anti-Capitalism : A Critique », in *Contemporary Politics*, vol. 11, n° 2/3, juin-septembre 2005.



14. C. Barker *et al.*, « Leadership Matters », in C. Barker *et al.* (éds), *Leadership and Social Movements*, Manchester, 2001.
15. L'ex-socialiste qui devint plus tard fasciste, Robert Michels, exposa l'argumentation classique de cette position en 1911. Voir son *Political Parties*, New York, 1962, p. 371 (traduction française : *Les Partis politiques*, Garnier-Flammariion, Paris, 1971). Pour une puissante critique de Michels, cf. C. Barker, « Robert Michels and the "Cruel Game" », in C. Barker *et al.* (éd.), *op. cit.*
16. L. Lih, *op. cit.*, p. 556. Cliff fait une remarque similaire quand il écrit que « la contradiction dialectique entre les tendances unificatrices et les tendances centrifuges [à l'intérieur de la classe ouvrière] crée le besoin d'un parti révolutionnaire » (T. Cliff, *Trotsky. Towards October*, Londres, 1989, p. 58).
17. Gramsci in A. Shandro, « Lenin and Hegemony : the Soviets, the Working Class and the Party in the Revolution of 1905 », in C. Barker *et al.* (éd.), *op. cit.*
18. Lih apprécie positivement la tentative d'Hal Draper, dans son magnifique livre *Karl Marx's Theory of Revolution*, pour comprendre Marx dans son rapport non tant à Hegel et à Ricardo qu'aux autres « leaders radicaux, socialistes, révolutionnaires et ouvriers du XIXe siècle » (L. Lih, *op. cit.*, p. 53). Étant donné le parallélisme entre l'approche de Lih envers Lénine et celle de Draper envers Marx, il est à déplorer qu'il ne semble pas avoir lu l'article de Draper sur *Que faire?*, article dans lequel Draper développait une interprétation similaire du livre de Lénine à celle de Lih (H. Draper, « The Myth of Lenin's "Concept of the Party" », *Historical Materialism*, 4, été 1999).
19. C'est l'une des forces du livre de Lih que de rompre avec les caricatures sur la social-démocratie allemande en montrant comme les Allemands avaient construit une puissante organisation évidemment source d'inspiration pour beaucoup (*op. cit.*, p. 62-110).
20. *Ibid.*, p. 27 et 615.
21. Quelques années plus tard, Lénine écrivit qu'« on ne peut développer des vues nouvelles autrement qu'à travers la polémique ». Cité par Tony Cliff, *Lenin : Building the Party*, Londres, 1985, p. 31.
22. L. Lih, *op. cit.*, p. 469.
23. Le « prêt-à-porter » de l'histoire soviétique. [NdT]
24. L. Lih, *op. cit.*, p. 433.
25. *Id.*, *ibid.*, p. 206-207.
26. *Id.*, *ibid.*, p. 510-517.
27. *Id.*, *ibid.*, p. 551.
28. Certains ont expliqué le fossé entre ces prévisions de l'interprétation classique du léninisme antérieur à la guerre et les succès des bolcheviques en 1917 comme la conséquence d'une rupture radicale dans la compréhension de Lénine du marxisme à la suite de la lecture de Hegel par Lénine en 1914 (K. Anderson, *Lenin, Hegel, and Western Marxism*, Chicago, 1995 ; R. Dunayevskaya, *Marxism and Freedom*, Columbia, 1988). Le problème de cette approche, comme l'a fait remarquer John Rees, est que, si elle perçoit correctement l'approfondissement de la compréhension du marxisme par Lénine durant la guerre, elle tend à sous-estimer la « continuité de la pensée de Lénine » (J. Rees, *The Algebra of Revolution*, Londres, 1998, p. 189). On peut lire le livre de Lih comme un approfondissement de cet argument pour défendre *Que faire?* contre l'idée que le livre ne fut qu'une aberration singulière par rapport au marxisme de Lénine généralement sophistiqué.
29. L. Lih, *op. cit.*, p. 18-20. En fait, le modèle d'« interprétation militante » de *Que faire?* relève de la technique rhétorique de l'homme de paille. Cliff, Molyneux et particulièrement Le Blanc contre-balaient leurs critiques du livre de Lénine en mettant aussi en valeur ses forces. Cf. T. Cliff, *op. cit.*, p. 93 ; J. Molyneux, *Marxism and the Party*, Londres, 1986, p. 50 ; P. Le Blanc, *Lenin and the Revolutionary Party*, New Jersey, 1990, p. 58-68.
30. Neil Harding a semblé faire remarquer que Lénine soutenait que c'étaient les socialistes qui « s'étaient avérés en-deça de leurs tâches et non le mouvement des masses » (N. Harding, *Lenin's Political Thought*, Londres, 1983, vol I, p. 156).
31. L. Lih, *op. cit.*, p. 491 et 834-835.
32. *Id.*, *ibid.*, p. 836.
33. Beaucoup d'absurdités ont été écrites sur le débat, à première vue bizarre, sur l'appartenance au parti, débat sur lequel les bolcheviques et les mencheviques se séparèrent. Hal Draper fait remarquer que ce débat était « directement connectée au souci des mencheviques de rendre l'adhésion plus facile pour les intellectuels non membres du parti, alors que Lénine cherchait à la rendre plus difficile » (H. Draper, *op. cit.*, p. 192). Ce fait, bien sûr, milite contre la vulgate du supposé élitisme intellectuel de Lénine.
34. L. Lih, *op. cit.*, p. 496-497.
35. *Ibid.*, p. 506-507.
36. *Op. cit.*, p. 504. L'explication politique de Lih quant à l'adoption par les mencheviques du terme de « minorité » est plus convaincante que la suggestion de Cliff qui fait de la tendance de Martov à s'intituler personnellement comme « menchevique », même quand il fut majoritaire, le reflet d'un défaut psychologique (T. Cliff, *op. cit.*, p. 125).
37. Que l'on peut traduire comme « révolutionnaire de spécialité » ou « révolutionnaire qualifié » en référence aux travailleurs qualifiés. [NdT]
38. L. Lih, *op. cit.*, p. 459-460. Hal Draper fait un constat identique dans son article sur Lénine, *op. cit.*, p. 193.
39. *Ibid.*, p. 447, 461.
40. *Ibid.*, p. 20.
41. Soit la première *Iskra*, avant la scission entre bolcheviques et mencheviques.
42. L. Lih, *op. cit.*, p. 316-317.
43. *Op. cit.*, p. 227. Sur ce point, comme Lih le montre, Lénine suivait l'argumentation de Plekhanov (dans sa phase pré-menchevique).
44. *Ibid.*, p. 226.
45. L. Lih, *op. cit.*, p. 660.
46. *Ibid.*, p. 349, 393 et 156.
47. *Ibid.*, p. 13.
48. *Ibid.*, p. 473.
49. Cf. T. Cliff, *Lenin : Revolution Besieged*, Londres, 1987.
50. P. Le Blanc, *op. cit.*, p. 81-82.
51. L. Lih, *op. cit.*, p. 128.
52. Sur le marxisme de la IIe Internationale, cf. C. Schorske, *German Social Democracy 1905-1917*, Londres, 1983. J'ai abordé ce thème à travers deux articles : « Karl Kautsky and Marxist Historiography », in *Science and Society*, vol. 70, n° 3 (2006), et « Socialist Darwinism in Germany : 1875-1914 », in *Historical Materialism*, vol. 12, n° 1 (2004).
53. L. Lih, *op. cit.*, p. 474-475.
54. K. Marx et F. Engels, « Circulaire à Bebel, Liebknecht, Bracke, *et al.*, 17-18 septembre 1879 », in K. Marx, *The First International and After*, Londres, 1974, p. 374 ou aussi sur le site Marxists.org : [http://www.marxists.org/francais/marx/works/00/sda/sda\\_2\\_9.htm](http://www.marxists.org/francais/marx/works/00/sda/sda_2_9.htm)
55. Paradoxalement, la stratégie centriste du maintien de l'unité à tout prix mena le centre à capituler lentement mais sûrement devant la droite et ainsi entraîna la scission avec la gauche. Cf. M. Salvadori, *Karl Kautsky and the Socialist Revolution*, Londres, 1979, p. 63, 90.
56. A. Rabinowitch, *The Bolsheviks Come to Power*, Chicago, 2004, p. 311.
57. L. Lih, *op. cit.*, p. 111-158.
58. *Ibid.*, p. 32.
59. G. Lukács, *La Pensée de Lénine*, EDI, 1965, p. 30. De son côté, Lih insiste sur le fait que le trotskisme postérieur à la guerre a « mal compris » ses propres héros en construisant un grand fossé entre Kautsky et Plekhanov, d'un côté, et Lénine, Luxemburg et Trotski, de l'autre (L. Lih, *op. cit.*, p. 32). Lih a raison sur un point : les critiques de Kautsky et de la IIe Internationale ont tendu à dégénérer en caricature et j'ai remis autre part en cause cette interprétation (Blackledge, « Socialist Darwinism in Germany : 1875-1914 », *op. cit.* et aussi mes *Reflections on the Marxist Theory of History*, Manchester, 2006, chap. 3).
60. P. Blackledge « Karl Kautsky and Marxist Historiography », *op. cit.*
61. Cf. N. Harding, « Introduction », in N. Harding (éd.), *Marxism in Russia*, Cambridge, 1983, p. 37.
62. Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, in *Œuvres*, t. VII, p. 434, Éditions du Progrès, 1966.
63. Pour une comparaison entre les approches de Kautsky et de Lénine sur la question de l'organisation socialiste, cf. C. Harman, « Party and Class », in A. Callinicos *et al.*, *Party and Class*, Londres, 1996.

# LE PRINCE ET L'HYPOCRITE

Nous publions ici avec l'aimable autorisation des Éditions Syllepse l'introduction à un ouvrage de Nicole Édith-Thévenin intitulé *Le Prince et l'hypocrite*. Nous remercions vivement auteur et éditeur. Freud parle des « facteurs révolutionnaires » de la psychanalyse, ajoutant que ces facteurs suffisent à faire qu'un individu ne se range pas du côté de la réaction. Déclaration surprenante en ce qu'elle lie psychanalyse et question politique. Comment pouvons-nous l'entendre aujourd'hui ?

Depuis la chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'Union soviétique, les révolutions dites « orange », la transformation des partis communistes en partis sociaux-démocrates, le triomphe du capitalisme libéral et financier, on proclame que la « démocratie » a triomphé (mais laquelle ?), que la question de la rupture révolutionnaire ne se pose plus et que c'est la fin des idéologies. À gauche, on se contente de psalmodier autour de l'appel à la « transformation sociale », dans la peur d'avoir à être trop radical.

Chacun subit les contraintes d'un discours dominant consensuel autour de la sécurité, de la propriété et de la liberté d'entreprendre, qui stigmatise toute violence au profit de la seule violence légitimée au nom de l'État, au nom des groupes économiques, en un mot au nom des intérêts d'une classe au pouvoir. Violence qui, mondialement, se fait de plus en plus ravageante et quotidienne et où la moindre résistance est au fur et à mesure anéantie. Mais nous intériorisons ses interdits, ses mises au pas, car chacun tente d'abord de sauvegarder sa tranquillité et ses zones de pouvoir, mais aussi pour le plus grand nombre, le minimum vital.

\* Philosophe et psychanalyste, Nicole-Édith Thévenin enseigne à l'université Paris-VIII. Elle est l'auteur de *Révisionnisme et Philosophie de l'aliénation*, Christian Bourgois, Paris, 1977, *L'Inconnu devant soi*, Karl Popper et *l'angoisse du théoricien*, Éditions Kimé, 1991, et de nombreux articles. Elle est membre du comité de rédaction de *Futur Antérieur*.

Dans son article « Éduquer après Auschwitz » et s'appuyant sur *Malaise dans la civilisation* de Freud, Adorno écrit : « On parle d'une menace de rechute dans la barbarie ; mais la barbarie persiste tant que durent les conditions qui favorisèrent cette rechute. C'est là qu'est toute l'horreur. La pression sociale continue à peser, même si la misère reste invisible. Elle pousse les hommes à l'indicible, qui prit à Auschwitz des dimensions historiques et mondiales. » Une telle pression d'une « univ ersalité dominante » anéantit le particulier et l'individuel. Les hommes y perdent leur identité et leur capacité de résistance. D'où la possibilité inscrite dans les démocraties elles-mêmes d'une résurgence de la barbarie qui n'a jamais disparu mais se continue et se file d'une manière invisible mais réelle dans les conditions de la domination et de l'exploitation.

André Gorz remarquait<sup>1</sup>, devant les catastrophes multiples dues à la compétition exacerbée des capitaux mondiaux pour accroître leur profit devenu de plus en plus difficile à réaliser, devant la précarisation grandissante des populations, la marchandisation exacerbée... combien le discours politique des gouvernements et des partis était « dérisoirement décalé » face aux enjeux réels et que les promesses et objectifs des partis et syndicats apparaissaient comme des « diversions irréelles » devant la question majeure d'une sortie nécessaire du capitalisme.

On peut alors se demander avec Hanna A rendt « La politique a-t-elle encore un sens ? ». Accaparée par les pouvoirs en place qui en ont fait un système de gestion ou d'oppression et ont systématiquement trompé les attentes des citoyens, la politique est rejetée comme mensongère et dangereuse. Si bien que les mouvements de protestation et de lutte qui naissent à l'intérieur de la société, et qui nous sauvent de la désagrégation totale de la politique, ont du mal à dépasser le stade de la résistance et sont confrontés à un travail de Sisyphe où tout est, à chaque fois, à recommencer. Alors reste un malaise indéfinissable

envers une situation qui semble invivable mais aussi sans possibilité de « rupture ».

Ne sommes-nous pas, à notre tour, dans cette situation de « misère psychique » que Freud constatait durant la Première Guerre mondiale ? Misère provoquée par l'effondrement de nos idéaux, par la disparition des grandes luttes politiques, l'effacement des débats idéologiques au profit d'une pensée formatée où chacun, refoulant la colère qui l'anime parce qu'elle ne trouve pas d'issue, se tient dans une dépression flottante ou se perd dans l'activisme.

Si bien que l'on ne saurait penser la possibilité de donner un sens à la politique sans se préoccuper de la manière dont les individus se trouvent en prise avec les effets de pouvoir, sans s'interroger sur le fonctionnement de ce pouvoir et sur son articulation avec le psychique. N'y a-t-il pas là nécessité à renouveler la dialectique du sujet et de la politique en enracinant une telle problématique dans la question de l'inconscient, c'est-à-dire en mobilisant la théorie psychanalytique dans ce qu'elle vient questionner de nos projections, de nos représentations et de nos fantasmes ? Dans ce qu'elle apporte de radical dans notre manière d'envisager le destin des individus et celui des civilisations, et dans la possibilité de penser la politique dans ce qui la distingue de sa manière officielle d'apparaître. Non pas comme gestion, planification d'un vivre-ensemble sous contrainte d'un pouvoir qui veut faire corps autour de lui, mais comme interruption, dissociation, déplacement qui voit le travail de subversion des grandes forces pulsionnelles qui viennent porter le conflit et la guerre là où veut régner la force de l'un.

**LE FREUD POLITIQUE** n'est pas à chercher dans des déclarations ou dans des écrits spécifiques hors psychanalyse, mais dans son engagement pour inscrire la question politique au cœur de la psychanalyse. Il n'y a pas chez Freud de « conception » de la politique, mais une démarche théorique qui, à partir de la deuxième topique, cherche à dévoiler les processus d'idéologisation et d'idéalisation et prend en compte la question de la mort et des pulsions de mort dans la reformulation d'une éthique de la psychanalyse qui se doit de lier le particulier de l'inconscient et de la subversion du sujet à l'universel des conditions politiques, socio-économiques et culturelles dans lesquelles vivent les peuples.

C'est pourquoi Freud, loin d'ignorer Marx, y fera référence en reconnaissant son apport dans l'effort qu'il fait pour analyser les contraintes du processus économique sur le destin des individus et des civilisations, mais en critiquant son idéalisation et son utopisme quant à la fin envisagée des conflits, dans le communisme. Mais tous deux mettent l'accent sur les antagonismes et sur les contradictions qui travaillent le lien

social. À l'unité supposée du sujet qui culmine dans une idéologie de la maîtrise du moi et de la rationalisation des comportements sociaux répond la théorie freudienne, comme celle de Marx, qui est « sous le rapport de la conflictualité » et de l'hétérogénéité (Leclaire). Conflictualité de classes pour Marx, conflictualité des processus primaire et secondaire, du principe de plaisir et du principe de réalité, et des instances de l'appareil psychique, conflictualité des pulsions de vie et des pulsions de mort, pour Freud.

On ne saurait  
penser la possibilité  
de donner un sens à  
la politique sans se  
préoccuper de la  
manière dont les  
individus se trouvent  
en prise avec les  
effets de pouvoir

Cette lecture de la démarche freudienne ne saurait renouer avec les lectures classiques du freudomarxisme tendant à réduire l'inconscient au social, comme elle tente de dépasser la « timidité ! » des psychanalystes qui effacent ou édulcorent les effets théoriques et idéologiques de l'introduction des pulsions de mort ; introduction qui met au cœur de la théorie freudienne la question de la violence et de la destruction comme fondatrice du rapport de l'homme à lui-même, au monde et à son « prochain ». Par ce qu'elle pose ainsi, la psychanalyse décentre notre manière de penser la politique et notre appréhension des processus inconscients en nous confrontant à la question de l'extrême, à l'impossible à penser. L'impossible à penser devient par là même ce qui nous fait penser, ce qui nous oblige à remettre en question notre toute-puissance et la certitude trompeuse, c'est-à-dire illusoire, de pouvoir compter sur un quelconque « progrès » de la conscience qui nous épargnerait de nous confronter à la mort, à la barbarie et à l'horreur.

Depuis la mort de Lacan, les psychanalystes sont rares à s'interroger sur ce qu'il en est du pouvoir et des effets de l'idéologie sur la théorie psychanalytique et la cure, comme ils sont peu à mobiliser la psychanalyse pour déconstruire ce qu'il en est du discours idéologique et de son « accaparement » (Valabrega). Cette difficulté des analystes à s'emparer de l'étude analytique de l'idéologie proviendrait, nous dit Jean-Paul Valabrega, du fait

qu'« une zone importante de la psychanalyse a été peu à peu envahie par des formes idéologiques de pensée et d'action » et que le terme même a été écarté. Et pourtant, il ne saurait y avoir de cure sans analyser chez le sujet les effets symptomatiques de l'idéologie et, pour ce faire, précise Valabrega, il faut qu'« elle ait été et demeure de façon permanente » en analyse « chez l'analyste dans l'exercice de sa fonction », faute de quoi l'idéologie viendra occuper « la place de l'analyse ».

**DU CÔTÉ DE LA GAUCHE**, il y a bien longtemps que l'on ne parle plus de l'idéologie et que l'on en analyse plus les effets dans les partis et les syndicats et, du coup, sur les militants et la société. Croyant que se tenir au plus près des préoccupations du peuple suffit à nous en protéger. En conséquence de quoi, le discours dominant peut se reproduire en toute tranquillité chez les « opposants » les plus convaincus.

Freud, au contraire, à partir de *Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort*, radicalise son questionnement sur l'inconscient en le liant aux enjeux de civilisation que pose la forme nouvelle des guerres et aux épreuves que chaque individu aura à traverser pour maintenir le fragile équilibre entre la vie et la mort. En intégrant la pulsion de mort comme primordiale et fondatrice, il annonce un tournant dans la théorie qui se développe pleinement à partir d'*Au-delà du principe de plaisir*.

La prise en compte de la pulsion de mort comme signifiant nouveau ouvre une autre compréhension de l'histoire, non plus pensée dans l'idéologie du progrès, mais pensée comme processus voué à des ruptures d'équilibre, à des retournements, à des répétitions, à des recompositions incessantes ; travaillées en sourdine par une destruction qui semble inhérente à son devenir, mais dont il faut analyser les racines et les liens qu'elle entretient avec la question du pouvoir et celle de l'idéologie dominante.

En relevant les effets de la guerre sur les individus et en analysant le processus d'idéalisation qui a contribué à la mobilisation des masses, et à ce qui, dans l'individu même, contribue à soutenir et à reproduire ce qui le nie, Freud se propose un enjeu de taille : celui de faire entendre une voix autre et de réactiver la « résistance de l'humain » en mobilisant une opposition active aux processus de soumission. Cette mise en mouvement est, pour Freud, arrivée au travail de *désillusion* porté par la psychanalyse et à l'intégration de la mort et de la séparation comme possibilité de penser et d'agir.

Cet effet de désadhérence, de négation, est mis au compte de la pulsion de mort.

C'est qu'il y a différents « destins » de la pulsion de mort selon qu'elle se noue ou se dénoue d'avec la pulsion de vie (Éros). Comme violence de « forçage » et de destruction propre à l'humain, constitutive du désir,

elle peut devenir pure violence de mort lorsqu'elle s'articule aux différents types de pouvoir, comme elle peut devenir violence qui restaure et libère les puissances de l'émancipation et des révolutions lorsqu'elle intègre la mort symbolique et se lie aux pulsions de vie. Ces différentes formes dépendent de la manière dont pulsions de vie et pulsions de mort se nouent aux structures symboliques et idéologiques, aux formations imaginaires et aux luttes sociopolitiques.

L'abandon par Freud de toute utopie sur le « progrès » de l'humanité, sur la bonté intrinsèque des hommes – c'est-à-dire de toute idéologie humaniste qui refoulerait le travail des contradictions –, au profit des la lutte éternelle entre Éros et Thanatos, nous propose une autre conception de l'éthique. Non pas liée à une morale, à un devoir être, mais à la puissance d'exister, c'est-à-dire à la politique, à la capacité que les hommes ont de se soulever contre ce qui les écrase. Tel est aussi le destin d'une subjectivation possible liant Éros et Thanatos et que j'ai voulu dégager sous la figure de celui que j'ai appelé l'« hypocrite freudien ». Elle s'apparente à la figure du prince machiavélien, qui sait allier bonté et cruauté selon la conjoncture.

Il y a une cruauté, une violence nécessaires à la vie, et la pulsion de vie ne saurait se battre contre la pulsion de mort en l'excluant sous peine de se consumer elle-même en pulsion de mort. Adorno ne s'y trompe pas qui écrit : « Haïr ce qui est destructeur, c'est nécessairement haïr du même coup la vie : seule la mort donne une image de la vie non déformée (*Minima moralia*) ». Il ne saurait y avoir un au-delà de la pulsion de mort qui viserait à une nivellement des tensions, à une paix idéale, car cette « visée » relève elle-même de la pulsion de mort. Mais la pulsion de mort doit être intégrée dans la relance de la vie comme potentiel de négation et de différenciation, potentiel de lutte et de sublimation. Les meurtres et les ravages qui l'accompagnent ne sauraient non plus être éradiqués une fois pour toutes.

Le lien à l'autre, en effet, se définit d'abord comme angoisse sociale où la haine et la cruauté, le désir d'emprise ne sauraient disparaître sous les efforts de l'éducation, nous dit Freud, mais refoulés, ils sont toujours prêts à resurgir, travaillant en sourdine nos relations où le besoin d'amour et la peur de la mort nous livrent au désir de servitude. La question politique est donc inscrite comme nécessité au cœur même de la psyché. Ne pouvant prévoir l'issue de la lutte entre Éros et Thanatos, nous sommes dès lors tenus, comme nous le demande Freud, de changer, pour une part si infime soit-elle, le cours « nécessaire » du monde. ●

1. Manuscrit non publié, distribué à l'université d'Utopia en septembre 2007.





# LA PRIVATION DE SENS

ans le cadre de cette introduction, nous ne pouvons que recenser brièvement une expérience de l'écriture qui embrasse la poésie, le roman, les essais, le théâtre, la peinture comme le corps, une obsession de la mémoire, l'histoire et non la moindre avec un *Dictionnaire de la Commune*, les mécanismes de la mémoire avec *Le Syndrome de Gramsci...* Bernard Noël, et c'est une banalité que de le souligner, est une intelligence aux aguets conjuguée à une sensibilité singulière. Faut-il le rappeler? Il aura été l'un des derniers écrivains traduits devant les tribunaux pour la publication du *Château de Cène*. On l'accusa alors d'outrage aux bonnes mœurs. Quoi qu'il paraisse et quoi qu'il en semble, au-delà même des apparences, il se départit rarement d'une inquiétude politique, y compris et surtout quand il traite, par la bande, d'un prétendu fait divers avec *La Reconstitution*. C'est, s'il faut recourir à une image, une profondeur en perpétuel éveil, une curiosité au calme trompeur. En fait, c'est un homme à proprement dire « insurgé » et « interrogatif », un scrutateur obstiné d'un monde dont il combat les conventions comme les idées dominantes, à tout propos.

Il nous donne ici un texte évoquant les manifestations actuelles de la censure et un poème inspiré de la biographie de Victor Serge. Nous le remercions.

D. F.-R.

Lassitude et révolte, en vérité rage contre la lassitude quand la révolte se fatigue. Le pouvoir a trouvé le moyen discret d'occuper en nous les lieux de la défense et même d'user notre énergie. Une faiblesse vient qui n'a pas de raison, et qui soudain n'est consciente que par hasard. On devine alors que le vieux rêve tyrannique est en train de se réaliser : celui d'une soumission sans contrainte apparente produisant

l'effet d'un abandon. Mais à quel envahissement a-t-on cédé pour en arriver là? Il y a longtemps déjà que, pour expliquer ce phénomène, j'ai fabriqué le mot « sensure » afin d'exprimer la privation de sens. Et sans doute cette perte provoquait-elle une perte critique favorable à la soumission sans toutefois l'installer à ce point. Tout juste lui créait-elle un espace propice. À moins que, en se prolongeant, la privation de sens n'entraîne une débilite d'autant plus efficace que, pour ses victimes, elle n'est plus qu'une habitude liée à une forme de consommation deve nue naturelle. Ainsi ladite privation aurait-elle sur le sens l'effet qu'ont justement sur lui les drogues qui s'attaquent à nos facultés intellectuelles, à ceci près que nul ne songe à faire la comparaison tant elle paraît incongrue. Le problème est qu'on ne sait comment définir avec précision les causes de dégâts qui ne sont pas ressentis comme tels de sorte que cette non-perception fait partie de leurs caractéristiques.

Le principal agent de la privation de sens est aujourd'hui la télévision. Elle l'est directement à travers l'audience considérable dont elle bénéficie, elle l'est aussi par les comportements qu'elle induit dans la politique, l'économie, les loisirs. Son audience est considérable parce qu'elle n'exige pas d'autre effort que de s'asseoir devant son poste, puis de regarder, d'écouter. Jamais dans l'histoire, il n'avait existé un moyen d'information ou de culture qui s'offre aussi facilement à sa consommation. Cette facilité est évidemment significative dans la mesure où elle a surgi à contre-courant de la loi morale élémentaire assurant que rien ne saurait s'obtenir sans effort. Désormais, à toute heure et sans le moindre effort, le téléspectateur obtient des nouvelles, des distractions, des documentaires. Il n'a besoin pour cela que de se mettre dans une situation passive et à se laisser pénétrer par ce qu'il voit. Tout lui est donné sous la forme d'un défilé d'images parlantes, qui défilent autant dans son espace mental que devant ses yeux pour la raison qu'espace visuel et espace





mental sont en liaison constante. On peut déjà en inférer très raisonnablement que cette « liaison » ne saurait être neutre et que la pénétration du défilé, jour après jour, à travers les yeux entraîne une paresse à former soi-même des représentations mentales personnelles, donc du sens.

**LES IMAGES TÉLÉVISUELLES** sont, par ailleurs, le plus souvent des images stéréotypées, et cela dans tous les domaines. Elles invitent, par conséquent, à se former un système de représentation à leur ressemblance. D'où un épuisement de l'originalité au profit d'une espèce d'imaginaire consensuel composé chez tous des mêmes éléments formatés par la vision des mêmes émissions. Il était de bon ton de trouver excessive ce genre d'analyse, mais le directeur de TF1 les a récemment fait paraître modérées en assurant (j'y reviendrai) que son rôle était de « fabriquer des cerveaux disponibles » et donc principalement ouverts aux séductions de la publicité.

Mieux vaut savoir que la privation de sens est cyniquement planifiée : cela évite d'avoir à le démontrer et permet de s'interroger sur une perte qui, au-delà du sens, concerne la vitalité. Il paraît assez normal que le fonctionnement de la pensée soit compromis par un défilé d'images insignifiantes qui se substitue à son mouvement naturel, mais l'effet débilisant de cette substitution va beaucoup plus loin. Est-ce parce que le temps passé à faire quelque chose implique l'engagement d'une parcelle égale de notre vie ? Est-ce parce que, par voie de conséquence, la parcelle de vie dépensée à se laisser occuper par l'insignifiance est, au bout du compte, une dépense mortelle ? Le sentiment va ici grandissant qu'on ne touche pas à l'espace mental sans toucher au corps. Et que le corps dans cette affaire est gravement atteint.

Sans doute n'aurait-on parlé autrefois que de « temps perdu » à propos du temps passé devant l'écran de la télévision mais, quand le temps perdu devient une habitude quotidienne, il change évidemment de nature. Les Français, dit la statistique, passeraient en moyenne quatre heures par jour devant leur téléviseur, c'est-à-dire un bon quart de leur vie éveillée. Faire une telle part à l'insignifiance ne peut aller sans dommages pour le sens, puisque l'activité mentale dont il dépend est remplacée par une succession d'images, qui est une cure d'irréalité et de conformisme. Cette irréalité est envahissante parce qu'elle ne se cantonne pas au spectacle regardé dans l'intimité : elle modèle peu à peu tout l'environnement, car il doit ressembler aux images s'il veut convaincre (quand il s'agit du monde politique), s'il veut plaire (quand il s'agit des produits et des objets), s'il veut séduire (quand il s'agit des relations). Tout cela agit par contamination parce

que l'invitation qu'adressent les images relève de la seule fascination et non de la réflexion. Ce processus correspond à celui de la consommation, où l'emballage compte bien plus que le contenu, ce dernier pouvant demeurer identique et susciter un désir nouveau pourvu qu'il change d'apparence.

Les Français, dit la statistique, passeraient en moyenne quatre heures par jour devant leur téléviseur, c'est-à-dire un bon quart de leur vie éveillée. Faire une telle part à l'insignifiance ne peut aller sans dommages pour le sens, puisque l'activité mentale est remplacée par une succession d'images, qui est une cure d'irréalité et de conformisme.

Dans ce jeu des images, l'apparence est la principale marchandise : elle fait acheter du rien, mais elle fait aussi adhérer au rien du spectacle politique ou aimer le rien des postures sentimentales ou érotiques. Le bonheur est une image, et l'avenir lui-même en est une autre. La réalité est désormais en trop. Elle s'oublie dans le regard que nous portons sur elle, car le regard prélève sur elle une ressemblance qui nous suffit. Le corps est traité pareillement, mais de l'intérieur, puisque c'est son intérieur qui sert d'abord d'espace au spectacle, en vérité moins d'espace que de canal et même de déversoir. Les images y coulent sans être assimilées. Elles sont indifférentes à qui les reçoit : elles pénètrent et passent. Seul compte leur mouvement, et



qu'il soit passant. Leur sens n'est qu'une direction, une progression, qui efface à mesure ce qu'elle fait progresser dans le corps traité comme un simple tuyau de réception et d'évacuation. Et ce tuyau a pour orifice le cerveau : un cerveau rendu en effet disponible par le mouvement et qui ne retient rien, sinon les messages dans lesquels les publicitaires condensent un peu de sens.

Ce sens est bien entendu servile : il ne vise pas plus à éclairer qu'à nourrir la pensée, il a pour seul but de faire consommer ceci ou cela, et il n'est lui-même qu'un produit inséré dans un emballage appelé « spot » ou « flash ». Mais le sens des journaux télévisés ou des émissions politiques n'est pas moins servile que celui de la publicité qui lui sert de modèle. Sauf très rares exceptions, il ne s'agit pas d'informer, seulement de faire consommer une vision consensuelle de l'actualité ou de tel personnage, tel parti, tel événement. Le processus de la consommation guide tous les discours : il est en train de modeler l'éducation et la culture.

Cette situation est désastreuse parce que le consommateur n'est pas considéré comme un citoyen responsable de ses choix, pas même comme un acheteur raisonnable : on tâche uniquement de développer chez lui une servilité qui désarme sa conscience et sa résistance devant un produit ou un individu portant le masque d'une image séduisante. En fait, l'installation de la servilité a commencé quand le spectacle, au lieu de solliciter la participation du spectateur, l'a réduit à la passivité. Un spectateur passif est un tube sans filtre, qui ne réfléchit ni ne digère ce qui le rend capable d'absorber inlassablement. Ce spectateur susceptible d'avaler sans retenue est le prototype du parfait consommateur, celui qui, selon d'ignobles affiches placardées ces jours-ci, obéit au « devoir d'achat ».

Il va de soi qu'on ne peut traiter votre corps comme un simple organe d'absorption tout juste bon à vous gaver d'images sans le mépriser. Ce corps exploité à la fois dans son existence corporelle et dans son existence psychique n'est plus qu'une sorte de trou organique greffé sur vous pour parasiter le vivant et le transformer en consommateur servile de ce qu'on lui fait ingurgiter. Le consommateur est en quelque sorte prostitué ainsi à la consommation... Cette description paraîtra peut-être caricaturale : elle ne fait que simplifier pour mettre devant l'évidence. D'ailleurs, il y a pis encore dans cette situation si l'on s'aperçoit que la privation de sens liée à la consommation passive entraîne un gavage par le vide et installe ce vide (ce néant) dans la collectivité des spectateurs

L'invention géniale du système médiatique est de nous combler avec de l'apparence, autrement dit de nous occuper avec du rien. Il s'ensuit une étrange réussite si

Ce corps exploité à la fois dans son existence corporelle et dans son existence psychique n'est plus qu'une sorte de trou organique greffé sur vous pour parasiter le vivant et le transformer en consommateur servile de ce qu'on lui fait ingurgiter. Le consommateur est en quelque sorte prostitué ainsi à la consommation...

l'on pense qu'au cours de l'histoire toutes les collectivités trouvaient leur sens dans le partage de pensées suffisamment fortes pour que chaque individu s'unisse au corps social (ou mystique) avec le sentiment de s'y accomplir. Le meilleur exemple en est fourni par les religions, qui avaient le souci de fournir à leurs fidèles une vie spirituelle soutenue par des rites satisfaisant leur appétit de sens. Les régimes totalitaires ont imposé des idéologies, qui auraient dû fonctionner à la manière des religions en exaltant le partage d'une pensée commune. Leur crainte que l'exercice de la pensée ne conduise à la contestation a vite figé l'idéologie dans le stéréotype et l'illusion débilante. L'étrange réussite de la société médiatique est de produire de la pensée unique en n'offrant rien à penser. La chose est possible grâce à l'occupation de l'espace mental par un défilé qui mime le mouvement de la pensée. Créer du partage en ne donnant à partager qu'un vide est sans doute l'opération la plus rentable du règne de l'économie. Et qui ne cesse de se perfectionner puisque l'on éradique à présent les nuances au profit des opinions binaires, celles qui n'acceptent que le oui ou le non.

La plus grande constante dans le comportement humain est la tendance à la servilité. De tout temps,



une majorité a été opprimée par une minorité, et elle n'a pu l'être que par consentement. Certes, il y a eu des soulèvements, des émeutes, des révoltes et même des révolutions, mais l'oppression toujours a été rétablie. Et généralement par la violence des libérateurs dont le contre-pouvoir reprenait les moyens du pouvoir : institutions, armée, police, tout ce qui symbolisait justement les choses à abattre pour changer l'ordre social. Cependant, devenue médiatique, notre société permet de rêver d'un pouvoir qui, sans rien perdre de sa nature oppressive, déciderait de renoncer à la violence parce qu'elle n'est plus indispensable à la domination. Il n'est plus en effet nécessaire d'opprimer par la force pour soumettre, étant donné qu'il suffit d'occuper les yeux pour tenir la tête et, avec elle, le lieu de la contestation éventuelle. Les anciens régimes s'es-soufflaient à interdire, censurer, contrôler sans réussir à maîtriser le lieu de la pensée, qui pouvait toujours travailler silencieusement contre eux. Le pouvoir actuel peut occuper ce lieu de la pensée sans jouer de la moindre contrainte : il lui suffit de laisser agir la privation de sens. Et, privé de sens, l'homme glisse tout naturellement dans l'acceptation servile.

**LES MOYENS DE RÉSISTANCE** sont tributaires du fait que, pour résister, il faut se savoir opprimé ou victime, et qu'il est difficile de développer cette conscience quand on est soi-même l'opresseur de soi-même. Il n'y a personne d'autre que soi pour servir d'agent à la privation de sens : cette position rend difficile la prise de conscience de l'étendue des dégâts. Tantôt, on se plaindra du temps trop longuement passé devant l'écran de télévision, tantôt on se moquera de la naïveté d'un programme tout en l'ayant supportée, tantôt on se vantera de zapper à bon escient, mais ces réserves vont rarement plus loin et surtout n'envisagent pas le véritable problème, c'est-à-dire l'occupation opprimante par le flux des images. Le pis est qu'un bon programme procède à la même occupation de l'espace mental qu'un mauvais...

La société des spectateurs est elle aussi à deux vitesses, et l'on voit bien que la concurrence entre les chaînes et le souci de l'Audimat ne jouent pas dans le sens de la qualité. Le seul souci est de séduire le plus largement possible afin qu'un Audimat favorable valorise au maximum la minute de publicité. Cet « idéal » exige que le téléspectateur soit traité, non pas en auditeur ou en client comme il semblerait normal, mais en tête à rendre docile aux messages publicitaires ou autres. C'est le but que se propose ouvertement la chaîne la plus populaire, et cela signifie que son public, soit près de la moitié des téléspectateurs français, va être manipulé au gré de ses intérêts alors qu'il croira se distraire ou s'informer.

Ce détournement, qui passe par une falsification, sert à constituer une audience pour la vendre aussitôt à des annonceurs. Le public est un troupeau, et on en décompte les têtes pour savoir quelle en est la quantité afin de la vendre aux maquignons de la publicité. Patrick Le Lay, P-DG de TF1, s'est exprimé là-dessus avec un cynisme qui a le mérite de mettre enfin les choses au clair : « [...] le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de rendre le cerveau disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible [...]. »

Patrick Le Lay ne dit pas ce qu'est un « cerveau humain disponible » tant cet état doit lui paraître évidemment acquis et tout aussi évidente la capacité de la télévision à le produire. Cette assurance est une manière implicite de nous rappeler que la télévision est bien le moyen le plus rapide et le plus efficace de vider le cerveau pour qu'il reçoive un « message » comme s'il le pensait. Incidemment, Patrick Le Lay indique un peu plus loin une raison de cette efficacité : « La télévision, c'est une activité sans mémoire. » Autrement dit, la « disponibilité » ne tire aucune leçon de ce qu'elle enregistre un instant, et elle demeure par conséquent inusable.

L'ironie – mais à l'égard de qui ? – voudrait que l'on rappelât ici qu'au moment de la privatisation de TF1, en 1987, Bouygues argua du « mieux disant culturel » afin de l'emporter sur ses concurrents et de s'approprier la chaîne. Ce « culturel » s'est transformé en art de rendre le cerveau humain disponible, art que, jusqu'ici, aucun régime totalitaire n'avait su pratiquer avec un tel succès. Cette réussite masque son efficacité derrière un commerce qui semble ne concerner que les produits de consommation, car il ne serait probablement pas productif pour Patrick Le Lay d'expliquer que sa chaîne a pour « vocation » de rendre notre cerveau disponible – par exemple – aux idées de Nicolas Sarkozy. Il ne faut surtout pas prévenir le troupeau humain de l'acheteur auquel on va le céder si l'on veut pouvoir le livrer en bloc et sans problèmes.

On aura compris que la disponibilité à laquelle œuvre Patrick Le Lay avec un pragmatisme admiré par tous les « entrepreneurs » n'est qu'un avatar de la vieille servilité. La société de consommation a besoin de cette servilité pour nous faire croire que nos choix ne sont dus qu'à une information libre, objective et désintéressée. ●



# L'OBSCUR TOURNANT POÈME PLAT

BERNARD NOËL

A FIN DE L'HISTOIRE

nuit lourde et blême  
nuit qui ensevelit la mémoire  
ce qui finit n'a peut-être jamais existé  
une ombre passante à peine  
noire et toute plantée dans le noir

silence sombre où des mains remuent  
où des mains caressent des suaires  
au rythme des cordes pendues  
sous les potences

quelqu'un secoue la neige grise  
on détruira dit-il la lettre finale  
celle qui durcit les mots  
on brûlera toutes les syllabes  
au-dessus de trois

et le souvenir crie un autre  
que deviendra le souvenir  
si la langue est incomplète

il pleut sur la lumière  
pourquoi l'accablement  
pourquoi la camaraderie  
aux mains de la bureaucratie  
surtout cessez de mourir pour rien  
dit le fonctionnaire et il ajoute  
j'aurai sans doute encore besoin de vous  
en nous crachant au visage

Il s'est suicidé Elle s'est suicidée  
les hommes préfèrent le revolver  
les femmes préfèrent le véronal  
la courbe des suicides monte  
à mesure que monte celle des exclusions

mieux vaut la mort que le désespoir

on peut tout jeter sauf le cerveau

il y a parfois de beaux cadavres  
on oublie devant eux que la matière périt  
que l'Idée retombe vite dans le néant  
que l'homme est une bête à jamais

est-ce pour en arriver là que nous avons  
fait tout ce que nous avons fait  
le présent est sourd et l'avenir aussi  
un calme anémique bouche toute la vue

on arrête l'Action au nom de l'Action  
la fièvre peu à peu s'est résignée  
la classe ouvrière est devenue théorique  
prisons procès comme ultime pensée

restent quelques regards amers  
regards de revenants effrayés de survivre  
ils se brûlent bientôt la cervelle  
pour être sûrs d'oublier

LE POÈTE

pendu avec la courroie de sa ville  
pendu à la conduite du chauffage  
dans sa chambre d'hôtel

une fleur qui ne naît qu'une fois  
a-t-il écrit  
puis devient le fumier de l'époque

boucles blondes et lèvres fraîches  
beaucoup d'enfance dans les traits  
sa voix faisait de tout poème  
mélopée complainte incantation

il avait conquis le droit au pain  
en même temps que le droit au lyrisme



*adieu, mon ami, sans geste, sans mot,  
ne sois ni triste ni chagrin ;  
en cette vie mourir n'est pas nouveau  
mais vivre n'est guère plus nouveau*

les cimetières font partie de tous les régimes  
comme les commissariats et les ministères

Du rôle de l'individu dans l'histoire

la Révolution avec Lui se faisait toute seule  
portée en avant par les sans-noms  
Il leur donnait une conscience des buts  
un appareil de volonté une énergie

quelqu'un d'unique les mains ouvertes  
maniant l'évidence historique  
un bon sourire d'homme sain

sûr des hommes sûr de lui-même  
sarcastique et débonnaire

Lui mort la conscience baisse d'un degré  
comment mesurer la valeur du degré  
perdu celui peut-être qui fait  
de l'ébauche une œuvre parfaite

#### TOURNANT OSCUR

on se cramponne à une ombre  
on lui demeure fidèle quand même  
quelle autre chose au monde  
vaudrait de renoncer à soi-même

#### LA MALADIE MORALE

mitraille assassinats tortures  
voix basses et cause perdue  
on refuse d'abord de croire  
que l'ennemi a pris notre visage

la vérité est maintenant unique  
sa preuve est la terreur  
ses propres victimes l'applaudissent

il suffit de quelques décrets  
pour changer la nature des choses  
et le sens du vocabulaire  
une petite manipulation et vous voilà  
un autre habillé de vous-même

mensonges ressentiments soupçons  
il ne reste du vieil élan  
qu'un peu de sang sur les pavés

pas de pire prison que le pouvoir  
écrit Gorki et Lukacs précise  
on peut commettre quelques cochonneries  
quand on fait de grandes choses  
mais on ne peut faire de grandes choses  
à partir de quelques cochonneries

une ombre déjà glisse vers la suivante

#### LES MORTS SONT LES PLUS VIVANTS

l'indignation est un mouvement ingénu  
le pouvoir dresse contre elle la vieille  
brute humaine toujours prête à l'éveil

la fameuse probité révolutionnaire  
un vieux scrupule démodé

on a posé le corps sur une table  
le corps statufié par la mort

ses paupières sont bleues  
ses lèvres assombries

dans le petit trou de la tempe  
bordé d'une poussière noire  
on a mis un tampon d'ouate



© 2010 Éditions du Seuil  
Paris, France  
www.seuil.com



# SAN FRANCISCO, LA POÉSIE ET LA POLITIQUE

FRANCIS COMBES\*

oésie et politique? Ne nous rebattez pas les oreilles avec cette antienne. C'est de l'histoire ancienne. Un sujet sur lequel tout a été écrit et dit depuis longtemps... Agrippa d'Aubigné et les guerres de Religion, Hugo et les *Châtiments*, Lautréamont et Rimbaud, la poésie faite par tous, la poésie qui doit rythmer l'action... Les surréalistes et la Révolution, *l'Honneur des poètes de la Résistance* et le *Déshonneur* de Benjamin Péret, Aragon et la poésie nationale, Eluard et la vérité pratique... C'est un thème pour dissertation savante ou colloque universitaire. Un sujet qui relève de l'histoire de la littérature... et de l'Histoire tout court.

Car, aujourd'hui, qui croit encore que l'on puisse changer la vie? Et que ce soit là l'objet de la poésie comme de la politique? À en juger par le quotidien de la vie politique française et le tout-venant de la production poétique (domaines aussi éloignés que le sont Bételgeuse et Alpha du Centaure), il semble en effet qu'il y ait aujourd'hui très peu de politique dans la poésie et assurément très peu de poésie dans la politique. Les politiques s'occupent de gérer. Ils gèrent la situation, parfois les catastrophes, les budgets, leur image et leur cote de popularité. Ils ont le plus souvent en guise d'horizon les yeux fixés sur la ligne bleue des sondages d'opinion... Quant aux poètes, ils font dans le modeste artisanat des mots la déconstruction silencieuse du langage ou la culture en pot de l'ineffable. Dans un univers dominé par la tendance technocratique à la spécialisation croissante et à l'ignorance réciproque de tous les domaines du savoir et de la pratique humaine, ils sont eux aussi des techniciens de surface, les techniciens du mot qui s'attachent à leur technique propre, le plus couramment sans pré-

tendre que cela puisse avoir quelque effet que ce soit sur le fonctionnement global de la machine sociale.

C'est que, dans cette société française d'aujourd'hui, on respire plutôt mal. L'atmosphère y est confinée. Et il est parfois bon de changer d'air.

Ce que j'ai fait cet été, ayant été invité à participer au premier Festival international de poésie de San Francisco.

**DES NOUVELLES DE SAN FRANCISCO** Avant que je parte, plusieurs amis m'avaient prévenu. « Tu sais... San Francisco n'est pas représentative de l'Amérique. » Sans doute. New York non plus, paraît-il. Ni la plupart des grandes villes. En tout cas, pour moi qui ne connais pas les États-Unis, San Francisco m'est apparue très américaine. On y voit la richesse la plus insolente, avec ses gratte-ciel du quartier des affaires près de l'Embarcadero, ses limousines noires et blanches, ses boutiques de luxe... et la détresse la plus grande, avec ses mendiants au pied des tours, ses malades du sida qui font la manche dans la rue ou ses inadaptés sociaux que la course au profit a rejetés sur le sable de la grande ville. Mais San Francisco est une ville où l'on respire. Pas seulement à cause de la proximité du Pacifique et de l'air du large. En fait, cette présence marine se fait très peu sentir. C'est à peine si on voit et si on sent la mer quand on s'accoude à la rambarde du Fisherman Warf, pour regarder Alcatraz dans la baie, en compagnie des albatros. (Le plus clair de la journée, en cette saison, la ville est en effet enfouie sous une épaisse couverture blanche de brouillard qui ne se dissipe qu'en milieu de journée.) Non, si j'ai eu le sentiment de respirer à San Francisco (moi qui suis asthmatique), c'est pour une tout autre raison, une certaine impression de disponibilité qui semble flotter dans les rues. Le fait qu'on y croise beaucoup moins de policiers qu'à Paris y est certainement pour quelque chose... Mais il n'y a pas que cela. San Francisco est une ville promeneuse, une ville où l'on se promène et qui semble se promener; une ville ouverte, une ville plutôt paisible et aussi pacifique,

\* Poète et éditeur, dernier ouvrage paru : *Chronique de la barbarie. Petits tableaux du racisme ordinaire*, Le Temps des Cerises, Paris, 2005.



qui n'a pas totalement oublié l'époque du Flower Power. Cette impression est surtout perceptible dans le quartier de la Petite Italie, du côté de North Beach. C'est dans cette zone, tout près du centre et de China Town, que se situe un triangle magique pour les amateurs de poésie. Ce n'est pas le triangle des Bermudes où les avions disparaissent. C'est au contraire un triangle où réapparaissent des images que l'on pouvait croire disparues, entre le café Trieste, le Spec's et City Lights Books, la mythique librairie, 261 Columbus Avenue, fondée par Lawrence Ferlinghetti et qui fut le point de ralliement des poètes de la Beat Generation. En France, pour des raisons peut-être éditoriales et commerciales, la Beat Generation a été surtout connue par les prosateurs que l'on a coutume d'y rattacher : Burroughs et Kerouac. Mais, pour moi, c'est avant tout un événement poétique de portée mondiale. Pour un poète de ma génération (et de ma formation) la Beat Generation a beaucoup compté. Jeune homme, j'ai éprouvé un choc à la lecture de *Howl*, le grand poème d'Allen Ginsberg, qui fut assigné devant les tribunaux pour pornographie et dans lequel, utilisant le rythme ample du verset (et renouant avec l'inspiration de William Carlos Williams, Walt Whitman, voire avec l'esprit des *Psaumes* de David), Ginsberg dénonçait l'outrage fait à une génération entière par une société sans espérance. Mais j'ai peut-être été plus marqué encore par les poèmes de Ferlinghetti publiés à l'époque par Christian Bourgois. J'y découvrais, débarrassée des références bouddhistes coutumières à Ginsberg, une grande liberté d'esprit et d'expression, une poésie orale et écrite, combative et enjouée, inspirée par la tradition anarchiste américaine et le surréalisme français façon Prévert que Ferlinghetti a d'ailleurs traduit en américain. Une sensibilité finalement très proche de celle des poètes du « dégel » soviétique, Evtouchenko et Voznessenski.

Les poètes « beat » ou de ce qu'on a nommé la Renaissance de San Francisco, ont su produire, dès la fin des années 1950, une grande poésie politique qui a contribué à libérer la parole. Ils ont été dans une large mesure les précurseurs des hippies et de la jeunesse pacifiste des années 1960 et 1970. Aujourd'hui, la Beat Generation est bien sûr entrée au musée. Gregory Corso (le plus fou des poètes américains) et Ginsberg sont morts. Mais Gary Snyder et Ferlinghetti écrivent toujours. J'ai eu le bonheur de passer une soirée à parler avec ce dernier. Il est toujours vert, toujours battant et en même temps gentil. À quatre-vingt-huit ans, il continue de faire du vélo dans les collines de San Francisco et il peint des banderoles qu'il accroche dans la devanture de sa librairie pour réclamer *l'impeachment* de Bush.

Les poètes de la Beat Generation ont eu évidemment beaucoup d'émules. Il y a eu ce que l'on a appelé la « Baby Beat Generation » (à laquelle une grande anthologie a été récemment consacrée en France par les éditions La Main courante). Mais, à l'exception de quelques voix (telles celles de Luke Breit ou Andy Clausen), beaucoup de ces poètes que l'on situe dans leur sillage paraissent bien moins audacieux sur le plan politique, comme sur le plan poétique.

Pourtant, la veine contestataire de la poésie états-unienne ne s'est pas tarie. Elle s'est diversifiée. À la fois par son caractère multiculturel (poètes issus des communautés noire, portoricaine, asiatique...) et par ses thèmes qui reflètent la multiplicité des combats de la gauche américaine (et parfois la difficulté de leur convergence ou, en tout cas, de leur expression sur le terrain politique) : féminisme, écologie, lutte contre les discriminations, pacifisme, etc.

Il faudrait citer de nombreux poètes dont il est assez anormal que rien ou presque ne soit traduit en français, en particulier Amiri Baraka (ex-Leroi Jones), Adrienne Rich, Pedro Pietri et beaucoup d'autres... Parmi eux, au premier rang, se distingue la haute silhouette de Jack Hirschman. Marxiste, membre de la Ligue révolutionnaire pour une Nouvelle Amérique, Jack Hirschman est en même temps un poète curieux de toutes les poésies du monde, infatigable traducteur (d'Artaud, mais aussi de Pasolini et de nombreux poètes italiens, français, russes, albanais, haïtiens...). C'est une sorte de barde qui, après avoir quitté l'université dans les années 1960, a fait le choix courageux de vivre en poésie. Il n'a jamais fait partie de la Beat Generation (dont l'anarchisme et parfois le spiritualisme lui sont assez étrangers), mais il a marché à côté d'elle. Il est d'ailleurs toujours voisin et ami de Ferlinghetti. Certains critiques ont parlé à son propos de *street poetry*. L'expression vaut en particulier pour beaucoup de ses poèmes brefs qui sont souvent des « choses vues », scènes de rue lors desquelles il saisit le moment (rare) dans une société passablement déshumanisée où jaillit entre des individus un éclair de fraternité. Mais son œuvre comporte aussi beaucoup de grands poèmes épico-philosophiques, les *Arcanes* : mille pages de poèmes où s'expriment parfois avec véhémence son engagement social, mais aussi la profondeur de son regard et même son intérêt pour la Kabbale...

Nommé poète lauréat de la ville de San Francisco, (à la suite de Lawrence Ferlinghetti), il a reçu de la municipalité démocrate carte blanche pour organiser un événement. Et c'est lui qui a été l'initiateur et l'animateur de ce Festival international.

Pendant cinq jours, une vingtaine de poètes venant des quatre coins du monde et des États-Unis s'est



retrouvée là pour rencontrer le public, dire leurs poèmes et échanger. Par sa dimension internationale, son contenu et son succès, ce festival est sans précédent. Plus de mille personnes sont venues au palais des Beaux-Arts, près du parc du Golden Gate, pour les deux lectures principales. Mais ce sont des centaines d'autres qui ont répondu à l'invitation des poètes en se pressant dans des salles débordant de monde dans les différents quartiers de la ville. Pour ma part, j'ai ainsi été lire dans un quartier pauvre à la périphérie de la ville, Bay View, une sorte de ghetto où une population, notamment noire, vit sur des collines au-dessus de la mer, dans des HLM baptisées *pojects* et qui ressemblent à des cités de transit où le provisoire se serait éternisé. Dans ce quartier, tous les mois, un jeune est abattu, parfois sans raison apparente. Et les militants de la Nation of Islam y ont planté leur drapeau rouge marqué du croissant et de l'étoile.

Ce festival a été un grand rendez-vous d'une poésie à la fois *engaged and embodied*, pour reprendre la formule d'Hirschman, c'est-à-dire « engagée et incarnée », ou « ressentie ». À plusieurs reprises, d'ailleurs, les lectures ont pris des allures de meeting contre la politique de Bush et la guerre en Irak.

Et non seulement le public a répondu à l'appel, mais la presse (du *San Francisco Chronicle* jusqu'à CNN) y a fait largement écho. Quelque chose que l'on aurait du mal à imaginer en France. Quelle municipalité, même dans la banlieue de Paris, se lancerait ainsi dans l'organisation d'un pareil festival de poésie protestataire ? C'est une question que je me suis posée, certains soirs, quand nous nous retrouvions, tard au bar du Spec's, à boire de la vodka et à chanter *l'Internationale*. (Deux activités qui ne sont pas des passe-temps courants de mes camarades poètes français). Et, tout chauvinisme mis de côté, je pense que nous avons quelque chose à apprendre de cette culture démocratique et révolutionnaire nord-américaine.

**LA POÉSIE DÉMOCRATIQUE AMÉRICAINE** La France a évidemment une grande expérience des relations entre poésie et politique. En particulier au XX<sup>e</sup> siècle. Mais il faut bien admettre que cette relation, aujourd'hui, reste fortement obérée par une histoire singulière où les communistes ont joué un rôle de premier plan, à la fois positif et négatif. Bien sûr, depuis la guerre d'Espagne, ils se sont trouvés aux avant-postes de ce qui allait devenir la poésie de la Résistance et ils ont ainsi écrit, avec d'autres, une des pages les plus fortes de notre histoire poétique. Mais les querelles du temps n'ont pas été sans effet. Elles ont conduit à écarter des voix dissidentes et, notamment, pendant un temps, les tendances « gauchistes » et anarchisantes ou simplement plébeïennes dans la poésie. (L'histoire du groupe

Octobre, disparaissant au moment du Front populaire, ou la non-reparution de la revue *Commune* après guerre le disent à leur façon). L'expérience du surréalisme, le rôle de poètes immenses comme Aragon et Eluard et une « haute idée de la culture » nous ont légué une tradition un peu aristocratique en matière littéraire.

Certains débats de cette époque sont ainsi devenus difficilement compréhensibles pour les générations suivantes. Par exemple, la polémique avec Prévert ou la critique par les intellectuels communistes de la notion sartrienne d'engagement...

Ensuite, la manière dont les communistes français ont tenté de sortir du stalinisme, parfois en « pénitents », a eu aussi beaucoup de conséquences. Une certaine interprétation « droitière » du Comité central d'Argenteuil (1966) a conduit à ériger une cloison étanche entre art et politique. Cela a été d'autant plus fort que certains avaient parfois beaucoup « péché ». Et les intellectuels communistes dans les années 1960 et 1970 ont souvent été en pointe dans les aventures formalistes, d'inspiration plus ou moins structuraliste, réduisant, par exemple, la poésie à la « mathématique du langage », pour reprendre une formule de l'Aragon des années 1960 (lui dont la poésie terriblement lyrique s'accommodait plutôt mal d'une telle définition).

D'où l'intérêt d'aller voir ce qui se passe ailleurs, sous ce rapport. Par exemple en Amérique latine, avec Neruda, mais aussi Nicanor Parra, Roque Dalton ou Ernesto Cardenal. Dans le monde arabe, avec les poètes palestiniens. Ou aux États-Unis...

Dans ce pays, les poètes militants ont le double héritage de la grande tradition démocratique whitmanienne, optimiste et épique, et de toute une tradition de poètes et de chansonniers prolétariens, méconnus ici, dont Woody Guthrie est un bel exemple.

Et ils définissent de manière originale et souvent simple les rapports poésie-politique.

Ainsi, le poète new-yorkais Eliot Katz, qui fut l'un des organisateurs de la mobilisation des poètes des États-Unis contre les guerres en Irak, a-t-il coutume d'expliquer que poésie et politique sont comme les mains droite et gauche. Elles sont différentes... il ne faut pas les confondre, mais il vaut mieux qu'elles puissent coopérer. « Si on conçoit culture et politique comme des catégories différenciées qui interfèrent de différentes façons dans différents contextes, écrit-il, alors la question pour le poète politique est d'écrire des poèmes dont la valeur littéraire [...] puisse aider à éclairer les consciences, allumer des perspectives, stimuler les rêves et les désirs publics, améliorer le climat idéologique, aider les mouvements politiques ou autrement dit aider à modifier le paysage social. »

Abbie Hoffman, un « activiste » des années 1970 avec qui il a milité, disait, quant à lui, qu'essayer de créer un mouvement pour un changement social sans contre-culture, c'est comme essayer de faire du ski sans neige.

En fait, dans le contexte de la société nord-américaine, tout projet révolutionnaire prend un caractère contre-culturel.

Quelle peut être son efficacité ? À cette question la poétesse américaine Denise Levertov répondait : « Je ne pense pas qu'on puisse précisément mesurer l'efficacité historique d'un poème ; mais on sait avec certitude que les livres influencent les individus ; et les individus, bien qu'ils fassent partie de grands processus économiques et sociaux, influencent l'histoire. »

Leçon modeste, mais finalement très encourageante. En tout cas, salutaire pour nous qui vivons, à bien des égards, dans une société qui ressemble de plus en plus à la société nord-américaine.

## Trois poètes des États-Unis

### DES DÉFIS POUR LES JEUNES POÈTES

Invente un langage que chacun puisse comprendre.

Escalade la Statue de la Liberté.

Atteins l'inatteignable.

Embrasse le miroir et écris ce que tu vois et ce que tu entends.

Danse avec les loups et compte les étoiles, y compris celles qui n'ont jamais été vues.

Sois naïf, innocent non cynique, comme si tu avais juste atterri sur la Terre (comme, tu l'as fait, en effet, tout comme nous tous), étonné par ce sur quoi tu es tombé.

Écris des journaux vivants. Sois reporter de l'espace du dehors, produisant des dépêches pour un rédacteur en chef qui croit aux révélations et à une faible tolérance pour l'air trop tiède.

Écris un poème sans fin à propos de ta vie sur terre ou n'importe où ailleurs.

Lis entre les lignes des discours humains.

Évite le provincial, va à l'universel.

Pense subjectivement, écris objectivement.

Réfléchis à de grandes pensées, en phrases brèves.

Ne fréquente pas les ateliers de poésie, et, si tu le fais, n'apprends pas le « comment » mais le « quoi » (ce sur quoi il est important d'écrire).

Ne fais pas de courbettes devant les critiques qui eux-mêmes n'ont pas écrit de chef-d'œuvres.



Résiste beaucoup, obéis peu.

Libère secrètement tout être que tu vois en cage.

Écris de courts poèmes avec la voix des oiseaux.

Fais que tes chants soient vraiment lyriques. Le chant des oiseaux n'est pas fabriqué par des machines. Donne à tes poèmes des ailes pour qu'ils volent au sommet des arbres.

La devise souvent citée de William Carlos Williams, « Pas d'idées hors les choses » est parfaite pour la prose, mais mortelle pour le lyrisme, depuis que les choses sont mortes.

Ne contemple pas ton nombril dans tes poèmes en te figurant que le reste du monde va penser que c'est important.

Rappelle-toi tout, n'oublie rien.

Travaille à la frontière, si tu en trouves une.

Va à la mer ou travaille près de l'eau, et pagaie sur ta propre barque.

Lie-toi à des poètes qui pensent. Ils sont durs à trouver.

Cultive la dissidence et la pensée critique.

« La première idée est la meilleure » ne produit pas forcément la meilleure poésie. La première peut être la pire.

À quoi penses-tu? Qu'est-ce que tu as dans la tête? Ouvre la bouche et arrête de marmonner.

N'aie pas l'esprit ouvert au point que ta cervelle coule à l'extérieur.

Interroge chacun et chaque chose. Sois subversif, questionnant sans cesse la réalité et le statu quo.

Sois un poète, pas un camelot. N'alimente pas, ne flatte pas le public, les lecteurs ou les éditeurs.

Sors de ton cabinet. Il y fait noir.

Lève les rideaux, ouvre tes fenêtres fermées, monte sur le toit, dévisse les serrures des portes, mais ne jette pas les vis.

Implique-toi dans quelque chose qui te soit extérieur.

Milite pour ça. Ou sois extatique.

Être poète à seize ans, c'est avoir seize ans. L'être à quarante, c'est être poète. Sois les deux.

Lève-toi et pisse, le monde est en feu.

Que ta journée soit belle.

Laurence Ferlinghetti

*(Lu pour la première fois au dix-septième Festival annuel de poésie des lycées de San Francisco, le 3 février 2001)*

#### INTERMÈDE HUMAIN

Elle se tenait debout  
contre le mur  
de l'hôtel Tevere, tenant à la main  
un gobelet de plastique  
quand il commença à pleuvoir.

Je me dirigeai vers elle  
fouillai dans ma poche  
à la recherche d'une pièce  
et la jetai dans le gobelet.  
La pièce tomba  
au fond d'une boisson orange.

Je rougis et la regardai  
à travers ses yeux ravagés et sa peau  
et ses cheveux prématurément  
gris et dis  
que j'étais désolé, j'avais cru  
qu'elle faisait la manche...

« C'est ce que je fais... » dit-elle  
et elle sourit : « Mais là, j'étais juste  
en train de boire  
un petit coup. »

Et nous sommes restés là,  
tous les deux, à rire,  
en regardant les gouttes de pluie  
qui tombaient sur le sac orange  
au-dessus de l'argent noyé.

Jack Hirschman

#### AMOUR DINOSAURE

Au quatrième étage du musée d'Histoire naturelle  
je salue mon vieux copain :

« He, T. Rex! Un bail  
qu'on s'est pas vus! »

Mon pote a montré ses dents de tueur :

« Deux ans au moins, E. Katz,  
tu m'as manqué. »

Surpris, je lui ai demandé : « Je t'ai manqué?  
je ne savais pas que les dinosaures avaient des émo-  
tions.

Rexy, as-tu connu l'amour? »

Rexy a soupiré : « J'ai connu l'amour  
non pas comme les hommes le pourraient  
mais comme ils le connaissent :

l'amour de soi  
et la passion de trouver plus faible que soi  
pour lui sauter dessus.

E. Katz, est-ce que ton espèce peut être sauvée  
par l'amour? »

« Rexy, ai-je répondu, tu n'as pas perdu  
ta capacité

à poser les questions difficiles.

Laisse-moi te demander quelque chose qui nous  
intrigue,

nous autres les humains, depuis des siècles.

Comment êtes-vous morts? »

« Je ne sais pas.

Un jour, j'ai regardé autour

et je n'étais plus là. »

Eliot Katz

*Traduit de l'anglais par F. C.*



# UNE SCÈNE DE L'ENTRE-DEUX-MONDES

TANIA BACHÉNINA-REMOND\*

Tout a commencé par des affiches. J'étais dans le métro plongée dans mes petits soucis quotidiens et, tout à coup, j'ai vu, entre deux promesses publicitaires d'une beauté éternelle et d'un bonheur téléphonique, une photo de la comédienne russe Marina Neielova en robe longue de l'époque de Tchekhov et le nom du théâtre Sovremennik (« Contemporain »). Au milieu de l'affiche il y avait deux titres *La Cerisaie* et *Le Vertige*. Ce dernier ne me disait rien mais l'association des trois autres Neielova-Sovremennik-*La Cerisaie* a produit un effet instantané. Je me suis mise à l'arrêter comme un chien qui, sentant le gibier, se souvient soudainement de ce qui vaut la peine d'être vécu... Je me suis vu projetée quelques années en arrière dans une Russie en pleine perestroïka où il était vital de continuer à lire et à aller au théâtre pour ne pas perdre les repères. À titre d'exemple, ma grand-mère, dont les études sont à peine allées jusqu'au lycée, était capable de citer la suite de n'importe quel morceau pris au hasard dans une édition à reliure verte de l'œuvre complète de Tchekhov<sup>1</sup>. À l'époque, j'avais deux théâtres cultes : le BDT, Grand Théâtre dramatique de Saint-Petersbourg, et Sovremennik de Moscou. Et aujourd'hui je vois l'affiche de ce dernier à Paris!

Chose incroyable mais vraie : le théâtre Sovremennik, l'un des meilleurs théâtres de Moscou, unique dans son genre, la référence de la vie culturelle russe, ne s'est jamais produit devant le public français. Pourtant, en cinquante ans de son histoire, il a eu beaucoup de tournées, d'abord en Union soviétique et en Russie, et, à partir des années 1980, en Europe et aux États-Unis. D'ailleurs, ce fut la première troupe russe à jouer sur Broadway depuis la mémorable tournée du MKHAT, Théâtre d'Art de Moscou de Constantin Stanislavski, en 1924.

\* Auteur et traductrice.

On ne peut pas dire que l'art dramatique russe soit ignoré par le public français. Loin de là. Il y a de multiples exemples de participation de troupes russes aux festivals français, des tournées un peu partout en France. Mais Sovremennik est un théâtre à part.

Son histoire est unique. Le théâtre a vu le jour en 1956, l'année du XX<sup>e</sup> congrès du PCUS et du rapport Khrouchtchev. Dans une atmosphère de « dégel », les intellectuels russes aspiraient à la liberté et au dépassement de la censure omniprésente dans l'art. Le répertoire des théâtres ne comptait généralement que des pièces aseptisées avec des protagonistes schématiques et des conflits à la fin prévisible. Plusieurs années du système rigide du « réalisme soviétique » ont marqué la vie théâtrale allant jusqu'à « momifier » l'héritage de la tradition de Stanislavski. Un mouvement de rejet de cette matière morte a réuni autour d'Oleg Efremov des jeunes diplômés de l'école-studio de MKHAT dont Galina Voltchek, Igor Kvacha, Lilia Tolmacheva et Evgueny Evstigneev pour prouver la vitalité du théâtre psychologique. Presque clandestins, les premiers spectacles ont été joués dans une salle de cours de l'école-studio. Leur public enthousiaste, composé d'étudiants et d'intellectuels, a fortement soutenu l'idée de créer un jeune théâtre dont l'aspiration était une immersion dans le monde intérieur des personnages, dans la psychologie humaine. Il faut dire que ce n'était pas facile à l'époque où les théâtres en Union soviétique apparaissaient sur un ordre venu « d'en haut »... Mais, grâce à l'énergie de ses créateurs, Sovremennik est devenue la troupe préférée des jeunes et des intellectuels. Les représentations se donnaient à guichets fermés. Pour avoir des entrées, il fallait attendre plusieurs heures devant les caisses du théâtre. Mais le public était récompensé par des spectacles vivants et profonds. Au début, le fonds du répertoire était composé de pièces spécialement écrites pour ce théâtre par les auteurs soviétiques qui lui étaient proches dans leur façon de penser (Victor Rosov,



Alexandre Volodine, Evguéni Chvartz, Vassili Aksenov, etc.). Puis se sont ajoutés des auteurs occidentaux (Edward Albee, William Gibson). À la fin des années 1960, les œuvres du répertoire classique font leur entrée : Tchekhov, Gorki, Gontcharov. Toutes les pièces n'obtenaient pas leur permis d'exploitation, la censure continuait à veiller : *L'Incident à Vichy* d'Arthur Miller et *Le Silence des matelots* d'Alexandre Galitch ont été interdits. Le dégel n'a pas été total et plutôt de courte durée.

**L'ANNÉE 1970 APORTE UNE CRISE.** Une fracture apparaît au sein de la troupe. Oleg Efremov, fondateur du théâtre, quitte Sovremennik avec quelques-uns des premiers acteurs pour devenir directeur artistique du MKHAT. Le reste de la troupe refuse de fusionner et lutte pour

On entend un son aigu,  
désagréable, toujours  
sur la même note,  
tantôt fort, tantôt presque  
inaudible, telle une  
angoisse terrible qui  
vous ronge de l'intérieur  
sans jamais disparaître.

sa survie. Au bout de deux ans de direction collégiale, époque difficile dans l'histoire du collectif, Galina Voltchek, l'une des fondatrices du théâtre, comédienne et metteuse en scène, est élue directeur artistique par l'assemblée générale du théâtre. Elle ne correspondait en rien au profil type de dirigeant de l'époque : elle n'était pas « homme slave, membre du Parti communiste ». Pourtant, elle a su s'imposer et confirmer la réputation du théâtre.

Et c'est donc ce théâtre, toujours dirigé par Galina Voltchek, qui vient présenter au Théâtre de Paris deux spectacles : *Le Vertige* et *La Cerisaie*. Deux soirées pour voir *La Cerisaie* et deux autres pour *Le Vertige* dans une grande ville comme Paris... À partir du moment où les affiches sont déjà partout, les chances de trouver des billets s'amenuisent sérieusement. En effet, il n'y avait plus de places pour la pièce de Tchekhov. Au revoir mon rêve de me replonger dans cette atmosphère douce-amère des soirées d'été à la datcha où les personnages de Tchekhov cachent derrière la dentelle des répliques de grands espoirs et de profondes souffrances...

J'ai pourtant eu de la chance, il restait encore des entrées pour *Le Vertige*. Même si je n'ai pas reconnu ce titre, le nom de l'auteur m'a tout de suite fait comprendre qu'il n'y avait plus de place pour le rêve. Il s'agit de Evguenia Ginzbourg et de son livre autobiographique dont le titre en russe « Un dur itinéraire » n'a pas été retenu pour la traduction française<sup>2</sup>. E. Guinzbourg, née à Moscou en 1904, professeure d'histoire à l'université de Kazan, membre du secrétariat régional du Parti communiste de Tatarie, a été arrêtée en février 1937 et condamnée en août 1937 à dix ans de réclusion en cellule d'isolement pour « activité trotskiste contre-révolutionnaire ». En 1939, sa condamnation a été commuée en dix ans de travaux forcés. Envoyée au goulag, elle sera libérée en 1947. *Le Vertige*, qu'elle a commencé à écrire en 1967, raconte le calvaire des trois premières années en prison. Diffusé d'abord grâce au *samizdat*<sup>3</sup>, le livre est officiellement publié en 1988.

J'ai lu ce livre et je savais à quoi m'attendre. Je me suis moralement préparée avant d'aller voir le spectacle. Je me suis promis de ne pas pleurer. Et pourtant...

L'entrée du Théâtre de Paris est décorée par des coupures de presse russe des années 1930. Une grande statue de Staline se dresse au milieu de la pièce. Des slogans patriotiques sur des banderoles rouges tapissent les murs. On entend d'enthousiastes chansons soviétiques... Tout cela constitue un contraste saisissant avec l'ambiance sur la scène : là-bas, c'est une prison. Une gigantesque cage enferme les gens, les détenues comme leurs gardiens. Des grilles sont partout, d'énormes grilles séparent les accusées du monde extérieur. Les portes s'ouvrent en laissant passer une victime de plus pour se refermer derrière elle avec un fracas terrible. Toute la mise en scène est fondée sur les contrastes : la lumière aveuglante lors des interrogatoires et l'obscurité des cellules ; le bruit assourdissant des grilles, les cris des geôliers et le silence de l'isolement ; l'optimisme à l'extérieur qui nous est suggéré par l'ambiance dans l'entrée du théâtre où tout est si clair, si joyeux, si rassurant et le profond désespoir, l'incompréhension, le sentiment d'injustice derrière les barreaux. Tout au long du spectacle, on entend un son aigu, désagréable, toujours sur la même note, tantôt fort, tantôt presque inaudible, telle une angoisse terrible qui vous ronge de l'intérieur sans jamais disparaître. On assiste à d'innombrables interrogatoires du personnage central, Evguenia Semenovna Guinzbourg, magnifiquement interprétée par Marina Neielova, traversant avec elle les neuf cercles de l'enfer, des souffrances physiques et surtout morales. Comment peut-on rester calme, continuer à raisonner logiquement, répondre avec autant de dignité, ne pas se faire



prendre par les innombrables pièges? Comment survivre à plusieurs trahisons des proches? Où peut-elle puiser cette incroyable force morale? Evguenia Guinzbourg n'a jamais signé un seul faux témoignage, ne s'est jamais permis la faiblesse de céder aux tentations d'accepter de fausses accusations dans l'espoir d'alléger son propre sort. En revanche, elle voyait plusieurs personnes céder à ce chantage, sauf que leurs faux témoignages se transformaient à leur tour en actes d'accusation contre les signataires... La trahison n'est pas un moyen de survie.

Toute une galerie de personnages féminins passe devant nous comme autant de destins et de façons de survivre et de résister. Il y a des opposantes au parti du pouvoir pour qui, si ce n'est pas logique, c'est au

Elle voyait plusieurs personnes céder à ce chantage, sauf que leurs faux témoignages se transformaient à leur tour en actes d'accusation contre les signataires... La trahison n'est pas un moyen de survie.

moins compréhensible de se retrouver en prison. Mais il y en a beaucoup d'autres, la majorité pour tout dire, qui, au moment de leur arrestation, se trouvent à des années-lumière de la politique et des complots trotskistes, voire ne savent même pas que cela existe. Tout comme une kolkhoziennne d'un certain âge qui est persuadée que « trotskiste » signifie à peu près la même chose que « tractoriste » et que, par conséquent, son accusation ne peut être qu'une erreur, puisque « les vieilles dans mon village n'ont pas le droit de conduire un tracteur »... Ou encore une lycéenne qui n'a pas dénoncé une histoire drôle au cours d'une fête d'école. D'ailleurs, le sentiment que tout ce qui se passe dans cette prison n'est qu'une tragique erreur est dans tous les esprits. Les autres sont sans doute coupables mais pas moi, je suis innocente! Cela ne peut pas se passer de cette façon dans un établissement soviétique, même si c'est une

prison... Mais, au fur et à mesure que les codétenues racontent leur histoire, l'espoir cède la place à une terrible lucidité. Alors, comment survivre? Evguenia Guinzbourg trouve que le seul moyen, c'est de se respecter, et pour cela ne pas trahir, ne pas accepter de compromis, rester honnête. Une formidable leçon de force morale.

**IL N'Y A PAS D'EFFETS SPÉCIAUX** dans cette mise en scène. Pas de sang, pas de blessures visibles. Juste le regard des comédiens, juste l'histoire de leurs personnages. Je n'ose pas parler de jeu des acteurs, il n'y a pas de « jeu ». Ce doit être une épreuve morale de monter chaque soir sur scène pour revivre cette expérience terrible.

Chaque scène vous marque pour longtemps et vous fait réfléchir. Ce qui m'a sans doute le plus frappée, c'est cette approche intellectuelle des événements de l'époque sans tomber dans le piège d'une simple énumération des exactions des purges staliniennes. Le spectacle est tourné vers l'avenir. Comment faire pour ne pas répéter les mêmes erreurs? La scène finale est une interpellation directe des spectateurs : toutes les détenues sont rangées devant une grille qui les sépare de la salle. Elles ne disent rien, elles nous regardent. C'est difficile de supporter ce regard même si vous êtes au fond de la salle dans le noir. Vous vous sentez directement responsable. C'est à nous, la génération de leurs enfants et de leurs petits-enfants, qu'elles s'adressent. Avons-nous compris le message? Sommes-nous à la hauteur de leurs attentes? Il paraît que, lors d'une des représentations de cette pièce, à la fin, quelqu'un dans la salle a dit : « Pardonnez-nous. »

J'ai lu que Jane Fonda avait vu le spectacle à Seattle. Lorsqu'un journaliste lui a demandé ce qu'elle en pensait, elle lui a montré ses doigts mordus jusqu'au sang. Un producteur sud-coréen dont le père a été assassiné dans les camps de son propre pays s'est évanoui durant le spectacle. Annie Girardot ne pouvait retenir ses larmes lorsqu'elle est venue voir les actrices en coulisse. Arthur Miller tenait à remercier chaque comédienne personnellement...

Galina Voltchek a mis en scène ce spectacle en 1998, l'époque où l'Union soviétique n'existait plus, et de nombreuses études et analyses politiques et historiques ont vu le jour. Depuis, *Le Vertige* reste toujours à l'affiche et continue à faire salle comble. Il faut croire qu'on en a toujours besoin. Heureusement? Hélas? ●

1. Seconde édition « officielle » de Tchekhov que l'on trouvait dans chaque famille soviétique.

2. *Le Vertige*, Le Seuil, Paris, 1967.

3. La diffusion de centaines et parfois de milliers de copies artisanales de textes non censurés interdits à la publication officielle. Cf. B. Kagarlitsky, « L'Ascension et la chute des intellectuels russes », *Nouvelles Fondations*, n° 3/4, 2006.

# LE JAPON, ÉTAT-CLIENT

GAVAN MC CORMACK\*

Pendant toute la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, l'identité du Japon s'est construite autour de l'empereur et de l'affirmation d'une supériorité raciale exceptionnelle. La seconde moitié, après la défaite de 1945, vit l'introduction de la démocratie, des droits de l'homme et du pacifisme, mais l'empereur lui-même resta en place (sur l'insistance des Américains), et certaines questions profondes touchant à l'identité japonaise restèrent sans réponse. Pendant la guerre froide, il a suffi que le pays soit uni autour de la poursuite de la croissance économique, mais, plus tard, à l'instar d'autres parties du monde, la quête de l'« identité nationale » submergea le Japon. La plupart des membres des cabinets Koizumi et Abe de 2001 à 2007 appartenaient à des organisations puisant leur inspiration dans le Japon de l'époque de la guerre, elles s'appelaient la Shinto Politics League (*Shinto seiji renmei*) ou, telles les associations constituées par les membres de la Diète, prônaient la « transmission d'une histoire véridique », la « splendeur du Japon » et une « réflexion sur l'avenir du Japon et sur l'enseignement de l'Histoire ». Mori, alors Premier ministre, exprima clairement l'essence du credo politique shinto en janvier 2000 en qualifiant le Japon de « pays des dieux dont le cœur est l'empereur », opinion soutenue par ceux-là mêmes qui avaient entraîné le Japon dans les guerres désastreuses des années 1930 et 1940<sup>1</sup>.

Cependant, au cours des cinquante dernières années, l'identité nationale a trouvé un nouvel appui, celui de la dépendance vis-à-vis des États-Unis. Sommés par l'administration Bush de transformer les relations américano-japonaises en une alliance « adulte », les Premiers ministres Koizumi et Abe firent de leur mieux pour renforcer la subordination de l'armée japonaise au commandement américain et favoriser son assimilation, et faire du Japon la « Grande-Bretagne de l'Extrême-Orient<sup>2</sup> ». Cette sujétion aux objectifs

régionaux et mondiaux des Américains s'est amplifiée en 2005 et 2006.

Déchirés entre le désir de servir et de contenter Washington, d'une part, et leurs prétentions nationalistes, d'autre part, les gouvernements japonais deviennent de plus en plus instables. Plus ils s'efforcent de satisfaire les exigences américaines, plus ils se sentent obligés d'insister sur la beauté et l'intégrité de l'histoire et de la tradition japonaises et (pendant le mandat d'Abe) de s'efforcer de rompre avec le système d'après-guerre inspiré par l'Amérique, et plus cette attitude irrite les Américains. Les contradictions de l'État d'après-guerre ne sont pas nouvelles, mais, dans le contexte qui suivit la guerre froide, elles apparurent au grand jour telle la partie immergée d'un iceberg gigantesque.

J'ai emprunté le titre de mon livre, *Client State*, à l'un des hommes politiques conservateurs les plus respectés du Japon, feu Gotoda Masaharu, personnage central des gouvernements japonais des années 1970 et 1980. En 2003, l'année précédant sa mort, Gotoda qualifia le Japon de *zokkoku* des États-Unis, terme qui peut se traduire par « vassalité », « dépendance » ou (le terme que j'ai choisi) « clientélisme<sup>3</sup> ». D'autres conservateurs respectés se sont exprimés en des termes similaires<sup>4</sup>. Mais, en dehors du Japon et de mon livre, il est rare qu'un tel langage soit entendu.

**KOIZUMI ET ABE, DES RADICAUX CONTEMPORAINS** Dans le cadre de la contradiction évoquée plus haut, le programme des gouvernements Koizumi et Abe apparaît moins comme conservateur que comme radical. On s'accorde à peu près sur les contours fondamentaux de l'État japonais aux alentours de 1990 : une identité *politique* centrée sur l'adhésion, même limitée et passive, au projet de guerre froide des Américains, et une identité *économique* axée sur la poursuite de la croissance économique et du « développement » sous l'égide des bureaucrates. J'ai baptisé ces deux formes structurelles spécifiques « État Yoshida » (d'après Yoshida Shigeru, Premier ministre en

\* Professeur à l'Université nationale australienne.

1946-1947 et de 1949 à 1954) et « État Kakuei » (d'après Tanaka Kakuei, Premier ministre de 1972 à 1974). Koizumi et Abe lancèrent une attaque frontale contre les structures et les valeurs du système étatique Yoshida-Kakuei.

Koizumi déclara s'être engagé dans un processus de « réforme » d'une ampleur et d'une portée équivalant au passage du Japon féodal au Japon moderne au XIX<sup>e</sup> siècle, et de l'État militariste et fasciste à une démocratie capitaliste au XX<sup>e</sup> siècle. Sa promesse de dissoudre le LDP, son propre parti, alors au pouvoir lui valut une immense popularité. Abe déclara que sa mission était de mettre fin à l'État d'après-guerre. En reformulant entièrement la Constitution et la loi fondamentale de l'éducation, il ne promettait rien de moins que la « restauration de l'indépendance japonaise » (*dokuritsu no kaifuku*)<sup>5</sup>. Le programme de Koizumi et Abe se résumait à une réécriture simultanée des trois chartes fondamentales du pays : le traité de sécurité américano-japonais (AMPO), la Constitution et la loi fondamentale de l'éducation<sup>6</sup>. Leur ambition de reconstruire l'État lui-même eut des implications radicales sur la société, l'identité nationale et la place occupée par le Japon dans le monde.

Leur projet se distingue également par l'accent mis sur le mythe et sur les rituels (rites obligatoires du salut au drapeau et de l'hymne national et insistance sur le caractère central du sanctuaire de Yasukuni, pendant le mandat de Koizumi), et sur l'esthétique (« notre beau pays », leitmotiv favori d'Abe). « Amour » était un autre des mots clés d'Abe, qui insistait sur le devoir d'aimer l'État. Le leader des chefs d'entreprise, Mitarai Fujio, directeur de Keidanren, l'approuva et ajouta que les travailleurs japonais devaient aimer à la fois leur pays et leur entreprise<sup>7</sup>. À partir de 2007, l'État et le capital se consacrèrent conjointement à la réalisation de ce programme. Il est rare de trouver, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, un autre pays où les citoyens et les salariés soient priés d'aimer leur État et leurs employeurs, à une exception près, la Corée du Nord, voisine du Japon et son reflet parfait à bien des égards.

Dans sa dimension sécurité-défense-diplomatie, l'État Yoshida que Koizumi et Abe étaient déterminés à démanteler impliquait, essentiellement, la soumission du Japon aux États-Unis en matière de sécurité et d'affaires internationales (ainsi que l'acceptation de la domination militaire des Américains et leur libre utilisation de l'île d'Okinawa – l'« État guerrier », pendant et garant de l'« État pacifiste » du continent). Les États-Unis assumèrent le rôle principal dans la défense du Japon et, outre le contrôle total d'Okinawa, implantèrent toute une série de bases sur le territoire japonais, tandis que le Japon se contentait d'une force militaire

minimale dont le rôle se bornait à la défense de l'archipel. Toutefois, même ainsi tronqué, l'État japonais eut l'énorme avantage de pouvoir se consacrer totalement à sa croissance économique pendant toute la guerre froide.

En termes d'économie, la réforme Koizumi-Abe porta sur la création singulière d'un État fondé sur une industrialisation et sur une expansion économique rapides sous l'égide de la bureaucratie, qui atteignit son apogée pendant le mandat du Premier ministre Tanaka Kakuei (1972-1975), qualifié tour à tour d'État de l'« essor capitaliste », du « mercantilisme intrinsèque » ou d'« État en gestation »<sup>8</sup>. Considéré comme miraculeux ou « unique » dans les années 1960 et 1970, le développement du Japon fut marqué par un degré inhabituel de dirigisme bureaucratique. Le monde industriel lui envia sa productivité. On peut qualifier de variante « confucéenne » du keynésianisme le niveau tout aussi exceptionnel de ses fonctions de mise en œuvre de la redistribution et leur caractère égalitaire et socio-économique. Pour Koizumi et Abe, l'éradication était impérative.

**REMPLACEMENT DE L'ÉTAT YOSHIDA** – Les efforts de Koizumi et d'Abe portèrent principalement sur la renégociation et sur l'amélioration des relations américano-japonaises, qu'ils transformèrent en une alliance inconditionnelle et globale incorporant le Japon et le subordonnant à la mission hégémonique mondiale des États-Unis, avec un ministère de la Défense, le projet de créer à court terme un Conseil national de sécurité et de promulguer une loi permanente permettant le déploiement de troupes à l'étranger et de « régulariser » ces forces armées en « armée défensive » « normale » par une nouvelle Constitution, transformant ainsi peu à peu le Japon, « État constitutionnellement pacifiste » en un État ordinaire (donc susceptible d'entrer en guerre), disposant d'une armée capable de jouer un rôle militaire important aux niveaux régional et mondial.

La progression graduelle et *de facto* dans cette direction, en particulier pendant les années 1990, révéla la contradiction avec le pacifisme explicite de la Constitution, dans la mesure où la révision effective de cette dernière (exigée par les États-Unis) fut avalisée tant par Koizumi que par Abe.

C'est dans les Accords de réaligement des forces américaines au Japon conclus en novembre 2005 et en mai 2006 qu'apparaît le mieux la nouvelle conception de la sécurité, qui a transformé *de facto* l'alliance en une composante structurelle de la guerre mondiale contre les terroristes (GWOT), et vidé de son contenu l'article 6 du traité conjoint de sécurité de 1960 (qui limitait la coopération à la « défense du Japon et de

l'Extrême-Orient »). « Interaction » et « mise en œuvre d'opérations conjointes » sont des mots clés des nouveaux accords. La subordination et l'intégration au commandement américain des forces armées japonaises furent renforcées, et les obstacles au rôle actif des forces de défense japonaises dans les missions de « sécurité collective » balayés.

Du démantèlement de l'État Yoshida est née une relation avec les États-Unis que les deux parties proclament avec satisfaction « plus étroite que jamais », mais qui n'a entraîné aucune influence japonaise sur la politique ou la mentalité américaines; elle impliquait, au contraire, une conformité unilatérale des Japonais aux desseins américains. Depuis que l'objectif de transformer la relation américano-nipponne en alliance « adulte » a été énoncé, en 2000, par Richard Armitage et Joseph Nye, les Premiers ministres japonais (Koizumi et Abe) ont fait de leur mieux pour s'y conformer. Richard Armitage (un temps sous-secrétaire d'État et principal stratège de Bush pour l'Asie) utilise des métaphores sportives pour décrire l'évolution de l'alliance et commente qu'en Irak le Japon a « quitté le banc de touche » pour « occuper sa place sur le terrain », et, plus important encore, a approuvé les plans de réorganisation militaire du Pentagone, élevant ainsi la relation au niveau de l'alliance américano-britannique<sup>9</sup>.

En 2006, Armitage félicita chaudement le Japon de ses efforts pour contenter les États-Unis<sup>10</sup> et, en février 2007, dans l'exposé bipartite des objectifs de la politique étrangère américaine jusqu'en 2020, il se proclama coauteur du programme devant permettre au Japon d'amener l'alliance à sa phase suivante : un État japonais renforcé, une Constitution révisée (point sur lequel Armitage et d'autres cadres supérieurs n'ont cessé d'insister), une loi permanente autorisant l'envoi régulier de troupes japonaises à l'étranger, une augmentation du budget militaire et un soutien explicite au principe de l'usage de la force pour régler les conflits internationaux<sup>11</sup>. Abe mit indubitablement tout en œuvre pour procurer aux Américains tous les éléments de cet impressionnant arsenal de mesures (comme en témoigne la pression croissante qu'il exerça constamment sur Okinawa pour l'amener à se soumettre à l'alliance militaire américano-japonaise<sup>12</sup>), mais il se révéla bien moins doué que son prédécesseur pour résoudre les contradictions.

Le démantèlement de l'État Yoshida et son remplacement par un État obéissant à ces grands axes, adoptés sur la demande instante des Américains, ressemblèrent au processus de la fin des années 1940, lorsque le général MacArthur présenta au Japon sa Constitution et son infrastructure juridique et administrative de

base. Soixante ans plus tard, les fonctionnaires de Bush traitent toujours Koizumi et Abe comme leurs vassaux soumis et exigent d'eux de nouvelles modifications des institutions fondamentales du Japon.

**REMPLACEMENT DE L'ÉTAT KAKUEI** Depuis maintenant près de deux décennies, le Japon subit une énorme pression visant à la destruction de l'État Kakuei, autrefois considéré comme la quintessence de la voie japonaise vers la croissance et l'égalité économiques. Dans les négociations de l'Initiative contre les obstacles structurels qui ont débuté en 1989, Washington exigea du Japon une « réforme » globale allant de son budget et de son système fiscal jusqu'aux heures de travail (le samedi devenant un jour non ouvrable) selon une logique voulant que le Japon tire un avantage « indu » de la « différence » ou du caractère autarcique de son système économique et social et que, en conséquence, il fallait « remettre à plat » le terrain de jeu, ce concept particulièrement prisé des fonctionnaires américains. Avec Koizumi (Premier ministre de 2001 à 2006), Washington obtint enfin un dirigeant japonais totalement, publiquement et passionnément dévoué à un projet néo-libéral centré essentiellement sur la privatisation des services postaux. Stigmatisant l'État Kakuei comme le ferment de la stagnation et de la corruption, réfractaire à la mondialisation, son gouvernement favorisa une conception néolibérale, hayékienne, déréglementée, privatisée, bref typiquement américaine. Pendant son mandat, les conservateurs (dans l'acception stricte du terme) furent constamment forcés de démissionner, « assassinés » ou victimes de purge et le parti libéral démocrate lui-même fut restructuré – ce qui constituait, d'une certaine manière, un exploit aussi dramatique et radical que la restructuration de l'État et de l'économie politique et l'alliance avec les États-Unis. À partir de septembre 2006, Abe fit de son mieux pour marcher sur les traces de Koizumi comme « réformateur<sup>13</sup> » poursuivant notamment la réforme du marché du travail, mais sans jamais pouvoir vaincre totalement son attirance pour le modèle de l'économie contrôlée dont son grand-père vénéré avait été l'un des principaux partisans.

L'analyse sociologique attire de plus en plus l'attention sur les fruits de la politique « réformiste » : la disparition de la classe moyenne dans une société, autrefois remarquablement homogène, qui présente désormais un clivage très net entre les nantis et ceux qui n'ont rien, les « gagnants » et les « perdants ». Les rangs des personnes en situation de précarité grossissent rapidement; les salaires des ouvriers ne cessent de baisser, et leurs perspectives de retraite et de santé de rétrécir; un million de ménages subsistent grâce à l'aide sociale, et deux ou trois fois plus devraient probablement en

bénéficiaire, car ils n'ont ni ressources ni économies ; un tiers des ouvriers sont des intérimaires dont les revenus sont si faibles qu'ils les mettent au rang sans cesse croissant des « actifs pauvres » vivant en dessous du seuil de pauvreté ; les chiffres du stress et de sa forme ultime, le suicide, s'envolent, atteignant des records pour le secteur industriel. Le Japon, connu dans les années 1970 et 1980 pour la force étonnante de l'engagement de ses ouvriers et leur identification à l'entreprise, décrit comme le pays du guerrier d'entreprise, est devenu le pays de l'OCDE ayant le degré le plus faible de loyauté envers l'entreprise et le niveau le plus élevé d'inégalité des salaires<sup>14</sup>.

Rétrospectivement, l'état Kakuei était, certes, *dirigiste*, paternaliste, marqué par la collusion et « corrompu ». Mais c'était également une formule réussie de croissance économique, globale et égalitaire. En outre, pendant longtemps (en fait, jusqu'à ce qu'elles subissent de plein fouet la lame de fond du néolibéralisme au cours de la dernière décennie), les sociétés privées capitalistes elles-mêmes ont effectivement pris soin de leurs ouvriers et de leurs familles et constitué de mini « États Kakuei ». J'estime aujourd'hui que mon interprétation personnelle de ce système par le terme *doken kokka* ou « État en gestation », rédigée en majeure partie dans les années 1990, était trop négative<sup>15</sup>. J'accordais trop peu d'attention aux aspects de la redistribution (tant entre les régions qu'entre les couches ou les classes sociales) et de la justice sociale de ce système. Son démantèlement actuel met en relief ses aspects à la fois positifs et négatifs.

**LE SUPER-ÉTAT VASSAL** En y repensant, l'État Yoshida n'a peut-être été qu'un État semi-souverain, un système subordonné historiquement anormal, comparable au système inégal de traité de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle intégrant le Japon dans l'économie globale. Il ne pouvait pas perdurer et méritait certainement d'être renégrécié. De même, l'État Kakuei était une formule particulièrement efficace pour une croissance élevée, mais il posait également trop de problèmes : il a mis l'État en faillite et dévasté l'environnement de nombreuses régions du Japon. Cependant, la nature des renégociations actuellement en cours est problématique. L'objectif d'Abe de « redonner son indépendance au Japon » signifierait, s'il était pris au pied de la lettre, une renégociation des relations avec les États-Unis, mais, en réalité, sous prétexte de laisser loin derrière le Japon d'après-guerre, il renforce la dépendance inhérente à la résolution de la situation d'après-guerre. Le programme Koizumi-Abe, fréquemment considéré comme nationaliste est, en fait, à mon sens, tout l'opposé : une subordination délibérée de la nation, un néonationalisme, ou plus exactement un pseudo-

nationalisme, qui mêle inféodation structurelle à un pouvoir étranger et insistance exagérée sur les symboles et la rhétorique de la nation, à la destruction des structures de l'État-Kakuei et la poursuite néolibérale de la privatisation et la dérégulation : néonationalisme plus néolibéralisme<sup>16</sup>. La subordination (voire l'humiliation d'être toujours soumis à l'occupation de forces étrangères six décennies après une défaite militaire) exige, en contrepoint, d'insister sur l'identité initiale du Japon, son « essence shintoïste ». Étant donné que cette identité est vidée de son contenu et soumise, ses symboles et sa rhétorique doivent recevoir en compensation un lustre exagéré. Plus la nation est, pour ainsi dire, bradée, plus profonde est sa soumission, plus le drapeau doit être brandi fièrement et plus l'hymne doit être chanté fort et souvent. Ainsi, Koizumi et Abe ont-ils eu fortement tendance à propager de nouveaux concepts, un nouveau passé à la hauteur du nouvel avenir qu'ils comptaient ériger.

En décembre 2006, Abe franchit une nouvelle étape de son programme révisionniste avec l'écroulement de la loi fondamentale de l'éducation révisée, effaçant les droits universels qui y étaient exprimés pour les remplacer par une disposition selon laquelle la ferveur nationale, le patriotisme, devaient être inculqués aux étudiants. À la suite de ce triomphe, il déclara que son principal objectif politique était de réviser la Constitution. Son programme se résumait à une attaque frontale des valeurs et des principes du système d'après-guerre, universellement compris comme la démocratie « imposée par les Américains ». Une loi énonçant les procédures de cette révision fut adoptée en mai 2007.

En outre, la politique de défense des intérêts de l'État-Kakuei était peut-être sordide, mais elle était ancrée dans une humilité politique d'une nature tout à fait différente de l'immense soif de pouvoir que trahissent les mises en scène théâtrales de Koizumi ou l'insistance d'Abe sur l'amour et la beauté. Il semble que ce soient précisément les qualités démocratiques du Japon d'après-guerre, fondées sur la citoyenneté et l'antimilitarisme, qui offusquaient Abe. Il leur préférerait les phantasmes « shinto » d'une communauté japonaise organique liée par le sang. Le processus de clarification du beau et du japonais avait pour corollaires de stigmatiser le laid et « tout ce qui n'est pas japonais » et de légitimer la discrimination et l'empiètement de l'État sur les droits de l'homme<sup>17</sup>.

Abe était fondamentalement un *négationniste* (de la responsabilité du Japon dans la guerre, de l'existence des *Comfort Women* (« Femmes de réconfort »<sup>18</sup> de Nanjing, etc.) et un *révisionniste* (qui insistait sur la nécessité de récrire l'histoire du Japon, de restaurer la



fierté nationale et la ferveur patriotique et de reformuler les institutions démocratiques de l'après-guerre). La fragilité de l'identité nationale forgée par Koizumi et Abe apparut en pleine lumière, pendant le mandat de Koizumi, par l'ire qu'il suscita dans les pays voisins en allant se recueillir au temple de Yasukuni, et pendant le mandat d'Abe lorsque le Congrès américain adopta, en juillet 2007, sa résolution extraordinaire lui reprochant ainsi qu'aux membres de son gouvernement leur position vis-à-vis des femmes de réconfort. Plus Abe s'est efforcé de répondre aux innombrables exigences américaines, plus il s'est enlisé dans les sables mouvants des contradictions fondant l'État japonais. De manière très caractéristique, il démissionna à regret lorsqu'il devint évident qu'il ne pourrait pas respecter sa promesse à George W. Bush au sujet de l'envoi de nouvelles troupes japonaises dans l'océan Indien. Les tensions suscitées par l'édification d'une identité japonaise simultanément assujettie et affirmée, servile mais s'enorgueillissant de sa gloire, ne peuvent être décrites que par l'expression contradictoire de « Shinto servile ».

Combinant une soumission inconditionnelle aux États-Unis à l'insistance sur une identité japonaise pure et fière et greffant *zokkoku* sur *aikoku* (la dépendance servile à un pays à la ferveur nationaliste), Koizumi et Abe ont édifié le nationalisme japonais tout en le niant, substituant à la servilité à la fierté nationale et le mode de vie américain à la culture japonaise. Comme l'a dit le critique Nishime Susumu, ils essayaient de « préserver la culture du Japon en devenant le 51<sup>e</sup> État américain<sup>19</sup> », une contradiction qui n'était pas viable à long terme et qui s'est révélée aussi peu efficace que les gesticulations du roi des singes dans la paume du Bouddha. ●

Traduit de l'anglais par Marie-Odile Motte  
(CIR SARL, Paris).

1. Pour une charte détaillée de l'affiliation des membres du deuxième cabinet Abe (août 2007) à ces organisations, cf. Tawara Yoshifumi, « Abe Shinzo kaizo naikaku no cho taka-ha no diajin-tachi », *Shukan kinyobi*, 14 septembre 2007, p. 13.

2. On trouvera les détails dans l'ouvrage de Gavan McCormack, *Client State : Japan in the American Embrace*, Gavan McCormack, Verso, Londres et New York, 2007.

3. *Asahi shimbun*, 21 septembre 2004.

4. En février 2003, alors qu'il était à la tête du Policy Research Council (Conseil de recherche sur la politique), Kyuma Fumio a commenté en ces termes l'expression du soutien japonais à la guerre en Irak : « Je pense qu'il [le Japon] n'avait pas le choix. Après tout, c'est pratiquement un État américain » [les italiques ont été ajoutés], *Asahi shimbun*, 19 février 2003. Et Sakakibara Eisuke, surnommé « Monsieur Yen » dans

les années 1990 en raison de sa responsabilité dans la politique financière et économique du Japon, a déclaré en 2004 : « Toutefois, actuellement, les conservateurs pro-américains semblent prôner une sorte d'idéologie qui exige un soutien total et inconditionnel aux États-Unis [les italiques sont de moi]. Cette attitude n'est pas très différente du soutien apporté il y a des années par la gauche à l'Union soviétique et à la Chine » et elle aboutit, selon lui à un « conservatisme idéologique dévoyé » (« Le nationalisme japonais : les conservateurs ont déraillé », *Times Japon*, 2 mai 2004).

5. Cité dans *Nikkan Gendai*, « Cette nation devient laide et dangereuse ! Détérioration de la loi fondamentale de l'éducation du Japon », traduction de Naduko Adachi, <http://japanfocus.org/products/topdf/2293>, posté le 18 décembre 2006.

6. Les efforts d'Abe pour mener à bien une révision radicale du droit du travail de 1947 (grâce à un droit des contrats) constituent sans doute une preuve supplémentaire de son ambition de réformer totalement les institutions fondamentales (cf. Suda Mitsuru, « Un droit des contrats qui transforme les travailleurs en esclaves », traduction et introduction d'Andrew Gordon, *Japan Focus*, août 2007).

7. Nihon keizai dantai rengokai, *Kibo no kuni, Nihon*, 1<sup>er</sup> janvier 2007, <http://www.keidanren.or.jp/japanese/policy2007/vision.pdf> discuté dans « Love your state, Love your boss : Whither Japan de Minoru Nagata (avec une introduction de Gavan McCormack), *Japan Focus*, 9 janvier 2006.

8. Termes utilisés respectivement par Johnson, Pempel et McCormack ; Chalmers A. Johnson, *MITI and the Japanese Miracle : the Growth of Industrial Policy, 1925-1975*, Stanford University Press, 1982 ; T.J. Pempel, *Regime Shift : Comparative Dynamics of the Japanese Political Economy*, Cornell University Press, 1998 ; Gavan McCormack, *The Emptiness of Japanese Affluence*, ME Sharpe, New York, deuxième édition révisée et augmentée, 2001.

9. Pour les détails et les sources, cf. *Client State*, chap. 4.

10. *Ibid.*, p. 63, 77.

11. Richard L. Armitage et Joseph S. Nye, « The US-Japan Alliance : Getting Asia Right Through 2020 », Center for Strategic and International Studies, Washington, février 2007.

12. Cf. mon article « Abe and Okinawa : Collision Course? », *Japan Focus*, 3 septembre 2007 <http://japanfocus.org/products/topdf/2512>

13. Lors de son « entretien d'embauche » selon l'expression de Tsurumi Yoshihiro « Rokkakoku kiogi' o NY kara mireba », *Shukan kinyobi*, 19 janvier 2007, p. 22-23. Selon Tsurumi, Abe a fait plaisir à ses hôtes de l'American Enterprise Institute lors de cette visite d'avril 2004 en exprimant sa détermination de réviser la Constitution de sorte que le Japon puisse dans l'avenir s'engager dans des opérations de « sécurité collective » aux côtés des États-Unis, et ajoutant qu'il croyait encore que Saddam Hussein avait possédé des armes de destruction massive, c'est-à-dire le prétexte initial de la guerre.

14. Cf. détails dans McCormack, *Client State*.

15. *The Emptiness of Japanese Affluence*, 2001, et « Breaking of the Iron Triangle », *New Left Review*, n° 13, janvier-février 2002, p. 5-23. Cf. aussi <http://www.newleftreview.net/NLR24701.shtml>

16. La consécration à l'ordre mondial de Bush et à l'économie néolibérale américaine fut mise en œuvre alors que leur crédibilité diminuait jusqu'à des niveaux jamais atteints dans le reste du monde.

17. Le licenciement méprisant, par le gouverneur de Tokyo Ishihara, du professeur de l'université de Tokyo Kang Sang Jung (un étudiant coréen *Zainichi i*, né et élevé à Kumamoto) qu'il traita d'« étranger cinglé » et « arrogant » parce que Kang avait eu la témérité de représenter la ville de Fukuoka dans sa contestation du droit de la ville de Tokyo à se porter candidate aux jeux Olympiques, éveilla un écho sinistre. (*Asahi Shimbun*, 31 août 2006). Les opinions d'Ishihara n'eurent aucune incidence sur sa popularité et constituent un bon baromètre des préjugés que la campagne « Beauté du Japon » est susceptible de susciter.

18. Euphémisme désignant les femmes contraintes, souvent par la violence, de servir dans les bordels de campagne japonais pendant la Seconde Guerre mondiale. (*N.d.T.*)

19. Nishibe Susumu, « Seiron », *Sankei Simbun*, 5 septembre 2006. Nishibe est connu pour être proche du Premier ministre Abe.



# NOTES DE VOYAGE DANS LES CARAÏBES

MAX-JEAN ZINS\*

uba, Haïti, les Caraïbes, l'Afrique d'où ont été déportés des millions d'esclaves noirs dans les Amériques... Toute cette géographie de souffrances, de luttes et de révolution s'imprime dans ma tête comme je prends l'avion de Paris pour aller à La Havane, le 21 septembre 2007.

La Havane, tout d'abord, puisque c'est ma première destination. Je m'y rends quatre jours, pour la première fois dans ma vie, dans un but précis : inviter des historiens au prochain colloque scientifique international que j'organise à Dakar et à Gorée pour le compte de l'Association de descendants d'esclaves noirs et leurs amis (Aden), en novembre 2007, sur le thème de la traite négrière coloniale<sup>1</sup>. De mon bref voyage je ne ramènerai, bien sûr, que des images fugaces. Celle d'une Cubaine bellissima de vingt-deux ans qui fut ma voisine dans l'avion et m'expliqua sans sourcilier qu'elle venait de se marier avec un homme d'affaire français de trente-six ans son aîné pour bénéficier dans quatre ans de la nationalité française et que sa peine à vivre avec un mari (par ailleurs violent et possessif) qu'elle rêvait de quitter le jour où son objectif serait atteint valait bien les quatre années d'études supérieures que l'on pouvait passer à l'université cubaine pour avoir un diplôme sans être certaine de trouver un travail correspondant à la qualification obtenue. Celle de La Havane, grande ville du bord de mer aux quartiers différents, du Vedado avec ses superbes villas coloniales où je passai ma première nuit, à la Vieille Havane avec ses bars et ses palais rénovés logeant des instituts scientifiques où je pris la plupart de mes rendez-vous, en passant par le quartier chinois avec ses

restaurants « pas chers » bourrés d'étudiants cubains et étrangers, et le grand et beau campus de l'université qu'un professeur de chimie, par ailleurs également pédiatre, rencontré par hasard, me fit visiter à pied. Celle d'un aéroport où tout est organisé pour celui qui, arrivé en pleine nuit sans adresse, peut tout simplement demander à un bureau d'accueil situé au milieu du hall l'adresse d'une *habitacion* chez un particulier, et s'y rendre en taxi grâce à l'aide serviable d'une employée en uniforme bleu (Dieu, que les Cubaines, même en uniforme, s'habillent court !). Celle d'une capitale aux maisons souvent décrépies, bruisante de monde, d'enfants et de musique. Celle de la famille noire qui me reçut avec une grande hospitalité trois nuits chez elle, au deuxième étage d'un appartement d'un quartier populaire dont tous les téléviseurs restent allumés très tard dans la nuit. Celle de la Havana Vieja, superbe quartier-patrimoine de l'Unesco, rénové avec soin et élégance mais que sa population ne déserte pas, car ce quartier modèle échappe à cette loi sauvage qui, sous d'autres cieux, veut que tout ce qui est soit beau soit réservé aux plus fortunés. Celle, très classique mais toujours très vraie, de vieilles voitures, vestiges étincelants des limousines américaines des années 1950 : l'ombre d'Hemingway plane toujours quelque part à La Havane.

Reste, enfin, l'image du Musée national des beaux-arts où l'exposition du moment, baptisée *Historia de amor*, était consacrée à un peintre ayant reçu le premier prix national d'arts plastiques en 2006, Pedro Pablo Oliva. L'artiste y expose de superbes toiles tout à fait dérangeantes. Il y a celle qui, ayant donné son nom à l'exposition, dépeint Fidel Castro debout de face sur une pierre en forme de stèle, vieil homme près de la mort aux habits translucides et au teint blafard qu'ensermentement une fine créature blanche qui pourrait être sa petite-fille, debout sur la pointe des pieds pour se presser contre la joue du *lider maximo* : une authentique « histoire d'amour » autour de laquelle rôde la

\* Chercheur CNRS au Centre d'études et de recherches internationales (Fondation nationale des sciences politiques), membre associé du Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (École des hautes études en sciences sociales). Il a représenté la Fondation Gabriel Péri à l'inauguration de la Fondation Gérard Pierre-Charles.

mort. Mais il y a aussi celle d'un homme-poule accroupi sur un nid et « chiant » littéralement des œufs, qu'explique la légende suivante : « Fiston ! La vie nous transforme parfois en ce que nous ne sommes pas vraiment. » Il y a aussi celle, énigmatique, où l'on voit Fidel Castro moribond, de profil, les cheveux hérissés, louchant sur un insecte ailé à quelques centimètres de ses yeux, et ainsi légendée : « Grand-père contemplant une libellule. » Comment ne pas voir dans ces œuvres un commentaire critique et irrévrencieux, mais reconnu puisque trônant dans l'un des plus prestigieux musées de Cuba, sur la façon dont l'île se représente sa vie quotidienne et son principal leader ? Ajoutons que la directrice de la revue théorique du PC cubain *Marx Ahon*, Isabel Monal, m'avait vivement conseillé une visite au Musée national des beaux-arts. Merci, *compañera* Isabel, toi qui fus la toute jeune directrice du nouveau Théâtre national cubain au lendemain de la révolution de 1959, pour ce conseil avisé : Cuba, c'est clair, est un pays beaucoup plus complexe que la vision que veulent en donner ses détracteurs réactionnaires<sup>2</sup>...

**JE QUITTERAI L'ÎLE** sur un dernier souvenir : celui d'un chauffeur de taxi démonté contre le régime – mon logeur, qui l'avait appelé pour moi, en était, en revanche, un vif supporter –, mais qui me glissa dans l'oreille qu'il se réjouissait que le nouveau Venezuela de Chavez livrât désormais à Cuba du pétrole à bon prix, « ce qui contribuera à desserrer l'injuste étouffement du blocus américain ». « Injuste ? » lui fis-je répéter. « Oui, injuste, me répéta-t-il, il n'y a pas de raison qu'on se laisse marcher sur les pieds par des gouvernements qui nous font du mal. Ce n'est pas le peuple américain que je critique, c'est son gouvernement. » Bien vu, non ?

24 septembre : Haïti, via Panamá. Pour aller de La Havane à Port-au-Prince, il m'avait fallu passer soit par Panamá, soit par Miami. Cuba et Haïti sont pourtant situées à quelques encablures l'une de l'autre. Par le hublot, je contemple le canal – beaucoup plus large que je ne croyais – en feuilletant le magazine de la compagnie Panair qui assure la liaison. On y lit un reportage sur la nostalgie des familles américaines qui ont dû quitter leurs superbes villas des bords du canal quand celui-ci redevint la pleine et entière propriété du Panamá. À côté de moi, une Haïtienne dans la trentaine, bien en chair et au caractère bien trempé. Elle m'explique qu'elle se rend tous les deux mois environ à Panamá ou à Miami acheter des tissus en gros et des vêtements bon marché pour les revendre dans son pays. « Cela me permet de vivre, me dit-elle, mais pas très bien. » Elle se saigne pour faire éduquer sa fille de sept ans dans une institution privée, faute d'institutions scolaires publiques valables. Sa petite

aimerait suivre des cours de musique, mais « c'est trop cher pour moi ». On parle un peu de tout et de rien. Elle me dit qu'elle sait à peine lire et écrire, mais que cela ne l'empêche pas de prendre l'avion pour faire du commerce. Elle parle deux langues, le créole le français, et se débrouille en anglais. Elle me pose des questions sur ce que je fais. Je lui parle de mon colloque de Dakar sur la traite négrière. Elle me demande « où le Sénégal se trouve en France ». Je lui réponds que le Sénégal est en Afrique et la France en Europe. Elle me demande si l'Afrique est plus grande que les États-Unis. Elle me posera ainsi toute une série de questions de pure information, en me disant qu'elle n'a jamais eu, hélas ! la possibilité de recevoir une éducation valable à Haïti, « car cela n'existe pas pour les pauvres », mais qu'elle est douée, heureusement, pour les affaires alors qu'elle aurait aimé être institutrice. Cette femme fut mon premier contact avec Haïti, un pays politiquement situé à des années-lumière de son

Haïti est une île  
délaisée, une  
économie et une  
société à la  
population  
délaisée.

voisin cubain... Je n'ai pas rencontré de Cubains ou de Cubaines désireux ou désireuses d'aller émigrer à Haïti (quoique j'y aie rencontré des médecins cubains, mais en mission de coopération) ; j'imagine qu'ils ou elles savent très bien pourquoi !

Et pourquoi donc, justement ? Ce n'est pas la pauvreté qui m'a le plus frappé à Haïti. Pourtant, Haïti est pauvre, très pauvre, l'île la plus démunie du monde des Caraïbes ; un chapelet de chiffres et de statistiques pourrait être égrené pour le rappeler. Mais, pour moi qui ai vécu en Inde plusieurs années, ce n'est pas la misère de Haïti qui m'a surpris : je m'y attendais. Non, c'est autre chose qui m'a impressionné, quelque chose que je ne savais pas, quelque chose que je n'arrive à qualifier que d'un mot : le *délaissement*. Haïti est une île *délaisée*, une économie et une société à la population *délaisée*. Délaisée faute d'État digne de ce nom, faute d'institutions administratives, faute d'écoles, faute d'hôpitaux, faute de médicaments, faute de formations de toutes sortes, faute d'électricité, faute de feux rouges dans une capitale de plus de deux millions d'habitants, faute de travaux publics laissant la



voirie dans un état lamentable, faute de sécurité la nuit et souvent le jour, faute en vérité de quasi tout – on serait presque tenté de dire, faute de *politique*. La première île des Caraïbes à se libérer de la tutelle de la colonisation blanche et esclavagiste en raison du puissant mouvement de lutte de ses esclaves déportés d’Afrique est tombée au fil des siècles dans le giron d’un système d’exploitation de type capitaliste dont l’une des spécificités même est l’existence d’un déficit d’État criant qui laisse littéralement pourrir une grande partie de sa population dans des zones délabrées, dans des bidonvilles, dans l’analphabétisme (40 % d’analphabètes), la malnutrition, la mortalité infantile, l’absence presque totale d’institutions de base que supplée la présence de groupes armés ou de bandes qui se chargent eux-mêmes, à leur manière, et donc forcément violemment et illégalement, de l’ordre, de la répartition de la richesse, c’est-à-dire de sa confiscation dans les mains de ceux qui ont des armes et la terrible envie de s’en servir.

On comprend donc qu’il existe, pour certains auteurs, une « énigme haïtienne<sup>3</sup> » au regard de la contradiction qui oppose, d’une part, la très belle tradition de lutte de l’île, d’autre part, la non-émergence en son sein d’un État moderne doté ne serait-ce que de ses attributs les plus basiques. Selon le ministre des Transports du gouvernement actuel, rencontré chez lui un soir dans sa résidence dominant la rade de Port-au-Prince où l’on dina à la bougie faute d’électricité, quarante députés sur les quatre-vingt-seize que compte l’Assemblée nationale actuelle seraient corrompus et, pour certains, à la tête de bandes occultes faisant régner leur ordre. Haïti, expliqua-t-il en substance, est un véritable paradis<sup>4</sup> pour organisations non gouvernementales (ONG) dont les responsables et les employés, infiniment mieux payés et dotés que les fonctionnaires de son ministère, étaient en vérité en situation d’être les seuls vrais interlocuteurs de tout ce qui fait en matière de développement dans l’île. Dans un tout autre domaine, on retiendra également les propos du chanteur et compositeur Richard A. Morse qui, de père américain (sociologue et écrivain) et de mère haïtienne (musicienne), est célèbre pour sa musique racine (*mizik rasin*) puisant dans les rythmes vaudous une partie de ses percussions. L’homme – Haïti tout entière connaît le nom du groupe RAM qu’il a fondé – est aussi le restaurateur et le manager de l’hôtel Oloffson, une demeure mythique tombée en ruine sur les hauteurs de Port-au-Prince ayant servi de cadre fictionnel au roman *Les Comédiens* de Graham Greene dans les années 1960. C’est là que Morse enregistre et fait battre l’un des cœurs de la musique des Caraïbes. C’est aussi là que nous l’avons rencontré

un matin, au hasard d’un petit périple dans la capitale. Et ce qu’il dit est intéressant. Car Morse est connu dans son pays pour ses positions progressistes, que ses chansons et sa musique véhiculent. À la fin des années 1980, il soutient l’ex-prêtre Jean-Bertrand Aristide (exclu de sa congrégation en étant accusé par le Vatican d’exalter la lutte des classes) qui devient président élu d’Haïti en 1990. Au péril de sa vie, il s’oppose au régime de la junte du général Raoul Cedras qui s’arroge illégalement le pouvoir de 1991 à 1994. Il soutient le retour par étapes au pouvoir d’Aristide qui, bénéficiant par ailleurs du soutien de l’Administration

On comprend donc qu’il existe, pour certains auteurs une « énigme haïtienne » au regard de la contradiction qui oppose, d’une part, la très belle tradition de lutte de l’île, d’autre part, la non-émergence en son sein d’un État moderne doté ne serait-ce que de ses attributs les plus basiques.

américaine, gagne à nouveau la présidentielle de novembre 2000. Mais il prend ses distances avec le régime lorsque celui-ci, sur fond d’idéologie ultra-populiste et sollicitant l’appui de partisans sinistrement baptisés « chimères », replonge le pays dans la crise avec le recours à des méthodes violentes rappelant les cauchemars de la dictature des Duvalier père et fils (ce dernier dit « Bébé Doc ») et de leurs tontons macoutes. Quand on lui demande son appréciation sur la situation d’aujourd’hui, il répond que des progrès



institutionnels ont été enregistrés au cours de l'année passée avec les élections législatives et présidentielles, que la sécurité des personnes est meilleure dans la capitale, que des auteurs de meurtres et de raptés récents ont été jugés et punis, « ce qui est bien », mais que tout cela « reste fragile », et il en donne comme preuve les pressions directes qui continuent à s'exercer sur lui, pour le faire renoncer à ses positions ou à son hôtel qui, servant de havre festif et de culture populaire, n'est pas fait pour plaire à tout le monde. « Avant, dit-il en mimant l'allure des hommes aisés et sûrs d'eux qui redressent leur cravate autour du cou et replacent leur costume sur leurs épaules, *ils* venaient à l'hôtel en hommes de main nous menacer de façon grossière et brutale, aujourd'hui, *ils* nous appellent sur le portable de façon plus distinguée, mais la réalité a-t-elle changé en profondeur? »

Dans ce contexte et ces conditions, l'inauguration de la Fondation Gérard Pierre-Charles, à laquelle a tenu à participer la Fondation Gabriel Péri, acquiert tout son sens politique. Des 26 au 28 septembre 2007, elle a été marquée par un colloque de trois jours remarquablement organisé par la Fondation Gérard Pierre-Charles, la Fundación por la Europa de los Ciudadanos et le Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO) dans une localité jouxtant Port-au-Prince, Pétionville<sup>5</sup>. Le colloque a réuni plus d'une vingtaine de chercheurs et de personnalités latino-américains, caribéens et européens, sur le thème des « dynamiques de la construction démocratique en Amérique latine, la Caraïbe et Haïti ». L'assistance a été nombreuse; on y notait la présence de plusieurs personnalités politiques haïtiennes de premier plan, des hommes et des femmes engagés dans diverses associations et dans divers domaines de la vie culturelle haïtienne (danse, musique, architecture, poésie, littérature...). L'événement a été couvert par la presse nationale, les médias estimant qu'il s'agissait d'un moment important de la vie politique, au sens large du terme, de l'île. Outre celles ayant trait à Haïti, les interventions et les discussions ont porté sur les processus politiques et sociaux actuels au Brésil, au Mexique, en république Dominicaine, au Chili, à Puerto Rico ainsi que sur les dynamiques régionales en cours (mondialisation et intégration économique en Caraïbe, processus de reconstruction démocratique, politiques d'environnement et de coopération régionale, stratégies de lutte contre la pauvreté, rôle des femmes dans le processus de démocratisation, luttes paysannes et des minorités...).

Mais, plus encore que son contenu – on vient de le dire, de haute facture<sup>6</sup> –, c'est sans doute la volonté même qu'il exprima de la part de ceux qui l'ont orga-

nisé, au premier rang desquels figurent la famille proche de Gérard Pierre-Charles et le Centre de recherches et de formation économique et sociale pour le développement (Cresfed), qui fut révélatrice. Volonté politique de « faire de la politique en Haïti » et de jeter tous les fondements les plus utiles à l'ancrage d'une vie institutionnelle et démocratique dans une île qui manque cruellement de lieux de réflexions et de débats où puissent se penser les outils d'un meilleur avenir pour le plus grand nombre. Volonté par là même humaniste, puisqu'elle vise à développer la démocratie dans ses fins et ses méthodes, au service du peuple. Volonté d'ouverture au monde, la démarche comparative du colloque ayant parfaitement illustré l'utilité des échanges d'analyses sur des expériences nationales ou transnationales différentes (en l'occurrence essentiellement latino-américaines, mais on notera que l'étude des ressorts actuels de la démocratie de l'Inde, qui fit l'objet d'une intervention au colloque, suscita attention et intérêt). Volonté d'avenir, enfin, puisque le colloque de Pétion Ville, comme ses organisateurs le soulignèrent à maintes reprises, est la première d'une série d'initiatives, dont certaines seront prises en coopération avec d'autres institutions et/ou fondations étrangères.

**L'INAUGURATION DU COLLOQUE** permet également d'évoquer la vie de Gérard Pierre-Charles (1935–2004), intellectuel haïtien révolutionnaire et humaniste. Jeune syndicaliste et militant de la Jeunesse ouvrière catholique, il devient par la suite l'un des fondateurs du parti d'Entente populaire (1959), d'orientation marxiste, totalement engagé contre la dictature des Duvalier. Comme tant d'autres de son pays, Gérard Pierre-Charles est contraint à l'exil et part pour le Mexique (1960), d'où il continue à lutter pour la libération de son pays, notamment en exerçant des responsabilités au sein du parti d'Entente populaire et du Parti unifié des communistes haïtiens. Enseignant à l'université de Mexico, cet homme, noir et handicapé (il portait des béquilles à la suite d'une tuberculose), devient l'une des « consciences » haïtiennes progressistes et humanistes les plus respectées en Caraïbe et en Amérique latine, une figure représentative de ces catégories d'hommes sans voix et de ces minorités bafouées et exclues dont la défense est pourtant porteuse de valeurs universelles. Quelques semaines après la chute de Bébé Doc, il retourne dans son pays (1986). Et devient l'un des animateurs de la Convergence démocratique et nationale (1990), apportant son appui au futur président Aristide dont le mouvement *Lavalas* (« Avalanches ») suscite alors l'enthousiasme des masses. Combattant le coup d'État militaire de 1991, il soutient le deuxième retour d'Aristide au pouvoir et

s'engage dans le combat visant à structurer des institutions stables et une force électorale capable d'organiser la société civile et politique haïtienne. La dérive présidentiale et populiste d'Aristide conduit l'Organisation du peuple en lutte formée en 1997, dont Gérard Pierre-Charles est le coordinateur, à se désolidariser du régime et à lutter pour le rétablissement de normes civiles, pacifiques, politiques, institutionnelles et administratives. Le régime réagit avec violence. En 2001, les locaux des principaux partis d'opposition sont pillés et détruits, la maison familiale de Gérard Pierre-Charles et le Cresfed sont incendiés.

Tout cela fut rappelé par touches successives, notamment par l'historienne Suzy Castor, la veuve de Gérard Pierre-Charles qui anime aujourd'hui la fondation portant le nom de son mari. Cela fut mis en scène, en musique et en danse par des artistes haïtiens. Cela fut dit en poèmes, notamment par le poète Anthony Phelps, au cours d'une cérémonie d'ouverture particulièrement chaleureuse, tout à la fois sérieuse et gaie, mêlant l'art et la réflexion, l'amitié et le travail, la politique haïtienne et l'internationalisme, dénuée de tout ce pathos insupportable auquel l'évocation d'un défunt donne souvent lieu.

Le colloque de Pétiion Ville, ce fut donc cela aussi : une sorte de moment privilégié dans la vie d'un petit pays pauvre d'un peu plus de sept millions d'habitants

ayant destiné deux millions de ses ressortissants à l'émigration diasporique, dont on se prend à dire, nonobstant tous les problèmes qui lui tombent sur la tête et qui sont aussi ceux du monde d'aujourd'hui, qu'il est particulièrement vibrant. ●

1. Ce colloque international, intitulé « La Traite négrière coloniale : océans Atlantique et Indien. Regards croisés : Europe, Afrique, Asie », se tient à Dakar et à Gorée, Sénégal, du 14 au 18 novembre 2007.
2. Cette vision se focalise autour de la notion de dictature. Sans entrer ici dans le débat, rappelons qu'il est fréquent d'entendre dire, ou de voir écrire, qu'il existerait à Cuba des « milliers de prisonniers politiques ». Bornons-nous donc à rappeler qu'en réalité, selon le dernier rapport d'Amnesty International, « environ 70 prisonniers d'opinion sont toujours incarcérés » à Cuba. Cf. Amnesty International, *Rapport 2006*, web.amnesty.org/report2006/cuba-summary-fr.
3. Sauveur Pierre Étienne, *L'Énigme haïtienne*, Mémoire d'encrier-Presses de l'université de Montréal, Montréal, 2006. Citons, parmi les ouvrages scientifiques qu'il faut lire sur Haïti : Laënnec Hurbon, *Religions et Lien social. L'Église et l'État moderne en Haïti*, Éditions du Cerf, Paris, 2004, et *Pour une sociologie d'Haïti au XX<sup>e</sup> siècle. La Démocratie introuvable*, Karthala, Paris, 2001 ; Marcel Dorigny (dir.), *Haïti, Première République noire*, Société française d'histoire d'outremer, Paris, 2003 et 2007, Marcel Dorigny (dir.) et Léger-Félicité Sonthonax, *La Révolution française et la révolution de Saint-Domingue*, réédition revue et augmentée de documents inédits relatifs à Sonthonax, Société française d'histoire d'outremer, Paris, 1997 et 2005.
4. L'expression est celle de l'auteur de cet article et ne saurait être imputée au ministre.
5. Avec Toussaint Louverture, Alexandre Pétion fut l'un des dirigeants haïtiens de la guerre de libération des esclaves noirs qui conduisit à la Convention à abolir l'esclavage en 1793-1794.
6. Le colloque fera l'objet d'une publication.



## Au cœur du marché électrique européen

**Une "bouffée" des échanges internationaux.**  
 L'Union européenne et l'Amérique du Nord ont signé un accord de coopération en matière d'énergie électrique. Ce traité prévoit l'établissement d'un système de coopération en matière d'énergie électrique, avec des objectifs très précis : dès 2010, les échanges de courant électrique entre les deux continents devraient atteindre 100 TWh, soit une augmentation de 100% par rapport à 2005.

**Un rôle structurant au cœur du grand marché de l'électricité européenne.**  
 L'Union européenne a lancé un processus de libéralisation du marché de l'électricité. Ce processus vise à créer un marché unique de l'électricité en Europe, permettant aux consommateurs de bénéficier de tarifs plus compétitifs et de choisir leur fournisseur d'énergie.

**Une bouffée pour l'électricité.**  
 RTE a joué un rôle clé dans la mise en œuvre de ce processus. Elle a travaillé en étroite collaboration avec les autres acteurs du marché de l'électricité en Europe, afin de garantir la stabilité et la sécurité de l'approvisionnement.

RTE  
 Direction de la Communication  
 100 rue de Valenciennes  
 75013 Paris  
 Tél. +33 (0)1 47 37 37 37  
 Site : www.rte-france.com



Le Groupe RTE est membre de la Fédération Française de l'Énergie (FFÉ).



# UNE TRANSITION DIFFICILE

JOSÉ CORDON\*

évolution et les problèmes rencontrés par la gauche italienne entre 1992 et 2007 ont leur origine à la fois dans le système mis en place tout au long de la I<sup>re</sup> République issue de la libération du pays en 1945, de l'échec du centre gauche dominé par la Démocratie chrétienne et la tentative concomitante « d'isoler et de réduire l'influence du PCI au sein de la gauche à travers la participation du Parti socialiste italien au gouvernement, notamment avec Bettino Craxi, à partir de 1983<sup>1</sup> ».

Ce système implose au début des années 1990. D'abord du fait de la crise du PCI qui aboutit à son autodissolution au XX<sup>e</sup> congrès de ce parti à Rimini et la création du Parti démocratique de la gauche (PDS). Dans le même temps, une forte minorité autour d'Armando Cossutta et d'autres leaders de la gauche du PCI liés au mouvement ouvrier comme Lucio Libertini ou Sergio Garavini, crée le Parti de la Refondation communiste, s'opposant ainsi au bradage du patrimoine politique, idéologique et symbolique du PCI<sup>2</sup>.

Mais l'effondrement du système politique issu de la I<sup>re</sup> République a également comme vecteur l'implosion, sous l'effet de la révélation des scandales révélés par l'opération « Mains propres », des deux autres principaux partis politiques historiques, la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste italien.

Une nouvelle phase de la recomposition politique commence alors, s'inscrivant dans une recomposition d'ensemble de la société italienne : redéploiement économique, nouvelle configuration idéologique, transformation du système politique entraînant une modification des règles institutionnelles et poussant à une bipolarisation entre pôles de centre droit et de centre gauche auquel sera fortement associé le PDS ;

\* Membre de la commission Projets et enjeux européens et du département de relations internationales du PCF ; anime une réflexion sur la gauche européenne.

« une recomposition politique en profondeur, fondée sur une acceptation large des critères du néolibéralisme. Il y a eu recul des pôles de résistance (crise syndicale et processus de recomposition syndicale en cours, affaiblissement des positions puis disparition du PCI), recul des valeurs de progrès, de solidarité, de démocratie<sup>3</sup>... ».

De fortes résistances sociales s'exprimeront néanmoins par rapport à cette politique, surtout à partir du moment où Berlusconi – expression d'une nouvelle droite libérale restructurée avec le soutien des post-fascistes de l'Alliance nationale et du mouvement séparatiste constitué autour de la Ligue du Nord – prendra les rênes du pouvoir. D'importantes manifestations syndicales contre le démantèlement des retraites auront lieu à l'automne 2004, les plus importantes depuis la libération du pays.

**LA GAUCHE AU POUVOIR** En 1995, au moment de la crise du gouvernement Berlusconi, le système électoral tendant vers le bipolarisme fonctionne mal. La fragmentation des partis est toujours aussi grande. Par ailleurs, le mode de scrutin a mis en évidence « la contradiction entre des alliances électorales hétérogènes et des alliances politiques fondées sur un projet politique cohérent<sup>4</sup> ». L'organisation de deux blocs apparemment antagonistes se précise. À gauche, c'est la mise en place du rassemblement de l'Olivier à l'initiative de Romano Prodi, originaire du courant du catholicisme social de l'ex-DC représenté par le Parti populaire italien, mais le principal parti de la coalition est le PDS. Le problème politique que rencontre Prodi tient dès ce moment-là à l'hétérogénéité et au déséquilibre des forces qui le soutiennent, à la difficulté d'exprimer un programme de gouvernement clair et crédible et au choix des alliances à la fois avec le centre et le PRC<sup>5</sup>. Le PDS, dans l'optique de la possibilité d'accéder au pouvoir pour la première fois de son existence post-communiste, poursuit son recentrage marqué en particulier par son soutien aux politiques de rigueur du



gouvernement de transition de L. Dini (dont le parti de centre droit, Rinnovamento italiano, entre dans la coalition) et aux politiques de convergence économiques drastiques imposées par le traité de Maastricht. Dans le même temps, un pacte électoral de désistement réciproque est passé avec le PRC, même si cette alliance ne se prolonge pas par un pacte de gouvernement.

Les résultats des élections du 21 avril 1996 montrent une réalité complexe. La coalition formée par l'Olivier et le PRC l'emporte et dispose de la majorité absolue des sièges dans les deux chambres (Chambre des députés et Sénat). C'est une rupture avec le passé puisque, pour la première fois en Italie, une alternance au pouvoir est rendue possible. Mais cette victoire est due à la fois à l'apport du parti de Lamberto Dini et surtout à la progression du PRC qui obtient 8,6 % des suffrages (+ 2,4 % par rapport à 1994), alors qu'au sein de l'Olivier, si le PDS reste de loin le premier parti avec 21,1 %, il ne progresse guère.

Politiquement, le PRC apporte son soutien au premier gouvernement auquel participe la gauche depuis 1945, sans y participer. La formation dirigée par Fausto Bertinotti depuis 1993 est déterminante à la Chambre des députés. Les deux années que durera le gouvernement Prodi jusqu'à ce que le PRC lui retire sa confiance à l'automne 1998 seront marquées par des conflits permanents au sein de la majorité, le gouvernement étant sous une double pression : celle du patronat, de la droite et des instances européennes qui l'incitent à poursuivre fermement une politique de rigueur en réduisant les dépenses publiques et sociales et celle des syndicats et des partis de la gauche radicale qui l'accusent de mettre en cause l'État-providence.

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, les stratégies des différentes composantes de l'Olivier se précisent. Romano Prodi vise à transformer à terme l'Olivier d'un simple cartel électoral en une véritable formation politique. Il cherche à fonder une force de centre gauche, moins liée aux formations partisans qui la composent « tout en faisant la synthèse des valeurs communes aux grandes forces démocratiques du pays, socialiste-réformiste, catholique-populaire et libérale laïque<sup>6</sup> ».

Massimo D'Alema s'oppose à ce projet avec un projet fondé, lui, sur la reconstitution d'une aire socialiste-réformiste visant à regrouper les divers courants dispersés par l'éclatement du Parti socialiste, voire à construire avec le PDS un grand parti de gauche européen. L'orientation modérée du programme du centre gauche – difficile de conjuguer l'acceptation d'une politique de rigueur et des impératifs de justice sociale – empêche D'Alema de viser, par un accord de gouvernement avec le PRC, la constitution d'une coalition renforcée à gauche au sein de l'Olivier.

Au sein même du PDS, des réserves s'expriment. L'aile « libérale-démocrate » du parti avec Walter Veltroni reste sceptique à l'idée d'un grand parti social démocrate qui se rattacherait davantage au passé qu'à l'avenir de la gauche. Les secteurs les plus à gauche du parti qui vont constituer un *correntone* (courant de gauche certes minoritaire mais représentant 20 % du parti) sont, eux,

Bertinotti lance l'idée de la construction d'un « nouveau sujet politique » visant à construire une alternative sociale et démocratique au gouvernement fondée sur le non à la guerre et aux politiques néolibérales (V<sup>e</sup> congrès du PRC en 2002). Il fait du socialisme et de ses idéaux de liberté et de démocratie l'axe fort d'un repositionnement identitaire du parti, fondé également sur le pacifisme.

mécontents de la rupture opérée par D'Alema avec l'héritage d'Enrico Berlinguer, dans lequel ils se reconnaissent. Ils contestent aussi le rapprochement avec les socialistes post-craxiens. Enfin, le PRC rejette nettement le pacte de gouvernement proposé en rappelant les profondes divergences qui le séparent du PDS et des orientations prises par le centre gauche auquel il continue pourtant d'apporter son soutien au Parlement.

Dès la rupture par le PRC en 1998 de ce pacte majoritaire<sup>7</sup>, l'opposition entre le PDS et le PRC va s'ac-



centuer, ce qui contrarie d'autant plus le projet de D'Alema de renforcer la gauche de l'Olivier et l'hégémonie du PDS sur celle-ci en la rassemblant dans une force se réclamant de la social-démocratie. Dans le même temps, d'ailleurs, le PDS accentue son orientation vers le centrisme, et le courant de W. Veltroni, davantage fasciné par le modèle libéral démocrate dont se réclamaient à l'époque Bill Clinton et Tony Blair, envisage de transformer l'Olivier en un grand parti démocrate, rejoignant ainsi le projet de Romano Prodi de fédérer l'Olivier dans une véritable organisation politique.

La stratégie de D'Alema amène à la transformation du PDS en DS (Démocrates de gauche), avec l'incorporation du Mouvement des communistes unitaires, issu du PRC, de la Fédération travailliste, issue du PSI, des Chrétiens sociaux, issue de l'ex-Démocratie chrétienne et de la Gauche républicaine issue du Parti républicain italien.

Mais, sur le plan politique, la politique des gouvernements de centre gauche est de plus en plus contestée par l'opinion. Massimo D'Alema qui a remplacé Romano Prodi à la tête du gouvernement d'octobre 1998 à avril 2000, puis Giuliano Amato sont affaiblis. Les élections de mai 2001 marquent le retour de la droite au pouvoir, et les DS sont largement dépassés par le parti de Berlusconi, Forza Italia.

Après ces élections de mai 2001, la gauche continue sa restructuration.

Le PRC, en recul aux élections, tente de se relancer par sa contribution à l'émergence et au développement des forums sociaux et au vaste mouvement d'opposition à la guerre en Irak ainsi qu'aux luttes sociales contre le gouvernement.

Parallèlement, Fausto Bertinotti lance l'idée de la construction d'un « nouveau sujet politique » visant à construire une alternative sociale et démocratique au gouvernement fondée sur le non à la guerre et aux politiques néolibérales (V<sup>e</sup> congrès du PRC en 2002). Il fait du socialisme et de ses idéaux de liberté et de démocratie l'axe fort d'un repositionnement identitaire du parti, fondé également sur le pacifisme et sur le refus de la violence. La référence à l'identité communiste, à la culture communiste représentée par l'histoire du PCI s'obscurcit.

En 2004, le PRC opère un nouveau tournant. Pour la première fois, il se dit prêt à un accord de gouvernement avec le centre gauche.

La création en février 2005 de l'Unione<sup>8</sup> et l'accord sur un programme de gouvernement avec toutes ses composantes pour les élections législatives d'avril 2006, permet à Romano Prodi de l'emporter d'extrême justesse (le centre gauche n'est majoritaire

que d'un siège au Sénat) sur la droite rassemblée sous la houlette de Silvio Berlusconi. Dans le même temps, la restructuration de la gauche s'accélère.

**LA CONSTITUTION DU PARTI DÉMOCRATE** Lors de leurs congrès parallèles des 19 et 21 avril 2006, les Démocrates de gauche (DS) et la Marguerite – parti créé en 2002 autour de Francesco Rutelli par les partis venant de l'ex-Démocratie chrétienne et des partisans de Romano Prodi – votent leur dissolution pour former un nouveau parti, le Parti démocrate. Pour les DS, c'est l'ultime mue post-communiste<sup>9</sup>. Le Parti démocrate naît officiellement le 27 octobre 2007 lors d'une assemblée constituante dont les membres et le secrétaire du nouveau parti Walter Veltroni ont été désignés le 14 octobre lors de primaires auxquelles participent 3,5 millions de personnes<sup>10</sup>.

La rupture avec le socialisme pose le problème du positionnement européen du parti (rapport avec le PSE, l'Internationale socialiste) ; l'ambition réformiste de regrouper au centre une ample alliance de forces politiques et sociales sur des fondements « sociaux-libéraux » met le parti en porte-à-faux avec les valeurs affichées de justice et de solidarité dont se réclament beaucoup de ses adhérents. La laïcité est une question structurelle qui continue à diviser le nouveau parti.

**LA NAISSANCE DU MOUVEMENT DE LA GAUCHE DÉMOCRATIQUE** L'abandon par les Démocrates de gauche de toute référence au socialisme, leur confluence dans le Parti démocrate entraînent le départ d'une importante minorité du parti qui fonde le 5 mai 2007 le Mouvement de la gauche démocratique (SD). Les principaux leaders de ce mouvement, qui dispose de vingt et un députés, douze sénateurs et quatre députés européens, sont Fabio Mussi et Cesare Salvi.

Contrairement au Parti démocrate, la Gauche démocratique se situe « dans le cadre du socialisme européen et international », elle se définit comme une « gauche critique et de gouvernement » attachée aux valeurs de paix, laïcité, défense de l'État social et du développement durable.

Parallèlement, les socialistes, éclatés dans plusieurs petites formations et qui refusent également d'entrer dans le Parti démocrate, convoquent pour janvier 2008 une constituante socialiste.

**REFONDATION COMMUNISTE - GAUCHE EUROPÉENNE** Le 22 décembre 2005, le PRC décidait, avec quelques personnalités issues des Démocrates de gauche comme Pietro Folena et du monde associatif, de constituer la section italienne de la Gauche européenne, une nouvelle entité politique visant à s'implanter sur l'ensemble du territoire italien. Celle-ci se concrétise les 16 et 17 juin 2007, avec la tenue de sa première assemblée. Il s'agit d'une structure de fonctionnement en réseaux,

un espace commun, où sont représentés, à parité, le PRC et des militants issus essentiellement du monde associatif, organisés sur le plan national ou territorial. Il ne s'agit pas, pour le PRC, de se dissoudre dans cette nouvelle entité, mais de rechercher un espace pluriel de confrontation politique, avec ses propres règles, mais où chacune des organisations conserverait son autonomie. La dimension européenne est fortement soulignée.

Walter Veltroni définit d'emblée son parti comme ayant une « vocation majoritaire » et entend rassembler le centre gauche sur la base d'un programme cohérent qui fonde des « alliances homogènes ».

**UN NOUVEAU DÉFI À GAUCHE** Plusieurs raisons amènent le PRC, le PDCI, la Gauche démocratique et les Verts à rechercher d'abord une unité d'action pour faire face aux difficultés que rencontre le gouvernement de l'Unione et au nouveau défi que constitue l'émergence du Parti démocrate.

Tout d'abord, la politique du gouvernement provoque d'importantes tensions entre les composantes modérées de la coalition et la gauche de la majorité.

Le maintien du cadre de rigueur budgétaire, le non-respect, dans ce cadre, des équilibres difficilement négociés sur le programme de gouvernement, notamment sur la protection sociale et l'emploi, sont contestés. Cette situation suscite le mécontentement populaire avec d'importantes mobilisations comme celle du 20 octobre 2007<sup>11</sup> massivement soutenue par le PRC, le PDCI et des organisations du mouvement social qui demandent un net infléchissement de la politique du gouvernement, notamment sur la précarisation du travail. Alors que les syndicats sont sous pression<sup>12</sup>, le patronat et la droite restent très mobilisés. Cette dernière est majoritaire dans le pays comme l'indiquent les élections locales de mai-juin 2007.

Deuxièmement, la naissance du Parti démocrate, en

déplaçant l'axe de la politique italienne de plus en plus au centre, pèse sur l'hypothèse d'une recomposition politique après un éventuel échec du gouvernement de l'Unione. Walter Veltroni définit d'emblée son parti comme ayant une « vocation majoritaire » et entend rassembler le centre gauche sur la base d'un programme cohérent qui fonde des « alliances homogènes ». La réforme des institutions, et notamment celle du mode de scrutin, devient un enjeu politique important.

Dans cette situation, PRC, PDCI, Gauche démocratique et Verts cherchent d'abord à coordonner leurs forces au sein du Parlement (cent cinquante parlementaires) pour peser à gauche sur les choix du gouvernement. Non sans difficultés. Le rapport des uns et des autres à la politique de l'exécutif reste différencié. La Gauche démocratique et les Verts n'appellent pas à la manifestation du 20 octobre (cf. *supra*).

Le PRC pose pour la première fois ouvertement la question de l'opportunité de rester dans un gouvernement qui subit, selon lui, le diktat des forces les plus modérées de la coalition, en adoptant, avec le soutien actif du Parti démocrate, des mesures qu'il lui est de plus en plus difficile de soutenir<sup>13</sup>. Dans un contexte de crise politique rampante, le débat s'engage au sein de la gauche transformatrice sur la nécessité non seulement d'une coordination, mais d'une structuration plus étroite de ces forces dans une entité unitaire et plurielle capable, selon les termes employés par Fausto Bertinotti, de rassembler la « masse critique » des forces de transformation nécessaire pour relever sans attendre le défi d'un « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». La rupture opérée par la Gauche démocratique par rapport au Parti démocrate et à sa politique le permettrait. Il propose donc d'ouvrir un processus constituant de cette force<sup>14</sup>. Une telle accélération d'un processus de structuration poussé aussi loin engageant des identités politiques diverses : socialiste, communiste, écologiste, y compris dans leur rapport avec un mouvement social très diversifié, suscite des interrogations. Ce n'est pas tant le principe d'une plus grande structuration unitaire qui est contesté par d'autres forces politiques ou associations engagées dans le débat, mais la nécessité de conditionner celle-ci à la poursuite d'une réflexion approfondie sur les objectifs de la gauche, sur le rapport des partis communistes et socialistes à leur propre histoire, y compris à partir des dynamiques transformatrices qu'ils prétendent créer.

« Sans quelques fondamentaux communs, on ne pourra réaliser l'objectif d'une construction unitaire qui aurait comme but de définir le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Il faut partir des faits, l'aspiration à la transfor-

mation de la société au moment où le capitalisme semble triompher et qu'il se débat dans des contradictions qu'il n'arrive pas à dépasser. La question posée, c'est celle de travailler à une analyse de la réalité actuelle et de trouver les mots d'ordre qui y correspondent<sup>15</sup>. »

Dans leur rejet d'une structuration trop rapide de cette nouvelle entité politique de la gauche transformatrice, les courants communistes au sein du PRC, comme d'une certaine manière le PDCL, refusent une « dissolution identitaire » et privilégient le maintien d'une dynamique propre d'organisation et d'action des communistes dans la définition et la cohérence d'un projet visant à dépasser le capitalisme, tout en considérant qu'un pacte d'unité d'action, une convergence programmatique et une coordination des forces de la gauche politique et sociale sur le plan parlementaire et des territoires, est souhaitable.

La forme et les rythmes que pourrait prendre la structuration d'une telle entité politique unitaire et plurielle à la fois restent donc à définir. La perspective d'une dissolution – à termes rapprochés – des partis existants dans ce qui pourrait devenir un parti unique suscite d'importants débats au sein même de toutes les organisations concernées. Des formes intermédiaires d'association sont recherchées comme celle d'un processus fédérateur permettant dans une discussion ouverte avec les associations et mouvements de préciser les axes programmatiques essentiels d'un projet transformateur pour les années à venir. ●

1. Nous reprenons ici en partie l'analyse de Fulco Lanchester, « I partiti politici, la crisi di regime e il riallineamento incompiuto » in *L'Italie entre le XX<sup>e</sup> et le XXI<sup>e</sup> siècle : la transition infinie*, Presses de la Sorbonne.  
 2. Dans l'année de sa constitution confluent dans le PRC des organisations d'extrême gauche comme Démocratie prolétarienne, le groupe de l'ex-PDUP (Parti de l'unité prolétarienne) dirigé par Lucio Magri

et Luciana Castellina et un groupe moins nombreux, la Ligue communiste révolutionnaire, section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale.

3. Pierre Laroche, « Nouvelle configuration de la vie politique en Italie » in *La Pensée*, n° 301, 1994.

4. Geneviève Bibes in *Les Pays d'Europe occidentale. L'Italie en 1995. L'année des paradoxes*, La Documentation française, 1996.

5. *Id.*, *ibid.*

6. *Id.*, *ibid.*

7. Le 16 septembre 1998, le comité politique national du PRC décide majoritairement que le Parti doit retirer sa confiance au gouvernement Prodi. Une forte minorité conduite par le président du Parti, Armando Cossutta, s'oppose à cette décision et fait scission. Le PDCL participera par la suite au gouvernement conduit par Massimo D'Alema qui succède à R. Prodi. Une première scission au sein du PRC était intervenue en 1995 lorsqu'une quinzaine de députés du Parti dont Sergio Garavini votent la confiance au gouvernement de Lamberto Dini, soutenu par le PDS, le PPI et la Ligue du Nord. Ils fondent avec Luciana Castellina et Lucio Magri, qui sortent eux aussi du Parti, le Mouvement des communistes unitaires qui conflue dans les Démocrates de gauche.

8. Coalition électorale réunissant les trois composantes de l'Olivier (DS, Marguerite, Républicains européens) ; des petits partis du centre droit comme l'Italie des valeurs, l'UDEUR ; les socialistes et les radicaux ainsi que le PRC, le PDCL et les Verts. En octobre 2005, les partis de l'Unione organisent des élections primaires pour désigner le candidat de la coalition pour les élections de 2006. Romano Prodi obtient 74,1 % des votes, Fausto Bertinotti, 14,7 %.

9. *Le Monde*, 3 mai 2007, Jean-Jacques Bozonet, « L'ultime mue des communistes italiens ».

10. Face à Walter Veltroni qui l'emporte avec 74 % des votes, Rosi Bindi et Romano Ledda, deux candidats issus de l'ex-Démocratie chrétienne, obtiennent 25 %.

11. À l'appel des quotidiens communistes *Il Manifesto* et *Liberazione* et de l'hebdomadaire *Carta* lié au mouvement social.

12. Les trois centrales syndicales (CGIL, CISL et UIL) acceptent un compromis avec le gouvernement sur les retraites et la précarité du travail, ratifié très majoritairement le 5 octobre 2007 lors d'une consultation ayant impliqué 4 millions de salariés et de retraités.

13. Pierre Sansonetti, directeur de *Liberazione*, 31 octobre 2007.

14. Fausto Bertinotti : « Le problème qui se pose à nous de manière pressante est l'ouverture d'un espace politique, d'un espace public dans lequel les sujets porteurs d'expériences critiques (dégagées de la logique du marché) puissent construire une perspective de changement », revue *Alternative per il socialismo*, juillet-août 2007.

15. Je me permets ici de reprendre partiellement l'un des points de la contribution d'Aldo Tortorella (ex-directeur historique de la gauche du PCI et responsable de l'Association pour le renouvellement de la gauche, Associazione per il rinnovamento de la sinistra), lors de l'assemblée de constitution de la Gauche démocratique, à Orvietto in *Liberazione*, 16 juin 2007.

## L'ENERGIE. AU service de la qualité de vie

Journaux vers l'industrie, le tertiaire, l'habitat,  
 la santé et les grands équipements collectifs,  
 les métiers de l'ALMA reposent sur le respect  
 de valeurs fortes : innovation, la qualité  
 et la protection de l'environnement.

- ◆ Réseaux de chauffage urbain.
- ◆ Gestion d'installations thermiques.
- ◆ Utilités et fluides industriels.
- ◆ Organisations et production décentralisée d'électricité.
- ◆ Facilités énergétiques.



Dalkia

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

22, Avenue de Wagram de Latour de Tassigny - BP 20 - 39010 Saint-Jean de Camille - Tél. 03 20 61 42 42 - Fax. 03 20 61 06 76 - www.dalkia.com

# LES MAISONS D'ÉDITION DU PCF, 1920-1956

MARIE-CÉCILE BOUJU\*

La **histoire** des maisons d'édition du PCF est exceptionnelle dans l'histoire politique et culturelle française contemporaine en raison de leur nature, de leur durée (1920-1993) et du nombre de leurs publications. Leur histoire reflète, d'une certaine manière, celle du PCF, plus précisément celle de ses rapports avec la culture – culture populaire et culture des élites – incarnée ici par le livre. Mais elle n'est pas emblématique de celle de l'édition française contemporaine, même si ces structures sont influencées par les évolutions éditoriales et commerciales du temps<sup>1</sup>.

**1920-1939 : DE LA PROPAGANDE À L'ÉDITION** À la naissance du PCF, quatre maisons d'édition existent et jouent chacune un rôle dans la diffusion de la propagande socialiste et kominternienne : la Librairie de *L'Humanité*, qui a été fondée en 1913<sup>2</sup> ; la Librairie du Travail créée par le groupe de la *Vie ouvrière* en 1917 et dirigée par Marcel Hasfeld<sup>3</sup> ; la Librairie communiste fondée par Boris Souvarine en 1919 avec le soutien politique et matériel du Komintern ; le mouvement intellectuel Clarté s'est doté d'une maison d'édition en 1923. L'Internationale communiste (IC) a un service éditorial depuis sa création. En décembre 1920, les militants français ont donc les moyens, par la presse et l'édition, de se tenir informés des enjeux politiques.

À l'issue du congrès de Tours, *L'Humanité* et donc sa librairie reviennent à la SFIC. La Librairie de *L'Humanité* est destinée à être l'unique maison d'édition du PCF, centralisant toute sa propagande, alors qu'elle n'était qu'une structure parmi d'autres au sein du Parti socialiste. Boris Souvarine, journaliste et éditeur politique, devient le nouveau responsable de la Librairie de *L'Humanité*. Pris par de multiples responsabilités politiques, il est secondé par Amédée Dunois, qui a une longue expérience de la propagande et de la formation politique.

La Librairie de *L'Humanité* est chargée d'éditer ce qui participe à l'éducation politique (discours de dirigeants, comptes rendus de congrès, rapports, histoire du mouvement ouvrier, biographies). Elle est aussi tenue de diffuser les informations nécessaires sur l'action et l'idéologie de l'IC. La collection majeure de cette époque est la « Petite Bibliothèque communiste », créée en 1922, qui doit accueillir le meilleur des textes politiques kominterniens. Sans être majoritaires, les textes traduits du russe ont pour particularité d'être édités sous une forme plus populaire que les textes français ou allemands, les brochures. Mais la culture socialiste ou ses références perdurent. Entre 1922 et 1924, Albert Mathiez y édite *l'Histoire socialiste de la Révolution française*<sup>4</sup>.

Entre 1920 et 1925, la Librairie de *L'Humanité* publie entre vingt et quarante titres par an, avec un tirage moyen de cinq mille six cents exemplaires<sup>5</sup>, ce qui correspond au tirage moyen de l'édition française<sup>6</sup>. Elle est pourtant frappée de plusieurs maux. Les ventes sont considérées comme insuffisantes par la direction du Parti. B. Souvarine se plaint de la manière dont l'Internationale intervient dans le processus éditorial. Il estime que certains textes qu'elle envoie sont inopportuns ou inadaptés à la culture politique française.

En 1924-1925, la crise que traverse le PCF fait sentir ses effets sur la Librairie. En avril 1924, Claude Calzan, enseignant et propagandiste aguerrri, remplace B. Souvarine. A. Dunois reste directeur adjoint.

La bolchevisation a des effets radicaux sur l'organisation éditoriale française. Elle commande à la Librairie de *L'Humanité* de se consacrer entièrement à la formation des militants, cadres et militants de base, en produisant des textes de tous niveaux, irréprochables dans le fonds et la forme (traduction, appareil critique)<sup>7</sup>. Cette période correspond aussi à une plus forte présence soviétique dans le domaine culturel.

Ce contexte explique le remplacement de la Librairie de *L'Humanité* par deux maisons d'édition. En 1925, le

\* Docteur en histoire, conservateur des bibliothèques.



PCF crée le Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité (BEDP). Cette entreprise est chargée d'éditer des brochures et les textes les plus quotidiens de la vie politique française (discours, congrès, rapports). En 1927 apparaît une deuxième maison d'édition, les Éditions sociales internationales. Elle est la maison d'édition du Komintern en France, car elle a pour mission d'éditer en France, d'une part, les textes de références (œuvres, discours), d'autre part, les textes plus importants de l'édition soviétique contemporaine. Cette maison d'édition a pour interlocuteur principal le Service d'éditions de l'IC, dirigé depuis 1926 par Mikhaïl Evseevitch Krebs.

L'organisation du travail dont s'était plaint Souvarine se systématisait alors. Tout programme éditorial (appelé « plan d'éditions ») doit être validé par le Service d'éditions. Ce service contrôle chaque étape de la chaîne éditoriale : il se charge des traductions (qui vont constituer jusqu'aux deux tiers des publications françaises au début des années 1930<sup>8</sup>) et de leur mise en forme. Les manuscrits sont envoyés en France pour y être composés, mais les placards doivent être contrôlés par Moscou : seul le Service d'éditions peut signer le bon à tirer, qu'il s'agisse du corps de l'ouvrage, de la page de titre, ou de la quatrième de couverture. Pourquoi une telle exigence ? Le Service d'éditions de l'IC – qui n'est qu'un service technique et ne fait qu'exécuter les décisions prises par le centre de décisions politiques de l'IC – doit faire en sorte que les mêmes œuvres diffusées dans le monde remplissent toutes les exigences scientifiques identiques, car la moindre erreur peut conduire à l'hérésie politique.

D'autres institutions agissent dans cette chaîne éditoriale : l'institut Marx-Engels (1922-1931)<sup>9</sup>, qui a la haute main sur les publications de Marx et d'Engels, l'institut Lénine (1923-1931)<sup>10</sup> qui dirige l'édition des *Œuvres complètes* de Lénine, en Union soviétique et dans le monde, et les différentes organisations soviétiques qui défendent les productions romanesques soviétiques<sup>11</sup>.

Si cette organisation sert à répondre aux besoins de la bolchevisation, les choix éditoriaux visent aussi d'autres objectifs, plus symboliques : diffuser de manière la plus uniforme possible une culture politique – bolchevique – dans les sections de l'Internationale, au travers d'œuvres monumentales dans les deux sens du terme. Les *Œuvres complètes* de Lénine (dix tomes publiés en 1928 et 1935) ont ainsi une fonction de « mausolée de papier », en plus de leur fonction politique stricte : la pensée marxiste-léniniste, à défaut d'être lue et étudiée, doit au moins être physiquement présente sur les étagères des militants ou dans les bureaux de leurs organisations politiques.

Les romans, marginaux dans le catalogue de ces maisons d'édition jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, ont aussi une fonction de propagande symbolique, esthétique et politique. Attaché à des vecteurs plus traditionnels, le PCF semble renâcler à les inclure dans sa propagande. Mais ils sont un moyen commode de faire connaître et aimer l'œuvre socialiste en construction. Ils répondent aussi à la volonté de former des contre-feux à l'égard des autres romans soviétiques, moins goûtés par Moscou, publiés par Gallimard<sup>12</sup> ou Rieder<sup>13</sup>.

En 1928, C. Calzan est remplacé par Libert Cical. Ce dernier est plus gestionnaire que propagandiste, il laisse les fonctions proprement éditoriales à Labarre. Mais, par la force de son caractère, Cical s'impose comme le véritable directeur des éditions<sup>14</sup>. Avec aplomb et ténacité, il dénonce les dysfonctionnements dont souffrent le BE et surtout les ESI, et en rend responsables un Service d'éditions omniprésent et une direction du PCF inexistante et pour laquelle il a peu d'estime. Il juge la politique éditoriale incohérente et aveugle aux attentes des militants français. À l'inverse, le BE et les ESI ne sont pas autorisés à diffuser des œuvres politiques majeures, comme *Le Capital* de Marx ou des textes de Paul Lafargue ou Louise Michel, au nom de l'expertise scientifique supérieure des camarades soviétiques. Cical sait néanmoins où s'arrête sa liberté de parole. Il ne peut contester ces décisions qu'au nom d'une autorité technique ou financière, et non d'une compétence politique qu'il n'a pas et ne peut avoir. Les « éditeurs », y compris les plus armés par leur instruction, ne sont en réalité que de purs exécutants : la propagande étant définie par l'autorité politique, elle ne peut être critiquée sans remettre en cause la pertinence des choix politiques eux-mêmes.

Entre 1929 et 1932, au plus fort de la crise du PCF, l'activité éditoriale communiste est pourtant relativement importante. La production tourne autour de soixante titres par an, avec des chiffres de tirages moyens relativement honorables, soit six mille six cents exemplaires. La structure du catalogue est très marquée. 52 % des textes publiés entre 1925 et 1934 sont traduits du russe<sup>15</sup>. Le catalogue se diversifie. Il fait la part belle aux œuvres politiques strictes (discours, cours, essais, etc.), mais aussi à l'histoire, à la biographie et à l'autobiographie. En dépit de son poids symbolique, la fiction est numériquement marginale (3 %).

Reprenant les techniques de l'édition commerciale mais aussi de l'édition militante du XIX<sup>e</sup> siècle, ce catalogue est structuré en grandes collections<sup>16</sup>, ce qui permet d'orienter la culture politique de lecteurs, de guider leur choix : « Horizon » (ESI, 1928); « Petite bibliothèque Lénine » (BE, 1931), « Épisodes et vies



révolutionnaires » (BE, 1931), les « Éléments du communisme » (BE, 1931).

Mais, malgré cette activité éditoriale intense et structurée, les méventes demeurent relativement importantes. À cette crise la direction du Parti ne trouve, comme souvent dans le passé, qu'une « solution » organisationnelle : la création en 1932 du Centre de diffusion du livre et de la presse (CDLP), chargé, comme sa raison sociale l'indique, d'organiser la vente et la distribution de cette production.

Mais l'attitude de la direction française vis-à-vis des éditions change sensiblement entre 1930 et 1934. La crise interne que traverse le PCF conduit à la constitution d'une nouvelle direction, qui a conscience de certains problèmes. Au milieu des années 1930, le bilan culturel et intellectuel que l'IC peut tirer de sa propagande est pour le moins paradoxal : les défenseurs de l'URSS et les lecteurs de la pensée marxiste-léniniste trouvent de quoi satisfaire leur curiosité bien plus souvent chez les éditeurs bourgeois (Rieder, Gallimard, Alcan<sup>17</sup>, etc.) qu'aux éditions du PCF. Les communistes français doivent donc surveiller de près cette activité qui leur échappe. Or la direction française a quelque difficulté à imposer sa nouvelle autorité. Entre 1933 et 1935, une guerre larvée est menée par la direction contre Cical, qui est finalement « lâché » par le Service d'éditions de l'IC. Désormais, le seul interlocuteur légitime du Service redevient la direction du PC, qui va réaliser un programme éditorial que Cical avait réclamé pendant des années.

En avril 1934, le Service d'éditions de l'Internationale appelle au développement de politiques éditoriales nationales, même s'il continue de contrôler la production des sections nationales (*a posteriori*) et que tous les textes fondamentaux (Marx, Engels, Lénine, Staline, principalement) sont toujours envoyés traduits depuis Moscou. Les éditions doivent donc à la fois soutenir la diffusion d'une pensée politique orthodoxe et une culture politique communiste locale, dont le contenu reste à définir.

En France, depuis 1935, les hommes chargés de cette double mission sont Léon Moussinac, responsable des deux maisons d'édition et spécialement chargé des ESI et des relations avec Moscou, et René Hilsum, nommé en 1936 à la tête du BE<sup>18</sup>. Non seulement ce sont deux intellectuels, mais aussi des professionnels de l'édition. Ces deux nominations éclairent les intentions des tutelles politiques : faire de ces deux structures éditoriales deux véritables *maisons d'édition* avec un rayonnement culturel et intellectuel réel, dans et hors du monde partisan.

Cette époque est sans doute la plus faste de l'histoire de ces structures éditoriales<sup>19</sup>. La production connaît un

bond spectaculaire, atteignant cent trente-cinq titres par an avec un tirage moyen de vingt mille exemplaires. Le catalogue s'enrichit de nouvelles collections aux ESI, qui s'adressent aux milieux et aux professions intellectuels : « Problèmes » (1933) et la nouvelle collection littéraire « Ciment » en 1937. Les auteurs français dominent à 72 % le catalogue, et surtout de nouveaux noms, bien connus ailleurs, apparaissent : Maublanc, Péri, Politzer. Cette arrivée des intellectuels communistes dans ces catalogues est symbolisée par deux publications qui font événement : les deux volumes de *À la lumière du marxisme* en 1935-1937 et la parution du livre 1 du *Capital* de Marx en 1938-1939. Les ESI deviennent la maison d'édition du Front populaire des communistes, tandis que le BE reste plus proche du modèle de la structure éditoriale militante.

Cette effervescence éditoriale retombe toutefois dès 1937, suivant en cela la situation politique du PCF mais aussi les difficultés du secteur. Depuis 1932, l'édition française connaît une crise sérieuse, et certains éditeurs politiques n'y ont pas survécu (Rieder, Valois<sup>20</sup>, la Librairie du Travail). Pendant un temps, le BE et les ESI espèrent échapper à cette crise et même profiter de la disparition de ces concurrents, mais les ventes sont trop faibles. Pour la direction du PCF, la stratégie d'ouverture culturelle et intellectuelle est moins prioritaire que la sauvegarde des acquis politiques. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la publication de deux livres majeurs dans l'édification de la culture politique communiste française : *Fils du peuple* de M. Thorez en 1937 (qui aurait été vendu à cent trente mille exemplaires), et *Histoire du Parti communiste (bolchevique)* en 1939 (cent cinquante mille exemplaires). Il faut désormais resserrer les rangs autour et pour le Parti. Mais ce changement de stratégie n'est pas la seule épreuve que traversent les éditions. Moussinac se plaint aussi de l'ostracisme supposé des éditeurs et des libraires « bourgeois », qui les empêcherait de diffuser leur production hors du réseau militant.

Pour la première fois, ces maisons d'édition se heurtent à une double dépendance : dépendance au politique, par leur mission initiale, dépendance comme toute maison d'édition au marché, reflet plus ou moins fidèle de leur audience publique.

**1940-1944 : LE NERF DE L'ACTION POLITIQUE** La guerre confirme le rôle central de l'imprimé dans l'action politique du PCF. Néanmoins, la priorité est toujours donnée à la presse, qui cumule ici plusieurs caractéristiques essentielles : c'est un objet matériel discret et plus aisé à fabriquer qu'un livre ou une brochure ; c'est un objet politique populaire par excellence qui permet de suivre au jour le jour l'actualité politique. Pourtant, le

livre et la brochure ont leur place dans la propagande clandestine du PC.

Pendant la drôle de guerre, les maisons d'édition du PCF, ses librairies et le CDLP sont fermés et les stocks saisis par le gouvernement, au nom des décrets d'août 1939 et du décret-loi du 26 septembre 1939. Ces circonstances expliquent pourquoi aucun livre ou brochure ne paraît pendant un an.

Pendant l'été 1940, parallèlement à la négociation sur la parution légale de *L'Humanité*, la direction française envisage de demander aux autorités allemandes de rouvrir les ESI. Le projet ne se réalise pas. Lors du retour du PCF dans la clandestinité la plus totale, les dirigeants communistes reprennent l'ensemble de l'organisation de la propagande clandestine : comme par

## La naissance des Éditions de Minuit en 1942 constitue une rupture, incarnant une littérature au service de la Résistance et de la création, et non au service d'une idéologie

le passé, la presse a la priorité, mais ils souhaitent aussi compléter cette organisation par le développement d'un appareil technique complet (de la propagande manuscrite à la typographique, en passant par la ronéotypée), qui permettrait notamment l'impression de brochures. Le retour de la brochure comme support de propagande est justifié par la nécessité de former les militants à l'idéologie marxiste-léniniste : les brochures doivent suppléer à l'absence de cours et permettre la transmission d'une culture politique garante de la cohésion de l'organisation partisane.

Pour constituer une structure éditoriale clandestine, le PCF s'adresse à plusieurs hommes, des « politiques », des « techniques » (J. Jérôme, R. Hilsum, Léon Kammeney dit Noël), des « intellectuels » (G. Péri, L. Aragon). Les publications visant à la formation politique ont connu deux phases. Une première, courte mais spectaculaire, de décembre 1940 à l'hiver 1941, correspond à la réédition (extrait de *l'Histoire du Parti communiste (bolchevique)* par exemple) ou édition de textes

majeurs, imprimés. Une seconde, de 1942 à la Libération, correspond à la réédition de textes uniquement ronéotypés, à la parution et à la diffusion plus difficiles en raison de la répression vichyste et allemande.

Mais la propagande communiste – la plus développée et la plus précoce de la Résistance – est concurrencée par d'autres mouvements et par un milieu intellectuel qui développe une forme de propagande politique éloignée de celle du PCF.

En septembre 1941, le PCF crée en zone nord une collection « Hier et aujourd'hui », qui est censée accueillir des textes, plus ou moins littéraires, visant l'ensemble de la population et non plus exclusivement les militants. Or la naissance des Éditions de Minuit en février 1942 constitue une rupture, en incarnant une littérature au service de la Résistance et de la liberté de création, et non au service d'une idéologie monolithique<sup>21</sup>. Le PC prend acte de cette évolution, en soutenant la création du Comité national des écrivains, affilié au Front national. Mais il tente aussi d'agir dans le champ intellectuel, entre autres en créant en juin 1943 la maison d'édition du CNE zone sud, la Bibliothèque française, placée sous la responsabilité d'Aragon. Cette maison d'édition ne parvient pas à concurrencer Minuit. Les communistes se contentent alors d'une influence sur le CNE plutôt que de développer avec d'importants moyens un appareil concurrent aux Éditions de Minuit.

Cette relative passivité s'explique par les priorités politiques du PCF clandestin : former les militants, convaincre la population. Toucher les milieux intellectuels ne constitue pas, dans le contexte de l'époque, un axe majeur mais secondaire, sans pour autant être négligeable.

La période de la guerre n'est pas une rupture dans l'histoire de cet appareil éditorial atypique. Bien au contraire elle en souligne les caractéristiques fondamentales, qui sont l'agit-prop, pratique indispensable à la cohésion et à la survie de l'appareil et de l'action politique communistes.

**1944-1956 : LE TEMPS DES AMBIGUITÉS** L'après-guerre ne constitue pas plus une rupture pour les objectifs fondamentaux de ces maisons d'édition. Toutefois, elle en est une pour ce qui est des moyens. En effet, en devenant un parti de masse et un acteur essentiel de la IV<sup>e</sup> République, le PCF est contraint d'abandonner une forme de propagande politique proche de ce qu'elle fut au XIX<sup>e</sup> siècle (cours ou discours édités sous forme de brochures, diffusés par les canaux militants), pour une autre calquée sur les pratiques éditoriales commerciales. Cette mutation ne s'accomplit pas sans tensions ni contradictions. Politiquement, le contrôle de l'appareil éditorial appartient toujours à l'appareil de direction (secrétariat



et bureau politique), secondé selon les périodes par un conseil ou une commission des éditions.

À l'automne 1944, la formation idéologique des militants – les nouveaux venus se comptent alors par centaines de milliers – est prioritaire. La direction choisit pour des raisons symboliques et techniques de confier cette tâche aux ESI, transformées en Éditions sociales, dirigées par un ancien kominternien et surtout traducteur pour les ESI avant la guerre, Joseph Ducroux. Dans un second temps, le PCF décide de reprendre les éditions Hier et aujourd'hui, confiées à Marcelle Hilsun, et de continuer la Bibliothèque française, toujours dirigée par Aragon. La première reconstitue le fonds romanesque d'avant la guerre. La seconde est plus ambitieuse, à l'image des convictions esthétiques d'Aragon, en particulier dans sa défense d'un réalisme français, par l'édition de textes sur la Résistance et de livres d'artistes. Les années 1944-1946 furent des années glorieuses, si l'on se limite aux chiffres : quatre-vingt-dix titres sont publiés annuellement avec un tirage moyen de quinze mille sept cents exemplaires. Les maisons d'édition du PCF tirent bénéfice d'un contexte très favorable pour le commerce du livre et de son influence dans la nation. Cette réussite répond aussi à un catalogue varié par les formes éditoriales – le PCF abandonne la brochure pour le livre – et par une domination écrasante des auteurs français (77 %).

Mais, en 1947, les signes d'essoufflement se font sentir. Le CDLP connaît des déficits considérables. Il s'agit probablement des effets cumulés de la crise de l'édition et d'une situation politique beaucoup moins favorable.

Entre 1947 et 1949, le PCF réorganise en partie son système éditorial, car il lui faut mener une propagande resserrée, avec un outil efficace qui ne doit pas être dispendieux<sup>22</sup>. L'ensemble de l'appareil est placé sous le contrôle de François Billoux à partir de 1948 et celui plus officieux de Jean Jérôme.

Les Éditions sociales échappent à cette réorganisation : leur ligne éditoriale demeure la publication et la diffusion d'œuvres théoriques destinées au monde militant. Si J. Ducroux dirige effectivement l'établissement, G. Cogniot en devient le directeur scientifique officieux. Les Éditions sociales accueillent tout aussi bien l'équipe de *La Pensée* que celle de *La Nouvelle Critique*. Mais leur ligne éditoriale est plus proche de la première revue, goûtant moins l'esprit polémique de la seconde. Les Éditions sociales assurent aussi la diffusion d'œuvres politiques plus populaires, comme la deuxième édition de *Fils du peuple* en 1949 (quatre cent cinquante mille exemplaires), texte qui figure dans la bibliographie des cours militants.

Du côté littéraire, la réorganisation est radicale. Les Éditions Hier et aujourd'hui et la Bibliothèque fran-

çaise fusionnent, donnant naissance en 1949 aux Éditeurs français réunis<sup>23</sup> (EFR). Aragon en est le directeur littéraire, avec à ses côtés Raymond Hallery, officiellement P-DG, chargé de la bonne marche économique et politique de l'établissement. Les EFR ont pour fonction de diffuser le réalisme socialiste, français ou étranger (et surtout soviétique)<sup>24</sup>, et d'éditer les pamphlets et textes polémiques. Ils sont donc en première ligne sur le front de la propagande politique la plus élémentaire. Ce choix change radicalement la structure de la production éditoriale du PCF : elle est composée en 1956 d'un tiers de romans et d'un tiers de livres pour enfants.

Cet effort pour occuper l'ensemble du terrain politique n'est pas couronné de succès, par ailleurs difficile à obtenir dans un contexte économique défavorable. Signe d'un isolement politique et culturel véritable, les maisons d'édition ne parviennent pas à diffuser leur catalogue ailleurs que dans le réseau militant. L'échec commercial et politique de collections comme « Le pays de Staline » (1949-1951) est représentatif du décalage entre l'énergie consacrée à cette propagande et les résultats. Quantitativement, cette période est moins intense que ne l'a été le Front populaire. Les maisons d'édition publient dans les années 1940 environ quatre-vingts titres par an, avec un tirage moyen de neuf mille cinq cents exemplaires. Moins investies sur le terrain de la propagande pure, les Éditions sociales traversent cependant une crise vers 1952-1953. Profitant de la mise à l'écart politique d'Auguste Lecœur, des intellectuels communistes liés au monde universitaire, autour de G. Cogniot, réclament que les Éditions sociales aient pour but de produire des œuvres qui répondent aux exigences à la fois politiques et académiques.

En 1954-1955, la direction du PCF prend acte de la crise économique et politique dans laquelle les maisons d'édition se trouvent. En 1954, elle confie à une commission des éditions d'élaborer un projet d'ensemble, mais, en réalité, son choix est déjà fait.

Le groupe des auteurs des Éditions sociales a déjà obtenu une certaine liberté. Les Éditions sociales entreprennent dès 1953 une remise à plat des traductions en français des œuvres de Marx et d'Engels, auxquelles se consacrent des universitaires comme E. Bottigelli à partir de 1950 et G. Badia en 1953. Toutefois, une part du catalogue des Éditions sociales demeure au service d'œuvres à la fonction militante plus élémentaires comme les *Œuvres choisies* de Staline (1953-1955) ou les *Œuvres complètes* de Maurice Thorez (1950-1956). Les Éditions sociales lancent également des collections qui tentent de faire la synthèse entre la culture politique et la vulgarisation scientifique de qualité. Ce sera la « Culture

et les hommes » et surtout les « Classiques du peuple » en 1950. Par rapport au projet initial, cette seconde collection est en partie un échec. En effet, elle était comme son titre l'indique destinée à être diffusée largement dans toutes les couches de la population. En réalité, elle touche surtout le milieu enseignant et étudiant. C'est lors de ces années de crise que J. Ducroux est brutalement renvoyé et remplacé en novembre 1955 par Guy Besse, agrégé de philosophie, secondé par Robert Brécy. Désormais, les intellectuels formés par l'Université investissent officiellement la direction des éditions.

Le sort des EFR est, en revanche, moins favorable. La maison d'édition n'a plus de ligne éditoriale claire. Las de combattre J. Jérôme et de ne pas obtenir du PCF les moyens de développement d'une politique éditoriale plus libre, Aragon se retire au profit d'un jeune éditeur, François Monod. Ce dernier se heurte à la même indifférence. C'est en vain qu'il alerte la direction du Parti sur le départ des rares jeunes romanciers français, avant même les grandes crises de 1956, pour des éditeurs plus brillants et mieux diffusés (Gallimard, Julliard, Seghers). Symbole du retrait du PCF du champ littéraire, le secrétariat du PCF autorise le 12 octobre 1956 Aragon à diriger une nouvelle collection chez Gallimard, « Littérature soviétique »<sup>25</sup>.

Ces maisons d'édition sont des entreprises originales, dans l'univers de l'édition française et dans celui de la propagande politique. Leur originalité s'explique aussi par les tentatives, le plus souvent laborieuses mais répétées, de faire la synthèse entre une propagande socialiste traditionnelle (poids des brochures, floraison de discours, comptes rendus de congrès, vulgarisation de la philosophie et de l'économie politique) et une propagande plus moderne qui intègre les exigences de la culture de masse (multiplication des genres éditoriaux<sup>26</sup>, importance du livre et de la publicité) et veut concurrencer les éditeurs ayant pignon sur rue. Ces structures éditoriales semblent abandonner la première après 1945 au profit de la seconde.

Mais cette transformation des moyens et des formes éditoriales est contrecarrée par deux phénomènes. La mission première demeure d'assurer une formation politique de base, et non de fournir du divertissement. À aucun moment, cette organisation ne parvient véritablement à s'implanter hors du monde militant. Le commerce traditionnel du livre semble fermé à ces publications à l'aube des Trente Glorieuses et à la veille de l'essor du marxisme dans l'édition française. ●

1. Marie-Cécile Bouju, *Les Maisons d'édition du Parti communiste français, 1920-1956*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Marc Lazar, Institut d'études politiques de Paris, 2005, 908 p.

2. Frédéric Cépède, *Les Maisons d'édition du Parti socialiste SFIO, 1905-1939*, maîtrise d'histoire sous la direction de Danielle Tartakowsky, université Paris-I, 1996, 125 p.

3. Marie-Christine Bardouillet, *La Librairie du Travail*, Centre d'histoire du syndicalisme-Maspero, 1977, 255 p.

4. Il y aura huit volumes, tirés entre trois mille et quatre mille exemplaires.

5. Nous avons reconstitué le catalogue et les tirages à partir des archives du PCF, du Komintern et du service Dépôt légal (Archives nationales, Fontainebleau).

6. Isabelle de Conihout, « La conjoncture de l'édition », in *Histoire de l'édition française*, t. IV, *Le Livre concurrent, 1900-1950*, Fayard-Cercle de la librairie, 1991, p. 70-96.

7. Danielle Tartakowsky, *Les Premiers Communistes français : formation des cadres et bolchévisation*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980, 215 p.

8. Le maximum est atteint en 1930 avec 71 % de textes traduits du russe.

9. Jonathan Beecher et Valerii N. Fomichev, « French socialism in Lenin's and Stalin's Moscow : David Razianov and the french Archives of the Marx-Engels Institute », in *The Journal of Modern History*, n° 78, mars 2006, p. 119-145 ; Colum Leckey, « David Riazanov and russian marxism », *Russian History*, 1995, vol. 22, n° 2, p. 127-153.

10. Les deux instituts fusionnent en 1931 pour constituer l'Institut Marx-Engels-Lénine (1931). Cf. René Zapata, *Luttes philosophiques en URSS, 1922-1931*, PUF, Paris, 1983, 335 p.

11. Jean-Pierre Morel, *Le Roman insupportable. L'Internationale littéraire et la France (1920-1932)*, Gallimard, Paris, 1985, 488 p.

12. Michel Aucouturier, « Brice Parain et la littérature soviétique », in *Brice Parain, un homme de parole*, Gallimard-BnF, Paris, 2005, p. 73-87.

13. Marie-Cécile Bouju, « Albert Crémieux et les Éditions Rieder, 1913-1932 », in *Lendemains*, 1997, n° 86-87, p. 99-109.

14. Voir le témoignage de Gaston Bensean in François Eychart, « Conversation avec Gaston Bensean », *Annales de la Société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, n° 7, 2005, p. 11-64.

15. Ce poids politique visible du Komintern et des organisations russes doit être relativisé par l'identité des traducteurs, bien souvent des communistes marginalisés ou des non-communistes, comme Pierre Pascal, Victor-Serge ou Maurice Parjanine. Ils disparaissent des pages de titres au début des années 1930.

16. Isabelle Olivero, *L'Invention de la collection : de la diffusion de la littérature et des savoirs à la formation du citoyen du XIX<sup>e</sup> siècle*, IMEC, 1999, 335 p.

17. Valérie Tesnière, *Le Quadrige : un siècle d'édition universitaire, 1860-1968*, PUF, Paris, 2001, 492 p.

18. René Hilsun, entretien avec Claude Willard : « Du dadaïsme aux éditions du PCF », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherche marxiste*, 1983, n° 12, p. 89-108.

19. En 1937, le PCF fonde également les éditions musicales Le Chant du monde. Cf. Vincent Casanova, « Jalons pour une histoire du Chant du monde », in *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 18, printemps 2004 (en ligne).

20. Philippe Olivero, *La Librairie Valois (1928-1939)*, maîtrise de sciences politiques sous la direction de Michel Winock, Institut d'études politiques de Paris, 1989, 151 p.

21. Anne Simonin, *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Le devoir d'insoumission*, IMEC, 1994, 528 p.

22. Toutefois, la création des éditions Cercle d'art en 1950 contredit ce fait. Les circonstances de la naissance de cette maison d'édition sont extrêmement complexes.

23. Les éditions France d'abord (1944-1947), éditions de presse et de livres, sont également à l'origine des EFR. Elles ont été absorbées en 1947 par Hier et aujourd'hui.

24. Iona Popa, *La Politique extérieure de la littérature. Une sociologie de la traduction des littératures d'Europe de l'Est (1947-1989)*, thèse de doctorat de sociologie sous la direction de Frédérique Matonti, Paris, EHESS, 2004, 995 p.

25. Archives du PCF, Archives départementales, Bobigny.

26. En 1955, le PCF fonde les éditions La Farandole, dirigées par Paulette Michel et Madeleine Gilard : Florence Pipet, *La Farandole de 1955 à 1965. Histoire d'une maison d'édition*, maîtrise d'histoire sous la direction d'Antoine Prost et Noëlle Gérome, université Paris-I, 1995, 148 p.

# « LE SOLDAT EST DEVENU UN CITOYEN, CAMARADES! »

DENIS FERNANDEZ-RÉCATALÀ\*

En 1915, on le comprend, la guerre ne sera ni fraîche ni joyeuse. Les offensives allemandes ont été enrayées au prix de sacrifices considérables. Les armées sont saignées. Le front qui s'étend sur plusieurs centaines de kilomètres s'enlise. La première bataille de la Marne s'est soldée par un relatif succès. Toutefois, Paris reste menacé par une artillerie allemande de longue portée. Dans les cafés-concerts, on chante la louange du 75, un « vrai petit bijou », « ce canon-là, il est à nous » et l'on raille la Gross Bertha de Krupp que, néanmoins, on redoute. Un tiers du territoire est occupé. La pénurie d'hommes devient patente. On appelle des réformés et des exemptés, mais la grande idée de Joffre est de solliciter la Russie, au potentiel de « dix-sept millions » d'éventuels conscrits inemployés. À l'état-major, on panique et, par conséquent, on divague. Brusquement, et après des déconvenues de taille, on affuble les Russes d'une compétence militaire qui leur a fait cruellement défaut en Courlande comme en Ukraine où ils ont été défaits, faute d'être préparés à une guerre industrielle. Par ailleurs, malgré l'union sacrée qui s'est formée autour du tsar avec des démocrates et des socialistes, il n'est pas certain que les effectifs engagés aient envie d'en découdre. Le « rouleau compresseur russe » connaît des ratés. Le pacifisme prôné par les bolcheviques y est peut-être pour quelque chose, d'autant que les derniers conflits politiques et sociaux datent non pas de la révolution de 1905, mais de 1912 et de 1914 même, année des grandes grèves.

À la fin de 1915, la diplomatie s'active. Le temps presse. « Il faut absolument envoyer des soldats russes en France. La guerre traîne en longueur. [...] Nous avons enrôlé des nègres, mais ce n'est pas assez. Il nous faut aussi des Russes. La France a prêté de l'argent à la Russie et on ne prête pas gratis. » Voilà comment

Henri Barbusse traduit les dispositions françaises vis-à-vis de son allié, un allié dont on se méfie. « La question qui se pose est de savoir si, à une échéance plus ou moins éloignée, la Russie sera encore capable de jouer son rôle. » Compte tenu de leurs défaillances, les Russes obtiennent des compensations inespérées. On leur promet non seulement un surcroît d'armes, au modèle cependant périmé, mais on leur fait miroiter aussi des territoires convoités par l'Empire.

Au Quai d'Orsay comme à l'état-major, on est pratiquement prêt à tout pour combler les brèches et relancer une offensive au printemps de 1916.

Paul Doumer, à Petrograd, s'abuse : « Pour reconstituer nos effectifs, la Russie doit nous laisser puiser dans ses immenses réserves [...], elle peut aisément nous donner quatre cent mille hommes. » C'est le temps de la grande illusion. La Russie, au mieux, prévoit de fournir quatre-vingt mille soldats dont la moitié seule est destinée au front français, l'autre sera dirigée vers les Balkans et Salonique. Joffre enrage. Le gouvernement français a beau se dépenser pour convaincre ses alliés de miser un peu plus gros, les Russes se défilent et bluffent. Nicolas II, lui-même, est tout d'abord réticent. Puis il cède aux pressions conjuguées des autorités françaises et de ses militaires. La France a besoin d'hommes, la Russie d'équipement et d'instruction pour tenter d'éviter une débâcle déjà amorcée.

Faute de moyens propres, on laisse aux Français le soin d'acheminer les détachements prévus par mer, mais, de plus, les Russes les réduisent. Il faut imaginer qu'au sommet de son extravagance le commandement français voyait affluer quatre mille Russes par jour, « soit en dix mois un million deux cent mille hommes ».

La sélection de ces hommes emprunte même des allures absurdes, dignes de *La Soupe aux canards*. À Moscou, on les choisit châains aux yeux gris, tandis qu'à Samara on prélève des blonds aux yeux bleus. Par ailleurs, on trie les ouvriers. On expurge leurs formations de tout élément ayant participé à des actions poli-

\* Écrivain, dernier ouvrage paru : *Les Quatre Intprètes*, avec Ismail Kadaré, Stock, Paris, 2004.



tiques. Parmi eux, il y a Malinovski, le futur maréchal de l'Union soviétique. Les soldats sont emmenés vers les ports dans des conditions proches du bannissement. On les entasse à quarante dans des wagons de marchandises, avec interdiction de se montrer. Que craint-on ? Lors de leur trop long voyage transsibérien, ils manquent de s'asphyxier. Leurs officiers, nobles, voyagent en Pullman. Après 9 000 kilomètres de train, par un froid avoisinant - 50 °C, ils embarquent sur des cargos français affrétés pour la livraison de fusils. On surcharge les navires. La nourriture intoxique la troupe comprimée sur le *Latouche-Tréville* où rien ne leur est épargné, ni la promiscuité, ni le manque d'hygiène, ni un système infirmier. Un souffle de révolte se propage. Le vaisseau fantôme de la révolution, le *Potemkine*, croise quelque part au large. Pour rétablir l'ordre, les officiers s'adonnent à des extrêmes. Selon le témoignage de Zamotine, le commandant fait aligner les hommes sur le pont : « Il compte de un à dix et fait sortir le dixième et ainsi de suite jusqu'à la fin. Il déclare : Je vous ordonne de prendre votre repas tout de suite, sinon tous les hommes qui sont sortis seront pendus. J'étais l'un de ces hommes. Nous avons obéi. Un officier de la deuxième compagnie, cravache à la main, prit un soldat de forte corpulence et l'emmena à la cuisine. Il lui ordonna de manger dix rations. » On les abrute de corvées. Ils sont passés des rigueurs du froid sibérien aux chaleurs éprouvantes de l'océan Indien. Lors du franchissement du canal de Suez, on leur ordonne de gagner la cale. Les Ottomans veillent. Ailleurs, vers Arkhangelsk, les soldats sur le départ rechignent. Berthelot communique ses impressions : « Russes ont fait de grosses difficultés pour embarquer sur ces deux bateaux, surtout le dernier [...]. Je prévois que difficultés augmenter encore, aller peut-être jusqu'à refus. »

**LE CORPS EXPÉDITIONNAIRE RUSSE** comprend trois brigades, deux étant composées de paysans, la troisième d'ouvriers. Elles approchent huit mille individus. On est loin des comptes des Mille et Une Nuits dont rêvaient les généraux. La traversée est pénible, l'accueil, en revanche, est exalté. Joffre, mécontent comme on s'en doute, donne le change. Il promulgue un ordre du jour aux armées aussi pompeux que trompeur. Les Russes sont les bienvenus. Leur vaillance est incontestable. Malinovski en rend compte : « Les Français nous reçurent sur leur sol avec une chaleur et un enthousiasme inoubliables. » Le moral refait son apparition. Ces soldats idéalisaient la France et lui prêtaient des vertus que la guerre mystifie. Tout semble baigner dans l'huile selon divers témoignages et *L'Humanité*, acquise à l'union sacrée, y va de son couplet et salue : « la solidarité des Alliés pour obtenir le triomphe définitif de la cause du droit et de la paix ». En Russie, les exhortations patriotiques mordent

moins sur l'opinion que l'attaché militaire français estime « hostile » à tout nouvel envoi d'unités russes en France. En effet, en l'espace de quelques jours sinon de quelques heures, les choses vont se gâter. En quelques semaines, elles tournent au vinaigre. Quelques mois après, elles s'enveniment.

À Marseille, les officiers délaissent leurs hommes sitôt débarqués. Ils négligent le cantonnement et l'intendance. Eux, les usagers des Pullman, partent à la recherche d'hôtels. Le fait se reproduira à chaque affectation. Les soldats seront quasi livrés à eux-mêmes et abandonnés par des aristocrates qui exercent leur autorité sans discernement et ajoutent à la discipline militaire une servitude de caste. Les châtiments corporels ne seront abolis qu'à la première révolution. À l'été 1916, le 15 août, le lieutenant-colonel Krause est lapidé par ses hommes auxquels il avait interdit toute sortie. Ces hommes sont assignés au front d'Orient. On va les précipiter sur le front. Les soldats vérifient une fois de plus l'injustice. On les considère moins bien que leurs camarades français et anglais. Leurs officiers se gouvernent en ville et eux, hommes du rang, sont condamnés à la frustration. Ils expriment leur mécontentement. Krause flanque un coup de poing à un manifestant. À la découverte du cadavre, on arrête sept soldats, que l'on exécute moins de deux semaines plus tard. L'affaire a un arrière-plan : l'expulsion de Trotski, dont le journal *Notre parole* est largement, « trop » largement, répandu dans la brigade. Tous les inculpés en possèdent un exemplaire. Trotski accuse « les agents de la diplomatie tsariste de démontrer au gouvernement Poincaré-Briand que, si la France désirait l'aide des troupes russes, elle devait en terminer au plus vite avec les foyers révolutionnaires russes ». La sanction vise le journal jusqu'alors légal qui ne cesse de vulgariser les thèses pacifistes et internationalistes de la conférence de Zimmerwald, en août 1915. À ce moment, Trotski, les bolcheviques ainsi que les sociaux-démocrates allemands présents décident de « la reconstitution de l'Internationale au moyen de la lutte révolutionnaire du prolétariat de tous les pays contre la guerre, contre l'impérialisme et contre les bases de la société capitaliste ». La question de la transformation de la guerre en révolution est posée. Trotski est expulsé. On ne tolère plus sa propagande. L'ironie réside, peut-être, dans le fait que, sans la police tsariste, cette propagande n'aurait pas connu le succès rencontré. Elle sédimente et les événements la confortent. Les sbires de Nicolas II fournissent à ces moujiks et à ces ouvriers un surcroît de conscience qui élargit leur horizon politique. Car, outre la répression qui les frappe, ils expérimentent une guerre qui leur est de plus en plus étrangère. Leurs relations avec leurs camarades français se raréfient. Ils fraternisent, à l'occa-



sion, avec des groupes belges et sympathisent avec les troupes coloniales. Quelque chose se détraque, non sans confusion, souvent. Mais leur prétendue docilité s'estompe avant de s'évanouir. Ces soldats sont en butte aux brimades d'un ancien régime qu'ils traînent avec eux. On cherche à les isoler. On évite leur regroupement quand les affaires du front ne l'exigent pas. Pour les Français, les Russes sont un folklore. Les conditions de cantonnement sont si exécrables que les autorités russes protestent tout en privilégiant leurs cadres. L'instruction, l'une des conditions de l'accord signé par Poincaré, est si approximative que, lorsque des détachements russes utiliseront les gaz lors d'attaques de tranchées allemandes, leurs pertes seront supérieures à celles des assaillis. À croire, comme l'écrit Brecht, que « ce sont nos ennemis qui marchent à notre tête ». Puis on mégote les soldes réglées régulièrement en retard. Le

L'instruction est si approximative que, lorsque des détachements russes utiliseront les gaz lors d'attaques de tranchées allemandes, leurs pertes seront supérieures à celles des assaillis.

« service » dû aux soldats se signale par une incurie aussi constante que phénoménale. La colère grandit. La *Goloss Pravdy*, imprimée à Paris, publie une lettre collective : « Condamnés sur le front, nous restons des condamnés dans les hôpitaux. Nous ne sommes pas sérieusement soignés. On nous renvoie guéris au dépôt de Mailly pour combler les vides et on ne nous donne pas de congé de convalescence. À l'hôpital de Granville, par exemple, on traite le soldat russe blessé plus mal qu'un prisonnier, et l'on sait de quelle façon honteuse on traite les prisonniers en France. À Hyères, d'après ce qu'on nous écrit, on soigne les blessés russes plus mal que les cochons. » En revanche, pour les officiers blessés, la valse des avantages continue. Grâce à la grande-duchesse Anastasia Michailovna, ils bénéficient de sa villa sur la Côte d'Azur pour se rétablir. Les hôpitaux deviendront des centres de l'opposition « bolchevique »

à la guerre et de la contestation de la hiérarchie, une hiérarchie qui se distingue par l'ignorance et la stupidité, ce qui n'empêche pas *L'Illustration* de vanter le général Lokhvitski : « Il est la bienveillance même, la bienveillance paternelle, sage, mesurée, jamais faible. Une irrésistible séduction émane de ce chef magnifique, à la fois ferme et doux – et sévère envers lui-même plus encore qu'envers autrui –, accompli enfin [...]. Sous sa réserve voulue de gentilhomme perce à travers maints gestes la tendresse d'un cœur affectueux, ardent. » Le sage, le bienveillant, le gentilhomme affectueux diffère la vaccination obligatoire contre le typhus et le tétanos dont ses hommes seraient naturellement prémunis. Avec de pareils comportements, singeant le crétinisme à force de morgue, on comprend mieux les révoltes reproduites par Pasternak et Soljenitsyne dans leurs romans. C'est une banalité que d'écrire que la révolution mûrit dans la boue, qu'elle résulte des boucheries et d'un mépris aveugle.

**DU PRINTEMPS 1916** au début de l'été 1917, les boucheries tournent à la danse macabre et donnent lieu à un potlatch humain. La mort disloque les corps et les démembre. On meurt, et l'on meurt affreusement. Et il y a des commentateurs qui tressent « opportunément » des couronnes, mortuaires ?, aux brigades expéditionnaires. Ces bourreurs de crâne soutiennent l'état-major avec un lyrisme belliqueux, corrigé néanmoins par une espèce de compassion. Ainsi, Léon Weber Bauler, prodigue en lieux communs relatifs aux « Slaves », dépeint la sauvagerie des tueries et les explique : « Nul, écrit-il, ne sait sacrifier son existence comme le paysan-soldat russe : il possède le courage et l'entrain du chasseur, comme s'il avait encore dans le sang le passé où ses ancêtres chassaient l'aurochs à l'épieu, au couteau ou à l'arc. Les chefs connaissent ce mépris de la vie et ce courage, ils ne ménagent donc pas ce qu'ils considéraient comme matière pour balles et obus. Aussi, les corps déchiquetés des beaux Sibériens, comme ceux des pauvres prolétaires urbains, allaient-ils mêler leurs restes à ceux des Français, dans la marne des cimetières de Champagne. » Confrontée à l'horreur, il arrive que la connerie littéraire se repose. Oui, on meurt. On meurt si atrocement qu'un lieutenant-colonel se rebelle contre son supérieur et le liquide pour n'avoir pas relevé à temps son bataillon exposé aux mitrailleuses.

Un grand nombre de Russes succombent à Verdun et dans la Somme. Les gaz suppléent l'artillerie à Aubérive où le sol dégoutte de sang : « À chaque abri, de violents combats corps-à-corps avaient lieu entre les nettoyeurs et les défenseurs, note le commandant de la brigade, toutes les baïonnettes étaient rouges de sang au retour. » Pour sauvegarder des débris d'unités,



Pétain recommande leur retrait, afin de les renvoyer en ligne pour la vaste offensive que projette Nivelle, sa grande inspiration salvatrice.

Mais voici, Pétain et l'état-major pensent programmer une victoire au printemps en économisant leurs forces, alors que la révolution de Février qui aboutit à l'abdication du tsar jette le trouble.

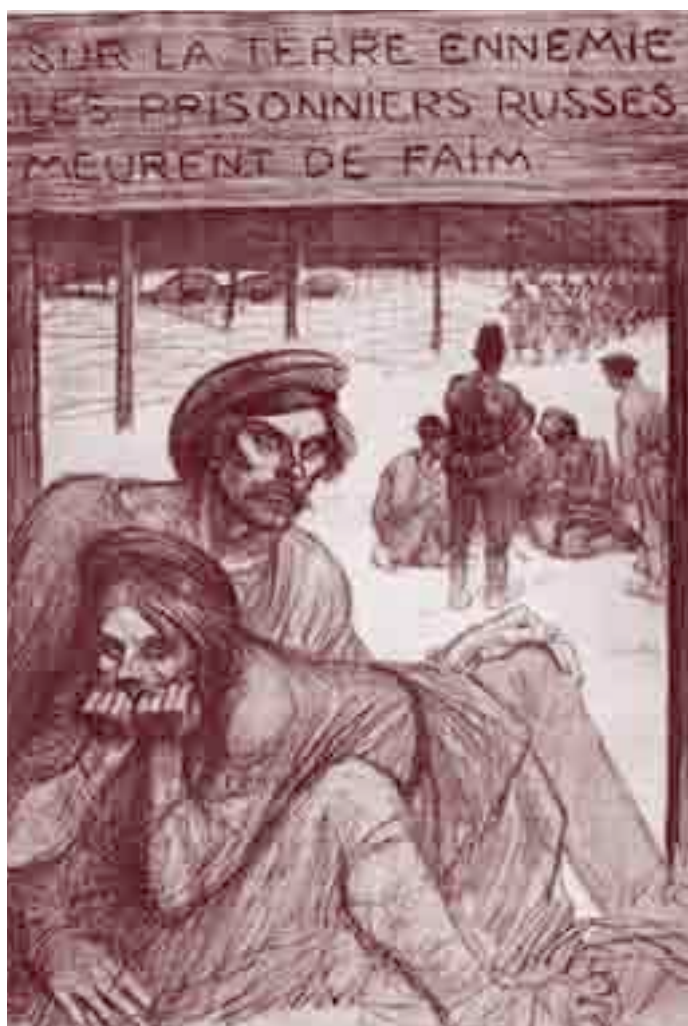
Pris au dépourvu, les officiers russes tentent de dissimuler l'événement ou d'en amoindrir la portée. Les témoignages abondent. Qu'il s'agisse de l'ancien attaché militaire de l'ambassade à Paris ou de simples soldats qui rédigent des lettres que les services de l'armée française censurent. « Les soldats étaient déjà au courant de ce qui venait de se passer en Russie et pouvaient accuser les officiers de leur cacher la révolution qui venait de s'accomplir. » « Le 7 mars, un télégramme est venu de Russie pour nous, mais les chefs de l'ancien régime ne l'ont pas laissé passer, et ce sont les journaux français et quelques agents secrets du vieux régime qui nous ont apporté les nouvelles. Or, moi et l'un de mes camarades, nous n'avons pas pu résister à l'envie de rassembler les soldats de notre bataillon pour nous réunir autour du drapeau rouge. Tous, nous nous sommes groupés, et nous avons formé un bataillon et demandé la musique. Je marchais devant.

» Un premier officier vint à moi et me dit : « Je ne donnerai pas la musique sans l'autorisation du chef de bataillon. »

» Nous appelâmes alors le commandant. Nous lui demandâmes pourquoi il ne nous avait pas informés de ce qui se passait en Russie, il nous répondit qu'il n'en savait rien et nous pria de nous disperser et nous dit que, s'il apprenait quelque chose il nous aviserait tout de suite. Le soir, on nous communiquait que Nicolas II avait abdicqué et nous connûmes les agissements de sa police fidèle. Ce bulletin, arrivé le 4, nous fut lu seulement le 9 mars. »

Désormais, tout se complique. Tout se complique, car la révolution de Février excite des espoirs qu'elle est incapable de concrétiser. Le gouvernement Kerenski vilipende les bolcheviques. Pour entraver la diffusion de leurs idées, Pétain arrache l'interdiction des publications russes qui relaient leurs thèses.

Maintenant, l'heure des meetings a sonné. On diffuse, à Paris, l'appel du Comité international socialiste de Berne. Un autre ton se fait entendre. Les plaintes et



les récriminations cèdent le pas à des revendications affirmées : « La révolution populaire qui tuera la guerre a levé la tête. [...] Le prolétariat russe s'est soulevé pour le pain et la liberté : ni la guerre ni la paix sociale ne peuvent les lui donner. C'est maintenant le moment historique où le prolétariat de tous les pays doit choisir entre la guerre et la révolution. [...] Le moment est arrivé où, au nom de la liberté politique et sociale de chaque pays, la lutte des prolétaires doit s'unir en une lutte unique intégrale contre la guerre. [...] À bas la paix sociale ! À bas la guerre ! Vive le combat international des prolétaires ! Vive la révolution russe et la révolution internationale socialiste ! »

On forme des comités informés, assure-t-on, par les hôpitaux où les bolcheviques se déploient. À Vanves, au lycée converti en hôpital, le renseignement français repère un certain Josefovitch, qu'il assimile à Antonov-Ovseenko, suspect d'être « lié à Lénine ». Conséquence : Pétain enjoint à ses bureaux de renseignements la surveillance renforcée de ce « foyer pacifiste et révo-

lutionnaire ».

Mais, en gros, les soldats adhèrent au nouveau gouvernement, malgré le rejet de l'union sacrée exposée dans un tract, par Natchalo. Malinovski le souligne : Les « défensistes » l'emportent sur les « défaitistes » fussent-ils révolutionnaires comme en 1905. Toutefois, la démoralisation des troupes progresse, et les hôpitaux, souligne Lissovski, en sont le « fer de lance ». Natchalo essaie d'endiguer la tentation chauvine et de réorienter la révolution, en lui injectant un contenu plus radical : « On veut imposer aux officiers russes cette solidarité avec les buts de guerre de la bourgeoisie libérale qui a démoralisé le mouvement prolétarien en France et en Angleterre, et dont l'incompatibilité avec le but de la vraie démocratisation de la Russie est si évident que Jules Guesde a cru nécessaire de déclarer franchement dans son télégramme : "La victoire d'abord, la république après." [...] Quant aux émissaires majoritaires, qu'ils apprennent à Petrograd et à Moscou qu'un peuple qui a su se libérer par la violence révolutionnaire ne se laissera pas endormir par les paroles de l'union sacrée, qu'ils apprennent qu'avant de nous donner des conseils sur la méthode de défendre la liberté récemment conquise, contre les armées allemandes, ils auraient dû reconquérir leur propre liberté qu'ils ont livrée de bon gré aux classes dirigeantes de leur pays ».

**PLUS QUE DIVISÉS**, les soldats sont patagés. Ils nourrissent des rêves perplexes. Avec la révolution de Février, la démocratie fait son entrée et une entrée fracassante. Les soldats associent le citoyen à leur registre. Ils prennent pour argent comptant une réalité qui se révèle plutôt un désir de république sublimée. Le régime Kerenski manœuvre. D'une part, il doit rassurer ses alliés, de l'autre, séduire une troupe qui, peu à peu, échappe à son contrôle. Il s'agit de calmer le jeu et de trouver un équilibre entre une expérience civique et la restauration de la discipline militaire. C'est une période de troubles et d'hommes doubles. Victor Serge écrit à leur propos dans ses Mémoires : « L'état-major de l'avenue Rapp était plein d'officiers chics adaptés aux circonstances : devenus républicains en une semaine. De bons républicains évidemment. » Le général Denikine, futur acteur de la guerre civile du côté Blanc, se soumet sans hésiter « totalement et sans restriction » au Gouvernement provisoire qu'il prévient, cependant, du danger qu'encourt une « armée révolutionnée » et guettée par la « démagogie ». Des officiers du rang cousent des rubans rouges sur leur uniforme. Et c'est vrai que la vie change pour ces soldats comme l'atteste l'un d'eux : « Depuis ce jour [l'abdication du tsar], nous ne cessons d'apprendre du nouveau. Égalité pour tous les généraux et les soldats, tous seront désormais des "mes-

sieurs". Plus de tutoiement. Ah! crois bien que cela ne va pas leur plaire, surtout à ces vieux officiers qui ont pu jusqu'à présent nous fouetter jusqu'au sang à coup de verges. » On s'exonère du salut humiliant de l'ancien régime, le garde-à-vous ainsi que les sanctions vexatoires. On élit des comités. Le droit de réunion, hors du service, est accordé. Kerenski cherche à maîtriser un mouvement en s'appuyant sur le soviet de Petrograd afin de rectifier un premier décret promulgué hâtivement et qu'il jugera source des désordres à venir. Trotski, dans son *Histoire de la révolution russe*, apprécie assez différemment la conjoncture. Les soviets de soldats inventent, de fait, leur propre logique. On y interprète les textes du Gouvernement provisoire à la lumière des circonstances et de leurs évolutions. « L'autorité disciplinaire des officiers ne fut ni abolie ni supprimée, elle tomba tout simplement d'elle-même durant les premières semaines de mars. » Pour réfréner les conséquences de la révolution au sein du corps expéditionnaire, le pouvoir incite les soldats à prêter serment : « Soldats, vous prêtez serment à votre Patrie, vous jurez de la servir fidèlement et honnêtement ainsi que d'exécuter les ordres du Gouvernement provisoire qui régit l'État russe.

» Vous êtes envoyés ici pour lutter contre l'ennemi commun avec les armées alliées, pour défendre avec elles la cause commune. L'heure approche où, sous la poussée de nos efforts fraternels, l'ennemi doit être brisé. Soyez forts dans votre serment, dans votre vaillance, pour que la terre de Russie qui vous a envoyés ici soit fière de vous. La Russie a décidé de conduire cette guerre jusqu'à une fin victorieuse et nous, ses fils, nous devons loyalement exécuter sa volonté. » Les masques tombent. Mais, étrangement, les conseils demeurent relativement conciliants vis-à-vis de ce gouvernement belliciste et patriotard qui leur a concédé des libertés inattendues. Le tout, pour Kerenski et pour l'état-major, consiste à remettre au pas, par le verbiage et la « pédagogie », des combattants qui consentent, une dernière fois, à se plier à la discipline parce qu'ils croient à leur rapatriement et parce que la révolution les euphorise.

**AVANT LA FAMEUSE ATTAQUE** qui doit évincer les lignes allemandes, procurer une victoire définitive, grâce à un assaut aussi massif que foudroyant, les soldats russes sont submergés par un torrent de propagande à peine démarqué du matraquage dispensé par les officines tsaristes. On y fait mention de la « foi en Dieu », du « bouillant amour de la Russie », et de grandes balivernes sur le « devoir ». Rien n'est simple. Y compris pour le Gouvernement provisoire qui maintient les traités secrets conclus par Nicolas II. Milioukov crache le morceau quand il annonce





sa volonté de conduire « la guerre jusqu'à une fin victorieuse ». Il provoque de violentes réactions de la part de la population. Le gouvernement fait sauter les fusibles. Il vire Milioukov et son comparse Gutchov. Kerenski recule et adopte, à la va-vite les positions du soviét de Petrograd, partisan d'une « paix juste et sans annexion ». Il ne leurre personne. Lénine écrit alors : « Des icônes contre les canons. Des phrases contre le capital. La "décision" du gouvernement au sujet du renoncement aux annexions n'était qu'une dérobade diplomatique absolument dépourvue de signification. » Milioukov l'admet. Son baratin aspire à noyer le poisson, à amadouer des soldats récalcitrants, bien qu'encore accommodants dans leur majorité, et à donner des gages à des alliés interrogatifs, perturbés par la tournure empruntée par les événements. À la veille, donc, de la tuerie programmée par Nivelle, quelque chose flanche, y compris chez des officiers russes. Les soviets nouvellement formés dérangent. L'un d'eux traduit son malaise : « Entre eux et nous se creuse un fossé

infranchissable. Qu'importent pour eux les relations qu'ils entretiennent avec tel officier en particulier, à leurs yeux nous sommes tous des barines. Lorsque nous parlons du peuple, nous pensons à la nation ; lorsque eux en parlent, ils ne voient que les classes pauvres démocrates. Dans leur esprit, ce qui est survenu n'est pas une révolution politique mais sociale, qu'ils estiment avoir gagnée et nous perdue. »

Le Gouvernement provisoire est loin d'avoir gagné la partie, malgré ses ruses, ses mensonges et ses tergiversations. Les compagnies adoptent le drapeau rouge. On y inscrit « Liberté ». On assiste à un glissement progressif. La jeune république est identifiée à une force anti-impériale dont le Kaiser doit, désormais, faire les frais. « La dernière heure des tsars a sonné, celle de Guillaume est venue. »

Rien n'est simple en effet. Les contradictions travaillent ces soviets improvisés où les bolcheviques sont supplantés par des fidèles au Gouvernement provisoire, à tel point d'ailleurs que, dans cette première phase de leur constitution, les autorités considèrent que les conseils ont canalisé et modéré les exigences. « Si les comités n'avaient pas fait office de tampon, la masse des soldats aurait très vite refusé toute obéissance et basculé dans le camp des bolcheviques. » Le gouvernement s'empresse de les légaliser, tout en leur conférant un statut ambigu. La politique devrait s'incliner devant la servitude militaire. Il n'empêche, crédules ou non, que les soldats apprennent la démocratie sur le tas, bien qu'au début leurs dirigeants soient souvent choisis parmi les officiers et les sous-officiers loyaux à Kerenski. Mais, d'autres chefs, aux origines plus modestes, font leur apparition. On convoque des assemblées à tout moment, y compris sous les bombardements. Une parole se libère. Des orateurs sont parfois si émus qu'ils pleurent devant leur auditoire. Le commandement français se fait du souci. Ces comités de soldats le turlupinent : ils « discutent de leur participation aux attaques et renient leurs officiers ».

Nivelle prépare son coup. Joffre a été dégagé. La guerre d'usure dont ce dernier était le promoteur se métamorphose en une guerre de « rupture ». La mort sera au rendez-vous. Mais, la veille de l'attaque qui implique plus de un million de soldats, soit près de la moitié des effectifs, les Russes se singularisent. À l'Ouest, il y a du nouveau : « Dix-huit heures : coup de théâtre : les régiments russes viennent de se mutiner. À dix-neuf heures, il y a une réunion, dans la cave du château de Saint-Thierry, des



soviets qui viennent de se former. Ils vont se prononcer sur la décision à prendre. Faut-il attaquer ou non ? Après trois heures de délibération, les soviets ont voté pour l'attaque à mains levées. »

Pour Nivelles comme pour l'état-major qui en a marre de l'immobilisme du front après trois années d'affrontements, les plans d'attaque sont d'une clarté lumineuse. On tape dans le tas et, en moins d'une semaine, on culbute les Allemands à certains points. Nivelles pêche par

Au bout de trois  
jours, la percée  
présagée par  
Nivelles se solde par  
près de trois cent  
mille morts, blessés,  
disparus ou  
prisonniers. Parmi les  
Sénégalais, on  
chiffre sept mille  
cinq cents victimes  
et six mille chez les  
Russes.

orgueil. Mal renseigné ou optimiste invétéré, il minore les génies défensifs de Ludendorff et d'Hindenburg. En revanche, il assigne à ses unités une progression fulgurante de plusieurs kilomètres par jour. L'armée française et les détachements courent au massacre. Maintenant, on meurt sur l'Aisne, sur le plateau de Craonne, au sujet duquel un anonyme composera la chanson « *Adieu l'amour, adieu les femmes...* ». On meurt à Spin, à Saint-Aubœuf, enveloppé par un brouillard qui contrarie les préparations d'artillerie. On meurt au fort de Brimont, dont la prise est, en quelque sorte, réservée aux détachements russes. On meurt à Courcy. Nivelles est un comptable imperturbable, qui seconde la mort. Il prévoyait quatre heures pour déstabiliser et défoncer les fortifications allemandes. Pour Brimont, il s'accorde un délai supplémentaire.

L'assaut général a été lancé. Le 16 avril, à six heures, quatre bataillons russes quittent les tranchées et, à quinze heures, il n'en subsiste que la moitié. On reforme les unités et on les renvoie aussitôt au feu. Le commandement russe en rajoute, malgré la pluie battante et les combats meurtriers : « Sur une initiative personnelle de Lokhvitski, les médecins firent venir les

malades et les blessés aux plaies non cicatrisées pour les intégrer à la troupe dans la perspective de jeter une fois encore toutes les forces humaines dans ce combat. » Le général Lokhvitski est une perle d'abnégation militaire et de sottise criminelle. Il ne perçoit sans doute pas l'ironie mélancolique du vers d'Apollinaire : « Ah ! que la guerre est jolie ». Et il se fait de drôles d'idées, puisées dans on ne sait quel manuel de psychologie dévalué, pour affirmer à l'automne 1916, en évoquant « ses » moujiks aux armées : « Ils chantent toujours. Après les combats les plus durs, ils chantent et ils sont reposés. »

Les Russes, sans forcer la note, meurent dans une langue étrangère.

Des détachements se sont égarés dans la nuit du 16 au 17 avril, faute de guides. Ils arpentent un cauchemar, en aveugles. Le lendemain, ils rompent un encerclement.

Au bout de trois jours, la percée présagée par Nivelles se solde par près de trois cent mille morts, blessés, disparus ou prisonniers. Parmi les Sénégalais, on chiffre sept mille cinq cents victimes et six mille chez les Russes, dont des officiers exécutés par leurs propres hommes. Le haut commandement, fort de son impéritie, cite le général Netchvolodov pour avoir « dirigé avec courage et sang-froid l'action de son régiment dont l'attaque a été couronnée d'un brillant succès ». Le général Nivelles, en personne, congratule le général Alexeïev qui a « brillamment atteint ses objectifs ». On croirait rêver, si le rêve ne s'apparentait à un carnage. Nivelles avait préconisé une progression de 25 kilomètres, prélude à l'anéantissement total des Allemands. Au meilleur moment, si l'on peut dire, ses troupes ont gagné 500 mètres, avant de refluer vers leurs positions. La crainte qui ronge désormais l'état-major, c'est l'insoumission. Les Russes ne seraient pas fiables. Les hommes estiment avoir rempli leur contrat et davantage. Ils attendent un répit. On les retire de la zone des combats et on les dispatche vers divers cantonnements. On leur ordonne des marches de 40 kilomètres et on les disperse, histoire de les reprendre en main. Ils sont recrues de fatigue, les marches vont les épuiser.

Le général Lokhvitski, lui, reste impayable. On dirait, à la différence du commandement français, qu'il ne voit rien venir : « L'état moral de la 1<sup>re</sup> brigade russe spéciale est excellent sous tous les rapports. L'expérience des combats des 16, 17 et 18 avril a prouvé que les soldats de cette brigade avaient conservé toute leur valeur combattive. Les hommes qui ont été engagés dans ces combats sont fiers d'y avoir pris part, fiers d'avoir rempli la mission qui leur avait été confiée et d'avoir triomphé de l'ennemi. Les pertes qu'ils ont subies ne les ont point affectés et ils ne demandent

qu'à participer à de nouvelles offensives ».

On se demande comment les autorités françaises jouent de pareilles assertions qui flirtent avec l'imbécillité pure et simple. « Il ne faut pas perdre de vue que tous les faits relatés ne donnent qu'une image schématique de la propagande pacifiste qui peut conduire à en sous-estimer les effets. La juger seulement sur ses manifestations équivaldrait à ignorer l'œuvre souterraine des termites. Elle accumule des menaces sérieuses pour les jours de crise. »

La crise à laquelle il est fait allusion date d'avant l'offensive Nivelles, même si elle ne s'est manifestée jusqu'à présent qu'à titre sporadique, selon des « humeurs » ou comme un symptôme qui n'avoue pas encore son dessein politique. Avant l'offensive, on s'est rebellé dans les rangs à diverses reprises. On a choisi le parti d'une révolution dont les objectifs réels demeurent incompris, car dilatés ou dévoyés. La chute de l'autocratie a ouvert des perspectives que la troupe va explorer comme à tâtons. Tout d'abord, elle emploie sa liberté à concourir à sa perte. Bientôt, elle l'exercera pour affirmer son autonomie.

**LE COMMANDEMENT RUSSE** se paie de mots et tend vers un compromis qui lui serait favorable. Les autorités françaises, rappelons-le, plus suspicieuses car plus lucides, ne se bercent pas d'illusions. Dans les bureaux de renseignements, on évoque une gangrène et la nécessaire amputation qu'elle implique.

Bien sûr, le gouvernement Kerenski rejoue un remake désolant de « la Patrie en danger » pour cimenter ses troupes avec son projet de guerre « jusqu'au-boutiste » ; bien sûr, en l'état des choses, les comités eux-mêmes sont sensibles aux arguments bidonnés d'une république révolutionnaire dévouée à ses alliés. Mais, en dépit d'une débauche de propagande dont on mesure désormais le tragique et le ridicule – tournée des popotes en Russie de dirigeants socialistes français parmi lesquels Marcel Cachin –, les mérites des motifs énoncés s'estompent et se heurtent à l'ampleur des charnières et, entre autres facteurs, à une mélancolie du pays lointain qui vient épauler la volonté de lutter pour une révolution à domicile.

Quelque chose sourd et se dissipe, quelque chose d'obscur aux yeux du commandement russe et de plus évidemment politique au regard de l'état-major français, qui perçoit cette révolution, ici, comme porteuse de troubles incommensurables, au-delà même du corps expéditionnaire. L'armée, dans son ensemble, a été ébranlée et, par conséquent, fragilisée par le désastre consécutif à l'offensive Nivelles.

En haut lieu, on s'escrime donc à fragmenter une éventuelle nuisance dont les Russes seraient les agents. On s'active à isoler ces soldats-citoyens que l'on tient à

distance des garnisons et des villes.

Le 14 mai 1917, 1<sup>er</sup> mai selon le calendrier orthodoxe, les Russes décident à la majorité d'affirmer les nouveaux acquis en célébrant la fête des Travailleurs.

La presse française rend compte de l'événement, qui n'est pas encore un « scandale », sous des aspects trompeurs. Elle en adultère la portée, en le commuant en une revue militaire vaguement ordinaire, présidée par le général Palitsine, missionné par Petrograd, afin de transmettre les directives du gouvernement et de procéder à l'envoi, en Russie, de sept délégués élus par les conseils de brigades.

Un témoin donne une tout autre version, corroborée par le général Foch. « On voulait nous désarmer. Voilà comment les choses se sont passées : nos gars avisèrent le général Lokhvitski que tous les soldats voulaient fêter le 1<sup>er</sup> mai. Il fut répondu de remettre la fête au lendemain, car ce jour-là devait arriver le général Palitsine [...], on devait rassembler le régiment sans armes. Les soldats n'ont pas obéi. Le 1<sup>er</sup> mai de bon matin, les compagnies se rassemblèrent d'elles-mêmes avec équipement complet et drapeaux rouges [...]. Quand les autres régiments arrivèrent, la musique joua et les soldats firent beaucoup de discours. Notre Nicolas P. parla au sujet de huit hommes qui ont été fusillés à Mailly en présence du colonel Ivanov et l'a forcé à demander pardon aux soldats. Au général Palitsine [...] tous les soldats crièrent "À bas!, nous ne voulons plus de vous, à bas le vieux bureaucrate", et il s'empressa de filer. »

Foch précise que les drapeaux portaient des inscriptions révolutionnaires. On y avait tracé : « Liberté, Égalité, Fraternité ». Pour lui, la « cérémonie militaire prit en somme tous les caractères d'une réunion publique. »

La mutinerie a pris son essor. Désormais, il s'agit de la museler.

Ce 1<sup>er</sup> mai, le *Goloss Pravdy* enfonce le clou. La propagande révolutionnaire qui, jusqu'alors, semblait plus insinuante qu'efficace, comme une conscience refoulée, parvient enfin à formuler clairement ses intentions. Cette fois, on dirait qu'elle percute les esprits.

Kroupskaïa, dans ses *Mémoires*, écrira, non sans un amusement rétrospectif, combien les dirigeants bolcheviques en exil avaient gonflé l'impact de leurs tracts et de leurs fascicules qui transitaient via le parti social-démocrate suédois et que l'on retrouvera soigneusement empilés dans des caves de Stockholm, après la révolution d'Octobre. Mais là, les textes coïncident avec une expérience. Les exilés rentrent ou s'apprentent à rentrer. Lénine rédige ses thèses d'avril et questionne une révolution qu'il juge embryonnaire. Trotski, prêt au retour, répond, insolent, à la question posée par une journaliste américaine : « Que va-t-il se passer, maintenant, mon-



sieur? » « Nous, c'est nous qui allons passer. » Des contradictions persistent chez ces soldats, mais, de fait, ils ont tranché dans le vif. Ils suivent une révolution que déjà ils dépassent. Le haut commandement français ne s'y trompe pas. Pétain songe à les rapatrier. La gauche française sombre dans la confusion. Elle acclame « avec un grand respect et une ardente sympathie les efforts de la révolution russe » dont pourtant elle redoute la corruption. Il est temps, sinon urgent, d'établir un cordon sanitaire afin d'endiguer la pandémie qui affecte tous les belligérants, sous une forme ou l'autre. Deux semaines plus tard, Pétain fusille « ses » propres mutins et se glo-

Nous serons les  
dignes fils de notre  
lointaine patrie qui a  
rejeté les voies  
honteuses du  
tsarisme et qui se  
lève pour une vie  
nouvelle!

rifie d'avoir restauré la discipline.

Que réclamaient donc ces soldats dans leur appel publié par *Goloss Pravdy*, le 1<sup>er</sup> (14) mai 1917 : « Soldats russes de France, organisons-nous!

» Citoyens de la libre Russie, nous sommes ici sur le sol français comme des forçats [...]; la Russie a vu naître des idées plus larges. Et nous, soldats russes [...], nous continuons à endurer des conditions insupportables.

» Nous restons au front trois fois plus longtemps que les Français, nous occupons les secteurs les plus exposés. On est envoyé en tête aux attaques et nous subissons les pertes les plus lourdes.

» [...] Nous sommes soumis à un régime incompréhensible. Avant la révolution, on nous fustigeait à la mode russe, et maintenant on ne nous laisse pas vivre conformément aux nouvelles institutions de notre pays, sous prétexte que cela n'est pas conciliable avec la discipline française!

» La population voit comment on nous traite de part et d'autre et elle ne nous considère pas comme des hommes. Et en réalité nous ne sommes pas des hommes, mais de la chair à canon à vendre! [...] Le gouvernement russe pense que le soldat russe qui se taisait en Russie se taira également ici! Mais les temps ont changé. Ce n'est pas en vain pour nous qu'est née la révolution russe. Nous connaissons nos droits, nous nous considérons comme des citoyens. Le servage du soldat

est détruit en Russie; il ne doit plus exister ici. En Russie, les soldats fraternisent entre eux, ils fraternisent avec les ouvriers, ils élisent leurs représentants, les envoient aux assemblées pour exprimer la volonté du soldat, son opinion sur les questions de guerre et de paix, sur les questions agraires et sur celle de la liberté. Le soldat est devenu un citoyen, camarades! Il est honteux pour nous de nous taire ici. Nous devons élever la voix pour défendre nos droits, notre personnalité humaine!

» Organisez-vous! Camarades! Suivez l'exemple de nos frères de l'hôpital Michelet, à Vanves (près de Paris) et de ceux de la 3<sup>e</sup> brigade. Choisissez des représentants; formez des comités; formulez vos exigences et présentez-les aux autorités!

» Nous serons les dignes fils de notre lointaine patrie qui a rejeté les voies honteuses du tsarisme et qui se lève pour une vie nouvelle! Salut à vous frères, camarades! » Après la manifestation et une telle déclaration, les autorités françaises ne transigent plus. Elles transigent d'autant moins qu'un rapport signale que « des permissionnaires français et russes ont fraternisé avec des grévistes et ont chanté des chants révolutionnaires et antimilitaristes ». Et *Goloss Pravdy* comprend un article de Lénine qui écrit qu'il s'agit du « premier pas de la vengeance » et qui invite le peuple à « diriger lui-même ses destinées ».

Albert Thomas, dépêché avec des missi dominici de la gauche française, s'indigne : « Du point de vue révolutionnaire même, cela est inadmissible. » La révolution, soit, mais bien amidonnée.

En Russie, la manifestation contestataire du 1<sup>er</sup> mai éveille des échos vengeurs. On exige le retour immédiat du contingent russe. *Le Social-démocrate*, sous le titre *Frères vendus*, soutient la revendication des soldats : « Camarades soldats! Une notable partie de vos frères a été jetée par le tsar sur le front français, comme gage offert au capital des pays alliés [...]. Dans leur assemblée, les soldats ont pleuré, ont dit qu'ils étaient vendus aux Français (c'est-à-dire aux capitalistes français). Hélas! camarades, c'est vrai et nous avons le devoir de nous adresser aux conseils des députés, des ouvriers et des soldats en les priant de s'occuper au plus vite de la question, d'écarter et de traîner devant les tribunaux ces criminels titrés qui attendent à la cause du peuple. » La protestation fait tache d'huile. Plus d'une vingtaine de conseils d'unité se solidarisent avec leurs camarades et excluent leur montée au front. En Russie comme en France, la guerre est devenue exécration. ●

(À suivre : la révolte, la répression.)

N. B. : Nous ne saurions trop recommander la lecture de l'excellent ouvrage *Histoire des soldats russes en France, Les damnés de la guerre*, de Rémy Adam aux éditions L'Harmattan, auquel nous avons eu recours comme au film de Patrick Le Gall, *20 000 Moujiks sans importance*.

# « NON, JE NE VEUX PAS CRACHER SUR CEUX QUI N'ONT PAS RÉUSSI »

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MURIEL BORDOGNA ET DOMINIQUE BENOIT-FROT\*

Les témoignages oraux, longtemps sujets de toutes les défiances, ont désormais gagné leur place parmi les sources reconnues et exploitées par les historiens. Ce ne sont ni des souvenirs ni des Mémoires, et il est nécessaire, comme pour tout autre document, de les appréhender de façon critique. La formulation orale, favorisée par un dialogue bâti avec précision, permet de réactiver les faits vécus. Certes, il peut y avoir des distorsions, mais c'est pour le témoin une occasion de revenir, de compléter et d'amender des stratégies ou des analyses du temps jadis.

Interroger des dirigeants, responsables ou militants communistes, met en présence plusieurs problématiques tout à fait spécifiques. Ce n'est guère le propos de toutes les décliner ici, mais il faut tout de même souligner que nous nous trouvons, le plus souvent, face au secret. Secret des réactions non dites pour ceux et pour celles qui n'ont pas voulu entrer dans l'opposition ou la dissidence ; secret sur des pratiques qui engagent l'être sur un champ bien plus large que celui du politique. Secrets inviolables pour celui qui occupa des fonctions importantes au sein du Parti et qui, des décennies plus tard, se sent toujours comme investi du devoir de ne pas « trahir ». Il se pense encore sous le regard des autres et ne se laisse pas le droit de dévoiler à la postérité incohérences ou désaccords.

Une différenciation d'une autre nature peut être faite entre le militant et la militante. Cette dernière met rarement en avant son action, qu'elle juge le plus souvent comme « naturelle » dans le cours de sa vie. Cette mémoire des femmes militantes qui n'a toujours pas, à nos yeux, fait l'objet d'un travail d'ampleur, est en

train de disparaître. Celles qui émergent, parce qu'elles furent les exceptions parvenues à des postes politiques notables, parlent ou écrivent, mais elles suivent le même processus que les hommes de pouvoir et ne se livrent guère. Qu'en est-il des ouvrières, des militantes politiques ou syndicales qui ne laissent ni leurs écrits ni le son de leur voix ?

Dans tous les cas, le travail de l'historien ou de l'archiviste est ardu. Le questionnement doit être tout à la fois souple et suffisamment ferme pour pousser le témoin à transgresser ses propres tabous. Il lui faut briser l'archétype du langage, œuvrer pour que les mots prononcés le soient sans qu'arrive l'émotion qui obère la parole ; rassurer le témoin quant à sa capacité de dire sans risque, sans ternir l'image que l'on veut laisser aujourd'hui pour demain.

Le témoignage de Marcel Krop, responsable politique et syndical est tout autre.

Son récit clair et limpide est exceptionnel, car il est doté d'une analyse fine, d'un éclairage qui cisèle le passé en le mettant en perspective avec le présent. Si Marcel Krop sait, sans aucun doute, apprivoiser et assembler les mots, il est avant tout un homme qui met en action son idéal.

Dans les nombreuses heures que nous avons passées ensemble s'affirme un discours fort, socle incontestable de valeurs qui menèrent et qui mènent encore sa vie. Sa pensée, très structurée, se reflète dans une parole claire et parfaitement intelligible pour tous. La transcription des propos n'en est rendue alors que plus aisée.

En désaccord dès les années 1970 avec la ligne politique du Parti, Marcel Krop n'en a pas pour autant abandonné le goût de la lutte.

Né en 1928 dans une famille d'origine hollandaise, il participe, alors qu'il est encore très jeune, à la libération de Paris. L'engagement politique s'impose, car il est « naturel » pour une partie de cette génération de passer de la libération du territoire à un projet de libération sociale.

\* Les *Orpailleuses*, nom que se donnent Muriel Bordogna et Dominique Benoit-Frot, recueillent des témoignages oraux à partir d'une méthodologie établie en fonction du champ de recherche et du témoin. Afin de lui conserver toute son authenticité, elles ont tenu, ici, à restituer la parole brute de Marcel Krop.

« Comme j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire, j'ai été assez naturellement lié au milieu communiste. J'ai même été adhérent des Jeunesses communistes au moment de la Libération. Le recrutement était facile dans cette période. Cependant, le Parti communiste immédiatement ne correspondait pas exactement à ce que j'avais pensé, il était très officiel en 1944 et 1945. Il m'a paru peut-être à tort, un peu solennel, répétitif. C'est dans ces conditions-là que, brièvement, j'ai regardé du côté des anarchistes. Je n'étais certainement pas un adhérent qui pouvait leur amener grand-chose, le courant me semblait assez singulièrement dilué. D'un côté, ils me faisaient peur, d'un autre, je ne voyais pas très bien où ils voulaient en venir.

Le Parti communiste lui, au contraire, est devenu en 1946-1947 – il y avait encore des ministres communistes –, un réel parti d'opposition dans la mesure où ses ministres allaient être mis à la porte. J'ai vu le parti qui, effectivement, proposait quelque chose de concret.

**QUAND ON ADHÉRAIT** au Parti communiste, on savait pour quoi on allait lutter. Le socialisme, puis grand rêve, le communisme, ça existait comme projet. Nous ne pouvions pas oublier le rôle considérable joué par les armées soviétiques. »

Il adhère au Parti en 1947, quelques mois avant le départ des ministres communistes.

« J'étais, du côté de mon père, d'une famille anticommuniste, du côté de ma mère, d'une famille très populaire, mon grand-père, que je n'ai pas connu, faisait les fêtes foraines, ma mère a travaillé pendant la guerre de 14 aux usines Citroën. Très naturellement du côté français, oui, l'adhésion au communisme n'était pas très difficile.

[...] Un jour, un camarade de mon quartier m'a dit : Veux-tu adhérer au Parti communiste ? J'ai dit oui. J'avais quelque peu l'impression d'ailleurs d'être déjà communiste.

[...] Le Parti avait recruté massivement et il y avait un certain nombre de gens qui prenaient la carte du Parti sans voir exactement ce que cela comportait. Ils étaient quelque peu d'accord avec les projets communistes, mais enfin... Je me souviens que, dans le quartier où nous étions [Gentilly], dans ces HBM, il y avait un recruteur remarquable ! (*Rires.*) Il vous faisait adhérer (*Rires.*)... des tas de gens ! Après, ça ne bougeait pas nécessairement ! Mais enfin, dans le groupe où je me trouvais, ce n'était pas ça. C'était immédiatement un travail accepté, mais un travail dont on n'a probablement pas idée dans les partis politiques, y compris le Parti communiste, actuellement. C'était vraiment du boulot ! À ceux qui voulaient se donner... il y avait de quoi !

» Il y avait déjà une énorme propagande, je ne suis pas tout à fait sûr d'ailleurs que tout ait été digéré. Je me souviens que nous distribuions de véritables sandwiches, de véritables casse-croûtes. Il y avait tellement de choses, on y mêlait une brochure avec l'intervention de tel camarade, un tract qui visait les femmes, un tract s'adressant à la jeunesse, on mettait tout ça et on invitait le peuple à lire. Il ne lisait pas toujours ! (*Rires.*) Et puis, dans le travail de propagande, il y avait un collage d'affiches qu'on n'imagine plus [...]. Il y avait la vente de *L'Humanité*...

Quand on adhérait  
au Parti  
communiste, on  
savait pour quoi on  
allait lutter. Le  
socialisme, puis  
grand rêve, le  
communisme, ça  
existait comme  
projet.

Les réunions, il y avait bien sûr les réunions de la cellule, mais il y avait aussi des réunions à la section [...]. Les campagnes électorales se faisaient avec des publics nombreux, mais notre point d'honneur, c'était de ne pas travailler uniquement pendant les campagnes électorales. Ce qui fait que la campagne électorale, c'était un tout petit peu plus. Par exemple, la vente de *L'Humanité Dimanche*, elle ne dépendait pas de la campagne électorale. Nous partions avec nos paquets de journaux et, si on regardait ce que ça représentait géographiquement, c'était très gros. À Gentilly, où j'ai milité *grosso modo* un an, la vente de *L'Humanité* se faisait non seulement dans des postes de Gentilly mais aussi en allant porter le journal à un certain nombre de gens qui étaient des espèces d'abonnés. [...] Et puis les manifestations, les pétitions, le porte-à-porte, etc.

» [...] Il faut peut-être ajouter qu'en fin 1946, 1947 et ça s'amplifiera, si nous amenions des combattants, nous perdions un certain nombre d'adhérents. Le Parti communiste, l'une des grandes difficultés de son histoire, ça serait d'écrire avec des documents exacts le nombre d'adhérents qu'il a eus, parce qu'il a pratiqué avec assez de fantaisie, notamment quand il comptait



encore sept cent mille adhérents. Nous avons perdu un peu, il est probable que nous avons perdu en 1947, 1948 et 1949, un certain nombre de gens qui étaient venus dans un parti de gouvernement. »

Au fil du temps, sa position vis-à-vis du Parti subit peu de changements. C'est le parti de la Résistance, de l'utopie et d'un meilleur monde possible. Les guerres coloniales, les conflits n'entament pas sa confiance dans les dirigeants. Il faut se souvenir qu'en ces années, si la propagande du Parti est identique dans tous les secteurs militants, ces derniers ne sont pas toujours une « masse » homogène et disciplinée. À propos de l'Algérie, le point de vue de Marcel Krop est notable. « Si vous voulez, j'en étais plutôt resté à la position du Parti communiste de l'après-guerre, y compris d'ailleurs en ce qui concerne les pays qui avaient été colonisés. Je pense que nous aurions été plus efficaces en maintenant un certain nombre de solidarités, au moment, par exemple, de la guerre d'Algérie que j'ai menée avec le Parti communiste jusqu'au bout. Mais je n'ai pas très bien compris quand il a commencé à critiquer sa propre attitude sur une base qui me semblait assez fragile, parce que cette attitude correspondait, selon moi, à des réalités concrètes. Pendant la guerre d'Algérie, nous n'avions pas fait la guerre du FLN, or, après, de plus en plus dans le Parti communiste se répandait l'idée que ma foi, nous aurions dû, etc. Nous aurions dû ? Non. Un certain nombre de nos camarades ont eu quelques misères, le FLN n'avait pas les traits d'une organisation communiste et, pour ma part, je regrette beaucoup que le Parti communiste algérien n'ait pas continué de vivre. Voilà, si vous voulez, il y avait des divergences dans les deux sens et je pense, par exemple – je cite cet exemple uniquement parce que ça a été une cause plus pratique de rupture mais qui doit se situer dans un ensemble que nous devions maintenir la solidarité de communistes avec les communistes des Antilles et non pas nous laisser aller à approuver des choses qui d'ailleurs sont complètement mortes aujourd'hui et qui aboutissent à dire, par exemple, nous sommes indépendants et pratiquement nous ne sommes pas indépendants parce que les Antilles sont restées dans l'ensemble français. Voilà. »

Après un bref passage dans le secteur de l'imprimerie, Marcel entre à la Banque de France et se syndique à la CGT.

« La révolution bolchevique s'était faite par le travail dans les entreprises, donc, les communistes pouvaient travailler dans des cellules locales s'ils n'avaient pas d'affectation précise en entreprise, s'ils n'avaient pas réussi à créer la cellule d'entreprise, mais le principal était censé se faire dans les boîtes. Je crois que ça n'a jamais été totalement respecté, parce que des cama-

rades préféraient militer localement. C'était une bataille. Nous étions nombreux à respecter simplement la règle, je me souviens que, pour mon cas, il y a eu une discussion pour savoir si on devait me faire changer de métier : aller travailler à la mairie de Gentilly où il y avait quelques besoins ou bien me laisser venir ici, dans l'entreprise. Si je restais dans l'entreprise, je devais y être affecté. Finalement, ça a été tranché, je suis resté à la banque et j'y ai milité. J'ai été assez rapidement secrétaire à la propagande de la section dont dépendait la banque. [...] Ensuite, je suis devenu secrétaire de la section en 1950.

**PLUS TARD, J'AI ÉTÉ MEMBRE** du Comité fédéral de Paris. J'y ai effectué différentes tâches, notamment électorales [...]. J'avais un certain nombre de doutes sur la possibilité de réaliser ce qui était notre but, parce que je voyais des choses qui ne me paraissaient pas aller précisément dans ce sens. Mais je croyais qu'il fallait tenir parce que, malgré tout, une certaine forme d'idéal restait, je croyais qu'il fallait tenir et qu'il fallait tenir avec une solidarité internationale. »

En 1955, Marcel Krop quitte son entreprise pour aller travailler au Comité central.

« À l'époque, le Parti communiste, on en a souri ici et là, mais, à mon avis, ça a peut-être été ce qu'il a fait de plus solide, enfin, une des choses extrêmement solides qu'il a faites. Le Parti communiste a formé des gens, on en a souri parce qu'un certain nombre de gens, qui n'avaient d'ailleurs pas plus lu Marx que moi, mais on commençait à parler de vulgate marxiste, avec un brin de mépris. Passez-moi l'expression, mais je considère que c'est de la connerie parce que le Parti communiste a été un très beau formateur. Certes, les idées étaient parfois discutables, je ne dis pas qu'il n'y avait pas une certaine étroitesse, je ne dis pas que les déductions étaient toujours marquées au coin du bon sens, mais je pense que, dans l'histoire ouvrière française, il n'y a aucun cas semblable de formation d'un certain nombre de gens.

Le Parti communiste prenait des gens qui n'avaient pas fait d'études particulières mais qui, par la lecture, par la réflexion, par ces écoles arrivaient à être à un niveau tout à fait acceptable pour faire la politique des ouvriers.

C'est comme ça que j'étais allé à l'école. J'ai été notamment vers 1955 à l'école centrale du Parti qui, à l'époque, était à Viroflay. À la suite de ça, on a fait des affectations et il se trouve que moi, on m'a demandé d'aller travailler pendant un temps au 44, dénomination familière à cause du numéro de la rue Le Peletier ; j'étais secrétaire de Georges Cogniot, qui était lui-même le secrétaire de Maurice Thorez. J'étais une espèce de racine de secrétaire ! (*Rires.*)

En tant que secrétaire de Georges Cogniot, j'assurais une série de choses qui le concernait : documentation pour son livre sur Heine, archivage de ses travaux, liaison avec les organisations et les personnes du secteur nord-est de Paris dans lequel il était député, c'était un temps de proportionnelle. Je l'aidais notamment dans la campagne des législatives de 1955 (vote au tout début de 1956).

Je faisais du tri de la presse qu'il devait soumettre à Maurice Thorez. Je résumais des rapports de membres du Comité central sur les fédérations pendant un temps et me suis occupé des œuvres du secrétaire en cours de publication.

**MAURICETHOREZ** avait encore une bonne vigueur de pensée, mais je ne suis pas sûr qu'il n'ait pas été touché tout de même assez gravement. Et je me demande si ça n'avait pas des répercussions dans son caractère quelquefois. [...] Je voyais très rarement Maurice Thorez, qui passait une partie de l'année dans le Midi, et, quand il revenait, il n'était pas fréquemment aux réunions de la direction du Parti. Il vivait à Bazainville si je ne me trompe pas, ce qui fait que Cogniot avait un gros travail de représentation. Pratiquement, la pensée de Maurice Thorez sur un certain nombre de sujets, elle était portée par Cogniot.

Maurice devait souffrir de ne plus être tout à fait le dirigeant qu'il avait été sur place. Ma foi, des problèmes de caractère eurent des échos. Ça a de l'importance peut-être dans certains comportements, mais nous avions tendance quand même à faire front parce que l'une des attaques qui étaient portées contre lui dans ce que j'appellerai le deuxième Parti, consistait à dire : « Oui, ce n'est plus le Thorez du Front populaire, ce n'est plus le Thorez de la Libération, il est considérablement amoindri. »

Marcel Krop quitte le Comité central et le secrétariat de Cogniot peu avant la publication du rapport Khrouchtchev. Pour lui, c'est à ce moment-là que sont nés deux partis communistes. Il s'en explique.

« La direction, elle a même dit un mensonge. Il faut, non pas excuser, mais essayer de situer le problème. D'abord, je vais vous dire quelque chose d'un petit peu méchant et que je retireraistout de suite, après tout Khrouchtchev en valait un autre, mais en disant que le rapport était "attribué au camarade Khrouchtchev", nous lui rendions service parce que, dans le rapport Khrouchtchev, il y a, me semble-t-il, des énormités. Khrouchtchev ne nous a-t-il pas présenté Staline faisant la guerre sur une mappemonde ? Peut-être, mais Staline, il était à Moscou en 1941 quand les Allemands n'étaient pas très loin. D'autre part, ceux qui ont entendu son appel après l'envahissement paraissent reconnaître que c'était une analyse politique qui

n'était pas si mauvaise et qui a contribué, après bien des déboires, à la victoire. Fermons la parenthèse.

Je ne peux malheureusement pas vous renseigner sur ce que ça donnait au siège du Comité central puisque j'en étais parti alors que Georges Cogniot et Maurice Thorez étaient en Union soviétique. Mais, ce qui me semble, c'est que ça a été un coup énorme et qu'un certain nombre de dirigeants du Parti communiste français ont dit : « Diable, où allons-nous, parce qu'il va nous falloir en définitive nous renier. » Se renier non pas sur la personnalité de Staline, parce que, après tout, ma foi, c'est un homme, mais sur les objectifs politiques. Ils n'ont pas vu ce que serait la suite et, sur la suite, il serait très intéressant de parler. Immédiatement, ils ont vu qu'un certain nombre de choses n'étaient pas très explicables. C'est pourquoi je pense qu'ils ont fait cette piètre invention de parler d'un rapport « attribué », alors que tout le monde savait à peu près et que nous ressentions bien qu'il faudrait un jour ou l'autre dire tout de même qui l'avait fait, ce rapport.

Qu'est-ce qui était extraordinaire dans le Parti communiste ? Ça, la suite le prouvera amplement, c'était sa base. C'étaient ses militants et notamment les gens qu'il avait formés pour le travail. C'était une armée, si l'on peut dire, extrêmement efficace. Or, 1956, je ne sais pas s'il y a eu retard ou s'il y a eu avance, ça on peut discuter, mais 1956, ça a été le moment où, pardonnez-moi c'est une image et je conçois volontiers qu'on le conteste, mais ça a été le départ du moment où existeraient deux partis communistes. Nos adversaires le plus souvent ne le savaient pas. Les plus avertis le perçurent assez vite.

**NAGUIT UN PARTI COMMUNISTE** qui a d'abord été beaucoup plus faible et qui était battu régulièrement. Avec le centralisme démocratique, on endiguait dans les congrès. Le centralisme démocratique visait à assurer l'unité de direction. Il visait à distinguer le Parti communiste d'un parti social-démocrate. Si le Parti communiste avait accepté la représentation des minoritaires, il serait devenu plus vite ce qu'il est devenu, un parti qui, par bien des traits, n'est pas différent d'un parti social-démocrate d'avant la guerre de 14.

1956, c'est le début. Dans les secteurs ouvriers, ça ne touche pas au départ mais, enfin, on aurait tort de croire que ça ne commence pas à mordre. À la Banque de France, on peut considérer qu'à partir de 1956 il y a vraiment deux Partis communistes – ça n'empêche pas d'ailleurs que j'estimais et que je continue d'estimer les divers camarades qui en étaient membres. Il y avait ceux qui se référaient à *L'Humanité* et il y avait ceux qui se référaient au *Monde* et éventuellement à *L'Unita*. Alors, c'était un heurt obligatoire parce que nous venions avec *L'Humanité*, qui avait ses faiblesses mais qui nous paraiss-





sait représenter ce qu'il fallait conserver si nous voulions maintenir un parti révolutionnaire, et puis il y avait *Le Monde*, *L'Unita* qui fournissaient régulièrement des informations souvent exactes mais démobilisatrices dans la mesure où elles s'inséraient dans une volonté de mettre par terre l'organisation de combat. Jamais le Parti communiste ne retrouvera ce qu'il était au début de 1956. Il entamait la grande mutation qui le conduira à se manger lui-même [...].

Nous venions avec  
*L'Humanité*, qui avait  
ses faiblesses mais  
qui nous paraissait  
représenter ce qu'il  
fallait, et puis il y  
avait *Le Monde*,  
*L'Unita* qui  
fournissaient  
régulièrement des  
informations souvent  
exactes mais  
démobilisatrices.

Or, je n'en étais pas à considérer que, dans les événements de Hongrie, la position de l'Union soviétique, la position du PCF n'était pas communiste. Nous sentions des difficultés. J'ai approuvé la position du Parti concernant la Tchécoslovaquie<sup>2</sup>, mais je n'ai pas très bien compris toutes les conclusions qu'on en tirait ; qu'il fallait faire attention, que la solidarité, certes, mais enfin, ce n'est pas précisément ce qui va nous permettre d'obtenir les meilleurs résultats électoraux en France. Ça me paraissait une erreur d'appréciation et, assez paradoxalement, j'avais des réserves aussi dans l'autre sens. Je crois que la politique nationale du Parti communiste, qui avait été vraiment un changement considérable, commençait à subir un certain nombre d'accrocs [...]. »

Dans les années 1960, il devient secrétaire général de la CGT Banque de France alors qu'elle est en pleine déconfiture. Une partie des adhérents du syndicat autonome de la banque vient de faire scission pour créer une section fédérale indépendante. La CGT « héberge » cette section dans les locaux de sa permanence, mais les

actions revendicatives ne sont pas toujours à l'unisson. À cette situation vient s'ajouter un second problème. La CGT, qui n'est guère importante en nombre d'adhérents, voit une partie d'entre eux rejoindre un adhérent, M. Richard, « scissionnaire cégétiste » ! La raison d'être et le but premier de ce « groupuscule » étaient de lutter contre la mixité des carrières. Seuls les hommes devaient avoir droit à une promotion sociale dans l'entreprise. Le mot d'ordre était « rayez les femmes », aussi bien dans la course vers l'égalité des salaires que sur les listes aux élections sociales.

Lorsque Marcel Krop quitte la permanence pour retourner dans l'exploitation, il a évité l'implosion du syndicat, évité sa décomposition.

« Et puis il y a eu la montée dans le Parti communiste de l'idée d'union resserrée avec les socialistes. Cela se concevait parfaitement, mais le Parti communiste a fait une erreur d'appréciation, explicable d'ailleurs, car il vivait beaucoup avec l'idée de 1936. 1936 avait bénéficié aux communistes, et le Parti communiste a cru qu'il fallait écarter ceux qui avaient tendance à grogner et aller à fond, beaucoup plus loin qu'en 36, aller à fond dans l'union avec le Parti socialiste, avec ce thème, ô erreur ! Le Parti socialiste a changé. Non, le Parti socialiste, très respectable d'ailleurs, était un parti socialiste et il n'avait pas du tout fondamentalement changé. Je me souviens de petits faits de la vie, des camarades que nous allions voir pour leur dire : Nous allons entreprendre ceci ou cela, répondant : Ah oui, parlons-en à nos camarades socialistes. C'était l'erreur, car l'unité ne devait pas signifier le renoncement lorsque étaient en cause des points essentiels.

Le Parti communiste a eu un réveil en 1974. À l'élection de 1974, Mitterrand n'est pas très loin d'y arriver, et on a l'impression que le ciel est bleu entre communistes et socialistes. Tout va bien, mais il y a les élections partielles, plus tard en 1974, si je me rappelle bien. Un certain nombre de communistes sont frappés de stupeur parce que ce n'est pas du tout le schéma de 1936 qui se reproduit, l'union telle qu'elle était faite bénéficiait avant tout aux socialistes. Et il y a, à ce moment, très probablement, je n'étais pas sous la table, dans la direction du Parti communiste les questions : Où est-ce que nous allons ? Ne vont-ils pas finir, cette fois, par nous posséder ? Alors elle se lance, et c'est l'autre erreur, elle se lance dans une campagne à corps perdu qui l'amènera à contester le contenu du Programme commun, et peut-être pas sur les points où il méritait d'être contesté, mais avec une discussion sur le chiffre qui aboutissait à être un petit peu ridicule... On mettait des chiffres peu contrôlables et puis, si ça ne s'arrangeait pas tout à fait, on indiquait



qu'il y aurait des économies nées d'une disparition miraculeuse des gaspillages. C'est très dangereux. Les trésoriers de cellule savaient que les économies n'étaient pas si faciles.

**MÊME APRÈS QUE J'EUS QUITTÉ LE PARTI** communiste, ses positions m'intéressaient, et je l'ai entendu, pour satisfaire à l'union, qu'il minait d'autre part, dire ne pas s'opposer à l'élection au suffrage universel du Parlement de Strasbourg parce qu'il était pour le suffrage universel. Ce qui me paraît un non-sens. Nous sommes pour le suffrage universel, mais nous étions opposés à l'élection au suffrage universel du président de la République. En regardant le spectacle actuel, je pense que nous avons raison. Toujours est-il que nous arrivâmes aux élections de 1981 où, cette fois, conscience a été

**Nous sommes pour le suffrage universel, mais nous étions opposés à l'élection au suffrage universel du président de la République. En regardant le spectacle actuel, je pense que nous avons raison.**

prise que nous n'étions plus le parti déterminant à gauche. Moi, je suis parti en 1975, si je ne fais pas d'erreur. »

Les élections dans les années 1970 indiquent, pour Marcel Krop, malgré quelques réussites, que « l'affaire cheminait ».

« Paris a constitué quand même un peu une exception, et une exception particulièrement troublante parce que la Fédération de Paris a recruté peut-être mieux que dans d'autres endroits. La thèse qui était défendue notamment par Fiszbin<sup>3</sup> avec beaucoup d'ardeur, elle aboutissait à faire que le renforcement du Parti masquait ce qui allait suivre. Je suis à peu près sûr que, si l'on avait dit à un camarade militant que, sept ans après, le Parti communiste connaîtrait l'élection qui a été vraiment le signe du début des pertes importantes, il ne l'aurait pas cru.

Pour le cas particulier de Fiszbin, c'était d'ailleurs un

camarade dont je conserve le meilleur souvenir, il est décédé maintenant, mais je crois que, à partir d'un certain moment, il n'était plus communiste, mais il ne le savait pas. C'est d'ailleurs pour ça que, très naturellement, il est allé au Parti socialiste et il était devenu mitterrandien en diable. Je crois que, pour lui, ça a constitué une évolution ordinaire, il est venu près du Parti socialiste avec sa touche communiste. Entre un socialiste qui n'a pas la touche communiste et un socialiste qui a la touche communiste, il n'y a plus grande différence. Je crois d'ailleurs que Fiszbin n'est pas seul et qu'il a accompagné la transformation, il a marché dans un sens tout à fait prévisible par rapport à ses pensées [...]. J'ai eu une conversation avec lui à propos de la banque. [...] Nous avons parlé un petit peu des problèmes de la banque, de nos différences, et j'avais été amené à lui dire : « Là, quand même, il faut peut-être qu'on réagisse ? » ; eh bien non. Je ne sais plus d'ailleurs exactement quel argument il m'avait donné, mais j'en avais tiré la conclusion : « Camarade, tu te goures complètement, on va vers des chemins radieux » et puis voilà.

Quand même à Paris, il y a eu, à un moment donné, après 1974, une prise de conscience assez sérieuse : Est-ce qu'on doit continuer comme ça ? Si je ne me trompe pas, il y a eu un rapport du Comité fédéral de Paris, de la direction, pour la préparation d'une conférence fédérale et qui avait été mise en minorité en certain nombre d'endroits.

J'ai connu une période où le Parti communiste était vraiment dans les différents secteurs en tête et les socialistes étaient amenés à se désister. Nous avons fait se désister dans notre secteur deux morceaux de poids, Badinter en 1967 et Joxe en 1968. Et ça, il en restait quelque chose quand il se constituait les listes pour 1977 et pas probablement avec la même influence réelle, mais il en restait assez pour « Fiszbin, futur maire de Paris ». Les communistes avaient encore une petite pointe d'avance, et il a été tout près de réussir. Seulement, qui avait fait des progrès ? En dépit du fait que Fiszbin se trouvait en tête, dans la réalité, qui avait fait des progrès ? C'étaient plus les socialistes que les communistes. Et ces élections municipales d'ailleurs ont laissé croire qu'en 1978 la gauche allait gagner.

Or, en 1978, elle n'a pas gagné, et le Parti socialiste continuait de se renforcer proportionnellement aux dépens des communistes. Les élections de 1979 au Parlement de Strasbourg ont encore masqué les choses parce que le vote se faisait dans l'ensemble du pays, il n'y avait pas de désistement et, ma foi, il restait encore assez de dynamisme et de forces indépendantes au communisme pour arriver à faire quelque chose d'honorable. Pour ma part, je crois bien, je suis en train de

chercher, mais je crois bien que c'est la première fois que je n'ai pas voté communiste, je n'ai pas voté pour d'autres non plus. Mais, en 1979, le Parti communiste s'en tire assez bien, seulement l'affaire cheminait.

[...] *La distance des socialistes par rapport aux communistes s'explique de la façon suivante : eux étaient restés ce qu'ils étaient, nous, malheureusement, nous n'étions plus ce que nous aurions dû être.*

Reprenons le débat sur cette question. Je me souviens encore d'un camarade qui avait écrit dans *L'Humanité* en substance pour répondre à des objections concernant le contenu international du programme commun. "Mais, Camarade, tu ne te rends pas compte, les socialistes ont changé." Je ne sais pas ce qu'il est devenu, ce camarade, j'espère qu'il est heureux, en bonne santé! Mais les socialistes n'avaient pas du tout

De bons camarades  
pensaient qu'il  
suffisait de mettre  
plus de liberté et  
que tout allait  
marcher mais, au  
fond, nous avons été  
battus eux et nous.

changé. D'ailleurs, pour mettre un homme comme Mitterrand, que je ne méprise pas, à la tête du Parti socialiste, il leur fallait n'avoir guère changé [...]. Comme il était intellectuellement assez fort, il était capable de parler en donnant l'impression qu'il avait vaguement vu le problème mais, en vérité, je crois même qu'il s'en contrefoutait! Au fond, nous n'étions pas du tout dans sa culture, mais c'était un homme séduisant, et un certain nombre de nos camarades étaient effectivement séduits.

Quand même, je tiens à faire une mise au point, si vous voulez. Dans mes propos, il n'y a pas du tout l'idée que, si nous avions suivi une autre voie, nous aurions gagné. Je crois que nos difficultés, la chute de l'Union soviétique qui s'écroule sur elle-même, tiennent à d'autres causes et le problème, c'est que, entre les deux partis, nous voulions quand même tous, plus ou moins peut-être avec l'écoulement du temps, mais nous voulions quand même tous le socialisme dans ses grandes définitions. De bons camarades pensaient qu'il suffisait de mettre plus de liberté et que tout allait

marcher mais, au fond, nous avons été battus, eux et nous. Sur le plan individuel, certains ont peut-être réalisé au Parti socialiste leur idéal, parce que j'ai remarqué quand même qu'il n'y en a pas tellement qui soient montés haut dans le Parti socialiste. On leur a collé éventuellement des places mais, bon, ce n'est pas allé très loin. Est-ce que leur culture s'y opposait? Je ne sais pas du tout. Je crois, en tout cas, que l'analyse des causes de notre défaite, à eux, comme à nous, c'est autre chose. Nous avons été bons dans la guerre en dépit des drames internes.

Je me demande tout de même si nous n'aurions pas dû davantage et si nous ne devrions pas encore maintenant de façon approfondie nous poser la question : Pourquoi la défaite?

» N'importe comment, ce n'est pas inutile et puis, même défait, je pense que le mouvement communiste a apporté au monde un essai. Ce qui me surprend quelquefois, c'est que cette question soit si peu posée. [...] Tout ça pour vous dire que je suis vieux, je ne sais pas très bien ce qu'il faut faire et que j'espère que vous qui êtes plus jeunes vous verrez un certain nombre de changements qui vous permettront de raisonner autrement, mais, pour moi, l'affaire se borne à ceci : non, je ne veux pas cracher sur ceux qui n'ont pas réussi parce qu'ils ont tout de même amené certaines choses et ils ont prouvé qu'on pouvait au moins vivre sans un certain nombre de choses.

Oui, ils ont tenté, ils n'ont pas réussi, ça s'est effondré, mais nous ne sommes pas autorisés, pour ma part je ne me sens pas autorisé à dire : "Ces gens-là, ils n'ont pas réussi parce qu'ils n'ont pas fait ceci, parce qu'ils n'ont pas fait cela." ●

1. Georges Cogniot (1901-1978), agrégé de lettres en 1924, membre du PCF en 1921, membre du Comité central de 1936 à 1964, élu député en 1936, il est également rédacteur en chef de *L'Humanité* (1937-1947). Proche collaborateur de Maurice Thorez (il est le fondateur de l'Institut Thorez, ancêtre d'Espaces Marx), il représente le PCF au Bureau d'information des Partis communistes (Kominform). [NdLR.]

2. En 1968, l'armée de l'URSS et de plusieurs pays de l'Est occupent la Tchécoslovaquie pour mettre fin au printemps de Prague, démocratisation initiée par le PCT et son secrétaire général Alexander Dubcek. Le PCF désapprouve l'intervention. [NdLR.]

3. Henri Fiszbín (1930-1990), député de 1973 à 1978, premier secrétaire de la fédération de Paris du PCF en 1973, démissionne en 1979 à la suite de l'« affaire de Paris ». Celle-ci se situe dans le contexte de la rupture du Programme commun de gouvernement (1977, l'année où la liste d'union qu'il dirige dans la capitale manque de quelques voix la victoire aux municipales) et de l'échec du PCF aux élections législatives de mars 1978. Georges Marchais accuse alors les dirigeants fédéraux d'être responsables de la crise qui s'installe dans le Parti. Refusant l'autocritique, une dizaine de dirigeants démissionne. Henri Fiszbín rejoindra plus tard le PS, dont il sera sénateur des Alpes-Maritimes (1986-1988). [NdLR.]

# CRITIQUE DE LA MÉLANCOLIE DE GAUCHE

ARNAUD SPIRE

Le progrès social est aujourd'hui ce qui satisfait les besoins ressentis par les citoyens devenus simples consommateurs et en même temps le support d'un espoir aveugle de résolution des problèmes de tout genre. L'association des termes gauche et progrès est-elle à démontrer? Certes non. La filiation entre les Lumières, la Révolution française de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et l'accent mis sur l'histoire de la relation critique des gauches à l'idéologie d'un progrès linéaire n'était jusqu'ici que rarement mise en cause. Dans *Histoire des gauches en France*, l'historienne Anne Rasmussen en décrit trois aspects négatifs, inégalement répartis aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : le bris des machines qui « suppriment les emplois », la dégradation de la condition ouvrière et l'apparition d'un « désenchantement antiscientifique ». Mis à part la question de l'impossible développement intrinsèque des forces productives, chez Marx, dès lors qu'elles ne sont pas mises en relation avec les rapports sociaux de production, les deux premières postures sont compatibles avec une « interprétation (globalement) progressiste du monde », le progrès reste de l'ordre du souhaitable, il suffirait de le maîtriser et d'en amenuiser les risques.

Tandis qu'avec la « critique antiprogressiste du progrès » attribuée à tort à Nietzsche, « voir dans l'histoire la réalisation du bien et du juste est un blasphème contre le bien et le juste », le progrès change de camp. Cela illustre peut-être ce fragment d'Héraclite assimilant l'histoire universelle à un « pêle-mêle d'ordures », mais cela permet surtout de sacraliser le progrès. La notion est utilisée par la droite pour dissimuler ses prises de position conservatrices. Le constat des risques que fait courir à la planète le progrès peut être foncièrement conservateur ou de droite, mais ce reproche peut également être adressé à la gauche<sup>1</sup>, « qu'elle soit sociale-démocrate, marxiste, écologiste ou anticapitaliste, il a sans cesse été récupéré par l'Esprit du capitalisme en s'intégrant plus en

avant à [la société du] "spectacle", si bien qu'il est devenu une source essentielle de la survie du capitalisme ».

Les origines de la notion de progrès sont antérieures à la fameuse querelle des Anciens et des Modernes (1687-1698). C'est le siècle des Lumières qui, le premier, a fait de ce concept son porte-drapeau. Toute une génération qui va du philosophe anglais John Locke au philosophe français Auguste Comte croit aux « progrès » continuels de l'esprit humain. Dans son *Traité du gouvernement civil*, Locke explique que les hommes naissent et doivent rester foncièrement égaux et libres. Il attaque l'esclavage comme un état contre nature et démontre l'erreur de ceux qui confondent le pouvoir patriarcal avec un devoir vis-à-vis de la nature. Il conteste l'état de minorité assigné aux enfants et déclare l'absolutisme monarchique essentiellement illégitime. Auguste Comte, dans son *Catéchisme positiviste*, sacralise sa propre loi des trois états (l'état théologique, l'état métaphysique et l'état positif ou scientifique) en une conception dogmatique de l'histoire universelle du progrès dans quelque société ou phase que ce soit. L'« idée que le travail et l'industrie constituent d'une certaine façon une continuation de la guerre par d'autres moyens est au centre du positivisme<sup>2</sup>. »

Il convient d'en chercher encore plus loin l'origine dans la théologie. Les précurseurs d'une philosophie de l'histoire conçue comme progrès pourraient se réclamer explicitement de la théologie chrétienne de saint Augustin (*La Cité de Dieu*) ou du philosophe arabe Ibn Khaldoun (*Discours sur l'Histoire universelle. Al-Muqaddima*). Le salut chrétien ou, plus tard, le paradis musulman se sont changés en idéologie du progrès. La flèche du temps va de la souffrance vécue vers le bonheur universel, tandis que la barbarie recule devant la finalité d'une civilisation radieuse. Mais c'est avec le philosophe italien Jean-Baptiste Vico (1668-1744) que la théologie de l'histoire va être laïcisée, et

le concept de philosophie de l'histoire former un tout évoluant vers une fin, réélaboree. Dans le septième des *Discours inauguraux*, Vico prend, contre la raison cartésienne, la défense de l'imagination, de l'invention et de la création. À la « critique » il oppose la « topique » et reproche à la philosophie de son temps de négliger le monde humain, celui de l'éthique et de la politique, au profit du « monde naturel ». Le droit lui apparaît alors comme l'institution humaine la plus significative, car il est création spontanée et collective de la société, une norme qui fonde l'unité de ce qui est juste à travers la multiplicité des droits, un universel qui ne se révèle que dans et par l'histoire. Il étend ainsi le droit à une dimension parmi d'autres du devenir historique (dans son *Principe d'une science nouvelle relative à la nature de nations*). Un monde proprement humain est un monde qui arrache progressivement ses créatures à leur bestialité primitive. La « sagesse poétique » est une sagesse « vulgaire » et non réfléchie. Et elle comporte une métaphysique se manifestant par les capacités de transcender et de diviniser, qui sont des « facultés » indispensables à la foi et à la religion.

Les Lumières n'ont pas tout de suite donné naissance à une nouvelle conception philosophique de l'histoire. Les hommes et les femmes des Lumières ont aménagé la théologie chrétienne de l'histoire à leur convenance et ont ainsi fondé une « translation simple » de région ontologique – celle de la philosophie chrétienne – à un autre domaine ontologique, la philosophie des sciences. Les présupposés ontologiques demeurent sous influence (messianisme de Marx compris) judéo-chrétienne. La loi du progrès devient un récit de l'humanité en marche obéissant à la nécessité historique et morale. Tous les auteurs de la fin du siècle des Lumières partagent la tentation de périodiser cette histoire. Pour Charles Fourier (1772-1837), l'humanité passe ainsi de l'« édénisme » à la « sauvagerie » en passant par le patriarcat (domination politique de l'homme sur la femme), jusqu'à la « barbarie » (captation, prédatons violentes), pour atteindre le « stade suprême de la civilisation ». Mais qu'il s'agisse de l'esclavagisme, du féodalisme et du capitalisme pour Marx, de l'édénisme, de la sauvagerie, de la barbarie et de la civilisation pour Fourier, c'est toujours, comme l'écrit le père Henri de Lubac, la conception hiérarchique de l'histoire religieuse qui relaie, de façon à peine sécularisée, les trois âges du monde de la théologie du XIII<sup>e</sup> siècle (Joachim de Flore).

La notion politique de gauche, par opposition à la droite, est née en France au moment de la Révolution. À l'Assemblée nationale, lors des premières discussions constitutionnelles, les opposants au droit de veto royal se regroupaient à gauche de l'hémicycle,

tandis que les partisans du pouvoir royal en formaient l'aile droite. Bien qu'historiquement datées et géographiquement situées, les notions de gauche et droite se sont rapidement répandues au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles en Europe. Il convient de savoir que la première Assemblée nationale utilisait aussi une autre disposition, la « Gironde » en bas pour les proches du pouvoir, et la « Montagne » en haut, plus loin dans l'hémicycle. Dans la gazette *L'Ami du peuple*, Marat soutient qu'il convient, dans l'intérêt du tiers état, de respecter la « géographie ». La gauche repose, inégalement suivant les pays, sur deux piliers : le progressisme et un certain interventionnisme social. Selon les points de vue, les extrêmes font ou non partie de la gauche ou de la droite. Pour les communistes, la stratégie révolutionnaire, jusqu'en l'an 2002 où la gauche a appelé à voter au second tour de la présidentielle pour

Les présupposés ontologiques demeurent sous influence (messianisme de Marx compris) judéo-chrétienne. La loi du progrès devient un récit de l'humanité en marche obéissant à la nécessité historique et morale.

Jacques Chirac, homme politique de droite, contre Le Pen (extrême droite), a consisté à affirmer que l'extrême gauche n'était pas de sa famille politique, mais que l'électeur extrémiste de gauche en était. À partir de 2002, la conception minoritaire chez les communistes d'un « pôle radical » excluant définitivement le Parti socialiste a commencé à faire débat. Aujourd'hui, de nombreux partis classés « à gauche » ne sont pas représentés à l'Assemblée nationale. C'est là l'une des nombreuses injustices de la démocratie parlementaire. Les « libéraux » se retrouvent parfois avec la gauche dès lors que, le libéralisme économique primant, le conservatisme de droite s'exerce sur les mœurs

(contraception, avortement, homosexualité...). Par ailleurs, on peut rapprocher ce phénomène d'une francisation de l'« alternance » à l'anglo-saxonne dès la formation du Bloc des gauches comme coalition des modérés en France (1899-1906).

Dans un essai sur la civilisation libérale dont l'ambition serait d'instituer la moins mauvaise société possible en protégeant l'humanité de sa folie idéologique, **Jean-Claude Michéa** critique la « tyrannie du bien » qui est à l'origine de tous les maux du genre humain. C'est le cas aujourd'hui de la lutte « pour le Bien » que mène **George Bush** aux États-Unis. Les conservateurs présentent l'« enrichissez-vous » libéral comme un « empire du moindre mal<sup>3</sup> », tandis que la gauche s'estime en devoir de dénoncer une sorte de divinisation du marché dans lequel le seul espoir ne résiderait plus que dans la figure sans lendemain de l'« homme révolté ». C'est ainsi qu'aux États-Unis le triomphe définitif du capitalisme se confond chez l'idéologue républicain **Francis Fukuyama** avec la « fin de l'histoire », tandis qu'en France certains reprochent à la gauche sa prétendue acceptation du marché. On retrouve là le problème que rencontre la philosophie libérale : l'impossibilité d'articuler le déterminisme des lois du marché et le libre-arbitre qui véhicule l'idée que c'est à chaque individu de se charger d'être heureux. Faute de penser le libéralisme dans son unité dialectique effective, les libéraux d'aujourd'hui entendent par « égalité » le nivellement par le bas, et la promotion des « meilleurs » dissimule une « haine profonde de la démocratie ». Comme l'écrit le philosophe polonais **Zygmunt Bauman** : « Le progrès, jadis manifestation la plus extrême de l'optimisme radical et promesse d'un bonheur durable et universellement partagé, a basculé vers le pôle diamétralement opposé, celui de l'anticipation fataliste et dystopique<sup>4</sup>. » Le progrès est devenu un interminable « jeu de chaises musicales » dans lequel un instant d'inattention entraîne une défaite irréversible et une exclusion irrévocable.

C'est en fait le vieil État-providence replâtré par la gauche française qui a fait son temps. Comment, dès lors, inventer de nouvelles voies de transformation de la société au moment où le modèle social-démocrate ne se distingue plus très bien du modèle libéral de la droite et alors que les pays socialistes ont implosé ? Le philosophe italien **Antonio Negri**, dans un ouvrage significativement titré *Goodbye Mister Socialism*<sup>5</sup> par référence au film allemand *Goodbye Lenin*, vient de revisiter l'histoire de la gauche depuis 1989. De la naissance de l'utopisme nomade zapatiste et de l'énigmatique figure du sous-commandant **Marcos**, à l'émergence à Seattle du mouvement altermondialiste

(où le monde du travail est fort peu représenté) à l'apparition des non-grévistes « solidaires » des grèves de 1995 en France, à la montée en puissance du travail précaire dans l'ensemble de l'Europe, il y a une accumulation de métamorphoses dont la gauche doit tenir compte sans s'y dissoudre, sous peine sinon de disparaître, en tout cas d'être confondue avec la droite modernisée. L'ex-penseur de référence des Brigades rouges ne se résigne pas. Face à la reconfiguration des pouvoirs par la droite il montre que le « bien commun », au sens où l'expression existe dans la littérature communiste, est, plus que jamais, « à réaliser » parce qu'il est porteur, dans la situation mondiale actuelle, de « liberté et de possibilités de plus en plus nombreuses et diverses pour tous les individus<sup>6</sup> ».

C'est dans ce sens que les sociologues **Philippe Corcuff** et **Alain Maillard** viennent de faire paraître une histoire des socialismes français<sup>7</sup> présentée sous l'angle de l'épineuse question du pouvoir. Il s'agit d'une invitation à ne pas négliger l'histoire des gauches pour combler le trou noir des rapports entre socialisme et pouvoir politique. Il ne s'agit pas de chercher dans ce processus des recettes qui auraient été insuffisamment appliquées dans les courants de pensée que le marxisme a marginalisés. Il ne s'agit pas non plus de renouer avec les dimensions « libérales » de certains socialistes français : **Leroux**, **Proudhon**, **Jaurès**, ni de réactiver le républicanisme des socialistes jacobins pour faire face à la domination des marchés financiers. Il s'agit de réactiver la mélancolie historique de **Walter Benjamin**. Dans cette version laïcisée du messianisme juif, la gauche sera amenée à rompre avec sa vision linéaire de l'histoire, celle d'un mouvement dans le temps homogène et vide, pour tenter d'arracher l'époque à venir aux dégâts de la mondialisation libérale. Cette mélancolie ne doit pas être nostalgique sous peine d'être conservatrice, mais, comme le chantait **Charles Aznavour** dans *Non, je n'ai rien oublié* qui raconte la possibilité d'un nouveau départ amoureux, par-delà l'échec, « mon passé revient du fond de sa défaite ». On ne construit rien à partir de rien. ●

1. Jean-Claude Michéa, *Impasse Adam Smith. De l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*, Flammarion, coll. « Champs », réédition 2006.

2. Jean-Claude Michéa, *L'Empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale*, Climats, 2007.

3. *Id.*, *ibid.*

4. Zygmunt Bauman, *Le Présent liquide*, Le Seuil, Paris, mars 2007.

5. Antonio Negri, *Goodbye Mister Socialism*, Le Seuil, Paris, mars 2007.

6. Michel Vadée, *Marx Penseur du possible*, Klincksieck, Paris, 1992, p. 496.

7. Philippe Corcuff et Alain Maillard, *Les Socialismes français à l'épreuve du pouvoir*, Textuel, La Discorde, septembre 2007.





# LES DEUX FACES DE L'ENTREPRISE CAPITALISTE

Daniel Bachet, *Les Fondements de l'entreprise. Construire une alternative à la domination financière*

Éditions de l'Atelier, Paris, septembre 2007.



L'ouvrage de Daniel Bachet est une contribution essentielle au combat contre l'hégémonie néolibérale qui exerce sa domination mondiale depuis les années 1980. Le cœur de l'idéologie néolibérale, c'est en effet le modèle de l'entreprise capitaliste gouvernée par les critères de la rentabilité financière présentée comme

la norme unique, la seule possible, de l'efficacité économique, y compris aujourd'hui dans tout le secteur public, dans les sphères de l'État régalién, jusqu'au domaine de la culture et de la vie quotidienne.

Or c'est justement le fondement même de ce modèle que Daniel Bachet remet ici en cause. Il ne s'agit pas, en effet, pour lui de simplement « réhabiliter » l'entreprise, comme le firent les dirigeants du Parti socialiste et toute la social-démocratie européenne, dans les années 1980, sans toucher aux fondements de l'entreprise capitaliste identifiée à la « société de capitaux ». Il ne s'agit pas non plus, à la manière de l'école de Bourdieu, de se contenter de « contester » la notion même d'efficacité économique, mais bien plutôt de démontrer qu'il y a d'autres critères d'efficacité possibles dans l'entreprise que les critères du profit et de la rentabilité financière.

L'entreprise capitaliste a, en effet, deux faces. D'une part, elle a une face officielle, codifiée par le droit, c'est la société anonyme, la « société de capitaux » fondée sur la propriété privée des « apporteurs de capitaux » associés ; mais l'entreprise, c'est aussi, une communauté de travail allant de l'ouvrier au cadre dirigeant et dont

l'objectif n'est pas la rentabilité financière, mais la production de richesses, c'est-à-dire de biens et de services utiles à la population. Dans ce deuxième sens, l'entreprise ne peut être réduite aux apporteurs de capitaux, car elle comprend également les « apporteurs de travail » ; Daniel Bachet va même plus loin en incluant dans l'entreprise « socialement responsable » les populations environnantes, les collectivités locales, les associations d'usagers qui peuvent intervenir dans le choix des produits et des services, dans les innovations destinées à répondre ou à anticiper les besoins et les attentes des clients.

Opposer la « communauté productive » qu'est l'entité entreprise à la « société de capitaux » qui ne se préoccupe que du rendement des actions aurait permis à la gauche de se distinguer clairement de la droite, et notamment en 1981 de donner un autre sens aux nationalisations et au rôle de l'État entrepreneur dans tout le secteur public. Mais, pour donner tout son sens, toute sa vigueur, toute sa crédibilité à cette opposition de principe entre l'entreprise et la société de capitaux, simple communauté d'actionnaires, il faut s'attaquer concrètement aux critères et aux instruments de gestion qui fondent l'efficacité économique de la société de capitaux. Il n'y a pas, en effet, une seule conception possible de la productivité, de la compétitivité et de la conquête de parts de marché et enfin de la performance globale<sup>1</sup>. Daniel Bachet montre clairement comment l'on peut opposer à la productivité apparente du travail (l'économie sur les « coûts du travail ») la productivité globale des facteurs (travail et capital) que le P-DG de BSN, Antoine Riboud, tenta un temps de mettre en œuvre ; à la « compétitivité prix » (fondée sur la réduction des coûts) on peut opposer la « compétitivité hors-prix » fondée sur l'avantage que procurent la qualité et l'innovation ; à la rentabilité financière on peut enfin opposer l'efficacité sociale, qui est mesurée par la création de valeur ajoutée, donc de richesses pour les salariés, les entrepreneurs et la population.



Mais comment concrètement mettre en cause cette confusion illégitime entre entreprise et société de capitaux, entre création de richesses et rentabilité des actions ? Daniel Bachet nous propose une démarche gramscienne, jauréssienne, l'« évolution révolutionnaire ». Il ne s'agit pas d'une rupture radicale avec la société capitaliste, rupture non crédible pour l'auteur, hors de portée du rapport de forces actuel, en France comme dans le monde, entre les organisations progressistes anticapitalistes et le « bloc hégémonique » qui gouverne l'entreprise et la société (groupes multinationaux, marchés financiers, appareils hégémoniques et idéologiques dominant la culture gestionnaire, forces politiques et institutions converties au néolibéralisme). Il s'agit plutôt d'une démarche évolutive visant d'abord à « rééquilibrer les pouvoirs de contrôle de l'entreprise entre actionnaires, dirigeants, salariés et citoyens », en augmentant progressivement le poids des salariés dans les conseils d'administration, les pouvoirs d'intervention des comités d'entreprise dans le domaine des stratégies économiques, en intégrant les entreprises sous-traitantes dans les institutions représentatives des entreprises donneuses d'ordres ; le vote de lois limitant le pouvoir des entreprises financières et redonnant un rôle progressiste aux établissements de crédit (pour la croissance et l'emploi qualifié) devrait enfin donner une tonalité cohérente globale à tous ces pas en avant vers la reconquête de l'entreprise productive.

Daniel Bachet appuie la crédibilité de sa démarche sur les expérimentations qui ont déjà donné vie à cette vision alternative de l'entreprise productive. Ainsi la gestion des entreprises de l'économie sociale, notamment les sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP), présente une autre démarche que l'entreprise gouvernée par le seul critère de rentabilité à court terme ; le complexe coopératif de Mondragon (cent seize coopératives, soixante-dix mille salariés) dans le Pays basque est l'exemple phare d'une entreprise qui a su marier démocratie sociale (les coopérateurs participent vraiment à la gestion de l'entreprise ; chacun est égal dans son vote) et efficacité économique.

Mais ces exemples restent minoritaires et non généralisables : tant que l'on n'aura pas touché en priorité le centre névralgique du capital financier qu'est la grande société anonyme avec ses énormes capacités financières et ses possibilités de diffusion idéologique sur la population et les représentants politiques, on ne pourra pas venir à bout du « bloc hégémonique » qui unit les sociétés de capitaux et les pouvoirs politiques. Le livre de Daniel Bachet nous offre des armes pour la reconquête de l'opinion publique par les forces progressistes.

Jean Lojkiné

Olivier Besancenot et Michaël Löwy,  
*Che Guevara, une braise qui brûle encore*  
Éditions Mille et Une Nuits, Paris, 2007, 14 euros



On comprend qu'en écrivant *Che Guevara, une braise qui brûle encore*, avec Michael Löwy, le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire n'ait pas voulu faire œuvre d'historien, malgré sa licence d'histoire. Il a fait plus que résister à cette tentation : l'ouvrage est une présentation, ou plutôt une construction, de la pensée d'Ernesto Che

Guevara qui a pour principale caractéristique l'évacuation de l'histoire et qui rappelle en cela les fameux discours sarkozistes émaillés de citations de Jaurès.

Il en est ainsi de la révolution cubaine, dont on pourrait croire à la lecture du livre qu'elle s'est nourrie du seul souffle de l'héroïsme alors que, jusque dans les moindres détails, le combat de Fidel Castro et de ses compagnons était imprégné de la connaissance du contexte national cubain, politique tout autant que militaire, dans un pays qui n'était alors qu'une semi-colonie américaine. Pour ne prendre que cet exemple, Yves Lacoste a montré comment le choix de la sierra Maestra comme base de guérilla ne devait rien au hasard et ne se justifiait pas seulement par la topographie mais par des conditions sociales tout à fait particulières<sup>2</sup>. On n'en saura pas davantage avec ce livre sur les acquis de la révolution cubaine. Voulant dissocier son image de Guevara de celle du Cuba réel, Olivier Besancenot réussit avec brio le tour de force d'associer le Che à ce qu'il n'a pas réussi, plutôt qu'à ce qu'il a réussi et qui l'a fait connaître.

Il en est ainsi des guérillas auxquelles Guevara a participé, dans le contexte international tout à fait original qui était celui des années 1960, caractérisé par l'embrasement du tiers-monde, le recul de l'impérialisme, l'existence d'un camp socialiste, certes déjà désuni. Présentant la guérilla comme la lutte révolutionnaire par excellence, Olivier Besancenot fait fi des conditions objectives qui rendent possible ou non un soulèvement armé, et utile ou néfaste telle ou telle forme d'aide extérieure. C'est flagrant à propos du Congo : sans doute plus clairvoyant qu'Ernesto Guevara à ce sujet, Fidel Castro lui demanda de quitter ce pays, considérant que la présence cubaine devenait à ce moment précis une gêne plutôt qu'une aide. La continuité du soutien cubain aux patriotes africains n'est d'ailleurs pas

évoquée, ce qui réduit quasi l'entreprise du Congo à une initiative individuelle de Guevara (« un besoin individuellement ressenti »). Or, Cuba aidera ensuite de manière particulièrement efficace d'autres fronts anti-colonialistes, à commencer par celui de la Guinée-Bissau. Et comment ne pas signaler à ce sujet le rôle exceptionnel qui sera celui d'Arnaldo Ochoa Sanchez, lui aussi compagnon de Fidel Castro, qui commanda les troupes cubaines qui stoppèrent les Sud-Africains en 1988 en Angola, avant d'être fusillé pour trafic de drogue, dans des conditions qui ne seront sans doute éclaircies que dans quelques décennies ? L'Angola d'aujourd'hui n'est certainement pas un paradis, mais, pour paraphraser Marx à propos des révolutions, les combats internationalistes victorieux sont, par rapport à ceux qui échouent devant l'adversité, ce que la prose est à la poésie. Se focaliser sur la seule expérience congolaise, c'est, une fois de plus, identifier Guevara aux échecs, plutôt que d'inscrire son action dans un mouvement peut-être moins romantique, mais victorieux.

Au final, la manière d'Olivier Besancenot a un but : se démarquer à tout prix de l'expérience historique concrète du socialisme<sup>3</sup>, dont le « renversement » a été tant « attendu », réduite à une expérience « tragique et sanglante ». Campons dans l'utopie afin d'esquiver les critiques, gardons nos distances avec l'histoire, sinon celle des révolutions perdues (parce que trahies) qui gardent leur beauté intacte, restons dans le pur idéal ! Tel est le credo idéologique d'Olivier Besancenot. Pour mettre Guevara au service de cette entreprise, il utilise les citations, essentiellement celles de la période 1963-1967, plutôt que les résultats de ses actes. Sa tentative d'embaumement idéologique le conduit à asséner à propos des exécutions sommaires décidées par Guevara : « Rien ne permet de comparer [cette justice révolutionnaire] à l'épuration politique stalinienne. » Pour quelles raisons ? On ne le saura pas. On comprend surtout qu'il est gênant d'associer le nom de Staline à celui de Guevara, puisque Olivier Besancenot utilise à propos du stalinisme le qualificatif « totalitaire », celui-là même qui sert aux courants réactionnaires à assimiler l'Union soviétique et l'Allemagne nazie. Pourtant l'une et l'autre ont fait partie du mouvement communiste. C'est avant 1956, lorsque Staline dirige l'Union soviétique ou lorsqu'elle s'en réclame encore, que Guevara manifeste sa sympathie pour elle, et c'est lorsqu'elle s'éloigne du régime stalinien qu'il s'en démarque. Comprenne qui pourra !

L'effacement de Castro a ce même sens. Castro n'a pas sa place dans l'image d'Épinal dessinée par Olivier Besancenot, qui ne supporte que la pureté des intentions, et non les nécessaires compromis avec la réalité, et parfois compromissions, des décisions prises par un

pouvoir. Il est difficile de le gommer complètement de la photo à la manière stalinienne, alors on le relègue à l'arrière-plan, lui qui entraîna Guevara dans l'aventure cubaine !

Ce qui est donc sous-jacent dans toute la présentation de cette période, c'est que l'histoire des révolutions se réduit à une succession d'échecs, avec, pour preuve, le fait que les idéaux proclamés initialement n'ont pas triomphé. Comme le fait remarquer Domenico Losurdo dans *Fuir l'histoire*<sup>4</sup>, peut-on dire de la Révolution française qu'elle a échoué parce que l'idéal des républiques de l'Antiquité qu'imaginaient recréer les Jacobins ne s'est pas réalisé ? Comme celui de la Révolution française, le bilan du mouvement communiste réel au xx<sup>e</sup> siècle est tangible : il suffit de penser à ce qu'était le monde en 1917 et à ce qu'il est devenu au fil de son affermissement, dans des conditions que l'on peut effectivement qualifier de tragiques, pour mesurer l'acquis et considérer qu'il ne se résume pas à une « expérience tragique et sanglante »<sup>5</sup>. Abandonnant l'analyse des contradictions du mouvement des sociétés, fuyant l'histoire, réduisant le communisme à un « phénomène de conscience », le projet révolutionnaire d'Olivier Besancenot s'exprime dans un messianisme revendiqué : il faut faire appel à « l'énergie rédemptrice susceptible de libérer chaque opprimé et chaque exploité », « endiguer les ambiguïtés humaines en les canalisant dans une démarche politique qui oriente la violence intériorisée par tous ceux qui subissent l'oppression ». Le choix d'orienter le combat actuel pour la transformation de la société vers l'utopie s'exprime dans tous les domaines : « combler la devise marxiste, de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » (en oubliant au passage le terme transitoire de cette formule classique, de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail), « généraliser le principe de gratuité pour restreindre le rôle de l'argent à sa plus simple expression, l'argent de poche », « remplacement de l'État par des formes non étatiques fondées sur la participation populaire directe ». Le communisme est vu comme le « royaume de la liberté »...

De ce point de vue, les développements touchant à l'économie méritent que l'on s'y arrête. Dans ce domaine, de larges pans de l'activité de Guevara lorsqu'il eut des responsabilités économiques, telle son attention au problème des réserves en devise, ne sont même pas évoqués. Olivier Besancenot concentre son attention sur les positions exprimées par Guevara dans les années 1963-1965 et notamment au débat sur le rôle des « instruments marchands » dans le socialisme. Il fait écho à l'opposition entre les économistes Ernest Mandel, qui considérait que le socialisme était incompatible avec l'utilisation d'instruments marchands, position qui

convergeait avec celle de Guevara, et Charles Bettelheim pour qui « la disparition des rapports marchands dans le socialisme » était un « mythe ». Olivier Besancenot considère, au mépris des faits, qu'il y avait un véritable marché à l'époque en Union soviétique, et y voit la preuve des « tendances pro-capitalistes » de l'URSS de Brejnev ! Il y a là un travestissement de ce que fut ce débat qui eut lieu au milieu des années 1960, lorsque des économistes soviétiques proposèrent, face aux signes de perte d'efficacité de l'économie de leur pays, d'introduire des mécanismes de marché sans renoncer au cadre de la planification socialiste<sup>6</sup>. Les défenseurs de cette réforme furent rapidement défaits, et la doctrine en resta au refus de tout mécanisme de marché. On sait ce qu'il en advint. On peut admettre avec Guevara que « dans la planification, c'est la conscience humaine qui dirige ». Mais comme la conscience pure, parfaite, et commune à tous, n'existe pas, la planification ne peut être le seul instrument de fonctionnement. L'expérience de l'Union soviétique l'a montré, lorsqu'on s'imagine qu'elle occupe la totalité de l'espace des décisions, elle est le paravent d'une économie parallèle à grande échelle.

Olivier Besancenot va même plus loin que Guevara, puisqu'il prône l'élimination du calcul économique au profit des « critères sociaux, éthiques et politiques ». On peut, tout au contraire, penser que le calcul économique ne s'oppose pas nécessairement à ces critères, mais qu'il permet précisément de faire des choix sociaux, éthiques et politiques en connaissance de cause quant à l'effort qu'ils représentent pour la société. Faute de quoi, il n'y a pas de véritable arbitrage entre les priorités, toute contrainte étant dissimulée.

Dans le prolongement de ces positions, Olivier Besancenot attribue la perte d'élan révolutionnaire que constate Guevara en 1963, lorsque le travail volontaire s'affaiblit, à une insuffisance morale. Il s'agit là d'une question importante. On trouve dans le livre très documenté de Pierre Kalfon, *Che Ernesto Guevara*, une légende du siècle<sup>7</sup> des récits passionnants sur les débats qui eurent lieu à Cuba sur le recours aux stimulants matériels ou aux stimulants moraux, les réponses données s'étant traduites par le départ de techniciens qui n'étaient pas tous hostiles à la révolution. Le recours direct à l'abnégation et à la générosité désintéressée a marqué toutes les révolutions socialistes et aussi, en France, la courte période de la Libération, avec notamment la bataille du charbon à laquelle avait participé le PCF. À l'évidence, au vu de l'expérience historique, il est vain d'en faire un moyen permanent et principal de la construction d'une nouvelle société. Domenico Losurdo remarque que « les héros ne sont nécessaires que parce qu'ils réussissent à garantir le passage à la normalité. La normalité doit être gérée par

des critères différents à travers des mécanismes et des normes qui permettent la jouissance, si possible tranquille, de la quotidienneté ».

Enfin, Olivier Besancenot prône « le contrôle permanent et démocratique par la population de l'ensemble des décisions<sup>8</sup> ». Sans s'attarder sur le caractère totalement irréaliste de cette proposition, contraire aux aspirations de bien des hommes et des femmes, signalons encore ce que dit à ce sujet Domenico Losurdo dans *Fuir l'histoire*. Rappelant que la Réforme protestante avait défié la papauté en décrétant le sacerdoce universel, il constate qu'« au cours du processus de développement des révolutions, l'enthousiasme initial de la participation semble suspendre pendant quelque temps la division du travail et les tâches de la vie quotidienne, qui finissent évidemment par réapparaître. Rien que pour cette raison, il devient inévitable d'arriver à un certain degré de professionnalisation de la politique. Le « sacerdoce universel » ne peut être éternel, il cède la place à quelque chose de plus limité et de plus prosaïque qui, en cas de victoire de la révolution ou du mouvement, n'est pas le retour à l'ancien temps.

La fuite dans l'utopie paraît un calcul politique gagnant parce qu'elle permet de se démarquer de manière radicale des expériences socialistes. Mais une telle attitude a de sérieux défauts. Faute d'une analyse sérieuse des potentialités de la situation présente, elle laisse le champ à la réaction en proposant comme alternative à sa politique une transformation soudaine et totale faisant table rase du réel, ce qui paraît hors de propos à la grande majorité des citoyens. Elle est particulièrement pernicieuse en ce qui concerne l'État, d'une part parce que, dans la mondialisation dominée par le capitalisme, se passer du rôle de l'État, c'est se condamner à l'impuissance, d'autre part, parce que la réponse aux enjeux écologiques exige un État fort. Enfin, dans l'hypothèse où une crise politique grave amène à un renversement radical des rapports de forces, ce qui est l'attente d'Olivier Besancenot, refuser de tirer les leçons de l'expérience historique, c'est préparer de nouvelles déconvenues. Car ce sont précisément les dimensions utopiques du communisme, quant à l'État, quant aux rapports économiques et quant aux rapports entre nations, qui sont à l'origine de sa crise.

Éric Le Lann

**Geneviève Fraisse, *Du consentement***  
Le Seuil, coll. « Non conforme », Paris, 2007.

Consentir, « c'est mon choix ». Vraiment ? Ces cent trente-cinq pages nous lancent comme des détectives à la poursuite d'un mot banal, apparemment rassurant. Les pistes sont multiples. Consentement, est-ce un



mot vecteur de la soumission ou une porte ouverte à la rébellion?

Un mot masculin à usage majoritairement féminin? Pourquoi est-il utilisé le plus souvent pour désigner un acte des femmes? « Elles ne décident pas, elles consentent. » Consentement : un mot au centre du débat sur la prostitution. Et une

piste intéressante nous mène vers le pouvoir : « Le consentement ne saurait être simplement libéral, mais radical, c'est-à-dire inscrit dans l'échange consensuel du pouvoir. » Puis derrière une page, on découvre le vis-à-vis du consentement : vous croyez qu'il s'appelle violence, c'est le pouvoir qui apparaît.

Donc, consentez à lire ces pages intrigantes : vous savez déjà que vous pouvez dire non ! Mais, croyez-moi, le consentement est bien un mot clé pour ouvrir la porte des questions.



Josette Rome-Chastanet

**Nathalie Piégay-Gros, *Aragon et la Chanson***  
2 vol. sous coffret, 110 documents, 60 poèmes en fac-similé, 272 pages, 49 euros.

Si Aragon n'a jamais écrit de chansons, il fut le poète le plus chanté du siècle dernier<sup>9</sup>. Par ce fait même, il semble avoir donné raison à Léo Ferré assurant l'avoir « mis en musique de la même façon qu'il a mis en musique Rutebeuf » pour conclure : « C'est assez dire que le vers français a un potentiel de musicalité. » Heureuse initiative donc que celle prise par Nathalie Piégay-Gros qui revient sur cette exceptionnelle rencontre entre poésie et chanson avec *Aragon et la Chanson*. On y comprend que, pour celui qui vit et accepta de son vivant que plus de cent cinquante de ses poèmes soient transformés par la mise en chanson, cette dernière consiste en une « critique créatrice » donnant au poème « autre vitesse, un poids différent ». Ferré, Ferrat, Brassens, aujourd'hui Sanseverino. La mise en chanson reconnaissait Aragon « rend à la poésie un service dont on calcule mal encore la portée, mettant à la disposition du nouveau lecteur, un lecteur d'oreille, la poésie doublée de la magie musicale ». Et, pour lui, le succès vient de ce que « le poème n'est que point de départ du rêve, et l'important pour le poète est bien de faire rêver. Cela, c'est le rôle de la mise en chanson ».

Valère Staraselski

1. Voir sur ce point l'ouvrage fondateur de Paul Boccard (*Intenir dans les gestions avec de nouveaux critères*, Éditions sociales, 1985) auquel Bachet ne fait qu'une courte référence, notamment pour les critères nouveaux proposés par Boccard (le ratio valeur ajoutée sur capital avancé) au profit des travaux beaucoup plus « consensuels » et ambivalents (par rapport au critère de rentabilité) de Paul-Louis Brodier sur les comptes de valeur ajoutée directe jugés plus facilement « applicables » dans le rapport de forces actuel entre mouvement ouvrier et patronat.

2. Voir le numéro 5 de la revue *Hérodote*, paru en 1977, l'article « Fidel et la sierra Maestra ».

3. Rien ne trouva grâce aux yeux d'Olivier Besancenot qui critique la décision de Khrouchtchev lors de la crise de 1962, de retirer les missiles nucléaires de Cuba. On le sait depuis, la guerre nucléaire fut évitée de peu. Il interprète les déclarations de Guevara (qui joua un rôle de premier plan, puisqu'il négocia l'installation de ces missiles) regrettant qu'ils n'aient pas été utilisés, comme une réaction due au dépit de n'avoir pas été informé de la décision de retrait. On peut être fondé à considérer qu'elles sont aussi l'expression d'une vision apocalyptique de l'histoire, présente alors dans le mouvement communiste, et de son corollaire le refus de la politique de coexistence pacifique. Ainsi, loin de penser qu'il n'y aurait pas de gagnant dans une guerre nucléaire qui ne pouvait alors qu'être généralisée, Mao Zedong déclare en 1955 que si les États-Unis déclenchent la troisième guerre mondiale l'issue « sera bénéfique aux communistes et aux peuples révolutionnaires du monde », et en 1958 « qu'on peut imaginer qu'il reste la moitié ou le tiers de la population. C'est-à-dire neuf cents millions d'hommes sur les deux milliards neuf cents millions. Après quelques programmes quinquennaux, on pourra se redresser. Or, le capitalisme sera complètement éliminé et on aura gagné une paix durable » (voir sur le site de l'Institut de stratégie comparée l'article de Chen Shi Nin, « La conception chinoise de la dissuasion nucléaire à l'époque de Mao Zedong »). Relevons que la crise des missiles semble marquer un tournant dans la pensée de Guevara, dont les discours sont ensuite empreints de l'utopie du communisme assimilé à la fin de l'histoire et à la naissance d'un homme nouveau.

4. *Fuir l'histoire*, éditions Delga.

5. Olivier Besancenot liquide en une seule phrase les acquis historiques obtenus dans notre pays : « Le seul spectre d'une révolution en France, en 1936, à la Libération ou en mai 1968 semble avoir été plus efficace que les gouvernements de gauche pour arracher des droits sociaux élémentaires. » J'avais souvenir que la Ligue communiste taxait la lutte pour ces droits sociaux élémentaires du qualificatif de réformiste, ce qui, à l'époque, avait la valeur d'une insulte ! Des ministres communistes de 1944-1947 qui avaient contribué à construire pour tous les travailleurs la Sécurité sociale, elle ne retenait que la prétendue complicité avec les massacres de Sétif et de Constantine ! On peut penser que les droits élémentaires, sociaux, démocratiques et culturels conquis durant la période 1934-1983 doivent plus à l'action d'un mouvement ouvrier et démocratique, conscient de sa force et de ses limites, qu'à la seule intervention d'un spectre.

6. Lire à ce sujet le livre de Moshe Lewin *Le Siècle soviétique*. On relève également dans ce livre que Trotski fut plus lucide qu'Olivier Besancenot durant la période où il était au pouvoir : avec une brochure prônant la liberté du commerce, il fut directement à l'origine de l'adoption de la NEP par les bolcheviques.

7. Paru aux éditions du Seuil, coll. « Points », ce livre est indispensable pour ceux qui veulent connaître ce qu'a été l'action de Guevara.

8. Sur ce sujet, le projet de Guevara était plus réaliste : « Une démocratie socialiste signifie que les grands choix socio-économiques, les priorités en matière d'investissements, les orientations fondamentales de la production et de la distribution sont démocratiquement débattus et fixés par la population elle-même. » On peut partager cette idée sans exclure d'autres formes de participation aux décisions, où les intérêts les plus divers s'expriment, et non plus seulement les grands choix qui dirigeront l'évolution de la société.

9. Cette note de lecture a été publiée par *Vendémiaire*, n° 27, revue en ligne <http://vendemiaire.over-blog.org>



Conception/réalisation graphiques :  
Atelier Sacha Kleinberg

ISBN : 2-916374-12-4  
ISSN : 1951-9745

Achévé d'imprimer en France en décembre 2007  
sur les presses de l'Imprimerie Loire Offset Plus





